

ADVERTISSEMENTS

SVR

L'EDICT D'HENRY

ROY DE FRANCE ET

DE POLOGNE, faisant droict aux

Remonstrances proposees par les

Estats du Royaume assemblez

par son commandement

en la ville de Bloys

l'an 1576.

PAR JEAN DVRET IVRISC.

de Molins en Bourbonnois.

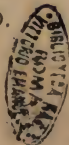
Avec vne Table de toutes les matieres y contenues.



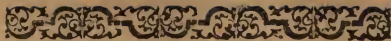
A LYON,
PAR BENOIST RIGAUD.

M. D. LXXXVII.

AVEC PRIVILEGE DV ROY.







Extraict du Priuilege du Roy.



MENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, A noz amés & feaux Conseillers les gens tenans nos cours de Parlement, Preuost de Paris, Bailly de Rouën, Seneschal de Lyon, Grenoble, Thoulouse, Bordeaux, Dijon, Poictou, Berry & Champagne, Iuges d'Anjou & du Maine, & à tous nos autres Iusticiers & officiers, ou leurs Lieutenans, & chascun d'eux si comme à luy appartiendra, salut. Receuë auons l'humble supplication de Benoist Rigaud marchand libraire demeurant à Lyon, contenant qu'il a puis n'aguères à ses grands fraiz & impenses recouuert la copie d'un liure intitulé: *Aduertissement sur l'Edit des Estats tenus à Blois, par Iean Duret Iurifconsulte de Molins.* Lequel liure ledict suppliant ayant nostre permission se roit volontiers imprimer & mettre en vête pour l'edificatiō & vtilité d'un chascun, n'estoit qu'il craint après l'auoir mis en lumiere, autres libraires, imprimeurs ou autres voulistent semblablement s'ingerer de ce faire, qui seroit à sa tresgrande perte & dommage, & pour entierement

le frustrer des frais que lediēt suppliant y auroit mis & consommé si par nous ne luy estoit pourueu de priuilege special à ce conuenable, humblement nous requerāt iceluy. Pource est il que nous ces choses considerees : vous mandons, & entant que telle cognoissance peut à chascun de vous, enioignons de permettre audiēt suppliant, & auquel de grace especial auons permis & permettōs par ces presentes de pouuoir faire imprimer, vendre & distribuer lediēt liure cy dessus mentionné, & ce pour le temps & espace de dix ans, du iour & datte q̄ ledit liure sera paracheué d'imprimer, avec defences & inhibitions à tous marchans, libraires, imprimeurs & autres de ce Royaume, de quelque estat qualité & conditiōs qu'ils soyent, d'imprimer, faire imprimer, n'exposer lediēt liure en vente durant lediēt temps, sans le vouloir & consentement dudiēt suppliant sur peine de confiscation de ce qui se trouuera. Si vous mandons & enioignons par ces presentes que de noz presens priuileges vous faictes & souffriez iouir lediēt suppliant. Car tel est nostre plaisir, comme plus à plain est déclaré à l'original dudiēt priuilege. Donnē à Paris le xx. iour de Feburier, l'an mil cinq cens quatre vingt & sept. Et de nostre regne le treziesme.

Par le Conseil.

LE COMTE.

A MESSEIGN. MESSIEVRS
TENANS LE CONSEIL ESTABLI A
Paris, pour tres-prudente & tres-vertueuse
Princesse Ysabelle d'Austriche, Royne douai
riere de France, & Duchesse de Bourbonnois:
JEAN DVRET, Salut.



ESSEIGNEURS, la ville de Mo
lins se trouua dernièrement tant
affligée, que les habitans combatirēt
à qui trouueroit de meilleure heure
la campagne, à fin d'citer la conta
gion. Je entre les autres ne me monstray lache à ceste
retraicte, & me retiray hastiuement en vn petit do
maine que ie possede soubz voz bonnes graces. Mon
trop soudain despart m'apprint que vant l'ouurier
sans ses oustils, & recogneus (quoy que d'ailleurs le
rustic me plaise) la difference de l'homme accompa
gné de ses semblables, d'avec celui qui erre seul en
plat pays ne trouuant à qui conferer. il m'aduint,
pour enuoyer ce temps miserable & chagrin, de vou
loir experimenter ce qu'aucuns assurent, que les
clemens, les herbes, les arbres, en somme toutes cho
ses creees parlent, à qui sçait entendre leur languaige.
Ceste experience me donna quelque contentement,
les huiēt premier iurs, m'esgayāt à contempler l'air
serain du lieu, l'assietee partie en coustaux mignons
du bon Denis, les ruisselets en ressortissans, les terres

produisans le bled de toute espee les prairies & cā-
pagnes, pour la nourriture du bestail, réplies de mil-
le & mille simples les plus exquis, avec les fruitiers
de toute sorte, continuât iusques aux lisieres du fleu-
ue Esté, le coursaire de noz biens pour les transporter
aux regions les plus esloignees Et quoy que tout cela
fust de prime abordée assez recreatif. si commēçay ie
peu de iours apres à regarder derriere moy, & songer
que mon eslude estoit deuenue. Je commençay de pen-
ser que la suite des cōmentaires aux coustumes Bour-
bonnoises me deuoit apporter plus de plaisir ioinct à
l'honneur : mais ne falloit encores parler de retourner
à la ville où mes liures estoyent demeurez : car la ma-
ladie, qui ne cōmençoit que d'empieter a mō depart,
y establissoit de plus en plus son regne. Cela m'occa-
sionna de departir les heures du iour, & bailler aux
fraisches matinees la visite des colines, la seree aux
ruisseaux & plat pays, reseruāt pour le midy les tail-
lis, saulsayes & vergiers : & accōpagnant ces demar-
ches de quelque manuel pour empescher la solitude
qui eust ancanti ces plaisirs à la longue. Et m'estant
aduenue d'auoir retiré avec moy l'Edict de Bloys, ie
commençay à le fueilleter : lecture qui me monstre au
doigt & à l'œil n'estre chose aucune qui se puisse es-
galler aux lettres. Entre ces premiers passetemps ru-
stiques, la lecture de ceste Edict m'apprent tout ce
que les humains peuuent souhaitter pour se heureuse-
ment cōduire icy bas. Il m'enseigna la reuerēce deuē
à l'Engli

à l'Eglise, la charité des Hospitaux, les Vniuersitez
estre les nourrisiss de tous Estats, cōme la iustice est
le plus assésur maintien des Republiques, dequoy y
seruent les nobles. & les guerroyeurs, quel fondemēt
a le domaine du Prince, à quoy il doit estre employé,
me fit voir les abus qui pullulēt parmi tout le corps,
& comme ils peuuent estre retrenchez & reformez.
La seconde lecture me fit cognoistre (au moins si mon
iugement n'est fautif) que des le commencement de
ceste Monarchie il n'y a Souuerain qui aie dressé vn
semblab'e Edict. l'ose dire que tous les Edicts assem-
blez ne sont si bien façonnez ni tant importants que
cestuy-cy seul. Ces consideratiōs m'accouragirent à le
regarder de plus prez, de le lire & relire chacane heu-
re, en intention d'y dresser quelques succinēts aduer-
tissemens. Je ne doutois point la pesanteur de ce faix,
estant esloigné de mō estude & priuē de ma memoire
locale, & sçauois assez que ce n'est peu d'entreprendre
dire son aduis en lieu champestre, principalemēt
sur tāt d'articles diuers qu'ōt arresté les Estats d'un
Royaume si florissant, & garni d'hōmes de doctrine
admirable. & si n'auoyēt mis en oubly que le docteur
Bugnyon s'est si dextremēt employé à exposer ce qui
touche la iustice, que ce seroit trop hautement entre-
prendre d'en vouloir parler apres luy. Neantmoins
la maladie s'estant quelque peu retiree pour nous per-
mettre le retour à la ville, ie m'adusay de contēpler
ce que le temps de malheur & oisif m'auoit apporté,
Et re

Et recognoissant que l'Edict estoit pour la meilleure part postulé, selon les imaginations prises en saison desolée & leu desert, j'ay prins vne seconde peine pour verifier mes notables, remplir les fenestres aduenues par le defaut de ma memoire, puis ay rangé & disposé mon opusculé en l'ordre que vous le voyez. Je veux dire (Messieurs) qu'il est attiré selon ma puissance, en consideration des grandeurs & excellences de vos Seigneuries, auxquelles ce liure est consacré. Mes aduertissemens sur cest Edict contiennent en peu de parolles, les pareilles responses des anciens iuriscōsultes, pareilles loix des Empereurs Romains pareils Decrets des Saints Peres, & semblables ordonnances Françoises: & souuent parlent des plus anciens gouuernemens, selon que l'histoire m'en a voulu fournir. Cccy est dict (Messeigneurs) pour la crainte que ne vueiliez vous desfourner de vos meilleurs affaires, pour verifier si ie suis un prometteur sans effect. Et de vray ce seroit trop importuner qui vous vuidroit presser de la lecture. I'auray trop s'il peut passer sous vos auctoritez & bonnes graces, de quoy ie vous supplie aussi affectionnement, que ie prie la toute bonté vous oëtroyer (Messeigneurs) selon vos saints desirs. De Molins, le 15. d'Aoust 1584.

Vostre plus affectionné subiect & tres-
obeissant seruiteur,

I. D V R E T.



E D I C T S V R L A

*Resolution des Estats assemblez en
la ville de Bloys, au regne
d'Henry troisieme
du nom.*

P R E E A C E.



HENRY par la grace de Dieu
Roy de France & de Pollon-
gne à tous presens & à venir,
Salut. Comme au mois de
Nouembre mil cinq cēs soi-
xante & seize, nous eussions fait assembler
en nostre ville de Bloys les trois Estatx de
nostre Royaume, & benignement ouy & re-
ceu leurs plaintes, doleances & remonstrāces
redigees & presentees parescript. Ausquelles
(toutesfois) nous ne peumes faire lors respō-
ce & pouuoir de remede cōuenable, au sou-
lagement de nos subiects, pour auoir esté no-
stre bonne & droidte intention retardee par
nouueaux troubles, qui recommencerent
(comme chacun sçait) en diuers endroits de

nostredict Royame. Lesquels aussi tost qu'ils furent par la grace & bonté de Dieu aucunement appaisez au mois de Mars mil cinq cens septantehuit, asistez de la Royne nostre tres-honnoree Dame & mere, feismes assembler en nostre bonne ville de Paris, plusieurs Princes, Seigneurs, principaux officiers de nostre Couronne, & autres grâds personnages de nostre Conseil priué. En la presence desquels aurions veu, & fait voir les cayers qui nous furent presentez par les deputez desdicts Estats: Neantmoins nous aurions esté contraincts de differer la publication de l'Edict, que nous entendions faire dresser sur les Articles y contenus: estant impossible que l'exécution & obseruation d'iceluy fut telle que nous desirions, & l'autorité de nos Ordonnâces le requiert, pour ce qu'ils restoient beaucoup de reliques des troubles passez en plusieurs Prouinces de nostredict royaume, esquelles il estoit besoin au parauant reestablr le repos. Et pour cest effect nostredicte Dame & Mere auroit voulu prendre la peine de s'y transporter, & s'y employer, cōme elle faiēt encores de presēt, avec le mesme soin, zele, & affection qu'elle a tousiours porté au bien general de nostredict

dict Royaume. Et voyant que par la grãde & accoustumee prudence, toutes choses estoient disposees à vne bonne pacification, n'auons voulu plus longuemēt differer la publication de nostre Edict, pour le singulier desir que nous auons de pouruoir aux plainctes de noz subiects, & sur toutes choses, entant qu'à nous est, faire que l'ordre des gens d'Eglise soit remis en bon estat, par le reſtabliſſemēt de la discipline Ecclesiastique, selon les S. Decrets, dont la garde & protection nous appartient. Et apres auoir veu & fait voir derechef lesdicts cayers en nostredict Conseil priuē, auquel asistoient aucuns Princes, Seigneurs, Officiers de nostre Couronne, & autres grãds personnages; Auons par l'aduis d'iceux fait, statuē, & ordonnē, faisons, statuons, & ordonnons les choses qui ensuyuent. Et premierement.

ADVERTISSEMENTS

sur la Preface de l'Edict.



O Y de France & de Pologne.]

Les plus anciens Edicts font foy de la bienueillance des Roys de France à l'endroit des subiects, qui ne declarent par escript leur intention au peuple sans premiere fa-

a M Jean
Gouffet,
cousin. au
bas. usage
de Cler-
mont. in fi.
Barth. ad
rub. ff. de.
in princ.

b glo. l. j.
C. de re-
peran lib.
12.

lutation. Mes petites adnotations sur la preface de l'Edict d'Amboise, proposent sommairement ce qui est propre à ce subiect, partant ne m'y arresteray d'avantage^a. Quoy? passeray-je outre sans recommander aux nepueux la Majesté d'Henry qui par ceste ordonnance ne saluë seulement son peuple, mais efface les nuages & tourbillons pallez, donne le repos tant desiré; & la tranquillité necessaire à tout Royaume regi comme il appartient? Socrate defendoit de parler indiscrettement des puissances qui sont par dessus nous. Ce grand Alexandre auoit ses pain- tres & graueurs qui seuls osoyent le représenter en bosse & platte peinture. Et l'inuincible Iules origi- ne des Césars, prenoit à desplaisir estre recomman- dé d'une infinité de poëtaistres tât mal apprins qu'il se promettoit leur issue aussi soudaine que la nais- sance. Qu'est-il besoing faire estat de tout ceux là, veu que noz Iuriconsultes apprennent en propres termes, n'estre permis indifferemment à tous de saluer le Prince^b? Pourquoi doncques arresteroy- ie icy ma petiteesse indigne d'ouurer la bouche du Monarque, qui a nourry ses premiers ans aux affai- res d'estat, qui preside si assiduelement au conseil, que les poursuiuans s'en estonnoyent, les Princes & grands Seigneurs admiroyent sa patience à ouyr les plaintifs, & sa diligence & prudence à leur ren- dre iustice? Cela dura iusques à ce que la Majesté de Charles voulut qu'il changea la plume qui aucto- risoit tant de beaux resultats, en lasche d'armes pour ranger ceux au deuoir, qui esgarés pensoyent raut par force & à main armee ce qu'ils deuoyent plus honnestement demander au Souuerain, la teste
nue, &c

nue, & les genoulx courbés. Qui pourroit descrire les rencontres, batailles assignees, villes assiegees & vaincues, tresfidelles tesmoins combien il est grand mignon & fauory du Dieu viuant qui tempere tout? Pourquoy mesuertueray-ie de le declarer à la France (quand bien ie le pourroye, & ce subiect le permettroit) veu que les Royaumes plus esloignés en ont leurs Annales toutes remplies? Vos merites, Henry mon souuerain Seigneur, firent cognoistre au peuple glacé, qu'il deuoit pour son bien laisser l'Espagne & Italie à costé, & traueser les Allemagnes, pour vous supplier d'accepter le Royaume qu'il vous presenta. L'accord que feistes à leur requeste, vostre voyage à l'allee & au retour estonna tous les Princes & potentats, qui eurent ce bien de vous receuoir, n'ayāt iamais pensé iusques à ceste heure, que la bonté infinie eust mis en vous toutes les perfections qui vous accompagnent. Les Pollacques vous iugerent (non sans cause) vn des plus puiffans Dieux arriuez à leurs terres, pour la conseruation & augment de leurs Seigneuries: & les François fondirēt en pleurs pour estre trop esloignez de vostre presence. Malheur, & trois fois malheur, quand Charles nous fut rauy pour faire part à ceste grande compagnie celeste. Malheur, qui fut presque esteint deslors qu'Henry se presenta pour se reuestir de la pourpre de son Seigneur & frere, s'affula de la Couronne, & hanta le sceptre François dans sa main dextre. Comme les Pollacques à vostre arriuee chanterent ces vers tirez du poëte Romain.

ADVERTISS. SVR L'EDICT

*Quel est le puissant Dieu, où la bonne fortune
Qui veut nous soulageant s'allier de Neptune?
Le plus grand des mortels, rempli de sainteté,
En la face duquel luit la diuinité.*

*Oyez sont beau parler, regardez son alleure,
Contemplez son esprit, voyez sa cheueleure.*

Les fideles François à vostre heureux retour firent
retentir ceux-cy iusques au Ciel.

Vn tel an ne fut oncq' sur la terre habitee,

*c Petrus
Rauēnat.
in aureo
Alphabe.*

Telz parens on n'a veu, n'une telle portec.

*d l'impe-
rialis, C.
de nupt.*

Les liguez voyant vostre sage & prudente cōduicte
aux affaires les plus deplorez, perdirent courage,
auec vn entier defaillement de cœur. Mais le Mo-
narque, qui à l'imitation de l'Eternel, ne tend ail-
leurs, qn'à reduire tout à vn doux & gracieux Estat,
pour le general bien^d, a voulu prendre la voye q̄ ses
deuanciers ont tousiours tenue en semblable occur-
rence, appeller & ouyr ses subiects, & par leur aduis
restabliſ les loix qui rendent ceste monarchie im-
mortelle. En voicy l'edict: edict saint & sacré, pour
estre fondé sur les remonstrances de tout le peuple,
& auctorité du souuerain. Les trois cens soixante
trois §§. qu'ils contient sont assez entendre sa val-
leur, sans qu'il soit reſcommādé d'auantage: & la
preface d'iceluy (combien qu'elle soit succintement
couchee) monstre au doigt & à l'œil, les qualitez du
Monarque qui nous seigneurie. Regardez y de
pres, vous le trouuerez sur tout craignant Dieu, re-
cognoissant que les aduātages qu'il a, viennent de
ceste part. Il se declare bon filz de l'Eglise Catho-
lique, & protecteur des Ecclesiastiques, honore sa
mere Prinſesse de merites infuiz, suit les resolu-

tions

tions de son conseil, ayme ses fidelles vassaux, & subiects obeissans: & patiente, pour remettre au giron ceux qui se contristent d'auoir choisi la voye espineuse, & delaisé à main dextre la plus frayee suiuiue des mieux aduisez. Nous deliberons (aydant Dieu) de dire sommairement sur chacun des points contenus à la preface, & passant outre considerer la valeur des §§. contenus à l'Edict, peser l'energie des mots, la grace des belles sentences, & l'equité des resolutions qu'ils contiennent. Non pour les doctes, qui n'en sçauent que trop sans mon ayde, mais afin d'accourager les simples à la lecture, & les mal semeurs à recognoistre le zele que sa Maiesté a de faire viure chacun en repos, bornant tous Estats des limites de raison. Reste que le subiect se recognoisse, & que la puissance du souuerain face inuiolablement garder ses bons plaisirs.

Eustions fuct atsébier. l'ay ailleurs discours la questiō si le Prince est sur les Estats, & le Pontife sur le Concile, & est mōstré par raisons concluan-tes qu'Hothoman s'est grandement deceu, qui a voulu les estats du Royaume brider le Roy. Bodin, à mon aduis en a parlé plus doctement & veritablement, defendant l'opposite, & souteenant que le Roy est sur les estats. Aultrement le peuple n'auroit affaire du commandemēt du Monarque, il se pourroit assembler toutesfois qu'il penseroit estre necessaire sans poursuiure autre permissiō, qui neantmoins est requise, comme vous voyez par ces mots, Eustions fuct assemblez. D'ailleurs si vous regardez comme les Estats parlent au Roy, vous cognoistrez qu'il est par dessus. L'harangue de Maistre

*e Conslm.
de Bourb.
§ 39. moe
Estats, vo
jet Bodin
kepnb li.
4 c. 9 fol.
205.*

Iehan de Rely faicte à l'assemblée de Tours au nom du peuple, l'apprend en plus de vingt passages Voicy ces mots : Voz humbles & tresobeissans subiectz les deputez des trois Estats de vostre Royaume, venus icy par vostre commandement & ordonnance, comparoissent & se presentent par deuant vous en toute humilité, reuerence, & subiection ^f. Sont-ce là propos qui puissent estre tenus par le superieur à l'inferieur? & ailleurs: Il m'est enchargé de vous exposer le bon vouloir, la cordiale affection, le ferme & arresté propos que les Estats ont à vous seruir, à subuenir en tous voz affaires, commandemens, & bons plaisirs, & de perseuerer tousiours en icelle loyauté & obeissance. Et plus bas : Nous sommes deuant le sang de la tresnoble maison de Frâce, qui a accoustumé de subuenir aux oppressions par toute la Chrestienté, à l'huis de laquelle maison sommes icy assemblez, pour demander grace, misericorde, & relieuement ^g. Le commencement du cayer contient ces mots: Puis qu'il a pleu au Roy. Et encores plus clairement ailleurs : Nous tous qui sommes icy assemblez, nous prosternons cordialemēt aux piedz de vostre tres-haute excellence, en vous suppliant en toute reuerence, en toute humilité, & subiection, tres-affectueusement, & tres-instamment, qu'en ce qui sera trouué bien aduisé, deliberé, & consulté pour le bien de vous, & de vostre Royaume, qu'il vous plaise y pourvoir, & conclure ^h. Les propos de Monseigneur le Chancellier n'eurent but diuers. Voila comme il parla aux deputez apres que le Roy leur eust declaré sa volonté: Vous vous pourrez retirer ensem

f Feuilles
premier.

g feuillet
17. le com-
mencement
du cayer
en ces
mots: Puis
qu'il a
pleu au
Roy.

h feuill
63. pag. 2.

ensemble, non point pour y deliberer, mais pour remercier le Roy des graces qu'il vous a faitⁱ. Tous ces termes monstrent que c'est au Roy de faire assembler les Estats, ouyr leurs doléances, & remonstrances, iuger celles qui doiuent estre accordées, ou desuies, qui licétie le peuple assemblé. Doncques par dessus les Estats.

Benignemēt ouy & receu leurs plainctes.] Qu'est ce à dire, ouyr? Qu'est ce à dire, recevoir les plainctes? l'Empereur Constantin monstre cōme il faut benignement ouyr ses subiects iusques à boucher les yeux aux contenāces inciuilles, & clorre les oreilles aux parolles desfreiglees. Ce grand Seigneur voulant faire quelque reueuⁱ de ses legions n'ouit autre chose à l'abordée des chefs d'armée que ces mots prononcez à plaine teste, Constantin Dieu vous cōserue longuement pour nous, Viue nostre salut, Viue nostre salut. Nous disons ces parolles d'une voix, d'une opinion, & selon l'obligation que nous vous deuons. Mais les vieilles bandes tindrent autre langage beaucoup plus rigoureux. Constantin (disoyent ces soldats) pourquoy nous auez vous esleu pour estre des vieilles bandes, si nous sommes priez des priuileges qui appartiennent aux soldats cassez & rompus de long travail? Ce langage hautain & presque temeraire ne fust reletté, mais l'Empereur respondit doucement: Je suis tenu d'augmenter le priuilege de mes anciens soldats cassez & rompus de long travail, tant s'en faut que j'aye volonté de les abuser. Sur ce victorieux vn des plus vieux repliqua: Que les vieilles bandes ne deuoyent permettre qu'on les

*1. finistre
64 et 54.
page 2. ou
le peuple
est appel-
lé le sea-
b' au orde
marche-
ped du
Roy.*

k l. j. de
Veteran.
lib 12. C.

assubiection à tant de charges, pour lesquelles ils estoient prins tous les iours, & en tous lieux. Alors l'Empereur dict, dictes moy qui sont les charges trop grandes que vous portez à regret? Toutes les vieilles bandes respondirent d'une voix, vous les voyez, elles ne vous peuvent estre cachees. Sur ce l'Empereur: Je veux maintenant que les vieilles bandes se resistent de maliberalité, i'entens qu'ils ne soyent plus contraints d'entrer és charges civiles, & les autres priuileges qui ensuiuent au texte^k. Par là vous recognoissez vne merueilleuse patience d'un sage Empereur, iusques à ouyr non seulement les remonstrances & plainctes, mais encor les menaces des soldats indignez & contumax. Par là vous voyez comme il les r'appelle gracieusement, & non seulement veut les recompenser des seruices, mais beaucoup plus, qu'ils se resistent de ses liberalitez. C'est ainsi comme le Prince doit ouyr les plaintes de son peuple. C'est ainsi qu'il le doit recevoir, nō comme ce trop superbe Empereur Xerxes, qui tint tel langage aux premiers de son Empire assemblez par son commandement: Afin que le peuple estranger ne pense point que i'aye entrepris la guerre de Grece de mon seul motif, ie vous ay assemble en ce lieu, reste vn poinct: ayez souuerainete que vous me devez plus obeir que conseil-
ler.^l Nous scauons assez que le Roy est sur la loy, qu'on ne peut dire, pourquoy l'ordonnez vous ainsi. Bref qu'il peut tout. Mais estimons n'estre guerres beau, d'vser à toute hurte de ceste puissance. La Majesté faict beaucoup mieux qui se reigle au vieil adage.

l Lycost.
tit. de Ty-
rannide,
fol. 146.

Ce que

Ce que le peuple a aduifé,

Soit du Monarque auctorisé^m.

Suyuant ce les estats de Tours tindrent ce langage au Roy: Nous vous supplions que ce qui sera trouué bien aduifé, deliberé & computé, pour le bien de vous & du Royaume, qu'il vous plaife y pouruoir, & conclure sans aucune dissimulation, dilation ou trāsgression. Car iamais ne se pourra mieux faire que maintenant, & si maintenant ne se faiēt, nous n'esperons que iamais il soit faiētⁿ. Or la Majesté d'Henry a ouy & receu nos requestes, & (comme verrons cy bas) a esté dolent que contre sa bōne & droicte intentiō les nouveaux troubles ayent differé la publication d'un si sainēt & salubre Edict, qu'est cestuy-cy. Pourquoy heliterions nous sur l'entretien? Les Roys baissent le liure, apres l'Euangile, pour monstrier qu'ils sont veritables en toutes leurs promesses, & que leur simple parolle vaut obligation^o.

Presentees par escript.] Les Estats de Tours supplierent le Roy faire lire en sa presence le cayer qu'ils presenterent^p. L'Edict de Charles IX. (la memoire duquel soit eternelle) contient que les remonstrances des estats d'Orleans furent redigees par escript, & presentees. Cest Edict vse de semblables termes: d'où vient cela? à fin que les supplians ne dient rien indiscrettement, mais pensent à l'aïse & qu'ils deurent coucher par escript: & d'autre costé qu'il n'eschappe rien au Prince, qui ne soit bien pourpensé. Il doit tousiours (disoit l'ancien rec) parler deuant le peuple comme il feroit en la comedie. Tibere songeant à cela leua la coustume de

m Anton.

Maria ss.

de comun.

opin. li. 2.

ss. 8. nu.

26.

n Tours,

fues. 6. &

63 pag. 2.

o Syntog.

iur. verb.

stat. col.

2. fol. 29.

p Orieus

preface.

q Brist. de
formulis.
lib. 3. fol.
327. Bod.
repub. fis.
708. 709
cap. 6. li.
4. Corne.
Tact lib.
4. annal.
fol. 214.
S. 266 f.
442. Ar-
gère des
appropri-
ances.
r Tours 2.
propositi.
fueill. 55.
s Tours
fueill. 27.
page 2.

t Tours
fueill 10.
page 2.

de parler au Prince & rendre responce par escript⁹. Remede conuenable au soulagement de noz subiectz.] Hieremie môstre que le principal du bon Roy cōsiste à rendre iustice, empescher que le sang innocent ne soit espanché par faulses & calumnieuses poursuittes, & releuer les pauures d'oppression: adioutant grandes peines cōtre les Monarques qui dissimulent, s'endormēt ou font l'aureille sourde aux doleâces. Il destruira (dit il) les royaumes où tels Princes domirent, mettra à mort les chefs, & donnera benediction à leurs ennemis^r. De là les histoires Françoises remarquent que Charles VII. prospera durant son regne, d'autant principalement qu'il honnoroit Dieu, & aymoît ses subiects, qu'il traicta en toute clemence & benignité^s. A ce est conforme la belle sentence de Salomon : Qui faict l'aureille sourde aux clameurs du peuple, il criera vne fois & Dieu ne l'escoutera. Sire n'oyés point les flateurs (disoit M. Jean de Rely) informés vous de la verité, oyés les plaintes des pauures, à fin que elles ne soyent ouyes de Dieu contre vous^t.

Notre droicte intention retardee par nouveaux troubles.] L'opinion de Marius est assez vulgaire, qui disoit le clicquetis des harnois empescher que les loix ne soyēt ouyes. Et quād bien le Prince pourroit à main armee ranger les desobeissans, si est-il meilleur qu'il patiente vn peu à fin d'experimenter si par douceur & mansuetude, il pourra remettre les desuoyés. Iesus Christ monstre ceste doctrine, qui est venu icy bas non pour pēdre, mais à fin de sauuer. Aussi a il commandé de chercher la brebis esgaree, & l'ayant trouuee de la char-

ger sur ses espaules pour la remettre au troupeau. De là l'Eglise ne punit precipitement les premieres fautes, mais patiente attendât que le deluoyé se recognoisse ^v. Doncques ce ne sera merueilles de voir patienter nostre Prince, attédant que ses subiectz se recognoissent pour les recevoir en toute douceur. C'est pourquoy Iustinian dit: Il ny a rien de plus propre à la Majesté que clemence, par laquelle seule nous approchons de plus pres à l'eternité ^x.

Aussi tost.] Sémble q toute ceste clause soit tiree du texte de Iustinian qui parle ainsi: Le Prince doit estre zelateur de Iustice, pour la faire distribuer à son peuple, & triompher des ennemis vaincus, ce que par la grace de Dieu, grande prudence & longs travaux nous auons obtenu. La gent barbare a senty que valloit nostre sueur en guerre, s'estant remise sous nostre obeissance, & tant d'autres nations & prouinces innumerables ont esté reduites sous l'empire Romain, par les belles victoires que Dieu nous a doné. D'auantage tous les subiects del'Empire viuent maintenant sous les loix de noz deuanciers, & reformees par nous, ou sous celles qu'auons dressees de nouuel. N'est ce point ce que propose sa Majesté, qu'il a faict ce bel Edict par l'aduis de son conseil, si tost qu'il a pleu à Dieu par sa grace & bonté aucunement appaiser les troubles precedens?

Par la grace & bonté de Dieu.] Voila la premiere marque qui faict recognoistre Henry tresdigne de seigneurier. I E S V S- C H R I S T est appelé le Roy des Royaumes, le Roy des Roys de la terre. Par luy les Roys regnét, & font de bonnes & saintes

v Iodoc.
Damian
der. libro
Parium
verb. ec-
clesia, &
verb. pa-
tronus.
x I si r n^o,
C. de do-
nat. inter
vir. & r.
xor.

y r r o m.
m p i u. y.
q u o r u m.

*Barth.
auch vñ lo
ber de re-
tor. Prag.
Sanct. tit.
de electis.
fol. 36. §.
Et cū hu-
mane lo-
docus lūā
bonder. is.
Parium,
verb. Ec-
clesia.*

*a l in ne-
wine Do-
nini, C.
de off. pra-
fect. prat.
Aphric.*

*b l i eod.
s. l.*

Et les loix ^z. En somme tout ce que nous auons sort
de sa main liberalle. Est il possible de le mieux dire
qu'a faict Iustinian? Toutes nos actions prennent
leur commencement au nom de nostre Seigneur
IESVS-CHRIST. Par sa grace nous auons ob-
tenul' Empire, faict la paix durable à perpetuel a-
uec les Perles. Par sa grace nous auons surmonté les
forts tyrans & cruels ennemis. Par sa grace nous
sommes venus à bout de toutes les difficultez qui
se sont rencontrees durant nostre regne. Par sa gra-
ce nous auons gaigné & defendu l'Afrique, & espe-
rons que sa grande bonté fera qu'elle soit bien
gouuernee, demeurant à tousiours sous nostre sce-
ptre. ^a Et ailleurs: il n'y a lague qui puisse exprimer,
ni esprit conceuoir quels remerciemens & louan-
ges nous sommes tenus de rēdre à nostre Seigneur
IESVS-CHRIST. Desia nous auoit il donné des
biens sans nombre, & sans l'auoir meritē: mais l'a-
uantage qu'il nous a faict maintenant (à sa louan-
ge & exaltatiō de son nom) surpasse toutes les mer-
ueilles aduenues de nostre tēps. Et plus bas: Donc-
ques apres tant de benefices, qu'auons receu de sa
main liberalle, nous le prions par sa misericorde,
qu'il luy plaise de conseruer en paix les prouinces
qu'auons reconquises sous sa faueur, & que les
puissiōs gouuerner suiuant sa sainte volontē ^b. Voi-
la comme le Paranymphe des Estats tenus à Tours
parla à Charles 8. La puissance des Roys de la terre
& tous les Royaumes du monde sont en la main de
Dieu, le Seigneur des Seigneurs, & les Roys ter-
riens en iouissent sous sa main, nō pas à tousiours,
mais tant & si peu qu'il luy plaira, subiects de ren-
dre

dre compte tres-estroit de tout ce qu'ils aurôit faict en l'administration & gouuernemēt du peuple de Dieu. Escoutez dôcques, Roys, & sçachez que toute vostre puillance vient de Dieu, qui vous iugera & interrogera de ce qu'aurez faict, & à quelle intention. Bien tost & à grand horreur vous apparoiſtra & vous iugera durement: car vous qui le de- uiez ſeruir au Royaume qui eſt ſien, n'avez pas gardé les loix de iuſtice, ni iugé droicturièrement, ni veſcu, faict, regi, gouuerné à ſa volonté. Il iugera ſans acceptation de perſonne, le petit & le grand, & ne craindra les grands ni les petits. Car il les a tous faicts & formez de rien, & ne luy chault de l'un non plus que de l'autre. Aux petits ſera faicte miſericorde, aux grands, qui auront eu grande puillance ſera faict puillant grand & fort tourment ^c. Les hiſtoires nous apprennent, que la mere de Charlemaigne l'aduertiſſoit ſouuent, qu'il n'eult point de doute des Princes & grands Seigneurs liguez contre luy, & que s'il craignoit Dieu chacun le craindroit. Ce bon enſeignement eſtoit puisé des eſcriptures ſainctes. Dieu dit à Moÿſe: Quand le peuple aura vn Roy par chacun iour, on l'inſtraira de la loy de Dieu, à fin qu'il apprenne à le craindre, & qu'il ne s'eſleue en orgueil & tyrānie ſur le peuple de Dieu, ſes freres & prochains, afin qu'il regne long temps ſur la terre, luy & ſa poſterité ^d. Qui voudra ſçauoir pourquoy les plus grands redoutoyent & admiroyent Salomon, le texte l'apprendra: parce que la ſapience de Dieu eſtoit avec luy. En ceſte conſideratiō le Chanoine Rely tint celāgage au roy Charles 8. Sire il m'eſt enchargé de vous dire que la paix,

^c Tours,
fueillet 6.
pag. 2.

^d Tours,
fueillet 60.

la for

*• Tous
faesl. 7 &*

la force & la defence d'un Royaume ne consiste point en multitude de gendarmes, mais en trois choses. Un Roy est fort bien armé quand il a Dieu avec luy, quand il met sa fiance en luy, & quand il met peine de faire chose qui luy plaist, à luy, & à son peuple. Voicy comme tous ces preceptes sont recogneuz par nostre Henry: Il cōfesse que la grace & bonté de Dieu a mis la paix à son Royaume, que par luy les troubles ont esté appaisez, & se declarant Roy debonnaire, zelateur du bien & repos de son peuple, cherche de toutes parts les remedes conuenables au soulagement des subiets.

*f Contin
lib 1 cap.
4. lection.
variet.
g Plutar.
in vita
Coriola-
ni.*

Assistez de la Royne nostre tref-honno-
ré Dame & mere.] Nous auons desia veu comme
le Monarque François craint & reuerer Dieu, lors
qu'il a recogneu tenir le sceptre & la couronne de
ceste part, & que son Royaume est regi selō sa sain-
cte volonté. Et nous voyons icy l'accomplissement
du troisieme precepte du decalogue. Nature, les
loix diuines, & humaines, nous enseignent assez
qu'il faut reuerer & honorer les parens, qui apres
Dieu nous ont donné l'estre f. Coriollan mit les
armes bas obeissant à sa mere, combien que les Se-
nateurs, le peuple Romain, & le respect de la patrie
ne l'eussent peu fleschir. g Mais ie' dis que qui vou-
dra considerer les vertueuses, prudentes, & sages
actions de Catherine de Medicis, des que les guer-
res ciuilles empieterēt ce Royaume iusques à main-
tenant, il y verra mil & mil stratagemes, qui neces-
sitent le Roy (outre l'obligation naturelle) de l'ay-
mer & honorer. Et que les bons subiects auront
memoire perpetuelle de la Princesse qui les a
maintenu,

maintenu, & conserué, au plus miserable temps dont on ait ouy parler. Resteroit icy à proposer si les femmes sont capables des Royaumes, regences, & gouuernemens, s'il leur est loisible d'entrer au conseil; & y auoir voix deliberatiue. Mais d'autant que j'ay ailleurs parlé de ceste matiere ^h, & refuté l'opinion d'Hotoman & ses sequaces ie ne m'y ar-
resteray d'auantage. Suffira resoudre selon Barthol-
le: Que toutes les loix & dispositions qui priuent les femmes des administrations ciuilles, n'y comprennent les Roynes, Duchesses, & autres personnes illustres & excellentes ⁱ.

Estant impossible.] Il n'estoit point impossible de faire obseruer cest Edict à coups de bastons, au plus fort des dissentions, à qui considerera la puissance & Iustice d'Henry, l'humble & affectionné seruice, que la plus grande & meilleure part de ses subiects luy ont tousiours offert & faiët au besoin. Mais le Monarque parle à la façon des Iuriconsultes, qui prennent souuent le difficile pour l'impossible. ^k Il a consideré qu'il valloit mieux laisser attiedir beaucoup de ceruelles bouillantes & passionnees, qu'à main armee les ranger au deuoir.

L'auctorité de nos ordonnances le requiert.] Sainct Paul apprend que trois choses sont deuës aux Princes, honneur & subiection, aide & subuention, loyauté, amour, & dilectiō ^l. Le premier & dernier monstrent comme il faut respecter les Edicts Royaux. Les Iuriconsultes parlans de l'honneur & reuerence que nous deuons aux souverains, ont remarqué deux improprietez au lan-

h Cōmentair. aux const. de Bourb. §. 75 motma st's, et aux ann. t. sur la preface de l'edict d'Amboise.

ⁱ Bartho. lib. 11. C. tit. de mulierib. & in quo loco, l. j. n. 10. Anto. Gabriel lib. 6. & tit. de verbo signifi. concil. 6. n. 50 51.

^k Macca gnian. de cōs opin. lib. 3. tit. 13. nu. 10. l. Tours fucil. 3.

gage des Empereurs Romains. Sur ces mots, Pour adorer nostre eternité. La premiere, parce qu'il n'y a rien d'eternel sous le ciel, tous elements subiects à corruption. La seconde, en ce que l'adoration est propre & peculiere à vn seul Dieu. De là Bartholle a voulu que l'eternité, de laquelle parle l'Empereur, doit estre prinse pour l'Empire, qui est aucunement eternel, renouuellé par la subrogation des Empereurs. Et que ce mot (adorer) est prins pour l'exhibition de la reuerence &

m Barth.
Et glosl.
Primicerium, de
fabricijs.
lib. 15. c.

honneur que nous leur deuons & faisons ^m. Or est il que ne scaurons mieux les honorer, qu'en humblement obeissans à leurs commandemens, & obseruans les loix qu'ils nous donnent. Dieu le veut ainsi, au tesmoignage de Sainct Augustin. Dieu (dit il) donne les loix humaines aux subiects par la bouche des Roys. Les Canonistes ont confessé que les Empereurs auoyēt esté inspirez du saint Esprit à l'establissement des loix ciuiles, & commandent à tous de les obseruer inuiolablement, tant aux palais & iurisdiccions contentieuses, que pour ce qui touche la conscience; pourueu qu'elles ne contiennent quelque erreur trop euident & manifeste. ⁿ

n P. de
Anchar.
cons. 25.
mo. 4.
q. l. j. C. de
educ. sol
lena Rou
appellez
ana. 15.
c'est à di
re, paissi
bles, et ay
mâle re
pos. Cal.
Kodigio.
lib 16. ca.
20.

Estoit besoin restablir le repos.] Peres conscripts (dit l'Empereur) nous sommes resolu durant nostre paisible domination d'oster les loix touchant les dispositions caducques, comme ayant prins origine & accroissance durant les guerres ciuiles, afin que la douceur de la paix enseuelisse ce que la calamité des guerres a introduict. La sentence de Cassiodore est conforme à ce: Il n'y a

Royau

Royaume qui ne doiue grandement souhaitter la paix, durant laquelle les nations profitent & aggrandissent p. Mais qu'est ce que paix, & quels fruiets produit elle? Paix est tranquillité des choses qui sont mises en ordre: le bon ordre procede de iustice, & police q. Les effects contraires sont fondez sur ambition & orgueil, parents de diuision. Ceux qui sont pollus de ces vices, ne se scauroyent abstenir de ce qui est prohibé, n'vser de ce qui est licite, ni bailler consentement à ce qui est tressainctement delibéré, & conclud. Qui veut auoir paix doit exiler ces quatre ennemis, ambition, luxure, conuoitise, & instabilité r.

p de con-
sist in cō-
corda fol.
C. rct. 4.
q Tours,
fueill. 7.
pag. 2.

r Tours,
fueill. 60.
C. 61.

s l'impe-
rialin, C.
de nupt.

t Authē.
vt iudic.
sine quo
quo suffra-
gio. §. 1.
v d. §. 1.
sum. 2.

Bien general.] C'est le propre des Souuerains (au tesmoignage de Iustinian) de penser ordinairement aux moyens qui peuuent soulager les subiects s. Mais quels sont ils? Luy mesmes les declare: Nous employons les iours, & vne bonne partie des nuicts à songer comme nous pourrons faire chose agreable à Dieu, & au profit de nostre peuple. Nous ne passons point les nuicts en vanitez, mais pēsons aux moyens de faire viure les subiects en repos, hors de cure & soucy. Nous veillons pour eux, & aduisons comment nous leur pourrōs profiter, les exemptant de toutes impositions & subsides, horsmis les cens de nostre domaine, & la taille ordinaire t. Ce beau texte a baillé occasion à Barthole de dire, que le souuerain est iniurieux & iniuste, quine se cōtente de son reuenu ordinaire v. L'harangue de Monseigneur le Chancelier au tēps de Charles 9. declara cest axiome en termes tressquis & sentēces dorees: Le bien du Roy (disoit il

aux Estats) est le bié du Royaume, le bié du Royaume, est le bien du Roy: le domaine du Roy, est le domaine du Royaume: & le domaine du Royaume, est le domaine du Roy. Et pour ce ia ne vueille dire chose à l'vtilité du Roy qu'elle ne serue à l'vtilité de vous: C'est plus grand honneur au Roy d'estre seigneur des François que des seifs *. Le dis que celuy a plus d'honneur de commander aux riches & aisez qu'à beaucoup de belistres & necessiteux, tels deuenus nō pour auoir mal mesnagé, mais pour n'auoir sceu porter tant de nouuelles inuentions, mises sus pour rassasier les concupiscēces insatiables, peut estre d'vne douzaine d'affamez y. Les loix apprenēt que les ordonnances qui tendent au bien general sont saintes & sacrees, & celles dānables qui sont establies à la ruine du public z. C'est pourquoy ceux qui ont recherché les reigles necessaires pour maintenir l'estat ont trouué, Que les bons doiuent estre contents de ce qu'ils ont sans en poursuire d'auantage: & que les Rois doiuent faire l'aureille sourde aux requestes de ces sangsues affamees. Quand & où cela aura lieu le pauvre peuple se trouuera grandement soulagé a. Ce que la sainteté a fort diligemment obserué pour r'apporter ses actions au bien general: de mesmes que nous desirons maintenir les grands à leurs grandeurs, nous ne scaurions permettre que les petits soyent foulez b.

Pour le singulier desir.] Les Canonistes & Theologiens traictent ordinairement la question. S'il est meilleur d'estre seigneurie du Roy vertueux, ou par la loy escripte iuste & raisonnable, & en fin concluent, qu'il vaut mieux auoir vn Prince

vertueux

x Tours
fueh. +

Dionys
Godofre.

l j ff de
l'ist &

Jure.

y Macca
g. an. 11b.

2. cap. 5.
n. 12. de

cōs. opin
d § auct.

re iudic.
sine quo

suff. ag.

2 Macca
gn. d. lib.

2. cap. 5.
nu. 12. &

ca 6. n. 7.
a Tours

fueill. 6.
pag. 2.

b cap. in
Singulari,

cap. de sta
tu Mona

cho.

teux qui iuge en equité & droicteure les sub-
 ts selō l'occurrence. Nous dōcques doublemēt *c Barth.*
 reux d'auoir les Edicts saincts & sacrez cōme *l'Presen-*
 cestuy cy: & le singulier desir d'Henry de pour- *ti, de iis*
 r aux plainctes de ses subiects. Ce qui ne peut *qui ad ec-*
 e mieux effectué que par l'obseruance inuiola- *cles. con-*
 & sans dispense de ceste ordonnance. *fug.*

Intant qu'à nous est.] Cecy est tiré presques
 mot à autre des constitutions de Iustiniā: Le Sa-
 doce & l'Empire sont les deux premiers & prin-
 aux bienfaicts que la liberalité & clemence du
 deu viuant ait accordé aux humains. Le sacerdo-
 constitué pour traicter les choses saintes & sa-
 es, & l'Empire à fin d'ordonner des affaires mon-
 ns & s'employer à ce que les deux retenus en
 n estat seruent d'ornement à toutes actions hu-
 ines *d Auth.* Ce n'est doncques du iourd'huy que les *Quomo.*
 uerains s'employent à reformer les gens d'Egli- *oport epi*
 desbordez, & r'appeller au giro ceux qui desirēt *sc. les au*
 equestre de son vniō. Le mesme Empereur la *tr s met-*
 si practiqué, & la sainteté de Iehan Pontife *tē: l'Em-*
 main a recommandé ses actions. Iustinian par- *pire au*
 en ceste sorte: recognoissant l'honneur deu au *premier*
 nct siege & à vostre sainteté (selon que nous *ieu Ste-*
 ons touliours souhaité & souhaitons encores, au- *ph Rauc.*
 t que le fils est tenu honorer son pere) nous auōs *lib. 3 cōc.*
 ulu vous aduertir de toutes choses requises à *359.*
 stat Ecclesiastique. D'autāt que nostre intēiō est
 a esté de cōseruer en vniō vostre saint siege Apo-
 lique, & l'estat des saintes Eglises de Dieu. Ce *e l. nos re*
 est donc entreprēdre sur l'auctorité du saint sie- *dentes, C.*
 quand les Roys reformat les abus qui pullulent *de Suma*
Triunat.

à l'Eglise, & souhaitté de la remettre en bon estat, par le restablissement de la discipline ecclesiastique. C'est pourquoy le dernier des articles presentez au Roy Loys II. par sa cour de Parlement, sur l'observance de la pragmatique sanction dit ainsi: Semble à la cour que le Roy nostre Sire en observant les saincts decretz & constitutions des saincts Concilles & anciens Peres, tant es elections, collations, qu'autres choses contenues en iceux, ne peut estre note de desobeissance: imo faire le contraire (sous correction) seroit grande charge de conscience, attendu l'auctorité & sainteté de ceux qui lesdicts saincts Decrets ont ordonné, qui le temps passé en grâde prosperité de l'Eglise en ont vsé. Comme le saint college des Apostres, les saincts Concilles

f 5. 88.

(in spiritu sancto) assemblez ^f. Ezechie leur a montré ce chemin qui mit ordre aux Euesques, prestres, & diacones du tēple, & ordonna que prouision fust faicte à ceux qui vacqueroient à l'estude de la loy de Dieu, & escritures saintes ^g.

g Tours,
fueil. 12.
pag. 2.

La garde & protection nous appartient.]

Charles septiesme parle ainsi à ce propos: La providēce inscrutable de la diuine Majesté, par laquelle les Roys regnent & iouissent du gouvernement des Republicques, a entre autres considerations ordonné les Roys sur terre, à fin de conseruer la sainte Eglise fondée au sang de Iesus Christ, & les ministres d'icelle: & que les saincts Decrets des peres, inspirez du Sainct Esprit, par lesquels la discipline Ecclesiastique est maintenue, soyent observez & entretenus inuiolablement ^h. La congregation de l'Eglise Gallicane ne la pas mis en oubly.

h Pragm.
Sanct.
proem &
remōstra.
à Char. 8.
Sur l'ob-
serv. de la
Prag. 5.
1. 2. 3. 2. 9.

us doncques considerant tout ainsi que les Pre-
sont tenus de librement annoncer la verité re-
de nostre Seigneur Iesus-Christ, que de mes-
s les Princes sont obligez de defendre courageu-
ment, & faire inuiolablement obseruer la verité
ils ont receu de la bouche des prestres, pourueu
elle soit conforme à l'escripture sacree ⁱ. Aussi
saincteté de Leon recognoissant que c'est le pro-
des Princes de subuenir à l'Eglise en faisant ob-
uer ses Decrets tendans au salut des ames, ordon-
la Majesté de François premier legitime, protec-
ur, défenseur & conseruateur des resolutions
nses au Concille de Latran ^k.
aiet voir derechef en nostre Cōseil priué.]
out le reste de ceste preface monstre comme les
oys ne doiuent rien faire sans conseil, & quels
rsonnages ils doiuent choisir, & appeller pour
onseilliers: matiere que i'ay amplement discou-
e sur la coustume de Bourbonnois, partant seray
ntent de peu de parolles: ioinct que mon inten-
on n'est point d'estendre la plume en tout ce trai-
e, mais desire estre succinct. Il n'y a point de doub-
en la loy que ce qui est poursuiuy & entrepris
ec conseil soit stable, & trouue bonne issue ^l. Ce
e recognoissans estre veritable les bons Empe-
urs Constantin & Theodose, ne volurent iamais
atreprendre faire aucune ordonnance de leur te-
e, mais prindrent plaisir de suivre le conseil. Voicy
e qu'ils en penserent: Nous cuidons estre raisonna-
e (Peres conscripts) lors que quelque different
ublic ou particulier se presente indecis par les loix
e nos predecesseurs, qu'il soit cōmunié aux Prin-

*i de cōclui.
Ecc. Gal.
in Prag.
fol. 260.
Tours ch.
de l'Eglie
se. fol. 18.
pag. 1.
k. Tit. de
protectio.
Concor.*

*l l. dubiū,
C de r. pū
diu.*

ces, grâds Seigneurs, & Officiers de nostre couronne estant lez nous, & par vous meuremēt consideré. Que si les Iuges & vostre corps entier estes de mesme aduis, que vostre resolution redigee par escrit soit derechef leuë à l'assemblée generale, afin que si vous perseuerez aux premieres opiniōs, nous cōfirmons & auctoriōs ce qu'aurez resolut. Soyez doncques aduertis (Peres conscripts) que nostre intention n'est point de faire à l'aduenir aucune loy sans suiure la forme que nous vous escriuons. Car nous sçauons assez que ce qui sera ordonné par vostre conseil, reuiendra à nostre honneur & au soulas de l'Empire^m. Sa Majesté a obserué ceste façon de faire de poinct en poinct. Il a appelé son conseil priuē cōposé des Princes (qui sōt le cœur du Roy) de Seigneurs & Officiers de la courōne, & a choisi autres grands personnages du Royaume, ausquels il a faict voir par deux fois le cayer des Estats & par leur aduis dresé ce bel Edict. Doncques nous deuons remercier Dieu qui a donné à la France vn Roy tant debonnaire, prudent, & bien affectionné à soulager son pauvre peuple, Roy qui desire toutes ses actions conduictes par bon & sage cōseil. Nous luy deuons rendre graces immortelles de ce que ne voyons en cour plus de Crispins, de Mathons, de Blastés, d'Andronicques, de Ptolemées, de Siba, d'Amans, plus d'Ebroins, ou de Daniels Flamésⁿ. Nostre Monarque se conforme à la recommandable obseruance de Charles le Quint de France surnommé le sage, qui souloit respōdre aux requestes ces deux mots : soit communiqué à partie, quand e debat estoit de priuē à priuē : & aux affaires d'E-

stat,

*m l. huma
nū, dele-
gatiōis, il
n'y a Roy
aux ter-
res du Le-
uant qui
ne se souf-
misse à
son Con-
seil. Bo-
din lib. 6.
cap. 6 fo.
1072. Re
pub.*

*n TERTI,
fo. 16. 62.*

ou de sa maison. Au cōseil °. C'est la vertu de
 re soleil qui sçait tout rapporter à la balance de
 ice, & prédre bon conseil, pour esloigner de soy
 reuendeurs de fumees, qui autrement seroient
 attentifs à leur particulier qu'au bien general.
 ordôs les §§. qui nous monstrent combien Hen-
 l desirieux de cōseruer & augmēter le general,
 eāt chacun Estat au deuoir. Par là se mōstrant
 ere du peuple, s'acquerāt louāges immortelles
 as, & apres ceste vie (Dieu vueille qu'elle soit
 e pour le biē des subiects) vne tres-heureuse
 mortalité.

o Toms,
 sueill. 63.
 & vers.

De l'Estat Ecclesiastique.

§. PREMIER.

DE CLARONS qu'aduenant vacations
 des Archeueschez, Eueschez, Abba-
 , Prieurez, & autres benefices estans à
 re nomination, Nous n'entendons nom-
 finon personnes d'aage, preud'homme,
 sance, & autres qualitez requises par les
 ets Decrets & constitutions canoniques
 concordat. Et à fin qu'il soit plus meure-
 t par nous pourueu au faict desdictes no-
 mations, ne sera à l'aduenir par nous nom-
 à aucun desdicts benefices, sinō vn mois
 s la vacation d'iceux. Et encores au pa-
 nt la deliurance de nos lettres de nomi-
 on, que nous auons accoustumé faire à

nostre Sainct Pere le Pape, seront les noms des personnes par nous nommees, enuoyez à l'Euesque, diocefain du lieu, où ils auront fait leur demeure & residance les cinq dernieres anne'es precedentes: ensemble aux chapitres des Eglises & Monasteres vacans. Lesquels informeront respectiuellement de la vie, mœurs, bonne renommee, & conuersation Catholique, desdicts nōmez: & de tout ferōt bons procez verbaux, qu'ils nous enuoyerōt clos & scellez le plustot que faire se pourra.

Benefices estans à nostre nomination.] Iules Cesar parlant de l'estat de France auant la venue de Iesus Christ, dit ainsi: Les Druides ont vn chef (par les Druides il entend les Prestres de ce temps qui interpretoient les saintes lettres, & disposoyent des prieres & sacrifices). Ce chef est en honneur par dessus tous ceux du college: apres son decez le plus excellent prend sa place, & quād plusieurs se rencontrent de mesme qualite on a recours à l'election par ceux du corps^a. Mais laissons ces premieres obseruances des nostres non encores initiez au Christianisme, & voyons comme l'Empereur Leon a parle des elections, & de la forme qui y doit estre gardee. Quand il sera question de choisir vn Euesque soit en la ville Royale, ou aux Prouinces espanchees tant que la terre porte, que Dieu soit premierement recogneu, & que les Electeurs s'y employent les mains nettes, en pureté de conscienc

*a Macca-
gn. lib. 3.
tit. 7 nu.
45. de cō-
mū. opm.*

conscience, & saint iugement. Qu'aucun ne soit receu à l'enchere des dignitez Ecclesiastiques: que l'argent ne soit point iugé, mais le merite d'un chacun. Certainement si l'argent entre aux elections il n'y aura aucun fort inexpugnable, & raison quelconque qui ne soit vaincue. Quel mur d'integrité, quel rempart de la foy demeurera defensible, si l'argent s'incline aux lieux saints & sacrez? Quel lien d'assurance, si l'inviolable sainteté est corrompue? Cesse doncques l'ardeur d'avarice profane approcher le sanctuaire, & qu'un tel forfait soit reietté au loing. Mais que l'Euesque (tant que nostre regne durera) soit choisi humble & chaste, afin que sa vie vertueuse soit exemplaire de sainteté en tous lieux où il se trouuera, que l'Euesque n'obtienne le benefice à pois d'argent, mais soit supplié d'accepter la charge. Tât s'en fault qu'il doive estre ambitieux & offrir deniers pour entrer à la dignité, qu'il doit estre recherché & contrainct. Il doit se retirer quand on le prie, & s'enfuir lors qu'on le poursuit, n'ayant moyen d'eiter l'election qu'en proposant excuses raisonnables. Certainement celuy se declare incapable du benefice, qui n'y est entré par force, & contrainct de l'accepter^b. Iustinian est de ceste opinion. Nous voulons toutesfois quand il sera besoin d'essire l'Euesque, que les clers & principaux de la cité s'assemblent & iurent sur les saints Euangiles & peril de leurs ames, qu'ils procederont à l'election sans faueur, espoir du gain, amitié ou autre cause, & nommeront celuy qu'ils scauront estre Catholique, de bonne vie, docte & scauant^c. Les premiers peres ont confessé ceste forme d'e

*b l. si quē-
quā, C.
de Epsic.
& cler.*

*c Anstē.
de sanctis.
Episcop.*

me d'e

me d'eslire tressaincte, & donnant la cause du changement ont esté contraincts confesser que la malice des subiects a enfanté ce malheur. L'Eglise (disent ils) se sentit si fort esbranlee & diuisee par la dissension des hereticques & schismaticques, qu'elle a esté contraincte appeller au secours la force des Princes temporels. En ce temps l'election aux premieres dignitez Ecclesiastiques leur estoit presentee afin de la confirmer, pour abbatre l'audace des hereticques, & faire que les Princes, comme bien affectionnez fils de l'Eglise, recogneussent celuy qui seroit choisi Pasteur, & luy fussent ayde aux affaires suruenans ^d. Les Princes qui ne demandent rien, mais plustot s'essayent à aggrandir leur auctorité comment que ce soit, ont les vns pretendu l'election du Pape leur appartenir: les autres le spirituel es esclaves de leurs terres & seigneuries. D'ailleurs quelques vns des Pontifes ont plus songé à faire venir l'eau au moulin qu'à la pureté des elections. Laissons les autres Monarques, & parlons de la France. Le temps a esté que la saincteté attiroit tout à soy, selon les moyens amplement desdits en la remonstrance faicte par la cour au Roy Loys 11. touchant l'observance de la Pragmatique. Et durant que ceste resolution de l'Eglise Gallicane a eu lieu, ianais le spirituel (au dire des doctes) ne se porta mieux. Mais le Pape n'y gaignoit rien, & le Roy ne se contentoit de l'honneur de confirmer les Esleuz. Cela les a appellé à se recercher: la saincteté accusant nos Monarques d'estre peu recognoissans l'Eglise, & desireux de se separer de la deuë obeissance ^e. Le Monarque au contraire pu-

*d Cano.
rosa, dist.
63.*

*e Proem.
pragmat.
Sancit &
tit. de ele-
ctione. fo.
31. 32.*

blian

par tout son ardente affection à faire reuiure
 royaume les elections, & remettre l'ancienne
 leur à l'Eglise, telle qu'elle a esté recogneue
 et la primitiue. De là ils se sont maintenus
 ctéurs de l'Eglise Gallicane & de ses priuile-
 e là l'abolition des annates, grâces expectati-
 & telles autres drogues. De là la defence de
 r argent en cour Romaine ^f. De là la fine per-
 on faicte au Roy Loys 11. de se soufmettre, &
 royaume, pour le faict du spirituel, à la volon-
 Sainct Pere, pour y disposer (prout vellet) ce
 es termes 8. De là les débats durant le Ponti-
 de Pie second, Sixte quatriesme, Innocent
 ieme, Alexandre sixieme, & Iulles second,
 les Roys François pour l'abolition de la Pra-
 que Sanction. Iusques à ce que la sainteté de
 a, & Majesté de François firent le Concordat
 d'huy obserué, cōme il appert par c'est article
 s quelques consideratiōs que ie laisse à discut-
 x plus clairs voyās ^h. Et sembloit que les estats
 eans se despleussent de telle compositiō pour
 eller les elections bānies, en ce que Charles 9.
 ut que vacation aduenant des Archeueschez
 ueschez, les Euesques de la Prouince & cha-
 de l'Eglise Episcopale, & Chanoines, appel-
 ouze gentilshommes esleuz par la Noblesse du
 ese, & douze bourgeois esleuz en l'hostel de
 le Archiepiscopale, ou Episcopale, s'accordas-
 de trois personnes, des qualitez & suffisances
 ises par les saincts Decrets & Conciles, pour
 resenter au Roy: afin de nommer l'un des trois
 bbaye vacante ⁱ. Mais Henry (contre ce qui
 s'obser

*f. Tours,
 sueill. 13.
 pag. 2 &
 la remon-
 strā. de la
 cour à Lo
 ys 11. §. 4
 & suuās.
 iusques au
 70. Orle.
 §. 2.
 g. Tours,
 sueill. 23.
 pag. 2.*

*h tit. de
 cōstitutio.
 & tit. de
 electio. po
 stulan. in
 Concord.*

*i Orleāz,
 §. 1.*

s'obseruoit à la poictrine) pour les bonnes occasiōs qui le peuuent auoir meu, a retranché la voix que le peuple auoit aux elections, & s'est approprié les nominations, combien que les anciens droicts Royaux facent estat de la simple confirmation^k. De là faut conclurre qu'anciennement les clers & le peuple eslisoient, ayant obtenu congé du Roy, qui par apres confirmoit l'election. Mais auourd'huy les clers & le peuple sōt priuez de ces droicts, les Monarques s'estans accomodés de la nomination, & les Pontifes de la confirmation^l. C'est la matiere de cest article. Nous dirons cy bas les autres droicts propres & particuliers aux Roys de France sur les benefices du Royaume, des droicts de regale, cōme ils prennent les annates, les fruiets de la dignité vacante, & conferent plainement aux benefices qui n'ont charge d'ame. Pour maintenant conuient noter que sa Majesté parle proprement en ces mots: Aux benefices estans a nostre nomination. Par là ne faisant preiudice à nostre Sainct Pere pour ceux qui vacquent en cour Romaine^m, & reseruant aux vniuersitez les graduez simples, & nommezⁿ.

Aage.] Le §. suiuant monstrera quel aage doiuent auoir ceux qui sont nommez aux premieres dignitez Ecclesiastiques, maintenant contentons nous de la sentence du Comique, qui a elegamment declaré quel esgard nous deuons auoir aux ans. L'aage present (dit il) apporte vne autre façon de viure, & demande renouvellement de meurs. Les meurs diuerses selon les aus sont fort elegamment descrites par Horace.

Le lieu

*k 4. part.
suil. parla
ment c 9.*

*Remonstr.
pour l'en-
treue de
la Pragm.
§. 28. &
suiuans.*

*l situ. de
prase. &
m. tit. pra
lator. in
Concord.
fol. 5. Re-
monst. sur
la Prag-
ma. §. 43.
44.*

*m tit. de
presenta-
tione.*

*n titu. de
collati. §.
prafati, in
Concord.
Stephan.
Ranchin.
lib. 4. con-
clus. 310.
311. 312.
313.*

Le ieune enfant, qui commence à parler,
 Est desireux avec autres aller
 Es gaux à soy, pour vn rien sa lieffe
 Il conuertit en noisës & destresses.
 Vn peu plus grand son plaisir est chasser,
 Picquer cheuaux, & ceux la deschasser
 Qui de son bien ont plus que luy de cure.
 De s'aduancer n'a soucy, mais procure
 A dissiper ce qui luy est acquis.
 Il veut auoir tout ce qu'il voit d'exquis.
 Hault à la main, sur le tard abandonne
 Les passetemps, ou trop aspre s'addonne:
 Venu qu'il est au vingtiesme des ans
 L'honneur, vertu, les biens luy sont plaisans.
 Et si a peur aucune chose faire
 Qu'il soit contraint dessus l'heure de faire.
 Le viellard a mil' incommoditez,
 Il craint deschoir de ses facultez,
 Tousiours amasse, & sans cesse amoncelle:
 Craintif d'vser de la moindre parcelle:
 Timide & froid toute chose entreprend,
 Lasche & chagrin conter fables apprend.
 Il a soucy scauoir les destinees,
 Et prend plaisir reciter les anneés .
 Qu'il a vescu; & dire que les vieux
 Plus qu'en ce temps se monstroyent vertueux.

Ces diuersités de meurs selon les ans, font que
 Les hommes se contrarient souuent, & combattent
 Les opinions qu'ils ont au parauant defendues. Le
 philosophe Antioche fust là logé qui refuta en sa
 ieillesse tout ce qu'il auoit defendu en l'aage viril.
 C'est pourquoy Ciceron tesmoigne, qu'il auoit l'e-
 sprit

o Mazarin. lib. 1 de commu opio. cap. 8. nu. 30.

esprit aigu, mais que son inconstance diminuagrandement son auctorité°. Doncques ce n'est sans consideration si l'aage est requis aux Pasteurs Ecclesiastiques, qui doivent estre fermes & immuables. Aussi l'assemblee Gallicane declarant les qualitez necessaires à ceux qui doivent estre esleuz & appelez à ces dignités, les a demandés d'aage legitime, graues de meurs, que nostre Edict appelle preud'hōme, doctes & sçauans. Et le §. suiuant nous fera entendre ceste qualité (issu de loyal mariage) & ayant obtenu les saincts Ordres, dequoy nous dirōs sur le §. 8. de ce texte. Si cela estoit practiqué, soit aux elections ou nominations des Princes, si les benefices n'eussent esté par le passé la recompense des courtisans, celuy qui harangua aux Estats de Tours n'eust tenu ce langage à la Majesté lors regnante. Et est auiourdhuy la confusion telle qu'on ne peut plus cognoistre le benefice regulier d'auec le seculier, tout est irregulier. Et semble auiourd'huy (d'ōt est pitié) que tenir vne Abbaye, vne Euesché, est cōme tenir vne seigneurie profane à vie, pour ouyr les comptes du recepueur, & prendre le reliqua, s'il y en a. Et qu'on en peut autant tenir comme on en peut demander 9. I'ay opinion que tous ces abus n'auront cours, & que les custodinos, & mille autres pauuretez cesseront, quand l'intention de sa Majesté contenue au §. suiuant sera obseruee.

p Pragm. sanct. de electio §. demande fo lio 41.

q Tours, jucl. 83.

Vn mois apres la vacation.] Cecy est pour oster les reserues des benefices que les Roys accordoyent souuent aux importunes prieres des poursuiuans, d'ont nous parlerons icy bas. Cecy est pour ancantir les trop soudaines nominations sans auoir

auoir esgard à la valeur des nommez, & à fin qu'au lieu sa Majesté puisse estre informé de la vie, meurs, renom, & conuersation Catholique des poursuuans, par les attestations & procez verbaux, qu'il veut estre faicts aux Dioceses, où les pretendans auront demeuré les cinq années dernieres. Ce mois ordonné à l'effect que dessus, ne portera aucun preiudice aux droicts du Roy qui a six mois de terme pour choisir vn Docteur ou Licentié en Theologie, Docteur es droicts Canon ou Ciuil, ou licencié en vniuersité fameuse, receu avec rigueur d'examen, à compter du iour de la vacance, & derechef trois mois pour proceder à nouuelle nomination ou la premiere sera trouuee defectueuse ^r. Cecy est autrement ordonné selon le droict Canon, & autrement aux constitutions Imperiales ^s.

Nostre saint pere le Pape. Il n'y a que tenir (quoy que quelques nouueaux Euangelistes s'efforcent au contraire) que l'Euesque Romain soit pere & chef de l'Eglise, matiere qui a esté si doctement touchée par vn Conseillier du Roy d'Espagne, qu'il est impossible de mieux. Les Prophetes disent à ce propos: Les enfans de Iuda & les enfans d'Israël s'assembleront & se constitueront vn chef. La loy Euangelique dit, Il y aura vne bergerie & vn Pasteur, & plus expressement parlât à saint Pierre: Tu es Simon fils de Ionas, d'oresenauant tu seras appellé Cephass qui vaut autant à dire que Pierre. Ce changement ne fust sans grand mystere: car Iesus-Christ, qui est la pierre angulaire sur laquelle l'Eglise est bastie, voulut appeller Simon, Pierre: à fin que par la communication de son nom, il le

*r de pra-
sentat. in
Concord.
s Bartho.
Auth de
Sāctis E-
pisco. v. 3.*

rendit son lieutenant, chef de l'Eglise, & superieur de tous les Chrestiens. Aussi il luy dit, Tu es Pierre, & sur ceste Pierre j'edifieray mon Eglise. Et ailleurs, nourris & baille la pasture à mes brebis ¹. La Saincteté de Iean, qui tenoit le siege autemps de Iustinian declare ouvertement que le siege Romain est chef de toutes les Eglises Catholiques, tel ordonné par la bouche de Iesus-Christ, & confessé par les reigles des Peres anciens, & ordonnances des Princes temporels. Aussi Iustinian parle en ceste sorte : Nous ne promettrons point qu'on entreprenne touchant l'Estat de l'Eglise sans vous en aduertir, quoy que les entreprises soyent manifestes, & sans aucun doubte, d'autant que vous estes chef de toutes les sainctes Eglises. Et en la mesme epistre, proteste de luy rendre l'obeissance telle que les enfans la doiuent au pere : repetant en deux ou trois endroicts ce mot de (Pere) duquel vse nostre texte ². C'est pourquoy la cour donnant conseil au Roy Louys 12. fit ces protestations: Proteste ladiète cour, que pour chose que dicté sera cy apres, n'entend derogier à l'excellence, saincteté, dignité, honneur, & auctorité de nostre saint Pere le Pape, & saint siege Apostolique, ainçois rendre tout honneur, reuerence, & obeissance, que bons & loyaux Catholiques doiuent au souverain Pasteur de l'Eglise & ce luy voulans, comme vrais enfans, rendre & exhiber ³.

§. I I.

Ceux que nous voudrons nommer aufdicts

et Iodocus
I. an hon
der. libr.
I'ar m
y b 1 c
clesia,
N'acca-
gnan. 116
3. nu. 34.
30. 41 de
cōs opm.

et I. nos ce
dentes et
l'intercle
ros, C. de
Summa
Trima.

x remōst.
sur l'inter-
tion de la
Pragm §.
20.

dicts Archeueschez & Eueschez, seront aagez de vingtsept ans pour le moins. Et encores auant l'expedition de nos lettres de nomination, examinez sur leur doctrine aux saintes Lettres, par vn Archeuesque ou Euesque que commettrons, appelez deux Docteurs en Theologie : lesquels nous enuoyeront leur certificat de la capacite ou insuffisance desdicts nommez. Et ou tant par lesdictes informations, que examen, ils ne se trouueroyent estre de vie, meurs, aage, doctrine, & suffisance requise, sera par nous procedé à nouuelle nomination d'autre personnes : de la vie, meurs, & doctrine desquels sera informé & enquis, comme dessus. Defendons à tous nos iuges d'auoir aucun esgard aux prouisions qui auroyent esté obtenues autrement, que selon la forme prescrite cy dessus. Voulons que nos Procureurs generaux se puissent porter pour appellans, cōme d'abus, des executions desdictes prouisions, lesquelles nous voulons estre declarees nulles & abusiuës, & desdictes appellations nous attribuons la cognoissance à nos Cours de Parlement, pour icelles iugees, estre par nous nommé autres personnes, selon la forme susdicte.

Voudrons nommer.] Les cōstitutions Canoniques apprennēt, que ceux qui eslisent l'indigne sciement, sont punis par la perte du droict d'electiō, pour ceste fois, de pur droict, sans autre declaration. Et n'est pas à croire que l'Euesque fautif en cest endroict aye voulu dispenser l'incapable qu'il a institué, cōsidéré que c'est à la saincteté seulemēt d'accorder telles dispenses. Aussi le patron Ecclesiastique pert son droict de presentation pour ceste fois, s'il presentel' indigne ^a. Ces cōsideratiōs peuuent auoir meu sa Majesté de declarer, qu'il n'entend & ne veut nommer aux benefices autres que ceux qui auront les qualitez requises, & selon la forme descrite.

Vingt sept ans.] Les ans necessaires pour paruenir aux dignitez Ecclesiastiques ont esté taxez diuersemēt selon le temps. Les saincts Decrets ont faict distinction des premieres dignitez, & des autres plus basses. Qui poursuiuoit l'Euesché ou le Cardinalat estoit refusé s'il n'auoit trente ans, & qui estoit entré dās l'an vingtequiesme estoit capable d'Abbaye & Prieuré. Cela doit estre entendu aux congregatiōs d'hommes : Car la femme deuoit auoir trente ans auāt qu'estre Abbessē ou Prieure ^b. Ce grand Iustinian vouloit que les Euesques eussent trente cinq ans ^c. Charles embrassa les saincts Decrets parlans de trente ans ^d. Henry met pied rez au Concordat d'entre Leon Pontife souuerain, & la Majesté de François premier ^e. Il se contente de vingt sept.

Auant la nomination.] Le Concordat n'a point chargé les Roys de cest examē, & s'est reposé sur

a Stepha.
Ranchin.
lib 4 con.
clus. 118.
Syntagm.
Iur verb.
eligens
faciē, in
Pragma.
Sanct de
electio §.
verumta-
men, fol.
60. vers.
Auth. Ga
bri. lib. 1.
tit. de pra
sumpt. con
cin 8.
b Pragm.
Sanct. de
electiōni.
fo. 40. &
41.
c Authē.
de sanctis.
Episcop.
d' Orleāns,
§. 1.
e Concor.
de presen
tatione.

sur la conscience des docteurs, & maistres és arts en
chacune faculté, qui ont donné le degré au nommé.
Il a assez ample preuue de ses suffisances s'il rap-
porte vn parchemain attestant qu'il est païsé avec
rigueur d'examen^f. Mais Henry, qui a cy dessus de-
claré sa louable intention à remettre l'ordre des
gens d'Eglise, & discipline Ecclesiastique en meil-
leur estat, veut pour y paruenir que les pretendans
soyent examinez, quelque degré qu'ils ayent, & que
l'examen soit sur leur doctrine és sainctes lettres,
par vn Archeuesque ou Euesque, & deux docteurs
de Theologie. De faict si celuy est mocqué qui con-
traite societé avec vn incogneu qui le trompe : si
en general les loix presument que cognoissons les
qualitez de celuy qui trafique avec nous, que fau-
dra il dire au spirituel? Craindrons nous de donner
cent escuz d'un cheual sans l'auoir faict recognoi-
stre par les macquignons, & neantmoins n'aurons
point d'honte de nommer (malheur que ceste no-
mination soit necessaire) les personnes indignes de
toute dignité? Bartholle ne veut excuser les Cha-
noines, collateurs, & patrons, qui inclinans aux
prieres des amis introduisent les mulets aux pre-
mieres dignitez le tout au grand mespris & scanda-
le de la Chrestienté. Et les Roys affecteront les
Eueschez & Abbayes, pour recompenser, non tant
les dignes de bienfaict, que ceux qu'il faudroit
chasser à coups de baston hors du temple, hors de
toute administration politique, pour auoir au-
tant de sens aux pieds qu'à la teste? Les saincts De-
crets disoyent : que les charges & gouuernemens
Ecclesiastiques soyent donnez à ceux que Diet

*f. d. tit. de
presenta-
tions.*

*§ Todoci
Dambrin
de lib. Pa
riū, verb:
esse censū.*

choisira , aux hommes cogneus & familiers de Moyse : c'est à dire qui ayent la cognoissance de la loy & sainctes escriptures : à fin d'instruire le peuple^h. Ceux la sont dignes des charges, qui peuvent par leur bonne doctrine & sainctes meurs, soustenir le faix de l'Eglise, comme bases & fermes colonnesⁱ. Et parce que la recognoissance de ces qualitez est impossible sans examen, c'est pourquoy Henry veult qu'ils soyent examinez avant qu'obtenir les lettres de prouision & nomination. Mais quoy ? les lettres sont accordees & deliurees, comme il s'en expedie beaucoup par importunité, la saincteté sera elle tenue de confirmer ? Iustinian y bailleresponce, Nous ordonnons, à fin d'entretenir l'honneur & seruice de vostre Eglise, que si quelqu'un a volonte de bastir quelque Eglise, ou dotter les prestres employez au seruice diuin, que pourtant il ne puisse contraindre vos reuerences d'accepter ceux qu'il presentera. Mais vous les examinerez, & ordonnerez ceux que verrez propres au seruice de Dieu, à fin que la maison du Seigneur ne soit profanee, mais qu'il soit seruy & honoré en toute crainte & reuerence^k. Aussi lors que les elections auoyent lieu (qui valloyent bien les nominations de ce temps) il estoit permis au confirmant de s'informer de la forme de l'election, du merite de l'esleu & des autres circonstances & dependances, à fin, selon l'occurrence, d'infirmier ou confirmer ce qui s'est passé^l.

Vic, meus] Ciceron recommande en passages infinis l'opinion des Stoiques, qui maintenoient la seule vertu suffisante pour la vie bonne & her

*h Tours,
feuil. 13.*

*i Pragm.
Sancit de
electio fo.
30.*

*k Barth.
Auth. vt
electio quis
reced.*

*l Pragm.
Sancit. 2e
lectio fo.
48.*

& heureuse. Et le Comique l'a approuué à la distribution des charges, toutesfois avec vn grain de sel & consideration fort remarquable.

*Il faut poursuivre l'office
Par vertu contraire au vice,
Et reietter les honneurs,
Que promettent les Seigneurs:
L'homme de bien n'a que faire
Beaucoup de faueurs attirer,
Si le Seigneur qui pourroit
Se veut monstrier iuste & droit.*

Lambin remarque que ceste limitation est tresuc-
ritable, & que selon la pratique, bon droit a
bon besoin d'aide. Beaucoup des plus grands font
contenance de courir apres la vertu, & se des-
tourment lors qu'ils la rencontrent, au lieu de la
cherir & embrasser. Doneques la bonne vie, les
mœurs entiers, gagneront leur cause lors qu'el-
les trouueront l'homme d'honneur pour arbi-
tre: & au contraire tel personnage est reculé,
mocqué, & à mespris, quand les iuges ne sont
loyaux & entiers appretiateurs de la vie d'autrui.
De là vient qu'on voit souuent les riches & mes-
schâs auoir plus de faueurs que le pauvre vertueux.
Vfage qui reduit à neant la droicte intention des
Monarques. Ce que cognoissant Gregoire sou-
uerain Pontife, escrit ainli aux citoyens de Na-
ples: Nous sommes aduertis que Pierre preste de
l'argent à vfure, vous ne ferez faute de vous en
informer diligemment, & le faict aueré, le depo-
serez, & mettrez vn autre en sa place. Car nous ne
receuons point d'usuriers pour seruir au Seigneur;

*m Plaut.
in prolog.
Amphi-
trion.*

*n Lambin
verb. sup.*

Mais si vous trouuez par les enquestes ce bruit estre faux, vous nous l'enuoyerez avec les informations de sa vie (parce que n'auons aucune cognoissance des merites du personnage) à fin que puissions estre informé de ses meurs & suffisances & satisfaire à vostre volonté s'il est trouué capable de la charge. Encores beaucoup ont plus rigoureusement iugé, infirmât l'election de celuy qui est accusé, combien que par l'issue du procez, il soit trouué innocét, parce que l'absolutiō n'efface entierement la marque que l'accusatiō a faicte à sa renommee°. Et combien que celuy qui poursuit le benefice soit trouué de bonne vie & conuersation, si est ce qu'il doit auoir l'aage dont nous auons parlé. Car iacq̃oit qu'en quelques delicts la matiere remplisse le defaut d'aage, si est ce que quand les loix en ont parlé se rapportant à la prudence, intelligence, & recognoissance des choses, iamais elles n'ont dispensé celuy qui a defaut d'ans, quelque malice, gentillese d'esprit, ou perfectiō qui soit en luy. D'autant que comme les fruiets qui deuiennent meurs auant la saison ne sont de duree, ainsi est il à craindre que ces esprits ne se corrompent, & abandon-
~~nant~~ la premiere vertu, se laissent aller au vice. Remarquons que nostre article a compris en peu de paroles toutes les louables obseruances des Peres. Il veut que l'Euesque avec deux Docteurs en Theologie sondent les capacitez de celuy qui se presente pour estre pourueu: par là retranchans les ports & affectiōs, n'ayant presumption que si graues & saincts personnages soyent surmontez par faueurs. Il veut que les meurs & la vie passée soyent

• Canon.
de Petito,
dist. 47.

p Synta-
gm. iur.
li. i. verb.
et. 16.

foyent recogneus, & parle de l'aage accompli, pour obuiet aux inconueniens qu'auons touché.

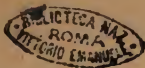
Et suffisance requise.] Qu'est-ce à dire, Suffisance requise. Quand le poursuuiant sera de bonne vie, meurs, & conuersation, bien entendu aux saintes lettres & sacrees principalement, puis aux prophanes (car ce seroit grâde risée de voir vn escolier ou baudet en chaire pour enseigner, auquel faudroit encores donner des verges pour ne sçauoir sa leçon) q qu'il aura attainit l'aage prefix, qu'il n'aura eu femme nientans naturels ni legitimes, ou s'il a esté marié, que ce n'ait esté pour la seconde fois, & que la femme qu'il a eue espousee n'ait eu vn premier mary, ou ne se soit employee aux estats vils & deshonnestes r.

q Barth.
Authē. de
sanct. epif.

r d. auth.
de sanct. f.
epif.

A nouuelle nomination.] Quand les elections auoient lieu, il falloit considerer si le supérieur refusoit la confirmation pour omission qui fust en la forme ou substance de l'electiō: lors il n'estoit tenu renuoyer à ceux qui auoyent esleu pour proceder à seconde election: autrement quand il n'y auoit aucune omission de leur part s. Maintenant que l'usage des nominations a cours, quand le Roy ne nomme personnage ayant les qualitez requises, il a trois mois de terme pour en nommer vn autre, & s'il faut d'y satisfaire dans ce temps, nostre saint Pere y pouruoit. Cecy osterà toutes les subtilitez des Docteurs qui consideroyent si le droict d'elire est propre & peculier à quelqu'un ou s'il en iouit par attribution. En ce dernier estant priué de faire seconde election, quand la premiere se trouue fau-

s Pragm.
sancti de
electio. §.
rerumta-
men. fol.
60. auth.
Cabr. inc.
de legib.
concl. 2.
nu. 7 li. 6.



*Steph.
anch. ls.
conclus.
25.206.*

tiue ¹.Voila qui est pour ce qui touche ceux qui ont droit d'eslire, de nommer, de conferer. Que dirons nous de ceux qui sont pourueus? Leur sera-il loisible, s'ils recognoissent quelque vice en la nomination ou collation, s'aider de deux tiltres pour mesme faict? Ouy, à fin de mieux conseruer leurs droicts, en defendant, non en demandant^v.

*Steph.
anch. ls.
conclu.
69. don
le tiltre
spatib e
our ac-
uerit Sei-
neurie,
argente
§ .66 fa.
188. 1. 9.
dis appro-
priées.
x. lodo.
Damhon
der verbo
pradica-
re, libro
par um.*

[Vie. meurs & doctrine.] Ccec n'est que repetition de ce qui a esté dit, partant serons contens de ce que nous y auons propose: mais qu'ayons souuenance que le deffaut d'une de ces qualitez rend le poursuyuant incapable. Il a beau estre sçauant s'il est de mauuaise conscience, iamais la predication ne sera bien receue de celuy duquel la vie est mesprisee ^x. D'autre costé n'est ce pas grande indignité d'auoir des sentinelles aueugles & endormies, des chiens muets qui ne peuuent abboyer, des medecins sotirdauts qui n'elcotent le patient declarant ses infirmités? La bonne vie n'est suffisante pour suppleer à ces defaux ^y.

*y. lodo.
Dan.h. n
der. verb.
seire parū,
vbi supr.*

[Defendons a nos iuges d'auoir esgard.] Sile Pape mande qu'on recoiue l'impetrant au benefice, combien que la bule soit remplie de la clause (de nostre propre mouuement) on n'y aura esgard, lors que la prouision est contre ce que la saincteté a accoustumé d'octroyer. Les rescripts impetrez contre les voyes & reigles ordinaires, sont tenus pour subreptices. Ce qui est insolite, nouueau, non accoustumé, a toutes les presumptiōs de droit cōtre loy ^z. Doncques les iuges ne doiuent craindre de renvoyer l'impetrant avec ses prouisions,

*x. Dam-
ho. cr. 15b.
Parium,
verb. face
re no con-
sueus.*

sions, veu que le Concordat monstre quelles personnes peuuent estre nommees pour tenir benefices, veu aussi que sa Majesté declare l'ordre qu'il veut estre tenu, les qualités necessaires aux poursuiuans, auant que pouuoir obtenir valablement les nominations, veu qu'il veut qu'on n'aye esgard aucunement à celles qui se trouueront obtenues contre reigles.

Appellans comme d'abus.] Abus est reconnu quand les Prelats ou iuges Ecclesiastiques entreprennent aucune chose au preiudice de la iurisdiction laye Royale, ou autre, contre les immunités & franchises du Royaume, contre les Decrets du Synode de Basle & autres Concilles, contre les Decrets des saincts Peres, contre les ordonnances Royaux, & arrests des cours de Parlement: Ou au contraire, quand les iuges Royaux attentent contre la iurisdiction Ecclesiastique, auctorité & immunié des clerics^a. Ainsi ce n'est merueilles si la Majesté commande l'appel comme d'abus estre receu des executions abusives, fondees sur prouisions obtenues contre le Concordat & les reigles cy dessus declarees,

*a Emb. in
Enchirid.
verb abu-
sum.*

§. III.

Pour restablir, conseruer & entretenir l'estat regulier & discipline Monastique, voulons, qu'aduenant vacation des Abbayes & Monasteres, qui sont chefs d'ordre, comme Cluny

Cluny, Cisteaux, Grammont, Premonstré,
le val des Escoliers, S. Antoine de Viennois,
la Trinité dicté des Mathurins, le Val des
choux, & ceux ausquels le droict & priuile-
ge d'election a esté conserué, & semblable-
ment és Abbayes & Monasteres de S. Edme,
Pontigny, la Ferté, Cleruault, & Mormont
appelez les quatre premieres filles de Ci-
steaux, y soit pourueu par election des reli-
gieux profez desdicts Monasteres, suiuant la
forme des saincts Decrets & constitutions
canoniques.

Ausquels le droict d'election a esté con-
serué.] Les loix ciuiles ne sçauent que vaut ceste li-
mitation, d'autant que les elections y ont lieu sans
distinction de monastere ^a. Les canoniques sont là
logez ^b. Mais le contenu de c'est article ne tend qu'à
confirmer le Concordat, aussi est il en ordre pareil
& mesme resolutiō. La saincteté de Leon, qui auoit
à merueilleux contrecœur les elections, apres les
auoir exilees des Eueschez, Archeueschez & autres
semblables premieres dignitez, descend aux Mona-
steres, & en parle ainsi. Les Monasteres, Prieurez
conuentuels & electifs, qui en leur election se sou-
loyent gouuerner suiuant les constitutions Cano-
niques, n'entreprendront à l'aduenir de s'assem-
bler pour se choisir vn chef. Mais le Roy de France,

la va

*a §. iube-
mus, duch.
de sanctis.
Episcop
b canon.
quàm sit
necessariū
18. que. 2.
can. abba
ibi.*

la vacance aduenant, nommera dans six mois apres, vn religieux de mesme ordre, aagé de vingt trois ans pour le moins, qui sera pourueu par nous. Que si le nommé ne se trouue digne pour n'auoir l'aage, ou est d'autre ordre, sa Majesté pourra dans trois mois apres le refus, faire nouuelle nomination de personages plus idoines & suffisans, & ne s'en acquittant comme il appartient, nous y pouruoirons sans autre attente. De mesmes nous n'entendons nous asseruir à ces termes & nominations pour les vacances en cour Romaine. Aussi par ces presentes ordonnances nous n'auons entendu & n'entendons derogier aux chapitres des Eglises & Conuents, des Monasteres qui ont priuilege du sainct siege d'eslire le Prelat, & voulons qu'ils puissent, comme au parauant, en chacun endroict soy eslire l'Euesque l'Abbé ou le Prieur selon le pouuoir à eux donné, & en obseruant la forme d'eslire, si elle est contenue au priuilege, sinon suivant celle qui est donnee par Celestin^e. Voila qui est suffisant pour ce qui touche les priuileges particuliers obtenus du sainct siege. Mais que veut dire l'Edict faisant mention des Monasteres & Abbayes qui sont chefs d'ordre? Ceux là sont differens des autres en ce qu'ils ne sont asseruis de monstrer du plomb, du parchemin, mais sont fondez à l'election, faisant apparoir de leur qualité, sçauoir qu'ils soyent chefs d'ordre. Ce qui est euidentement monstré par l'industrie du Pape Clement 7. au Roy de France, par lequel s'asseurant que le Roy regnant lors, auoit la crainte de Dieu empreinte au cœur, luy permit durant sa vie

*c Concor.
tit. de pra
sentatiõe,
§. mona-
steriis, ca.
qua pro-
pter, ex-
tra de ele-
ctione.*

seule

seulement, sans que ses successeurs le puissent tirer en consequence, de pourvoir aux Prelatures de son Royaume, suspendant à cest effect tous priuileges que les chapitres, Eglises metropolitaines, cathedrales, & Conuents & Monasteres pourroyent alléguer, sauf & reserué ceux qui sont subiects & gouuernez par les generaux del'ordre^d. De là appert combien telles cōmunautéz sont priuilegiees, ce que nostre Edict remarque maintenant.

*d. Rebuff.
d. titul §.
per prax-
missa, in
Concord.*

Election des Religieux profez.] C'est bien dit des Religieux profez, suiuant l'argumēt quelquesfois proposé par la cour de Parlement touchât les Eueschez. Le consentemēt n'est point moins necessaire au mariage spirituel qu'au tēporel, or est il que le mariage temporel n'est iamais sans le consentement de l'espouse, doncques nul ne peut pretendre l'Euesché, l'Abbaye, ou autre telle premiere dignité Ecclesiastique sans le consentement de l'Eglise qui est l'espouse, lequel consentement ne peut estre tiré par autre meilleur moyen que par election^e. Cela supposé tant s'en faut que les electeurs puissent appeller vn d'autre ordre, qu'ils ne peuuent nommer celuy qui est d'autre college, combien qu'il ait fait mesme vœu s'il s'en trouue d'idoines au lieu où est la vacance. Et en ce cas le moindre nombre qui nomme vn du college surmonte la plus grande part, qui cherche le voisin ce qu'elle a dans la maison. Cela doit estre entendu, pourueu que ceux qui appellent l'estrangier ne facent les deux parts de tout le corps. Car lors ils surmontent, l'autre party, par la reigle qui veut les deux parts estans

*e Remon-
stran. par
la cour sur
la Pragm.
§. 24.*

estans de mesme opinion, représenter tout le college & auoir pareille auctorité que si tout le corps eust esté d'une voix f.

*f. cap. cum
inter, de
e. e. hono.
gloss.*

Suiuant la forme des saincts Decrets.] Le mot precedent monstre ouuertement que le peuple qui asistoit aux elections à l'Eglise primitiue, en est maintenant exclus: & les Canons font grand estat d'une Eglise de France où sa Majesté a droit de pouruoir à l'election des religieux. Ce que les curieux de rechercher ces droits Royaux declarent estre obserué en l'Abbaye de saint Pierre en Normandie, où le Procureur du Roy assiste à l'election, non, comme ils dient, pour y donner sa voix, mais à fin de faire que les Moines traitent de leurs affaires paisiblement & en concorde. Pour le general, les clerics seuls auant le Concordat s'estoyent reserué ce droit ^h. C'est pourquoy abordant la forme iadis obseruee aux elections, nous demanderons en premier lieu comme il faut s'assembler. La reigle est generale, que l'election ou collation est nulle faicte sans auoir appellé deuëment les absens. Que veut dire ce mot, Les absens, entend il parler seulement de ceux qui sont hors le cloistre, ou du chapitre, & sont en la cité? ou de ceux aussi qui se sont retirez aux champs? Aucuns des Docteurs ont voulu (sans distinction) qu'il les falloir tous appeller fors en vn cas, quand l'absent est en lieu fort esloigné, & seroit à craindre, s'il estoit attendu ou recherché, que la preuention de sa Sainteté & de ses legats n'osta l'election au chapitre ou college ⁱ. Posons qu'ils soyent tous assemblés, que faudra il faire? En premier lieu

*g. 4 part.
st. II. par.
lam. ca. 9.
h. mo. Har
monie des
magistras
fol. 37 li.
1. & libro
2 fol. 77.*

*i. Syn'ag.
sur verbo
Beneficij*

ils

ils doiuent aller à l'Eglise, & là reueremment & deuotement ouyr la Messe du Sainct Esprit, qu'ils prieront les vouloir inspirer d'esslire vn Pasteur digne & suffisant : & à fin qu'ils soyēt plus facilement exaucez, confesseront leurs vices, & receuront le precieux corps de nostre Seigneur Iesus-Christ. Cela faict, s'achemineront au lieu où la coustume est de faire les elections, & tous l'un apres l'autre viendront iurer es mains de celuy qui presidera, appellans Dieu à tesmoing, & le Sainct, au nom duquel l'Eglise est bastie, qu'ils nommeront celuy lequel en leur conscience, est le plus vtile pour gouuerner le spirituel & temporel de la dignité, & qu'ils ne sont appelez à ceste nomination par promesses, dons, ou prieres, de qui que ce soit directement ou indirectement. Le semblable sera faict par le President, es mains de celuy qui aura le premier lieu apres luy, & par ceux qui sont fondez de procuration, puis procederont à l'electiō selon la forme de tout temps obseruee ^k. Cecy est dict d'autant que les Docteurs y ont remarqué diuerses obseruāces. Le sort a quelquesfois esté practiqué, tesmoing l'election de S. Mathias ^l. Quelquesfois on a ballotté, ainsi que ceux de Venise l'obseruent encores à l'election de leurs dignitez. C'est ce que les Canonistes appellent febues. Et aucuns d'eux la trouuēt vicieuse d'autant que vous y recognoillēz assez le nombre des voix, non le merite & auctorité de ceux qui essisent ^m. L'autre se faict de viue voix, quand chacun en plaine assemblee & publiquement nomme celuy qu'il cuidoit suffisant & capable de la charge. Ceste cy est la meil

*k Prag.
de electis
fol. 37. 38
39. 40.
l. mōhar-
monie fol.
77.*

*m Ma-
cagn. a. 116.
3. c. 6. m. 4.*

la meilleure au tesmoignage de Ciceron. l'ay tousiours eu ceste opinion; & croy que la tiene est semblable, qu'il n'y a rien meilleur au suffrage que la voix ⁿ. De faict elle est fort recommandable, par ce que les ballottes, les tablettes, peuuent estre corrompues, & que beaucoup auoyent honte de nommer publiquement celuy qu'ils choisisent à l'au-reille, lors qu'on procede par forme de scrutiue. Mais d'ailleurs il y a du peril pour leur nominateurs, à raison des inimitiez & malueillance de ceux qui n'ont esté nommez. Aussi pour y obuiuer, les Parlemens vsoyent anciennement de scrutiue. C'est ce qui a meul la Saincteté de la faire obseruer és lieux où il n'y a point de particuliere ordonnance cōtraire. Le chapitre ou college choisit trois hommes recommandez & dignes de foy, qui s'adressent secrettement & à part à chacun du corps luy demandant son opiniō, font escrire le nom du nommé, & apres auoir suiuy la compagnie publient ce qui est escrit, à fin de recognoistre celuy qui a plus de voix : & est à croire que le saint Esprit y a besoigné lors que tous les electeurs n'ont qu'une nomination ^o. Je laisse la forme appelee compromis-faire, par ce qu'elle sent moins de sa vraye electiō. Or toutes ces formes reuiennent à vn, pour suiure la pluralité des voix. Cela a esté ainsi ordonné, à fin de subuenir à l'imperfection des hommes incapables de pouuoir comprendre les haults faicts de l'Esprit de Dieu. L'ignorance n'a seulement engendré l'opinion, mais a mis sus la diuersité des opiniōs. C'est pourquoy Ciceron disoit autant de sentences que d'humain. Et cōme nous sommes diffé-

*n Mac-
cagn. vbi
sup.*

*o c. Quia
propter,
de electio-
ne.
p c Cum
inser, de
electio.
Pragm.
Sanct. de
electio fol.
40. c si cu-
ius, de ele-
ctio. in 6.*

rents de face & de meurs: de mesmes sommes nous d'opinion, de volonté, & d'esprit. La plus difficile chose qui se trouue est de pouuoir remarquer ce qui est le meilleur. L'un le prend d'un costé l'autre de l'autre, la varieté des iugemens faict tout cela. Les vns s'esmeuent par douleur, les autres par cupiditez & affections, beaucoup se laissent gaigner à l'ire & courroux, pensans bien faire lors qu'ils se plongent plus auant dans les maux, & ne craignent de dire, c'est mon naturel, ie l'ay accoustumé, gouuernez vous comme il vous plaira. Les vns aiment les viandes douces, les autres prennent goust à l'amer. Les vns courent aux amours impudiques, les autres sont enclains à se courroucer. Les autres cruels & superbes, & beaucoup fuyent tous ces vices. Les vns sont friands d'argent, les autres aiment l'honneur, tous les hommes ne se chauffent de mesme pied. C'est pourquoy Gregoire escriuoit aux citoyens de Naples, Qu'ils ne deuoyent trouuer nouueau ni reprehensible, si le peuple se diuisoit aux elections 9. Et neantmoins la saincteté de Leon ne trouua autre occasion de les abolir, proposant l'abus qui quelquesfois se recognoissoit, en partie venant des Monarques & Princes temporels (comme il dit) en partie des poursuiuans Simoniacles, en partie des electeurs, qui contre leur ferment, se laissoient aller aux prieres des parents & amis 1. Je ne suis pas pour parler de matiere si haute & controuersee entre ces sainctetez, mon deuoir est d'obeir aux ordonnances & commandemens des superieurs, suffira d'alleguer ce que la cour de France a quelquesfois remonstré aux Roys. Ce

q Macca.
lib. j. c. 8.
n. 6. de cōs
opione,
Cano nec
mouū, 8.
q¹.

r Pragm.
de electio.
derogad.

pendant que les elections ont eü cours, on a veu beaucoup de bons & vertueux Prelats qui gouuer-
noient leurs Eglises paisiblement, contenât les sub-
iects en la crainte de Dieu, & au deuoir enuers les
Monarques, & apres leur decez estre appelez à la
compagnie des bienheureux, selon que tesmoi-
gnent les miracles de leurs reliques ici bas^s. Ces
fruits ont ils continué? en sont ils deuenus plus
francs despuis les nominations des Monarques &
confirmations de sa Saincteté? Les abus qui ont e-
sté aux elections pouuoient estre corrigez sans du
tout les annuler, & n'y a que tenir qu'un ou deux
soient plus subiects aux inconueniens proposez,
qu'une grande compagnie d'hommes sages, sçauâs,
& consciencieux. Pourquoy autrement le college
des Cardinaux proche de nostre saint Pere? Pour-
quoy les Conseillers de la Roue? Pourquoy en
France le conseil priué, le grand conseil, les cours
de Parlement? Pourquoy aux plus pressees affaires
sur le faict de la religion & police temporelle, les
Concilles & assembles d'Estats? Il ne fut iamais
mal dit q̄ deux yeux voyét mieux qu'un. Le colle-
ge, le chapitre composé de grands personnages
pourra, sans difficulté, beaucoup mieux iuger des
capacitez de la vie, des meurs, de celuy avec lequel
il a esté nourry, que ceux qui ne l'auront veu plus
de 24. heures^t. D'auantage les ordinaires estoient
subiects à reformation & personne ne peut dire aux
superieurs pourquoy l'avez vous ainsi fait^v. Le dis
cecy en passant non pour corriger, mais pour hum-
blement remonstrier, & pour faire entendre que
quand les elections auoyent cours ce n'estoit

*s Remoñst.
de la cour
pour la
pragm.
§. 17.*

*t 4. part.
Still. Par
lam. de la
rib. regni
Francia,
cap. 9.
v Remon
stra. pour
la prag.
§. 57.*

ADVERT. SVR L'EDICT

sans grãde occasion si la resolution se prenoit sur la pluralité de voix. La maieure partie (ainsi parloyent les nostres) a esté doublement considerée, ou ayant esgard au nombre, ou en consideration des qualitez de ceux qui eslisoyent. Le nombre plus grand est considerable quand les deux parties sont esgales en zele & qualité. Mais si d'un des costez sont tous les premiers en dignité, les doctes, les consciencieux, & de meilleure vie, selon l'apparëce, ils surmonteront les autres inferieurs, combien qu'ils facent plus grand nombre x. Le nombre surmontant doit encores estre consideré, non seulement pour le rapporter au plus petit, mais pour auoir esgard à tout le corps. Par là faudra comprendre les absens, & ceux qui pour autre occasion n'ont assisté à l'election y. Non que les absens ayent voix ou puissent ratifier ce que les autres ont faict z. Or est il que ceux qui ont deux dignitez au college, ont double voix, ainsi qu'ils prennent double distribution : combien que ceste cy n'aye esté sans debat a. Cecy soit dict des formes d'eslire, selon que parle nostre texte. Maintenant appellons Bartholle, qui nous monstrera en peu de termes comme & quand elles sont vicieuses. Le vice (dit il) est en la forme, la matiere, accident, qualité, & nombre. Le vice en la forme rend l'election nulle, parce qu'elle est sans fondement. De mesmes en la matiere, comme lors que les electeurs ont obserué la forme ordonnee, mais n'auoyent puissance d'eslire: s'ils ont esleu durant l'interdiction ou suspension. En l'accident, cōme si les electeurs ont esté corrompus, & se sont rédus Simoniacles, & leur faict ne vaut riē. Nous di-

for

x Can. Ec
clesia re-
stra, de e-
lect. Mac
cag lib 3.
c. 6. nu. 1.
10. 1^{re} cū
sequētib.
y Macca-
gnā lib 3.
c. 9. n. 10.
11.
z Macca-
gnā, lib. 3.
c. 8. n. 24.
a Syn-
tag. sur.
in verbo
Archidia-
con u fol.
55. col. 2.

sons le pareil au vice, qui est recogneu en la qualité, quand il estoit notoire à tous. Au nombre, quand par la fondation ne doit auoir que douze moines, & on en chasse vn tresiesme ou quatorziesme : lors l'acte vaut, pourueu que la fondation n'aye point de clause expresse annulant l'acte ^b.

§. II II I.

N'entendons que cy apres aucun puisse estre pourueu d'Archeueschez, Eueschez, ni Abbayes de chef d'ordre, soit par mort, resignation, ou autrement, qu'il ne soit originaire François: nonobstant quelque dispenses ou clauses derogatoires qu'ils puissēt obtenir de nous, à laquelle ne voulons qu'on ait aucun esgard. Et quant à ceux de nation estrange, qui ont esté cy deuant pourueus de benefices en ce Royaume, ne pourront auoir Vicaires ni fermiers en leursdicts benefices, autres que naturels François, à peine de saisie de leur temporel, & de perte des fruiets, qui seront distribuez aux pauvres des lieux.

Originaire François.] Regardez les loix ciuiles, les premieres constitutions Canoniques, les reigles de Chancellerie Romaine, les anciennes loix du Royaume, les requestes des Estats, les remonstrances des Parlemens, & vous trouuerez la confirmation de cest article. Iustinian dit ainsi, Qu'on n'attire point les prestres d'autre Parroisse

*b Barth.
auth. Quo
modo o-
povs. Epi-
sco. §. c.
hanc. c. si
electio de
elect. in d.*

*a l. in ec-
clesiis, C.
de episco.
& cleric.*

ou d'origine diuers, mais foyët (prins) domiciliez du lieu ou l'Eglise est bastie, à fin que chacun s'employe à suruenir au lieu de sa natiuité ^a. Tous les textes Canoniques sont remplis de ces derisions. Les estrangiers natifs hors du Royaume ne doiuent estre receus aux benefices si les originaires sont capables de les tenir. De là les patrons sont necessitez de presenter le prestre de mesme Diocese, estat iniuste que l'estranger vienne faucher l'herbe sous les pieds du François naturel. De là les graces & priuileges accordez par la Saincteté, sont estimez subreptifs, s'ils ont oublié faire mention du domicile originaire de l'impetrant: d'autât, dient les Canôs, que c'est l'intention de la Saincteté, de pouruoir chacun en son pays Le patriarche de Constantinople fust repris de ce qu'il conferoit tous les benefices aux Venitiens, & les Euesques ne sont des mieux priez, qui ont plus d'esgard au lieu de leur origine pour pouruoir les compatriottes, qu'à considerer la situation de l'Eglise; à fin d'auancer les originaires. Je ne mettray point en auant beaucoup de particulieres considérations assez cogneues: d'autât que l'estranger n'aura tant d'affection à resider que l'originaire qui se plaira en son pays, & que le serment que les beneficiers doiuent prester aux souuerains temporels n'est iamais tât asseuré de l'estranger, que du naturel plus enclain au bien du Royaume. Car quand tout cela cesseroit, les anciens ont reietté le pouruiuant qui ne sçait l'idiome, la lague, & ne cognoist les meurs du peuple, qu'il veut gouuerner & enseigner. L'Anglois, l'Espagnol l'Italien, ne parleront iamais bon François ^b. L'une des anciennes reigles

*b Prem.
Prag. S. l.
Elo. verb.
exterioru.*

de

de Châcellerie contenoit ceste resolutiõ: Que l'O-
riginaire soit preferé à l'estràger, le Diocefain à ce-
luy qui est hors du Diocese. C'est pourquoy la re-
mõstrâce de la cour est en ces termes: aussi serõt par
le Pape pourueus estràgers du Royaume & nõ des
pais ou sont les benefices, qui ne seront des meurs
& conditions du pais. Parquoy s'ensuiuroyent dif-
ferences & questions entre les gens d'Eglise, ou se-
culiers, au grand detrimẽt du salut des ames & ir-
reuerence des saincts sacremens^d.

Vicaires ni fermiers autres que naturels
François.] L'Ediẽt d'Orleans estoit vn peu cou-
ché diuersemẽt, & semble que cestuy le vueille re-
straindre. Le premier vouloit que les Prelats ne
peussent donner à ferme le temporel de leurs bene-
fices aux estrangers, qui ne seront naturalisez, habi-
tuez, & mariez en ce Royaume à peine de faisie de
leur tẽporel. Cestuy ci ne veut point de naturalisez;
mais parle des naturels. La loy est escrite correctiue
de la premiere. Doncques la faut suiure. Que s'il
est loisible de dire son opinion la dessus, ie seroye
bien d'aduis que les simples naturalisez fussent ex-
clus de ces fermes, d'autant que la prohibitio a esté
faicte seulement pour obuier que le fermier estran-
ger, apres auoir bien mesnagé & profité soubs mô-
sieur l'Euesque, se retire les bouges plaines. Ce
qu'il feroit ausi tost apres, qu'auant les lettres de
naturalité, & vn parchemin de trente ou quarante
escuz, ne le destourneroit de reuoir son pais. Mais la
consideration est diuerse quand il est naturalisé,
habitué, & marié en ce Royaume, selon que reso-
lut l'assemblée d'Orleans.

c. 4. parti.
fil. Parla-
mẽ. cap. 9.
de primil.
reg. Frãc.
Bart. au-
thẽ. de san-
cti. Episc.
§. si seru?

d Remõ.
pour la
pragm. 6.
55. Prag.
Sancti. de
collat. fol.
68. verb.
nec cogni-
ti.

Pour obuier aux scādales & desordres, qui prouiennēt de la trop longue vacatiō des benefices estans en noltre nomination: Ordonnons que ceux que nous y nommerons cy apres seront tenus dedans neuf mois apres la deliurance de nos Lettres de nomination (de laquelle sera faict registre) obtenir les Bulles & prouisions, ou faire apparoir à l'Euesque diocesain des diligēces valables & suffisātes. Et à faute de ce faire demeurerōt descheus de leur droict de nomination, sans qu'il en soit besoin obtenir autre declaratiō que la nomination que nous ferōs d'autres personnes des qualitez & suffisances requises. Et pour le regard de ceux que nous auons cy deuant nommez: nous leur enioignōs soubs mesmes peines, d'obtenir leurs bulles & prouisiōs dedās 6. mois apres la publicatiō de ces presētes ordonnances, pour toutes prefixiōs & delaiz.

Trop longue vacation.] Tout cest article (fōrs ce qui concerne les nominations par sa Majesté) est tiré de l'ordonnance de Gregoire dixiesme au Concile de Lyon. Non seulemēt le droit escript, mais encores l'experience, maistresse de toutes choses, tesmoigne & enseigne euidentement combien les Eglises sont diminuees, & les grands perils où les ames sont mises par le moyen des trop longues
vacan

vacances. Doncques desirans y remedier, nous ordonnons que les electeurs ayans choisi vn chef, luy signifient au plustost l'election, à fin qu'il sache s'il la veut accepter, & que l'esleu soit tenu declarer sa volonté dans le mois apres la significatiō, sur peine de perdre tous les droicts qu'ils pouuoit pretendre par vertu de l'election, sinon qu'il soit au nombre des personnes qui n'ont consentement aucun, & dependent du vouloir & permission du superieur, auquel cas ceux qui ont esleu seront tenus de l'obtenir au plustost, eu esgard à l'absence du superieur, & s'ils ne la peuuent obtenir, procederont à nouuelle election. D'auantage l'esleu sera tenu, trois mois apres son acceptation, se faire confirmer: que s'il est paresseux de ce faire, & n'y ait cause raisonnable qui l'ait retardé, il sera descheu de tous droicts qu'ils pouuoit pretendre par ladicte election^a. Demandons maintenant quelle puissance a le chapitre durant la vacance. Il peut bailler en commande les benefices vacans, & creer vn Econome iusques à ce que le superieur y aura pourueu. Il institue à la presentation des patrons. Il peut constituer vn Vicaire, pour pouruoir aux benefices subiects à collation, & pour obuier quel'Eglise ne demeure trop longuement en vacance^b.

A faute de ce faire demeureront descheus. J Cecy est d'autant que les Decrets ont clause taisible, & vne condition entendue: combien que non exprimee. Pouruen que celuy, en faueur duquel le Decret a esté expedié, s'en vueille ayder^c.

a c. quam sit ecclesiis de electi. in 6.

b Stephia. Ranchin. 4. part 7. 319. 320

c Auth. Gabrie. libr. 6. de clausula conclus. 3. in. 25.

§. VI.

Et d'autat que plusieurs Abbayes & Prieurez sont tenuz par Economat, ou par personnes incognues: Enioignons à tous Archeuesques, Euesques, ensemble à nos Baillifs, Seneschaux, ou leurs Lieutenans & nos Procureurs, enuoyer à nostre trescher & teal Chancellier, ou garde des seaux, dedans trois mois apres la publication du present Edict, le nombre des Abbayes & Prieurez, qui sont en leurs dioceses, Seneschauſſees, & Bailliages: ensemble le nom & qualité, tant des Titulaires, de ceux qui les possèdent par Economat. Et outre les enioignons d'informer diligemment, si pour obtenir les nominations & provisions y a esté commise aucune simonie, & nous enuoyer les informations closes & sceelées, pour apres y pouruoir à l'honneur de Dieu, & descharge de nostre conscience. Enioignons aussi à nosdits Bailifs & Seneschaux de faire le semblable pour le regard des Archeneschez, & Eueschez, estans au dedans de leur ressort & iurisdiction.

[Abbayes & Prieurez tenus par Economat.]
 Les escriuains ont remarqué les commandes, que le texte appelle Economat, tendre à la déololation & ruine des Eglises, autant qu'aucun autre abus
 recogner

recogneu. Les commandes diminuent le seruice diuin, parce que les commandataires ont plus de cure du reuenu que de seruir à l'autel. Ils sont plus friands de la chasse & des chiens que de bailler la pasture au troupeau. Tant s'en faut qu'ils se soucient de l'hospitalité & nourriture des pauvres, qu'ils en prendroyét volôtiers sur le barril du ladre. C'est pourquoy les estats de Tours parlerent ainsi au Roy : Et ce peu qui nous reste de l'honesteté Ecclesiastique est presque estouffé, au moyen des commandes octroyées par nostre saint Pere à gens seculiers & autres, és dignités & benefices reguliers, desquelles commandes procedent autres grands, innumerables & irreparables maux & inconueniēts qui seroyent longs à reciter^a. Neantmoins veu que elles sont vſitees (estans auiourd' luy presque tous les meilleurs benefices en commande) & que ce texte les reçoit, voyons que c'est à dire commande & economat, matiere qui fera recognoistre que c'est vne inuention retractant toutes les bonnes reigles des Peres anciens. Les Canonistes tiennent que le benefice est donné en commande, lors que quelqu'un est constitué comme gardien & depositaire d'iceluy & ne fait les fruiets siens, sinon qu'il soit expressement dit par les lettres d'octroy. Le Pape, les ordinaires, & le chapitre, vſent de ceste façon de faire, mais diuerſement. La Saincteté s'en accomode, ou pour dispenser sur la reigle defendât de tenir deux benefices, lors qu'il donne la commande à celuy qui est desia titulaire. Il ne luy veut pas permettre auoir deux femmes, mais luy accorde tenir vne concubine avec la premiere femme, ou quand il recognoist

l'impe

*a Tours,
chapist. de
l'Eglise,
ſueill. 19.
Tous les
bons bene
fices ſont en
cōmande,
Remonſt.
pour la
Pragm. 5.
82. 86.*

l'impetrant incapable, d'autant que le benefice est regulier & l'impetrant seculier, ou au contraire. En ces cas la commande sert de dispense. De mesmes quand le benefice a charge d'ame, ainsi que les Curez & que le poursuiuant n'al'aage requis, la commande supplera ce defaut & non seulement cestuy la, mais tous autres. De sorte que ceste façon de faire n'est inuêtee que pour couvrir tous les vices de quoy on pourroit combattre les impetrans, s'ils s'estoyent rendus titulaires: combien que maintenant elle aye presque tous les effects du tiltre. Car au iourd'huy, selon que toutes les bulles portent, le cōmendataire iouit durant sa vie, & n'est plus tenu à rendre cōpte, & dispose aussi librement du reuenu ecclesiastique, comme le titulaire ^b. Les commandes des ordinaires sont temporelles iusques à six mois, & celles du chapitre de mesmes. Mais ils les peuuent renouueller iusques à ce que leur Eglise vacante soit pourueue de Pasteur ^c.

Nombre des Abbayes & Prieurez.] Les Estats de Tours ont remarqué qu'il y auoit au Royaume de France cent & vne Eueché, & plus de trois mille Abbayes & Prieurez conuentuels ^d. Et la cour de Parlement faisant estat des Parroisses subiectes à collation, les a mis à cent mille pour le moins ^e.

Titulaires.] La reigle Canonique est assez vulgaire. Qu'aucū n'est biē fondé à se maintenir auoir droit au benefice sans faire apparoir de son tiltre. Et telle reigle n'a lieu seulement au petitoire, mais aussi au possessoire, contre ce qui s'observe ordinairement aux reintegrandes & complaints des matieres

b ils inuē-
tent la re-
integrāde
e posses-
sion. Aub.
lib. 5. de
rest. spolia
to. cūl. 5.
m. 11. 14.
c. Rebuff.
prax. be-
nefic. titu.
de cōmēd.
toio tūu.
Pragma.
Sanct. tit.
de collati.
verb. plu-
ralitatis
d cap. du
commun.
e Remost.
pour la
Pragm. 5.
76. et tit.
d it de-
uancer la
possession.
Argenté,
tit. des ap-
propri. 5.
46; fo 39

tières profanes. En cestecy suffit faire apparoir de la possession, & aux beneficialles le tiltre guide tout. Parce que la possession és benefices ne peut estre acquise sans tiltre pour le moins coloré. Il est appelé coloré, quand il est donné par la Sainteté, par l'ordinaire, ou autre ayant droit de conferer par priuilege. Le tiltre est si fort respecté à la diminution des possessions, que contre ce qui s'observe aux matieres seculieres, celuy est preferé qui est premier en tiltre, combien que dernier en possession. C'est pourquoy les Docteurs Canoniques ont conseillé à l'impetrant, qui recognoist quelque deffaut en son tiltre, d'en obtenir vn autre mieux faict avec toutes ses formes, non qu'il soit loisible tenir vn benefice à plusieurs tiltres, mais parce qu'il est permis s'asseurer. Le demâde, celuy qui se dit auoir droit du tiers, sera il necessité monstrier les prouisions de son aucteur? Quand le droit est fondé sur resignation, permutation, ou autre telle cause, il n'est tenu faire apparoir du tiltre de son predecesseur, suffit qu'il verifie son predecesseur auoir esté tenu & réputé pour tel. Mais s'il entre en cause par subrogation, faut qu'il face apparoir du tiltre de celuy, au lieu duquel il est subrogé. Nostre reigle qui requiert le tiltre aux benefices, est si veritable, que si la partie aduersé confessoit iudiciairement le benefice appartenir à son contraire, telle confession ne luy apporteroit aucun droit, faut iustifier de son tiltre. Mais s'il a esté vne fois exhibé, telle confession profite, encores que le confessant fust mieux fondé: Car elle confirme le tiltre defectueux.

Commis aucune Simonie.] Il n'y a loy aucune qui

*f Syntag.
iur. verb.
beneficiū,
fol. 69. au
thē. Gabr.
lib. 5. con-
clu 5. nu.
110 de re-
stit. spol.
g Stepha.
Ranchin.
conc. 191.
lib. 5.
h Steph.
Ranchin.
lib. 4. con-
clu. 459.
le resigna-
taire, en
autrement
successeur
n'est tenu
monstrier la
possession
de son de-
uancier,
Argentré
§. 2. & 5. fo.
52. §. de
vitiis. pos-
sess. et. des
appropriā-
ces.
i Idē Ran-
chin. lib. 3.
cōcl. 476.*

cune qui n'ait reprouvé le crime de Simonie. La condamnation de Simon faite par les Apostres, enseigne combien il est detestable. Iustinian commande que les merites de celuy qui veut paruenir au benefice soyent considerez, non combien il veut donner d'argent pour estre pourueu^k. Qui voudroit faire estat sur ce point des constitutions, n'auroit iamais fait, les liures en sont tous remplis, les tiltres & rubriques exprez. Nous apprenons de là que les François sont de l'ogue main trop vsagiers & practiquez de ceste miserable & damnee façon de faire. Desia au tēps de Theodoric & Theodebert Roys de France, la banque des benefices estoit dressée. C'est ce qui esmeut la Saincteté tenant lors le siege de leur escrire, qu'il auoit entendu qu'en France on prouoyoit les gēs en l'Eglise par faueur, par argent, & par amis, & qu'on deuoit craindre qu'il ne vint sur le peuple vne grande defortune, vengeance de Dieu, & calamité es lieux où telles gens estoient prins pour interceder Dieu pour le peuple, lesquels plustost prouoquoient son ire: & au regard des Roys qui ce permettoient, & ne faisoient obseruer les Decrets anciens des elections & collations des benefices, selon la vie & merites de ceux qui sont proueus en la sainte Eglise, il leur en prendroit mal^l. Aussi l'assemblée de Bourges, qui conclud ceste belle Pragmatique, resoulut ainsi: l'Electiō faite par simonie soit nulle, de pur droit. Que les electeurs outre les autres peines soyent descheus du droit d'election: les moyenneurs, entremetteurs, & tous autres qui s'employent pour tels personages subiects aux corrections Canoniques,

*k l. quā-
quam, C.
de Episc.
O cler.*

*l Canon.
fortu. .q.
1. Tours,
fueill. 12.
pag 2. ch.
des gens
d' Eglise.*

ques, & les esleus, leurs fauteurs & adherans, punis selon les saincts Decrets. Ceux qui eslisent & qui sont choisis, excommuniez de pur droict sans espoir d'estre absouls que premierement ils ne se soyent departis du benefice auquel ils ont esté receus si indignemēt, declarez incapables de les pou-
 uoir impetrer à l'aduenir ^m. Les Docteurs ont trou-
 ué ce vice si infame, qu'ils ont iugé indigne le pour-
 ueu par Simonie combien qu'il n'y ait presté con-
 sentement, & qu'à leur deceu l'argent ait esté donné
 ou promis par aucun de leurs amis ⁿ. Et n'ont pas
 voulu que celuy qui auoit choisi ceste voye pour
 obtenir le benefice, fust reçu à poursuiure la resti-
 tution ayant esté despouillé sans s'arrester aux fa-
 veurs des reintegrandes & des despouilles ^o. Les re-
 nonciations simoniacles ne valent rien sinon qu'il
 soit question du resignant. Car il ne peut alleguer la
 Simonie à son aduantage, au contraire là resigna-
 tion vaudra en hayne de son faict tant pernicieux ^p.
 Ce n'est doncques merueilles si la Majesté d'Henry
 defend tant exactement les Simonies, & veult qu'il
 soit diligemment informé, si pour obtenir les no-
 minations & prouisions en a esté commis aucune. Je
 pense bien que les coffres de sa Majesté ne sont gue-
 res remplis des deniers qu'ils reçoit de ce costé, &
 que maintenant on ne vend plus les premieres di-
 gnitez Ecclesiastiques. Auourd'huy les Arche-
 ueschez, Eueschez, Abbayes & Prieurez ne seruent
 d'autre chose que de recompenser ceux qui mettent
 en auant leurs seruices. Les prieres & requestes im-
 portunes des courtisans font tout ce que l'argté sou-
 loit faire le temps passé. Côme si telles demandes ne
 font

m Prag.
Sancti. de
electione,
fo. 41. 42.
¶ 43.

n Barth.
auth. quo
mod. ope.
† p. sc. ¶
auth. vt
iudic. sine
suffrag. §.
1. nu. 5.
o aut. Ga
br. tit. de
restit. spol.
lib. 1. cōcl.
1. nu. 175.
¶ cōcl. 5.
nu. 30.
p aut. Ga
br. d. tit.
conclus. 1.
nu. 63. 65.

font point entrer l'indigne au benefice aussi bien que l'argent souloit faire au temps passé. Comme si celui qui l'a emporté pour sa recompense, le fait deservir par vn tiers appellé (custodi nos) dresse Estat du temporel aussi exacte que d'une seigneurie, peu soucieux que deviendra le spirituel, euitoit la tache de Simonie. Comme si les prieres (selon la resolution des Docteurs) n'induisoient ce vice de mesmes que l'argent. Il seroit meilleur de ne bailler point tant de recompenses ou les trouuer d'ailleurs pour ceux qui les meritent.

q. Basil.
anth. quo
mo. oport.
Episco. §.
per hanc.

§. VII.

Nous reuoquons toutes reserues d'Archeueschez, Eueschez, Abbayes, Prieures, & autres benefices estans à nostre nomination. Declaron que nous n'entendons cy apres en donner ou octroyer aucunes. Et où par importunité ou autrement, il s'en trouueroit à l'aduenir aucunes accordees, les auons declarees nulles. Et seront ceux, qui les auront poursuuiues & obtenues, declarez incapables de tenir à iamais benefices, suyuant les Saints Decrets & constitutions canoniques. Voulons que tous breuets de reserues cy deuant depeschez, soyent rapportez par ceux qui les ont obtenus, pour estre rompus & cancellez comme nuls & de nulle valeur.

Reuo

Reuoquons toutes reserues. } Quand les elections auoyent lieu les Edicts de France ne parloyent ce langage. Lors on remonstroit aux Roys de ne se laisser aller aux prieres importunes des Hateurs, de se donner garde de leur accorder lettres pour diuertir les elections, & destourner les electeurs de faire leur deuoir, cela d'autant que souuent ils escriuoient si terriblement, que les Electeurs n'attendoient autre chose qu'un second Chaos à la premiere desobeissance^a. Maintenant les Monarques ne prient plus contre droit, ils disposent. N'est ce pas disposer que nommer celui qui ne peut estre refusé? Encores n'ont ils tousiours eu patience d'attendre le temps de nomination, il a fallu le preuenir par reserues. Certainement tout homme bien entendu aux affaires, sçait combien ces inuentions tendent à la ruine de l'Eglise, d'autant que ce n'est qu'une espee de mal tote, une inuention nouuelle d'en auoir, une deshonneste propine des souuerains ecclesiastiques, qui ont songé mille & mille moyens d'attirer la quinte essence du reuenu du Crucifix, sans se soucier de la communion des fideles. Veu doncques que les Pontifes les ont practiquees durant les elections (iaçoit qu'ils s'en fussent bien passez) veu qu'au temps des nominations les Roys s'en sont accommodez, veu que les Concilles & Synodes ont plus equitalement condamné & l'un & l'autre ^b: ce ne sera mal fait de recognoistre les anciens abus, & declarer que valloyent les reserues au temps passe, admirant en ce discours la bonne affection d'Henry, qui leur veut caiser le col suivant la resolution des Peres. Les provisions en reserue ont este generales ou

*a Pragm.
Sanct. de
electio. §.
item nec
credit. fo.
63.*

*b le mai-
stre des ap-
pell. come
d'abus, c.
1. Synag.
sur verbo
donation,
folio 215.
col. 2. ou si
l'ordina-
re peut de
leguer la
provision
aux vac-
ces adue-
nir.*

specialles. Les generalles lors que le Pape prouuoit
 du premier benefice qui vacquera en la forme ex-
 primee par les lettres de prouision. Comme, s'il
 dit, nous luy auons conferé le premier bene-
 fice vacant par l'octroy & acception du se-
 cond. Elle est aussi generale s'il parle des va-
 cances en certain territoire ou Diocese, comme
 le premier vacant à l'Euesché d'Autun: les va-
 cances en cour Romaine, les vacances des Cardi-
 naux & familiers de sa Saincteté. Les specialles
 sont de deux sortes eu esgard au benefice, ou à ce-
 luy qui doit estre pourueu. La premiere se reco-
 gnoist quand le Pape reserue à sa dispositiō quelque
 Eglise Cathedrale. La seconde lors que la reserue
 est en faueur du particulier nommé es lettres du re-
 script. Voila les exemples qui ont pleu à quelques
 vns. Les autres ont prins la generale pour celle
 qui est fortifiée de quelque disposition contenue
 au corps du droict. La specialle quand elle n'a qu'un
 subiect propre & particulier. Nos Monarques re-
 cognoissans leurs nominations necessaires, se sont
 accommodés des reserues aux benefices de leurs
 Royaumes, tant de placets à la premiere vacance:
 Il n'y a abus practiqué au general des Eglises Ca-
 tholiques, qui n'ait esté vñté à l'Eglise Gallicane
 touchant les reserues. Je scay bien que la Prag-
 maticque les a condamné sous vne belle considera-
 tion cogneue à tous. L'usage (dit elle) des reserues
 & expectariues a mesmes effects que le pact de suc-
 ceder, les attendans vouldroyent que le possesseur
 fust, desia en basse terre: de là mille moyens pour
 luy accourrir ses iours, de là mille querelles, de là
 peu

& Rebuff.
 in prax.
 de reserua
 tit ca. 30.

peu de recognoissance de la vie aduenir. Les patrons laiz sont despoillez de leurs droicts, la ieunesse, qui pretend recompense de ses trauaux, bat à froid ^d. De là les collations des ordinaires sont aneanties ^e. La reserue, combien que nulle lioit les mains de l'ordinaire, elle empeschoit que le possesseur despoillé n'eust recours à la reintegration ^f. Elle faisoit cesser les permutations lors qu'elle estoit douee de propre mouuement ^g. Ces haulsepieds meurent, les Pasteurs de l'Eglise Gallicane de retrancher ces reseruations sans distinction si elles estoient closes au corps de droict ^h, sans separer les generalles des specialles ou particulieres, sans auoir esgard aux extrauagantes, reigles de Chancellerie ou rescripts de sa Sainteté ⁱ. Ces maux que les reserues apportoyent pour estre communes aux expectatiues firent que l'assemblée les retrancha, à fin de ne rendre droict diuers ou il y auoit identité de raison ^k. La cour parla auantageusement de ce faict remonstrant au Roy que les annates & vacans, les graces expectatiues, & reserues, n'estoyent qu'abus de cour Romaine, & que pour y obuier l'Eglise Gallicane assemblee l'an mil quatre cens & dixhuiet au mois de Mars resolut toutes reseruations & graces Apostolicques & toutes exactions de cour Romaine deuoir cesser. De fait c'estoit vne pure pippérie, parce qu'elles estoient trop librement accordees ou vendues à deniers comptans, & parce que le Pape successeur les pouuoit toutes re-

*d Pragm. Sanct. pro
em. fo. 16.
e Pragm. Sanct. ti.
de elect. 6.
licet. f. 56.
de Anch.
conf. 38.
f Auth. Gabr lib.
5. tit. de re
stitu. spol.
cōcl. 5. nu.
34. r. que
39. 48. 49.
g Aubé.
Gab. li. 6.
tit. de clau
sul. concl.
2. num. 6.
65. 86. 87
Syntagm.
iur. verb.
beneficia.
fo. 62. co.
2. fol. 70.
col. 1.
h Pragm. Sanct. de
electio. fo.
31. 32.
i d. tit. de
elect. 6. &
94. fo. 65.*

^k d. Pragm. tit. de collat. 5. placuit, 5. fol. 79. 5. reseruatiōes.

*l Remon-
stra sur la
Pragm s.
11. 45. 47.
49. 71.*

uocquer à son nouuel aduenement ^l. Cela estoit ainsi faict (comme il est à croire) pour bailler quelque moyen au nouveau successeur de trouuer argent frais. Mais les malheurs qui en prouenoyent ont causé que la Saincteté a preposé le bien de l'Eglise au lucre, selon que le Concordat apprend. Par là vous cognoistrez que le Pape se despart de toutes reserues, graces expectatiues, generalles ou particulieres, aux benefices de France & Daulphiné, & entend que celles, qui par importunité ou subrepticement seront obtenues, soyent declarees nulles & abusives. Aussi Charles neuuiesme defendit à tous iuges du Royaume d'auoir esgard à aucun en iugeant le possessoire des benefices, aux prouisions obtenues par preuention en forme de regrez, graces expectatiues, & autres semblables: & aux dispenses octroyees contre les saincts Decrets, & Concilles, à peine de priuation de leurs offices, sans que les impetrans de telles prouisions ou dispenses s'en puissent ayder, sans son congé & permission ^m. Les derniers mois de ceste ordonnance ostez, eussent maintenu l'Edict aussi saint & sacré. Car si par les Concilles les reserues & graces expectatiues sont defendues pour retrancher les malheurs qu'elles produisoient, si le souuerain Pontife s'en est librement deporté, que sert il maintenant rappeler l'vsage de ces abus sous le congé & permission du Roy? Je ne scau-
roye me persuader que le Roy puisse dispenser sur les Concilles, veu que ce pouuoir a quelquesfois esté desnié à sa Saincteté ⁿ. Ce que la

*m Orleães,
s. 11.*

*m Pragm.
Sant de
elect. fol.
62. 63.*

Majesté

Majesté d'Henry a religieusement recogneu, pour le faict des nominations, reuouquât toutes reserues, & declarant nulles les impetrations, commandant à ceux, qui les ont cy deuant obtenues, les rapporter pour estre rompues & cancellees, & defendant à l'aduenir de n'en impetrer sur peine d'estre declarez incapables de tenir à iamais benefice °.

o Bloys,

Declarees nulles.] Il est necessaire d'attendre que le benefice soit vacant auant que le Roy y puisse nommer, le patron presenter, & l'ordonnance conferer. On demande sur ce: Si le patron sera priué de ses droicts, qui a présenté au benefice du viuant lequel il cuidoit estre vacant. Nous tenons telle presentation nulle, non pourtant qu'il soit descheu de presenter quand la vacance aduiendra p. Quoy de l'Euesque qui confere conditionnellement? comme s'il dit, ie vous confere ce benefice s'il vaque par la mort d'un tel, ou autrement comment que ce soit. Lors on ne regardera la science ou ignorance de l'impetrant, s'il sçauoit la vacance ou non: mais seulement si le benefice estoit vacant lors de l'impetration. La vacance est si necessaire, que la question a esté, si on pouuoit proceder à l'election auant que le corps du dernier decedé fust mis dans terre. En fin la resolution a esté que cela deuoit estre ainsi obserué plus d'honnesteré que de necessité r.

§.7.

p Steph.
Räch. lib.
6 concl. 7.

q Räch.
li. 4. cōcl.
209.

r idē Räch.
li. lib 4.
concl 68.

§. VIII.

Les Archeuesques & Euesques seront tenus se faire promouvoir aux saintes ordres & consacrer, dedans trois mois apres leurs

prouisiōs: autrement à faute de ce faire, sans autre declaration, seront contraincts de rendre les fruicts qu'ils auront prins & perceus pour estre employez à œuures pitoyables. Et si dedans autres trois mois ensuiuans ils ne se sont mis en deuoir de ce faire, ils seront entierement priuables du droit desdites Eglises, sans autre declaration, suiuant les saincts Decrets.

§. I X.

Les Abbez & Prieurs conuentuels, ayans attainct l'aage requis par les Conciles, seront suiuant iceux tenus se faire promouoir à l'ordre de Prestriſe, dedans vn an apres leur prouiſion, ſinon qu'ils euſſent ſur ce obtenu diſpenſe legitime. Et neantmoins où dedans deux ans ensuiuā, ils ne ſe feroient promouoir audict ordre, ſeront les benefices par eux tenus, declarez vacans & impetrables, & encores contraincts de rendre & reſtituer les fruicts qu'ils auront perceuz, pour estre employez & diſtribuez à œuures pitoyables.

Se faire promouoir aux Saincts ordres.]
La difference de ces deux §§. conſiſte en ce que le premier parle ſeulement des Archeueſques & Eueſques, & le ſecond des Abbez & Prieurs conuentuels, tous deux delaiſſans arriere ſi ceux qui aſpirent aux cures ſont tenus ſe faire
promouoir

promouvoir dans certain temps. L'omission des cures & benefices ayans charge d'ame, peu proceder, ou d'autant qu'à la primitive il n'y auoit guerres de differéce entre l'Euesque & le Curé. Ce que la Saincteté de Leon a obserué plus pour son profit qu'à la manutention de l'Eglise. Lors que sous couleur de ceste proposition il voulust abolir les electiōs qui estoient la plus ferme colōne de la maison du Seigneur, prenant origine des Apostres, & conseruant l'vniō des Catholiques. Voicy les termes de sa patente. L'Eglise primitive fondee sur la pierre angulaire qui est nostre Seigneur & Sauueur Iesus-Christ, annoncee par la predication des Apostres & consacree par le sang des Martyrs estendit au commencement ses rameaux, par la volonté de nostre Dieu, & s'espancha iusques à remplir les anlets de la terre: Mais recognoissant au temps de sa fleur espanouye le pesant fardeau qu'elle auoit à supporter, combien grand estoit le nombre de ses ouailles, quelle diligence le berger deuoit auoir, contrainct de ietter les yeux en tous les endroiets où l'Eglise prenoit accroissement. Elle fust diuinement inspiree de constituer des Parroisses, les separer par Dioceses, ordonner les Euesques & Metropolitains, à fin qu'ils fussent attétifs sur le troupeau, & recogneussent leur dignité prouenir de la Saincteté, de mesmes que les petits ruisseaux ont origine de la mer ^a. La seconde occasion pourquoy cest Edict ne parle point des Curez peut estre tiree de la pratique: Parce que les Cures sont de petit reuenu le plus souuent, & que ceux qui y aspirent ne font refus de se initier aux ordres sa-

*a Pragm.
Sanct. de
consti. fo.
vers. 31. in
Cōcordia.*

crez, estans pour la pluspart hommes simples, n'ayans beaucoup d'autres moyens de viure. Et que les Archeueschez, Eueschez, Abbayes, & Prieurez, ne sont que pour ceux qui ont le nez plus frais, & qui disneroyent assez sans cela. C'est pourquoy il a fallu reigler vn tel tas de peuple, duquel ie parle la dignité sauue & reuerce, Quelques vns voulans mettre au net ceste matiere, ont consideré les premieres dignitez Ecclesiastiques, & les inferieures, & encores fait estat des anciennes & nouuelles constitutions Canoniques. Les premieres dignitez sont considerees des Archeueschez, Eueschez, & autres, iusques aux cures, aussi l'argument vaut du Curé à l'Euesque. C'est pourquoy on disoit autrement que comme il falloit que celuy fust Soubdsiacle qui vouloit estre Curé, aussi nul ne pouuoit estre Euesque sans premierement estre Soubdsiacle. Mais depuis les nouuelles loix ont voulu qu'aucun ne fust receu aux prelatures des Eglises collegialles & conuentuelles sans auoir receu les ordres sacrez, faut doncques en dire de mesmes pour les Curez : Ce que quelques vns ont osé estendre aux benefices qui n'ont charge d'ame ^b. Les nouueaux droicts ont accordé aux Curez prendre les ordres de prestre vn an apres qu'ils seront proueus de la Cure, & qu'à defaut d'y satisfaire ils soyent descheus des prouisions sans autre declaration ^c. Vray est que les Papes considerans combien les Pasteurs muets & idiots tendoyent à la ruine de l'Eglise, & au contraire quels fruicts apportent à la bergerie du Seigneur les personnes bien apprinses aux lettres saintes, ont permis aux Euesques

b Baritho.
auch de
Sanctß.
episc. b. r.
n 7 l'rag.
Sanct de
elect. fol.
40. 41.
c Can li-
cet. de ele-
ctio in 6.
aux Ab-
beyes &
Prieurez,
c. nullus,
cod. sis.

Euesques de dispenser les impetrans des Cures, qui sont actuellement residans & estudians aux vniuersitez, pourueu qu'un an apres la reception ils prennent l'ordre de Soudiaque : à fin que beaucoup d'affamez, qui veulent viure de l'autel, & refusent le seruice, n'entrent à ces benefices pour en prendre le reuenu, & le temps passé secouent le ioug se retirans de la maison du Seigneur. Et encores à la charge que les estudians ne demeureront plus de sept ans aux vniuersitez de crainte que l'Eglise ne soit trop longuement priuee de son espoux. Partant leur est commandé, ce terme passé, de venir deseruir le benefice, & dans l'an apres prendre les saincts ordres de Diacre & prestre^d. Cela se fait ainsi entre autres considerations, pour obuier que beaucoup de personnes mal affectiionnees, au lieu d'estre piliers, ne se rendent pilleurs d'Eglise, qu'ils ne prennent le pain de Dieu durât quelque peu de tēps, pour apres en nourrir vn nouveau meſnage^e. Quand doncques toutes les autres considerations cesseroyent, ce n'a esté mal aduisé de commander à ceux qui veulent viure du pain de l'autel, prendre les ordres, à fin d'empescher qu'ils ne meslent le iurriel & temporel. Regardez qu'en dit Iustinian, il defend la collation des benefices Ecclesiastiques aux hommes mariez^f. Et au contraire ceux ne peuvent contracter mariage qui ont tenu benefices Ecclesiastiques apres la promotion aux saincts ordres, combien qu'ils soyent priuez du benefice : d'autant que le caractere demeure, & ne peut estre effacé^g. Or d'autant que le dernier des^{se} que nous interpretons, fait mention des dispenses contraires,

*d Cap en
ex eo, de
elect. in c.*

*e Rebuff.
prax. ben.
de non p.
mo. supra
ann. fol.
443. n. 1.
f. Arch.
de nuptiis
§. sed &
siqs. Syn-
tagm. iur.
lib. 3. ver.
cleric. m. f.
100. co. 1.
g Syntag.
iur. col. 2.
fo. 99. ver
bo cleric^o*

*h. titu de
dispensat.
de nō pro
mouend.
fol. 43r.
prax. be-
nefic.*

Je vous r'enuoyeray à Rebuffe qui monstre sous
quelles formes elles peuuent estre impetrees, & les
expose bien au long ^{h.} Quand est de moy, ie passe-
ray oultre pour ne prendre gueres de plaisir d'e-
uenter telles drogues.

§. X.

Ceux qui seront d'oresenauant pourueus
d'aucuns benefices Ecclesiastiques, de quel-
que qualité qu'ils soyent, seront tenus auant
que pouuoir prendre possession, s'ils sont
presens, sinon deux mois apres ladiete prise
de possession, faire profession de foy entre
les mains de l'Euesque, ou son Vicaire gene-
ral, ou en son absence de son Official: dont
sera fait Registre. Et outre, si c'est dignité,
personat, office, ou prebende d'Eglise Ca-
thedrale & Collegiale, sera tenu le pourueu
faire semblable profession au Chapitre de
ladiete Eglise, au parauant que d'estre receu:
& ce à peine de perte des fruiets desdicts be-
nefices apres ledict temps passé. Laquelle
profession de foy se fera aussi, & continuera
aux Conciles synodaux & prouinciaux, par
tous ceux qui de droit ou coustume y ont
entree, ou assittance. Autrement en seront les
refusans exclus: & sera procedé contre eux
par les peines portees par les saincts Decrets.

Et

Et semblable profession de foy seront tenus faire ceux qui se voudront faire promouvoir aux Saincts ordres.

Faire profession de foy.] Cest article ne parle que des benefices, & qui voudra considerer les ordonnances politiques des Republiques bien gouuernees, il trouuera que les offices y sont compris. Parlons en premier lieu des benefices selon l'intention de ce texte. Iustinian traictant des qualitez necessaires auant que receuoir quelqu'un aux ordres de prestrise, reiette ceux qui ne se trouueront scauans, de bonne vie, & Catholiques ^a. Cela estoit sans difficulte en France, auant que ie ne sçay quels reformez se fussent meslez parmy nous, qui de bouche scauent assez oultre cuidemēt desgoiser contre le temporel ecclesiastique, qu'ils appellent la marmite Papale, & en conscience (s'il leur en reste aucune) en voudroyent auoir leur bonne part. Combien que ce soit chose mal seante de voir vn vassal desireux de recueillir le reuenu du fief, & paresseux de faire la foy & homage au Seigneur, d'où viennent les liberalitez. Parlons des offices. Barthole traictāt des sortes de noblesse, en cōstitue vne Theologale, elle se recognoit aux bōnes œuures, par la vertu, par la crainte de Dieu: selon le texte, quiconques m'honorera ie l'honoreray, & qui me mesprisera demeurera ignoble ^b. Mais d'autant que ceste noblesse despend de l'interieur qui est caché & peu cogneu aux hōmes, il a fallu auoir recours aux professiōs de foy. Que dit le pere de nos loix ce bon Empereur Iustinian, declarant quels doiuent estre ceux qui sont
appel

^a Authē.
de sanctis
sim. Epis.
§. clericos
et est. de
eccles. di-
uers cap.
§. clericos.

^b Barth.
est. de di-
gni. l. 1. 2.
C. nu. 58.

appelez à gouverner les Republiques? Que personne ne soit reçu à estre Maire, Eſcheuin, Capitoul, Consul, Gouverneur ou Cōſeillier de ville, qu'il ne soit Catholique, & n'ait verifié ceste qualité par informations faictes ſoubs l'auctorité de l'Eueſque ^c. Et parlant des Aduocats: Nous voulons qu'aucun ne soit reçu à postuler dans vostre auditoire, ou deuant autre iuge quelconques, sinon qu'il ait les marques necessaires au bon Chrestien ^d. Ce n'est seulement des Iuges & Aduocats qu'il parle ainsi, mais des autres moindres officiers ordonnez pour executer les commandemens des Magistrats. Nous n'entendons (dit il) que personne y soit reçu qui ne soit de la vraye foy & Catholique ^e. Nostre France auoit obserué ces sainctes constitutions, sinon depuis nostre siecle miserable, où les plus pernicious font les mieux reçus. Les Edicts (li forcez ou non, ie m'en rapporte) les dispensent de bien faire. Demandons quand celuy qui a esté depose à cause de son heresie se recognoist & reuiet au giron de l'Eglise, s'il est capable de tenir charges. Non seulement il en peut obtenir de nouuelles, mais recouure celles que la mauuaise opinion luy auoit faict perdre ^f.

§. XI.

Nul ne pourra d'oresenauant tenir deux Archeueschez, Eueschez, ou cures és Eglises Parrochiales, quelques dispenses qu'on pourroit cy apres obtenir: non obstant lesquelles, suiuant les saincts Decrets & Constitutions
canoni

*c l. subemus, C. de
episc aud.
auth ius-
sur. quod
præst. ab
in.
d l. nemo,
C. eod. s. t.*

*e l. probatorias, de
diuers. of-
fic. lib. 12.
C.*

*f Syntag.
sur. verb.
hereticus,
col. 1. fol.
490.*

canoniques, seront les benefices de ceux qui les obtiendront, declarez vacans & impetra-
bles.

Tenir deux Archeueschez, Eueschez ou Cures.] Voyons de ces benefices, puis nous parlerons des autres inferieurs. Les canons ont donné deux reigles generalles. La premiere que chacune Eglise eust son prestre, & cela s'entend à l'abolition de pluralité des benefices en vne mesme persõne ^a. La seconde encores plus estroicte defendant à celui qui est pourueu d'aucun benefice, de le laisser pour en recouurer vn autre meilleur à son gré. Car comme il n'est permis à l'homme marié d'appeller vne concubine avec sa femme legitime: ou, qui pis est, de faire diuorce, abandonner sa premiere femme pour se remarier: il n'est non plus loisible au Pasteur de tenir deux benefices, ou quitter le premier pour en prendre vn plus gras ^b. Rebuffe fait mentiõ que le Pape Paul estant prié de donner vne Euesché au fils du Roy qui desia en auoit vne autre, respondit: à Dieu ne plaise que i'introduise la bigamie en la maison du Seigneur. Et propose la responce d'vn bon saint Euesque de Paris, auquel on vouloit encores donner vne Abbaye: iamais (disoit il) ie ne souffritoye la concubine avec ma femme ^c. Les meurs du iourd'huy apprennent qu'il n'ya plus de beneficiers si scrupuleux, & se trouuent peu de Pontifes si exactes obseruateurs des Canons des Peres anciens: aussi, que deuiendroyent les dispences si cela auoit lieu? La pluralité des benefices que l'ambition & desir de se faire grand a engendré, a de tout temps

*a c cū nō
ignoris de
prabend.
extra.*

*b Can. si.
cut vir. 7.
quest. 1.*

*c Praxi
beneficio.
tit. de cō-
mend. 10.
23.*

reps esté deschassée de l'Eglise. C'est pourquoy on l'appelle ennemie des Canons. C'est pourquoy la reigle a esté faicte : Qu'aucun ne puisse obtenir deux benefices, principalement quand l'un est suffisant pour entretenir son possesseur. Cela est trop commun pour les Eueschez & autres premieres dignitez. Cela est notoire aux Cures. Cela est reconnu veritable aux simples benefices, qui n'ont charge d'ame, quand le proueu en desire deux en mesme Eglise. Qu'est il besoin d'esplucher par le menu? Si le benefice est donné à cause du seruice, si chacun tiltre commande de resider, la pluralité des benefices sera euacuee estant assez notoire qu'un corps naturellement ne peut estre en diuers lieux en mesme temps. Mais combien que ces reigles fussent iustes & raisonnables, l'obseruance de l'Eglise, qui sert de loy, y a autrement pourueu. Car elle a permis de tenir plusieurs benefices, pourueu qu'ils soyent simples, & que la residence n'y soit necessaire. Telle coultume dispensant contre les premieres reigles, vaut soit à l'Eglise ou enuers Dieu, pourueu que le possesseur soit digne, sage vertueux, scauant, face deseruir le benefice, & que la pluralité ne soit par trop excessiue^d. Doncques en ceux-cy la reigle se trouue fautive, qui oste le premier benefice au possesseur si tost qu'il en a impetré vn second^e.

Quelque dispence.] Rebuffe a traicté plainement la matiere des dispences, & pose que la dispence de tenir plusieurs benefices est de droit positif : doncques que la saincteté la peut leuer à sa volonté. Toutesfois que sur peine de peché mortel il doit auoir esgard à l'vtilité de l'Eglise, & equité de la dispen

d. pr. 1. g. m.
San. li. de
collat. fol.
69.
e. Extra-
uag. 102.
22. ex tra
b. n. Syn-
tag. 1. 1. 1. 1.
verb. bene
ficiu. sim-
plex. fol.
68.

la dispense. Ne faict rien au cōtraire la residence, car l'impetrant pourra deseruir par procuration, de mesmes que saint Paul gouuernoit l'Eglise des Philippenses. En somme les dispenses de la Saincteté n'ont simplement leurs effects sur la pluralité des benefices, mais sur tout ce qui pourroit bailler empeschement aux supplians. Consideré que nostre Sauueur luy a baillé puissance de lier & deslier. Le legat a aussi pouuoir de dispenser autant que le droit le permet, pourueu qu'il n'aneantisse les resolutions des Conciles generaux. En somme son pouuoir est reiglé selon la commissiō. l'Euesque peut dispenser selon la distinctiō des benefices simples ou ayans charge d'ame, des cas incorporés aux canons des saincts Peres, resolutions des Conciles generaux, ou pour cause vrgēte & necessaire ^{f.} Voila le fondement des dispences & à qui elles appartiennent. Demandons si on les peut faire retrograder, & comme il les faut estendre pour l'aduenir. Pour la premiere question les Docteurs ont tenu que la dispense impetree de tenir deux benefices ayant charge d'ame, profite à celuy qui auoit deux cures auant qu'il fust dispensé, de mesmes que si le Pape permet au Cardinal de disposer des fruiets de son benefice telle permission fortifiera le testament faict au parauant. Et le Prince (selon l'opinion d'aucuns) qui baille permission de bastir moulin sur la riuere, auctorise celuy qui a esté construiet auant l'octroy. C'est autre chose quand l'impetrant taist l'indeuë perception des fruiets ^{g.} Pour la seconde question, la dispence doit estre entēdue du premier euēnement. Qui est dispensé de tenir deux cures est descheu

*f. Prax.
Rebu. tit.
de dispensa
tione. fol.
369. 370.
Syntagm.
sur verb.
episcopus
quest. 1. 2.
3 fo 280.*

*g. Synta.
sur. lib. 5.
verb em-
phicosis,
col. 2. fol.
265. aut.
Gabr. lib.
5. cōcl. 4.
num. & de
acq pisse.*

descheu de ce droict, si par permutation ou autrement il se defait d'une des deux pour en prendre une nouvelle, combien qu'il n'en ait que deux, c'est autre chose quand l'eschange est avec vn simple benefice. Qui est dispensé d'eschanger son benefice, le doit permuter contre vn seul, & la permutation ne vaudra rien s'il l'eschange contre deux autres combien que tous deux ensemble ne valent d'avantage que le premier ^h. Cela est ainsi dict à cause de l'haine qui est aux dispenses. Ce que la Majesté d'Henry considerant, & combien elles sont dommageables à l'Eglise, les annulle entierement par cest Edict, en ce derogant à l'assemblee d'Orleans, sur laquelle Charles ordonna seulement par provision que ceux qui auoyent plusieurs benefices par dispence fussent excusés residant en l'un d'iceux requerant residence & service actuel à la charge de commettre vicaires aux autres, personnes de suffisance, bonne vie & meurs ⁱ.

Les benefices.] La reigle est notoire que par la prinse de possession de la seconde cure, ou simplement par l'acceptation, quand l'impetrant n'est empesché de se rendre possesseur, la premiere cure est vacante de pur droict. D'autant que celuy semble quitter son premier benefice, qui en prend vn second de ceste qualite. Toutesfois faut entendre ceste vacance au preiudice de l'impetrant, non pour preiudicier au superieur Ecclesiastique. Doncques il ne pourra estre poursuiuy en cour Romaine comme vacant au preiudice de l'ordinaire, sinon que le superieur, apres cognoissance de la renonciation, l'ait reçue expressement ou taiblement ^k. S'emble que cest

h art. 3.
G. br. 2.2.
de legib.
conclus. 2.
n. 4. 5. lib.
6. Synta-
gm. 1. 1. 1. 1.
verb. Be-
neficiis, fo-
lio 62. co-
lum. 1.

i §. 5. Or-
leans.

k cap. de
multis.
extr. 1. de
prabend.
Syntagm.
1. 1. verbo,
Beneficiis,
col. 2. fol.
68.

c'est Edict se soit monstré beaucoup plus rigoureux en ce qu'il a rédu les crocheteurs de benefices semblables aux chasseurs, qui veulent poursuivre deux lieures, & perdent souuent l'un & l'autre. L'Empereur Anastase a quelquesfois faict semblable ordonnance touchant ses gens de guerre: Si le soldat (dit-il) auant le temps de son seruice s'ingere de monter en plus hault degré, qu'il soit priué de la charge qu'il a pretendue, quelques prouisions qu'il ait obtenu de nous, & perde tous gaiges & priuileges appartenâs à sa premiere grade. Ce que Barthol le a remarqué: pour monstrier que si quelqu'un au preiudice du statut defendant de laisser son office pour en prendre vn autre, se fait pouruoir d'une seconde dignité, il doit perdre sa nouuelle charge, & estre priué des emoluments de la premiere^l.

Vacans & impetrables.] Cecy n'est qu'un renouuellement de l'extrauagante de Iehan 22. tenant le siege en Auignon, qui osta les dispêces aux benefices incompatibles, & declara vacans les benefices de ceux qui en abuseroient deuant l'ordinaire ou chapitre de leur situation^m. De cecy est nee la question, si le pourueu contre si saintes ordonnances est receu à intenter la reintegrande contre celuy qui l'a despouillé, ils resoluent apres longues disputes, Qu'ouy: sinon que desia y eust eu sentence de priuation, que le vice eust esté allegué en iugement, ou tel recogneu de toute notoriétéⁿ.

§. XII.

Ceux qui auront impetré en Cour de Ro-
c prouisions de benefices en la forme qu'on

l Barth. l.

*quisquis,
tit. de co-
hortal. &
princ. p.*

*corniculat,
lib. 12. C.*

*m c. ex-
crabilis de
prabend.*

*n authēt.
Gabr. de
rests. spol.
lib. 5. con-
cluf. 5. nu.
27. 28.*

appelle *Dignum*, ne pourront prendre possessions, desdicts benefices, ne s'immiscer en la iouissance d'iceux, sans estre preallablement presentez à l' Archeuesque ou Euesque diocesain & ordinaire: & en leur absence, à leurs Vicaires generaux: à fin de subir l'examen, & obtenir leurs Visa: lequel ne pourra estre baillé, sans auoir veu & examiné ceux qui seront pourueus, & dont ils seront tenus faire mention expresse. Pour l'expedition desquels Visa, ne pourront lesdicts Prelats, ou leurs Vicaires & Secretaires prendre qu'un escu pour le plus, tant pour la lettre, que seal d'icelle.

Presentez à l' Archeuesque.] Rebuffe declarant l'occasion des prouisions en la forme qu'on appelle (*Dignum*) dit, qu'elles ont esté ainsi nommees d'autant que le Pape mande par son rescript, de s'informer de la capacité du suppliant; & que ceux, auxquels l'examen est commis, escriuent ce mot pour responce *Dignum*: c'est à dire, nous le trouuons capable. Mais dit plus que cest examen qui se faict en cour Romaine, deuroit estre cõmis à l'Euesque: de mesmes que les lettres Royaux qui contiennent la clause, S'il vous appert, sont discuttez par deuant les iuges ordinaires. Par ce qu'il y en a plusieurs tant effrontez, qui ne craignent payer la Saincteté de belleuefces, ce qui ne seroit tant facille si l'examen estoit faict par deuant les ordinaires, où la vie, meurs, & doctrine des pouruiuans sont mieux recogneus^a.

^a *Pras. benef. in. de rescrip. dignum, fol. 123.*

Sans

Sans auoir veu.] Bartolle semble exposer ce mot lors qu'il dit: Quand quelqu'un a obtenu lettres d'aage, & poursuit quelque estat, il doit se presenter au iuge ordinaire, & communiquer son rescript. La presence personnelle est necessaire, parce qu'il doit iustifier de sa maiorité, les bonnes meurs, & vie honneste, & que la preuue est plus entiere, qui est fortifiée par la presence du poursuivant. La face & le front monstrent beaucoup de choses ^b.

*b Bart.
authenti.
quib. mod.
natur. ef-
ficiatur. §.
sui, si ve-
rè, m. 3.*

Plus d'un escu.] Iustinian qui a eu à contre-cœur la Simonie aux benefices, autant que nul autre souuerain, s'est neantmoins employé à confiderer le reuenu des Archeueschez & Eueschez, & selon iceluy ordonna que ceux qui en seroyent pourueus payeroyent pour leur nouuelle entree & introduction somme certaine eu esgard à la valeur du temporel du benefice ^c. Et touchant les offices (qu'il a voulu accorder aux merites non à l'argent) il permit estre prins certaine petite somme de deniers, taxee, eu esgard à l'office pour l'expedition des lettres ^d. C'est pourquoy Bartholle n'a point fait de doute qu'il ne fust permis de payer les prouisiōs ^e.

*c auth. de
sanctis. E-
pisco. vera-
fic. 2 con-
suetudini-
bus.
d §. 1. in
fin. auth.
ut indic.
sine quo-
quo suffra-
gio.
e ead. au-
then. §. 1.
m. 4.*

Qui pourroit doncques dire l'ordonnance de nostre Monarque estre cōtre droit? aussi la Pragmatique Sanction traictant pareille matiere à la nostre, & parlant de ceux qui ont droit de confirmer les elections, parle ainsi: affin que toutes choses soyent faictes plus nettement & sans tache, nous defendōs à ceux qui confirment de demander par eux ou par autres si peu que ce soit, & de le prendre encores q'uil fust volōtairement presenté, sous pretexte de subside, subuention, & autre couleur qu'on puisse

*f Pragm.
Sancti de
electi fol.
46.50*

trouver. Toutèsfois n'entendons empescher les Secretaires de prendre quelque emolument modéré, ayant esgard, non au reuenu du benefice, mais à leurs labeurs f.

§. XIII.

Et où lesdicts impetrans seroyent trouuez insuffisans & incapables, le Superieur auquel ils auront recours, ne leur pourra pouruoir sans precedente inquisition des causes du refus, lesquelles à ceste fin les ordinaires seront tenus d'exprimer & inserer aux actes de leurs refus.

*a Pragm.
Sancti de
collation.
folio 107.
versic. 50.*

Superieur, auquel ils auront recours.]
Ceux à qui la collation ou dispositiō des benefices reguliers appartient, doiuent chasser les indignes, & recevoir les religieux, idoines & capables, que s'ils le font autrement, le superieur les corrigera ^a. Et plus generallement pour toutes autres sortes de benefices le Synode de France a disposé : Si quelqu'un de quelque qualité qu'il puisse estre, soit Cardinal ou Patriarche, voire la Sainteté mesmes, entreprend de pouruoir contre les reigles establies, que leur collation soit annulee, le droit qu'ils auoyent transferé au superieur immediat, & de prochain en prochain ^b. Ces prouisions sont donnees pour redresser les collateurs qui preferent souuent les indignes, reietans au loing ceux qui sont capables ^c. Et nostre Edict fauorise les sçauans, vertueux, & de bonnes mœurs, contre le mauuais iugement de ceux qui sont preposez pour les examiner.

*b Pragm.
Sancti de
collati.
folio 86.
87.
c c. graue,
de prob.*

Il leur permet de recourir au superieur, qui cognoistras li le Diocesain ou Vicaire general a fait son rapport fiddle & equitable. Ce qui est obserué aux matieres feodales & emphiteotiques, lors que le seigneur vassal s'empare du fief accordé aux descendants & à la generation, & fait refus de receuoir à la foy & hommage le vassal qui se presète, il a recours au superieur ^d.

§. XIII.

Seront tenus les Archeuesques & Euesques faire residence en leurs Eglises & Dioceses, & satisfaire au deuoir de leurs charges en personne. De laquelle residence ils ne pourrôt estre excusez que pour causes iustes & raisonnables, approuuees de droict, qui seront certifiees par le Metropolitain, ou plus ancien Euesque de la Prouince. Autrement, & à faute de ce faire, outre les peines portees par les Concilles, serôt priuez des fruiets qui escherront pendant leur absence; lesquels seront saisis & mis en nostre main, pour estre employez aux reparations des Eglises ruinees, & aumosnes des pauures des lieux, & autres œures pitoyables. Et sur tout admonestons, & neantmoins enioignons ausdicts Prelats, de se trouuer en leurs Eglises au tēps de l'Aduent, Carefme, Festes de Noël, Pasques, Pentecoste, & iour de la feste Dieu.

*d Synta-
gmatis in
ris verbo
emphiteu-
ta, colū. 2.
fol. 275.*

A semblable residence , & sous pareilles peines seront tenus les Curez, & tous autres ayans charge d'ames, sans se pouuoir absenter que pour cause legitime , & dont la cognoissance en appartiendra à l'Euesque diocessain : duquel ils obtiendront par escrit licence ou congé , qui leur sera gratuitement accordé & expedie , & ne pourra ladicte licence sans grande occasion excéder le temps & espace de deux mois.

*a. c. cum
secundum,
de prob.* Faire residence.] Veu que le benefice est donné ne consideration du seruice ^a, ce n'est sans raison que les reigles Ecclesiastiques ont voulu tous benefices, pour petits qu'ils soyent, estre subiects à residence. Et ce que nous distinguons maintenant les simples d'auec ceux qui ont charge d'ames, vient de coustume contraire aux premieres constitutions. Doncques soit par les loix ou par coustume (ie n'entends comprendre les dispences qui ont tout gâté) les premieres dignitez, Archeueschez, Eueschez, Abbayes, Prieurez, & Cures doiuent tousiours voir leur Pasteur. Et n'est suffisant que ceux qui en sont pourueus y mettent (sans grande occasion) des Euesques portatifs, Suffragans, ou Vicaires parce qu'ils sont choisis ou le deuoyent estre. Et toutesfois que l'industrie de la personne vient en consideration, il n'est loisible de faire sa charge par substitut. Ceux qui ne voyent iamais leur bergerie, & se contentent de la toison, ne sont vrayz Pasteurs,

mais

mais falles mercenaires. C'est pourquoy les meilleurs Papes ordonnerent aux Prelats, suiuañs la cour Romaine, de se retirer à leurs Eueschez & Abbayes pour y faire le deuoir ^b. Pleust ores à Dieu (ie feray ceste priere en passant) que le Sainct Esprit voulut inspirer les Princes, non de chasser d'autour d'eux tous ceux qui portent crosses, car ils demureroyent seuls, & seroyent contraincts se seruir eux mesmes, ou faire nouveaux officiers: mais de ne les donner aux rapiereux & courtisans de toute sorte, qui ne seruent d'autre chose que d'en tirer le gras du pot. De là viennent malheurs infinis que les saincts Decrets ont remarqué, & que les Estats de France ont quelquesfois remonstré au souuerain ^c. Ces maux ont esmeu les saincts Peres d'annuller de pur droict & sans autres ceremonies les prouisions de celuy qui ne veut resider. Sur quoy on demande, veu que la priuation est de droict pourra elle estre sans monition precedente? Les Docteurs dient: toutesfois & quantes que les loix ordonnent certaines peines sur fait affirmatif, & qu'elles veulent l'écourtue estre de pur droict, la monition n'est necessaire, au contraire si c'est sur acte negatif. Pourquoy cela? parce que les affirmatiues s'ont mieus cogneues, & que tout homme peut plus facilement sçauoir si quelque chose a esté faite, que si elle n'a point esté executee. Ne fait rien au cōtraire la constitution canonique, qui veut que l'ordinaire puisse conferer par faute de residence, sans appeller le possesseur, car il y a difference entre la collatiō & la declaratiō d'estre descheu. La collatiō vaut sans appeller la partie qui ne veut resider, & la declaration

*b Proem.
p'agma.
Sâct. fol.
13.14.*

*c Remō-
strance de
la cour
pour la
Pragma.
9.85.*

sans monition & citation seroit nulle. La raison de diuersité, parce que la collation est acte qui se faict hors iugement, n'a besoing de Iuges, ni de procédures iudiciaires, au contraire de la declaration: de mesmes qu'il n'est permis appeller des ordonnances portans peines inscrites aux Decrets, mais est loisible se pouruoir contre la declaration que la peine

*d Pragm.
Sancti. tit.
de collati.
fol. 91. 92*

est encourue: & es rescripts des Princes, on n'appelle point du rescript: mais de l'impetracion ^d.

*e Synta-
ma. iuris
verb. Dio-
cesis.*

Eglises & Dioceses.] Qui voudra voir la dispute des Docteurs comme la cité est prinse pour diocese, & le diocese pour la cité, es matieres haineuses, & qui resserrent la vraye signification des termes pourra recourir à Hostiensie ^e. Nous entendons icy Diocese pour toute l'estendue de l'Euesché, encores qu'elle soit composée de diuerses prouinces. Ainsi que nostre Bourbonnois qui est desparty, l'une des portions respondant à Autun, qui est de Bourgongne, l'autre à Clermont, qui est d'Auuergne, & la troisieme à Bourges pour le Berry. Encores y a il quelque peu de Parroisses qui sont du temporel de Bourbonnois, & subiectes pour le spirituel à l'Euesché de Niuernois.

*f can. Po-
tificates, ca-
no. sicut, 7.
q. 1. cano.
presentiū,
et cor. tit.
extra de
cleri. non
resid. Syn-
tagm. iur.
verb cleri-
cis, col. 1.
fol. 102.*

Pour causes iustes & raisonnables aprouuées de droict.] L'Euesque ne doit non plus abandonner son Euesché, que le mary sa femme, si ce n'est pour cause iuste & necessaire, ayant obtenu congé du superieur. Les causes necessaires sont les maladies, & infirmitiez corporelles, le temps d'estude, le peu d'assurance, qui est au lieu, & autres semblables, desquelles le superieur doit cognoistre & sur ce dispenser ^f. Mais quoy?

com

comment faudra il prendre la dispence? Celuy qui en aura obtenu vne sera il asseuré tout le cours de sa vie? Les Canons ont voulu que celuy qui a obtenu dispence sur la residence, sans expresion de temps, doit retourner dans deux mois, & au plus tard dans l'an, & quelquesfois on laisse le terme arbitraire ayant esgard à l'empeschement *g. Iustinian* parle ainsi de ceste matiere. Nous defendons aux Euesques d'abandonner leurs Eglises sans permission du Patriarche ou Metropolitain, & quelques dispées qu'ils puissent auoir nous leurs enioignōs qu'ils ne l'abandonnent plus longuement que d'un an, que s'ils ne retournent dans ce terme, nous defendons aux economies & recepueurs du temporel, de leur payer aucune chose, & voulons que le chapitre les aduertisse par lettres de leur deuoir, & les admoneste de retourner, que s'ils font l'aureille sourde, ils les declareront incapables du benefice, & procederont à nouuelle election *h.* Vous voyez que Iustinian veut que l'Euesque obtienne congé du Metropolitain, nostre Edict en veut de mesmes: ou du plus ancien de la prouince, & les constitutiōs Canoniques parlans des clers en general, trouuent qu'il suffit d'obtenir le congé du superieur, encores qu'il soit au dessous de l'Euesque *i.*

Priuez des fruiets.] Cecy est cōforme à toutes cōstitutiōs diuines & humaines: Le gēdarne deserteur receu aux bandes par priuilege sp̄cial, ne peut demander les gaiges escheus durant son absence. Non plus que le clerc suspendu à terme, n'est receuable à repeter les fruiets du temps de sa suspension. Qui ne se trouue aux vigilles ne doit point

*g. Ca. pra
sentium.*

7. q. 1.

h. Auth. de

Sacrosanctissim.

episc. §. in

terdictum.

ubi Bart.

Et ad au-

thē. et nul

luc. Fabr.

§. illud.

i. Syntag.

iur. verb.

cleric. co.

1. fol. 102.

auoir le pain d'obit. Et l'Ecclesiastique pert les
fruiçts du benefice durant le temps de son absence,
quelques cas particulièrement reſeruez ^k. La trop
longue abſence cõfirme la collation de l'Eueſque ^l.

Eglifeſ ruinees & aumosnes des pauures.]
Ces mots ſont ampliatiſ de l'Edict d'Orleans, qui
commandoit aux Iuges & Procureurs du Roy de
faire ſaiſir le tẽporel des Archeueſchez, Eueſchez,
Abbayes ou autres benefices requerans reſidence,
vn mois apres que les Prelats auront eſtẽ interpel-
lez de reſider ^m. Mais ne paſſoit oultre à declarer
que les fruiçts ſaiſis deuoyent deuenir. Ce que faiçt
ceſt article, qui les employe aux reparations des E-
glifeſ, & aumosnes des pauures, ordonnance qui
ſemble auoir donnẽ vn droit d'accroiſſance aux
aſſociez. Car de droit le temporel Eccleſiaſtique
deuoit eſtre departi en trois. La premiere portion
pour l'entretien du Paſteur, la ſeconde pour la fa-
brique & maintien des baſtimens, la derniere pour
la ſubſtentation des pauures du lieu ⁿ. Non pas, cõ-
me ont excellẽment remarquẽ les Docteurs, qu'il
faille partir tous les ans, & laiſſer à part & diuiſ la
portion aux pauures. Car elle doit eſtre gardee au
treſor de l'Egliſe, à fin qu'aduenant neceſſitẽ on
trouue dequoy les ſubſtẽter ^o. Iuſtinian vouloit que
la part de ces fuyards, & errons fuſt diſtribuee aux
preſents, & appelloit le reuenu de l'Egliſe le bien
des pauures ^p. Maintenant ces belles ordonnances
demeurent ſans effect. Le Paſteur prend tout, & ne

^k Bart.
^l cum alle
gatis, de
remilita.
lib. 12. C.
Syntagm.
iur. verb.
distributio
nes, ſig.
col. 2. &
verb. epi-
ſcopus, ſo.
278. verb.
abſens, ſo.
4. co. 2. &
verb cleri-
ci, col 2.
ſ. 109. gl.
can. cõtu-
maces, di.
50. Iodo.
Dithond.
ver ſacero
male, lib.
Pariũ, Ste
ph. Rãch.
lib. 4. cõc.
196. 216.
l Iodo c.
Damhon.
lib. Pariũ
verb. ab-
ſentia.
m Oricũs,
ſ. 5.

ⁿ Mon Harmonie des Magiſtr. lib. 2. fol. 70. & 71.

^o Iodoc. Damhonderus, lib. Par:um, verbo bona pupillorum.

^p Auth de reb. Eccleſ. non alien. ſ. ſi reuõ.

se soucie de nourrir le pauvre, ni de reparer aux bastimens ecclesiastiques : ce qui cause les ruines telles que chascun les voit. La Majesté d'Henry a voulu que ces compagnons goulus imitateurs du loup partageant avec l'asne, fussent priuez de leurs portions, pour estre communiquees aux associez, lors qu'ils ne feront residence. Mais ie me doubte que tant de belles loix auront peu d'effect, retardees par les dispences, ou par la nonchalance des officiers à qui le faict touche. Ce n'est d'auourd'huy que tels abus commencent à voguer par le Royaume : aussi la court en a quelquesfois donné son aduis. Quand les reuenus des benefices sont portez par le Royaume (ce qui se faisoit ainsi parce que les Prelats y estoient residens) les benefices vont à ruine, toute discipline reguliere cesse au Monastere, le seruice diuin moins deuëment faict & sans deuotion, qui est au preiudice des fondateurs & subtraction des suffrages, qu'esperent les ames des bienfacteurs desdicts monasteres. Les edifices materiels vont à ruine, aussi vont les edifices spirituels qui sont communs des religieux, qui par faute de discipline & de pasteur desmarchent chacun iour de la discipline reguliere, & se habituent (in latiore regulam). & souuent apostatent par faute de Pasteur & de cōduicte, & sont comme brebis errantes sans pasteur, & ce qui s'ensuit 9.

Au temps de l'Aduent Carefme. &c.] Ie ne veux pas dire que ces saisons soyent remarquees, à fin d'aduertir nos Euesques de se cōmuniquer par predications, lectures, instructions aux sainctes lettres, & pour estre exemplaire de vie au troupeau

9 Remo-
stra. de la
cour sur
la Prag-
s. 85.

peau. C'est ce qu'ils doiuent, mais au lieu, eu esgard à leur vie ordinaire, ie leur conseille de s'esloigner, à fin de n'estre scādalle aux plus simples. Qui desire voir toutes dissolutions au temps meimes ordonné pour se recognoistre, regarde la table, la salle, la suite, & le train de beaucoup d'Euesques. Et qui voudra voir ce qu'ils deuoyent faire, iette l'œil sur l'ordonnance du Pape Anaclet suyuiue par le Concille d'Agatense. Nous voulons que le clerc soit priué trois ans de la communion qui s'est escarté de son Eglise durant les festes annuelles, qui n'aura assisté au diuin seruice les festes de Noël, des Roys, de Pasques, & de Pentecoste. Car celuy merite telle ou plus griefue peine qui se monstre plus enclain à la propine & biens terrestres, qu'au seruice de Dieu^r. Or ie laisse scienment à exposer les festes contenues dans nostre article par ce qu'il y a semblable matiere au tiltre des executions de la coustume de Bourbonnois, laquelle i'ay discontinuée, trouuant ce nouveau subiect à fin que le lecteur cognoisse que suis tout sien, & que mon but ne tend qu'à faire chose qui luy soit agreable.

Curez & autres ayans charge d'ames.]
Cecy est pour approuuer la coustume de l'Eglise qui distingue les benefices simples d'avec ceux qui ont charge d'ames, combien que par les canons des Saints Peres, tous soyent obligez à resider^s. Le residu de l'article prend son interpretation de ce qu'auons dict cy dessus.

§. XV.

Et neantmoins sur la frequente plaincte
desdicts

*Cap. Si
quint de
10, 7. q. 1.*

*3 Syntag.
Jur. verb.
Beneficia
col. 2. fol.
69. ver.
Clericus.
col. 1. fol.
101.*

desdicts Ecclesiastiques de noz Officiers, qui abusent des saisies par faute de non residance des beneficiers : Defendons à nosdicts officiers de faire proceder par saisie du temporel des benefices, sinon apres auoir aduertý le Diocesain, ou le Vicaire du beneficier titulaire, auquel ils bailleront delay competent, pour le luy faire entendre, ou faire apparoir de la dispence de non residance.

§. X V I.

Pareillement defendons tresexpressément à tous Sieurs haults iusticiers, & leurs officiers, de saisir, ou faire saisir, les biens & reuenus desdicts Ecclesiastiques, sous pretexte de la non residance desdicts beneficiers, ou reparations non faictes : ains seront icelles saisies faictes esdicts cas, & autres par noz officiers seulement à la requeste de noz Procureurs generaux, ou leurs Substituts. Ausquels neantmoins nous defendons de proceder à telles saisies, & de vexer & trauailler les beneficiers sans raison & apparence.

Qui abusent des saisies.] Parçe que i'ay assez amplement touché ailleurs comme les Roys de France sont protecteurs de l'Eglise, & qu'en ceste consideration ils doiuent empescher la ruine des bastimés & aneantissement des fondations. Ce qui leur est facile, d'autant que les Ecclesiastiques sont subiects

subiects aux loix du Royaume, les Pasteurs contumax rendus doux comme gands par faisie de leur temporel ^a. Je n'en feray plus long propos. Cela suffira pour nous faire entendre que sa Majesté ne se despart par ce §. des droicts appartenans à sa couronne, mais entend corriger l'abus de ses Officiers, qui bien souuent trop lassez de se tenir en ville, prennent plaisir d'aller voir la religion, aux despens de Monsieur l'Abbé, & qui pis est, se veulent faire taxer de leurs vacations. Le Roy defend ces abus par l'Edict present, abus qui auoyent desia cours au regne de Charles 8. Comme se peut voir par le Cayer des gens d'Eglise présenté à l'assemblée de Tours. Où est remonstré que l'Eglise a esté griefuement troublee, empeschée, diminuée, & blessée en ses droicts, franchises, & libertés, d'autant que par cy deuant le temporel, plusieurs fois sans cause & raison, & par faux rapports, a esté empesché & mis en la main du Roy, & sous ombre de la main mise ont esté prins les dismes, oblations & autres droicts spirituels de l'Eglise ^b. L'Edict d'Orleans permettoit les saisies seulement lors que les Prelats admonnestez de resider, ne tiennent grand compte du saint aduertissement qui leur est fait ^c. Et nostre Edict baillant forme nouvelle semble y condescendre, pourueu que les Iuges Royaux aduertissent au parauant le Diocésain ou le Vicaire du beneficié titulaire, & luy donnent temps suffisant pour appeller son maistre ou faire apparoir de la dispence de non residence.

Dispence de non residence.] Je demande, la dispence est limitée à certain temps, iceluy passé
celuy

*a Mohar
moniedes
magist.
lib. 2. fol.
70 71*

*b. Tours,
c de l'E-
glise, fol.
20.*

*c Orleans,
§. 5.*

celuy qui l'a obtenue sera il priué du benefice? La faute & pareſſe du Prelat est ſuffiſammēt prouuee, quand le terme paſſé il n'a fait diligence de ſe retirer à ſon benefice. Cela toutesfois n'est aſſez pour le priuer du benefice, ſans precedente citation d. Pour le regard du ſeizieſme article, ie ne peux com-
prendre ſur quoy il eſt fondé, veu que les ſeigneurs vafſaulx ſont incapables de ſ'embefongner du ſpiri-
tuel ou des matieres mixtes, qu'ils n'ont aucune co-
gnoiſſance de non reſidence, & ne peuuent ſ'entre-
mettre aux reparations des baſtimens Eccleſiaſti-
ques. Cela eſtant propre aux Iuges Royaux & vn
des priuileges dont les Roys de France ſont iouiſ-
ſans, ſinon qu'on vueille dire que le Roy l'a ainſi
ordonné pour faire entendre aux ſeigneurs Juſti-
ciers, qu'ils ne doiuent ſ'embefongner de ce qui
ne leur appartient.

*d. Anſho.
Gab. lib.
3. conclu.
p. mu. 27.
28 29. de
Solutio.*

*e de Graſ
ſal, lib. 2.
primie. 6.*

§. XVII.

Et pource que pour la crainte & malheur
des troubles, pluſieurs Preſtres ſe ſont reti-
rez de leurs Diocèſes, ou bien ſont allez de-
meurer dans les Villes, en ſorte qu'en la plus
part des villages il n'y a qu'un ſeul Vicaire,
ou Curé, dont il aduient bien ſouuent, que
pour leur maladie, ou autre empeschement,
le ſeruice diuin eſt diſcontinué: Enioignons à
tous Preſtres, de ſe retirer en leurs Diocèſes
& Parroiſſes, exceptez ceux qui ont benefi-
ces ou biens ſuffiſans pour les entretenir ſe-
lon

lon leur estat, ou qui sont habituez, & seruent actuellement és Eglises Cathedrales, Collegiales, & Parrochiales.

Se retirer en leurs Dioceses ou Parroisses.] Les raisons de si sainctes ordonnances peuvent estre tirees des constitutions de Iustinian, & des Edicts Royaux. Au temps que les hommes estoient diuisez en libres, serfs, & manumis, ceux qui auoyent desia vn pied dans la liberte (l'autre demeurant attaché pour estre sous l'obeissance des patrons) ne pouuoient se faire prestres sans le consentement de leurs Seigneurs. Et encores quelque consentement qu'il y eust ne leur estoit loisible changer leur habitation pour aller prendre les ordres en autre Diocese ^a. Il y a plus. Car quiconques, sans distinction de qualite, auoit receu les saincts ordres, estoit tenu de demeurer à seruir le lieu où il auoit esté consacré, sans courir & crier çà & là, pour quelque occasion que ce fust, sinon qu'il eust lettres dimissoires de son Euesque. Nous commandons, dit Iustinian, que tous prestres & moines qui desirent venir en ceste ville florissante (il parle de Rome) pour quelque affaire Ecclesiastique, ou pour rendre ses vœus, prenne les lettres de l'Euesque auquel il est subiect: que s'il est si osé d'autrement l'entreprendre, nous le declaron descheu des priuileges de clericature ^b. De tout tēps l'homme d'Eglise a esté tellement attaché à la religion ou au temple qu'il deseruit, qu'en ceste consideration n'a esté loisible de l'attirer en iustice pour cause

a l. in ecclesiu, C. de t. p. sc. & cleric.

b l. si quis per calumnia, cod. tit.

cause criminelle ou ciuile, hors le lieu de son domicile. Aussi le mesme Empereur en parle de ceste sorte: Que personne ne laisse l'Eglise ou le Monastere où il habite, à fin de faire le seruice. Que si quelqu'un est appelé en droict, que l'assignation soit posée par deuant son iuge ordinaire au lieu de son domicile, pour empescher qu'il ne soit destourné de faire sa charge, & que si tost qu'il aura respondu sur ce qui est demandé, il s'en puisse retourner paisiblement & reueremment dans son Monastere, ou à l'Eglise qu'il sert, pour y faire les prieres ordinaires. Par là quand les prestres & religieux ne serôtpoint estoignez de leurs domicilles, ils pourrônt plus facilement seruir à l'autel ^{c.} Charles 9. recherchant les occasiôns qui faisoient vacquer nombre infiny d'Ecclesiastiques, trouua que les Euesques en estoient la principale cause, qui receuoient aux ordres indifferemment toutes sortes de gens, lesquels pour n'auoir reueu aucun, science, ni vacation honneste pour s'entretenir, ni benefice pour en prendre le temporel, se trouuoient contraincts de courir le pays, & faire honteusement le demy crucifix, au grand scandalle de l'ordre, & des gens de bien. C'est pourquoy il defendit à tous Prelats de recevoir en leurs Dioceses les prestres qui sont de nul Diocese, & de prouoir aux ordres par lettres dimissoires, sans grande & iuste cause. Ainsi faisant chacun se tiendra avec son Euesque & n'aura recours à l'estranger. Et à fin de leur donner meilleur moyen d'aini le faire, il voulust que nul ne fust pourueu aux ordres de prestrie, que les probités, bonnes meurs, & litterature, melmes és

*c. l. om-
nes, cod.
tit.*

sainctes lettres, ne soyent cogneues, ayāt bien temporel, ou benefice suffisant pour se nourrir & entretenir, pour le moins iusques à cinquante liures tournois par an. Duquel l'Archeuesque ou Euesque se doit plainement informer, autrement il sera tenu de nourrir le pauvre prestre qu'il aura receu au mespris de l'ordonnance^d. Ces constitutions sont tresbelles mais de peu d'effect pour n'estre observees. Si elles estoient entretenues comme elles le meritent, nous ne verriōs tant de prestres passer pays, & n'est à croire que l'homme de bonne vie, scauant, & ayant quelque peu dequoy, comme l'Edict veut, print plaisir à fuiure le Royaume demandant l'aumosne, au lieu de la dōner. Je ne tends point à blasonner des prestres, & les honnorer pour la saincteté de la dignité, mais le grand nombre de ceux qui seroyēt meilleurs picquebeufs, ou porchiers qu'Ecclesiastiques, refroidit grandement les deuotions. Il seroit beaucoup meilleur que le nōbre fust plus petit, plus docte, de meilleure vie, & que l'Euesque n'en receut aucun, sans luy donner tiltre suffisant pour viure selon que les saincts Decrets l'ont ordonné.

Excepté ceux qui ont benefices.] Ceste exception n'est qu'une responce de l'Edict d'Orléans, qui enioint à tous prestres se retirer dās leurs Diocēses, excepté ceux qui ont benefices, ou biens suffisans pour s'entretenir selon leur estat, ou qui sont habitez, & seruent ordinairement aux Eglises Cathedralles, Collegialles, ou Parrochialles^e. Voyez ce que Chalard a dit, Car ce n'est mon intention de redire ce que les autres ont allegué, pour le desir
que

*d Brixies.
in reuere
al. q 73.
Orléans, §.
12.13.*

*e Orléans,
§. 14.*

que i'ay de rendre cest œuvre succinct. Partāt vous renuoyeray à Iustinian qui ne receuoit la limitation de nostre Edict, ne permettant non plus au prestre sortir de son Diocese, sous pretexte d'aller deservir en quelque Eglise Cathedrale ou Collegiale, qu'au moine sortir de son Monastere, pour se ranger en autre conuent f.

*f. Authz.
v. de cete
tro. sic de-
term. cle-
ric. nume.*

§. XVIII.

Et à fin que les Ecclesiastiques puissent resider en plus grande seurté en leurs benefices: les auons mis, & mettons en nostre protection & sauuegarde speciale, & les baillons en garde aux Gentilshommes & Sieurs des villes, bourgs & villages, où ils resideront. Leurs enioignant tresexpresssemēt de les preseruer bien & soigneusement de toute oppression, sur peine de respondre en leurs propres & priuez noms, des torts, outrages, ou iniures qui leur seront faictes en leurs terres & seigneuries, au cas qu'ils n'en auront faict faire iustice.

En nostre protection & sauuegarde. ¶ Qui voudra voir la matiere des sauuegardes, recoure à mes commentaires sur la coustume de Bourbonnoys, où ie les ay descriptes bien au long. Suffit, pour le faict qui se presente, de mostrer quelles diligences ont mis les bons Roys & Empereurs à ce que les Ecclesiastiques fussent assurez en leurs benefices. Si quelqu'un (dit Iustinian) exerce ceste

espece de sacrilege, se iette dans les Eglises Catholiques, offense les prestres & ministres, empesche le service diuin, ou ruine les lieux sacrez, que le Recteur de la Prouince en prenne cognoissance, & face mourir ceux qui aurót confessé, ou seront conuaincus auoir commis ce crime tant meschant. Soit à tous permis de poursuiure en iustice l'iniure faite aux prestres comme estant comme public. Que si ces entrepreneurs y viennent armez & en assemblee, & que les sergens ordinaires ne soyent assez forts pour leur mettre la main sur le collet, les Lieutenans generaulx ferót assembler les forces du pays, manderont les compagnies de gendarmes à fin de vanger, sans retardation, vne entreprinse si temeraire^a. Les Canonistes ont recogneu que c'est vne partie du deuoir des bons Roys de conseruer l'Eglise & faire viure les ministres en repos. Ils ne doiuent auoir aucune chose plus à cœur que de voir les prestres sages, prudens, & consciencieux, viure paisiblement, à fin qu'ils soyent en continuéles prieres & oraisons, spécialement pour le salut des Monarques. Charles 7. n'a pas oublié de dire, q le Pere celeste auoit donné les Roys à fin (entre autres choses) qu'ils conseruassent l'Eglise & les ministres^b. Mais pourquoy est ce que la Majesté baille les Ecclesiastiques en garde aux seigneurs & gentilshommes? N'est ce point au plus larró la bourse? Si le Curé ou son Vicairé reçoit quelque oppressió, elle viendra du gentilhomme de sa parroisse, ou de ses valets. Nous auons vn §. cy bas qui monstrera comme les Nobles ne se tiennent satisfaiets de s'affranchir des dismes & autres deuoirs en quoy ils sont tenus à l'Egli

*a l. si quis
in hoc ge-
nus, C de
Episc. &
cleric.*

*b Propem
Pragm.
Sanctio.
coi. 4.
vers.*

l'Eglise, mais, qui est pis, la despouillent de ce qui luy appartient pour mieux faire fumer le fourneau de leurs cuisines. Le Curé n'oseroit tousiſt s'as auoir obtenu le bon plaisir de mōſieur l'Aubercay, il n'oseroit pourſuiure ce qui luy est deu ſans ſa licence, & ſe doit donner garde de commencer le ſeruiſe diuin que le Gentilhōme & tout ſon cariage ne ſoit arriué, ou ait mandé qu'il n'a le loisir de s'y trouuer. Bref les ſimples Curez du iourd'huy peuuent à bon droit prendre la qualité du ſouuerain Pontife, & s'intituler, ſeruiteurs des ſeruiteurs, non de Dieu, mais de ſon Gentilhomme. Ceste ſauuegarde eſt doncques grandemēt preiudiciable. Eſt ce point parce que la pluſpart des Nobles (contre toutes les reſolutions des Concilles & ſaincts Decrets) ſont Curez de leurs parroisses qu'ils ſont ſeruir par Vicaires, ausquels ils laiſſent ſeulement le petit profit que le verrouil & baiſemain peuuent apporter? & ſe donnent par les iouës des diſmes, ſont recognoiſtre à leurs nōs priuez les deuoirs ſeigneuriaux que les anciens fondateurs ont delaiſſé en intétion que le ſeruiſe porté par la fondation fuſt perpetuellement entretenu? C'eſt raiſon (tant que ces abus ſeront tolerez) que les nobles maintiennent en ſeurté le pauvre Cappellā qui n'a que le brou & fait tout ſoubs l'auctorité, & pour le bien de Mōſieur le Curé porteglaue. Mais ſeroit beaucoup meilleur de remettre en leur force les anciēnes ordōnances de Frāce, qui firent demordre à la nobleſſe les beaux & fructueux benefices que deſia ils auoyent incorporés à la Meuſe, & les donner aux perſonnes de merite & capables de les deſeruir. Pour en dire librement mō

opiniõ, ie ne pense point que cela soit receu enuers ceux qui ont la moindre cognoissance du Dieu vivant & craignēt de l'offēser. Mais tout passe qui ne contredit, & durera cest abus, ainsi que beaucoup d'autres, tant que ceux, qui y peuuent bailler ordre, boucheront les yeux pour ne vouloir voir le mal. Disons que sa Majestē parlāt des Nobles n'entend y comprendre beaucoup de ceste qualitē ausquels n'est demeurē que le nom de leurs deuanciers. Mais fait mentiõ de ceux qui ne se contentans l'estre de race, confirmēt la memoire des predecesseurs par exercices vertueux & dignes du rāg qu'ils tiennent. Cest à ceux là que la tutelle & protection de l'Eglise & Ecclesiastiques doit estre donnee, pour se monstrer bien affectiõnez à l'honneur de Dieu, & auoir l'espee au costē, à fin de resister aux cõtraires, si l'entreprinse est si violente qu'elle doioie estre repoullēe sans retardation, ou autrement demander la reparation par la voix de Iustice.

§. XIX.

Et sur la requeste faicte par lesdicts Ecclesiastiques, leurs auõs permis & accordē pour vn an seulement, qu'ils puissent en l'Assemblée generale du Clergé de chacun Diocese eslire vn Syndic ou solliciteur, pour faire poursuite en iustice des torts qui leur auront estē faicts : sauf apres ledict temps passē à leur prolonger le terme, ou leur pouruoir autrement sur leurdictē requeste, ainsi que nous

nous verrons estre à faire par raison.

Eslire vn Syndic.] Les loix & Decrets apprenent que toutes vniuersités, colleges, ou monasteres peuuent constituer vn Syndic^a : à plus forte raison l'assemblée generale de chacun Diocèse aura ceste puissance. Que veut donc dire nostre texte, qui permet aux Ecclesiastiques se choisir vn Syndic? Cela est ainsi ordonné par ce que regulieremēt les Edicts de pacification ostent la memoire & recherche des pertes faictes au temps de guerre, & sa Majesté leur accorde la poursuite en iustice pour vn an seulement. Nous remettons à dire comme ceste reigle doit estre entendue. Marquons pour ceste heure n'estre sans raison que sa Majesté fait mention de l'assemblée generale pour eslire le Syndic. Les reigles de droict monstrent que celuy qui est constitué Syndic par le concille general, ou assemblée de la plus grande & meilleure partie representant tout le peuple : a telle puissance que s'il estoit nauty de mandement special ou de general, avec clause de disposer à sa vōlonté, & sa confession nuit & profite à ceux qui l'ont ordonné. Mais quand il est simplement constitué par les officiers de l'vniuersité il n'a non plus de puissance qu'un simple procureur^b.

Touts qui leur auront esté faicts.] Beaucoups de choses sont permises pour auoir paix, qui seroyent autrement trouuees iniustes, & defraisonnables^c. Les Princes ennemis peuuent par le traicté de pacification, remettre les iniures & dommages que les subiects ont souffert durant ce temps lamentable, leur imposant silence perpetuel, & del-

^a Bart.
aucheu de
sanctissi.
episcop.
si quis E
piscopum.

^b Steph.
Ranchm.
libr. 1. qu.
249 où se
plusieurs
sont ordō-
nez cōme
l'un expē-
die sans
l'autre.

^c Syntra-
gma sur.
verbo gra-
tia, fol.
465. col. 2

d. Steph.
Rach. lib.
i. cōcl. 33.
e. l. quon-
tias. C. de
precib.
imper off.
Syntagm.
sur. verb.
cinitas co.
r. fol. 95.
Opinion
des eds
de paci-
catis. Ar-
gent. pro
theor fol.
16 des ap-
proprian.
f. Tours,
chap. des
gens d'E-
glise. sue.
ii. pag. 2.

niant toute poursuite iudiciaire, criminelle, ou
ciuille d. C'est le commun bien de la paix qui cau-
se cela, contre lequel les obeissans n'ont moyen de
se bander, combien qu'ils n'ayent presté con-
sement à la remise e. Resolutions de droit, qui
sont de puissance, non de necessité. C'est pourquoy
le Prince baille pouuoir aux Ecclesiastiques de
poursuiure durant vn an les torts qui leur auront
esté faicts, sauf d'augmenter le terme. C'est pour-
quoy les Estats de Tours remonstrent à sa Maje-
sté qu'il luy pleust donner prouision aux desordres
seulement pour l'aduenir, delaisant chacun à sa
conscience pour le temps passé. Et à ce propos luy
alleguerent la louable ordonnance de Thralibule
Duc d'Athenes, qui apres l'expulsion des trente
Tyrans, mit sus la loy d'obliuion, au moyen de la-
quelle le peuple vesquit en repos f.

§. XX.

Les Euesques & autres Collateurs ordi-
naires, ou leurs Vicaires & Officiers, ne
pourront rien prendre, sous quelque cou-
leur & pretexte que ce soit, pour la collation
d'aucuns ordres, tonsures des Clercs, Lettres
dimissoires & testimoniales, soit pour le seel,
ou autre cause quelconque, encores qu'il leur
fust présenté : sauf neantmoins à faire taxe
pour les Lettres dimissoires & testimoniales
aux Greffiers pour leur salaire, qui ne pourra
exceder la dixiesme partie d'un escu : Et ce
seule

seulement pour le regard de ceux qui n'ont autres gages & emoluments pour exercer leur office Et sans que aux Euesques & autres Collateurs, puisse venir aucun profit directement ou indirectement : Nonobstant tous statuts, vsances, & coustumes contraires Et seront ceux qui se trouueront auoir pris, ou donné, punis des peines ordonnees de droit contre les Simoniacs.

Euesques & autres collateurs ordinaires.] Chacun voit l'intention de cest article, par laquelle la Majesté d'Héry ne téd à autre chose que de desraciner la Simonie aux prouisions Ecclesiastiques. Le lieu s'offrira cy bas pour recognoistre sa bõne intention retrenchant ces casuels qui souloyent tenir place à son reuenue par la vente des offices. Ce n'est point que ces mots, Euesques & autres collateurs ordinaires, soyent proposez pour monstrier à qui les collations appartiennent, & separer le droit des ordinaires, d'avec les irreguliers, toutesfois ces termes nous appellent d'en dire deux mots en passant à fin de contenter le lecteur, attendant qu'il trouuera mieux. Souuenez vous de ce qu'il a pleu au Roy declarer touchant la prouision des premieres dignitez, des Archeueschez, Eueschez, Abbayes, & Prieurez, comme il a parlé de ses droicts de nomination & de la confirmation du S. Pere, & de ce qu'auons dict touchant les elections plus anciennes & mieux receues à l'Eglise de Dieu.

Cela suppose pourſuiuant de degré en degré reſte à parler des Cures & ſimples benefices qui n'ont charge d'ame. Les Eueſques ſont ordinaires collateurs des Cures, & autres ſimples benefices, les Roys de France ont leur droit de regalle, & les patrons tât laiz qu'eccleſiaſtiques, les vniuerſitez preſentent ſelon l'occurrence. Laiſſons les patronages cy bas, & parlons maintenant des ordinaires & de la regalle: non en intention d'en faire vn traitté, ce qui ſeroit requis pour la cognoiſſance de la matiere, mais ſeulement à fin de comprendre la valeur de ces mots. Et aut'es collateurs ordinaires, voicy la reigle generale confirmee par la Cour de Parlement qui s'eſt de tout temps ſouſmiſe aux conſtitutions Canoniques: la diſpoſitiō des benefices collatifs appartient aux ordinaires, & quand le ſainct Pere baille vne expectatiue ou mandemēt de pouruoir adreſſant à l'Eueſque, il dit touſiours en ſa bulle: Duquel la collation t'appartient par droit ordinaire ^a. C'eſte clause ne fait point qu'il entreprenne ſur les ordinaires, & les deſpouille du droit qui leur appartient, mais cela eſt ainſi obſerue d'autant qu'il recognoiſt les ordinaires par cumulation & preuention, non par priuation: car la ſaincteté eſt ordinaire des ordinaires ^b. C'eſt pourquoy le Pape Leon a fort à propos remarqué, que l'Egliſe eſtant aggrandie, & ſon chef ſe trouuant empeſché à ietter les yeux ſi loing, & en tant d'endroits diuers, fuſt, inſpiré du S. Eſprit d'inſtituer des Parroiſſes, des diocèſes, des Eueſques, & Metropolitains, qui, cōme mēbres obeiſſans au chef, donnaſſent reiglemēt aux affaires ſuruenās ſelō le conſeil

^a Remō-
ſtranc. ſur
la Pragm.
§. 46. § 2.
53.

^b Pragm.
Sanct. de
collat. §.
neque e-
tiam, fol.
2. 83.

seil du souuerain, de mesmes que les ruisseaux arrousent les prairies de l'eau qu'ils puisent de l'amerre fontaine ^e. Voila vn axiome de grande importance, à qui le voudra receuoir, cōme il est couché, de là les dispences, regrez, & graces expectatiues, collations extraordinaires, reſerues, & mille autres semblables ſeront cōprins ſoubs la reigle. Ceux qui voudront parler d'abus ſe trouueront trompez d. Mais laissons ce debat aux plus curieux, & prenons la reigle conſeſſee de tous ^e, que pour le moins l'Eueſque eſt ordinaire collateur par cumulation & preuention. Que ſa Maieſté eſt collateur des benefices ſimples qui eſcheēt en regalle, non de ceux qui ont charge d'ame, ſelon la raiſon dōnee par le Maiſtre. D'autant qu'il faut que le proueu ſoit auctorisé par l'Eueſque auant que pouuoir adminiſtrer les Sacremens, & enſeigner le peuple. Les Roys de la terre ne peuuent conſerer ceſte puiſſance ^f. Mais auſſi la Saincteté pert ſes reſeruations, & tous autres moyens qu'elle ſçauroit conſiderer, cuidāt fruſtrer le Roy de ce droit. Il prouuoit nonobſtāt tout ce qu'on pourroit alleguer au contraire. Et parce que ceſte matiere eſt longue: & ſurpaſſeroit noſtre ſubieſt, le curieux aura recours à Ruſé, Probus, le maiſtre Chopin, & le moderne eſcriuain qui a deſcrit plus amplement les droits de la couronne, que n'auoit faiēt le ſtile de Parlement g.

Pourront rien prendre.] Nous auons deſia touché comme les merites doiuent appeller aux benefices, non l'argēt: eſt monſtré cōme ceux qui y entrent par argent ſont Simoniacs. Tant s'en faut que Iuſtiniā approuue ceux qui dōnēt pour eſtre receus, ou qui,

*e Cōcord.
tit. de cō-
ſtitut.*

*d Remō-
ſtrāce ſur
la Prag.
§. 59.*

*e Bretai-
gne terre
d'obeiſſā-
ce donne
tout au S.*

*Pere. Ar-
gent. §.
271. folio
511. des
appropri.*

*f le Mai-
ſtre. ca. 4.
traict. des
regales.*

*g le Mai-
ſtre des re-
gales & p.
ſiſt. Par-
lam. ca 5.
de Graſſi.
lib 2 pri-
uileg. 1.*

ou qui prennēt pour cōferer les benefices, qu'il a retrāché vne mauuaise coustume ayāt cours en beaucoup d'Eglises, par laquelle le nouveau pourueu estoit tenu de bailler certain pris pour s'inlinuer. Nous dirios en l'āgage cōmun, Payer sa bien venue, Il veut que toutes ventes & marchez soyent reiettez quand il est questiō d'obtenir benefices, & entend que la gratuite maistrise par tout ^h.

*h. auth. vi
ca qua ro
cant infi-
nua.*

Encores qu'il leur fust presentē.] Iustinian parle selō la coustume de son tēps, auquel les espices se payoyent au commencement de la cause, & eu esgard à la somme demandee, cōme de ne prendre plus d'un douzain (appelez s'il vo^u plaie le douzain un escu) ou au plus fort deux sōls lors qu'il y a plusieurs defēdeurs, sās que ceste sōme puisse estre excedee encores que les parties en voulussent donner d'auātageⁱ. On ne peut dōner selō les loix à celuy q est interdict de prédre. Et ce qui est dit au contraire, que le notaire Ecclesiastique prohibé d'extorquer pour les lettres de prouisiō, n'est simoniacle s'il prêt ce qui luy est volōtairement presentē : cela doit estre entēdu quād le dō n'est fait en cōsideratiō des prouisions, mais gratuitement & de bienueillāce ^k.

*k. Antho.
Gabr. lib.
6. titu. de
legib. cō-
clus. 3 nu.
21. 22. 23.
24.*

Qui n'ōt gaiges.] Le Pape Gregoire ne s'arreste à ceste distictiō lors qu'il dit: cōme l'Euesque ne doit vēdre l'impositiō des mains, aussi les Notaires & Secretaires ne doiuent tirer profit de leurs plumes. Les gloses neātmoins ont distingué, approchnat de pl^u pres à l'intētion de cest Edict. Le Secretaire qui est stipendié & a gaiges ne peut prédre ni demāder chose que ce soit, mais celuy qui est sans gaiges peut receuoir ce qui luy est offert sous deux cōsideratiōs,

La premiere, s'il est lay, la secōde pourueu qu'il n'ait point marchandé & conuenu sur son salaire, auant l'expedition & deliurance des lettres ¹.

*l glo c. x.
exir de si-
monia.*

§. XXI.

Lesdicts Archeuesques & Euesques procederont soigneusement & seuerement, sans dissimulation ni exception de personne, contre les personnes Ecclesiastiques, qui auront commis le crime de Simonie, par les peines indiētes & portees par les saincts Decrets & constitutions Canoniques: Enioignant à noz Baillifs & Seneschaux proceder au semblable contre les personnes laiz, coupables & participans du mesme crime. Pour duquel auoir reuelation pourront lesdicts Euesques & noz Officiers, faire publier monitions, au temps qu'ils verront propre & opportun par toutes les Parroisses.

Soigneusement & seuerement.] Quiconques pretend d'entrer par argent aux charges ecclesiastiques est hereticque. Et le pasteur qui pour le deu de sa charge ne s'esleuera & bandera contre tels galands afin de les chastier, soit asseuré qu'il participera aux peines que souffrent les Neophites & premiers autheurs de Simonie ².

*a cano.
quisquis,
1 q. 1.*

Peines indiētes par les saincts Decrets.] Nous n'entendons point (dit Iustinian) que l'Euesché soit achepté & qu'aucun y paruiēne par argent
ou au

ou autre chose equiuallente, mais voulons que les elections soyent nettes & pures de presens, le benedice prouenant de la liberalité de Dieu viuant. Et combien que celuy qui est proueu, aye toutes les qualitez requises neantmoins s'il y est entré par argent il le faudra dechasser, & priuer l'ordinateur de son Euesché & de l'ordre des clerics. Ainsi celuy qui par Simonie n'aura ce qu'il demandoit, & celuy qui l'a receu cõtre lex loix, perdra ce qu'il auoit acquis, & l'argent donné sera employé à l'Eglise où le poursuiuant vouloit entrer indignement soit qu'il aye esté receu par l'Euesque qui par ceste faute sera mis hors du nombre des clerics, ou par autre quelconque personne ecclesiastique. Nous voulons que celuy qui l'aura prins soit degradé de l'ordre de prestrie & restitue tout ce qu'il aura receu à l'Eglise qui a souffert ceste offece. Que si c'est vne personne laye qui a prins l'argent ou autre chose pour poursuiure les prouisions, Dieu sera vengeur de ses fautes & les peines cherrons du ciel sur sa teste. Cependant nous le condamnons payer à l'Eglise offencee le double de ce qu'il aura prins, le priuons des charges & honneurs qu'il tenoit, & le bannissons à perpetuel. D'auantage si celuy qui a donné l'argent pour entrer à l'Euesché estoit prestre, ou Soubdsiacre, il ne perdra seulement l'Euesché qu'il a poursuiue par ces moyes illicites & reprouuez : mais encores sera forclos de sa premiere dignité & degradé de l'ordre qu'il auoit au parauant ^b. Les Põtifes Romains ont dit en deux mots ce que l'Empereur a poursuiuy avec longues parolles: veu que la Simonie est vne peste qui s'estend bien loing

b *authen.*
quomod.
oporteat,
episc. &
hanc.

loing & surmonte toute autre sorte de maladie, il faut diligemment & sans delay la rechercher, & incontinēt qu'on peut trouuer quelques signes qu'aucun s'y soit aydē, conuiēt le mettre hors del'Eglise de Dieu ^c. Ce sont ces peines desquelles parle nostre Edict. La Majestē d'Henry commandāt aux superieurs ecclesiastiques de les practiquer contre les Simoniacles, dequoy ne feray plus long propos pour en auoir dit quelque mot en mon traictē des peines & amendes ^d.

c ex sicut,
c quoties,
ext. de simonia. c.
feritur, cū
leg 1. q. 1.
dmot Simoniacle.

Seneschaux proceder cōtre les personnes layz.] Il est tout certain que les premiers pasteurs del'Eglise Romaine ont donē de fort beaux aduertissemens aux Roys de France leur remonstrās combien le crime de Simonie est enorme, & les induisāns à empescher qu'ils n'ayēt cours en leur principauté ^e: mais n'ont point declarē si les Roys s'en doiuent embesongner cōme Iuges ou seulement comme denonciateurs: à ce que par deuant le Iugement naturel l'offence fust corrigeē. Vray est qu'Alexandre escriuant à vn Euesque de Tholette luy commande de punir seueremēt les clerics Simoniacles, & pour suiure les Roys qui aurōt prins argent à fin de consentir à l'election, de le restituer à l'Eglise offencēe ne le pouuant receuoir sans charge de conscience & grand peril de leurs ames ^f. En quoy nous pouuons remarquer contre cest Edict que la Simonie est crime ecclesiastique sans distinction de personne. Qui voudra voir si cela à lieu au possessor comme au petitoire, voye ce que nous en auons dict en l'harmonie des Magistrats Romains & François ^g.

e can. feritur, 1. q. 1.

f cap de hoc tit. de simonia.

g liure second. mot simonie.

Es lieux,

Es lieux, où des Cures & Eglises parrochiales le reuenu est si petit qu'il n'est suffisant pour entretenir le Cuié, les Euesques avec deueë cognoissance de cause, & selon la forme prescrite par les Conciles, y pourront vnir autres benefices, Cures, ou non Cures, & proceder à la distribution des dignitez, & autre reuenu Ecclesiastique.

a ca. sicut
vnire, extra
de excessu
procurator.

Les Euesques Toutainsi que le Pontife Romain a puissance d'vnir les Eueschez & soubsmettre les vns aux autres, de mesme l'Euesque peut vnir & assubiectir les Eglises de son diocese, defendu au metropolitain de s'en entremettre sans son consentement^a. Qui voudra voir les diuerses sortes d'union, les vnes perpetuelles, les autres personnelles à la vie de ceux à qui elles sont accordees, comme elles se font pour asseruir vne Eglise à l'autre, ou pour les maintenir au rāg & auctorité qu'elles auoyent au parauant, & autres questions touchant la matiere, recoure à Rebuffe^b.

b titu. de
vnioue be
nefici. fol.
279.

Cognoissance de cause & forme prescrite. Les reigles des Chancellerie donnees par Innocent huietieme & Paul troisieme en'enseignent la forme qui doit estre observee aux vniōs: lors qu'elles ordonnent qu'auant toute œuure, commission, que le vulgaire appelle ad partes, soit depeschee. par laquelle, appelez ceux qui y ont interest, est permis d'aduiser les profits & incommoditez que l'union peut

peut apporter. Ces commissions ne sont deliurees en Chancellerie que les poursuivans ne declarent au vray la valeur du reuenu du benefice qu'il pretend faire ioindre & vnir ensemble, & si aucune estoit autrement obtenue tout ce qui seroit basti dessus demeureroit sans effect, pourueu que la bulle ne soit point depeschée de propre mouuement^c. Le demande veu que ceux qui y ont interest doiuent estre appelez pour aduiser sur la commodité faudra il suivre la plus grande voix? Rebuffe distingue & tient que quand l'vnion est poursuuie sans cause apparente, la resistance d'un seul est suffisante pour l'empescher^d. Voyons doncques les causes qui peuuent mouuoir d'accorder l'vnion. Il y en a deux principales, la necessité, & l'vtilité. La necessité se recoignoist en ce que les deux Eglises sont si pauures qu'elles ne peuuent chacune entretenir son pasteur, luy donner les aliments & vestemens pour soy & ses domestiques, & moyens de substanter & exercer les droicts d'hospitalité enuers les pauures passans. Si les Eglises ont esté ruinees par les ennemis, le reuenu amoindry, les terriens rompus ou perdus, le nombre des Parroissiens diminué, & ce qui reste appauury : l'vtilité se prend des moyens cy dessus touchez. Car l'Eglise qui n'a point de reuenu, ou est desolée, & a peu de parroissiens, difficilement rencontrera son pasteur. D'ocques, à fin qu'elle ne demeure sans seruice, l'Euesque y prouoira par vnion, ayant esgard aux causes que nous venons de proposer^e. Les Canons le veulent ainsi. Cest Edict leur permet, & le Roy sur l'assemblée d'Orleans l'auoit ainsi ordonné^f. Tous sous vne mesme con-

c 21. rex.
Innocē. 8.
C. Pau. 3.
si. de vnio
nib. Ant.
Gabr lib.
2. tit de cō
tatio. cōcl.
1. n. 447.
401.
d Macag.
lib. 3. c. 8.
nu. 15. de
cōi opm.

e Rebuff.
Praxi. de
vnion. be
nefic. fol.
283. n. 38.
C. sequē.
vsq; in fi.
tit.
f 9. 18.

sideration, à fin que les Curez puissent sans aucune excuse vacquer à leurs charges. Au contraire quand les benefices sont trop grands, les Parroisses ou Eueschez trop estendues, que les Parroissiens ont peine de trouuer leur pasteur, & que le pasteur voit rarement ses ouailles, le Pape qui accorde & reuocque, vnit & desunit, joint & separe, peut faire deux Eueschez d'un Diocese, & mettre vne cure en deux ⁸. De mesmes que les Monarques peuuent assembler deux prouinces en vne, ou d'une en faire deux,

*g can. po-
stca, 23. q.
2 glo d c.
sicut vno-
ce. de ex-
ce, supra-
sacrorum.*

Distribution des dismes & autre reuenue Ecclesiastique. ¶ Cecy est dit d'autant que quelquesfois se trouuent deux cures voisines, l'une desquelles est bien fondee, a beau & ample reuenue, & beaucoup plus qu'il n'en faudroit au Curé : l'autre en a quelque peu mais non suffisamment pour entretenir son pasteur. Lors ne faudra pas vnir les deux benefices, mais vaudra mieux retrancher de celuy qui en a trop, pour en donner à celuy qui en

*h Bart au
sh vs iud.
sine suffr.
9 iud
e Bart au
shen quo-
mo oport
Episco 9
sed neque.*

a besoing ^h. C'est la charité Ecclesiastique qui cause cela, sans qu'on puisse dire contre qu'il ne faut pas descouurir Sainct Pierre pour couurir Sainct Paul ⁱ. Or nostre texte faisant mention des vnions & attributiōs des dismes ou autres reuenus, le limite proprement à l'Ecclesiastique: à fin de faire entendre que l'Euesque ne peut, procedant à l'union, oster les dismes aux laiz desquels ils se monstrent deuement infeudez & possesseurs. Vray est que quand le Curé n'a dequoy viure, les Ecclesiastiques, les Patrons laiz, les possesseurs du temporel de l'Eglise, les seigneurs dismiers, les Parroissiens sont

tenus

tenus de contribuer à son entretien, & luy donner pension congrue^k.

*k. Rebuff.
tit de pen
sio congrua
nu 1. 47.
Bagny m
Bl. y. 118.
de la just
cr, 6. 92.
ou s'il y a
six vingt
livres.*

§. XXIII.

Semblablement aux Eglises Cathedralles ou Collegialles, esquelles il se trouuera y a uoir tel nombre de Prebendes, que le reuenu avec la distribution quotidienne ne soit suffisant pour soutenir honnestement le degré & estat de Chanoine, selon la qualité des lieux & des personnes: lesdits Archeuesques & Euesques pourront proceder à l'augmentation dud. & reuenu, soit par vniou de benefices simples, pourueu qu'ils ne soyent regliers, ou par reduction desdictes prebendes à moindre nombre, pourueu qu'il soit suffisant pour la celebration du seruice diuin, & entretenement de la dignité de l'Eglise, le tout neantmoins avec le consentement du Chapitre, & des patrons, auxquels la presentation en appartient, si lesd. & Prebendes & benefices sont en patronnage lay.

Eglise Cathedralle ou Collegialle. ¶ Ce 6. s'entendoit assés, à l'opinion de Rebuffe, par la reigle d'Innocent 8. traictant de l'vniou des benefices Ecclesiastiques. D'autât que le terme, Benefice, qui est general, cōprend les cures & autres de quelque sorte que ce soit, tant grands que petits: l'usât

a Prax. be
nefic. de
ynione,
glos. 2 fo.
285 & n.
5. in prin.
& verb.
aisn, fol.
386.
b vol. 4.
cons. 74.

que les ecclesiastiques soyent vnis aux ecclesiastiques, & les temporels avec les temporels^a. Et parce q^e nostre Edict fait mention des Eglises Cathedralles & Collegialles. Qui vouldra voir que ces termes signifient, comme il est facile de cognoistre l'Eglise Collegialle, ou Parrochialle, & cōme elles conseruēt ceste qualité actuellement ou par puissance, c'est à dire retiennent les droicts appartenans à la qualité encores qu'elle cesse, recouie à Alexandre^b, l'embrasse brieuēté au present traité.

Ne soit suffisant pour soubtenir le degré de Chanoine.] Combien que la reigle soit plus que vraye, n'estre permis à aucun obtenir deux benefices, & que l'octroy du second rend le premier vacāt, si est ce que beaucoup ont cuidé qu'elle failloit quand le premier obtenu est tant maigre & deasle que le possesseur n'ait dequoy se subuenir: lors l'autre reigle a lieu. C'est tout vn d'auoir vn benefice qui ne puisse nourrir celuy qui le sert, ou n'en auoir point du tout. Selon ce les Peres ont considéré la qualité des Pasteurs pour sçauoir si le benefice estoit suffisant pour les nourrir. Car combien que soyons tous freres, si est ce autre chose du beneficiē en grande & premiere ville, que du Curé de village. Tous deux veillēt au troupeau commis, ie l'accorde. Il n'y a point d'acception de personnes enuers Dieu, le petit aussi tost sauué que le grand: cela est vray, mais les viures, les habits, la conuersation, l'instruction des villages, sont autres que ceux des villes. Et quand il n'y auroit que l'hospitalité, l'exercice des œures de misericorde (si les Pasteurs du iourd'huy s'en resouuiennent encores)
faut

faut auoir autres moyens pour les exercer en ville qu'aux villages €. De là ce texte a proprement dit, Pour soubitenir hōnestement le degré selon la qualité des lieux & des personnes.

*c. Todoc.
Damlon
de lib. Pa
rin, verbo
Benefi-
cium.*

Reductiō des prebendes à moindre nombre.] Sa Majesté propose aux Euesques deux moyens pour soulager ceux qui sont attentifs au seruice de Dieu, & n'ont dequoy s'entretenir. Le premier touche l'vnion des benefices dequoy nous auons parlé au €. precedent : le second fait mention de la reduction des prebendes à moindre nombre, sous les modifications contenues au texte. Disons du dernier, & voyons (augmentant le propos) s'il est loisible accroistre le nombre ou le diminuer cōtre l'intention des fondateurs. Iustinian vuide la premiere question reformant l'abus qui auoit cours de son temps. Parce que tout ce qui est excessif se change facilement en vice, Nous estimons estre à propos que les Euesques ne fassent si grand nombre de prestres & Diacres qu'il faille engager les reueenus de l'Eglise, & en fin tirer iusques au denier pour les nourrir. Nous sommes deuëment informez que la principale Eglise de ceste ville, qui est la mere de toutes les autres, est desia accablee de debtes, ne peut plus fournir aux distributions des clercs, si elle ne vend estrouffement ses plus beaux heritages tant aux champs qu'à la ville. Le desir qu'auons tousiours eu de prouuoir à cest inconuenient, nous a appellé de recercher le premier estat de l'Eglise & considerer ce que le temps y a apporté de changement. En fin nous auōs trouuē que les fondateurs n'ont seulement fait bastir les Egli-

ses, & ne se sont contentez de mettre pierre sur pierre, mais encores les ont abondamment dottees, ordonnant du nombre des prestres, diacres, soubddiacres, chantres, lecteurs, & portiers, de la prebende & domicile d'un chacun. Tant que les premieres fondations ont duré, tout s'est bien porté, mais despuis que les Euesques se sont laissé aller aux prieres, & par importunité ont augmenté le nombre déclaré par les fondateurs, la multitude a augmenté les frais, & a atfoibli le reuenu, force emprunts, force interests, & de là vne tres-grande pauureté. La disette a faict qu'il n'y a plus de creanciers, mais faut venir à la vente des heritages pour entretenir l'estat encores que les loix le defendent. On apperçoit desia qu'il n'y a plus rien à vendre, & que les clerics n'ont plus de prebendes, chose qui nous desplaist grandement, estant nostre intention d'y bailler prouision & prompt remede. Car si les humains sont cōrristez par la veuë du prodigue abusant de ses biens sans mesure, à plus forte raison deuons nous estre attentifs qu'aucun malmesnage ne se trouue en la maison du Seigneur. C'est tres-mal aduisé de pēser remplir ces desmesurees despences par nouuelles recerches (opinion auare & remplie d'impieté) mais c'est beaucoup plus propre de reigler la despence au reuenu. Parquoy nous estimons que la meileure medecine à ceste maladie soit le retranchemēt du nombre excessif. Doncques nous ordonnons que ceux qui sont prouez, continuent leur vie durant, mais voulons, aduenant vacation, que le nombre soit reduit à l'intention des fondateurs, sans qu'il puisse estre enfrainct par nouuelle prou

prou

prouision ^d. Voila qui est dict pour retrâcher l'augment excelsif, & à ce est cõforme le droict Canon, fors en vn cas, quand par le bon mesnagement du college, ou par bienfaict, le reuenu est tellemēt augmenté, qu'il est suffisant d'entretenir plus grand nombre de Chanoines que celuy qui est porté par la fondatiõ ^e. Posons que le reuenu ne soit point augmenté, que les Chanoines ayent iuré solennellemēt de ne receuoir personne hors le nombre, s'ils fõr le cõtraire la prouision sera elle bonne? Elle ne doubtera de valoir encores que les Chanoines soyent periures ^f. Que dirõs nous de la question contraire, sera illoible de retrancher le nombre ordonné par la fondation? Les Canons le defendent ^g. C'est pourquoy ils se sont tant arrestez, assauoir si l'Euesque pouuoit dispenser de tenir vne dignité & vne prebēde en mesme Eglise, & en fin ont resolu pour la dispence sous ceste consideration, que ce n'est point diminuer le nombre des Chanoines: & au contraire ont resolu, contre la dispence aux benefices, qui demandent residence, seulement d'autant que c'est alterer le nombre. Vn seul homme pour gros qu'il soit ne içauroit bonnement remplir deux charges ^h.

Comientemēt du chapitre ou des Patrõs.)
 Rebuffe a ainsi definy le Patronage: C'est vn droict honorable, onereux, profitable, appartenant à celuy qui a basti, doté, ou fondé l'Eglise, ou ceux qui ont cause de luy ⁱ. Definition qui se rapporte fort bien à l'intention de Iustinian. Aucun (dit l'Empereur) n'aye puillāce de bastir de pied en comble vne Eglise sans premierement parler à l'Euesque, auquel

*d. Authē.
 vt deter.
 cler num.
 & 4. ch.
 vñ null. fa
 bric orat.
 e cap eum
 m. Ferrā
 rianfis, de
 const. ut.
 Synagm.
 sur verb.
 ceram. fo.
 22.*

*f. Anton.
 Gab lib.
 2. tit. de
 iur. iur. cõ
 clu. s. nu.
 16.*

*g. Bar au
 ch vt c. e.
 ric. qui nō
 resident.*

*h. Synag.
 iur verb.
 episcopus,
 col. 2.*

*i. Praxis
 benefic de
 form. sig.
 jimpl fol.
 26, m. 2.*

il declarera ce qu'il a volenté de donner de reuenu, pour l'entretien des luminaires, & du diuin seruice, pour la garde & reparatiō d'icelle, & pour la nourriture de ceux qui y serōt employez. Que si ce qu'il entend donner est suffisant pour satisfaire à tout ce que dessus, il fera en premier lieu l'assignation, puis commencera l'edifice. Mais si la donation n'est allēz ample pour fournir aux frais, nous luy permettons de choisir vne des vieilles Eglises que le temps a ruiné, & de la faire reparer, par là s'acquerāt le nom de fabriqueur d'Eglise (c'est à dire de Patrō.) Ain- si les Eglises ruinees seront remises, & le diuin ser- uice entretenu, du reuenu que les anciens fonda- teurs y ont laissé ^k. Voila doncques deux moyens pour acquerir le droit de patronage, la dotation & la reparation notable des bastimens. Il s'en trou- ue encores vn troisieme fondé sur la prescription. Pour paruenir à la prescription les docteurs ont trouué la possession si puissante, qu'ils ont estimé celuy estre en quasi ou presques possession de ce droit, qui a vne fois présenté, quand sur la presen- tation y a eu collation : mesmes la seule renommee és choses anciennes y sert de tiltre ^l. Ces patrons sont de double sorte, les vns laiz, les autres ecclesia- stiques. Nous venons de voir que les laiz l'ont ac- quis par la fondation, dotation, ou prescription. Les ecclesiastiques l'ont aussi pour les mesmes causes, lors que du reuenu d'une Eglise on en fait bastir vne autre (ce qui est hors d'usage) ou quand ce droit est aduenu au beneficié à cause de son be- nefice. Or quiconques est patron a droit de pre- enter au benefice vacāt, iusques là que la prouision

*k Auth.
et null.
fabric.*

*l Stepha.
Ranch.
li. 5. cōcl.
262. 404*

de l'ordonnance, faicte sans presentation premiere, est inutile, pourueu que le patron ne se soit endormy durant le temps qui luy est accordé pour presenter ^m, & qu'il nomme personne de la qualité requise. Ce que l'Empereur n'a pas ignoré : si quelqu'un a basti vne Eglise, & veult y mettre des prestres il le pourra faire, ou ses heritiers, pourueu qu'il leur donne honneste moyen de viure. Mais si les reigles sacree reietter ceux qu'ils presente, pour estre incapables de la charge, l'Euesque ordonnera qu'on en choisisse de meilleurs ⁿ. De là on peut tirer la reigle des Canonistes qui baille la presentation aux patrons, & la confirmation à l'Euesque. C'est ce que la cour a quelquesfois remonstré à sa Majesté discourant sur les abus de cour Romaine. Pour obuier à confusion (dict elle) & à vn chacun garder ce qui est sien : c'est assauoir aux chapitres le droict d'esslire, aux patrons le droict de presenter, & aux ordinaires le droict de conferer ^o. De là nostre Edict parle ainsi : aux patrons auxquels la presentation appartient.

En patronage lay.] Nous auons touché sur le §. precedent comme ceux qui peuuent pretendre interest sont appelez quand il est question d'informer de la commodité, ou incommodité que l'vnion peut apporter, & faut entendre que l'vnion ne vaut sans appeller le patron lay (l'Euesque representant le peuple) combien que celui qui l'entreprend fust legat de sa Saincteté, il n'y a que le Pape qui leur puisse apporter preiudice, encores faut il aduier de près aux bulles, pour comprendre si son intention est telle. Ce n'est assez que le rescript soit

*m Prax.
Rebu. for.
sign simp.
num. 7.3.
sol. 166.
Bart. au-
th. vt cle-
ric qui re-
sid. Steph.
Ranch. lib.
5. conclu.
4. d. 5.
n. auth. de
Sact. episc.
§. si quis
oratorij,
Steph. Rā-
chi. lib. 6.
concl. 18.
ca. in par-
rochia, 16.
q. 1.
o Remōst.
sur la Fra-
gm. §. 22.
Bart. aut.
de sancti.
episc. §. si
quis ora-
torij.
p. Rebu. ff.
Prax. de
vnione, f.
289. 290.
n. 6 & 7
sol. 281.
uu. 28.*

donné de propre mouuement pour desarcouuer le patron lay (autre chose seroit de l'Ecclesiastique) mais faut qu'il aye clause derogatoire. Car veu que les laiz ont ce droit à l'Eglise, pour recompense de leur bonne affection, il n'est à croire que la Sainteté les en vueille priuer par vne simple clause generale, faut qu'elle soit expresse derogatiue à l'octroy 9. Regulierement, comme & les laiz, & les Ecclesiastiques doiuent estre appelez sur l'vnion, aussi ne doiuent ils estre oubliiez lors qu'il est question de desunir 2. Voila pour ce qui touche la matiere de cest article. Voyons, passant vn peu plus oultre, comme on peut preiudicier au patron lay, aux alienations, permutations, nominations, collations, & renonciations: & si le patron peut expressement ou tacitement dispenser sur le contenu en la fondation, ce que semble accorder ce §. Pour la premiere question Bartole resolt qu'il n'est loisible d'eschanger son benefice sans demander le consentement du patron (s'il s'en trouue aucun) sinon le Curé & recteur doit estre appellé, & en tout euenement l'auctorité de l'Euesque est requise 3. Pour la seconde les Conseilliers de la Roue ont resolt estre loisible d'eschanger son benefice, sans demander le consentement du patron 4: & neantmoins on ne peut renoncer au benefice, sans luy en faire declaration. D'où vient la diuersité? parce qu'au premier poinct il n'y a vacance aucune, à vn instant les permutans laissent leurs anciens benefices, & entrent en possession du nouveau: mais par la renonciation le benefice est vacāt, & le droit de presenter ouuert au patron, qui pourroit longuement lais-

ser

q. Anto.
 C.ahr lib.
 s. tit. de
 clausu. co-
 cus 2. n.
 30. Re-
 bus praes.
 2. form
 signa. sim
 plic n. 5
 6. fo 166.
 Proemo
 P. 2. m. 1.
 S. nichon.
 verb. pa-
 tronorum,
 fol. 16
 r. Anto.
 C.ahr tit.
 de citatio
 n. conciu.
 2. n. 16.
 s. Bart
 anth. n. de
 cens. &
 emphiteo-
 2. Anto.
 C.ahr lib.
 2. de citatio
 n. con-
 clus. 1. n. 1.
 2. d. 3.

ser l'Eglise desnuee de pasteur, s'il n'estoit aduertuy de la renonciation^v. Les permutatiōs sont de iustice & les resignations de grace^z. Ce droit de presenter est si fort, que le legat de sa saincteté ne peut conferer sans premiere presentation, pourueu que le patronage soit fondé sur la dotation ou fondation de l'Eglise. Ce seroit autre chose s'il venoit de priuilege. Car lors la collatiō vaudroit, quelque debat que sceut faire le patron^v. Marquons encores que les nominations des gradués simples & nommez n'apportēt preiudice aucun aux presentatiōs des patrōs laiz^z. Posons maintenant: La fondation porte expressément que le patron presentera vn de sa famille ou parentelle, & que l'ordinaire sera tenu de le receuoir, aduient qu'apres la vacāce le patron s'endort, & laisse passer le temps, l'ordinaire, à qui le droit de presenter est deuolu, pourra il receuoir l'estrangier? Non: faut qu'il obserue les termes de la fondation & doit prendre vn de la famille ou parentelle du fondateur^a. Doncques le patron ne peut raisiblement retracter la fondation. Quoy? luy sera il loisible par vn consentement exprès? Les Docteurs tiennent que le patron peut alterer & remettre la disposition du testateur descripte par la fondation du benefice, ou consentir à l'alteration faicte par l'ordinaire^b. C'est l'intention de cest Edict.

§. XXIIII.

Et d'autant que l'institution des Seminaires & Colleges, qui ont esté establis en plusieurs Eueschez de cestuy nostre Royaume pour

^v Steph.
Ranchin.
lib. con-
clus 409.
^z Argēir.
§ 7. Jo-
sua. d. sap
prop 1
^v Steph.
Ranchin.
cōcl 378.
lib. 5
^z Pr. 8m.
Sanct. 11.
de colla-
tio. verbo
presenta-
tio, fol.
103 vers.

^a Steph.
Ranchin.
lib 4. cō-
clus 317.
^b Anto.
Corietus,
verb. Pa-
tronus in
singul. Ste-
ph. in Rē
ch n lib 5.
conclusio.
163.

pour l'instruction de la ieunesse , tant aux
bonnes & saintes lettres , qu'au service di-
uin , a apporté beaucoup de biens à l'Eglise,
& mesmes en plusieurs Prouinces de cestuy
nostre Royaume, grandement desolees pour
l'iniure du temps , & despourueuës de mini-
stres Ecclesiastiques: Admōnestons & neant-
moins enioignons aux Archeuesques & E-
uesques, d'en dresser & instituer en leurs dio-
ceses , & aduiser de la forme qui semblera
estre la plus propre , selon la necessité & con-
dition des lieux , & pouruoir à la fondation
& dotation d'iceux , par vnion de benefices,
assignations de pensions, ou autrement, ainsi
qu'ils verront estre à faire : Enioignant à tous
noz officiers , tant de noz Cours souuerai-
nes, qu'autres , de tenir la main à l'execution
de ce qui aura esté ordonné pour l'institu-
tion , dotation , & reiglement desdicts Se-
minaires.

A apporté beaucoup de biens.] Il n'y a riē
en tout ce §. qui merite exposition de quoy ie n'aye
parlé bien au long sur mes commentaires de la cou-
stume de Bourbōnois ^a. Le curieux pourra là voir la
diligēce des anciēs à bastir & dotter les colleges, à
choisir les maistres d'escolle, & à instruire les enfā.
Et parce que les Republiques sont maintenues par
les loix saintes & sacrees, & par les ordōnāces po-
litiques

litiques, il pourra y approprier l'opinion de Platon qui commandoit d'instruire, auant toute œuvre, la ieunesse à la crainte & reuerēce de Dieu. Des Cretenſes, qui vouloyent que leurs enfans apprinſſent trois choſes en Muſicque, & ſur l'inſtrument. La premiere les hymnes en l'honneur des Dieux: la ſeconde les loix du pays, à fin que les tranſgreſſeurs n'euffent moyen de ſ'excuser d'ignorance: la troiſieſme les louanges des plus excellēts perſonnages de leur prouince, pour ſ'accouſtumer de bōne heu- re à les imiter. Il verra là, la meſchante affection de l'Empereur Maximin enuers les Chreſtiens, qui cōmanda aux maiſtres d'eſcolle faire ſouuent ignominieuſe mention de Ieſus Chriſt, lors qu'ils donneroyent les teſmes & compositions aux eſcolliers, eſtimant cela eſtre le plus aſſeuré moyen pour an- neantir la Catholique. Il y verra la preuoyance des Caliphes, qui recognoiſſans les Philoſophes & Ma- thematiciens peu curieux de religion, baſtirēt col- leges & les fonderent richement pour l'entretien de ceux qui enſeigneroyent & apprēdroyent l'Al- coran, reduiſant beaucoup d'eſtudes de Philoſo- phies en l'inſtruction de leur loy ^b. Que ſi tous ces abuſez, n'ayans cognoiſſance du vray Dieu, ont eſté ſi ſoigneux d'entretenir à grands frais colleges & communautēz pour la conſeruation de leur reli- gion, chacun doit donner louanges immortelles à noſtre Henry, qui (cōformement aux ſaincts De- crets ^c) commande l'inſtitution des colleges aux ſainctes lettres, recognoiſſant les biens & aduan- tages que les vniuerſités ont apporté à l'extirpation des nouuelles hereſies, qui delia auoyent faict eſle- uer

b Regius.
vicifut. li.
8 c 4. fol.
verſ. 9.

c tot. tit.
de magi-
ſtr. extra

uer vne grand part des François cōtre Dieu le Seigneur des Seigneurs, & noz Monarques. Et ne faut trouver estrange l'admonition & inionction qu'il fait aux Euelques, de pouruoir à la fondation par vnion de benefices, & assignation de pensions. D'autant qu'ainsi faisant ce n'est souiller les choses sacrees ni employer a vsage profane ce qui est sainct, & dedié au seruice de nostre Dieu. Les prieres, les sermons, les instructions aux lettres saintes marchent de mesmes. Et comme nous dirons ailleurs les aucteurs des priuileges donnez aux ecclesiastiques ont autant consideré leurs estudes aux saintes lettres & bonnes instructions, que leurs prieres & oraisons ^d. De là les Docteurs ont resolu: que le lay faiet à vn pauvre en contemplation de ses estudes, & particulièrement pour s'aduācer en Theologie, est estimé pie & religieux ^e. Quant à l'autre party touchant la loy Ciuille (sous laquelle les ordonnances de noz Monarques sont comprises) ie ne veux autre tesmoignage que celui de Iustinian pour verifier combien elle est necessaire aux republicques, à fin de faire viure chacun en repos & honneur, sans offencer personne, & laisser aux autres ce qui ne leur appartient. Il parle ainsi aux estudians en la oy: Aduancez vous, mettez peine d'apprendre les loix que nous vous presentons: Soyez allaigres à vous rendre si sçauans & accomplis, qu'apres le temps d'estude vous puissiez gouverner nostre republicque, selon le pouuoir que vous aurez de nous ^f. Veu doncques que la Theologie & les loix ciuiles apprennent l'honneur qui est deu à Dieu, monstrent l'obeissāce que les subiects

*d Tours, c.
des gens
d' / g.
ses, fol.
vers / .
e Stepha.
Ranchin
lib 3 con-
cl. 55.*

*f Proem
in fin. 6.
Quas ex
omnibus.*

ieſts doiuent au Prince ſouuerain, & autres ſupérieurs, enſeignent ce que nous nous deuôs mutuellement, ce n'eſt ſans conſideration que ſa Maieſté veut que colleges & ſeminaires ſoyent dreſſez, à fin que les reigles de ſi ſainctes ſciences apprinses en ieuneſſe ſoyent plus faciles à obſeruer, ſans que (pour vent qui vente) elles puiſſent iamais esbranler noz entendemens. Le reliquid de ceſte matiere eſt e'pars en beaucoup de §§. de ceſt E'dict, ſpeciallement au tiltre des vniuerſités. Là nous y pourrons dire quelque choſe à la matiere.

§. XXV.

En chacune Abbaye, & Prieuré conuentuel, ſe. a entretenu vn precepteur pour inſtruire les Moines & Religieux.

Inſtruire les Moines & Religieux.] Le Roy ſuiuant la façon de faire des Dialecticiens, a parlé generally au . precedent, & touche maintenant les particularités & indiuidus. Il a ordonné des colleges & ſeminaires ſans preſſer lieu ni perſonnes, à ceſte heure il parle de l'inſtruction des moines & religieux en chacune Abbaye & Prieuré conuentuel. Iuſtinian ayant propoſé bien au long de la conſtruction & conſecration des Monafteres, de l'approbation & profeſſion des religieux, entend que les nouices ſoyent enſeignez aux ſainctes lettres durant les trois ans de preuue. Ce qui a meu Bartolle de faire ceſte illation : qui veut eſtre moine parfait, doit eſtre bien entendu aux ſainctes lettres ^{A.} Il faut doncques qu'il y ait vn college à la religion, veu que les religieux ne doiuent ſortir du

mona

*Auth.
de mona-
ch. §. 1.*

monastere sans permission. Les Pontifes ont baillé plus de reigles à la saincteté de vie, que pour la doctrine. Ils ont parlé de quelles chemises les moines doiuent se reuestir, leur ont cōmandé pauvreté, rien de particulier, tout en cōmun, ont retranché les babilz & caquets affettez, au reffectouer, ou dortouer, mesmes aux clouaistres durant les heures ausquelles leur est defendu de parler. Ils ont ordonné sur leur forme de viure, & ont eu esgard au soulagemēt des malades & delicats. Et pour ce qui touche l'instruction des moines, ils en ont disposé avec peu de parolles, mais avec beaucoup d'energie. Les Prieurs (dient ils) qui sont les premiers apres l'Abbé, doiuent estre puissāns à l'œuure, & à la parolle, à fin que par exemple de vie, par louables aduertissemens, & bonne doctrine, ils puissent appeller les moines à faire bien, & les destourner du mal ^b. Charles 9. expose ces termes generaux touchant la doctrine. Ordonnons qu'en chacun des monasteres de nostre Royaume soit entretenu & stipendié aux despēs de l'Abbé & Prieur, vn bon notable personnage, pour y enseigner les bōnes & sainctes lettres, & former les nouices en meurs & discipline monastique ^c. Ceste ordonnance est conforme à celle d'Henry, toutes deux faictes sur les plainctes & remonstrance des Estats de France assemblez à Orleans, & Blois. Par là vous voyez que les deux Monarques approuuent les monasteres, veu qu'ils s'estudient à les reigler selon l'ordre & profession des lieux. Qui les eust peu mouuoir de le faire autrement? Tous les liures des saincts Peres estans remplis de preuues pour le soustien de la vie contemplatiue

*b et cum
ad mona
steriū, ext.
de statu
monach.*

*c Orleans
§. 20.*

platiue des moines ? Nostre Iustinian en parle ain-
 si : ceux qui laissent le monde pour se rendre moi-
 nes , ont prins le meilleur chemin à fin d'estre re-
 commandables au Dieu viuant. La vie monastic-
 que efface tous les pechés passez , elle despouil-
 le le vieil Adam , & ceste chair fresse allant à tous
 vents est domptée. La profession rend le moine
 pur , net , & raisonnable , rapportant ses actions au
 iugement de l'esprit puissant pour vaincre toutes
 mauuaises pensees ^d. Quand ie cōsidere ceste con-
 stitutiō , lors que ie regarde les Edicts de noz Roys,
 mesmes sur les assemblees d'Estats : quand ie ly les
 Decrets & ordonnances Canoniques , & me sou-
 uient de la vie austere de tant de saincts Peres qui
 ont loué, approuué, suiui, & vescu aux monasteres:
 ie me trouue tout estonné des blasphemés contre
 la religion, attaqués contre les saincts Peres, repre-
 hension des Rois, correction de tout vn Royaume,
 mespris des ordres sainctement instituez, & propos
 insolens resentans son basteur , dont beaucoup
 farcissent leurs commentaires ^e. Si ceux la payoyent
 de quelque apparente raison , il faudroit peine à la
 refuter: mais d'autant que cene sont qu'inuectiues,
 ie proposeray contre ces deux allegations, l'une
 d'un des premiers de l'Eglise, l'autre d'un homme
 qui estoit encores plus grand mocqueur & refor-
 mateur de toutes choses sainctement ordonnees,
 que n'est le subtil cōment blasonnant les ordonnan-
 ces pareilles au texte que nous interpretons. Regar-
 dez disoit l'anciē pere aux liures des Heretiques, &
 comptez syllabe par syllabe, si vous ostez les quot-
 libets, les iniures inuectiues, propos picquans, &

d §. 1. au-
th de mo-
nach.

e Chalar.
d. §. 20.
Orleans.

desbordez, vous mettez le papier à blanc, il ne s'y trouuera plus d'escript. Et pour particulièrement m'adresser à ce desgorgeur de blasphemés contre la religiō, i'estime de ces commens & expositions, ce que maistre François Rabelais iugeoit des gloses du cours de droict. Ce qui soit dict sans offencer la premiere lanterne des textes ciuils.

§. XXVI.

Les Abbez, Conuents, & Prieurs conuentsuels seront tenus d'entretenir aux escolles, & vniuersités, tel nombre de Religieux que le reuenue de l'Abbaye, Prieuré, ou Conuent pourra porter. Et pour cest effect y sera employé la portion Monachale des estudians. Et si elle n'est suffisante sera parfournie par lesdicts Abbez, Prieurs, & Conuents.

Entretenir aux escolles & vniuersités.] Les escriuains qui ont recherché pourquoy beaucoup d'excellens personnages se sont entieremēt addonnez à la cognoissance des lettres, ont reietté & eu à mespris leur particulier, se sont peu soucié d'aggrandir leurs maisons par dignités & richesses, bref, ont renoncé à tout ce que la populace ayme vnicquement, ont trouué que ceux choisissent la meilleure part (soit qu'on vueille auoir esgard à leurs personnes, ou aux fruiets qui reçoient de leurs traualx) qui vsent ceste vie à la lecture des saintes escriptures. Ces deux poincts se recognoistront veritables, si nous voulons considerer l'vtilité qui prouient
d'auoir

d'auoir beaucoup de tāt d'excellens personnages. Qui a reduit à la foy Catholique les idolatres, les Ethniques & Payens adoreurs des creatures, & delaisans arriere le createur? Cōme l'erreur & simpleſſe les auoit poulsé là, auſſi la ſcience & intelligence les a retiré du boubier. Le defaut de ſcience a faiēt recognoiſtre multitude de Dieux. Ceux qui par leur beſtiſe ne pouuoient comprendre le createur de ceſt vniuers ont prins pour Seigneur les vns le Soleil, les autres le feu, l'air, les Eſtoilles, l'eau, ou la Lune : & la ſcience nous a mis hors de ces tenebres. C'eſt pourquoy les Canoniſtes trouuent eſtre impossible de corriger les erreurs s'ils ne ſont recogneus. Voila doncques le premier bien que les vniuerſités apportent & les hommes conſumez és ſainctes lettres. La ſeconde vtilité eſt recogneue par ce qu'a dict le ſage : la multitude des hommes doctes & prudens eſt la ſanté & gueriſon de tout le peuple. Ceux qui commencent à gouſter les ſciences ſont rendus plus ſçauans pour les ouyr diſcourir ſur les queſtions haultes & difficiles, ou par la lecture des liures qu'ils ont dreſſé avec peines & labeurs infinis. Et les plus ſimples voyans leur ſaincteté de vie, laiſſent les diſſolutions & ſe conforment à eux. Les viciex ſont gueris frequentant avec les vertueux, les inſenſés delaiſſent leurs follies par la conuerſation des ſages. Ce n'eſt doncques ſans occaſion que Salomon ſe contenta de demander ſapience, ſachant aſſez que qui l'a acquiſe n'a beſoin d'autre choſe ^a. Veu que tant de biens viennent des ſciences, tant à ceux qui les ont acquiſes qu'es autres autour d'eux, ſa Majeſté

*a Pragm.
ſanct. tit.
de colla-
tio. fo. 92.
O fo. 88.
verb. affe-
rat.*

a prudemment ordonné aux Abbez & Prieurs d'entretenir aux escolles & vniuersités tel nombre de religieux quel l'Abbaye pourra porter. Des lors que les Escolles & vniuersités furent receues en Egypte, les prestres s'y ietterent pour apprendre les sciences : en ceste consideration ils furent francs d'impôts & nourris aux despens publics. Le droict Canon a commandé aux Archeuesques, Euesques & Diocesains d'auoir escolles aux Eglises Cathedralles & Collegialles, à fin d'enseigner gratuitement les Ecclesiastiques, & tous autres, qui à raison de leur pauureté, n'auroient moyen de s'aduancer aux bonnes & saintes lettres, & commandé conformément à ce texte que les prelatz & chapitres considerent soigneusement ceux de leurs Eglises qui se monstrent plus disposez à apprendre les sciences, & les enuoyent aux vniuersités fameuses, à fin que les escolliers rendus docteurs luisent en l'Eglise comme les estoilles au firmament, & puissent par les saintes admonitions, monstrier au peuple le chemin de religion & iustice b. Quand les Canonistes ont parlé de Iustice ils ont entendu de la diuine non de l'humaine, autrement ce seroit oster les ordonnances ecclesiastiques, qui defendent la chicanerie aux clerics, & ne veulent permettre qu'ils soyent sçauans, bien entendus aux questions forenses, c'est à dire aux formes de plaider obseruees par les laiz. Que veut doncques dire Iustinian, lors qu'il renuoye à l'Euesque les debats entre religieux pour y mettre fin, suiuant les constitutions ecclesiastiques & loix ciuiles c ? La premiere ordonnance trouue mauuais de

*bea super
specula,
ext a tot.
et de ma
gistris.*

*c. Auth
apud quos
oportet cau
sam dice-
re.*

de voir les prestres, & religieux plus ordinairement frequenter l'auditoire, estre plus desireux des debats & plaideries, que les laiz : & la derniere demande, l'Euesque accomply en toutes sortes de sciences, à fin de pacifier les querelleux, instruire les simples, & maintenir chacun au deuoir ^d.

d. Barr.

d. Just.

no. 3.

Parfournie par lesdicts Abbez.] Cest article est conforme à l'Edict d'Orleans. Les Canonistes ont consideré sur ce faict les estudians, & ceux qui apres le temps d'estude, ont rapporté quelque degré tesmoing de leurs labeurs. Ils ont voulu que les Prelats ayans choisy quelques religieux pour les faire estudier aux vniuersités, leurs laissent durant cinq ans entiers la portion monachalle, ou les fructs de la prebende pour les entretenir, & si elle n'est suffisante, qu'ils parfournissent à ce qui defaudra. Et baillent la prebende aux docteurs tant & si longuement qu'ils s'employeront à instruire la ieunesse ^e. Reste de discuter si les distributions quotidiennes y seront comprises. Il est vray qu'elles sont affectees à ceux qui assistent au diuin seruice, c'est pourquoy on a accoustumé de les deliurer chacune heure, à la Messe, à Vespres, & selon les prieres pour en priuer les absens. Et partant les estudians en Theologie, ceux qui voyagent, ou sont employez pour l'vtilité de l'Eglise, mesmes ceux qui bataillent contre les infidelles, n'y prennent rien. Car combien que leur absence soit prinse pour la presence, & qu'en ceste consideration ils ayent le gros : si est ce que la seule presence n'est suffisante pour gaigner les distributions quotidiennes. Il faut assister au seruice à quoy la fiction ne s'estend

e d. c. super specula.

point. Et ce que les Docteurs en Theologie, qui preschent ou font lectures ordinaires, prennent ces distributions, est ainsi faict, d'autant qu'ils ne sont simplement reputez presens, mais encores sont estimez resider & assister aux prieres combien qu'ils soyent reclos dans leurs estudes ¶

*f Pragm.
Sanct de
collatio-
nib. fo. 93.
verb. ni-
hil.*

§. XXVII.

Tous Monasteres qui ne sont sous Chapitres generaux, & qui se pretendent subiects immediatemēt au saint siege Apostolique, seront tenus dans vn an se reduire à quelque cōgregation de leur ordre en ce Royaume. En laquelle seront dressez statuts, & commis visitateurs pour faire executer, garder, & observer ce qui aura esté arresté pour la discipline reguliere. Et en cas de refus ou delay, y sera pourueu par l'Euesque.

Subiects immediatement au Saint siege.] Cецy est extraict des ordonnances de Iustinian & constitutions canoniques. Iustinian monstre que tous monasteres sont subiects à l'Euesque du Diocese où ils sont domicilliez, lors qu'il commande aux moines d'essire l'Abbé, & à l'Euesque de le confirmer ^a. Ce qui a meu Bartolle de maintenir l'Euesque estre bien fondé à pretendre ceste superiorité, monstrant que le monastere soit contenu dans les limites de son

*a § iube-
mus. Au
r^h. de san-
ctis ep.
scop.*

son Diocèse ^b. Les Canonistes ont approché de plus pres à l'intention de nostre Edict, lors qu'ils ont commandé aux Abbayes & Prieurés ou il n'y a point d'Abbé d'assister aux chapitres généraux accoustumez d'estre tenus la troisieme année en chacune province ^c. Trouuant tres-mauuais de voir beaucoup de corps sans chef ^d, ou s'ils en aduouent quelqu'un, de le chercher si loing qu'il ne comparoisse au besoin. Tels sont ceux qui s'aydent de l'auctorité du saint siege, pour euer la discipline Ecclesiastique. L'edict d'Orleans les condamne dès les grands iulques aux plus petits. Il range les Abbez, Abbeses, Prieures, Prieurés, non estant chef d'ordre, tous Chanoines & chapitres, tant seculiers que reguliers, des Eglises Cathedralles, ou Collegialles, sous la subiection de l'Euesque, sans qu'ils puissent s'ayder d'aucun priuilege, exemption pour le regard de la visite, & punition des crimes. Et defend aux Prelats receuoir en leurs Dioceses les prestres qui se dient de nul Diocèse ^e.

bibi Bar.

c cap in
fin' ulu,
de statu
monacho.
d Ca'. Ro
dig. lib 5.
cap 1.
Argentré
§ 264 fe.
143. des
appropria
ces.

e Orleans
§. 11. 12.

Visitateurs pour faire executer.] Cecy se rapporte à l'Edict d'Orleans, Ordonnons & enioignons aux superieurs & chefs d'ordre, vacquer & proceder diligemment à l'entiere reformation des Monasteres de noz Royaumes, & pays de nostre obeissance, selon la premiere institution, fondation, & reigle. Et ce qui sera ordonné pour les reformateurs, sera realement & de faict executé nonobstant opposition ou appellation quelconques ^f.

f §. 20.

*g Syntag.
iur. verb.
Abbas.*

Pourueu que par l'Euesque.] Nous sçauons que l'Euesque a Iurisdiction & correction sur les moines *g*. Mais limitons ceste reigle en matiere de correction lors que l'Abbé est pareilleux de reformer les moines: ou que le delict merite degradatiō. En ces cas la cognoissance appartient à l'Euesque, & generallemēt en tous autres où il est fondé en coustume *h*. Qui est fondé à l'institution ne l'est pourtant à la demission *i*.

*h Syntag.
iur. verb.
episcopus,
col. 2. fol.
278.
i Argent.
§. 271. fo.
510. des*

Congregation de leur ordre.] C'est chose bien seante voir des hommes de mesme profession estre subiects à mesmes loix, & sous pareille discipline *k*.

*appropri.
k cap. re-
colentes,
de statu
monach.*

§. XXVIII.

La profession tant des Religieux que Religieuses, ne se fera au parauant l'aage de seize ans accomplis, ni deuant l'an de probation apres l'habit pris. Et où elle seroit faicte au parauant, nous auons déclaré, & déclarons, les contracts, obligatiōs, & dispositiōs de biens, faictes à cause d'icelle, nulles, & de nul effect. Et pourront ceux qui auront faict profession auant ledict aage, disposer de leurs biens & successions, escheuës & à eschoir, en ligne directe ou collateralle, au profit de celuy de leurs parens, ou autre que bon leur semblera, non toutesfois d'aucun Monastere directement, ou indirectemēt: & ce trois mois apres qu'ils aurōt atteint ledict aage

aage de seize ans. Et s'ils n'en ont disposé dedans ledict temps, viendront lesdicts biens à leurs prochains heritiers ab intestat. Outre ce voulons que les Abbeſſes ou Prieures, au parauant que faire bailler aux filles les habits de Professes, pour les receuoir à la professiõ, seront tenues vn mois deuant aduertir l'Euesque, son Vicaire, ou Superieur de l'ordre, pour s'enquerir par eux, & informer de la volonté desdictes filles, & s'il y a eu contraincte ou induction, & leur faire entendre la qualité du vœu auquel elles s'obligent.

La profession.] Je ne sçauroy rirer d'ailleurs plus commodement les obseruances necessaires à la profession des religieux & religieuses, que de l'ordonnance de Iustinian, laquelle racleroit beaucoup d'abus & impietés qui se commettent si elle estoit gardee en France. Nous voulons (disoit ce bon Empereur) que les venerables peres des Abbayes ne recoiuent indifferemment tous ceux qui font contenance de se vouloir rendre religieux : & defendons qu'ils ne leurs baillent l'habit à la premiere demande. Mais que les Nouices experimentent durant trois ans entiers s'ils pourront soubstenir le fais de la religion, durant lequel temps ne porteront autre habit ni tonsure que comme les laiz ont accoustumé, & s'addonnerõt à apprendre le seruice. D'autre costé l'Abbé s'informerá souuēt d'eux qui les a meu de se vouloir rendre religieux, confi-

derera leur patience, & s'ils sont propres à ceste vocation. (Car la maniere de viure accoustumee se change difficilement, & avec grād trauail d'esprit.)

*a amhēt.
de mona-
sticus, 1.*

Que s'ils font le deuoir durant les trois ans, ils auront l'habit & la tonsure ^a. Ce que l'Empereur declare en autre endroict: pourueu qu'après ce terme l'Abbé s'informe de celuy qui doit estre profès s'il veut perséuerer à sa premiere opinion, luy faisant declaration que c'est à son choïs, ou de demeurer, ou de se retirer ailleurs ^b. De là nous pouons voir que le consentement de celuy qu'on rend religieux est requis sur tout, & en premier lieu, & qu'il ne peut estre presté sans premier essay durāt trois ans. Nous voyons encores la preud'hōmie de l'Abbé à sonder & contempler l'atfection & deuotion du Nouice.

*b authen.
de eccle-
siast diuer
so caps 9.
ceterum,
2. conslit.
127.*

Que si voulons conferer ces belles reigles aux iniurieutes façons de faire du iourd'huy, nous recognoistrons mil & mil seductions, & intrusions abusiuës, obseruees par beaucoup de cagots, ecclesiastiques de nom, parois blanchies, & tombeaux reparez, loups gris, farcis de toutes sortes d'abomination, reuestus de peau de brebis pour plus finement iouer leur rolle contre la saincte intention de l'Eglise conduicte par le Sainct Esprit, qui n'est subiecte à l'erreur. Au lieu que les anciens Peres ayans Dieu deuant les yeux, s'informoyēt soigneusement de la volonté du Nouice, pour reietter ceux ou celles qui ne faisoient le vœu de bon zelle & de cœur entier. Vous ne voyez maintenant que ie ne sçay quelles trotieres courir par les maisons pour seduire de petites ieunes filles innocentes, ausquelles l'aage ne permet separer le bien du mal, les introduire

roduire à la treille, d'as le tournouer, au cōuent, où les dames renfermees les reçoient, leur monstrent des chapelets, des images, & ie ne sçay quels autres menus fatras dont elles sont plus que aises fournies: leur preschent Iesus-Christ pour espoux, les miseres du monde, la perfection de la vie contemplative, la promesse qui leur est faicte d'estre les plus proches de l'hault trosne du fils de Dieu à son Royaume eternal, tout le reste du monde trop suffisamment guerdonné s'il peut trouuer place derriere la porte de la maison celeste: avec mille autres chetifs propos expressement dressez, pour seduire les innocens. Ces premiers haultsepieds ayans gaigné la fille qui n'a aucune resistance, vous verrez le beau pere qui commencera d'approcher la folle mere, ou quelque maratre radottee, luy preschera les louables actions de la religion: que l'eau n'a point tel pouuoir d'esteindre le feu, l'aumosne d'enseuelir le peché, qu'à l'oraison des bonnes dames, lesquelles ont voué virginité, prient de iour & de nuict en general pour tout le corps mystique de l'Eglise, pour les villes & Republicques: speciallement & de cœur profond, pour leurs bienfaiteurs qui sont les peres, meres, & autres parents, qui leur ont procuré l'aïse où elles sont, les ayans rendues compagnes de Iesus-Christ l'espoux, qui escoute leurs requestes, preste l'aureille à ce qu'elles demandent, & exauce leurs oraisons aussi tost qu'elles commencent de remuer les leures, que les maisons d'où sortent les religieuses sont preseruees d'encombre, le pere celeste les mettant en sa protection & sauuegarde. Verité figuree par le commandement que receut
l'Ange

l'Ange de marquer les maisons des referuez , à fin que l'Esprit exterminateur n'entra au dedans pour y faire mal. En somme que tous les maux faicts & à faire , sont cachez & remis, que la toute bonté ne les nombre point à ceux qui luy consacrent vn ou deux de leurs enfans. Le reuerendissime beaupere n'oubliera de faire resôner le texte de la vieille Loy, où nostre Dieu se referuoit les premiers nez. Il alleguera la puillance des peres sur les enfans, l'obeissance des descendans enuers les parents, l'humilité d'Isaac , 'qui à la seule voix d'Abraham monta à la montaigne, porta le feu & le bois pour luy mesmes se donner en sacrifice. L'histoire de Iephthé qui immola sa fille, à fin d'accomplir ses promesses. Tous ces propos à ce que si les enfans n'ont point de volonté de faire les yceus, on les y range, & le beaupere seducteur les recoiue ribon ribaine tout en despit de nous. Vrayement c'est bien raison , car il en a dit ce qu'il en sçauoit suffisammét pour luy donner vne chemise blanche. La mere gaignee de ces argumens morfondus , ou la maratre qui ne veut point de meilleure occasion que celle la pour se deliurer, sans retour de plaid , des enfans de son mary, chercherôt l'occasion & prèdront le temps propre pour les ranger de leur party. A fin d'y paruenir, elles reputeront pechés mortels tous les petits passeremps des ieunes enfans, les rendront hayneux à chacun propos, les appellans deprauez , ou deprauees, descontentancees , incorrigibles : & leur proposeront que quand elles auroient dix fois autant de biens, elles ne sçauoyent trouuer qui en vueille tant: elles

se montrent mal apprinses (combien qu'il fust beaucoup meilleur & plus seant aux parents d'en-
seigner quelque vertu, si on l'auoit au parauât trou-
uee) que de tant crier indiscrètement, & corri-
ger par iniures à la façon des lauandieres. Les peres
neantmoins deschoyent de leur esprit, se laissent
aller à tels langaiges, & resoluent de les reserrer
durant la vie entre quatre murailles, où personne ne
pourra voir comme elles se gouernent, où le pere
ne sçauroit plus secourir l'enfant, ni l'enfant se mon-
strer officieux. Cela est ainsi pratiqué non que
beaucoup de finets ne sçachent aisés qu'il y a moy-
en de redresser la ieunesse & la reformer, mais
d'autant qu'ils ont opinion l'exil, l'emprisonne-
ment, la mort cruelle des vns, estre l'eschelle pour
faire monter les autres à plus hault degré. Bref les
pauures enfans sont la medecine pour purger les
folies des parents. Que dis-je des parêts? mais plu-
stot de leurs bourreaux plus cruels. Et seruent de
scabeaux pour supporter & esleuer les autres avec
qui ils deuroyent estre en pareil degré, si le droict
de nature n'estoit indiscrètement violé. Quand ie
parle ainsi, mon intention n'est autre qu'à proposer
les abus en general, non pour toucher aucun en par-
ticulier, non plus que ceux qui ont auant moy es-
cript sur semblable matiere, les termes desquels
i'ay bien voulu icy enregistrer, à fin qu'on voye s'ils
sont vrayz ou non. Les aucunes y ont esté mises par
leurs parents mal sages & peu aduisez, sous cou-
leur & pretexte de les faire enseigner aux lettres,
d'apprendre à escrire, & lire, ou ouurer de l'esguille,
puis par dons & promesses les ont fait persuader de
se rendre

se rédre religieuses, pour auoir leurs biens & heritages indirectement & par voye oblique, ne le pouuant auoir autrement. Les autres y ont esté cōtrainctes & forcees par impresiōs, mauuais traictemēt, & cruels battemēs de peres & meres, qui ayās quantité de filles se vouloyent depescher des vnes pour marier bien & haultement les autres ^e. C'est bien loin d'observer les ordonnances d'Orleans, qui defendēt aux peres, meres, tuteurs & parents de ne permettre à leurs enfās ou pupilles faire profelsion de religieux ou religieuses qu'ils n'ayēt sçauoir les masles vingt cinq ans, & les filles vingt ans ^d. Voila l'Edict qui defend aux parents de consentir aux filles qui se veulent rendre religieuses, & beaucoup en desdaing de si saincte ordonnance, bourrellent les enfans de laiēt pour les y faire entrer, sans auoir esgard aux louables remonstrances des saincts Peres. Qu'est ce (disoyent ils) de trop soubdainement imposer les mains, sinon accorder indiscrettement les honneurs ecclesiastiques à ceux qui ne sont approuuez, leur bailler les places honorables & de merite auant le temps d'examen, la preuue de leur obeissance, & experience de discipline? Ceux qui accordent ou procurent la reception de ces personnes contre les meilleures reigles, se chargent des fautes qu'elles feront en la religion où elles ont esté trainees cōtre leur gré ^e. Je souhaiteroye que beaucoup de reuerendissimes confesseurs & beaux peres eussent les sens ou la conscience de songer à ces parolles. Remettons à parler de l'aage sur le mot suyuant, & voyons à cest heure qui peut mouuoir tels parents d'abandonner tout droict naturel, pour se rendre

^e Chalar-
d'ue estats
d'Orléans,
§. 19.

d d §. 12.

^e cano.
quid est
man^o, 78.
distinct.

rédre meurtriers de leur posterité. Je ne veux sur ce
 poinct que la sentence des Canonistes & des Do-
 cteurs approuuez de l'Eglise. Quand la mere sçait
 que quelqu'un de ses enfans n'est issu de son mary, el-
 le doit chercher tous moyens de le rendre en mona-
 stère, à fin qu'il ne prenne part sur ce qui appartient
 aux legitimes: le mary en face de mesmes, lors qu'il
 a quelque vrgent indice du mauuais gouuernement
 de sa femme ^f. Mais le peuvent ils faire, & forcer la
 volonté des descendans, les contreignant (contre
 leur intention) de se precipiter dans ces abîmes? *f Synta-
gm. sur li.
6 colū. 1.
fol. 42 r.*
 Celsus semble fauoriser à ces peres inhumains. Si
 l'enfant (dit il) qui est en puissance, espouse vne fem-
 me, estant contrainct par son pere, le mariage vau-
 dra, combien qu'il ne l'eust voulu espouser s'il eust
 esté de ses droicts, & affranchy de la puissance pa-
 ternelle. Car iagoit que le mariage ne puisse estre
 sans consentement premier, il est à croire que le fils
 l'a voulu, quand il s'est rapporté au vouloir de son
 pere ^g. Doncques (diront ces inhumains) la fille qui
 par force entre en religion est religieuse indissolu-
 blement. Car au dire de tous les Docteurs, l'argu-
 mēt vault du mariage spirituel au temporel. Disons
 que l'opinion du Iurifconsulte est entendue quand
 les remonstrances paternelles sont prinſes de bonne
 part des descendans, & qu'ils changent leurs pre-
 mières opinions vaincus des louables raisons pro-
 posées par le pere. Au contraire s'ils sont stables &
 perseuerans à leur intention, lors ce n'est estre desob-
 eïssant au pere, c'est conseruer sa liberté, c'est fuir
 le ioug insupportable, & prédre la charge plus com-
 mode à ses espauls. Voila les remonstrances que
 Panegi

*gl si pa-
tre ff de
rit. nupti.*

Pancetiris faisoit à son pere qui la vouloit marier
& la sœur, sans s'informer de leurs volontés.

Mon pere, l'insense veult contraindre les chiens

De courir à la proye, les tirant aux liens.

La femme à son mary ne monstre bon visage

Quand contre son vouloir on l'a mise au cordage.

Si les chiens contre leur gré ne vallent rien à la
chasse, si les cheuaux forcez ne tirent le chart com-
me il fault, si la femme est ennemie au mary qu'on
luy a donné par force ^h, que direz vous de la ieune
fille à laquelle l'aage ne permet d'auoir quelque
consentement qui a esté de trop bonne heure (mais
à la male heure) renfermee entre quatre murailles,
sous conditions & charges insupportables? Pen-
sez vous que ceste vie contraincte, ces prieres for-
cees, puissent estre agreables à Dieu qui ne veult
que le cœur? La vertu n'est point captiue, elle ne
veult estre emprisonnee, non plus que le vice ne
peult estre sans volonté, & liberté ⁱ. Les mots sui-
uans diront le surplus.

Aagee de seize ans.] Bartolle parlant de l'aage
requis auant la profession, rembarre fort elegam-
ment les subtilités que proposent les beauxperes
à la grande manche, pour persuader aux plus sim-
ples qu'il ne faut tant s'arrester à l'aage, & que Dieu
n'est accepteur de personnes ^k, qu'il veult estre ser-
uy par le grand & le petit, & commande de laisser
venir à foy iusques aux enfans de laïc (comme s'il
n'y auoit autres seruiteurs de Dieu que les cordi-
geres.) Contre ces termes & autres semblables il
pose ceste question & la resout. Je demande, si l'im-
pubere entre en religion la profession vaudra elle?

Dittes

^h Chilia.
ⁱ cetur. 7.
^m 6. 266.
^{Erasmus.}
^{Argen. 5.}
^{224. glo.}
^{4. fol. 81.}
^{de donat.}

ⁱ gl. cap.
ⁱ de regu.
^{sur m. 6.}
^{Canon. fir}
^{misme,}
^{ss q. 1.}

^k authem.
^{de mona-}
^{chu.}

Dites ouy. Car l'impubere peut contracter & faire tout acte reuſſiſſant à ſon proſit, & par la profeſſion il trouue vn gain ſurmontant tous les autres, il procure le ſalut de ſon ame. Voila pour le party des peres confeſſeurs, le contraire eſt plus que veritable. Les ſolennités neceſſaires au mariage temporel, doiuent eſtre obſeruees au ſpirituel, & l'argument vaut de l'vn à l'autre. Mais il eſt requis que la fille ſoit pubere auant que ſe marier. Doncques elle le doit eſtre auant qu'entrer en religion. Il eſt requis qu'elle preſte conſentement au mariage, de meſmes les parents ne la pourrôt offrir malgré ſoy. Quand les Canoniſtes ont parlé de la puiſſance paternelle, ils ont permis au pere de vouër ſon enfant en bas aage, n'ayant encores pouuoir de conſentir ou reſiſter au vœu, mais ont voulu que l'enfant deuenu grãd puiſſe ſe deſuelopper & oſter ces liens ſi bon luy ſemble : autrement ce ſeroit mocquerie de donner tant d'auctorité au pere, qu'il euſt pouuoir de retirer la ieune fille indiſcrete qui a quelque volonté d'entrer en religion, & au cas contraire, qu'il la peut ietter contre ſon intention au plus profond d'vn monaſtere ^l. Auſſi Juſtinian diſoit : Nous voulons que leur aage ne ſoit trop delicat, & treſſaillant apres le vice, & entendons que les religieuſes ſoyent choiſies à cinquante ans, ayant deſia paſſé la moitié de leur vie ^m. Les Canons ont defendu la profeſſion auant dixhuiſt ans, quand les reigles de la religion ſont par trop auſteres ⁿ. A quoy penſent doncques les Cagots qui dient que perſonne ne s'y rendroit ſi on ne les prenoit par amiellement & au beguain ? Où eſt le

l Cano. i.
20. q. 2.
m Authē.
quomo. o-
port. epis.
§. quāta.
n ca. quia
in ſolu.
exir de re
gu. & trā
ſeunt. cōf.
Argent.
§. 224. gl.
4. fol. 82.
de donat.

sens des peres qui pour couvrir leurs impietés
soustiennent que toute sorte de vie est bonne &
facille à supporter, pourueu qu'on s'accoustume de
bonne heure à s'y exercer ? Quels Stoïques pour
les autres & Epicures pour eux ! Ce qui a esté pro-
posé pour la religion auant le temps, n'est que fard
& desguisement de verité. Car les loix, qui veulent
les actes des impuberes estre bōs & vallables, s'en-
tendent quand les gains & aduantages sont eni-
dens, autrement, s'il y a du doubte, comme en la
profession. Combien y a il de religieuses (à parler
en conscience) qui voudroyent volontiers secouër
le ioug, euitier le fardeau trop pesant, laisser le voil-
le aux horries, qu'on leur a faict prendre par dete-
stables impressions, lors qu'elles n'auoyent iuge-
ment aucun, ni discretion pour cōsiderer ce qu'elles
faisoyent ? Mais commēt prendrōs nous cest aage ?
L'Empereur a iugé la fille pubere à douze ans accō-
plis [¶]. L'Edict d'Orleans a baillé vingt ans auant
qu'elle soit receuë à faire profession [¶]. Les nouuel-
les constitutions ecclesiastiques luy ont donné
voix au chapitre à douze ans [¶]. L'Edict que nous in-
terpretons l'a reduit à seize, qui est le terme obser-
uē par nostre coustume à fin de les mettre hors de la
puissance des tuteurs [¶]. Non que par là elles cessent
d'estre releues quand elles ont faict quelque con-
tract desaduantageux, iusques à vingt-cinq ans [¶].
Que si elles sont restituees contre la distraction d'v-
ne poulsee de terre, pourquoy ne le seront elles con-
tre l'engaigement de leur liberté & captiuité du-
rant la vie ? Il n'y a loy qui n'ait defendu tels con-
tracts. Le mot suiuant monstrera comme il est loi-
sible

o Barro.
aush in-
gressi, ut
2. num. 15.
C. de sa-
crof eccl.
p 5. 1. qui
mod. iure.
finit
q Orleans,
9. 19.
r cap in-
demnitat-
ibus, de
electio in
Clement.
s Bourbo.
9. 180.
t 9. 173.

sible se despartir du vœu faict indiscrettement.

Deuant l'an de probation.] Nous auons cy dessus declaré l'intention de Iustinian qui donnoit trois ans, laquelle a esté suiuiue des Canonistes, lors que ceux qui se vouloyent rendre religieux, estoient personnes incogneues & sans adueu : à fin de donner loisir à ceux qui les voudroyent vendiquer comme serfs, ou qui pretendroyent auoir receu dommage d'en poursuiure la reparation durant ce temps. Lequel a esté reduict à vn an quand la qualité de celuy qui se presente, est assés recongneue. Ce temps de probation soit d'un ou de trois ans n'oblige personne. Et combien que le Nouice eust volonté de l'accourir, il ne doit estre ouy. La saincteté de Gregoire ayant defendu de receuoir à la profession auant l'an des preuues accomply, & permettant de se despartir des vœux, & quitter le monastere quand bon semblera durant le temps de probation v. Innocent 4. considerant les deux formes de profession, l'une expresse, qui est la meilleure, l'autre taisible, qui est plus subiecte aux contraintes, pipperies, & autres haulsepieds, permet à la personne qui est entree en religion, & a faict profession auant quatorze ans, de retourner au monde, sinon qu'elle aye ratifié ses vœux le quinzième an accomply, par profession expresse ou taisiblement ayant prins l'habit. D'autant que cest aage cōmence d'auoir sens, & peut cognoistre que vault ce qu'il entreprend *. Voila de louables & saintes constitutions si elles estoient practiquees. Mais nous ne voyons maintenant autre chose que ieunes petites filles de neuf à dix ans, en mesme iour estre

v tota cau
sa. 17. q. 1.

x cap. 1. de
regu. li. 6.

habillees à la regalle, puis iettees dans le monastere, sans tirer d'elles aucune parolle d'approbation, despouillees de leurs premiers habits, reuestues de celuy des religieuses, & tondues pour demeurer perpetuellement en ceste miserable vie. Ceste practique nous faict recognoistre combien les beaux peres ont les saincts Decrets & ordonnances de sa Majesté à mespris, ils recoiuent tout ce qui est présenté, parlent seulement du pris pour l'entree, & ne se soucient plus de l'aage, ni du consentement de celles dont les parents se veulent depester. Où est l'Euesque qui en soit aduertty comme l'Edict veut ? Où sont les inquisitions & informations des volontés, s'il y a eu contraincte ou induction ? Où est la testimoniale sur l'aage ? Je n'ay point à contrecueur les religions (dignes d'estre honorees) mais suis d'aduis qu'il faudroit bailler vne si exemplaire discipline aux confesseurs indiscrets, & hypocrites, que les autres y prinsissent exemple, & fussent appelez à faire mieux.

De nul effect.] l'Edict ne parle icy que des biens, & ne touche point si la profession faicte contre les reigles vaudra. Disons des deux. Nous voulons par les generalles que la vesue, celle qui est Diacre, la vierge dediee à Dieu, la femme religieuse, ou ayant quelque autre dignité à l'Eglise, puisse par testament, ou codicilles solemnels, disposer de ses biens en faueur de l'Eglise, du Clergé, du Monastere, & des Hospitaux, du rout ou en partie, soit par institution, substitution, legat, ou fideicommiss generaux, ou speciaux, soit le testament script, ou nuncupatif, sans qu'à l'aduenir telles dispo

dispositions puissent estre debattues y. Par là vous voyez que les religieux laissoient leurs biens aux heritiers, sinon ceux desquels ils auoyent disposé en faueur de l'Eglise, du Clergé, du Monastere, & des Hospitaux. Mais les loix suiuanes ordonnerent presques tout l'opposite: elles voulurent que les biens fussent compagnons & seruiteus des personnes, & que qui entreroit au monastere, y fist entrer ses biens avec luy, sans autre declaration, la personne & les biens consacrez au Seigneur, defendant à celuy qui les a apporté, d'en disposer, ayant perdu la seigneurie par l'entree en religion z. Et parce que ceste loy generale comprenoit toutes personnes, Iustinian l'a vn peu retranché, voulât que l'homme ou la femme n'ayant point d'enfant, qui se choisissent la vie Monastique portans avec eux tous leurs biens à la religion: mais s'ils auoyent des enfans, auant l'entree ils pouuoient disposer & faire partage entre eux, & ne leur laisser moins que de la legitime, le residu non diuisé demeurant au conuent. Et aussi estoient tenus par le partage de considerer le nombre des enfans, & prendre vne portion pour eux selon les testes, laquelle estoit propre à la religion. Que s'ils ne vouloyent faire disposition aucune, & decedoyent sans testament, le Monastere succedoit la legitime des enfans retiree a. Nostre coustume (presques suiuite par toutes les Gaules) reforme ces loix, oste toutes successions aux monasteres, les reserve aux heritiers, & desnie toutes dispositions aux profes b. Et nous voyons que l'Edict le limite à vn cas, lors que la fille a faict profession

y l. generalis, C de Sacros. Eccl.

z Anth. ingressi, C. de Sacros. Eccl.

a Anth. si qua mulier, C eo. sis.

b §. 319.

auant l'aage, luy reseruant la disposition de ses biens & successions escheuës ou à escheoir, au profit des parents ou autres, pourueu que ce ne soit aux Monasteres. Mais cest Edict, combien que tres-sainct, demeure & sera à iamais sans effect, s'il n'y est autrement pourueu. Le beaupere confesseur ne voudra perdre sa proye, le pere ou parent plus remot, la succession acquise, & la fille religieuse forcee, ne pourra declarer ses intèrions. Elle ne scauroit escrire vn seul A, ou B, sans estre communiqué au reuerendissime confesseur, & à la mere Abbesse, qui les font parler à leur mode, & selon le iargon du conuent. Si le beaupere permettoit les dispositions contenues à l'Edict, il ne faudroit plus porter la besasse aux maisons de ceux qui ont procuré la profession, & auroient interest notable qu'elle fust dissoluë. Doncques ie seroye d'aduis, à fin d'effectuer la meilleure intention de sa Majesté, que les peres, autres parents ou alliés, qui auroient poursuiuy l'entree en religion, ou adheré aux poursuites, & que ceux qui n'y auroient résisté par remonstrances & requestes iudiciaires, fussent declarez indignes de succeder par le seul faict, & que la succession ostee à ceux à qui elle estoit deuë, s'ils ne l'eussent demeritee, fust incorporee au domaine du Prince, ou employee à quelque vslage pitoyable: contraignant oultre plus les pere & mere à payer au fisque tel dot qu'ils eussent peu & deu fournir à leur fille si elle eust esté du monde, eu esgard à l'appanage des autres & aux facultés de ses parents inhumains. Demandons à la suite de ce propos si le religieux retournant au monde aura
les

les succelsions efcheuës durant le temps de fa profelsion, & reprendra ce qu'il a porté à la religion. La reigle eft generale. Ce qui eft vne fois perdu ne fe recouure plus, fans le consentement de ceux qui l'ont acquis. Doncques le moine qui a posé l'habit, est retourné au monde, & s'est marié ne recouure les succelsions efcheuës durant le temps de profelsion, ains demeure au Monastere. Aduisons ceste resolution de plus pres, & voyons la forme de l'entree & l'occasion de la sortie. Les constitutions; qui parlent generalmente des prestres, diët: que le clerc qui a les ordres ne peut contracter mariage encores qu'il aye esté despouillé de tous ses benefices, parce que le vœu demeure tousiours, & encores qu'il fust degradé, n'a pouuoir de se marier, d'autant que le caractere ne peut estre osté. Cey souffre vne limitation qui seruira à nostre propos, pourueu que les saincts ordres n'ayent esté conferez auant le temps, lors il n'y a ni ordre ni caractere, & le mariage suiuant tiendra^c. Je dis de là que la profelsion forcee, faicte par impressions, par subornations & parolles emmiellees, est nulle. Doncques que celuy qui a esté ietté dans le conuent en ceste sorte, ne fust iamais personne morte, a tousiours esté capable de succeder, & peut recouurer les droicts efcheus durant qu'il estoit reclos, de mesme que s'il fust demeuré au monde. Les prisonniers, les bannis à temps ne perdent les droicts dela cité. Pourquoi vne pauvre ieune fille, par force resserree entre quatre murailles, abandonnee de ses parents, & despourueüe de tuteur les perdrait elle? Au contraire ceux la de retour sont dignes

*c Syntag.
Iur. verb.
clericus in
sacru. fol.
99.*

d'estre fauorisez. Pour le secôd poinct quand le religieux ne iette le froc aux horties, mais sort du monastere contrainct d'ainsi le faire, d'autant que les guerres ont perdu leur reuenu, destruit la ville ou les bourgs prochains qui les nourrissoient, & n'ont aucun moyen de plus prendre la vie dans la religion, ils ne rentrent pour cela dans leurs biens, mais ceux qui en sont iouissans leur donneront honneste & suffisante pension pour s'entretenir de viures & habits, durant le cours de leur vie ^d. Au premier l'entree a esté forcee, qui annulle la profession & maintiét le profès en ses droicts: au second l'issue contraincte, qui cõfirme le vœu & transfere les droicts successifs aux plus proches parents. Que dirôs nous des biens portez au monastere? Ce qu'a voulu Bartolle: Ou celuy qui est entré en religion ne recognoissoit le vice qui estoit en sa profession, ou il le sçauoit. Au premier cas la reuocation de profession retire les biens portez au monastere, de mesmes que quand ie partage la succession avec quelqu'un qui se disoit mon cousin, de mesme estre & en pareil degré: ie suis recepuable à retirer ce qu'il a prins s'il se trouue apres en degré plus esloigné. Au second cas est besoin d'aduiſer si les biens sont rendus propres au Monastere raisiblement & en consequence de la profession, ou si la dedicace est expresse pour la personne & pour les biens. Quand les biens ne sont au Monastere, sinon en suite de la profession, ils doiuent estre rendus quand la profession est declarce nulle, par la reigle qui commande d'annuller les actes raisibles & de consequence, lors que l'expres est

*d Stepha.
Ranchin.
lib 1. cõcl.
160.*

aneanty. Mais quand la dedicace est expresse & de biens & de personnes, nous les prenons comme deux actions separees, l'une n'annullant l'autre: de sorte que celuy, qui scauoit son entree vicieuse, semble auoir voulu donner ses biens qui demeurent au Monastere, encores qu'apres il sorte de la religion reuocquant sa vicieuse profession.

*e Barto.
Auth. de
monachis,
§. si quis
autem.*

Adieu. L'Euesque ou Superieur de l'ordre. Il est beaucoup meilleur (dit Iustinian) d'empescher que mal n'aduienne, que d'appliquer les medicamens à la playe desia formee. Mais aussi vaut il mieux medeciner l'ulcere, que le laisser croistre à la perte du corps. En cest endroit sa Majesté veut que l'Euesque ou le superieur de l'ordre soyent aduertis des filles qu'on veut rendre religieuses, pour leur faire entendre la qualité du vœu où elles s'obligent, s'informer des contrainctes, & inductions, & de la volonté des filles. Car sans ceste volonté la profession ne vaut, les impressions & contrainctes annullent tout, quelque couleur qu'on puisse trouuer à l'oblation des parents. Qu'aucun, dit le Pape, ne soit tondu auant l'age, & outre sa volonté. C'est poutquoy Maître Charles du Molin tient que beaucoup de choses passoyent sans contredit au regne des Moines qui n'ont plus de cours, fust d'alleguer contre la taisible profession, qu'il n'y a point eu de consentement, & contre l'expresse faire apparoir des menaces, inductions, en tous les deux du bas aage, pour sortir du Monastere & succeder.

*scap. nul-
lus, ca. si-
gnificatu,
extra de
regul.*

*g. Bloys,
§. 147.*

*h glo cap.
indēmita-
tibus, de
electio. in
Clem. ca.
2. ca. cum
virum, de
regu. sain-
cte Clau-
re a biens en
commun,
glo cap 1.
de religio-
sis domib.
in Clemē-
tin.*

aux religions mandiennes ^h! Voila de beaux reme-
des de droict, mais de tresdifficile execution à vne
pauvre fille renfermee, qui a contre soy la religion,
qui se plaist d'auoir des compaignons en misere, la
mauuaise affection des parents & alliés, & la cruau-
té & auctorité du pere. C'est à l'Euesque d'y pour-
uoir d'office, & aux superieurs de l'ordre. Le
Roy le veut ainsi, les Canons l'ont cōmandé: nous
ordonnons que les Chapitres generaux choisissent
d'entre eux personages d'auctorité & sainte vie,
qui visitent les Abbayes & Prieurés de leurs or-
dres, non seulement des hommes, mais des
femmes ausi, & qu'ils corrigent & reformatent
ce qu'ils verront estre digne de reformation &
correction. Que s'ils recognoissent le beat pere
confesseur estre indigne de la charge, qu'ils le
denoncent à l'Euesque, qui le deposera & en met-
tra vn autre ⁱ. C'est assés sur ce s. attendant qu'a-
yons rencontré celui de la coustume de Bourbon-
nois qui traicte pareille matiere.

*i c. in sin-
gulis, de
statu mo-
nach extr.
cano. qui
religiosis,
18. q. 2.*

§. XXIX

Les Ordres sacrés se pourront prendre en
l'aage prescript par les constitutions canoni-
ques: sçauoir est, l'ordre de Soubfdiacre, à
vingt-deux ans: de Diacre à vingt-trois; &
de Prestre à vingt-cinq. Nonobstant l'ordon-
nance d'Orleans à laquelle auons derogé, &
derogeons pour ce regard.

Prescript par les constitutions canoniques.] La Majesté d'Henry considerant que la matiere de cest article touche l'aage de ceux qui seruent à la maison du Seigneur, a voulu se reigler selon les statuts Ecclesiastiques. Et parce que les saincts Decrets & ordonnances Papales les ont diuersement reiglez, & que nostre Iustinian ne s'est monstré paresseux à y donner prouision, nous dirons en sommaire quelle opinion chacun en a eu, à fin de comprendre celle que le Roy a voulu approuuer. Iustinian a dict: nous ne scaurions permettre qu'on face le prestre mineur de trente cinq ans, le Diacre ou Soudiacre au dessoubz de vingt-cinq, & le Lecteur qui n'ait atteint les dix-huict ans. L'Euesque en aura trête cinq^a. La prunitive Eglise l'a ainsi arresté, & n'y auoit qu'un moyen de dispense, encores estoit il & raisonné & reiglé. Nous ne lisons point (disoyent les saincts Peres) que Iesus-Christ, S. Iehan Baptiste, Ezechiel, ayent presché ou prophetizé auant trente ans. Toutesfois parce que Hieremie, & Daniel ont esté pphetes en bas aage, Dauid & Salomon sacrés Roys, Sainct Iehan l'Euangeliste appellé a l'Apostolat, & S. Paul auoir faict ses predications encores ieunes, c'est l'occasion qui a meu l'Eglise de receuoir quelques prestres auant les trente ans. Mais comment? Voicy les charges. Si celui qui se presente est rempli de doctrine & deuotion, si l'Eglise en a disette les trente ans seront reduicts au vingt-cinquiesme^b. Le Pape Clemēt osta toutes ces belles considerations, sous couleur d'une obseruance ecclesiastique. Nous voulons (dit il) preserer en cest endroit la generale obseruance de

a *authen.*
presbyterum, C. de
Episcop.
& cleric.

b *dist 7.8.*
can. nemo
capit pres-
biter, C.
can. 1.
tim.

l'Eglise

l'Eglise aux anciens Decrets, & entendons s'il n'y a empeschemēt au contraire que le Soubfdiacre soit receu à dixhuiēt ans, le Diacre à vingt ans, & que celuy qui a vingteinq ans, puisse estre prestre ^e. Il semble que l'assemblée d'Orleans aye embrasé l'ordonnance des saincts Peres ^d: & que la Majesté d'Henry se soit arresté à l'obseruance de l'Eglise quant aux prestres, baillant vn terme tout nouueau pour les Diacres & Soubfdiacres ^e. Mais cela est de petite considération, veu qu'anciennement l'Eglise bailloit le temps diuers pour estre Soubfdiacre, Diacre, & Prestre, & maintenant est loisible à celuy qui estoit lay le iour de Carefine prenant se rendre prestre aux festes de Pasques ^f. Passons oultre, mais qu'ayez marqué aucun sans dispense ne pouuoir estre prebendé ou Chanoine en Eglise Cathedralle auant quatorze ans, ni en collegialle auāt dix ans ^g.

§. XXX.

En tous Monasteres reguliers tant d'hommes que de femmes, les Religieux & Religieuses viuront en commun, & selon la reigle en laquelle ils ont fait profession. Et à cest effect seront tenus les Archeuesques, Euesques, ou chef d'ordre en faisant la visitation des Monasteres dependās de leurs charges, y restablir la discipline Monastique & obseruance, suyuant la premiere institution desdicts Monasteres: & de mettre le nombre des Religieux requis pour la celebration
du ser

*c cap generali,
ti. de aia.
Qualit.
in Clemē.
d §. 12. 13.*

*e Bloys,
§. 12.*

f d ca generali.

*g Regul.
Cancellā.
Paul 3. f.
16.*

du seruice diuin. Et ce qui sera par eux ordonné, sera executé, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles : & pour lesquelles ne sera différé, ains passé oultre.

Tant d'hommes que de femmes.] Les Docteurs considerans la reigle qui veut le masculin comprendre le feminin, l'ont adaptée au faict present pour sçauoir si le statut parlât des freres mineurs, y comprend les religieuses du tiers ordre. Les vns (comme Felin) ont tenu que non, les autres au contraire : pour sauuer les diuerſes opinions il a fallu auoir eſgard aux termes du statut, & au naturel de la chose. Lors qu'il parle par expreſſion de qualité, comme le religieux, le moine, les religieuses, & moineſſes n'y ſont compris : principalement ſi la diſpoſition eſt hayneule^a. Ce ſeroit autre choſe ſ'il vſoit d'un terme commun, & en matiere fauorable. Pour obuier à ces recherches l'Edict dit, Tant d'hommes que de femmes.

*a Anton.
Gab. lib. 6
titulo de
verb. ſign.
concluſ. 6.
n. 83. & 4.
85.*

Viuront en commun.] Nous voulons (dit Iuſtinian) que les moines de tous les monaſteres qui ſont és terres de noſtre obeiſſance, ſoit en grand ou petit nombre, viuent en commun, ſans qu'il leur ſoit permis d'auoir habitations ſeparees, ils mangeront en commun, & dormiront en commun, chacun ayant ſon liēt à part, mais dans vne meſme ſalle, ou dortouer. Que ſi le nombre des moines eſt ſi grand, qu'il ne puiſſe tenir dans vne ſalle, il y en aura deux ou pluſieurs, ſans qu'ils ſe puiſſent ſeparer : à fin que par leur viure commun ils ſoyent tous mutuelle-
ment

ment tesmoings de leur honnesteté & continence, & que les plus paresseux soyent esguillonnés à bien faire, de crainte d'estre courroucez par les autres qui les recognoistroient paresseux: sans comprendre en la presente ordonnance les sainctes & religieuses personnes, qui cherchent les lieux solitaires: à fin de mener vie plus austere. Tous les autres tenus à l'observance de nostre ordonnance. Ainsi faisant & les religieux viuant en commun, ils accroistront leur zelle au service diuin, & les ieunes seront raffermis par la louable vie des anciens: ils obeiront plus facilement à l'Abbé, & garderont plus estroictement les reigles de la religion ^b. Cecy est approuué par Gregoire 7. qui conformement à cest Edict commande à l'Euesque d'y tenir la main, & luy permet chastier les refractaires, nonobstant appellations quelconques. Nous vous commandons (dit il) faire en sorte que les clerics ayent leurs biens en commun, vivent en mesme maison, & reposent sous mesme toit, & de chastier ceux qui se monstrent desobeissans par suspension de leurs benefices, ou plus griefues peines si elle y eschoit, nonobstant appellations quelconques ^c. Ce statut de viure en commun est limité, lors que l'Abbé recognoist quelques moines vieux, rompus d'age, infirmes, debiles d'estomach, ou de petite complexion, qui ne scauroyent supporter l'aigreur des reigles. Car ayant esgard à leurs infirmités il les peut quelquesfois appeller en sa chābre, tātost l'un, puis l'autre selon la necessité, & les traicter de meilleures viandes, ou plus amplement que la fondation ne commande ^d.

b *Austē.*
de mona.
vers. cogi-
sandum.

c *cap quo*
niam, de
rit. & ho
nest. cl. r.

d *cap cū*
ad mona-
sticū. de
stat. mon

Nombre

Nombre.] Nous auons desia declaré combien il est dangereux de diminuer le nombre des prebendes aux Eglises Cathedralles & Collegialles au preiudice des patrons, & pouuons tirer des constitutiōs Canoniques qu'il n'est permis d'augmenter le nombre. Iusques là que l'assemblée de Bourges declara qu'il falloit remonstrer au prochain Cōcille que la Saincteté nes'embesoigna à l'aduenir de creer aucune prebende par dessus la fondation aux Eglises Cathedralles ou Collegialles ^e. Que veut doncques dire l'Edict, qui donne pouuoir à l'Euesque de mettre le nombre des religieux requis pour le seruice diuin? Il entend parler des monasteres qui ont de beaux & amples reuenus, & n'ont point de nombre certain par la fondation. Le Pape en a quelquesfois disposé de mesmes, escriuant aux Euesques. Nous ordonnons que vous ayez à aduiser au reuenu de voz Eglises, à ce que les charges desduittes vous y ordonniez nombre de prestres selon la grandeur d'iceluy ^f.

*e Pragm.
Sanc. de
collation.
fol. 135.*

*f ca quo-
niam, ext.
de rit &
honestat.
cleric.*

§. XXXI.

Admonnestons les Archeuesques, Euesques, & autres Superieurs des Monasteres des Religieuses, de vacquer soigneusement à remettre & entretenir la Closture des Religieuses. A quoy faire ils contraindront les desobeissans par censures Ecclesiasticques, & autres peines de droict : nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Enioi-

gnons

gnons à noz Officiers leur prester toute ay-
de & confort. Et ne pourra aucune Religieu-
se, apres auoir faict profession, sortir de son
Monastere, pour quelque temps, & sous
quelque couleur que ce soit : si ce n'est pour
cause legitime, qui soit approuuee de l'Eues-
que ou Superieur : & ce nonobstant toutes
dispenses & priuileges au contraire. Comme
aussi ne sera loisible à personne, de quelque
qualité, sexe, ou aage qu'il soit, d'entrer
dans la closture desdicts Monasteres, sans la
licēce par escript de l'Euesque, ou Superieur,
és cas necessaires seulement, sur les peines de
droict.

Autres superieurs des monasteres. Il en-
tend les chefs d'ordre, Abbés, Abbeſſes, Prieurs, &
Prieures, des monasteres d'hommes & de femmes.
Nous auons cy dessus parlé de la reformation qui
appartient aux chefs d'ordre & autres notables &
reuerēdisſimes religieux deputez par le Synode ^a.
Reste de parler des Abbés & Abbeſſes, Prieurs &
Prieures. La reigle est generale: l'Abbeſſe ou Prieu-
re doit auoir tous semblables droicts en l'admini-
stration de son Abbaye ou Prieuré, que l'Abbé ou
le Prieur en la ſienne. Elles gouernent & disposent
librement du reuenu & autres affaires du Monaste-
re, & sans s'arrester au sexe, ont les iurisdic-
tions la-
yes & ſeculieres, donnent les off-
ces, presentent ou
conferent les benefices. Elles peuuent lire l'Euan-
gile aux Matines, & ont pouuoir d'administrer &
exhor

a §. 28
mot aduer
tir.

exhorter les religieuses. Vray est qu'elles ne sont capables de recevoir les ordres sacrés, & partant ne peuvent ouyr en confession, benir les religieuses, excommunier, priuer de la charge ecclesiastique à perpetuel ou à temps : d'autant que cela despend de la puissance des clefs laquelle est peculiere aux hommes ^b. Veu doncques qu'elles ont tant de puissance, c'est à elles de premierement faire observer cest Edict aux lieux de leur domination, qui n'est qu'une confirmation des ordonnances de Iustinian & constitutions Canoniques. Que si elles se montrent lasches & paresseuses, ou elles mesmes enfraignent les reigles, l'Euesque y pouruoirra suiuant les saincts Decrets qui l'ordonnent chef & gouverneur de toutes les Eglises de son Diocese tant seculieres que regulieres. Et comme les moines se doiuent monstrier obeissans à l'Abbé, aussi l'Abbé doit estre humble & se soubmettre à la puissance de l'Euesque, qui le corrigera & reformera selon l'occasio ^c.

La closture des religieuses.] Quelques vns (dit Iustinian) s'estudians de corrompre l'honnesteté obseruee de l'Eglise Catholique, quand ils ont quelques differents contre les religions, s'adressent aux iuges laiz, qui leur ordonnent des sergens hautains & presumptueux, s'efforçans de vouloir entrer aux lieux saincts, & attirer les moines en iugement, iusques à tourmenter les religieuses qui ne se voyent point : d'où procedent de grands desordres, & iniures scandaleuses enuers les lieux d'adoration ^d. De là nous retirons que le moine doit estre attaché à son cloistre, qu'il y a des religieuses qui ne sortent iamais, & qui est plus, ne descouurent

b Iodoc.
Damhou
der. lib.
Parium,
verb. Ab-
batissa.

c Canon.
Abbates,
Osequit.
18. q. 2.

d Auth.
apud quos
oport. cau
sas.

leurs faces, ou (pour estendre le texte) ne veulent voir ni estre veuës, estre ouyes in escouter personne. Les Canonistes sont assés à cognoistre combien il y a de danger de laisser frequenter les monasteres des femmes à qui que ce soit, fuisse aux moines ou reuerendissimes confesseurs (appelez les peres spirituels, ou autrement comme il vous plaira.) La frequentation des moines & religieuses (i' vse des termes du Canon) est vn ameçon de pail-lardise & adultere. Doncques les moines ayent leur lieu à part, & les religieuses soyent encloses dans le monastere. Iusques là que si la viande des religieuses s'appreste à la cuisine des beauxperes, les moines ne la porterôt dans le conuent des Dames: mais l'Abbesse, accompagnee d'une ou deux des plus vieilles de son monastere, viendra à la porte, receura les plats & pitance hors le monastere, pour les porter au reffectouër, sans permettre que les moines y mettent le pied. Le Pere confesseur leur est donné pour gardien, à fin de les enseigner à bien & vertueusement viure. Toutesfois il ne pourra sous ce pretexte deuïser avec aucune des religieuses, sans que l'Abbesse soit presente, ni avec l'Abbesse, qu'elle ne soit accompagnee de deux ou trois de ses seurs. Encores tels proparlers doiuent estre en peu de termes, & peu souuent^e. Pensez vous que les beauxperes n'entrent point en chaleur, & qu'à l'occurrence ils ne donnent le coup en robe comme vn autre? La principale occasion qui esmeut de cassier l'ordre des beguines fust d'autant qu'elles ne vouloyent renoncer au monde, gouuernoient leurs biens à volonte, n'auoyent maisons proches les lieux

e Can. de
finimus,
Can. in
dicima,
18. q. 3.

lieux saincts, & sous pretexte de charité & hospitalité, receuoient deshonestement les passans, spécialement les freres mineurs ^f. Partât (dit maître François Rabelais) que les beaux peres ne portent point d'hault de chausses. Ce n'est doncques sans occasion que les Concilles ont ordonné la closture des monasteres, & commandé que les moines eussent logis separé. Car le brasier est à craindre, lors qu'on approche trop pres le feu du fagot ^g. Comme les religieuses ne doiuent sortir des monasteres ^h, de mesmes les moines sinon avec permission de l'Abbé ou Prieur. Que dirons nous si c'est pour aller d'un monastere en l'autre? Si nous defendons estroictement que les moines ne laissent leurs premiers monasteres pour se rendre à un autre, à plus forte raison ne sçaurions nous permettre que les prestres negociateurs & allans apres le gain, laissent la prouince ou ils sont ordonnez pour venir deseruir la grande Eglise de nostre ville Royale ⁱ. Les Canonistes ont approuué ceste ordonnance avec vne tres-equitable moderation. Combien que selon l'Apostre chacun doie demeurer en la vocation où il a esté appellé, toutesfois parce que la liberté se trouue où l'esprit de Dieu repose, & que ce qui est entrepris par inspiration diuine n'est subiect à la loy (d'autant que la loy n'est point escripte pour le iuste) nous approuuons les reigles qui defendent aux moines legers & temeraires, de sortir du monastere sous ombre de plus grande saincteté, sans auoir obtenu congé du supérieur. Mais s'ils dressent humblement leurs requestes, & remonstrent l'affection non faine ni de-

*f Ca. per-
niciosam,
18. q. 2. ca.
1. de relig.
domib. in
Clement.*

*g d. c. de-
finim⁹, &
ca mona-
stria, ibi.
h Anto.
Gab. li. 7.
tit. de cri-
min. cōcl.
y nu. 68.*

*i Auth. 78
determin.
sit numer.
cler.*

guisee qu'ils ont de sortir , pour prendre vie plus austere & fructueuse, l'Euesque les pourra auctoriser ^k. Les Canonistes passent plus oultre, & trouvent que la Saincteté peut contraindre le Pasteur de laisser son troupeau , pour en aller nourrir vn nouveau ^l. C'est assés sur cest article , le residu ne contenant que la forme de le faire obseruer, elle est sainte & n'a besoin que de bonne diligence pour la faire executer.

*k c. licet,
ca. Iohā-
nes, ca. nō
est vobis.
l Syntag.
Iur verb.
Beneficio
rum, fol.
69. col. 2.*

§. XXXII.

Les Archeuesques & Euesques seront tenus de visiter en personne, ou s'ils sont empeschés legitimement , leurs Vicaires generaux, les lieux de leurs Diocèses tous les ans, & si pour la grande estendue d'iceux , ladicte visitation dedans ledict temps ne peut estre accomplie, seront tenus icelle paracheuer dedans deux ans.

Archeuesques & Euesques,] Iustinian parle en ceste sorte de la premiere visite, pour contenir les chefs de l'Eglise au deuoir. Nous commandons aux reuerendissimes Archeuesques, Patriarches & Metropolitains , d'assembler vne ou deux fois l'an tous les Euesques de leurs prouinces, & ouyr les debats des Euesques , moines, & clercs, & instruire leurs procès, & corriger ceux qui se trouueront transgresseurs des reigles ^a. De là vous voyez

*a § inter-
dicimus,
auth de
iact. Epif.*

voyez le pouuoir de l'Archeuesque sur les Euesques & inferieurs. De là est venu qu'en droict canon l'Archeuesque peut visiter le Diocese de ses suffragans, c'est à dire les Eueschés, sans toutes-fois luy oster ses droicts ordinaires ^b. De là vient que les Euesques visitent leurs Dioceses, & s'informent du port des Ecclesiastiques reguliers & seculiers. Ce poinct est trop commun, pour ce qui touche les benefices dependans de la collation ou confirmation de l'Euesque, & les Canonistes ont monstré qu'ils n'en doubtoient point, lors qu'ils ont mis en question: si l'Euesque du lieu où le delict a esté commis peut donner sentence priuative du benefice assis en autre Diocese. S'il peut porter anneaux, & celebrer le seruice diuin avec ses ornemens Pontificaux en Diocese estrangier, sans permission de l'Euesque du lieu. Pourquoy tous ces doubtes, s'il n'auoit point d'auctorité à l'estendue de son Euesché? Il l'a eust, mais quellé? Non d'en tirer le gras du pot, non de tailler les monasteres & prédre quelques gâins sur eux, mais la visite, la discipline, la correction, & reformation luy appartiennent. Nous defendons au nom de nostre Seigneur Iesus Christ, & de l'auctorité de Saint Pierre Prince des Apostres, la place duquel nous tenons maintenant à l'Eglise Romaine, qu'aucun Euesque ou seculier ne s'ingere à l'aduenir sur le reuenue des monasteres, chappelles, & cellules en dependantes, ni de prendre cognoissance de leurs chartres & priuileges, pour y apporter diminution par exact ions ou autrement ^c. Et plus bas touchant le droict de visite, l'Euesque pourra visiter toutes

*b Syntag.
iur. verb.
Episco-
pum, col. 1.
fol. 278.*

*c Canon.
Quam sit
necessa-
riū, & q.
1. Can. nō
semel, Sin
tag. iur.
verb. Epi-
scopus, fo.
278. col. 1.*

& quantesfois qu'il luy plaira les monasteres de son Diocese, à fin de les exhorter & accourager à mieux, & se donnera garde que les frats de sa venue ne soyent molestes à la religion. Qu'est ce à dire tant qu'il luy plaira? vne ou deux fois l'an, & plus souvent quand l'abus demandera correction d. L'Edict d'Orleans est conforme à cestuy, & monstre (ce que nous auons dict estre vray) que la visite de l'Archeuesque ou Euesque ne fait aucun preiudice à la dignité de l'Abbé ou du Prieur. Voila cōme il parle: Tous Abbés, Abbeses, Prieurs, Prieures, non estans chefs d'ordre, ensemble tous Chanoines & chapitres tant seculiers que reguliers, & des Eglises Cathedralles ou Collegialles, seront indifferens subiects à l'Archeuesque ou Euesque Diocesain, sans qu'ils puissent s'aider d'aucun priuilege d'exemption pour le regard de la visitation & punition des crimes. Nonobstant opposition ou appellation quelconques, & sans preiudice d'icelles, desquelles nous auons euocqué la cognoissance, & icelle retenue en nostre conseil priué. Demeureront toutesfois aux Abbés & Abbeses, Prieurs & Prieures, la visitation & correctiō accoustumée sur leurs religieux & religieuses, par faute d'observāce de leurs reigles e. Resteroit-sçauoir si le droict de visite est prescriptible cōtre l'Euesque paresseux, dequoy ie me remets aux cōmentaires sur la coustume de Bourbonnois, où le lecteur trouuera les raisons qui m'ont meu de n'adhérer à l'opinion de Bartolle concluant pour l'affirmatiue: de mesmes que celuy (dit il) pert la seruitude qu'il s'estoit stipulee de passer par le champ voisin

d. Cas. vi
sicandi,
12. q. 2.
Can. non
semel, ibi.
en quels
frain il
doit faire.

e. Orleāz,
9. 11.

vne fois seulement en cinq ans pour aller querir la coupe de son bois, s'il demeure dix ans sans en verser ^f. Qui a prescript droict de visite, s'il est fondé à demander la procuration, c'est à dire, la nourriture ^g.

f l. Cùm talis, C. de seruit. & aqua cap. Cùm ex officio, de prescriptio g. Argit. §. 271. fo. 508. des appropriaue.

§. XXXIII.

Nous voulons, que l'ordonnance faicte à la requisition des Estats tenus à Orleans, tant pour les Prebendes Theologalles, que Preceptorialles, soit exactement gardee: fors & excepté, toutesfois pour le regard des Eglises, où le nombre des Prebendes ne seroit que de dix, oultre la principale dignité.

Prebendes preceptorialles.] Cccy sert de limitation à l'Edict d'Orleans, qui parloit généralement des Eglises Cathedralles & Collegialles, sans s'arrester au nombre. Nostre Edict l'anneantit, lors qu'il n'y a que dix prebendes oultre la principale dignité. Et n'est sans consideration, comme i'ay remarqué par mes commentaires sur la coustume de Bourbonnoys que l'Edict d'Orleans parle de prebende preceptoriale ou du reueu d'icelles ^a. Car ceux qui en sont prouez n'ont que les fruiets, & ne participent aux dignités des autres ecclesiastiques prebendez ^b. C'est pourquoy ils n'ont point de voix en chapitre, & sont prinéz d'autres semblables prerogatiues, que pourrez voir au lieu allegué que ie remets pour euer trop de reditte.

a §. 9.

b c. Quia nonnullis, extra. de magistris.

Es Eglises Cathedralles & Collegialles, ou par les saincts Decrets doit auoir vne prebende Theologalle, esquelles iusques à present n'en a esté estably aucune, la premiere prebende Canoniale, qui viendra à vacquer cy apres en quelque sorte que ce soit, si ce n'est par resignation: sera suiuant les saincts Conciles, perpetuellement affectée à vn Theologien, sans pouuoir estre conferee à autre, qui ne soit de ladiète qualité: Defendant à noz Cours souueraines, & tous noz autres Iuges, d'auoir aucun esgard aux prouisions, qui autrement en auroyent esté faictes.

Prebende Theologalle.] La Pragmatique Sanction se conformant aux saincts Conciles & constitutions Canoniques, vouloit qu'en chacune Eglise Metropolitaine ou Archiepiscopale y eust vn Theologien, qui par sa doctrine & predication enseigna le chemin du Royaume celeste, & estendit l'ordonnance pour luy donner lieu aux Eglises Cathedralles. Et d'autant qu'au parauant le Theologien n'estoit Chanoine, mais prenoit seulement le reuenu d'une prebende aussi longuement qu'il faisoit son deuoir de prescher & enseigner, elle le fit Chanoine, & affecta la Chanoinerie à vn maître, Licentié, ou Bachelier en Theologie, ayant
estudié

estudié en vniuersité fameuse, à la charge de residence, de prescher, & faire deux leçons, ou vne pour le moins, chacune sepmaine: sinon qu'il y aye empeschement legitime. Autrement, & où il sera de-faillant, le Chapitre retranchera ses distributions selon qu'il se sera monstré paresseux, ou le deposera par faute de residence ^a. Toutes ces sainctes constitutiōs ont esté de mot à mot auctorisees par le Concordat entre Leon souuerain Pontife, & la Majesté de François premier ^b. Mais d'autant que ces ordonnances ne bailloyent prouision pour les Eglises Collegialles, les Edicts modernes les ont comprises, & beaucoup plus chargé le Theologal que ne faisoient les premieres constitutions. Ils entendent que le Theologal presche & annonce la parole de Dieu chacun iour de Dimanche, & festes solennelles, & qu'il face trois fois la sepmaine vne leçon publique de l'Escripture Saincte. Les Chanoines cōtraincts d'y assister par priuation de leurs distributions ^c. Si ces belles constitutions estoient practiquees comme il appartient, nous ne verrions tant de desordres aux Ecclesiastiques, ils apprendroient que le bien vault, & l'ayant appris laisseroyent le vice, pour embrasser la vertu. Ils penseroient quels ceux doiuent estre qui tiennent les charges dont ils sont pourueus. L'Euangile les appelle le sel de la terre, & comme le sel baille saueur à toutes viandes, ainsi tous ceux qui s'approchent de l'homme d'Eglise doiuent prendre de luy bon sentiment, goust de Dieu, & deuotion aux choses spirituelles & salutaires. Les Chanoines (dient les Canons) sont comme vñ Senat & college de Con-

*a de coll.
folio 87.
vsque 90.
Pragmat.
Sanct.
b sit. de
collatione.
versic. fla-
tuum fol.
vers 6.*

*c Orléas,
§. 8.*

feilliers assistants à l'Euesque pour conduire le faict & regime de l'Eglise. Le plus grand desordre qui se recognoisse entre les Chrestiens est, quand les laiz sont meilleurs que les Ecclesiastiques, qui doiuent estre la forme, l'exemple & le mirouer des autres. Et quand on ne trouue point au chef le sens, le regime, & la conduite, qui se trouue en la plante du pied le corps ne se scauroit bien porter. Doncques les gens d'Eglise, qui sont ordonnez pour regir & gouverner le peuple, doiuent peyner à se rendre dignes de leur vocation ^d. Noz Roys les y appellent, les contrainans d'assister aux predications & lectures ordinaires que le Theologal doit faire.

*d Tours,
chapit de
l'Eglise,
fueill. 12.*

Theologien.] Ce mot est doubteux, d'autant que la Pragmatique Sanction fait mention d'un Licentié ou Bachelier en Theologie: ce qui a esté suiuy par le Concordat, & l'Edict d'Orleans parle d'un Docteur en Theologie seulement ^e. Rettenrons nous l'Edict d'Henry selon le contenu de l'ordonnance d'Orleans, ou luy baillerons nous lieu selon la disposition du Concordat? Je tiens ce party d'autat que les Licentiés sont prins pour Docteurs, & que le Concille de Trente les a rendu capables d'entrer és charges Ecclesiastiques, qui sont affectees aux Docteurs ^f.

*e Pragm.
Sancti de
collat. fol.
87. & se-
quentibus
Concord.
tit de col-
lati. vers.
statuimus
fol. vers. 6
f Anton.
Maria, li.
1. tit. 6. n.
124. 125.
commun.
opin.*

§. XXXV.

Enioignons trespresloictement à tous noz Iuges, sur peine de priuation de leurs estats, de proceder par exemplaire punition contre les blasphemateurs du nom de Dieu, & de ses Saincts

Saincts : & faire garder & entretenir les Ordonnances faictes tant par nous , que par les Roys noz predecesseurs , sans dispense des peines contenues en icelles , pour quelque occasion qui puisse estre prinse ou alleguee: Enioignant à noz Procureurs generaux & à leurs Substituts , de nous aduertir du deuoir & diligēce qui en sera faicte pour ce regard.

Blasphemateurs du nom de Dieu & de ses Saincts.] Mon traicté des peines me fera incontinent trouuer la fin de ce §. parce que i'y ay dict amplement du chastiment contre les blasphemateurs ^a, ordonné par la loy de Moyse, constitutions Canoniques, loix Imperialles, ordonnances Françaises, & Arreſts de Parlement. Suffira pour maintenant de cōsiderer que veult ce mot Blaspheme, & combien il a esté en horreur le temps passé. Blaspheme est toute sorte de conuices, contumelies, & meschans propos contre Dieu & ses Saincts ^b. Ce que l'Edict d'Henry a fort proprement remarqué contre les nouuelles opinions qui font moins d'estat des Saincts maintenant bien-heureux, que s'ils estoient encores sur terre subiects aux infirmités humaines. Mais Iustinian monstre asés ouuertement en quelle reuerence ils ont esté tenus par le passé, lors qu'il descript le serment que les gouuerneurs souloyent prester, & autres premiers Officiers des Republicques. Je iure par le Dieu tout puissant, son fils vnique nostre Seigneur Iesus-Christ, & le Sainct Esprit, par la sainte & glorieuse

^a mot
Blaspheme-
mateurs.

^b Synta-
gma iuris
verb. Blas-
phemia,
fol. 71.

*c. anthem.
i. i. i. i. i. i. i.
quod pra-
stat. ab iis
qui admi-
nist.*

ricuse mere de Dieu Marie, vierge à tousiours, par
les quatre Euangiles que ie tiens en ma main, par
les saincts Archanges Michel & Gabriel, que i'au-
ray bonne conscience à la charge qui m'est commi-
se. Si nous appellôs Dieu & les Saincts pour estre
resmoings de noz actions, nous confesserons que
c'est chose tres-abominable de les blasphemer. Les
anciennes ordonnances de France, les requestes de
tout le peuple assemblé, l'enseignent suffisamment.
Qu'est il besoin de proposer l'Edict de Nabucho-
donozor Roy des Assyriens, portant que quicon-
ques blasphemeroit le nom de Dieu perdit les biens
& la vie? Toute la Bible est remplie de peines con-
tre les blasphemateurs. Et pour descêdre à la Fran-
ce, l'histoire apprend que Sainct Loys, ses prede-
cesseurs & successeurs au Royaume en ont faict de
fort bonnes & saintes ordonnances, mais de peu
d'effect pour n'auoir esté exactement gardees com-
me elles meritoient. Ce qui occasionna les Estats de
Tours supplier le Roy de les renoueller, & les fai-
re mieux obseruer que par le passé, luy proposant
les miseres & punitions sur les Royaumes où les
blasphemes ont esté soufferts. Blasphemes non
seulement contre Dieu (qui est le principal) mais
aussi contre l'honneur deu à la Vierge Marie & be-
noïcts Saincts. Et quoy que l'Edict d'Orleans aye
seulement parlé des blasphemes contre Dieu, si n'a
il voulu permettre ceux qui sont cōtre les Saincts:
car la cōtumelie faicte aux Saincts tend au mespris
de la diuine Majesté. A ceste occasion le Roy a vou-
lu esclaireir les termes de l'Edict obscuremēt cou-
ché, à fin que personne ne pretende cause d'igno-
rance

*d. Tours,
i. i. i. i. i. i. i.
de la Justice,
facil. 42.
pag. 3.*

*e. Orleans,
§. 23.*

rance, en ces mots: Blasphemateurs du nom de Dieu & des Saints f. Passons oultre apres auoir remarqué que les blasphemateurs ne sont receus à tesmoigner, encores que par la sentence ils ayent esté quittes d'une amende pecuniaire g.

*f. Bloys,
§. 3. Bar-
tol. et no
luxurient.
contra na-
turam.*

*g. Steph.
Ranch. li.
3. conclus.
174.*

§. XXXVI.

Tous deuins & faiseurs de Prognostications & Almanachs, excédans les termes de l'Astrologie licite, seront punis extraordinairement & corporellement. Et defendons à tous Imprimeurs & Libraires, sur les mesmes peines, d'imprimer ou exposer en vente aucuns Almanachs ou Prognostications, que premierement ils n'ayent esté veus & visitez par l'Archeuesque, Euesque, ou ceux qu'ils auront deputez expressément à cest effect, & approuuez par leurs certificats, signez de leurs mains, & qu'il n'y ait aussi permission de nous, ou de noz Iuges ordinaires.

Deuins.] Je ne m'arresteray à discourir sur les peines ordinaires & corporelles qu'encourent ceux qui s'employent à deuiner, parce que desia ie l'ay déclaré en mon traicté des peines & amendes ^a. Et ne disputeray comme les diuinations sont espee

*a mot for-
slege.*

d'heresie, & en consequence si la punition en appartient au lay, ou à l'Ecclesiastique: pour en auoir discouru dans l'harmonie des Magistrats Romains & François ^b. Suffira de resouldre que ces meschans

*b. libr. 2.
fol. 75. f. 4*

qui

qui(à parler en reuerēce)baisēt le cul au Diable,enchangent les fruiets, appellent les gresles & autres inclemēces de l'air,trauailent les femmes,les contraignent de s'abandonner,font images pour rendre perclus, estropiez,priuez d'entendement, pour accourir les iours, ou priuer de vie,font subiects à la correction des iuges laiz & dignes de mort, ainsi que ceux qui se meslent de declarer l'aduenir^c.Ce sont ceux quel'Edict appelle Deuins qui surpassent les termes d'Astrologie,& s'embesoignent à vouloir predire ce qu'ils cuident deuoir aduenir: ne songeant point que c'est au seul Dieu de cognoistre & dresser le temps & les moments. Les Empereurs Diocletian & Maximian recogneurent que cest abus auoit cours durant leur regne, lors qu'ils declarerent l'art de Geometrie vtil & profitable à la Republicque, permirent à tous de l'apprendre & enseigner, & condamnerent les Mathematiques, comme sciences pernicieuses & damnables, quand on presume par le moyen d'icelle pouuoir comprendre l'aduenir^d. Appert que ce sont ceux la que noz Roys ont condamné par le texte des Estats d'Orleans en ces termes. Et parce que ceux qui se meslēt de prognostiquer les choses à aduenir,publient leurs Almanachs& prognostications passans les termes d'Astrologie contre l'exprés cōmandement de Dieu, chose qui ne doit estre tolleree par Prince Chrestien,nous defendons &c^e. Qui voudra voir le residu de cest article touchant les defenses aux Imprimeurs d'imprimer Almanachs qui ne soyent visitez par les Archeuesques, Euesques, ou leurs commis,& generallement de tous autres liures sans per

*c Syntagma iurii
fol. 489.
col.1.490
col.1.2.*

*d l. artē,
C. de ma-
lesic. &
mathema-
tic.*

*e Orleāz,
§.26.*

permission de sa Majesté, recoure à ce qu'en auons dict au traicté des peines & amendes f.

*f mot Li-
braires.*

§. XXXVII.

Suyuant les anciennes Ordonnances des Roys noz predecesseurs, nous auons defendu, & defendons toutes Confrairies de gens de mestier & artisans, assemblees, & bâquets, & sera le reuenu desdictes Cōfrairies employé, tant à la celebration du seruice diuin, selon l'ordonnance qui en sera faicte par l'Euesque diocesain, qu'à la nourriture des pauvres du mestier, & autres œuures pitoyables.

Confrairie de gens de mestier.] I'ay ailleurs discouru comme les abus des confrairies sont retranchez, les confrairies permises & approuuees par les saincts Decrets & ordonāces de noz Roys ^a. Ce qui se peut retirer de ce texte sans recourir ailleurs, en ce qu'il ne parle que des gens de mestier & artisans, plus addonnez à bâcquetter & faire beaucoup de dissolutions, qu'au seruice de Dieu, qui est le fondement des confrairies. Et ne pretends redire ce que j'ay en autre endroict proposé, touchant la defense des banquetz superflus, l'interdiction d'en faire aucun pour paruenir aux degres & doctorandes pour estre receu maistre en quelque art: la science de soy est alsés suffisante pour donner entree au poursuivant, sans s'aider de ces corruptelles ^b. Qui voudra voir pareille matiere à ceste cy, trouuera aux histoires Romaines qu'aucuns des Empereurs ont retran

*a Traicté
des pei-
nes & a-
mendes,
mot assé-
blee.*

*b mot bâ-
quets. mō
traicté des
peines.*

c. ryrth.
lib. II. C.
II. de ma-
nua.

retranché certaines festes obseruees au mois de May sous pretexte que les habitans assemblez, recognoissans leurs forces, commençoient à s'enorgueillir. Iusques à ce que Honorius & Arcadius les remirent sus, & en permirent l'usage, pourueu qu'il n'y eust aucun desordre, rien contre l'honnesteté, & les bônes meurs^e. A quoy cest Edict semble auoir eu esgard, lors qu'il defend les assemblees & veut que les deniers soyent employez au diuin seruice & nourriture des pauures. Si les confrairies eussent esté du tout interdites, comme cōtraires aux bonnes meurs, pourquoy les Docteurs se fussent ils tant rompu la teste à rechercher si les cōfrairies sont layes ou regulieres? Si le reuenu est sacré, de sorte qu'il y faille autant de solennité qu'à l'alienation des biens ecclesiastiques? Si l'Euesque a droit de visite sur ce qui appartient aux confrairies? S'il prend la portion canonique sur les laiz qui y sont faicts? Si les confraires iouissent des priuileges appartenās aux lieux pies^d, & autres semblables: mōstrāt asés ceux là estre moqueurs ouuers, qui les veulent desraciner de l'Eglise comme chose contraire au diuin seruice, & desplaisante à la Majesté eternelle^e.

d. Anton.
Gabr. lib.
6. titul de
p. a. causa,
conclusi.
e. Cha-
lard. Or-
leans, §.
C.

§. XXXVIII.

Enioignons à tous noz Iuges, de faire garder & obseruer estroictement les defenes portees par les Ordōnances faictes à Orleaus, tant pour le regard des foires, marchés, & danfes publiques és iours de feste, que contre les ioueurs de farce, basteleurs, cabaretiers,

retiers, maîtres de jeux de paulme, & d'escrime, sur les peines contenues esdictes Ordonnances.

Foires, Marchés.] Je reserve à dire sur la coustume de Bourbonnois où le lieu est disposé ^a, *a. 133.*
 comme les Republicques ont quelquesfois interdikt les foires & marchés, & quelquesfois les ont estim^e profitables au public, de^uendans seulement aux rustiques & laboureurs de les frequéter, pour empescher que les terres ne demeurent sans culture. Là ie diray comme la Majesté seule les peut & doit accorder, comme elles doiuent estre tenues, & des priuileges, matiere qui est assés gentille, mais qui ne touche que bien peu l'intention de cest Edict, s'arrestant à oster les foires aux iours de feste, à fin de rendre le peuple plus deuot. Soyons doncques contens pour maintenant, de dire en passant que les Estats de Tours^b ont estimé la multitude des foires preiudiciable au Royaume, & remonstré que les quatre foires de Lyon espuisent fort la bource des François trop friands de draps de soye, par là billonnant nostre bonne monnoye, & les marchands baillans cours à l'estrangere cōme ils veulent, contre les ordonnances. Orleāns est conforme à cest Edict, qui defend les foires & marchés es Dimenches, festes annuelles & solennelles ^c. *b ch. de la marchandise. fucil. 43. pag. 2. & fucil. 54. c Orleāns, 5. 23.*

Danses publiques.] Les premieres danses viennent de Grece, mais elles estoient armées, & on les nommoit Pirriques. Soit que ceste façon de faire leur fust apprinse par Minezue, qui dansa avec l'harnois sur le dos apres la victoire contre les Ti-

tans:ou des Cretes qui nourrirent Iupiter petit garçon aux danſes , armées & aux cliquetis des armes. Homere monſtre combien eſt ancienne l'obſervance de danſer publicquement aux iours de feſte , de nopces & conuiues , lors qu'il declare la graueure du bouclier d'Achilles qui luy fuſt donné par Vulcain. Il y auoit (dit le Poëte) deux cités grauees, l'une preſques ruinee des guerres, l'autre floriffante en paix. Les habitans de ceſte cy ſ'entrecheriffans par feſtins, conuiues, & danſes publicques, & ſe recherchans d'amitiés & alliances.

*La ieuneſſe a l'aureille au ſon de l'inſtrument,
Et d'un allaigre pas ſuit courageuſement,
Et les fenestres ſont de regardans bordees,
De fillettes les huis, des amis œilladees.*

d Dionyſ.
Halicar.
lib. fol.
573.

L'hiſtoire Romaine apprend que les enfans de bonne maiſon meſmes des Senateurs , eſtans de retour du college alloient apprendre à danſer , ce que les Grecs , Perſes , & Indiens , ont obſervé. Les Lacedemoniens cuidoyent la danſe neceſſaire aux gens de guerre , apprenans par là à mieux ſe ranger en bataille. C'eſt un commencement d'Arithmetique, teſmoing les cinq pas le principe de toutes ſortes de danſe. Et le bon danſeur ſçaura plus facilement prendre port & geſte conuenable à l'affaire où il ſe trouuera ^e. Les contenanceſ aux danſes publicques monſtrent ſouuent la temperature des danſeurs. De là nous remarquons qu'il ne faut tant crier apres, comme beaucoup ont voulu, mais que les qualités vicieuſes n'y prennent pied , & ne ſoyent faiçtes hors ſaiſon , comme celles qui maintenant ſe practiquent de nuit. Et com-

ment

e Alex.
ab Ale.
xand lib.
2 cap. 2,
fol. 01.

ment que ce soit, ni quelque couleur qu'on puisse trouuer, les danſes ne valent rien aux iours de feste durant le diuin seruiſe.

Ioueurs de farces. Baſteleurs.] I'ay ailleurs touché ^f comme les Baſteleurs ont eſté chasſez d'Italie, puis rappelez, ſelon que les Princes y ont prins plaisir, & ay propoſé les Edicts & ordonnances de la cour, pour verifier comme ils ne doiuent eſtre ſoufferts tout au moins les iours de Dimenche & feste durant le ſeruiſe diuin: partant ie parleray oultre.

f mot Baſteleurs, Orleans, §. 24.

Cabaretiers.] Mes commentaires aux couſtumes de Bourbonnois font mention des tauernes & cabarets, pourquoy ils ont eſté introduicts à la Republique, quelles perſonnes y peuuent aller, quelles non, en quel temps, & à quelles heures. Dequoy i'ay auſſi dit quelq̃ mot au traicté des peines & amēdes ^g: le lecteur y aura recours s'il luy plaist.

g Couſtū. de Bourb. traicté des peines mot Tauernes, Orleans, §. 15.

Ieu de paulme & d'eſcrime ^h.] Voicy deux reigles qui ſepareront les ieux prohibez & defendus d'auec les licites & permis. Les ieux ſont receus, qui donnent exercice au corps humain & fortifient les membres, eſtant choſe bien ſeante que les habitans s'y exercent, à fin que la republicque s'en puiſſe aider au beſoin, tels ſont les ieux de paulme & d'eſcrime. Mais ceux la qui ne baillēt point d'exercice, qui n'addextrēt ni l'eſprit ni le corps, ſont defendus en toute ſaiſon: tels ſont les ieux de dés & autres d'haſard ⁱ. Ceste diſtinction a faiēt recercher beaucoup de queſtions, s'il eſt loiſible d'actionner pour recouurer l'argent perdu au ieu, ſi les pleiges & fideiuſſeurs ſont reſponſables comme le principal,

h Origine des ieux. Cal. Rho. lib. 20. ca. 14.

i Stepha. Ranch li. 4 conclu. 343.

si l'argent du ieu est communicable entre associés.
Dequoy & des autres semblables ^k, ie remets à vne
autre fois, ne voulant m'esloigner de l'intention
de cest Edict qui defend les ieux autrement per-
mis aux heures du seruice diuin ^l. Iustinian n'a
seulement consideré les heures ordonnees pour les
prieres, mais a voulu reigler les ministres, defen-
dant aux Euesques, Prestres, Diacres, Soubsdia-
cres, Lecteurs, ou autres Officiers ecclesiastic-
ques, de iouer aux tables, ou de regarder ceux
qui y iouent, & de se trouuer aux Basteleurs, sur
peine d'estre priuez des distributions durant trois
ans, & iettez en vn monastere. La glose neantmoins
leur permettant de iouer aux eschés, où y a dexte-
rité d'esprit à renger & gouverner le rot, cheua-
liers, mats, pions, & faire marcher le Roy & la
Royne, pourueu que le ieu ne soit point pour aua-
rice, & qu'il n'y ait argent sur table ^m. Et à dire
vray les ieux semblent estre contre les bonnes
mœurs, en ce que la stipulation est permise, par
laquelle on promet payer cent escus la premiere
fois qu'on sera trouué au ieu. Seló la reigle, Qu'au-
cun peut estre retiré de mal faire contractant peine
certaine, en cas qu'il sera trouué contreuenir à la
conuention, encores que celuy qui s'est stipulé n'en
reçoie aucun interest particulier ⁿ. Aussi les
Ioueurs ordinaires ne sont receus à tesmoigner ^o.
Voyez plus plainement de ceste matiere mon trai-
cté des peines & amendes ^p.

Ordonnance.] C'est le §. 102. de l'Edict
d'Orleans.

Defen

k Synta.
Iur. verb.
filiius fami-
lias, col. 1.
fol 407.
l Orleans
§. 25.

m Authé.
de sanctis.
episcop. §.
interdici-
mus Bar.
n Steph.
Ranch li
1. conclus.
385.
o *Stepha*
Ranch li
3. conclus.
174 - les
Turcs bail-
lent l'in-
famie au
ioueur, a-
uec perte
d'argent.
Bellefor.
li. 2. ca 13.
fol 7. ho-
stior. uni-
uers.
p *mot*
souuents.

§. XXXIX.

Defendons à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soyent, de se promener dedans les Eglises, durant la celebration du service diuin : Enioignant aux Huissiers & sergents sur peine de priuation de leurs estats, de mettre & constituer prisonniers ceux qui se trouueront contreuenir à la presente Ordonnance.

Promener dedans les Eglises.] L'homme qui craint Dieu doit auoir principalement à cœur d'observer ses commandemens. Ce n'est assés d'aller à l'Eglise, faire dire des Messes, se mettre de toutes contrairies, ieusner apparemment par dehors, & au dedans songer comme on pourra piller, & detracter du voisin. Ce n'est faire chose qui vaille d'estre concuteur, vsurpateur du bien d'autrui, & de l'argent iniustement extorqué bastir des chapelles. Le Prophete enseigne tout cela. Les oblations des meschans sont abominables deuant Dieu, qui refuse les offrandes prouenues d'vsurpation. Et quoy (dit Esaye) vous ieusnez & songez comme vous pourrez tourmenter vostre prochain, ie ne veux point de tels ieusnes. Le prophete Hieremie en parle plus seuerement. Ne priez point pour la prosperité de ces desguisez, ie n'orray point leurs prieres, lors qu'ils ieusneront, & ne receuray point leurs oblations, mais les accableray par peste, guerre & famine ^a. Doncques le cœur est pre-

a *Iodoc.*
Dambou
de lib. Pa
rii. verb.
facere.

mièrement requis, puis les œuvres extérieures, si-
gnamment les prières & la deuotion, tandis que
s'ommes dans la maison du Seigneur. Les loix nous
apprennent que ceux qui vont aux Eglises pour se
monstrer, faire voir leurs beaux habits, ou pour de-
uiser de leurs affaires, celebrent leurs festes non cel-
les du Seigneur. Dequoy ne feray plus long pro-
pos pour en auoir dit ce qu'il m'en sembloit au
traicté des peines & amendes, où ie n'ay oublié la
belle sentence prononcée par la bouche du Sau-
ueur du monde, lors qu'il chassa les marchands du
temple. Les saincts Decrets, constitutions Cano-
niques, Estats du Royaume, Edicts Royaux, Ar-
rests de la cour à ce afferant ^b, où le lecteur aura
recours, pour ne repeter que le moins qu'il me sera
possible de ce qu'auons dict ailleurs. Oultre ce
que pouuons auoir dit, l'ordonnance de Iustinian
monstre quelle reuerence doit estre portée aux tem-
ples publics, lors qu'il defend les chappelles parti-
culieres (sinon pour ce qui est des prières) & veut
que les Saincts Sacremens soyent traictés à l'Egli-
se ^c. Constitution qui nous fait entendre
combien le lieu est saint & sacré, & en quelle re-
uerence nous nous y deuons comporter ^d.

§. XL.

Pour obuier aux abus & inconueniens qui
adiennent des mariages clandestins: Auons
ordonné & ordonnons que noz subiects, de
quelque estat, qualité & condition qu'ils
soyent, ne pourront vallablement contra-
cter

*b mot fe-
stes viol-
les, mot
Eglises,
tras. le des
peines.*

*c Authē-
re in pri-
uas domi.
Syntagm.
iur. verb.
ecclesia,
col. 2. fol.
234.
d. Canon.
non opor-
tet, ca. se-
quent. di.
sim. 42.*

eter mariages sans proclamations precedentes de bans, faicts par trois diuers iours de feste, avec interualle competant, dont on ne pourra obtenir dispense, sinon apres la premiere proclamation faicte, & ce seulement pour quelque vrgente ou legitime cause, & à la requisition des principaux & plus proches parents communs des parties contractantes. Apres lesquels bans seront espousez publiquement. Et pour pouuoir tesmoigner de la forme qui aura esté obseruee esdicts mariages, y assisteront quatre personnes dignes de foy pour le moins : dont sera faict registre, le tout sur les peines portees & indictes par les Concilles. Enioignons aux Curés, Vicaires & autres, de s'enquerir soigneusement de la qualité de ceux qui se voudront marier. Et s'ils sont enfans de famille, ou estans en la puissance d'autrui : Nous leur defendons trestreictement de passer oultre à la celebration de sdicts mariages, s'il ne leur apparoit du consentement des pere, mere, tuteurs, ou curateurs : sur peine d'estre punis comme fauteurs du crime de rapt.

Mariage clandestin. J Pour cognoistre comme ce qui est faict clandestinement est plus ou moins puny que ce qui est executé à la veüe de tous, il est besoin de considerer la qualité des actions. Ou

ce que nous entreprenons est du tout reprouvé, ou il est permis : mais la qualité seulement le rend haineux. Les crimes sont du rang des choses reprouvées, partant celuy qui offense publicquement est plus rigoureusement châtié, que qui forfaict à cachette. Mais quand la seule qualité rend l'acte meschant, l'entreprinse secrette est plus punissable. Prenons l'exemple de nostre texte : regulierement s'il n'y a quelque empeschement au contraire, il est permis contracter mariage. Ceux qui poursuivent les alliances du vouloir des parêts, sont recommandables, & les cachees & clandestines entreprinse fort à vituperer ^a. Or les loix apprennent que tout ce est clandestinement entrepris qui est poursuiuy en l'absence de ceux qui auctoriseroyent l'affaire par leur presence, ou quand nous laissons arriere les solennités accoustumées. Nous verrons au §. suiuant du premier point, & ce dernier même est prouvé par disposition de celuy que nous interpretôs. Les mariages declarez clandestins, qui ne sont contractez en la presence des parents & alliés, avec publication de bans, & en face de sainte Eglise ^b.

Proclamations de bans.] Les loix Ciuiles ne se sont guieres arresté aux ceremonies portées par nostre Edict, lors qu'elles ont estimé le mariage legitime par cohabitation & demeurance commune, & ont receu les preuues des tesmoins qui deposent qu'Antoine & Guillemette demeuroyent ensemble en mesme maison, se traitoyent comme mary & femme, sont coustumiers, & estoient tenus & reputez tels par les voisins, &

autres

^a *Anto. Gab. l. 1. tit. de testib. concl. 19 nu. 12. Syntag. iur. verb. de testib. f. 184. col. 1.*

^b *Steph Ranchin. lib. 1. concl. 117.*

autres qui les cognoissoient. Mais les Canonistes pour obuier à beaucoup d'abus, y ont baillé des formes que doiuent garder ceux qui desireront contracter legitiment^e. L'une est la proclamation des bans, desquels Innocence parle ainsi : Nous re-
prouuons tous mariages clandestins, defendons aux prestres d'y assister, & ordonnons pour retrancher ces abus, que la coustume obseruee en quelques endroits particuliers, ait lieu par tout. Sçauoir que ceux qui veulent se marier facent publier leurs bans^d à l'Eglise publiquement, avec delay competent entre les deux, à fin que ceux qui sçauront quelque empeschement, ayent loisir de le proposer, & que les prestres s'en puissent informer. Que s'il y a quelque coniecture tendant à l'empeschement le prestre suspendra le mariage, iusques à ce qu'il sera plus plainement informé de la verité du faict^e. Le Concille de Trente les a approuués, reiettant neantmoins à la discretion du Pasteur d'en pouuoir dispenser^f.

Esposer publiquement.] Cecy est pour reproouuer les concubinages que les loix ciuilles receuoient, appellans les enfans naturels ceux qui estoient nez en la maison paternelle de celle que le pere auoit prinse pour concubine, luy portant pareille ou peu moindre affection qu'à la femme espousee, les enfans qui en naissoient mis au nombre des parents, & prenans part à la succession de leurs peres & meres^g. Auourd'huy ils demeurent bastards, toutesfois peuuent estre legitimez par mariage subsequant^h.

Quatre personnages dignes de foy.] No-

*e Steph.
Ranchin.
lib. 1. con-
clus 2. 9.
Synagm.
iur. verb.
ex annul.
f. 39 co 2.
d de ceste
reix l'an
Argent.
rub. etul.
des appro-
priances.
mot par
Bannies,
fol. 23.*

*e ca. r. l. 10.
de clādest.
dissolat.
f. Guib.
Cistan. 11.
de supen-
clandest.
fol. 163.*

*g Syna-
gma. iur.
verb filij,
col. 1 fol.
407.*

*h l. doc.
Damhond-
der. libro
Parium,
verb. ma-
trimoniū,
Stephan.
Ranchin.
lib. 2. con-
clus. 163.*

stre texte parle du nombre & de la qualité des tes-
moins, le nombre a esté de deux, ordonné par les
loix. Le dernier Concille semble s'en contenter,
traictant la forme qui doit estre tenuë à la solemnité
des espousailles. Nous declaron les mariages nuls
qui ne seront cōtractez en la presence de son Curé,
Vicaire, ou autre prestre deputé, en la presence de
deux ou trois tesmoins ⁱ, & cest Edict en veut qua-
tre. Quant à la qualité, les Docteurs ont comparé
les caules criminelles & de mariage, receuans aux
deux mesmes tesmoins, & reietans en l'une ceux
qui ne sont admissibles en l'autre. De là comme la
preuue d'un tesmoing ioincte à la renommee ne vaut
au criminel, aussi n'est elle receue en debat sur ma-
riage. Et les preuues concluantes plus claires que
le plain midy, sont de mesmes requises au mariage,
qu'elles le sont au procès criminel ^k. En toutes deux
les tesmoins soyēt maieurs de toute exceptiō c'est
à dire sans reproche. Je diray ailleurs si les femmes
y sont receues, & les parents, ayans esgard à leur
bonne renommee, qualité honorable, s'ils parlent
pour la nullité, ou perfection du mariage, si les par-
ties sont de condition inegalle, l'un beaucoup plus
aduātagé que l'autre, & si la depositiō apporte pro-
fit au parent & amy intime de celui qui depōse tou-
tes cōditions & qualités, qu'il faut considerer pour
admettre ou reietter le tesmoing. Car encores que
les parents soyent creus parlās du mariage de leurs
descendans, si n'y auroit-il point de raison de les
receuoir lors qu'ils dient que quelque enfant de
bonne & riche maison, a contracté avec leur fille
pauvre & de basse estoffe ^l. Cecy suffira pour l'expo-
sition

*i. Gmib Cō
stant tit.
de matri-
cand. tit.
fol. 103.*

*k. Todoc.
Da. h. m.
lib. 2. tit. 1.
verb. cau-
sa matri-
monii. n.*

*l. Anto.
Gab. 1. 1.
tit. de test.
co. 1. u. d.
C. 2.*

sition de l'article, le residu estant de la matiere du §. suyuant.

§. XLI.

Nous voulons que les Ordonnances cy deuant faictes contre les enfans contractans mariages sans le consentement de leurs pere, mere, tutéurs, & curateurs, soyent gardées: mesmement celle qui permet en ce cas les exheredations.

Consentement de leurs pere, mere, tutéurs.] Les plus anciens Decrets reprobent le mariage contracté sans le consentement des parents. Euariste souuerain Pontife en parle ainsi : Le mariage est illegitime qui a esté accompli sãs auoir eu le consentement & auctorité de ceux qui tenoyent la fille en leur puissance, ou l'auoyent en leur garde. Doncques faudra qu'elle soit demandee aux pere, mere & prochains parêts, qu'elle soit fiancée de leur auctorité, & dottee selon que les loix ont voulu, puis que le prestre les benisse, prie sur eux, & les espouse solennellement, tout ce qui est autrement entrepris est plus adultere & paillardise que mariage ^a. Pour le regard de la mere & ayeulle, Tibere monstra comme non les filles seulement, mais les femmes prestans l'aureille aux secondes nopces, ne doiuent oublier le conseil de leurs predecesseurs: lors qu'il respondit à Seian pretendan Liue à mariage. Liue (dit il) aduifera si elle se doit remarier apres le decés de son Drusus : & puis elle a encores sa mere, & ayeulle, qui luy sont conseils

a Can. d. luer, 30. quæst. 5.

b Cernel. seils plus intimes ^b.

Tacitus, Et curateurs.] Cecy est contre l'opinion du
annal.lib. Jurisconsulte Paul. Ce n'est l'office du curateur de
4.fol.215 s'entremettre du mariage de sa pupille, il est seule-
 ment preposé aux biens. Aussi Seuere & Antonin
 en ont ainsi escript, le Curateur gouverne les biens,
 & la pupille se peut marier à sa volonté ^c.

e l'scien- Les exheredations.] D'autant que ie pretens
dum, ff de estre succinct à l'exposition de cest Edict, & que
ris. nupti. mes commentaires sur la coustume de Bourbõnois
d Synta- traictent pareille matiere, ie ne rempliray le papier
gma. iuris pour discourir au long les questions, si le pere est
f.223.col. tenu de dotter la fille qui s'est mariee oultre son gré,
2.g.6. ver & s'il la peut exhereder. Suffira de resouldre que le
bo dos, & pere est tenu (selon les Canonistes) dotter la fille
fol. 425. qui n'a attedu sa volonté, pourueu qu'elle aye prins
verb. filia, vn mary digne d'elle. Ils ne s'arrestent au droict
col. 2. & ciuil, qui permet l'exheredatiõ de la fille mineur de
fol. 426. vingt-cinq ans, laquelle s'est mariee à sa fantasie ^d.
col. 1. & Encores beaucoup plus ont tenu que se marier à
verb. filia- l'indigne n'est cause suffisante d'exheredation ^e.
familias, Remarquons que nostre Edict parle proprement
fol. 427. en ces mots, Qui permet les exheredations,
col. 1 & d'autant qu'elles ne sont encourues de pur droict,
verbo do- mais demeurent à la disposition des parents de ex-
tem, folio hereder les enfans, ou leur remettre l'offence, &
227.col. 2 laisser prendre les droicts successifs & autres qui
e Stepha. leur appartenoyent auant la faulte ^f. Ainsi doit
Ranchus. estre prins l'Edict d'Henry second, parlant des
lib. 1. con- mariages clandestins, & des peines contre les en-
clusi. 111. fans temeraires, qui se marient oultre le gré des
lib. 3. con- parents.
clus 410.
lib. 4. cõ-
cus. 413.
f Guibert.
Constan.
tit. de nu-
pri. clan-
dest. num.
122. foli.
164.

§. XLII.

Et neantmoins voulons que ceux qui se trouueront auoir suborné fils ou fille mineur de vingt-cinq ans, sous pretexte de mariage, ou autre couleur, sans le gré, sceu, vouloir, & consentement exprés des peres, meres, & des tuteurs, soyent punis de mort, sans esperance de grace & pardon : Nonobstant tous consentemens que lesdicts mineurs pourroyent alleguer par apres auoir donné audict rapt, lors d'iceluy ou au parauant. Et pareillement seront punis extraordinairement tous ceux qui auront participé au rapt, & qui auront presté conseil, confort, & aide, en aucune maniere que ce soit.

Suborné.] Celuy ne fait moins de mal, qui corrompt le iuge par beau parler & langaige fardé, que s'il l'auoit vaincu par argent & prelens. L'homme prudent ne se laisse surprendre par offres de deniers, mais est souuent abbatu par vn beau diseur. De mesmes la femme n'est point moins iugee auoir esté rauie lors qu'on l'a gaignee par parolles flatteuses, que si elle auoit esté attirée par argent ou par menaces. Et ceux la sont nombrez entre les rauisseurs, qui par allechemens, par propos emmiellez, & trompeurs attirent les filles à leurs cordelles.

*Le poisson est surprins ascourant au crochet,
Et par vn beau langaige on prend au treslucet*

a Synta-
gma iuris
verb. adul
tera. col. 2
fol. 21.

*La fille, qui par trop preste aux deuis l'aureille:
C'est ainsi que l'amy me lie, & me martelle².*

Nonobstant tout contentement. Justinian monstre combien l'assëurance est pauvre de ces pipeurs, qui cuident auoir asés faiët, s'ils peuuent se-
duire quelque fille de maison, & luy faire part de ce
qui est caché sous l'esguillette pour arrhe indisso-
luble de leurs intentions. C'est le seul moyen (au
dire de tels ouuriers) de se faire grands & d'un plain
faulx s'adopter aux bonnes & honorables maisons.
L'Empereur monstre que ces suborneurs qui ne
sçauent se mesurer à leur pied, doiuent estre forclos
de leur oultreuidee esperance, & entreprinse de-
prouce, commandant aux parents de ne les receuoir
sous couleur du consentement de la fille, qui le
prestera facilement: à fin d'auctoriser ou couvrir
ses premieres faulx. Voila cōme il en parle: Nous
voulons que la fille rauie ayant receu les interets
de son rauisseur, se puisse marier par le conseil de
ses parents, pourueu que ce ne soit avec celui qui a
entreprins contre sa chasteté. Car iamais ne nous
sçeut entrer à l'esprit, de pouuoir accorder le ma-
riage avec l'homme qui l'a premieremēt pourfui-
uie, de mesmes quel'ennemy qui à main armee se
presente à la bresche. Est-il pas plus seant que les
ieunes amoureux s'adressent aux parents de la fil-
le, ou autres qui l'ont en gouuernement, pour la leur
demander, selon l'ancienne coustume & noz or-
donnances, à fin que suiuant l'intention des plus
prochains le mariage soit accompli? C'est chose
trop assëuree que la simple & ieune fille n'aban-
donneroit iamais son honneur de gayeté de cœur,
si elle

si elle n'auoit esté battue du plat de la langue, sollicitée & attirée à ce malheur par execrables & damnable artifices des ravisseurs ^b. Doncques & le ravisseur, & les parents, qui ne s'esueillent pour poursuivre la vengeance de l'offence sont punissables, nous dirons comment au mot suiuant.

*b l. vnic.
§. & si
quidē, C.
deraptor.
virgin.*

Soyent punis de mort.] Voicy l'intention de Iustinian. La peine de mort ne sera propre seulement aux ravisseurs, mais à tous autres qui les auront encouragé ou accompagné à leurs entreprises, qui en auront esté participans. ou consentans, les auront receus, leur auront donné conseil ou faueur, & condamnons les paresseux à l'exil, qui souffrent ce tort sans reparation, remettans la vengeance d'une trop iuste douleur ^c.

*c d §. &
si quidem.*

Consentement au rapt.] L'Empereur n'a oublié de toucher ce poinct. Nous voulons que les peines ordonnées contre les ravisseurs aient lieu au rapt, sans s'arrester si les filles y ont consenti ou résisté ^d. Comment se fait cela, veu que la confession des parties confirme les cōuenances douteuses, & sert de plaines preuues pour sçauoir s'il y a eu mariage ou non ^e? Cela est ainsi ordonné, d'autant que l'offence ne touche seulement la fille ravie, mais les parents: non seulement les parents, mais la Republicque. Doncques le consentement de la fille, ni l'auctorisation des parents, ne seruent de riē pour excuser le rapt accompli. La Republicque est offensée lors que les reigles d'honnesteté sont mesprisées.

*d d §. &
si quidem,
cano. lex
illa, 27.
q 2.
e Bartol.
authen de
raptorib.
mulier.*

Conseil, confort, & aide] Les peines qu'auons ordonnées contre les ravisseurs, qui sont exil

per

*f d s &
si quidem,
l. 1 c. si re
Et pro -
vinc.*

perpetuel, & confiscation de biens, empoigneront ceux qui les ont accompagné au rapt, & tous autres qui auront presté aide, & confort, ou auront sçeu leur intention f.

§. XLIII.

Defendons à tous Tuteurs accorder ou consentir le mariage de leurs mineurs, sinon avec l'aduis & consentement des plus proches parents d'iceux : sur peine de punition exemplaire.

*a Can si
pater, C.
de sponsa.*

*bl 1. C. de
nupt.*

Tuteurs accorder.] Quand le pere a disposé du mariage de sa fille, le tuteur, la mere, & autres parents n'ont autre chose à faire que d'effectuer son intention, & ne peuuent y contreuenir encores que la fille fust de leur opinion. Ce seroit chose trop inique de suiure la volonté des tuteurs peut estre gaignez par argent, contre l'expresse intention du pere: & la fille n'en doit estre creüe, laquelle n'a le cerueau assés arresté pour se bien conseiller, & suiure ce qui luy est plus profitable ^a. Que si le pere n'a rien disposé, & que la mere soit d'une opinion, le tuteur d'une autre, & les parents ayent leur voix à part, le President de la Prouince en ordonnera ^b. Or combien que le consentement du tuteur au mariage de sa mineur soit de grande auctorité, si ne le peut il donner à son profit, interdict de l'espouser ou la donner à femme à son fils auant la tutelle finie, que la fille aye attainct vingt-cinq ans, que son tuteur luy aye rendu compte, payé le reliqua de l'administration, & qu'elle soit hors le temps de restitution:

tution : autrement le mariage est nul de droit civil, ce que les Canonistes ne veulent accorder ^{c. c. Sec. Rā}. Noz Iurifconsultes l'ont ainsi ordonné, pour obuier ^{chi lib. 2.} à la malice des Tuteurs qui ordinairement marieroyent leurs mineurs riches & de grādes maisons, à leurs enfans pauvres & belistres, ou s'aideroyent de ce baston pour couvrir leur mauuaise administration ^{cōcl. 197.} d.

§. XLIIII.

Pareillement defendons à tous Notaires sur peine de punition corporelle, de passer ou receuoir aucunes promesses de mariage par parolles de present. ^{d. Iodoc. Dāhond. li. Parin, verb. de cere.}

Parolles de present.] Iustinian baillant police sur les diuorces, monstre que le consentement est la premiere perfection du mariage, lors qu'il accorde la separation des mariés quand elle vient de volonté mutuelle. Il dit, l'une des sortes de separer est, quād le mary & la femme se despartent de leurs premieres promesses. Dequoy ne ferons plus long propos, considéré que les liaisons & dissolutions se gouuernent selon les conuentions des parties ^{a. Auth. de nuptiis §. distrahantur.}. Le consentement (dient noz loix) fait le mariage ^{b. l. nuptias, ff. de regul. Iur.}. Les Canonistes s'y accordēt, & n'ont ordonné beaucoup de ceremonies auourd'huy obseruees à l'Eglise de Dieu, sinon pour contenir au deuoir vn tas de peuple mal apprins, qui se despartiroit facilement de ses promesses aux premieres riottes domestiques, s'ils auoyēt promis en la presence d'un asne & d'un mulet. Aussi le Canon dit: Si quelqu'un promet à vne fille de la prendre à femme, encores

que la promesse soit faicte sans tesmoins, à secret, dans son oratoire, elle sera sa femme, combien qu'il n'y aye aucune assignation de dot, ni escript quelconques sur leurs convenances. Car les loix qui ont condané les mariages clâdestins, ne l'ont faict pour dissouldre les accordances des personnes de bonne conscience, & qui ont volonté d'y perseuerer, mais pour empescher que les villons n'abandonnent celles qu'ils ont seduites, deslors que leur premier feu commencera de se refroidir^e. Dôcques les contracts ne sont necessaires sinon pour monstrier côme le tout s'est passé. Suffit (dit Bartolle) de se presenter à l'Eglise, car le mariage n'est asseruy à la plume du Notaire, sinon que la qualité des personnes illustres face dire le contraire^d. Suffit que le consentement y soit, comment qu'on le puille tirer par gestes côme au muet, ou par Procureur, ainsi que les grâds Seigneurs le practiquēt^e. Or les mariages soit par escript, ou en presence de tesmoins estoyēt de double sorte par le passé, les vns par parolles de present, les autres par parolles de futur. La Majesté d'Henry reiette les premiers, d'autant que beaucoup de ieunes enfans fils ou filles estoyent seduits sous couleur d'une promesse tiree par amadouēmēs, flatteries, craintes, & impresions. Souuenons nous, attendant que vous receuiez ce que ie dis sur la coustume de Bourbónois^f, que les Canonistes n'ôt iamais trouué bon (sinon que la necessité l'aye voulu) ces beaux contractans, qui deslors de la parolle donnee la confirment par l'accouplement, & quelques-fois se prennent de meilleure heure à la desrobbee, & comencent à dire, nous nous estions promis seulement

*e Can. si
quis diu-
m. 30 q
5.*

*d Authē.
quib mo-
nuit eff.
legit m.
e q quo
miam
e Bar. d.
a hen. de
nuptu, et
authē vt
licet ma-
tri, quia
v. 10.*

f 5. 233.

lement quand le ventre est plain. Pourquoy est ce qu'on ne deliure la fiancee au mary deslors que les promesses sont arrestees? C'est d'autant (dit S. Augustin) que nous trouuons le fruit plus sauoureux, qui a esté plus longuement souhaitté & recherché, & à fin que le mary ne se lasse incontinct de celle qu'il luy a donnée auant que s'estre apperceu combien il l'aimoit &c. C'est l'occasion pourquoy il n'y touchoit qu'elle ne luy fust solennellement deliuree, & conduite dans la maison: cōbien que Bartolle aye touché d'autres cōsideratiōs, l'vne seruāt à l'interpretation de ce texte, quād il dit: La femme estoit menée à la maison du mary, à fin que par ceste cōduite on fust asseuré du mariage cōtracté par parolles de present, si la preuue n'en pouuoit estre tirée d'ailleurs ^h. Quoy que l'Aretin aye voulu les preiēts, les baisers, les embrassemēts, la cōduite en la maison du mary, & la copulatiō ne rendre le mariage cōsumé, quand les promesses sont faictes par parolles d'aduenir seulement. Mais à fin de cōprendre qui peut auoir meufsa Majeste d'oster les promesses par parolles de present, voyons en deux mots combien elles pesoyent. Le mariage de present entre personnes capables lie de mesmes que s'il y auoit eu cohabitatiō. Cecy ce verifera aux laiz & aux clercs. Le lay ne peut delaisser la fēme qu'il a prinse sous ceste cōuentiō, quelque infirmité naturelle qui luy soit suruenue, voire qu'elle luy eust faict porter les cornes en herbe. Il n'y a moyen de rōpre ce lien, sinō q̄ par cōtraire cōuenāce, quād les cōtrahāts s'en despartēt, & q̄ la Sainte eūctere auctorise la dissolutiō ^k. Le clerc qui cōtracte par parolles de present, pert ses benefices, encores q̄

g Can si
quā, can.
institutū,
27. q. 2.

h Authē.
de nupt.
§ 1. un. 6.

i Ludo. de
Gonzadi.
cōfil. 1. nu.
3 Stepha.
Ranchin.
cōc 244.
lib. 4.

k Stepha.
Ranchin.
§ par. cō-
cl 14 Lu-
dou de. iō
rad d. cō-
fil. 1.

*l Ranch.
d lib. 5. cō
clu. 403.*

sa fiancée meure avant la consummation, ou que le mariage soit vicieux pour auoir promis à sa parente ¹. Qu'ay ie doncques voulu dire, lors qu'ay limité le mariage par parolles de present aux capables de contracter ? C'est à fin de sauuer ceux qui ont faict ces promesses avec vne ieune fille en bas aage, & se lassans (peut estre) de trop attendre, en espousent vne autre, avec laquelle ils accomplissent tout ce qu'on scauroit souhaitter au mariage. Car lors le premier sera aneanty, soit que le plus fort lieu gagne le moindre, soit que le defaut d'aage empesche la vertu des promesses, & rende le mariage nul, soit que telles conuentions faictes avec vn, qui par son bas aage n'a pouuoir de les faire ou receuoir, changent leur naturel, & rendent les parolles de present aussi peu vicieuses que les parolles d'aduenir, qui peuuent estre facilement annullees ^m. Or conuient remarquer que ces beaux beueurs au nom de mariage ne contractent par parolles de present. C'est le consentement & la parolle bien couchee, & en propres termes qui fait tout cela ⁿ. De ces rigueurs vous pouuez voir si nostre Prince a esté iustement esmeu d'oster ces conuenances trop odieuses, qui se faisoient sous les parolles de present, souuent au grand desaduantage des contrahans, & mespris des parents, qui pilloyent patience : estans contraincts receuoir celuy pour allié, auquel ils n'eussent voulu donner la chambriere de la maison. Allons aux articles suiuan, mais qu'ayons souuenance que ce n'est contracter par parolles de present, quand on promet de n'en auoir iamais d'autres qu'elle a femme, car ce terme sent son aduenir,

*m Ranch.
ls. 5. concl.
98. Argē.
de donas.
§. 210 gl.
6 fol. 38.
n Stepha.
Ranchm.
concl. 33.
part. 5.*

nir, & ne touche en rien le present °.

§. XLV.

Nul ne pourra estre Vicaire general, ou Official d'aucun Archeuesque ou Euesque s'il n'est gradué & constitué en ordre de Prestre. Et ne pourra le Vicaire ou Official tenir aucune ferme de son Prelat, soit du seau ou autre.

Vicaire general.] Cest article est presque entierement interpreté par Rebuffe, lors qu'il donne la difference entre le Vicaire, & le delegué. Cestuy cy estant extraordinaire, l'autre ordinaire, & tenant le siege de l'Euesque: aussi l'appel de ses iugemens va au superieur, & ceux du delegué au delegant. Il monstre plus que les Vicariats ne valent rien s'ils ne sont generaux, & donnez à personnes capables. Car les particuliers offenceroient les Concilles, qui defendent les reserues & la prouision des benefices remplis. Mais comme entend il la generalité? Lors que l'Euesque donne au Vicaire pouuoir de disposer du spirituel & temporel, & de conferer tous & vn chacun les benefices qui vacqueront, sans exprimer à l'endroict de qui. Ceste generalité peut estre resserree par le temps & le lieu: car le Vicariat ne doubtera de valloir, sur lequel l'Euesque permet la collatiō de tous les benefices qui vacqueront en telle ville, du iour des lettres, iusques aux festes de Pasques prochainement venant ^a.

En ordre de prettrise.] Voicy les cinq qualitez que doit auoir le Vicaire general. Il doit estre de bōnes meurs, biē instruit aux sainctes lettres, d'a-

o Stepha.
Ranchin.
4 part. cō
clu. 243.

a Rebuff.
fol. 52 53.
tit. de vi-
car. epis.

b *Rebuff.* ge meur, qui n'aye aucun office royal, & soit receu
rb. suprà. aux ordres sacrés *b*. Pourquoy nō, veu que ces qua-
c *cap. 1. de* lités sont necessaires aux simples Vicaires des Par-
offi. vica roisses *c*? Ceste derniere qualité portee par nostre
in Clem texte, osterà le doubte qu'on faisoit au parauant si le
d *yntra-* Vicaire peut cōferer en faueur de son fils, & reprou-
gma iuris uera la conclusion qui estoit pour l'affirmatiue *d*.
verb. filio, Voila comme il les faut choisir: parlons maintenant
col. 2. fol. de leur pouuoir. Auant que le Vicaire puisse con-
409. ferer les benefices, faut qu'il soit constitué general-
e *Stepha* lement au spirituel & temporel, avec pouuoir ex-
Ranch li près de conferer l'vne des clauses ne vallant rien
1. conclu. sans l'autre *e*. Vray est que sans ce pouuoir exprès, il
474 peut en vertu de son office instituer ceux que les pa-
f *Synbar* trons luy presentēt *f*. Reste de cōsiderer deux reigles
sur verb singulieres & de remarque: l'vne, que l'Euesque ne
epif. om. reuocque le Vicaire premier par la creation du se-
fol. 179. cōdē. L'autre que le substitut du Vicaire qui à puis-
col. 2. sance de substituer peut conferer le benefice vacāt
g *Steph.* au Vicaire. Les Canons l'ont ainsi voulu, d'autant
Ranch li que le substitut n'a point sa puissance du Vicaire
3 conclus. qui l'a mis en la charge, mais de l'Euesque *h*. Je de-
10. manderoye volontiers auant que passer oultre, si le
h *Le mai-* Vicaire a puissance de conferer les benefices, & re-
stre, arr. 1. ceuoir les inlinuations hors le Diocese. Sembleroit
1. de ap- que non: parce que l'ordinaire mesmes est personne
pel. Ran- priuee hors les enclaves de sa Iurisdiction. Les Ca-
chin li 4. nonistes & practiqueurs François ont tenu le cōtrai-
concl. 38. re, partant que inlinuer & conferer ne sont actes de
i *Stepha.* Iurisdiction contentieuse *i*. Le residu de cest article
Ranch li. est conforme a l'Edict d'Orleans, qui defend aux
4. conclu. Prelats de bailler à ferme le spirituel de leurs bene-
224. fices,

fices, ni les Vicariats à leurs fermiers, & commande aux iuges de n'y auoir aucun esgard ^k. Qui voudra voir d'une autre sorte de Vicaires que les Prelats rompus d'aage, ou detenus d'infirmité de maladie, doiuent appeller pour vacquer à leurs charges, & veiller sur le troupeau, il aura recours aux commentaires de la susdicte Ordonnance ^l, où ie vous renuoye, à cause de la brieueté promise par tout ce petit œuure. Les Monarques ont quelquesfois associé à la corône, & les peres de famille se sont choisis des heritiers auant le temps, à fin de passer les derniers iours hors de soucy, en repos ^m.

*l. Orleães,
§ 17 Bua-
gnyon, §.
23 fo. 72.
de la iusti-
ce. Bloys.*

*l. Chalar.
§ 7 Or-
leães.*

*m. Argen.
§ 264.
verb. Telle-
tre, f 210.
d. s. appro-
priances.*

§. XLV I.

Tous deuolutaires, ayans obtenu prouisions fondees sur vacations de droict, seront admis & receus à en faire poursuite, encores qu'il n'y ait aucune declaration precedente, nonobstant le contenu en l'Ordonnãce d'Orleães. A la charge toutesfois de bailler bonne & suffisante caution, & d'eslire domicile, & de contester en cause dedans trois mois, à compter du iour de leur prise de possession, & de mettre les procès en estat de iuger dedans deux ans au plus tard. Autrement, & à faute de ce, defendons à noz iuges d'auoir aucun esgard ausdicts deuoluts. Voulans silence estre imposee ausdicts deuolutaires: Ausquels aussi nous defendons de s'immiscer en la iouissance des fruits desdicts benefices,

au parauant qu'ils ayent obtenu sentence de prouision , ou diffinitive , à leur profit, donnee aues legitime contradicteur , qui est celuy qui iouit & possede , & sur lequel le deuolut est impetré. Et là où il le feroit , nous le declaron descheu du droict possessoire par luy pretendu, tant par ledict deuolut, que autrement.

Fondez sur vacation de droict.] Les deuoluts sont ordonnez pour euitier les pertes & malheurs que souffrent les Eglises, qui demeurent trop longuement sans chef. Et n'est autre chose deuolut que le rescript obtenu de sa Saincteté, par lequel l'impetrant est pourueu du benefice qu'il a déclaré vacât plus lōguement que les ordonnâces Ecclesiastiques ne permettent. La vacâce est de double sorte, l'vne de faict, l'autre de droict. Celle de faict, quand le benefice qui a grande dignité n'est rempli dans les trois mois, & les autres moindres dans six mois, à compter du iour que le dernier possesseur est decédé. Et pour le regard de ceux qui dependent de la presentat ion du patron lay, dans quatre mois : les ecclesiastiques ayans six mois pour presenter ^a. La vacance de droict est lors que le benefice est répli, mais celuy qui en iouit, s'y est intrus, n'a tiltre vallable, ou est incapable de faire la charge. Dyne remarque ces trois fautes au tiltre, & en la personne de celuy qui l'a obtenu. Lors que le tiltre est donné par celuy qui n'auoit droict aucun de l'accorder, quand la forme requise n'a esté obseruee, ou

a Praxin
Rebuff. de
deuoluto.

110 f. 241.

ou que celui qui l'a obtenu est incapable^b. Pour ce dernier poinct, c'est de mesmes d'auoir vn pasteur inutile & n'en auoir point. L'Eglise est vefue qui est pourueuë de l'Euesque muet, ou de mauuaïse volonté à faire sa charge. Le Prelat inutile est estimé personne morte. C'est ce que dict Hostiensie en ces propres termes: l'Eglise est vacante qui a vn Euesque inutil^c. C'est ce que dient les Canonistes, la volonté, la paresse, & la mort, sont prins de mesmes pour exclure celui qui autrement auoit meilleur droit au benefice, & le rendre vacant par deuolut^d. C'est la vacance de droit, de laquelle parle nostre Edict.

Qu'il n'y aye aucune declaration precedente.] Nous entendrons si cest article est plus equitable que l'Edict d'Orleans, auquel il derogue^e en considerant les resolutions canoniques sur ce poinct. Combien qu'il y ait beaucoup de cas qui priuent de droit le beneficié de son benefice, si est ce qu'il est necessaire d'auoir sentence de priuation, & sur ce oster la possession au condamné. Toutefois ceux qui scauront que le beneficié est indigne du benefice, & qu'il en est priué de droit, pourront l'obtenir auant la sentence de declaration. En ce cas la vacance de droit & de fait ont mesme force^f. Voila qui est conforme à nostre texte, & contraire à l'Edict d'Orleães^g. On pourroit icy traicter comme les exceptions de crimes sont receuables ou non, pour empescher la possession de celui qui est pourueu du benefice. S'il faut se rendre accusateur, ou se porter appellât des prouisiōs, & en la cause d'appel proposer les vices qui rendēt incapable l'impetrât: mais ie remets ces questiōs à meilleure cōmodité^h.

*b de reg.
tur. in 6.
verb. bene
ficiū.*

*c Iodec.
Damhou.
lib. parū,
verb. re-
flor.*

*d Iodec.
Damhou.
verb. vo-
lūtāt, lib.
parū.
e §. 4.*

*f Stepha.
Ranchin.
lib. 4. con-
clus. 203.
g d. §. 4.
h Stepha.
Ranchin.
lib. 4. con-
clus. 313.
314.*

Sentence de prouision ou diffinitive. Les reigles de Châcellerie Romaine sôt cōmunes, que l'impetrāt est tenu faire mētiō du possesseur ou detēteur du benefice, autremēt toutes ces impetratiōs ne vaudrōt rien (sinō que la collation fust faicte par l'ordinaire) & que les graces expectatiues ont leur effect au benefice vacāt de droict cōbien qu'il soit rēpli de faict ⁱ. Mais il est besoing d'ouyr le possesseur qui ne peut estre despouillē ass cognoissāce de cause. L'equitē Canonique desirant maintenir ce-luy qui a le meilleur droict & ne pouuāt permettre qu'aucū se rēde iniuste possesseur du benefice. C'est pourquoy la reigle cōmune, qui exclud le demādeur par faute de verifier sō intētiō, n'a seulemēt lieu aux matieres profanes en ciuil & criminel, mais s'estēd aux beneficialles, iusques là que si le demādeur possesseur faut de mōstrer ses droicts, le defendeur n'y pourra pretēdre aucune chose, sās faire apparoir de ses tiltres ou possession iustisāte. Chacun d'eux est demandeur & defendeur, & qui ne verifie son intention, pert sa cause ^k. C'est pourquoy en la matiere d'appel qui veut faire reuocquer les attentats, doit iustifier de tiltre pour le moins coloré qui fortifie la possession de celuy qui se pretend troublé ^l. Doncques si pour retracter l'attentat faut cognoistre de la matiere principale (contre ce qui s'observe au ciuil) si les parties qui n'en iustifient perdent leur cause, le demandeur manque de preuve ne donnant aduantage aucun aux droicts du defendeurs, à plus forte raison cest Edict à saintement ordonné que ces deuolutaires ne puissent despouiller celuy qui est en posselsiō & le priuer des fruiets sans auoir
avec

*i Anton.
Gab. li 5.
conclus 3.
de acquir.
possess nm.
10. 1. 13.
C 30.*

*k Syntag.
iur. verb.
actre, co.
1. fol. 19.
l Syntag.
iur fo. 48.
q. 20. ver.
appellat-
tio.*

auec luy obtenu sentence prouisionalle ou diffinitive. Aquoy est conforme l'ordonnance d'Amboise que nous auons annotee ^m.

^m §. 7.

§. XLVII.

Et à fin de donner ordre, & pouruoir à la diminution notable qu'on voit croistre de iour à autre des biens & reuenus Ecclesiastiques, laquelle prouient en partie de la violence & indeuë occupation faicte par aucuns de noz subiects : en partie aussi du refus & denegation, que plusieurs font de payer les dîmes, primices, & autres droicts : Auons suiuant l'Ordonnance faicte par feu nostre trescher Seigneur & Frere à Amboise : faict, & faisons tresexpresses inhibitions & defences à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soyent, sur peine de confiscation de corps & de biens, d'vsurper, ou faire vsurper, par force, violence, ou autrement indeuëment, les benefices, maisons, iustices, cēsiues, terres, dîmes, champarts, depēdans d'iceux. Enioignons à ceux, qui presentement vsurent & detiennent lesdicts lieux & benefices, en laisser la possession vuide & vacue, & la iouissance paisible desdicts droicts ausdicts Ecclesiastiques, dans vn mois apres la publication de la presente Ordonnance en
chacun

chacun de noz Bailliages & Seneschausees, que nous voulons estre faicte à son de trompe & cry public, à fin qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Autrement, & à faute de ce faire dans ledict temps, & iceluy passé, Nous auons des à present comme deslors, déclaré tous les fiefs desdits vsurpateurs vnus à nostre domaine, & les autres biens à nous confisquezz : nonobstant que par la coustume des lieux, la cōfiscation n'auroit lieu. Et voulons en oultre, lesdicts detenteurs estre punis extraordinairement, comme infracteurs de noz ordonnances. Ce que semblablement nous voulons estre gardé & obserué contre ceux, qui sous couleur d'un tiltre de deuolut ou d'un supposé patronage, directement ou indirectement, se seront mis & intrus en la possession desdicts benefices, sans sentence precedente donnee avec legitimes contradicteurs. Enioignons tresexpressement à tous noz Officiers, & Substituts de noz Procureurs generaux en chacun desdicts Bailliages & Seneschausees, sur peine de suspension de leurs estats, que sans attendre la plainte desdicts Ecclesiastiques, ils informent diligemment desdictes vsurations, & procedent contre lesdicts vsurpateurs selō la peine con-

tentue

tenue en nostredite Ordonnance, sans que par eux elle puisse estre moderee en quelque façon que ce soit. Et oultre aduertir nosdits Procureurs generaux dedans six mois du deuoir qu'ils y auront fait, pour le nous faire entēdre: à fin d'y estre par nous pourueu. Permettans neātmoins ausdits Ecclesiastiques, s'adresser pour les cas susdits en premiere instance à noz Cours de Parlement, ou luges Presidiaux: ausquels nous enioignons de leur administrer sur ce prompt & briefue iustice.

Or lonnance d'Amboise.] Parce que i'ay cy deuant fait publier quelques petites annotations sur l'Edict d'Amboise, & que le septiesme §. est presque du tout conforme à cestuy cy, ie passeray oultre. Le Lecteur bien affectionné y aura recours s'il luy plaist, me suffisant de remarquer en peu de termes les diuersités entre les deux Edicts, & y adiouster ce que ie cuideray pouuoir seruir à l'intelligence.

Confiscation de corps & de biens.] Les loix ont tant hay les rauisseurs, qu'elles ont chastié rigoureusement ceux lesquels ont entrepris de recouurer le leur autrement que par la voye de Iustice. Et encores trouuent plus mauuais de se vouloir par force accōmoder du bié d'autrui. Les premiers perdoyent tout le droit qu'ils pouuoient demander en la chose rauie, les seconds tenus de restituer tout ce qui a esté rai, les fruiets receus & encores

a Anton. encoures l'estimatiō du rapt^a. Dequoy ie ne touche-
Gabr li. 1. ray pl^o auant, ayāt alsés amplemēt declaré la practi-
c. concl. 1. que du iourd'huy dās mō traitté des peines & amē-
de acquir. des ^b. Marquons en passant que l'Edict d'Amboise
poss. ff. se contente de confisquer les maisons des violens
b mot for entrepreneurs plus prochaines du lieu où la force
ce. a esté executee, ou d'arbitraire punition corporelle,
 & que cest Edict veut la confiscation de corps & de
 biens. Sa Majesté se conforme aux bons Medecins,
 qui redoublent la seignee quand la premiere n'a du
 tout osté le sang corrompu ou autre matiere peccan-
 te causant la maladie.

Ausdicts Ecclesiasticques.] Les Docteurs
 ont esté en debat, si celuy qui demāde la reintegran-
 de est tenu monstrier quelque tiltre au moins coloré
 pour confirmer sa possession. Aucuns tiennent l'af-
 firmatiue. De là les anciens disoyent que celuy qui
 estoit entré au benefice par lettres du Roy, ne pou-
c Anton. uoit intenter la reintegrande ^c. Les autres veulent
Gabr li. 5. la negatiue. Les troisiēsmes alsés probablement que
conclus. 1. le tiltre doit estre exhibé non à la requisition des
nu. 171. parties: mais par ordonnance de iustice. Et les der-
 niers ont faict distinction de la despouille cachee,
 & de celle qui est faicte à main armee, condannans
 le raiisseur public de restituer auant qu'estre receu
 à alleguer aucune exception ^d.

d Anton. Dans vn mois.] L'Edict d'Amboise ne don-
Gabr li. 5. noit que huiētaine apres la publication, declarant la
cocl. 1. nu. peine encourue (des à present comme pour lors)
121 vsque terme qu'auōs exposé aux annotatiōs sur l'Edict ^e.
125. *e Amboi-* se, §. 7. N'en prehende cause d'ignorance. Ces ter-
 mes ne sont mis dās l'Edict sans cōsideration. C'est
 à fin

à fin que ceux qui se sont emparez des biens ecclesiastiques, ne proposēt iniquité si le Prince les condamne sans les recevoir en procès ordinaire, qui seroit de grād longueur & apporteroit notable interest aux gens d'Eglise. Car combien que regulierement la Majesté ne doive omettre les citations & defences qui sont de droit naturel, si est ce qu'il les peut laisser arriere lors qu'il est question faire demordre les iniustes vsurpateurs des biens ecclesiastiques. Les priuileges des choses dediees aux saincts lieux, l'haine de ceux qui s'en veulēt accommoder contre toute equité, font que le Prince se dispence des formes & sententie sur le faict sans figure de procès f.

A nous.] Amboise adioust ce mot, A nous confiscé ou a ceux qu'il appartiendra, & de faict il n'est pas à croire que sa Majesté sous pre-texte d'un si petit mot, vueille priuer les Seigneurs vassaulx & feudaux des droicts qui leur appartiennent. Dequoy ie ne feray plus long propos, pour en auoir dict abondamment en mes commentaires de la coustume de Bourbonnois & où ie touche les cas selon les lieux voyfins du pays, qui reçoient confiscation, ou la reprouuent.

Tiltre de deuolut.] Nous auons parlé des deuoluts au §. 46. de cest Edict, & au parauant sur l'Edict d'Amboise^h cōtenant pareille matiere. Doncques ie passeray oultre sans vser de reditte.

Attendre les plaintes des Ecclesiastiques.] Les Apostres & leurs successeurs ont defendu aux prestres de se trouuer aux auditoires pour accuser. Et les saincts Decrets, traictans s'il faut punir au double

*f Anton.
Gabr iib.
2. titu. de
citatione,
conclusi.
nu 31. cō
sequen.*

§ 5. 340.

h 5 7.

*i cap ipj
apostolus.
2. q.*

double les larrons des biens ecclesiastiques. A Dieu ne plaise (dient-ils) que l'Eglise s'enrichisse en la perte des biens terriens, & recoiue accroissement de sa diminution ^k. Et Iustinian, Nous voulons que les iniures faictes aux prestres soyent vangees par la mort des entrepreneurs, & que le President de Prouince n'attende point la doleance des reuerendissimes Euesques, la saincteté desquels est recomendable de sçauoir pardonner les oultrages ^l.

Ils informent.] Les saincts Decrets & les Authentiques de Iustinian sont remplis de defences aux clerics de plaider par deuant les laiz, & aux laiz de les y attirer ^m. Et auons ailleurs traicté comme les Roys entreprennent de faire loix, qui lient les Ecclesiastiques ⁿ. Reste de dire sans extrauaguer la matiere que l'Eglise despouillee peut conuenir ce-luy qui luy tient tort par deuant le iugelay, ou ecclesiastique à son chois ^o. Ce qui est suffisant pour le residu de ce §. mais que remarquiez que sa Majesté attribue la cognoissance en premiere instance des torts faictes aux Ecclesiastiques, à sa cour de Parlement (contre le premier establissement) ou aux Iuges Presidiaux.

§. XLVIII.

Et d'autant que nonobstant l'Ordonnance faicte à Amboise, plusieurs Gentilshommes, derogeans au nom & tiltre de Noblesse, & semblablement aucuns de noz Officiers, contre noz Edicts & Ordonnances, ne delaissent à prendre à ferme le reuenu desdicts

*k Ca. fra
ternitatis,
12. q. 2.*

*l l. si quis
in hoc ge-
nus, C. de
episco. &
cleric.*

*m 11. q. 1.
Auth. vt
cler. apud
prop. ind.
n Macan-
tis. de cō-
mu. opine.
lib. 3. c. 7.
nn. 78. 83.
mon Har-
monie des
Magistr.*

*o Synt. ar.
iuris fol.
435 co. 1.
verb. forū
q. 12.*

dicts Ecclesiastiques, intimidans & menaçans ceux de noz subiects, qui les veulent prendre & encherir par dessus eux: Nous suivant lesdictes Ordonnances, auons defendu & defendons à tous Gentils-hommes & officiers, tant de nous, que desdicts Seigneurs & Gentils hommes, de prendre à l'aduenir, & s'entremettre directement, ou indirectemēt, des baulx à ferme desdicts beneficiers, dismes, champarts, & autres reuenus Ecclesiastiques, sous quelque couleur que ce soit, par eux, ou par personnes interposées pour y participer: ni d'empescher lesdicts Ecclesiastiques aux baulx à ferme faicts ou à faire: ni intimider ceux qui les voudront prendre, ou encherir: sur peine, quant aux Gentils-hommes, d'estre declarez roturiers, & comme tels mis & imposez aux tailles: ensemble leurs successeurs, combien qu'il n'y eust eu de leur viuant iugement donné à l'encontre d'eux au procès qui en auroit esté intenté: Et ausdicts officiers, de priuation de leurs estats. & d'estre declarez incapables d'en tenir iamais d'autres. Defendons semblablement ausdicts beneficiers de bailler leursdictes fermes ausdicts Nobles & officiers, sur peine de nullité desdicts baulx: Declarant en oultre les

baux, qui auront esté cy deuant, & seront à l'aduenir, faicts aux personnes de la qualité susdicte, nuls & de nul effect, sans qu'on s'en puisse aider, soit en iugement, ou dehors. Et pourront lesdicts Ecclesiastiques impetrer censures, & les faire publier où il apparten-dra, contre ceux & celles qui presteront, ou accommoderont leurs noms ausdicts Gentils-hommes & officiers, soit pour prendre à ferme les dismes, ou autres reuenus desdicts benefices, ou cautionner & pleger ceux qui les prendrôt au profit desdicts Gentils-hōmes ou officiers : sans que les appellations comme d'abus puissent empescher ou retarder la publication ou fulmination d'icelles. Enioignons à noz amés & feaux les Maistres des Requestes ordinaires de nostre hostel, qu'en faisant leurs cheuauchees ils ayent à s'enquerir, informer, & faire leurs procès verbaux, des contrauentions qui se feront en ceste nostre presente ordonnance.

Derogeans au tiltre de Noblesse.] Com-bien que ce ¶. ne face que confirmer le huictiesme article de l'Edict d'Amboise que i'ay annoté ^a, & partant fust expedient de passer oultre le lecteur ayant pouuoir de recourir à ce qu'y auons dit, ainsi nous exemptant d'ennuyeuse reditte : si est ce que pour plaire aux curieux de nouueauté, & conti-

*a mes an-
notat à l'E-
dit d'Am-
boise, § 8.*

nuer

nuer de rapporter nostre Iustinian à l'intention de sa Majesté, j'ay prins opinion de vous mettre deuant les yeux ce que ce bon Empereur a voulu estre obserué en semblable matiere, sans vser de repetition que le moins qu'il me sera possible. Combien que noz deuanciers (dit l'Empereur) ayent faict de beaux Edicts contre les gendarmes qui assenssent les fermes, & louent les maisons d'autrui, si est ce que leur intention a esté tant mesprisee, que les gendarmes peu soucieux d'encourir les peines portees par les ordonnances, n'ont doubté s'appliquer à ces sales & vilains exercices, abandonnans les armes triomphantes & victorieuses, les exercices publics entretenus pour le repos commun, à fin de se rendre fermiers, vser des armes & de la force contre les voisins, & subiects des fermes, qui deuoyent estre employees à faire teste pour repoulsier l'ennemy. Partant nous voulons (au moins pour le temps aduenir) que toute sorte de gendarmes grands & petits, tant ceux qui bataillent sous le maistre des gendarmes, que ceux qui sont aux onze colleges, ou ceux qui sont enroollez pour remplir les compagnies, & tenir la place des malades ou trespassez, se donnent garde de prendre aucune ferme. Ceux qui contreuiendront à nostre presente ordonnance asseseurez d'estre priuez de tous priuileges appartenans aux gendarmes, degradez des armes, declarez infames, & de nobles rendus roturiers, sans espoir de rentrer à leur premiere charge. Lesquelles peines nous voulons estre encourues deslors

*b l licet,
C. de iur.
om phyte-
os.*

du contract passé, sans attendre sentence de declaration ^b. L'Empereur Leon auoit longuement au parauant faict semblable ordonnance. Noz gendarmes ne se rendront point assenseurs des fermes d'autrui, ne seront agens ou negociateurs pour quelque Seigneur, & ne se feront cautions ni fideiusseurs pour les assenseurs : à fin qu'ils n'ayent occasion d'abandonner les armes, pour s'adonner aux œuvres rustiques, & qu'ils ne fassent moleste aucun aux voisins. Il est beaucoup plus scant que le gendarme soit au camp ayant continuellement le regard au guidon ou à l'enleigne, pour la defense du Royaume qui les nourrit, que de les voir s'employer à faire valloir quelque reuenu particulier, comme fermiers d'un tiers ^c. Le mesme Empereur Iustinian n'a il defendu que les palatins, les Curiaux, les gendarmes fussent receus à encherir les fermes ^d? Donques la Majesté d'Henry a tres-equitablement reietté les Nobles des fermes Ecclesiastiques, & iustement confirmé les Edicts de son predecesseur Charles 9^e. D'autant que ces grands mestnagiers, ces reuendeurs de bled & vin, ces presteurs à interest, ne renforçissent gueres le ban & arriereban de France, ils vallent mieux à conduire vne porche au marché, qu'à picquer vn roussin pour le seruicé du Roy : ils sont plus propres à faire remuer le bled pour cuire les papillons & vermisseaux, que curieux de desrouiller les harnois, plus attentifs à conseruer les vins & relier les fons, que de faire teste à l'ennemy de la republicque. Je loueroye ce bon mestnagement

*e l. mili
tes. C de
lacato.
d l. vnic.
lib. 11. C.
quibus ad
conduct.
pradioru
e Ambos
se §. 8.
Orleans,
§. 110.*

nagement en la personne du mercadan, & le trouue fâlle & villain à ceux qui sont extraicts de noble race. C'est pourquoy Bartolle dit que les marchands ne peuuent estre gentils-hommes, quoy que Messieurs de Venize practiquent le contraire f. C'est allès pour maintenant, attendant qu'aurons trouué le lieu propre sur la coustume de Bourbonnois, pour monstrier comme les nobles en Sicille sont fermiers, quels pays les ont reueus aux encheres, & quels le leur ont refusé g. *f Bart. si de dignitate li. 12. nu. 48.* *g §. 546.*

Aucuns de noz officiers.] Les plus anciennes ordonnances de France conformes au droict escript, ont prohibé aux Officiers Royaux ou vassaux, le trafic de marchandise, necessitez d'abandonner le train ou quitter leurs estats. Ce qui a esté renouellé par l'Edict d'Orleans, comprenant & les Officiers & tous autres exempts de payer tailles & subsides. Les mesmes ordonnances ont defendu aux Officiers d'estre assenseurs, ou participer aux fermes des amendes pour les inconueniens qui en peuuent aduenir. Dequoy i'ay ailleurs parlé, & partant retire la plume h. Voyez l'Edict d'Orleans, qui leur defend toutes sortes de fermes i, & celuy d'Amboise parlant des biens Ecclesiastiques k, comme fait cestuy cy. *h Traicté des peines des iuges in fine. i §. 110. k §. 8.*

Subiects qui les veulent prendre.] Soyent laiz ou Ecclesiastiques, car il est permis aux laiz de prendre à ferme le reueu de l'Eglise l.

Tant de nous que desdits Seigneurs.] L'ordonnance d'Amboise ne parloit que des Officiers Royaux, & ceste cy y comprend ceux des Seigneurs. Elle se rapporte à l'Edict d'Orleans, &

l Stepha. Ranch cō cluf. 378. lib 3.

confirme l'arrest donné par Nosseigneurs du conseil priué en pareil cas. Dequoy i'ay faict estat en mes annotations à l'Edict d'Amboise, partant n'useray de reditte ^m.

m § 8.

A l'aduenir.] Cecy modere l'Edict d'Amboise, qui annulloit les fermes precedentes, se rapportant à la constitution de Iustinian, qui retrancha seulement pour l'aduenir les abus de sa gendarmerie, qui s'accommodoit des fermes ⁿ.

u Amboise §. 8. l. licet, C de locato.

Leurs successeurs.] Cecy semble estre bien dur & contre droit, & a esté mis pour amplification à l'Edict d'Amboise, parlant seulement des personnes qui auoyent offensé, sans comprendre la posterité. Qu'il soit contre droit appert en ce que noz loix ont voulu les droits naturels ne pouoir estre aneantis par vn mal faisant, qui se rencontrera en la famille (ie n'entends y cōprendre les crimes qualifiés cōme de leze Majesté diuine & humaine) & encores d'autāt que le Noble de race exerçant acte vil & deshōneste, est priué de ceste honorable, qualité & priuileges qui en dependent, autāt de tēps qu'il s'employera aux œuures mecaniques, & rétrera à sa premiere grade, deslors qu'il s'en des-

o Stepha. Ranch li. 1. conclus. 46 Chard. Orleaus § 110. mes annotat. d'Amboi. §. 8.

partira pour s'employer aux exercices des nobles^o. Je croy q̄ la Majesté a voulu employer ceste rigueur, pour destourner beaucoup de noblesqui ne doubteroiēt se rendre fermiers du reuenu ecclesiastique à fin d'enleuer les fueillets du terrier, faire recognoistre les plus beaux deuoirs à leur nō, & ainsi rēdre leurs descēdans plus à l'aise, peu soucieux que deuiendra leur ame, mais qu'ils puissent laisser leurs enfans riches & en hōneur. Or cest Edict leur oste le principal

pal

pal qui est la noblesse, & reuest toute la race de roture, à fin que les parents soyēt destournez par ceste rigueur d'entreprendre contre son ordonnance.

Semblablement ausdicts beneficiers.] Voicy qui est tiré de l'ordonnance de Iustiniā, lequel apres auoir defendu à ses gédarmes d'estre fermiers, parle ainsi des proprietaires des fermes. Que si ceux qui sont seigneurs des maisons ou autres facultés, les asseurent à noz gendarmes cuidans par ce moyen tourmenter leurs voisins, nous les priuons du droit qu'ils y auoyent au parauant P.

p. l. lices,
C. locati.

Faire publier censures.] L'Edict d'Orleans defédoit aux Prelats & gēs d'Eglise decerner monitions, & vser de censures Ecclesiastiques, sinon pour crime & scandale public q. Les anciens Decrets ont trouué l'abus trespernicieux, par lequel pour vne petite legere occasiō on recouroit à l'Eglise, pour obtenir monitions & censures, que les ecclesiastiques deliuroyent trop facilement: & par tant vouloyent que le Prelat ne l'accorda sans grande cognoissance de cause, & du conseil du chapitre. De faict on ne lit point que S. Paul aye excommunié fors trois fois, pour grand & detestable vice, & si grād que l'Esprit malin se faisissoit incōtinant du corps excōmunié. Depuis qui auoit perdu quelque chose recouroit à l'Eglise, les cēsures s'obtenoyent sur dōmages & interests, & par le moyē de ces monitions presque tous les procès estoyent du gibbier des Ecclesiastiques r. A quoy noz Roys ont sagement pourueu, qui ont accordé l'appel cōme d'abus cōtre la publicatiō des lettres monitoires au preiudice des saincts Decrets & priuilege du Royaume.

q. 5. 18.

q. 5. 4.
1539. vbi
Constant.

*s le Mai-
stre, ca. 4.
appel cõ-
me d'a-
bus.*

Appellation comme d'abus puisse retar-
der.] L'appellation comme d'abus (selon que
nous l'auons desia dit) a esté le plus seur refuge
pour empescher les entreprinſes Ecclesiastiques à
l'endroit des laiz. Sans cest appel, qui est releué aux
cours de Parlement, les laiz, mais les Princes, per-
droient leurs franchises, tout estoit desia Ecclesi-
stique ^s. Or nostre Monarque, zelateur de l'Eglise,
diminue de ses droicts, & veut que la publication
ou fulmination des censures ne puisse estre retar-
dee par l'appellation comme d'abus.

§. XLIX.

Toutes personnes, de quelque estat, qua-
lité & condition qu'ils soyent, tant proprié-
taires que possesseurs, fermiers, & autres tenā-
ciers de terres, vignes, & autres heritages
subiects au droict de disme, seront tenus de
faire signifier & publier aux prosnes des Egli-
ses parrochiales, où s'õt situez & assis lesdicts
heritages, le iour qui aura esté prins & designé
pour despouiller & enleuer les fruiets &
grains venus & creus sur iceux, & ce le Dimā-
che, ou feste prochaine precedente iceluy
iour, à fin que lesdicts Ecclesiastiques, leurs
receueurs, fermiers, ou commis s'y puissent
trouuer. Faisans expresse inhibitions & de-
fenses à tous detēteurs & possesseurs desdicts
herita

heritages subiects à disme, de mettre en gerbe enleuer, ou emporter les fruiets d'iceux sans auoir preallablement payé, ou laissé le dict droit de disme à la raison, nombre, & quantité, qu'il a accoustumé d'estre payé. Le tout sur peine de confiscation au profit desdicts Ecclesiastiques, de tous les fruiets & grains ainsi despouillez, & des cheuaux & harnois de ceux qui auoient retenu & recelé la dicte disme, & de trente escus d'amende pour la premiere fois: laquelle doublera ou tiercera selon le refus & contumace desdicts refusans, & delayans. Lesquels encores nous voulons estre punis extraordinairement, comme infracteurs de noz Ordonnances. Enioignons tresexpressement à tous noz Iuges, Officiers & Procureurs sur les lieux, d'informer diligemment, & faire punir ceux qui auront contreuenue à la presente ordonnance, sur peine de suspension & priuation de leurs estats.

Fermiers.] Les priuileges ecclesiastiques tendans à ne payer dismes des terres qu'ils ont faict cultiuer & semencer par leurs mains, ne s'estendent à leurs fermiers, & n'est besoing en cest endroict d'aduiser s'ils ont prins l'heritage à la parciere, si soubz cōuenance d'en payer quantité de grains ou d'argent. Car tous ceux la sont tenus de payer les dismes, tant pour leur part, que pour ce qui eult ap-

partenu à l'ecclesiastique sans l'assenſſe. Cela eſt ainſi ordonné d'autât que le diſme eſt droit reel, & ſuit le detenteur des fruiſts. Generallement il eſt beſoing de curieufement regarder ſi le priuilege eſt perſonel ou reel. Quand il eſt perſonel, les fermiers n'en iouiſſent: que ſ'il eſt reel donné aux terres ſans ſpecialle conſideration des perſonnes, le fermier en iouira ^a. Mais ce priuilege reel eſt difficilement accordé, ſans lequel les Eglifeſ ne ſe peuuent dire priuilegiees contrel'Eglife. De ſorte que le patrimoine eccleſiaſtique eſtant ſitué en autre Parroiſſe, ſera ſubieſt au droit de diſme ^b.

a Steph.
Ranch li.
2. conſuſ.
448. Syn
tagm. iur.
verb. eccle
ſia, col. 2.

b fol. 232.
Synag.
iur. verb.
epiſ. opus,
fol. 279.

Qui aura eſté prins.] Je reſerue à declarer bien amplement ceſte matiere en mes commentaires ſur les §§. 351. 352. des couſtumes de Bourbonnoys où (ſelon l'intention du texte) ie diray des heritages ſubieſts à baudees, & des autres qui ne le ſont point, & propoſeray la ferme qu'il faut tenir auant que les aſſigner, pour reietter vne pratique barragoine, qui s'oſerue en beaucoup de Parroiſſes de ce pays, où les habitans n'eſtans ſubieſts à baudees, s'aſſemblent, ſans parler à Seigneur Juſticier, ni à ſes Iuges, aduiſent entre eux du iour qu'ils euident eſtre beſoin de vendanger, & iamais ne changent les lieux. De ſorte que le plat pays va le premier, la montaigne apres, encore que les raiſins de la montaigne oyent deſia pourris de cuire, auât que ceux des vallons ayent perdu l'aigret. Cela eſt pur abus: il faut conſiderer la commodité generale & regarder les lieux qui deuant en maturité, pour les faire aller les premiers, & aduiſer les commodités non d'un ou deux, mais de la Parroiſſe.

Pour

Pour sommaire, tout leur faict est desreiglé. Pour-
quoy (dit Chopin) sont inuentees les baudées sinon
pour empescher que les fruiçts ne soyent recueillis
auant le temps, ou delaissez sur la seppe plus lon-
guement qu'il ne seroit besoing ^c. Or pour bien reco-
gnoistre la maturité faut aller sur les vignes, & voir
le raisin pendant, à fin de distribuer les cantons selon
qu'on y aura apperceu la maturité, & que le iuge
aura ouy le rapport de ceux qui sont preposez à la
visite.

*c ad An-
dega. §.
45. n. 3.*

Publier au profne.] Specule a laissé pare-
script, que le seigneur qui a droict de disme ou de
terrage, peut contraindre ceux qui sont tenus au pa-
yement de ne vendanger, moissonner, ou enleuer les
fruiçts, qu'il ne soit present ou ses commis, & en fin
resoult qu'il se faut reigler selon la coustume ^d. Les
Arrests ont vuidé ce doubte, chargeant le proprie-
taire d'aduertir le seigneur du iour qu'il doit mois-
sonner ou vendäger ^e. Nostre Edict baille le terme,
sçauoir le Dimanche auant la baudée, à quoy s'ac-
corde la coustume de Bourbonnois ^f, où nous espé-
rons dire plus amplement de ceste matiere.

*d Sym.
consil. 21.
nu. 11.*

*e l'Abbé
ad Bituri
cens. §. 26
tit. 10.*

f §. 352.

§. L.

Ne pourront les propriétaires & posses-
seurs des heritages subiects à disme, dire,
proposer, & alleguer en iugement, ledict
droict de disme n'estre deu que à volonté, ni
alleguer prescription ou possession autre
que celle de droict. En laquelle ne sera com-
pris le temps qui aura couru pendant les

trois

troubles, & hostilité de guerre. Faisant tres-expresses inhibitions & defenses à tous les redeuables subiects à champarts, dismes, & autres droicts, d'exiger aucuns banquets, beuuettes, frais, & despense de bouche desdicts Ecclesiastiques, & ausdicts Ecclesiastiques de les faire. Declaronz aussi, que lesdictes dismes se leuerōt selon les coustumes des lieux, & la cotte accoustumee en iceux.

Droicts de dismes deus à volonté. J'ay traicté bien au long, sur la coustume de Bourbonnoys, comme les dismes sont de commandemēt diuin, & imprescriptibles, & mis en auāt l'opinion de ceux qui proposent la nullité de la coustume, permettant la diminution en cotte, tant s'en faut qu'on les puisse du tout desnier. D'autant que personne ne peut s'exempter de la souueraineté de nostre Dieu, qui se les est approprié en recognoissance du seruice que luy deuons, & pour protestation que tout ce que possédons est soubz sa permission & bonne grace. Iusques là que les prescriptions & transactions ne vallent rien au preiudice de ce droict, sinon qu'elles soyent auctorisées par le Prelat ecclesiastique, avec cognoissance de cause^a. Partant ie passeray oultre, estant formel ennemy des redittes.

Troubles & hostilité de guerre. L'Empe-
reur Leon recognoissant les malheurs de la guerre,
iusques à troubler l'estat ecclesiastique, en elcrit
ainli: Nous voulons que tout ce qui a esté entrepris
con

^a Syntagma iurii
verb. consuetudo,
colū. 1. &
fo. 10150.
colū. 2. &
verb. decima col. 1.
2 fol. 170

contre l'honneur de Dieu soit cassé & annullé, & que l'ordre ecclesiastique soit remis au même estat qu'il estoit auant nostre voyage, abolissant toutes les entreprinſes & innouations qui ont esté inuentées & mises sus durant le regne des tyrans. Reuocquons à cest effect les lettres patentes & reſcripts obtenus au contraire, faifans reuure par ces preſentes tous priuileges accordez par nous ou noz predeceſſeurs en faueur des eccleſiaſtiques ^b. Les Canonistes parlans des preſcriptions deduiſent le temps d'hoſtilité ^c. Argentré ſemble reprendre les Princes d'auarice à l'octroy de ſemblables priuileges ^d.

b l. decernimus, C. de ſacroſ. eccleſ.

c cap. ex tranſmiſſa de praſcrip. ext.

d §. 266.

ſol. 352. des appro priances.

§. L I.

Nous voulons & ordonnons, que les Cuiſſes, tant des villes qu'autres, ſoyent conſeruez és droicts d'oblations & autres droicts Parrochiaux, qu'ils ont accouſtumé de perceuoir ſelon les anciennes & louables couſtumes: nonobſtant l'Ordonnance d'Orleans, à laquelle nous auons derogé & derogeons pour ce regard.

Conſeruez és droicts d'oblations ſelon l'ancienne couſtume. Les Docteurs ont bien dict, que la couſtume eſt louable & raifonnable de fournir la lampe ou autre luminaire deuant l'image du crucifix, mais qu'elle ne peut eſtre tirée pour la rendre obligatoire, quand deux ou trois de la Paroiſſe eſmeus de deuotion, fournifſent aux frais neceſſaires pour l'entretien, & que la louable couſtume

me est tiree de l'intention non de deux ou de trois, mais par la science & consentement de tout le peuple, c'est à dire de tous les Parroissiens ^a. Tels sont les droicts de passion, & autres semblables. Ceux la (à l'opinion des Canonistes) pensent estre plus sages qu'ils ne sont, lesquels pour aneantir ces droicts, proposent que les Curés & autres beneficiers ont aisés de reuenu pour viure sans cela, & ressentent leur leuain d'heresie. Les opinions sont tres-dangereuses, qui tendent à la diminution du seruice de Dieu, & abolition des louables coustumes ^b. Ce sont deuoirs auxquels les bons & anciens peres nous ont obligez, & qui fait refus de les payer (diét les Estats de Tours) doit estre ietté hors l'Eglise, expellé de la communion des hommes, comme infidelle, non craignant le iugement de Dieu, & comme necateur & meurtrier des pauures indigens ^c. Que veut doncques dire l'Edict d'Orleãs, qui abolit les louables coustumes ^d? Et cestuy-cy qui les remet, derogéant aux premieres ordonnances? Je dis que l'Edict d'Orleans prins en ces termes est conforme aux constitutions Canoniques: il ne veut point qu'on poursuiue en iustice le payement des Sacramens, qui ne peuuent estre vendus, ni qu'on demande pris des sepultures ou autres choses spirituelles. N'est-ce pas ce que la sainteté d'Innocent a quelquesfois escript à l'Euesque de Maguelonne? Nous auôs entendu que les Ecclesiastiques de Montpessier ont vne pernicieuse & damnable coustume, par laquelle ils ne veulent permettre qu'aucune ouuerture de la terre soit faicte pour inhumer le defunct, que les prochains n'ayent payé à l'Eglise certain tribut

^a Syntag.
iur verb.
consuetu-
do. f. 149.
col. 1.

^b Pet. de
Anchara.
consi. 48.
Argente
§. 266. fo.
344 des
appopr.

^c Cha de
la iustice,
sucill 10.
pag. 2.
^d § 15.

but. A ceste consideration nous vous mandons de defendre aux clerics qu'ils n'ayent pour l'aduenir à demander chose aucune pour l'enterrement ^e. Voicy comme la mesme Sainteté en parle ailleurs: Nous auons esté aduertis que quelques Pasteurs fôt payer les obseques des trespasés, la benediction de ceux qui veulent espouser, & autres semblables offices, & trouuent cautelles infinies, & retardations contre ceux qui en font refus, & sçauons ausi que quelques vns sentent mal de la foy, font refus de satisfaire aux louables coustumes introduictes par l'Eglise Catholique sous couleur de pieté & religion. A ceste occasion nous voulons que les exactions tortionnaires & meschantes cessent, & que les louables coustumes soyent entretenues. Que les Sacremens soyent conferez gratuitement, & que l'Euesque du lieu impose silence aux malicieux desireux d'anneâtir les louables coustumes ^f. Ceste distinction sauuerait les Ordonnances d'Orleans & de Bloys, n'estoit que sa Majesté deroge à la premiere. Mais pourquoy cela? Parce que le peuple est si peu soigneux de l'honneur de Dieu, a si peu de charité à l'endroit de ceux qui seruent à l'autel qu'il verroit tirer la langue d'un pied de long à l'ecclésiastique sans luy donner un verre d'eau, s'il n'y estoit contrainct. Posons doncques que le Curé soit bien fondé à demander les louables coustumes en iugement, ses Parroissiens luy pourroutils opposer qu'il n'a point faict le seruice comme il est tenu? Felin est de cest aduis ^g. Mais il est peu suiuy en pratique, les Iuges se contentent enioindre au pasteur de faire mieux son deuoir que par le passé.

*e ca abo-
lende, tit.
de sepulch.
Bagny. §.
92. Bloys,
tit. de la
iustice.*

*f cap. ad
Apostoli-
cam, de Si-
monia ca.
clerici, &
tot. l. 3. q.
2.*

*g Anton.
Gabr li. 5.
tit. de re-
stitu spol.
concuss. 2.
num. 4.*

Auons

*h Syntag.
sur f. 2^o.
col. 1. 2.
verb. clau
sura.*

Auons derogé.] Parce que nous auons touché sur la coustume de Bourbônoys la vertu des clauses derogatoires ^h, suffira sçauoir qu'elles sont de deux sortes. Les vnes particulieres, telle est celle cy. Nonobstant l'Edict d'Orleans. Les autres generalles, en ces termes Nonobstant toutes Ordonnances. Iustiniâ les a toutes deux cōprinſes parlant des anciènes libertés Latines: & à fin (dit il) qu'on n'oye plus parler des libertés Latines, nous imposons silence à la loy Iunie, & voulons que le Senatconsul Largian cesse d'auoir cours, & que l'Edict de l'Empereur Traian perde sa force. Que s'il se trouue quelque loy, constitution, ou resolution de Senat, qui en face mention, qu'ils demeurent sans force, pour ce qui touchera ces anciennes libertés ⁱ.

*i l. ad hoc,
q. 111 l. in
commodo
C de La-
sim. libr.
coll.*

§. LII.

Les Archeuesques, Euesques, & autres Superieurs, en faisant leur uisitation, pouruoiront, appelez les officiers des lieux, à ce que les Eglises soyent fournies de Liures, Croix, Calices, Cloches, & ornemens necessaires pour la celebratiō du seruice diuin: & pareillement à la restauration & entretenement des Eglises parrochialles, & edifices d'icelles, en sorte que le seruice diuin s'y puif se commodement & decemment faire, & à couuert, & que les Curés soyent conuenablement logez. Aufquels officiers enioignons
tenir

tenir la main à l'exécution de ce qui sera ordonné pour ce regard : & à ce faire, ensemble à la contribution des frais requis & necessaires, contraindre les Marguilliers & Parroissiens par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables : mesmes les Cures par saisie de leur temporel, à porter telle part & portion desdictes reparations & frais qui sera arbitree par lesdicts Prelats, selon qu'ils auront trouué le reuenu des Cures le pouuoir commodément porter.

Ornemens necessaires. } Je sçay que beaucoup de mal affectionnés à l'Eglise Catholique Romaine, allegueront contre cest article, la belle sentēce de saint Hierosme, parlant ainsi. Que personne ne m'oppose le temple des Iuifs auoir esté riche, rempli des tables, lampes, encensoirs, vaisseaux, coupes, mortiers, & autres choses necessaires, faconnees de matiere d'or, & d'argent. Tout cela estoit requis, & Dieu l'auoit agreable lors que les prestres faisoient les sacrifices sanglans pour la remission des pechés. Mais nous qui sommes sous la nouvelle loy, deuons considerer que nostre Seigneur pauvre en ce monde, a dedié la pauureté de son Eglise. Doncques ne prisons toutes ces delices & richesses non plus que fange, & nous estudions de porter la croix du Redempteur. Les Sacremens n'ont que faire d'argent, & ce qui ne se peut acheter par pris aucun, n'est point plus precieux pour estre contenu dans les vases d'or ^a. L'intention de ce

*a Can au
rū, Can.
gloria
12 q. 2.*

vertueux & S. Docteur n'a point esté d'entierement retrâcher les ornemens Ecclesiastiques, mais pour remonstrer que c'est peu de chose de voir les marbrines dorees, les autels remplis de perles, & pierres precieuses, les vaisseaux d'argêt & d'or, & auoir les Pasteurs (qui sôt les colônes del'Eglise) sourds, aueugles, & muets. De ces propos il pretend recomâder les elections aux benefices (desquelles nous auons desia parlé) & veut plus que l'Eglise ouure ses coffres, mette dehors ses tresors, les vende, engage les croix, calices, & ornemens, pour subuenir aux prisonniers, speciallement pour la foy, & ayder aux pauvres necessiteux es annees miserables, comme au temps de famine. Aussi en parle il ainsi en autre endroict. Il vaut mieûx cōseruer les vaisseaux viuans (il entend les fidelles) que ceux qui sont de metal, il n'y a point de plus beau ornement à l'Eglise q̃ les captifs racheptez. Ceux sôt vrayz vaisseaux qui preferuent de mort les pauvres Chrestiens. Le vray tresor du Seigneur est celuy qui œuure, cōme il a faict par l'effusio de son sang, c'est à dire qui rachepste ceux qui estoyêt captifs^b. C'est pourquoy les saincts Decrets ne craignent point d'vser de cest argument, si la bonté du pere celeste a voulu que Salomon luy bastit ce temple tant magnifique enrichy de tant de vaisseaux sacrez, encores que les Iuifs n'eussent que l'ombre & la figure, à plus forte raison nous, qui sommes à la verité & en la loy de grace communiquee par nostre Seigneur Iesus Christ, deuons estre curieux consacrer des temples au Seigneur, & les embellir selon nostre possible, y faire les prieres & consecrations, dresser les autels,

b d. can.
antum.

tels, dōner les vaisseaux, vestemens, & autres ornemens necessaires ^e. Qu'en dit Iustinian ? Que personne ne se mesle de bastir Eglises, sinō qu'il vueille fournir argent pour les luminaires, & autres choses requises au diuin seruice pour la fabricque, & reparation del'Eglise, & nourriture des prestres ^d. Les tapisseries, linges, courtines, nappes, aulbes, & semblables ^e.

e can tabernaculū dist. 1. de consecrat.

d Aug. 72 null fabr. orator.

e Can. con sulro, dist. 1. de consecrat.

Croix, calices, cloches.] I'ay dict en mes commentaires sur la coustume de Bourbonnois, comme la croix estoit anciennement vſitee pour punition des crimes plus qualifiez, & ne ſçauroye passer ſoubs ſilence le bel aduertissement d'un Docteur de l'Eglise. Nostre Seigneur (dit il) voulut souffrir ce genre de ſupplice, pour conforter les pauvres & miserables, cōsiderans que leur maistre & capitaine auoit tenu ce chemin. Il s'est humilié pour nous faire grands, à fin qu'aucun de nous n'aye occasiō de dire, ie ne le ſçauroye ſuiure, il a choisi ceste mort qui estoit ignominieuse, & nous est aujourd'huy en gloire, à fin que les pauvres pecheurs ne se desesperent en leurs tourmens, considerans que la bonté infinie a tant enduré pour nous. La croix veuë en l'air par Constantin fust assuree promesse de sa victoire. Les histoires apprennent de quelle deuotion saint Heleine la recercha au deſſoubs de l'autel de Venus, que les ennemis de la foy Chrestienne auoyent fait bastir, en desdain & mespris du Sauueur du monde ^f. Toutes les constitutions de Iustinian sont plaines de l'honneur qui est deu au signe de la croix, il ne veut point qu'on le laisse contre terre, mais commande qu'il ſoit

f Polydo i. erg. d inuēt rer cap. 7 fol. 42.

g l. i. c.
nemins lo-
ccas faina
sor.

hault esleués. Il ordonne qu'il soit porté à la dedica-
ce des Eglises, aux litannies & processions: qui fait
aillès entendre combien grande a esté la rage d'un
peuple brutal, qui sous pretexte de religion, s'est
monstré plus cruel que n'eust fait le barbare au mi-
lieu de nostre terre. Pour le regard des calices, le
Concile de Reims en ordonna ainsi: si le Calice du
Seigneur ne peut estre d'or pur, qu'il soit fait d'ar-
gent, & la platine ausi. Que si le prestre est si pau-
vre qu'il n'e puisse auoir un d'argét, le face faire d'e-
stain: mais se dōne garde de le prendre de cuiure ou
d'auricalque (qui contient deux metaux infus) par-
ce que ces matieres ne peuuent souffrir la vertu du
vin sans se rouiller, & si prouocquent la personne à
vomir. Nous ordonnons d'auantage qu'aucun ne
soit si presomptueux de chanter la Messe avec un
calice de verre ou de bois ^h. Quant aux cloches,

h can. vt
caux dist
i de con
seruatio.

i Polyd
Vergill. c.
12. lib 6
fol. 567.

seruice, & les inuiter à prieres & deuotion ⁱ.
[Et i couu.] Les Catholiques François
doiuēt remercier Dieu qui leur a dōné Henry no-
stre souuerain seigneur, bien affectionné au seruice
de la diuine Majesté, ce qui ne peut estre mieux re-
cogneu entre tant de louables & genereuses actiōs
qui sont en luy, que par cest Edict. Croyez vous
(dit Iustinian) que l'hereticque puisse penser à la fa-
brique des Eglises qu'ils voudroit estre delia ra-
fées à pied des fondemens ^k.

k l si quis
orthoda-
xe, c. de
heretico &
Mansib.

Cu ē conuenablement logez.] L'ancien-
ne Loy monstre que les Prestres estoient logez, &
nour

nourris du public, lors qu'elle dit: le Leuite qui demeure avec toy, & habite au dedans de tes murailles, prendra les dîmes & oblations pour sa vie: car il n'a autre portion en tes biens ^l. Aussi la pratique a esté de tout temps, que les Parroissiens sont tenus d'entretenir leurs Pasteurs. Ce n'est gueres ample recompense donner les aliments à celuy qui nous fournit la pasture spirituelle, & la viande de l'ame ^m. Or est il qu'en la loy l'entretien ne comprend point seulement les viandes, mais les vestemens & l'habitation. C'est pourquoy le Jurisconsulte respondant en Philosophe dit, qu'au lay des aliments, la nourriture, les vestemens, & l'habitation sont compris, d'autant que tout cela est nécessaire à la conseruation du corps ⁿ. Les Parroissiens doiuent donner honnestes moyens de viure à leur Curé, & luy fournir pension suffisante pour s'entretenir & sa famille, d'habits & de viures, avec l'habitation conuenable. Car s'il est ainsi qu'aucun ne sçauroit longuement viure sans domicile, à plus forte raison les Curés, qui sont tenus loger les pauvres & passants, & exercer enuers eux les droicts d'hospitalité ^o. Doncques la charge des Parroissiens est de leur bailler dequoy y satisfaire, les entretenans honnestement de pension & d'habitation F.

l Can ec
clesias, 13
q. 1.

m ca eum
ex oficij,
de praefer.

n l lora-
sin. ff de
alimō
cibar. leg.

DA 60.

de conc
hanc
m
at
e
scand.

Apporter telle part & portion.] Le Concille de Magance a voulu que le beneficié fust tenu de cōtribuer aux reparatiōs de son Eglise 9. Le Concille de Tolette expliqua ceste contribution , lors qu'il chargea l'Euesque qui veut auoir le quart des Parroisses , d'entretenir les Eglises en bonne

reparation, & remettre sus celles qui sont dirut-
tes, & où ils se desporteront de ce quart, condem-
na les parroissiens d'y satisfaire ¹. Cccy est en-
cores exposé par les reigles qui rendent le Cu-
ré comme vñfructuaire, & par conséquence
tenu seul aux reparations de son Eglise, & de la
maison presbyteralle, pourueu que le reuenu de
sa Cure soit suffisant pour s'entretenir, & satis-
faire aux frais de la fabricque, ou que la cou-
stume n'en aye autrement disposé ². L'ordonnan-
ce de Charles 6. contrainct les Curés d'employer
le tiers de leur reuenu pour reparer & entrete-
nir les maisons presbyteralles ³. Les Monasteres
accordez en commande, chargent l'Econome
d'employer le tiers ou plus grande portion s'il
y eschet aux reparations ⁴. Voila qui touche les
meilliorations ordinaires. Que sera ce quand
l'Eglise a esté contaminee & polluee par meur-
tre ou autre indignité? Si celuy qui a faict l'of-
fence est soluable il fournira aux frais, sinon le
Curé & les Parroissiens s'y employeront: que si
la Parroisse est si pauvre qu'elle n'y puisse abon-
der, l'Euesque les prendra dans ses coffres ⁵. Je
demande, le Curé & ses Parroissiens ont mar-
chandé à faire couvrir l'Eglise, le Curé decede
auant le paracheuement de l'œuure & payement
du pris, qui payera sa portion, ou le successeur ou
l'heritier du decedé? le successeur: d'autant que ce
debte regarde l'entretien de l'Eglise ⁶.

Ne

*¶ ca. viuo,
10. qo. 3.
Ce quart
est hors de
vsage. Ar
genté §.
266. fol.
343. des
appropri.
s Syntag.
iur. verb.
eccelesia,
col 2 fol.
237.
1 Bauffay
pract. liu.
1. chap. 1.
fol. 3. tit.
de iurisd.
cont gens
d'Eglise.
¶ Prax.
Rebus fol.
272.
2 Syntag.
iur. vbi su
pra.
3 Steph.
Ranchin.
lib 5. con
clus 439.
4 Bugnon
Floys. §
23. fol 73.
titu. de la
iustice.*

§. LIII.

Ne pourront les Marguilliers & fabricqueurs des Eglises accepter aucunes fondations sans appeller les Curés, & auoir sur ce leur aduis.

Aucunes fondations.] La question a esté grande en droict, sur laquelle les Docteurs se sont merueilleusemēt trauaillez, pour sçauoir si le Prelat peut refuser le lay faiët à l'Eglise. Les vns soutenans l'affirmatiue, les autres la reietans, pour les reconcillier il a fallu distinguer entre lay & institution. L'institution peut estre refusee par le Prelat sans le consentement du chapitre, ou par le chapitre sans l'auctorité du Prelat, non ainsi du lay^a. La raison de diuersité peut estre tiree, d'autant que les laiz n'apportent point de preiudice, & que l'adition d'heredité est perilleuse, souuent plus chargée de depres qu'elle ne vaut. Ceste consideration peut auoir meu le Prince de defendre aux marguilliers d'accepter les fondations sans l'aduis du Curé, qui considerera si la fondation est trop onereuse, ou de difficile execution.

*a Anton.
Gabr. lib.
4. conclus.
5. deleg.*

§. LIIII.

Et sur les remonstrances à nous faictes par lesdicts Ecclesiastiques de la perte de leurs tiltres aduenus par l'iniure du temps : au moyen de laquelle ils peuuent contraindre les redeuables à la recognoissance &

payement de leurs droicts fonciers. Vou-
lons que par nos Seneschaux, Baillifs, leurs
Lieutenans, & autres noz offieiers soit pro-
cedé à la confection de nouveaux Terriers
des fiefs, & sensives desdicts Ecclesiastiques : sans pour ce qu'ils soyent contraincts
obtenir autre Commission de nous que ces
presentes.

Obtenir autre commission.] Je sçay bien
que le protocole de Chancellerie baille la for-
me des commissions pour faire terriers, & que
ceux qui s'en aident besoignent plus asseurement.
Mais la permission portee par cest Edict s'enten-
doit assés, non seulement aux Ecclesiastiques :
mais à tous autres qui possèdent deuoirs Seigneu-
riaux. N'est il pas loisible d'appeller le débiteur, &
conclure au payement du deuoir, & à recognoistre
sans aucune commission ? Et ne sera il condamne
d'y satisfaire, combien qu'il propose d'auoir touf-
iours payé, & estre prest de payer à l'aduenir ? Le
proprietaire est tenu de recognoistre son Seigneur
direct iacoit qu'il n'y soit expressement obligé. Ce-
la est de la nature des deuoirs. Pourquoi refuseroit
il ce qui ne luy nuit aucunement, & apporte profit
à vn autre ^a ? Tant s'en faut qu'il soit besoing d'au-
cune commission pour contraindre les debtors au
payement & recognoissance, que les seules leues,
pour tant les recors ont ce pouuoir ^b.

^a Guid.

Pap. 95.

417.

^b Stepha.

Ranchin.

l b. 5. cōcl.

311.

§. LV.

Nous faisons tres-estroictes & expresse inhibitions & defenses à tous Capitaines, soldats gens de guerre de noz ordonnances, & à tous ceux de nostre suite, de quelque qualité qu'ils soyent, de loger és maisons de l'habitation & residence des personnes Ecclesiastiques, tant és villes qu'és champs : & à tous Mareschaux & Fourriers des logis de bailler ethiquettes pour ce faire, sur peine de punition corporelle. Enioignant à tous noz officiers qu'incontinent qu'ils en seront aduertis, sans attendre la plainte desdicts Ecclesiastiques, ils donnent ordre de les faire desloger. Et neantmoins informent diligemment du nom & qualité de ceux qui auront logé esdictes maisons, ensemble du nom des Capitaines, Mareschaux, Fourriers, & autres qui les conduisent, pour estre procedé contre les coupables, suiuant la rigueur des Edicts & Ordonnances. Permettant à ceste fin ausdicts Ecclesiastiques de faire mettre & attacher noz armoiries & pannonceaux aux principales portes & entrees de leurs maisons tant és villes qu'és champs, pour leur seruir de sauuegarde.

Gens de noz ordonnances & ceux de nostre suite.] Les Docteurs ont bien à poinct re-

a *dyto.*
cons 308.
num.

marqué qu'il y a grand difference de la suite du Prince, & des gédarmes tenàs les champs^a. Les premiers plus faciles à contenter, & s'estudians de gracieuser l'hoste: les autres prenans plaisir à desoler & destruire tout par où ils passent: matiere que nous remettrons cy bas au tiltre de la noblesse où elle se trouue mieux disposée. Pour maintenāt posons vne reigle: que tous les domicilliez sont tenus de loger la suite & l'armee du Prince, sinon ceux qui en sont exemptez par priuilege: & voyons comme les anciens Empereurs ont reiglé les logis, remettàs au mot suiuant à dire des priuilegiez. En toutes villes où nous arriuerons, ou que ceux qui bataillent pour nous (ou bien, ou que ceux de nostre suite) se trouueront, nous voulons, à fin de soulager les proprietaires des maisons, que les deux parts du logis leur soyent reseruees franchement, & que la troisieme soit pour l'hoste. Que le maistre choisisse la premiere part, l'hoste la seconde, & la troisieme demeure au propriétaire. Car c'est chose tres-iuste & equitable, que celuy à qui la maison appartient par successiō, par achept, pour l'auoir bastie, prenne la part qui luy sera plus agreable. Que s'il n'y a aucun estable pour loger les cheuaux, & n'y aye lieu en toute la maison pour les renger, celuy à qui ils appartiennent les enuoyera à l'hostellerie. Mais si c'est vn Prince ou illustre Seigneur qui vueille loger aux maisons particulieres, faudra faire le partage en deux, l'vn le fera & l'autre choisira. Ce que nous voulons estre perpetuellement obserué, sur peine de trente liures d'or, & perte d'office au contreuenant^b. Vous pouuez sçauoir par experience, combien la practique

b *leg in*
qualibet,
C. libr. 12.
de metat.

que

que du iourd'huy est diuerſe à ces anciennes ordonnances.

Personnes eccleſiaſtickes.] Voicy l'un des priuileges accordez aux clercs de toute ancienneté approuué par Conſtantin premier des Empereurs qui aye receu la foy Chreſtienne, & ſe ſoit eſtudié à la faire florir. Aucun pour l'aduenir (en contemplation de voz merites) ne vous comprendra aux nouuelles collectes, deſquelles vous & voſtre famille demeurerez affranchis, & ne ſerez tenus de receuoir hoſtes ^{c.} Maintenant ce ſont ceux là qu'on cherche. Et le temps eſt venu que les Catholiques autant ou plus que les pretendus reformez, prennent plaifir à moleſter les gés d'Egliſe. Encores qui voudra regarder de pres, trouuera les actions de ceux qui ſe dient Apoſtolicques Romains, plus faſcheuſes que des autres qui ſe ſçauent mieux deſguiſer & plumer la poulle ſans crier. Non ſeulement les Eccleſiaſtickes mais les Iuges de Prouince eſtoient deſchargez d'hoſtes ^{d.} Et aujourd'huy vous diriez que le ſoldat, le gendarme, l'aubercan, le noble, bref tous les Cauallots ont coniuéré contre les longs veſtus. Si vous leur demandez la raiſon, ils reſpondent publicquement, qu'ils ne doubtent point d'aimer iuſtice, mais qu'elle ſe trouue moins aux logis des Iuges (tels qu'on les fait de preſent) qu'en lieu du monde. Reſeruous ce propos lors que parlerons de la vente des offices, où il ſera facile de recognoiſtre d'où vient le mal. Les Medecins du Roy, & ceux que la ville de Rome tenoit à gaiges, eſtoient exépts de receuoir les hoſtes: maintenât ce priuilege n'a point de cours pour les Medecins des villes,

ſinon

*e l. r. C. de
Episc. &
cleric. ca.
1. de im-
munit. ec-
cleſia, l.
omnia. C.
de Episco.
& cleric.*

*d l. cun-
ctos iudi-
ces, C. de
metatis.*

sinon qu'ils ayent quelque particuliere exemption.
 Telle qu'a mon bon Seigneur & meilleur amy
 Monsieur del'Orme, Docteur en medecine, hom-
 me de singuliere erudition, accompli aux langues
 Grecques & Latines, & par long trauail se rendant
 la seconde ame de Galen. Aussi par ses merites, a il
 esté appellé pour estre Medecin de l'artillerie. Les
 Docteurs regens en quelque faculté auoyent ausi
 ceste faueur^e. Mais le courtisan, & le soldat, qui ne
 recognoissent plus que l'honneur vault, les traictent
 plus inhumainement que les autres d'entre la popu-
 lace, de maniere que ce seroit inutilement que-
 sitionner, si les loix qui leur donnent ce priuilege,
 doiuent estre entendues des Docteurs regens seu-
 lement, où y comprennent les autres qui ne s'ad-
 donnent aux lectures^f. Les colleges des armeuriers
 iouissoient de ce priuilege. Et ceux qui sont aux ar-
 cenats de France s'en accômodent, les armeuriers
 particuliers subiects à receuoir les hostes^g. Les Pa-
 trices & Consuls anciens auoyent trois maisons
 affranchies, & leurs heritiers peres, meres, nepueus,
 freres, & sœurs n'en auoyét q̄ deux. Bref beaucoup
 d'autres dignités remarquées par l'Empereur Va-
 lent, iouissoient de ceste immunité que ie laisse à fin
 d'observer briefueté^h. Iomct qu'elles parlent des
 ordres de gendarmerie, qui sçauent alsés comme
 faut se descharger pour fouller le voisin. Qui vou-
 dra pourra recercher qui a meu les Empereurs cō-
 mander aux gouuerneurs de ne loger aux maisons
 bourgeoises, mais aux palais & pretoires publicsⁱ
 comme il se practique auiourd'huy, & si cela se
 fait sans la charge des habitans.

*e l. archia-
 tros, C de
 metatiss, l.
 medicos, l.
 10. C. de
 professor.
 & medic.*

*f Synta-
 gma. l. iij.
 verb Do-
 ctiores, fol.
 126.*

*g l. fabri-
 censu, lib.
 10. C.
 h l. hac le-
 ge, l. decē,
 cod tit.*

*i l. nu li
 iudici, C.
 de offic.
 recto pro.
 Des Ar-
 chiers du
 preuost,
 222. in pa-
 rat. ff. de
 offic. pro
 cons.*

Et pour le regard des autres exemptions desdicts Ecclesiastiques, touchant les contributions, de deniers, garnisons, munitions, fortifications, subsides, aides de villes, emprunts generaux & particuliers: nous voulons que les Edicts & lettres patentes octroyees ausdicts Ecclesiastiques, verifiees en noz Cours de Parlements, soyent inviolablement gardees & observees.

Garnisons, munitions, fortifications.] Cецy semble estre contre tout droit civil & Canonique, car il n'y a iamais eu loy tant fauorisant les ecclesiastiques, qu'elle ne les aye comprins aux subventions necessaires pour le salut de la Republicque. Qu'aucun de quelque qualite qu'il puisse estre, soit l'Eglise sainte, melmes la maison royalle, ne se pretendent exempts des charrois necessaires pour nostre armee allant à l'expedition^a. Ce que Bartolle a adapté aux munitions, & autres choses tendantes à repousser l'ennemy^b. N'est-ce ce que nous disons en droit, que les priuileges accordez à qui que ce soit, melmes ceux qui sont passez en forme de contract, ne comprennent les frais necessaires pour la guerre esleue, à fin de conseruer la patrie^c? Quand nous trouuons que les ecclesiastiques ne sont tenus aux charges personnelles, cela doit estre entendu pourueu que la collecte ne se face pour reparer les fossés de la ville, fortifier les murs, & faire les

*a l. nullus lib. 12. de cursu publico
b add l. nullus.*

c Synagoga. iur. ver casus, fol. 83. col 1. & verb. ciuicis, fol. 101 col. 2.

por

portes. En ces cas noz loix ne font point de différen-
 ce entre les laiz & ecclesiastiques: ces fortificatiōs cō-
 cernent le salut d'un chacun. Il faut doncques que
 tous se ressentent des fraix necessaires ^d. N'est-ce ce
 que disoyent les Empereurs Gracian & Valétinian?
 Chacun doit estre cottisé pour subuenir à l'étreitien
 des fontaines, & canaux publics, des ports, ponts, ri-
 uages & murailles de villes, sans qu'aucun s'e puisse
 affrâchir de quelque qualité ou cōditiō qu'il soit ^e.
 N'est-ce point ce que les Canonistes ont ordonné
 cōbiē que tref-roides defēseurs de leurs priuileges?
 Nous voulons (dit la Saincteté) qu'aucun eccle-
 siastique ne soit excusé des gardes sur les murail-
 les, & entendons qu'ils puissent estre contrainctz
 de s'y trouuer, à fin que la ville soit mieux gardee
 quand tous les habitans feront le guet ^f. L'Empe-
 reur Leon parle à l'ouuert des munitions & garni-
 sons. Nous vous commandons (disoit il) que sans al-
 leguer les excuses & qualités des personnes, vous
 falsiez parfournir aux reparations & nouuelles stru-
 ctures des murailles, achept de froment, & autres
 choses necessaires pour conseruer les lieux qui vous
 sont assignez ^g. Que seruiroit-il de specifier les cas
 où les ecclesiastiques sont tenus de supporter le
 fais, veu que les Docteurs les ont remarquez en
 trois mots? ils ne peuuent s'en exempter qu'ad l'im-
 position touche l'vtilité publique, la necessité, ou
 la pieté. Lors qu'il plaist à Dieu corriger son peuple,
 & le renger au deuoir par famine, l'ecclesiastique
 aura il le cueur à la terre? vendra il ses grains? liera il
 les sarrets de sa bource? Sera il auare lors qu'on con-
 traindra le peuple de se retrancher pour subuenir à
 la

d Bartian
 sh. de col-
 lasoribus.
 Syntagm.
 iur. f. 231.
 col. 1. 2.
 verb. eccle
 sia, & fo.
 231 co. 1.
 & verb.
 clericus, f.
 109. col.
 1. & 2.
 e l ad por
 tus, C. de
 oper pub.
 f cap. per-
 u nit, de
 immunit.
 ecclesia.
 Syntagm.
 iur verb.
 clericus, fo.
 110.

g l. hac p-
 uidentissi-
 ma, C. de
 quib. mu-
 nerib.

la necessité? il n'y auroit aucune apparence. Quand la peste (autre fleau de Dieu) saist vne Republicque, faudra il que le commun des laiz sâtisface à tout ce qui est expedient pour se preseruer du malheur, & euitier les coups de bastons du pere celeste, autant que l'humanité permet, sans que le prestre contribue à ceste charité? Personne ne le voudroit ainsi conclure ^h. D'où vient doncques la disposition de l'Edict que nous exposons? Du grand zelle d'Henry nostre souuerain, à ce que les gens d'Eglise ayent plus de cuer de prier la bonté infinie pour la prosperité du Roy qui les ayme, & le salut du peuple.

*h Syntagma iuris
verb eccle
sia, folio
185. col. 1.
2. & fol.
236 col. 2.
folio 314.
col. 2.*

§. L VII.

Les personnes constituees és ordres sacrez, ne pourront en vertu de l'ordonnance faicte à Moulins, estre contraincts par emprisonnement de leurs personnes: ni pareillement pour le payement de leurs debtes estre executez en leurs meubles destinez au seruice diuin, ou pour leur vsage necessaire & domestique, ni en leurs liures.

Emprisonnement de leurs personnes.] Les emprisonnemens ont tantost esté tollerez, & tantost defendus, lors qu'on a consideré les malheurs prouenans de mettre trop legerement aux liens la personne nec avec toute franchisè & liberté. Ceste matiere auroit lōg traict à qui la voudroit expliquer comme il appartient. Je m'essayeray de
fatis

4 96.

satisfaire aux lecteurs abordans la seconde partie de mes commentaires sur la coustume de Bourbonnoys, où l'argument est propre^a, laquelle j'ay discontinuée à fin de vous présenter ces nouveaux fruits.

Executez en leurs meubies.] Les Ecclesiastiques ont quatre sortes de meubles. Les ornemens pour faire leur charge au service diuin, les fruits de leurs prebendes, le temporel qu'ils doiuent auoir auât qu'estre receus prestres, & le residu necessaire à ceux qui tiennent maisons, comme bleds, vins, bestail, & vtencilles. Desquels le quatriesme Concile de Cartage (auquel Sainct Augustin aslista) parle en ceste sorte: Que l'Euesque aye sa maisonnette le plus proche qu'il pourra de l'Eglise, qu'il ne soit fourni de meubles de grand pris, mais s'accommode de ceux qui seront de petite valeur. Qu'il tienne table peu bordee, & viue pauuement, se faisant reconnoistre par bonnes meurs, & integrité de vie. Qu'il vse du reuenu de l'Eglise, non comme propriétaire, mais comme depositaire ^b. Pour la premiere sorte ie vous renuoyeray au Docteur Bugnyon, qui allegue l'arrest de Tholose, par lequel les ornemens de l'Eglise & liures des prestres ne peuuent estre saisis, ni les autres meubles, sinon que le debte fust pour subuenir à la nourriture du clerc, ou pour le medeciner: à fin de le retirer de maladie ^c. Quant aux prebendes & fruits de leurs benefices, nous distinguons ceux qui sont pendans d'auec les separez du fôds. Les premiers sont encores immeubles, participēt du spirituel, & ne peuuent estre prins par executiō, arrestez pour rēdre le cōtumax obeissant, ni sequestrez. Et les autres sont subiects à la saisie ^d, pourueu

b Sleida
lib. 2. de
quas. im-
per. fo 32.

c Bugnyon,
9. 3. fol.
106. 1 66

d Synta.
iur. verb.
fructus eo
in 1. fol.
4 43

pourueu que le prestre debteur n'aye moyen de satisfaire d'ailleurs, & encores à la charge de laisser portion des fruiçts suffisante pour l'entretien du beneficié durant l'année ^e. La requeste des Estats de Tours semble auoir eu esgard à ceste distinction. Voicy leurs termes. Semble aux Estats que le Roy en ensuiuant ses tres-nobles progeniteurs, & retenant le nom de tres-Chretien, doit ordonner par Edict general, que desormais tous les droicts, franchises, libertés, prerogatiues, & immunités de l'Eglise en la personne ou aux biens soyent loyaument & entierement gardez & entretenus, ainsi que ladicte Eglise a esté au temps du Roy Charles 7. & de ses predecesseurs. Et que le temporel d'iceux gens d'Eglise ne soit d'oresenauant saisi ni empesché, fors que pour cause iuste & raisonnable. Et que s'il aduenoit aux cas dessusdict aucune saisie en estre faicte, que les dîmes, oblations, & autres choses spirituelles n'y soyent aucunement comprises ^f. L'Edict d'Orleans a déclaré inalienable le reuenu temporel des prestres, non subiect à aucunes obligations, & hypothecques creées depuis la promotion du prestre, & durant sa vie ^g. Or la reigle est generale, fort remarquable en ceste matiere si elle est veritable: Que les meubles qui ne peuuent estre prins par execution, obstant leurs priuileges, ne confirment la saisie encores qu'ils soyent volontairement offerts par le debteur ^h.

Liures.] Ce n'est moindre vice au prestre de vendre ses liures, qu'au soldat ses armes ⁱ. Et les libertés accordees aux vns s'estendent aux autres.

*e Steph.
Ranch. 3.
par.concl.
114. Syn-
tagm iur.
verb cleri-
cum, col. 2.
fol. 106.*

*f Tours,
chap. de
l'Eglise,
fol. vers.
20.*

*g Orleâs,
§. 13.*

*h Syntag.
iur. verb.*

*executio,
folio 313.
col. 2.*

*i Iodocus
Damhou.*

*lib. parni,
verb. deli-
ctum mi-
litare.*

Nous pourrions ici proposer 13. ou 14. priuileges, cumulez par les Docteurs touchât ceux qui ne peuvent estre executez: mais cela seroit trop long. Suffira de dire que les beufs & instrumens des rustiques seruans au labourage n'y peuvent estre compris, à fin d'obuiuer à la disette & sterilité qui pourroit suruenir, si les laboureurs estoient destournez du cultiement des terres. Les loix bailloyent vne limitation à ce dire, lors qu'il est question des deniers royaux ^k, & maintenant les particuliers peuvent impunement saisir les beufs & charrettes, quoy que les Estats de Tours ayent cōseillé le contraire, en ces termes: semble aux trois Estats estre profitable que toutes bestes ordonnees & deputees pour le labour & cultiement de la terre, dont viennent les aliments de tous les trois Estats, ensemble les instrumens & oultils necessaires audict labourage, ne se puissent d'oresenauât engager, ne prendre par execution, soit pour les deniers du Roy, des seigneurs directs ou vtiles, des marchands ou autres quelconques, supposé ores que les laboureurs le voudroyent ou y consentiroient. Auis qui fust approuué & auctorise par la Majesté lors regnante ^l.

*k Synta
iur. verb.
ex. cut. o.
col. 1. fol.
311.*

*l Tours,
32 feuil.
ch. 1. de la
Iustice et
su. il 52.
pag. 2.*

§. LVIII.

Au surplus, Nous entendons que tous les priuileges, franchises, libertés, & immunités octroyees ausdicts Ecclesiastiques, tant en general qu'en particulier, par les feuz Roys neze predecessors, & verifiees en
nosd

nosdictes Cours de Parlement, leur soyent entierement gardees, sans qu'il soit besoin obtenir aucunes lettres particulieres, ou de confirmation, que les presentes.

Tant en general qu'en particulier.] Le contenu de cest article n'est que reditte de ce qu'il a pleu aux anciēns Empereurs ordōner en pareil cas. Valens & Martian confirmerent tous les priuileges generaux que les predecesseurs auoyent accordēs aux Eglises Catholiques, nonobstant toutes lettres contraires obtenues par grace, faueur, ou poursuite ambitieuse. Et Frideric cassa toutes les ordōnances qui se trouueroyent deroger aux libertēs de l'Eglise & personnes ecclesiastiques ^a. L'Empereur Leon expose fort nettement leurs intentions, qui veut les lettres donnees en faueur des Eglises estre perpetuellement obseruees, soit generales ou particulieres, sans qu'il soit loisible d'imposer les Ecclesiastiques à la contribution des charges extraordinaires ^b. Ces termes, rāt en general qu'en particulier, ne sont mis sans grande consideration. Car les priuileges generaux accordez par la liberalité du Prince, peuuent estre facilement reuocquez par contraire nouuelle loy ^c. Marquons que les immunitēs des Ecclesiastiques ne comprennent leur patrimoine ^d. Sur ceste resolution est fondee l'ordonnance d'Orleans, commandant aux Ecclesiastiques de condition roturiere, de bailler à ferme leurs terres & heritages, à fin que le fermier aide à soulager & descharger le pauvre peuple. Voulant que les Ecclesiastiques à faute de ce faire,

a l priuilegia, authentic. cassa. C. de fact. Eccl

b l. omnes §. priuilegium, C. de episco & clericis.

c Anton. Gabr. tit. de u. que sit. lib. 4. conclus 7.

nu 12 13. d Syntag. sur f 100. col 2. ver. clericus,

q. 1. 2. fol. 101. & verb clerici, col 1. fo. 103 et verb clericus fol.

10, col 1.

soyenteux mesmes cottisez à la taille, nonobstant quelconques priuileges, lettres d'exemption, ou affranchissement qu'ils pourroyent alleguer au contraire. Exceptez les gens d'Eglise residens en leurs benefices pour le regard des biens & patrimoine de l'Eglise seulement qu'ils laboureront & tiendront en leurs mains. Et pour le regard des autres biens qu'ils retiendront en leurs mains, prendront à ferme ou louage, ils seront subiects à estre cottisez à la taille comme feroit vn fermier ou laboureur ^e.

^e §. 130.

Orleans.

f Syntag.

sur. verb.

clericorū,

fol. 112.

col. 1.

Ceste derision oste la question, si la part du frere est conseruee avec celle de son frere prestre, lors qu'ils sont communs, & possedent par indiuis ^f.

Lettres de confirmation.] Les Estats de Tours firent semblable requeste au Roy, qui leur fust accordee. Supplient les Estats au Roy qu'il luy plaise confirmer les libertés, priuileges, franchises, prouisions, & iurisdiccions des gens d'Eglise, Nobles, Cités, Pays, & Villes de ce Royaume, D'au-
phine, & pays adiacens, & en iceux les entretenir, & les garder, & leur accorder que la confirmation qui en sera maintenant, vaille & serue aux gens nobles, pays, Cités, & villes, sans qu'il soit besoing au temps aduenir obtenir autres lettres, impetrations, ou confirmations ^g.

g Tours,

chap. du

faict com

mun sue.

29 pag. 2.

§. LIX.

Nous defendons à noz Cours de Parlements de receuoir aucunes appellations comme d'abus, sinon és cas de noz Ordonnances : & à noz amés & feaux les Maistres
des

des Requestes ordinaires de nostre hostel, & Gardes des seaux de noz Chancelleries, de bailler Lettres de relief desdictes appellations comme d'abus, ne icelles Lettres sceller, qu'elles n'ayēt este rapportees, & qui seront à ceste fin paraphees du Rapporteur ou Referendaire. Et neantmoins lesdictes appellations comme d'abus n'auront aucun effect suspensif en cas de correction & discipline Ecclesiastique, mais deuolutif seulement. Sur lesquelles appellations nosdictes Cours ne pourront moderer les amendes pour quelque occasion que ce soit, ce que nous leur defendons tres expressement.

Es cas de noz ordonnances.] Nous auons a § 2.
cy dessus ^a touché la diffinition de l'appel comme
d'abus, suffisante pour monstrier comme & en
quel cas il a lieu. Qui voudra sçauoir le residu
recoure au traicté du President le Maistre ^b, e-
scripts d'Imbert ^c, & de Rebuffe ^d, de laquelle ie me
deporte, parce qu'elle meriteroit vn volume en-
tier, me contentant pour maintenant de prendre
l'intention de ce texte.

Aucun effect suspensif.] Cecy n'est qu'un
reditte de l'ordonnance de François premier, qui
commanda que les appellations comme d'abus in-
teriettes par les prestres, & autres personnes eccle-
siastiques, es matieres de discipline & correction,

*l'ri de ap-
pellation
ab abus
c In En-
chi verb.
abusus.
d Pras.
beneficij
de m.*

e 5. 5.
1539. Con
stant. &
Bourdin.

ou autres pures personnelles, & non dependentes de realité, n'eussent aucun effect suspensif: mais que nonobstant les appellations, & sans preiudice d'icelles, les iuges d'Eglise puissent passer oultre. Constitution fort equitable au rapport de Bourdin procureur general en Parlement. D'autant que si le contraire estoit obserué, il n'y auroit plus de discipline, ni de correction, les personnes Ecclesiastiques addonnees à vice, trouuās mil' & mil' eschappatoires pour rendre sans effect les iugemens Ecclesiastiques. Deslors que l'Official ou autre ayant puissance voudroit chastier le prestre accusé d'estre homicide, empoisonneur, ou raultseur, & à cest effect l'auroit rendu en ses prisons, il se porteroit appellant de l'octroy de la commission ou execution d'icelle, de l'ordonnance de confrontation, ou delay donné pour faire venir tesmoins, & retarderoit le iuge qui n'oseroit passer oultre, n'estoit ceste ordonnance. Ainsi le procès accroché pour la vesue & heritier, & le malfaiteur euitant la correction. C'est pourquoy noz Roys ont voulu qu'il fust passé oultre à l'instruction du procès nonobstant l'appel & sans preiudice d'iceluy. De mesmes que les Canonistes ont defendu l'appel sur correction & discipline, & l'ont permis lors seulement qu'on pretend que la peine adiugee est excelsiue.

f. Four-
d'n, d. 5.
5.

Correction & discipline.] C'est chose bien seante de voir les petits se reformer selon les louables aduertissemens des superieus. Et le subiect doit rarement prendre pied a sainct Paul, qui corrigen sainct Pierre, combien que chef des Apostres. Iamais cela ne peut estre entrepris sinon en trois

cas : quand le superieur erre en doctrine, s'esloigue des bonnes meurs, & par mauuaise vie est exemplaire du mal ^g. Au contraire le subiect doit receuoir en humilité la correction & discipline, qu'il plaist au superieur de luy imposer. Comme recognoistrōs nous les superieurs? L'Euesque est l'œil de tous les Ecclesiastiques de son Diocese. Il a cy dessus este dict que les superieurs & chefs d'ordre doiuent vacquer à l'entiere reformation des monasteres du Royaume, selon la premiere institution, fondation, & reigle, & que ce qui sera ordonné par eux, sera reallement & de faict executé, nonobstant opposition ou appellation quelcōques ^h. Et apprenons de l'Edict d'Orleans, q̄ tous Abbés, Abbeilles, Prieurs, Prieures, non estans chefs d'ordre, ensemble tous Chanoines & Chapitres tāt seculiers que reguliers, & des Eglises Cathedralles, ou Collegialles, sont indistinctement subiects à l'Archeuesque ou Euesque Diocesains, sans qu'ils puissent s'aider d'aucun priuilege d'exemption pour le regard de la uisitation & punition des crimes, nonobstant opposition ou appellation quelconques, & sans prejudice d'icelles. Demeurant toutesfois aux Abbés, & Abbeilles, Prieurs, & Prieures, la uisitatiō & correctiō accoustumee sur leurs religieux & religieuses, par faueur d'obseruāce de leurs reigles ⁱ. Reste à demāder si l'Euesque doit auoir le consentement du Chapitre, pour punir le prestre vicieux. Ceste questiō est problematique. Beaucoup ayans tenu qu'il fust prendre conseil du Chapitre, les autres que le consentement est nece faire : la qualite du crime les rendra d'accord. Si le delict est si petit qu'il ne

*g l'odeo.
Damhou.
lib. Parisi
ver fides.*

*h Orleāz,
§. 20. ma
paraphr.
au tit. de
Bourbon.
tit. des ap
peuatiens
fol. 202.*

*i Orleāz,
§. 11.*

merite que bien legere correction, l'Euesque ne s'embesoignera sur le consentement du Chapitre: mais quand la correction doit estre exemplaire, il n'en disposera de sa seule teste. C'est pourquoy on tient que le Prelat ne peut sans le consentement du chapitre deposer le prestre, & le despouiller de ses benefices ^k.

*k Anto.
Gab. li. 7.
tit de cri-
minib. cō
cl. 36.*

*l Orleāz,
§. 11.*

Noz cours ne pourront moderer les amendes.] Il entend parler des cours souueraines, quoy que l'Edict d'Orleāz eust euocqué la cognoissance des matieres de correction & discipline au conseil priué ^l. Or l'amende des appellations comme d'abus est diuerse, quand l'appellant se despart en iugement de l'appel releué, il paye l'amende ordinaire du fol appel, & hors iugement la moitié moins, ou plus grande à l'arbitration des cours souueraines, eu esgard à la qualité des matieres, & des parties: & en l'amende vers la partie pour les subterfuges, & delais, du procès retardé: c'est assauoir de vingt liures parisis en iugement, & hors d'iceluy dix liures parisis. Et quant aux appellations plaidées & soubstenues par les appellans, ils seront condannez, oultre l'amende ordinaire, à vne amende extraordinaire enuers le Roy, & la partie, selon l'exigence des cas, & que la matiere y sera trouuee disposée ^m.

*a §. 6. 7.
p. 1539.*

§. LX.

Les appellans comme d'abus, ne pourront estre eslargis pendant l'appel, iusques à ce que les informations veuës, en ait esté par noz Cours ordonné.

Les

Les informations.] Noz loix apprennēt qu'il faut obseruer meſmes ceremonies à diſſouldre, qu'à la liaiſon. Doncques veu que les ordonnances Françoises ont defendu à tous Iuges de decreter aucunes commiſſions de prinſe de corps ou adiournement perſonnel, contre quelque perſonne ou pour quelque delict que ce ſoit, ſans information prealablement faiete, ou qu'il y euſt veriſſimilitude de grande preſomption du faiet, ou qu'il fuſt prins ſur le recent delict ^a. C'eſt bien la raiſon de voir les informations deſia faietes auant qu'eſlargir le priſonnier. Elles monſtreront dequoy il eſt queſtion au procēs, & ſi le premier Iuge a bien ou mal procedé à la capture, & rendront le Iuge d'appel plus certain comme il doit ordonner de l'eſlargiſſement pendant l'appel.

*a Banſſ.
lib. 4. c. 1.
ex Carol.
7. §. 5.
1400. Lu
dou. 12. §.
27. 28.
1499. Frā
ciſc. 1. §.
145. 1539*

§. LXI.

Les ordinaires ne pourront eſtre contraincts bailler Vicariats, ſi ce n'eſt que noz Cours de Parlement, pour certaines bonnes cauſes & raiſonnables, dont nous chargeons l'honneur & conſcience des Iuges d'icelles, ayans ordonné qu'en aucunes cauſes ciuilles ou criminelles, pēdātes en noz diētes Cours, leſdiēts Ordinaires bailleront leſdiēts Vicariats à deux des Conſeillers d'icelles Cours, leſquels leſdiēts Ordinaires audiet cas pourront choiſir tels que bon leur ſemblera.

Bailler Vicariats.] Nous auons cy dessus touché des Vicaires generaux, aux Eueschez, & déclaré comme les Vicariats ont esté inuentez pour obuier que l'Eglise esloignée de son Pasteur ne demeura trop longuement desnuée & deserte, sans auoir aucun qui luy annôça la parole de Dieu, & administra les Sacremens. De là ils ont esté de double sorte, les vns à temps, (à fin que la medecine fust de mesmes que la maladie) qui n'ont plus de cours si tost que le Pasteur est de retour, & s'employe au deu de sa charge. Les autres perpetuels, qui ne sont reuocquez, encores que celuy qui les a appelez se desparte du benefice, & que le successeur entre en sa place^a. Le reste de cest article est notoire à ceux qui frequentent les Parlements, recognoissans trop mieux que moy les traueses qu'on a accoustumé bailler aux Ecclesiastiques. Partant passeray oultre.

§. LXII.

Les sentences de prouision, & garnison de main, donnée par les Iuges Ecclesiastiques sur contracts, obligations, & cedulles recogneuës, non excedans la somme de huit escus, & vn tiers d'escu, serôt executoires : non obstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, en baillant bonne & suffisante caution. Et si pourront estre mises à execution par les appariteurs desdicts Iuges d'Eglise sur ce requis, par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables.

*a extra
cos. sit de
offi. Vica-
ry.*

Par Iuges Ecclesiastiques. Cccy est contre le texte de nostre coustume qui baille la garnison de main aux sentences des Iuges laiz, à fin d'exclure les Ecclesiastiques ^a. Dequoy ie me delibere dire amplement sur le lieu. Ce que le commentaire des coustumes d'Auvergne a fort bien remarqué, en ce qu'au iugement de tous, l'hypotecque est reel, & les iuges d'Eglise ne prennent cognoissance des matieres reelles ^b. Dequoy i'ay aussi dict quelq; chose en mon harmonie des Magistrats, traictant comme l'hypothecque est du gibbier des Iuges laiz ^c. Ce qui seruira à l'intelligence de cest Edict, lequel à ceste consideration, fait mention expresse des contracts, obligations, & cedulles recogneuës, qui montrent suffisamment sa Majeste ne vouloir comprendre les actions reelles & hypothecaires, qui doiuent estre traictees par deuant les Iuges, non en cour Ecclesiastique.

a §. 27.

b Auver.

§. 22 cap.

24. Bes-

sian.

c Harmo.

lib. 2. ver.

hypotecq.

Appartieus.] Nous auons tant de fois redit (traictant la matiere des iurisdictiones ^d) que l'Eueque n'a point de territoire, d'où s'ensuit qu'il ne peut mettre à execution sa sentence, & est contrainct de s'adresser au Iuge lay ^e. C'est ce que noz praticiens dient qu'il doit appeller à son aide le bras seculier. Mais quoy, le lay est il contrainct d'executer? faut distinguer les crimes. Si le delict est de ceux qui appartiennent à l'Eglise, l'Ecclesiastique cognoistra, iugera, & renuoyera au lay pour executer. Que si le delict est mixte, ou meilangé, ou du tour de cognoissance royalle, le Iuge lay ne sera tenu d'executer auant premiere cognoissance de cause ^f. Pour le regard des matieres ciuiles lors que l'execution luy

d Bourbo-
non, §. 2.

e Steph.

Ranchin.

lib 3. con-

clus. 150.

a Syntag.

sur. verb.

exequi, co-

lum. 2 fo.

310.

e il

est renuoyee, il considerera en premier lieu si le Iuge, qui a donne la sentence, estoit incompetant, & le recognoissant tel, executera non seulement le iugement de l'ordinaire, mais encores de son delegue: encores que par la commission il n'eust pouuoir exprés de demander l'aide du bras seculier &c.

§. LXIII.

Pourront les Curés & Vicaires receuoir les Testaments, & dispositions de derniere volonté, encores que par iceux y ait laiz à œuures pies, saintes & religieuses, pourueu que les laiz ne soyent faicts en faueur d'eux, ou de leurs parents: à la charge de faire signer le testateur & les tesmoins, ou de faire mention de l'interpellatiō qu'ils auront faicte ausdicts testateurs & tesmoins pour signer, & de la cause pour laquelle ils ne l'auront sceu faire, suiuant noz ordonnances: sans deroguer neantmoins aux coustumes & commune obseruance des lieux, requerant autre, ou plus grande solennité, soit en pays de droit escrit, ou coustumier.

Les Curés & Vicaires.] Cest article est fort elloigné des ordonnances de Venise, qui annullent tous laiz testamentaires faicts à fiance de personnes ecclesiastiques, & rompent les testamens qui n'ont autre auctorité que la leur: pour eulter aux grands abus qui sōt en l'uiuis, de les auoir soufferts receuoir les dernieres volontés^a. Nostre coustume^b suiue en

g Syna-
gma. iur
verb. de-
legatus,
sol. 2. fol.
180.

^a Bodin
cap 2 l. 10.
5 fol. 80.
^b 3 449

la plus part des Gaules est gracieuse d'aduantage qui appreuue le testament passé par le Curé ou les Vicaires generaux: mais defend au testateur de donner ou leguer directement ou indirectement aucune chose aux Notaires, receuant & tesmoins instrumentaires, des testamens ou dispositions ^c. Orleans ^c §. 222. semble soustenir ce party spécialement pour les Curés & Vicaires donataires ^d. Et nostre Edict y ^d §. 27. comprend leurs parents. C'est assés sur cest article, attendant qu'aborderons l'exposition de la coustume qui traicte de ceste matiere.

§. LXIII.

Nous defendons à noz Cours de Parlements, & tous autres noz Iuges, de contraindre les Prelats, & autres collateurs ordinaires, de bailler prouisions de benefices dependans de leurs collations: ains renuoyer les parties par deuât les superieurs desdicts Prelats & collateurs, pour se pouruoir par deuant eux par les voyes de droict. Et en cas d'empeschement pourront auoir recours au superieur Ecclesiastique.

Les collateurs.] Les collations d'ordinaire appartiennent à l'Euesque seul, & quelques fois elle luy sont propres & ioinctement, avec le chapitre si l'Euesque a droict de scâce & voix au chapitre ^a. Ceci est à remarquer pour cognoistre si l'Eglise vacante par la mort de l'Euesque, le chapitre a pouuoir de conferer. Lors que l'Euesque confere priuatiue-
ment

*a Argen-
tre l. 266.
mot vltire
fol 344.
des appro-
prianc.*

ment au chapitre, la prouision du chapitre est nu'le, encores qu'elle fust auctorisee de la Saincteté. Mais elle vaut lors que l'Eglise est vacante, & que la collation a accoustumé d'estre faicte par l'Euesque & chapitre conioinctement. Ce que nous venons de dire ne comprend les collations necessaires telles que celles qui sont subiectes aux nominations des gradués ^b. Pourquoy cela? Parce que les collations sont partie des fructs du benefice, & que le chapitre les doit fidellemēt reseruer au successeur ^c. Qui pourroit doncques mouuoir la cour de vouloir contraindre les collateurs de prouoir contre leur grē aux benefices estans de leur collation? Il n'y auroit point d'apparence non plus que vouloir contraindre l'vsufructuaire d'aumosner son vsufruct au hospitaū. Ils en sont libres dispēseurs, pourueu que les loix & saincts Decrets ne soit offencez. Il y a plus si la cour pretend indifferemment la cognoissance de toutes collations & les reigler, ne dirons nous l'ordonnance de Loys 12. inutile qui baille à sa cour de Parlement seule la cognoissance des collations des benefices vacans en regalle en matiere petitoire ou possessoire ^d. Les collations sont entierement spirituelles.

b Stepha.
Ranchin.
lib 3 con-
clus. 72.
73. 74.
c Glo ca.
cūmo im,
de maior.
et obed.

d Bauff.
lib. 1 fol. 3.
vers c. 2.
pub. 1499.

DES HOSPITAUX.

TITRE II.

§. LXV.



T sur les plaintes que nous auons receues de la mauuaise administration qui se fait ordinairement és Hospitaux & Maladeries de nostre Royaume. Nous enjoignons à tous noz officiers sur peine de suspension & de priuation de leurs estats: faire proceder, obseruer, & executer les Edicts faicts pour ce regard par les Roys noz predecesseurs: mesmes celui'de l'an mille cinq cens soixante vn. Et ce nonobstant toutes prouisions, ou lettres de declaration, que nous aurions deliurees au contraire, lesquelles entant que besoin seroit nous auõs reuoquees & reuouõs, ensemble les euocations donnees au contraire: & que les Arrests donnez suiuant noz ordonnances soyent executez, nonobstant lesdictes euocations & interdictions. Voulans le reuenue & deniers prouenans desdicts Hospitaux & Maladeries, estre employez suiuant nosdicts Edicts. Et ne pourront desormais estre establis Commissaires au regime & gouuernement des fructs & reuenus desdictes Maladeries

deries, & Hospitaux, autres que simples bourgeois, marchands, ou laboureurs, & non personnes Ecclesiastiques, Gentils-hommes, Archers, Officiers publics, leurs seruiteurs, ou personnes par eux interposees.

Mauuaises administrations.] Ioticque ou Zotticque (selon que les loix ciuilles apprennent) fust le premier qui inuenta les Hospitaux. Et l'antiquité les a recogneus de cinq sortes, pour les enfans, les vieillards, les malades, les pauvres, & les voyageurs ^a. Les Empereurs les ont recommandé iusques à leur donner les priuileges ecclesiastiques ^b. Ce sera doncques proceder par ordre conuenable de traicter des Hospitaux, apres auoir parlé des Eglises. Nous auons desia recogneu au tiltre precedent le zelle du Monarque à la religion, l'affection qu'il a de remettre l'Eglise & les Ecclesiastiques à leur premier & meilleur estat: & cestuy-cy nous apprendra combien il desire que les Hospitaux soyent sincerement administrez: à fin que les membres de Dieu (qui reluisent aux pauvres) puissent estre subitentez. Or les maisons de Dieu sont de deux sortes. les vnes plainement profanes, non subiectes à l'Euesque, où ne s'y dit Messe, ni autre seruice diuin: & celles la ne iouissent des priuileges Ecclesiastiques ^c. Les autres sont consacrees, & ce sont de celles dont les Empereurs ont entendu parler, lors qu'ils les ont mis en degre pareil aux Eglises, & au nombre des lieux pies & religieux ^d.

Le reuenu estre employé] La Sainteté de Clement parlant de ceste matiere dit que les hospitaux

a Authc. de non a lien. aut permuta. reb eccles. bl omnia, C. de Epif. & cleric. Bart. e Iod. Dã houd lib. Parium, verb. hospita. d Ancon. Gab li. 6. sis de pia causa, con clu. n. 4. Iod. Dã houd ver. Ecclesia, & pia ca, Synt sur. verbo hospitale, f. 497. col. 2.

spitaux ont esté fôdés à fin d'y receuoir les pauvres & les substarer, & partant qu'il se faut bien donner garde de contreuenir à l'intention des fondateurs: considéré que c'est tref-mal faicêt de conuertir ailleurs le reuenu destiné à certain vsage e.

Personnes Ecclesiasticques.] Les Canons veulent que ceux qu'on desire nommer à ces charges soyent idoines, prouides, & de bonne renommee f. Pourquoy doncques la Majesté exclud elle les gens d'Eglise? Parce (dit Rebuffe) que noz Econômes Ecclesiasticques n'ont plus de cure del'hospitalité, ils rauissent les biens des pauvres, & en prendroyent volontiers sur le barril d'un laidre. Partant ne faut s'estonner si les Princes leuent tant de decimes, & s'accommodent, souuent à bon escient du reuenu de l'Eglise. Car faut que les puissances temporelles consomment ce que les Prelats n'ont voulu donner à Dieu, c'est à dire à ses pauvres g. Au temps pafsé que les Ecclesiasticques valloyent mieux, & n'estoyent point subieçts à l'auarice, la charge des hostels Dieu leur appartenoit. Le gouuerneur deuoit estre prestre par les loix h.

Gentils-hommes.] Nous auons veu cy dessus l'occasion pourquoy la Majesté a defendu aux Nobles & gentils-hommes de se rēdre fermiers du reuenu Ecclesiastique, elle pourra estre icy appropriee, & dirons le demeurant cy bas, lors que nous monstrerons comme ils travaillent leurs subieçts & s'approprient des communes pour tenir le village en subiection.

Officiers de indicature.] Le paragraphe cent trentevniesme de ce liure, monstrera plus am-

*e ca quia
contingit,
derelegio.
domibus.*

*f d ca §.
ut autem.*

*g Rebuff.
tit. de co-
mendat.*

*nu. 16. fo.
272.*

*h d l om-
nia, C de
ep. sco &
cleric.*

ADVERTISS. SVR L'EDICT
plement l'intention de cestuy cy.

§. L X V I.

Et d'autant que la plus part du reuenu desdicts Hospitaux & Maladeries , a esté v-
surpé & appliqué au profit de ceux , qui en
ont eu le maniement par le moyen de l'in-
teruersion & subtraction des tiltres & en-
seignemens : Enioignons à noz Officiers
des lieux , sans pour ce prendre aucun sa-
laire , faire bon & loyal inuentaire de tous
lesdicts tiltres & enseignemens , contenant
sommairement, & par abbrege , la teneur &
substance desdicts Tiltres : ensemble vne
description du reuenu desdicts Hospitaux,
& Maisons Dieu. Lequel inuentaire sera mis
& deposeé és Greffes de nosdictes iurisdic-
tions plus prochaines , pour y auoir re-
cours quand besoin sera. Sur lequel inuen-
taire sera dressé l'estat du reuenu qui sera
transcript au commencement des comptes
des administrateurs.

Au profit de ceux.] La Saincteté à remar-
qué deux vices principaux à ceux qui ont le gou-
uernement des Hospitaux & maladeries , le pre-
mier prouenant de paresse & negligence , par la-
quelle ils laissent perdre les deuoirs par faute de
les demander , & pourfuiure : & les bastimens
aller

aller en decadence & defcheoir , pour estre peu curieux de les faire reparer & entretenir , comme il appartient. Le second tirant sa source d'auarice & mauuaife conscience , quand ils ostent le pain des pauvres , & s'accommodent du reuenu, l'employant à leurs propres affaires , peu soucieux du tort qu'ils font à leurs ames ^a. Ce que les loix & Docteurs sur icelles ont estimé tant estoigné d'humanité , & indigne de l'homme de bien, qu'elles ont reietté toutes les presomptions contre l'administrateur , & voulu qu'on iugea l'accroissement de ses fortunes prouenir du reuenu de l'hostel Dieu, de mesmes que l'acquisition du fils de famille estensee des biens du pere. Celle de la femme (sinon qu'elle soit marchande publique) des deniers du mary , & l'employ de la concubine des fortunes de son ami ^b.

Loyal inuentaie.] Ce n'est sans consideration que les hospitaliers & recteurs des maladeries sont comparez aux tuteurs. Car comme les tuteurs ne peuuent vallablement s'employer à l'administration , sans auoir faict inuentaie: aussi les hospitaliers sont tenus d'escrire les meubles de l'hostel Dieu , prester serment d'administrer comme l'homme de bien doit faire, & en fin rendre bon & loyal compte de sa charge ^c.

Greffes de noz iurisdiccions.] Quoy doncques ? Les iuges Royaux sont ils competans pour receuoir les sermens des gouuerneurs, ouir leurs comptes, & reigler les hostels Dieu ? Nous ne re-

*a d cap.
ga contin
git, Cle.
de relig.
domib.*

*b Bart l.
est instru
menta, l.
10. C. de
fide instr.*

*c Todoc.
Damhou
der. verb.
orphano
trophie, c.
quoniam
contingit,
§ vt aut.
de relig.
domib. in
Clem.*

ceuous les constitutions des premiers Empereurs, qui consideroyent la bonne affection des hospitaliers, lesquels pensans faire chose agreable à Dieu, mesprisoyent leurs biens, & abandonnoyent leurs parents, à fin de seruir les pauvres, & partant les deschargoyent de reddition de compte, comme ils leur desnioyent toute action pour recouurer ce qu'ils auoyent employé au dessus du reuenu. Maintenant (selon que nous auons dict) les maistres d'hostel Dieu sont de mesmes que les tuteurs, tenus au serment, à faire inuentaire, & rendre compte.

Sera ce par deuant le lay ou l'Ecclesiastique? Les loix vouloyent par deuant le maistre des cens (nous dirions aujourd'huy le lieutenant du domaine) ou par deuant le gouuerneur de la Prouince que nous prenons pour le Seneschal ou son lieutenant ^d. Et i'ay dict, parlant de l'vsage de France, en mon Harmonie des Magistrats, que les Recteurs des hostels Dieu, maladeries & autres lieux pies, sont tenus rendre compte par deuant le lay, & par prouision au royal selon la determination du Concille de Vienne^e. Quoy

que les Canonistes ayent voulu que l'Euesque en fust iuge naturel, transferant aux laiz ceste puissance, lors qu'il est paresseux d'y bail-
ler ordre ^f.



d l. Orphanotrophos, C. de Episco. & cleric. & au: hen. de Ecclesiast. §. Orphanotrophos. e Harm. des Magistr. verbe reparatiō lib. 2 fol. 72. f d c quia contingit, Anton^o Gab libr. o. c. i. de p. i. causa, nu 15. 16. 27.

DES VNIUERSITEZ.

TITRE III.

§. LXVII.

NOus entendons que suiuant ce qui a esté arresté sur les remonstrances des trois Estats cy deuant tenus en la ville d'Orleans, Lettres de commission soyent expediees & adressees à certain nombre de notables personnaiges, que nous deputerons pour dedans six mois, voir & visiter tous les priuileges octroyés aux Vniuersités par les Roys noz predecesseurs, ensemble les fondations des Colleges, & la reformation du feu Cardinal de Touteuille: & ce faict, proceder à l'entiere reformation & reestablissement de l'exercice & discipline esdictes Vniuersités & Colleges: nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Et cependant pour y donner quelque reiglement, auons ordonné ce qui s'ensuit.

Reformation du feu Cardinal de Touteuille.] Apres que sa Majesté a parlé de la police des choses sainctes & sacrees, elle aborde les Colleges & Vniuersités, qui sont les meres nourrices de tous Estats, les seminaires des sciences & ver-

tus, où les hommes apprennent à seruir Dieu, honorer le Prince, gouverner les Republicques, & se maintenir aux reigles de raison. C'est pourquoy celuy qui tint le propos aux Estats de Tours, trouua tref-mauuais qu'on ne les auoit appelez, pour avec les autres donner conseil au Roy sur les vrgens affaires qui se presentoyent lors. Voicy ses termes: Et pour ramenteuoir Messieurs des Vniuersités qui n'ont point esté mandez, ie veux bien icy dire vn mot à la correctiõ de Messieurs les Prelats. C'est que les libertés qui ont esté donnees aux gens d'Eglise, de tout droict ciuil, naturel, & diuin, leurs sont donnees en faueur de l'estude^a. Or qui regardera cest Article de pres, il trouuera qu'en ces termes & au sens il ne dispose autre chose que ce qui auoit esté au parauant proposé à l'assemblee d'Orleans^b, ioinct que ce n'est qu'un auant propos pour venir au reiglement prouisional contenu aux §§. suiuians

§. LXVIII.

En chacune Vniuersité tous les ans seront faicts principes, & lectures ordinaires en chacune des facultés * dont elle est fondee. Autrement sera interdite la promotion des degres, en la faculté de laquelle les principes n'auront esté faicts, ni les lectures ordinaires continuees.

Lectures ordinaires.] Nous auons vn adage en droict, qu'il vaut autant ne faire rien que de faire quelque chose mal à poinct. Laissons mil^{exem}

a Tours, chap. de l'Eglise, fueil. 12. pag. 2. b 3. 106.

** Que signifie ce mot (faculté) voyez Argétié §. 166. mot 211. tre, fol. 289. des appropriano.*

exemples qui pourroyent estre proposez pour la verification, & voyons le en ce qui touche nostre §. Nous auons desia veu cy dessus que les Escolliers reçoient le gros de leurs benefices durant le tēps qu'ils sont aux Vniuersités. Ce qui doit estre entendu, pourueu qu'ils facent leur deuoir, soyent assidus aux leçons, ne se rendent batteurs de paué, & soyent residens en Vniuersité fameuse & priuilegee. Car s'ils se retirent en ces Vniuersités de nom seulement, où il n'y a point d'exercice ou bien peu, ils ne iouront de ce priuilege^a. Ce n'est assés d'estre Licentié ou Docteur pour obtenir la prebende Theologale, mais faut auoir estudié le temps ordonné en fameuse & priuilegee Vniuersité^b.

a *Iodoc. Dāhond.*
verb. facere malle, lib. *Præsum.*

§. LXIX.

Defendons à ceux de l'Vniuersité de Paris, de lire ou graduer en droict ciuil.

b *glos. prag. sanctionis. de collationib. fol. 88.*

Vniuersité de Paris.] I'ay dict ailleurs, que l'Vniuersité de Paris a son fondement de Charlemaigne^a. Reste à considerer sur quoy cest Edict s'est arresté. Est-ce aux raisons d'Honoré troisieme, Pontife Romain? Voyons combien elles sont remplies de bōne grace. Voila ces beaux termes: Combien que la sainte Eglise ne refuse point le seruice des loix mōdaines entant qu'elles approchèt de iustice & equité: toutesfois parce qu'en France les laiz ne sont adsubiectis aux loix Romaines, & qu'il y a peu de causes Ecclesiastiques qui ne puissent estre vuidées selon les decisions Canonicques, à fin de

a *Sleid. lib. 3. de Imper. fo. 72.*

mieux accourager les estudians , à apprendre les saincts Decrets, nous defendons tres-estroitement qu'aucun soit si osé de lire ou estudier en droict ciuil dans la ville de Paris , & és lieux voisins. Ceux qui entreprendront contre nostre ordonnance , seront interdicts de postuler , & excōmuniez ^b. La premiere partie de ce dire est tres-asscuree , selon que ie l'ay remarqué en mon Harmonie des Magistrats: que les bonnes raisons contenues és loix Romaines, les bons enseignemens d'ont elles sont remplies, appellent noz souuerains d'en faire cas , sans autrement les approuuer comme venans de supérieur ^c. Ceste seule raison a meu les Roys de defendre la lecture du droict ciuil à Paris, pour mon-
strer qu'en la capitale ville de France, où les ordonnances de noz Monarques sont receuës & hemo-
loguees, on n'est point subiect aux loix ciuilles , & faict entendre que sa Majesté est assés enseignee pour pacifier tous differents entre ses subiects par les loix de son pays , par son prudent & sage conseil , sans recourir ailleurs : & en consideration que la ville de Paris est le siege de la Majesté royale , l'ancienne habitation des Roys , leur liēt de Iustice , & la maison de sapience ^d. Ce n'a esté ainsi que vouloit la Saincteté pour y auctoriser le droict canon , & rendre les iuges François asseruis de mettre fin aux procès , suiuant les constitutions Papalles. Car elles ont encores moins de force en France que le droict Ciuil: & (à dire vray) en meritent beaucoup moins , pour ce qui touche le temporel. De là vient que le Sexte & Decretalles n'ont lieu en France au preiudice de la iuridi

^b can sup
specula,
de relig.

^c Harmo.
des Mag.
fol. 29.

^d Tours,
fueill. 1.
pag. 2.

iurisdiction temporelle, & droict de regalles, selon que ie l'ay ailleurs remarqué^e. Les anciens Roys ont sceu bien à poinct se defendre contre ceux qui vouloyent le contraire, au grand soulas des François qui ne sont que par trop plaidereaux sans cela, & se passent facilement des chicaneries de cour d'Eglise & domination Papale, pour ce qui touche le temporel.

e Harmonie des Magistr. libr. 1. fol. 29. versi.

§. LXX.

Tous professeurs & lecteurs de lettres & sciences, tant diuines que profanes, ne pourrôt lire en assemblée & multitude d'auditeurs, sinon en lieu public: & seront subiects, au Recteur, loix, statuts, & coustumes des Vniuersités, où ils liront.

En lieu public.] Sa Majesté parle de lieu public, lors qu'il est question de lire en assemblée & multitude d'auditeurs, à quoy se conforme l'ordonnance de l'Empereur Theodose. Nous ne voulons empescher que les maistres en quelque science puissent enseigner en priué dans les particulieres maisons, le nombre certain d'Escolliers qu'ils se feront choisis: mais defendons aux maistres és arts, & Docteurs regents du nombre de ceux qui lisent au Capitolle, d'enseigner aux maisons priuees, sur peine de se rendre indignes des priuileges appartenans à leurs grades^a. Sur quoy Bartolle trouue tres-iniquela pratique d'aucuns qui lisent en public obscurément, n'exposent la loy qu'à demy,

a libr 11. C. de stud. liber.

& font lectures particulieres dans les maisons, où ils declarent tout le meilleur qu'ils ont en reserue ^b.
b ibi Bar. Le bon Docteur doit laisser arriere toutes ces pompes & apparats qui ne seruent qu'à le faire recommander des plus imbecilles, & doit s'esuertuer de faire bonnes & fructueuses leçons, pour rendre plus accomplis ses auditeurs ^c. Les Docteurs, suivant l'intention de ce texte, ont subtilement remarqué que les regents qui lisent en public, sont dignes des exemptions & priuileges appartenans à l'Estat non les autres qui font les leçons à huis clos ^d.
c Bart.l. grammaticos, C. de profes. & medic. lib. 10.
d Bart l. medicos, C. eo. tit.

§. LXXI.

Tous les Principaux, mesmes des petits Colleges, auxquels n'y a exercice, ne logeront ni receuront en leurs Colleges, autres personnes qu'estudians & escoliers ayans maistres ou Pedagogues. Auxquels defenses sont faiçtes de receuoir gens mariez, solliciteurs de procès, & autres semblables: sur peine de cent liures parisis d'amende, & de priuation de leur Principauté.

Autres personnes.] Le Roy Loys donnant prouision contre les filles de ioye & putains publiques commanda qu'elles fussent chassées des villes & mises en quelque lieu à part, non en intention d'approuuer les bourdeaux (comme aucuns ont
 pensé

pensé assés mal à propos) mais à fin de ne laisser frequenter ces villaines avec les femmes d'honneur: ou pour obuier que les ieunes femmes & vierges ne fussent desprauces par mauuais exemple. Il voulut qu'elles eussent habits distincts & separez, à ce que la viciëuse fust recogneue d'avec la pudique & cōtinnée, & que chacun eust le loyer de son merite: confisquant les maisons de ceux qui les auroient louees sciëmmēt à la femme publicquement abādōnée ^{a.}

Nous auons veu cy dessus de la closture des monasteres, l'entree desniee aux laiz sans cause vrgente, & permission de l'Euesque: & chacun sçait combien c'est chose laide de voir quelque religieux plus ordinaire entre les laiz qu'en son cloistre & monastere. Pourquoy doncques seroit-il permis aux solici-teurs, personnes mariees, & autres qui ne font profession des lettres de s'accommoder des logis destinez aux Escolliers? Nous apprenōs des loix, que les mareschaux, serruriers, menuisiers, charpentiers, & autres qui manient le marteau, ne peuuent se loger proches les Eglises, d'autant que le seruice diuin seroit empesché par le bruit: proches les escolles ou maisons des Docteurs regents, d'autant que le travail manuel des vns, empesche que les lecteurs & Escolliers ne puissent vacquer à leurs charges. Ce qui est veritable, pourueu que la coustume des lieux ne soit contraire ^{b.} Iason a conseillé en pareil cas

pour sçauoir si le Docteur regent estoit bien fondé à demander que quelques vns appelez les confrayres de la discipline, qui auoyent achepté vne salle contigue sa maison où à chacune heure ils venoyent se sangler à coups de fouët, eussent à se retirer ailleurs

*a. ca. Ray
nuti⁹, ver
bo Raynu
tius, nu.
62. 63.*

*b Synag.
sur. verb.
Doctores
fol. 196.*

leurs, d'autant que ces coups trauailloyent son esprit, & l'empeschoyent de pouuoir comprendre ce qu'il lisoit. Il tient l'affirmatiue, selon ce que nous auons dict des ferruriers, & forgeurs, neantmoins sous vne belle consideration: sçauoir si le Docteur estoit premier possesseur de sa maison ou non^c. De là nous concluons que les gēs mariez & solciteurs de procès ne doiuent estre receus aux colleges affectez à la ieunesse enuoyee pour estudier, à cause des diuerses qualités qui sont entre eux. Tous les discours de ces persónages ne tendront qu'au mesnage, au reuenu, rien que parolles de procès, ou de mignardise à l'endroict de leurs femmes: & l'escollier ne deuroit iamais ouyr parler (apres le seruice de Dieu & les bonnes meurs) que de son liure. Mais il y a plus: Car veu que ces Colleges sont destinez par la fondation aux Escolliers actuellement estudiants, les solciteurs n'y deuroyent iamais trouuer place.

c *Iason*
conf. 218.
n. 2.

§. LXXII

Seront tenus les Principaux & Superieurs de quelque College que ce soit, de resider en personne, & faire les charges, auxquelles les statuts les obligēt, faire lectures, disputes, & autres charges contenues esdicts statuts: Ausquels Principaux defendons de souffrir aucuns Boursiers demeurer plus de tēps qu'il est porté par les statuts: sur peine de priuation de leur principauté, & de s'en prendre
à eux

à eux en leurs propres & priués noms, pour la restitution des deniers qui en auroyent esté perceus par ceux qui auroyent esté demeurans ausdicts Colleges, oultre le temps porté par leursdicts statuts.

Faire les charges.] Nous auons cy dessus proposé la reigle generale par laquelle est verifié que les heutenans ne sont receus es cas où l'industrie de la personne est choisie. Cestuy-cy en est vn, doncques il veut residence. Or pour obuier que la residence ne soit inutile, la Majesté chargè les principaux de faire lectures & disputes. Ce que les Empereurs ont de tout temps trouué tres-raisonnable. Les Maistres d'Escolle (dit Iuliā) doiuent premiere-ment estre remplis de bonnes meurs, puis de doctrine & eloquence. Mais d'autant que ie ne peux me trouver par toutes les Vniuersités, ie commande que celuy qui se presètera pour enseigner n'y soit receu d'un plain fault & sans discretion, mais soit choisi & approuué du commun consentement des electeurs ^a. Et Gordian: Que les Grammairiens approuuez & receus soyent deposez & iettez hors des charges, s'ils ne se rendent vtiles aux estudians ^b. C'est pourquoy Bartolle tient que ces Docteurs es loix sous la cheminee ne sont point Docteurs, mais douteurs des loix: & que celuy qui ne sçait faire leçons doit estre priué de ses gaiges & de la charge. Celuy n'est meilleur Iuge qui remplit mieux la chaize, que qui rend bonne & briefue iustice ^d. Le reste de cest article est trop clair, il conclud à ce que

*a l. magi-
stros, libr.*

*10. C. de
profess. &
medic.*

*b l. Grā-
maticos,
eod. tit.*

*c Bartol.
ibid.*

*d Argètr.
§. 268 fo-
lio 407.*

*des appro-
priances.*

la

la fondation soit entretenue, & les bourgeois ostez apres le temps porté par les statuts. Ce qui est plus que raisonnable, à fin d'accomplir l'intention de ceux qui ont disposé, & faire place aux autres, qui pourront mieux employer le temps que ces vieux verrats d'Vniuersité:

§. LXXIII.

Ne pourrons lesdicts Principaux bailler à ferme leurs principautés, ne prèdre argent des Regents pour leur donner classes: ains leur enioignons pourueoir gratuitement lesdicts Regents desdictes classes, selon leur sa- uoir & suffisance, sur peine de priuation de leurs charges de principaux, & des priuileges des Vniuersités.

Prendre argent des regents. Il n'y a per- sonne qui ne sçache pourquoy les arts sont appelez liberaux: ou d'autant qu'ils demandent vn esprit li- beral, ou parce qu'ils doiuent estre enseignez gra- tuitement. Ceux sont simoniacles & trop addon- nez à l'argent, qui veulent vendre les sciences, & plus que Simoniacles ceux qui prennent argent des regents, qui de bons disciples bons maistres, em- ploient leurs labeurs pour gratuitement enseigner la ieunesse. Dequoy i'ay ailleurs discouru parlant des premiers instructeurs qui vindrēt à l'Vniuersité de Paris^a. On peut dire à ces auares qui vendent les classes aux regents ce que disoit l'Empereur Dio- cletian à ie ne sçay quels Philosophes crottez de
son

son temps: Vostre profession, & vostre volonté bataillent ensemble, vous prenez la qualité de Philosophes, & bruslez d'avarice^b. Alexandre troisieme recogneut ce vice prendre pied aux Vniuersités de France, à l'occasion dequoy il dressa ceste belle constitution: Nous estimons les Maistres des Colleges estre dignes de correction, qui ne veulent permettre &c. dict comme s'ensuit au chapitre ^c conforme à cest Edict.

*b l. profes
sio, tit. 41.
de muner.
patrimo.*

*c ca. quan
to, de ma
gistris.*

§. LXXIIII.

Defendons à tous Principaux des Vniuersités, Regents, & Pedagogues, de s'entremettre de solliciter procès, soit en noz Cours de Parlements, ou autres iurisdiccions, à peine d'estre priuez de leurs charges, & de la iouissance des priuileges desdites Vniuersités.

Soliciter procès.] Cest article monstre la differēce entre les sollicitateurs de procès, & supposts de l'Vniuersité. Les sollicitateurs vont de porte en porte tendans l'aureille pour comprendre quel vent court, & n'ont rien d'asseuré: les Escolliers tiennent pied en boule, ne s'escartent point, & n'ont autre but qu'à deuorer les liures dans l'estude. Ce n'est assés pour rendre vn bon marchand qu'il soit immatriculé, faut qu'il face train de marchandise. C'est peu que le gédarme soit enrollé s'il est absēt de l'escarmourche, de la bataille, ou assiegement de ville rebelle. Et qu'est-ce de l'Escolier qui ne sçait le chemin de l'escolle, qui va à l'Eglise (cōme dit Bar.)
pour

pour voir sa maistresse ? Qu'est-ce de celuy qui estime deuorer les loix dans son estude, mesprisant la viue voix du Docteur ? Mais qu'est-ce de celuy qui préd la qualité d'Escollier, ou de suppost d'Vniuersité, & se rend sollicitueur de chicanerie ? Bartol-le conclud que l'Escollier praticien pert les priuileges de l'Vniuersité ^a, Je sçay bien (au dire des nostres) que le clerc qui a quelque office ou benefice en l'Vniuersité, & ne doubte de frequenter les escolles, iouit ^b du priuilege des Escolliers, & qu'il suffit d'aduiser pourquoy il s'est rédu d'as l'Vniuersité principalement, ou pour estre escollier, ou pour faire sa charge ^b. Mais ceste opinion est dangereuse, & faut estre entierement maistre ou vallet. Pour le moins elle n'a plus de lieu apres le temps d'estude.

*a Barto-
tic. de Ty-
ronibus, l.
nullus, li.
12. C. & l.
idab. & no
quoq; , C.
de annō.
& tribut.
libro 10.
b Mingo.
§. 55. n. 7.
verb. esco-
lier, ad
Andega.*

§. LXXV.

Les Recteurs qui seront cy apres esleus, visiteront chacun College vne fois pendant leur Rectorerie, pour voir l'estat d'iceux Colleges, ouyr les plaintes, si aucunes se presentent, tant des disciples, que Regens & Pedagogues : & tenir la main à l'entretienement des statuts des Vniuersités & Colleges.

Je ne sçauroye dire chose sur cest article qui ne fust tiree des visites Ecclesiastiques, dont nous auōs parlé au premier tiltre de cest Edict. Quiconques est chef doit sçauoir comme les membres se portent & les redresser s'il ne prend plaisir de s'endormir à la courte hôte, & ruine entiere du corps qu'il regit.
Voulons

§. LXXVI.

Voulons que toutes elections , tant de Recteurs, Procureurs, Intrants , qu'autres dignités, offices , ou charges desdictes Vniuersités, soyent faictes à l'aduenir , sans brigues, banquets, ou autres choses tendans à corruption de voix , & suffrage , ou sedition : sur peine d'estre declarez incapables de telles dignités , charges & offices où aucuns seroyent entrez par telles brigues & moyens sinistres, & de quarante escus d'amende applicables aux pauvres.

Sans brigues.] Nous n'empeschons point que ceux qui par leurs merites ont esté appelez aux petites charges, puissent paruenir aux plus grandes, pourueu qu'ils se presentent en intention d'acquiescer honneur, reietans ceux la qui cudent par ce moyen rassasier leurs insatiables volontés, couvrir leurs fautes passees, ou ont opinion d'en commettre à l'aduenir, sans estre recherchez ^a. Les brigues ont esté defendues aux plus vils estats de la Romanie. Regardez les lucteurs, ils auoyent beaucoup de beaux priuileges apres la troisieme coronne, pourueu qu'ils les eussent obtenues par merites, & n'eussent brigué ou autrement gagné les voix ^b. Or nous traicterons le contraire vsage de France à toute autre nation, parlant de l'ordre que sa Majesté entend estre tenu pour empeschier les ventes, presens, brigues, & faueurs, à fin de paruenir aux Estats de iudicature, où nous pourrons dire sans reprehension

*a l ad sple
didiores,
lib. 12. C.
de diuers.
offic.*

*b l. i. lib.
10. C. de
athletic.*

la doctrine contraire à l'Apostolicque, la lettre viuifie & l'esprit tue. Passons oultre apres auoir retenu la belle opinion de Dece : Que les Electeurs peuuent contraindre le Recteur de l'Vniuersité continuer à la charge, pourueu qu'il n'y aye diuersité de voix, & soyent tous conformes en opinion ^c. Mescōmentaires sur la premiere partie des coustumes de Bourbonnois monstrent l'ordre des elections, & comme on s'y doit gouverner ^d.

*e Steph.
Ranchi.
lib. 3. con-
cl. 493.
d §. 7. mot
eslire.*

Quarāte escus d'amende.] Ce texte est clair, il condāne le brigueur à l'amende. Mais ie demande roye volontiers s'il luy eust pleu de passer oultre, & condāner à l'amēde tāt celuy qui a donē, que ceux q ont prins, cōme faudroit il faire la distributiō? Le recteur payeroit la moitié, & les electeurs l'autre ^e.

*e Steph.
Ranchi.
lib. 2. con-
140. 141.*

§. LXXVII.

Ausdictes charges de Superieurs, Seigneurs, Maistrises, Principautés, & Soubsmairises ne pourrōt estre esleus ni instituez gēs pourueus de benefices qui aurōt charge d'ames, & requierēt residence. Et si apres qu'ils aurōt esté esleus & pourueus desdictes charges, ils estoient pourueus de benefice de la qualité que dessus: Declarōs lesdictes charges vacātes, & impetrables, sās qu'ils les puissent resigner, si ce n'est qu'ils soyēt pourueus de benefices eslās dedās les villes où sont lesdictes Vniuersités, ou hors d'icelles, en telle distance q lon y puisse aller & venir en vn iour.

Resigner

Resigner.] Comme les resignations ont gâté tout l'ordre Ecclesiastique, aussi ont elles renuersé les elections aux offices. Les parentelles & le desir d'auoir de l'argent ont engendré ce malheur. Le Concille d'Antioche ne voulut receuoir la nomination que Sainct Pierre fit de Clement, pour tenir le siege apres son decés. Quand quelqu'un estoit detenu de maladie, ou si vieil & caducque qu'il ne pouuoit plus faire la charge, on luy donnoit vn aide appellé coadiuteur, & ne luy estoit loisible de resigner ^a. Auioird'huy il est permis aux beneficiers, & les offices estoient rendus perpétuels par subrogation, ne falloit qu'auoir argent pour payer le tiers denier, & le marc d'or: iusques à ce q̄ sa Majesté a déclaré qu'il n'étendoit qu'elles eussent cours. Le tēps apprendra comme sa volóté sera effectuee.

*a Rebuff.
de resign.
expres. fo.
478.*

Au dedans du temps introduict.] Le delegué de Cesar, le President ou Gouverneur de Province ne peuuent quitter leurs charges sans la volonté du Prince, ou du peuple qui les a crees. L'Euesque ne peut l'aïsser son Euesché si ce n'est entre les mains du Pape ^b. Doncques les Seigneurs superieurs, principaux, & bourgeois, ne pourrót se desfaire de leurs charges sans la permission des patrons ou collateurs. Le demande, s'ils ont renoncé par resignation au preiudice de ceste ordonnâce, serót ils descheus de leurs droicts: Ils ne perdēt q̄ le posselloire, le petitoire demeurera en son entier ^c. Encores beaucoup ont tenu l'autre party touchāt le posselloire, d'autant que les interdicts sont donnez aux simples detenteurs. Doncques quand celuy qui desseruit le benefice est troublé, il luy est loisible de

*bl legat?
ff. de offi.
praesid. &
ibiglos.*

*c Rebuff.
d. iii. de
resiz. ex-
press. fol.
479. nu.
13.*

se complaindre iagoit qu'il eust resigné auant le trouble. Les autres ont voulu considerer par qui le trouble est faict, par le resignataire, ou quelque tiers, accordant l'action seulement contre le tiers d.

*d Anton.
Gabr. lib.
5. tit. de
restit. spo.
concl. 1. n.
65. concl.
5 nu. 7.
e 9. 93.*

Après le temps introduict.] I'ay amplement dict en mes commentaires e sur la coustume de Bourbônois la diuersité des offices. Les vns à temps limité, les autres sans terme certain, ne durant non plus que la necessité, les autres perpetuels : partant ne m'arrestera y d'auantage sur ce propos. Suffira pour l'exposition de nostre texte se souuenir de la belle ordonnance de Iustinian contre les gouuerneurs de Prouince, qui lors estoient de deux ans. Nous voulons que tous ceux qui seront entrez en charges les conseruent durant le temps, sans s'en pouuoir despartir, & que les nouueaux proueus auant qu'approcher de leur gouuernement, n'escriuent plus à l'ancien pour luy interdire l'administrations cependant se donnant du bon temps, & marchant à petites iournees, par les traueses & chemins plus esloignez pour circuir le pays, & visiter leurs amis, comme les delicats & dissolus sont coustumiers de faire. Mais qu'ils se transportent vistement & à grande iournee, au lieu de leur gouuernement, à fin qu'ils y arriuent, & que la prouince ne soit sans Magistrat pendant que l'ancien n'a plus de puissance, & que le nouueau n'est encores arriué f. Par là vous voyez que l'office qui a temps prefix, est hors de charge apres le temps sans autre declaration. C'est l'intentiõ de nostre Edict, qui oste les droicts aux bourciers & autres y denominés apres le temps introduict par les statuts.

*f Authen.
re magis.
à deposit.
a administ.*

Lesdicts

§. LXXIX.

Lesdicts Superieurs, Seigneurs, Maistres, & Principaux, ne pourront faire baux à ferme, ou louer des maisons, fermes, censés, terres, seigneuries, & autre reuenu desdicts Colleges, qu'en public, au plus offrant, & dernier encherisseur. Et à ceste fin seront mises affiches aux portes des Eglises Parrochiales, & publiees aux prosnes des Messes parrochiales des lieux, où sont les choses à bailler, situées & assises : avec defences de prédre pots de vin, ni auances desdictes fermes, sur peine de quadruple. Et ne pourront faire lesdicts baux à plus long temps que neuf années, sur peine de nullité desdicts baux, qui auroient autrement esté faicts, & d'amende arbitraire. Aussi leur defendons toutes venditions, échanges, permutations, engaigemens, hypothecques, & toutes autres alienations desdictes choses. Et si aucunes ont esté vendües, échangées, cōpermutees, engaigees, hypothecques, ou autrement aliénées, sans autorité de iustice, & les solemnités en tel cas requises & accoustumées en alienation de biens Ecclesiastiques, & Cōmunautés, non observées ne gardées, seront telles venditions & alienations reuocquées, cassées, & annulées.

Aux portes des Eglises.] Ce §. meriteroit vn volume entier à qui voudroit exposer par le menu tout ce qu'il contient. Là on pourroit traicter comme les biens des mineurs doiuent estre baillez à ferme, les solennités qu'il faut tenir à la vente des fruiçts saisis sur les debtors, & baux à ferme du reuenu Ecclesiastique, dequoy ne dirons que bien peu: d'autant que ne desirons repeter chose aucune de ce qu'auos dict ailleurs, & que ceste matiere est biē amplement deduiçte dans mes cōmentaires aux coustumes de Bourbonnois ^a. Pour maintenant la reigle est generale, que quand il n'y a point de personnes certaines à qui la notificatiō doieue estre faicte, ou qu'elles sont fuitiues, vagabondes, & estrangeres, c'est l'ordinaire d'attacher les exploicts aux maisons publiques, aux portes de villes, & communautés, aux principales portes des Eglises, & faire les proclamations à cry public par les carresfours ou autres lieux accoustumez ^b.

*a 2. p. tit.
des execu-
tions.*

*b Syntag.
Iur. verb.
citandus,
col. 1. fol.
89.*

*c ad d. §.
locatio-
nes.
d Syntag.
Iur. verbo
conductio,
fol. 117.
col. 2. &
verb. Em-
phytheo-
ta col. 2.*

Neuf anneés.] Les constitutions sont fort diuerfes touchant ce terme, Iustinian en parle ainsi: Nous permettons aux gouuerneurs des Eglises assencer leur reuenu à lōgues anneés comme il leur plaira, pourueu que l'assence ne passe trente ans. Texte que Bartolle a remarqué pour refuter la glose qui bailloit permission de louer à cent ans ^c. Mais nous ne receuons non plus Bartolle combien que fondé en texte, & tenons la reigle veritable qui defend les louages à longues anneés, aux cas & personnes qui ne peuuent alier: telle defense faissant que le successeur soit receuable à la faire retraicter ^d. Mais comment recognoistrons nous les loua

louages de ceste qualiré : lors qu'ils seront faicts à dix annees,ou seulement pour neuf ans,auec conuention que ce premier terme passé la ferme sera renouvellee : ou quand elle est faicte sous l'incertain, à la vie du preneur, ou du bailleur, ou si longuement qu'il plaira aux parties de l'entretenir ^e. Les constitutions Canoniques ont laissé ce terme à la discretion des iuges,considerans que (selon les prouinces) il est diuersement prins ^f. Nous fuiuons les neuf ans aux biens de l'Eglise, & en tous cas où il n'y a disposition particuliere y derogans ^g. L'extrauagante n'a point de lieu en France, qui defendoit sur peine d'excommunication de bailler à ferme le reuenu Ecclesiasticque à plus de trois annees ^h. Les reigles sont trop vulgaires que le vassal ne peut vendre ni aliener son fief sans l'auctorité du seigneur, & neantmoins il le peut assencer pour neuf ans ⁱ. La practique enseigne que les iuges ne procedent aux fermes des biens des mineurs à plus de trois annees, & que les tuteurs peuvent assencer sans auctorité de iustice, pourueu qu'ils n'excedent ce terme. Principalement quand le reuenu est petit, & que les frais consumeroyent vne bonne part de l'assence. Mais aussi elle ne permet au tuteur d'assencer à deux ans, sous conuenance que le terme passé l'assenceur continuera la iouissance autre semblable temps par nouuelle ferme ^k. Cela sent son alienation ioinet que telles conuentions apporteroient preiudice aux mineurs en ce que les diuerses annees augmentent souuent le pris.

Venditions, eschanges, permutations.]

*e Syntag.
iur. verb.
cōductor,
col. 2. fol.
128.
f cap. 1. de
reb. ecclef.
non alien.
P. de An-
char. cōfil.
57. nu 3.
g Stepha.
Ranchin.
lib. 2. cōcl.
7. Synta.
iur. verb.
feudum,
q. 13. 14.
fol 349.
h Stepha.
Ranchin.
lib 3. con-
clu. 112.
i Syntag.
iur. verb.
locare. fo.
368 col. 1.
o verb.
feudorum
col 2 fol.
351.
k Stepha.
Ranchin.
lib. 3 cōcl.
441. Syn-
tagm iur.
verb feu
Elus. fol.
441.*

Après que l'Empereur Iustiniā a montré les imperfections qui estoient aux loix des Empereurs Leon & Anastase, touchant la vente des biés Ecclesiastiques, & qu'il a defendu à tous Prelats & superieurs des Eglises situees és terres de son obeissance de vendre ou hypothecquer les immeubles appartenans aux saincts lieux, il conclud ainsi : Nous auons expressement vſé de ce mot (aliener) à fin d'y comprendre les ventes, donations, permutations, & contractz d'Emphiteuse perpetuel¹.

*l Auth.
de nō alie-
aut perm.
rebus eccl.
Synag.
iur. verb.
ecclesia co
lū 1. f. 233.
Auth. de
alien. &
emphi. §.
licentiā.
m Syna.
iur verb.
alienatio,
col. 2. fol.
32.*

Hypothecques.] Combien que le mot (aliener) prins en sa propre signification s'entende seulement des contractz par lesquels la seigneurie est transferee, neantmoins quand il est prins improprement, il comprend les seruitudes & assignations d'hypothecques^m.

Alienation de biens Ecclesiastiques.] Il y a infinies obseruances aux ventes & alienations des immeubles Ecclesiastiques, que le Docteur Rebuffe a elegamment ramassees au traité succinct & compendieux sur l'intention de Leon souverain Pontife, escriuant en ces termes aux Euesques de Cicille. Nous voulons qu'aucun Euesque, sans acception de personne, ne puisse donner vendre ou eschanger les biens de son Eglise, sinon qu'il aye esgard à l'amelliorer & augmenter, & à cest effect prenne conseil du Clergé : à fin que l'affaire meurement deliberé, il apparaisse manifestement que l'Eglise recoiue profit du contract. L'Euesque doit vſer des biens Ecclesiastiques, non comme le seigneur peut de son propre, mais cōme le depositaire est tenu enuers la chose deposee. Doncques toutes
les

les ventes du bien Ecclesiastique faictes par les Euesques, seront nulles, si elles ne sont ratifiées par le consentement & signature de ceux du college ^{n. Casanè}. Il n'y a cause tant fauorable qui puisse excuser l'omission de ces solennités ^{12. q. 2. v. bi copend.}. Aussi Bartolle passant plus oultre a dict, qu'il falloit auant tout œuure considerer les cas espanchez en droict ^{Rebuff de reb. ecclef. nō alien.}, qui permettent l'alienation des biens Ecclesiastiques, & cela fait auoir le consentement du patron, quand l'Eglise est tenue en patronage, ou del'Euesque, quand il n'y a point de patron. Et de faict les Curés de village sont trop faciles à esbranler pour asscuer les acquereurs sur leurs simples consentemens ^{o Iodoc. Damhou. lib. Partri, verb. eccle sia.}. Pour le regard des biens des villes & communautés, qui vouldra sçauoir le pouuoir des Maires, Capitaux, Consuls, & Escheuins, ce que leur corps assemblé peut, recoure (s'il luy plaist) à mes commétaires sur la premiere partie des coustumes de Bourbonnoys ^{p tota 12. q. 2. q Barto. authen de aliena. & emphyt. r §. 9. au cōme. ten⁹ des frau des. Cali. Rhodigi. lib. 20. ca. 7.}.

§. LXXX.

Defendons aux Superieurs, Seigneurs, Principaux, & Regents, de faire & permettre aux Escolliers, ni autres quelconques, iouër farces, tragedies, comedies, fables, satyres, scenes, ni autres ieux en Latin ou François, contenans lasciuetés, iniures, inuectiues, conuices, ni aucun scandale contre aucun estat public, ou personne priuee, sur peine de prison, & punition corporelle, & de respon-

dre aux reparations , tant honorables que
profitables à noz Procureurs generaux ou
leurs Substituts, & parties priuees, qui se sen-
tiront iniurices & scandalisees.

Sur peine de prison.] Le cōtenu de ce §. peut
estre diuisé. La premiere partie a esgard au lieu,
la seconde aux propos picquans. Semble que le bon
Empereur Theodose se ressentant encores de la
trop licentieuse liberté du temps passé, aye permis
de reprendre les personnes mal viuantes par baste-
lages, moralités, farces, ou autres ieux semblables,
pourueu que le lieu n'y donna empeschement. Il en
parle ainsi: Si aux porches & autres lieux, où noz fi-
gures ont esté consacrees, aucuns vouloyent repre-
senter quelq; vil histrion ou cauallier avec la robbe
tachée & froissée (comme on diroit maintenant
faire le Messier Pantaleon) qu'ils soyent dechas-
sez sur le champ, & ne soit loisible à l'aduenir de
prendre les lieux honorables pour reprendre les
personnes impudentes & sans honneur. Mais nous
leurs permettons de iouer leurs ieux aux Theatres
& Circes publics ^a. Ceste liberté a despuis esté re-
tranchée ainsi qu'auons remarqué au traicté des
peines & amendes: estant beaucoup meilleur de re-
dresser les hommes vicieux par la voye de iustice,
que par les mocqueries d'un Comique lascif, ou
Satyre mordant, qui le plus souuent ne sçait par-
donner à ses passions, prend le blanc pour le noir,
loué le vicieux, & blasonne contre l'homme d'hon-
neur. De là est venu, selon que ie l'ay bien au long
remarqué en mes commentaires aux coustumes de

Bour

*a l. si qua,
libr. 1. c.
de specta-
cul.*

*b mot in-
iures, tit.
des pres-
cript. §.
25.*

Bourbonnoys ^b, que les Bazochiens n'osent iouër en public chose qu'ils n'ayent premierement communiquee à Melsieurs les gens du Roy, & que là ou ailleurs toutes mommeries, ieux publics representans les vices qu'on cuide estre en vn autre, sont prohibez. Cest l'intentiõ de nostre paragraphe. Qui voudra oultre-plus sçauoir pourquoy les Comedies, Satyres, Scenes, & autres telles drogues ont esté inuentees, recoure aux aucteurs des bonnes lettres, me contentant pour maintenant de vous presenter la diuine opinion du Philosophe Senecque. Il n'y a rien de plus pernicieux, qu'alsister aux basteleurs & ieux publics. Le plaisir qui s'y rencontre nous endort, & faut que les vices nous saisissent sans s'en apperceuoir. Nous en retournons plus ambicieux, auares, luxurieux, plus cruels & inhumains. Ce sont les fruiçts de telles assemblees ^c.

*c Calius
Rhodigi.
libr. 6. ca.
17. libr. 8.
cap. 7.
d Calius
Rhodigi.
lib. 19 ca.
25.*

Satyres.] Les anciens appelloient Syllains, ou Titires, ce que nous nommons Satyres, qui contiennent ieux plains de lasciueté & mille propos mordans ^d.

§. LXXXI.

Aussi enioignons aux Seigneurs, Supérieurs & Principaux des Colleges de nostre ville de Paris, où il n'y a à present exercice, & neantmoins y en deuroit auoir par la fondation, y en establir, tant en Philosophie que Grammaire, avec le nombre des Boursiers de la qualité requise par les statuts & fondatiõs d'iceux, & mettre au Greffe de ladiçte Cour

tous

tous les statuts, fondations, comptes, lettres, tiltres, & enseignemens, concernans lesdicts Colleges, pour estre communiquez à nostre Procureur general, pour prendre telles conclusions qu'il verra estre à faire par raison, à peine de cent liures parisis d'amende, privation de leurs Superiorités, Principautés, & des priuileges de ladiëte Vniuersité. Et iusques à ce qu'ils ayent ce faict, seront les fruiëts, profits, reuenus, & emoluments desdicts Colleges, saisis & regis sous nostre main par commissaires qui y seront establis.

§. LXXXII.

Enioignons aux Recteurs, Principaux & Superieurs desdicts Colleges, de faire lire publiquement deuant les Escolliers & supposts d'iceux, les fondations & statuts de leurs Colleges deux fois l'an: ensemble le reiglement desdicts Colleges, portez par les Arrests de noz Cours de Parlements. Sçauoir est le premier Samedy d'apres Pasques, & d'apres la feste S. Remy, à fin que personne n'en pretende cause d'ignorance, & que le tout soit gardé & obserué par maniere de prouision: & iusques à ce que sous nostre auctorité & mandement ait esté pourueu de plus ample & generalle reformation sur tout le corps des Vniuersités.

Statuts & fondations d'iceux.] Nous auons touché cy dessus parlans des hospitaux l'opinion du Pape Clement, par laquelle sommes instruits combien faut se donner garde de contreuenir à l'intention des fondateurs, n'estant loisible sans grande occasion de conuertir ailleurs le reuenu destiné à certain vſage ^a. Les plus anciens Decrets monstrent combien cela est dangereux (ſi nous voulons receuoir l'argument aſſés approuué des Eglises aux colleges) lors qu'ils appellét ceux bourreaux, & meurtriers des indigens, qui fruſtrent les fondateurs de leurs louables intentions, & commandent les chaffer hors l'Eglise comme infidelles & reprouuez ^b. Auſſi l'aſſemblée de Tours recognoiſſant ce malheur remonſtra au Roy que ceux qui ne veulent accomplir la bonne intention des fondateurs, retardent ſouuét la miſericorde de Dieu à leur endroict: tels miſerables indignes de communiquer avec les fidelles ^c. Or ſa Maieſté commande au recteur de tenir la main à ce que les ſtatuts des colleges ſoyent entretenus. Car le Recteur eſt Iuge de tous ceux de l'Vniuerſité. C'eſt pourquoy Dece a voulu (contre ce que nous obſeruons) qu'il fuſt clerc. D'autant (dit il) que l'Vniuerſité appelée en corps doit reſpôdre deuant le Iuge ſeculier ſans s'arreſter qu'elle eſt compoſee partie de clercs, partie de laiz. Autre choſe ſeroit ſi chacun eſtoit prins à part, car il iroit à ſon Iuge temporel ^d.

§. LXXXIII.

Ne ſeront deliurez aucuns mandemens par les conſeruateurs des priuileges Apoſtoliques

^a §. 65.^b cano. qui oblationes, r. c. 2. 13. q. 2.^c chapit. de l'Eglise ſe. ſuient les 10. page 2.^d Steph. Ranchin. lib. 1. con. cluſ. 33.

liques ou Royaux, ne pour leurs Greffiers, pour Escolliers, Docteurs, Regents, Principaux, Lecteurs, Bedeaux, Messagers, Supposts, ou officiers des Vniuersités, que premierement ne leur apparaisse des lettres testimoniales de l'estude, regence, lecture, & seruice. Ne vaudront telles lettres testimoniales d'Escolliers, si elles ne sont signees de leurs Principaux, ou Docteurs actuellement Regents, & lisans ordinairement. Et ne seront deliurees & expedies sinon avec Escolliers presens en personnes, & lesquels pour cest effect se soubscriront au papier du Recteur.

Deliurez aucuns mandemens.] Les Estats de Tours demanderent au Roy (chose qu'i leur fust accordee) que pour oster les abus & vexations que beaucoup donnoient, qui s'armoyent de la qualite d'Escollier, sans auoir apprins le chemin des Escolles, il luy pleust ordonner que les Iuges ordinaires cognoistroyent des causes sans s'arrester aux réuoyes, mandemens, citations, & protections, impetrees par ceux qu'ils trouueroient, notoirement estre on vray Escollier, mais abuseurs desdicts priuileges. Et que esdicts mandemens, citations, & protections, ne fust obey, les ordinaires punissans & corrigeans les abuseurs, & ceux qui voudroyent mettre à execution les mandemens selon l'exigence du cas. D'auantage que nul Escollier par transport à luy faict, ou adhesion à procès, ne fust receu à faire aucun

renuoy de cause, sinõ qu'il fust fils, oncle, cu nepueu, ou que la cause luy toucha principalement, avec inhibitiõs aux cõseruateurs Ecclesiastiques, ou Royaux, de bailler mandemẽs vuides ni en blãc ^a. Semble que l'Edict d'Orleans ce soit contenté de reietter ceste limitation, ordonnant que les subiects ne puissent, en vertu de quelque transport que ce soit, faire appeller ou adiourner l'un l'autre par deuant les gens des requestes du Palais à Paris, le cõseruateur des priuileges Royaux, ou Apostolicques, ni autre Iuge des exempts ou priuilegiés, combien que ce soit au cas de l'ancienne ordonnance, de pere à fils, de frere à frere, & d'oncle à nepueu, leur commandant de se pouruoir par deuant les ordinaires ^b. Or sa Majesté est contente de reformer les abus (comme nous voyons icy) delaisant aux vrays Escolliers les priuileges accordez par ses predecesseurs aux Vniuersités, ainsi qu'il sera facile de voir sur le dernier §. de ce tiltre.

^a Tours,
fol. versic.
34.35. de
la iustice.

^b Orleães,
9.36.

Escolliers.] La raison commande de fauoriser ceux qui ont abandonné les parents, & laissé le pays pour se transporter aux prouinces plus esloignees, cercher & acquerir les sciences, à fin de se rendre accomplis, & pouuoir mieux subuenir à la republique. Ceste consideration esmeut Philippes de Vallois mettre les Escolliers sous sa protection, leur donnant en general ses lettres de garde gardienne, par lesquelles toutes leurs causes criminelles & ciuilles doiuent estre attirees par deuant le Preuost & Cõseruateur des priuileges de l'Vniuersité où ils estudiant, à fin qu'ils ne soyent deltournez de leurs estudes, comme ils seroyent s'il failloit pour-
suiure

suivre le procès sur les lieux où l'iniure sera faicte.
 Ce priuilege estoit fort general, sous ombre du-
 quel beaucoup d'abus se commettoient. Pour à
 quoy obuier Loys 12. le modera: de sorte que les bōs
 Escolliers sont conseruez, & ceux chassés qui ne
 prennent ceste qualité à autre intention que pour
 donner tourment & vexation à ceux ausquels ils
 ont affaire. Il ordonne qu'aucun n'aye testimonial-
 le du recteur auant qu'auoir estudié six mois en fa-
 meuse Vniuersité: & que le priuilege obtenu de-
 meure sans force six mois apres que celui qui l'a
 impetré s'est retiré. Ce que les practicz ont limi-
 té pour le temps qu'il sera absent, reprenant sa force
 au retour de l'impetrant sans qu'il soit besoing de
 remeurer autres six mois. L'effect de ce priuilege qui
 est de renuoyer le different au conseruateur, n'a lieu
 apres contestation en cause. Ce que la cour a mode-
 ré receuant l'Escollier à demander renuoy apres
 cōtestation lors que la cause a esté introduicte avec
 vn tiers. Est encores à noter que le priuilege est
 temporel, seulement accordé aux vrayes Escolliers
 qui sont assidus aux lectures, & estudient iournelle-
 ment, encores qu'ils n'y fassent beaucoup de profit: &
 non aux batteurs de paué qui aiment mieux l'espee
 que le liure. Sçauoir aux Artiens pour quatre ans,
 aux Decretistes & Legistes sept ans, aux Medecins
 huict ans, aux Theologiens quatorze ans, demeu-
 rant aux regēts si longuement qu'ils regenteront, &
 perpetuellemēt à ceux qui auront enseigné l'espace
 de vingt ans. Nous auons desia touché vn cas où le
 priuilege n'a lieu, lors que celui qui en est pourueu
 n'est de la qualité requise ne faisant gueres d'estat de
 l'estu

c. Towns,
fuicill. 34.
35.

d. Bartol.
l. nullus,
C. de Ty-
ronib. Syn
tagm. iur.
verb. do-
natio. fol.
208. col.
1.
e. Bellisfor.
cap. 44
l. 410 de
l'Europe,
libr. 3. fol.
234.

l'estude. Il n'a nō plus de force au vray Escollier s'il ne fait apparoir sur le champ du renuoy demandé, le droict qu'il a en la chose cōtētieuse. Il n'est receu aux procès où le Procureur du Roy est partie, & en tous differents sur police. Car la faueur du faict public efface celle de l'Escollier. L'ordonnance qui luy defend d'attirer ses parties aux Vniuersités qui sont plus esloignees de quatre iournees, a esté limitee aux priuileges Apostolicques, & n'a lieu aux royaux. Voila le sommaire des priuileges de scolariété, qui en vouldra voir plus abondamment recoure à Rebuffe ^f, Imbert ^g, & Papon ^h, & aux Docteurs qui apprennent les Escolliers voyageans par eau, ou par terre, n'estre tenus au payemēt des peages & gabelles ⁱ. Dequoy ie remets à dire sur le ^f 355. de la coustume Bourbonnoyse, où ie n'oublieray les belles allegations de Mōsieur Chopin, pour aucto- riser mon dire. Cependant voyez mon Harmonie des magistrats.

Docteurs regēts.] L'ordonnance q nous venons de proposer mōstre ouuertemēt q les regents iouissent des priuileges des Escolliers si lōguemēt qu'ils continuent la regence, & à perpetuel apres les vingt ans. Ce que noz anciens Iuriconsultes ont obserué auoir eu cours au temps des Empereurs. Les Docteurs estoient Comtes & illustres apres la regence durant vingt ans, ils n'auoyēt affaire de lettres pour estre Conseilliers du Prince, ils estoient francs de toutes charges, ne pouuoient estre condānez à mort sans premiere degradation, & iouissoient de beaucoup d'autres priuileges remarquez par Bartolle ^k. Cecy leur a esté cōfirmé par l'illustre Hercule Duc

f lib. 4.

tit. si ordo

rubr.

g Imb. li.

1. §. ac ne

illud, fol.

79.

h lib. 7.

tit 7. arr.

6. 25.

i Syntag.

iur. verli.

gabella,

col 2. fol.

460.

k Barto

in p. n. l.

1. lib. 1.

de dignit.

*l Syntag.
sur verb
gabella,
col. 2 fol
458.*

de Ferrare, qui en consideration de leurs merites les a affranchy de tailles, gabelles, & autres impositiōs quelconques ¹. Il n'y a que la France (ce que ie dis avec regret) qui face moins d'estat des peres des lettres que d'un facquin portefais. Ce qui m'a souuent fait songer, d'où vient que nous y voyons tant
 » de personnes d'esprit. En fin i'ay resolu, que c'est la
 » force de vertu, & des sciences qui seules sont suffi-
 » santes pour contenter le possesseur, & luy faire mes-
 » priser toutes ces inconstantes fortunes, apres les-
 » quelles les hommes, qui se cuident des plus aduan-
 » cez, courent trop auement.

Bedeaux. | Apres que Monsieur Ranchin Do-
 cteur de Montpellier, & Conseillier aux generaux,
 a succinctement descript les belles merueilles que
 les pretendus reformez firent en l'Vniuersité de ce
 lieu: entre autres comme les leçons publiques eu-
 rent treues, les Docteurs regents employez à nour-
 rir la garnison que ce peuple licenciusement des-
 bordé mettoit dans leurs maisons, qu'ils eurent bri-
 sé l'Epitaphe de ce tant recommandable ancien glo-
 sateur Pierre Placentin, qu'ils ne pardonnerent aux
 hostels publiques, temples, & religions, & mirent
 à res de terre les maisons priuees de ceux qui leur
 auoyent voulu resister, qu'ils renuerserent les Escol-
 les des loix, & minerent la tour où pendoit la clo-
 che de l'Vniuersité, n'y ayant laissé que les fonde-
 mens pour memoire de l'œuvre: il ne se peut tenir
 de dire que l'iniure du tēps (mais les humains trop
 iniurieux) ont fait cesser de nostre aage l'ancienne
 ceremonie, marque, & tesmoignage certain com-
 bien l'Vniuersité de Montpellier a esté florissante.

Par

Par laquelle trois bedeaux marchoyent ordinairement deuant le Recteur ayans chacun la masse d'argent sur les espauls, & que ces trois masses iouent maintenant à la cachemute, attendant le meilleur temps ^m. Ce qui monstre avec l'experience, que les bedeaux sont officiers d'Vniuersité.

Presens. J Veu que le priuilege est accordé en consideration de leurs estudes, c'est raison qu'ils soyent presens, & n'abandonnent nō plus l'Vniuersité que le singe sa boulle. Aussi Bartolle exposant l'intention des Emperours Honoré & Theodose, qui defendoyent d'attirer les laboureurs hors du lieu de labour, combien qu'il fust question de deniers royaux, & commandoyent qu'ils fussent perpetuellement au champ, sans s'en departir tant soit peu, tire ceste ordonnance en argument, pour monstre que les clerics ou Escolliers ne doiuent estre sequestréz de l'Eglise ou Vniuersité pour aller defendre leurs causes en autre prouince ⁿ.

§. LXXXIII.

Tout examen sera faict, & chacun de degré passé en public, où se trouuerōt tous les maistres & Docteurs Regents de la faculté, assistez des Bedeaux, selon les anciennes solennités & ceremonies: lesquelles nous entendons estre inuiolablement gardees, & ce sans faire aucuns banquets: Declarans toutes collations de degré faictes en chambre & en priué, nulles, & de nul effect & valeur.

*m Steph.
Ranch in
epist reso.
mrm.*

*n l. cole-
mos, c. de
agric &
censit. lib.
11. C. Bar
tol.*

Maiſtres & Docteurs regents.] Nous auons
 cy deſſus fait eſtat de l'opinion de l'Empereur lu-
 liã, qui vouloit les maiſtres d'eſcolle eſtre approu-
 uez par le iugement de tout l'ordre, & approbation
 des plus fameux ^a. De là les Docteurs ont conclud
 que pour faire vn licencié faut qu'il y aye ſept Do-
 ctors, & que ſi l'Vniuerſité n'en a tant d'ordinaires
 il en faudra appeller de la plus prochaine, reſerué
 l'Vniuerſité de Peruſe, qui paſſe les licenciés, avec
 quatre Docteurs, ſelon le priuilege qu'elle a à ceſte
 fin ^b. Ceux qui ont frequenté les Vniuerſités Fran-
 çoiſes ſçauent comme on ſ'y porte, ſuffit qu'il y ait
 trois Docteurs pour vn licencié, encores la plupart
 du réps y en a il trop pour luy. Sa Maieſté n'a point
 prefix de nombre, mais veut que tous ceux de l'V-
 niuerſité ſ'y treuuent.

En chambre.] Bartolle met trois ſortes d'e-
 xamen auant que paſſer licencié. Le premier par
 ſon Docteur qui le preſente, & fait office de Par-
 rain, le ſecond en chambre & en priué, par le Col-
 lege des Docteurs, le dernier general en public ^c.
 Cецy eſt preſques practiqué en l'Vniuerſité de
 Tholoſe, où perſonne n'eſt rien licencié qu'en pu-
 blic & à huis ouuert. Mais comme i'ay apprins de
 ceux qui ont paſſé par ce chemin, il n'y a choſe tant
 ſainctement ordonnée qui ne puiſſe eſtre corrom-
 pue. Ceux qui doiuent argumenter vous commu-
 niquent leurs argumens, & pour vn beſoing don-
 nent eux meſmes la ſolution. Auſſi n'eſt il neceſſai-
 re de traiter ſi rigoureuſement les Eſcolliers qui
 ne ſont que naiſtre : car (comme dit Bartolle) ſ'ils
 ne ſont des mieux apprins lors, il eſt à croire que le
 temp s

^a l magi-
 ſtros, C. de
 profeſſ et
 medic.

^b Anton.
 Maria,
 lib. 1 tit.
 3. nu. 5.
 de comuni
 opinione.

^c Barto.
 l. 1. de ath
 leſin.

temps les accomplira ^d. Ceux de Poictiers (où i'ay prins mes licences par la douce & humaine approbation de mes honorez Seigneurs le Sage, la Dugnie, l'Aynel, le Bafele & la Ruelle) ont vne autre façon de faire, ils se contentent de vous examiner en chambre, ou au chapitre de quelque religion : là le licencié propose tout ce qu'il cuide faire à l'interpretation de la loy qui luy a esté donnee, puis chacun des presens fait deux ou trois oppositions, & cela paracheué celuy qui preside demande trois questions (hors la loy) tirees de tel endroit que bon luy semble des corps ciuil & canon. Il est fort difficile d'y pouuoir respondre, aussi l'humanité & douceur de Messieurs ne s'arreste tant là, qu'ils doubtent de receuoir le licencié si d'ailleurs il a competement respondu.

§. LXXXV.

Les degrés ne seront conferez, sinon à personnes qui auront estudié par temps & interualles opportuns, selon les ordonnances des Roys noz predecesseurs : dont ils seront tenus faire apparoir par certificat, & rapport de leurs Regents & Recteurs.

Par temps & interualles opportuns.] L'Empereur Anastase a vû de mesmes termes parlant des Legistes: Qu'aucun (dit il) ne soit receu au nombre des Aduocats qu'il n'ait estudié durant le temps necessaire pour apprendre la science ^a. Et l'Empereur Leon: Nous voulons que les Docteurs, sous lesquels ils ont estudié, tesmoignent en leur loyauté & conscience qu'ils sont suffisamment entendus en la

*dl. Magi
stros, G.
de prof. f.
et medi.
Steph R^e
chin. li. 1.
cuel. 120.*

*l. peti
t. m^e, G.
de
ca fin f.
iudic.*

b l. nemi-
ni, C de
aduoca
diuersis.
c Anton.
Maria de
communi
opin. l. 1.
tit. 6. nu.
51.
d Concor.
de collat.
fol. 6. 7.

e Verb.
Eſcoliers,
§. 43.

f Pragm.
de collat.
fol. 120.
g Anton.
Maria,
de comu-
ni opinio.
lib. 1. tit. 1.
num. 8.

loy^b. Cela n'est autre chose que les lettres de licence donnees par les regents aux Eſcolliers qui ont accomply leur temps d'estude l'imité à cinq ans^c. Quand les ordonnances Françoises parlent des gradués simples & nômez, vous n'y trouuerez presques autres termes que ceux cy. Pourueu qu'ils ayent insinué leurs lettres de degré & temps d'estude. Elles nous monstrent d'ailleurs que le bachelier doit auoir estudié dix ans^d, le Medecin huit, les Maistres és arts quatre ans en Philosophie, le docteur en Theologie quatorze ans, dequoy nous auons touché cy dessus^e. Car comme a bien remarqué la Pragmaticque Sanction, beaucoup qui se veulent dispenser du terme, prennent la qualité de Maistres en quelque faculté, qui ne sont encores bons disciples. Comme nous ne pouuons penser que celuy soit homme de bien, qui de belistre & mendiant est deuenu puissant seigneur en vne nuit (enfant de champignon): de mesmes ne ſçaurions nous trouuer bon que celuy qui l'année derniere ne ſçauoit ses rudimens, soit avec vn cacquet & babil affillé docte Theologien à la chaire, ou ſcauant Aduocat à la barre. Apprenez (dit saint Hierosime) avec le temps, puis enseignez^f. Plus longuement nous aurons frequenté l'Eſcole, d'autant nostre doctrine paroistra au partir de là. Il n'y a rien tant dur que le temps n'amolisse, rien si fâcheux qui ne soit rendu facile^g. Ce degré ne tend à nous dispenser de l'estude, car la vie de l'homme de lettres doit finir avec les liures. Et seroit besoing (à l'exemple de Plin) d'aller en lecture, à fin d'employer plus d'heures à la lecture, &
de

de deuorer les sciences la plupart des nuits, veu que les hommes, qui en sont moins proueus, sont plus morts que viuans^h.

*h Cel.
Rhodigi.
lib. 20. ca.
11.*

Rapport de leurs regents.] Le rapport du regent sert beaucoup: il est obligé de dire son opiniõ sur les bonnes meurs, modestie, & capacité de son disciple: & son seul rapport a force d'etiere preuueⁱ. Quand le Docteur est appellé pour sçauoir la valeur de son disciple, & qu'il en fait bon rapport, tel tesmoignage vault beaucoup. Si d'un costé la faueur que les precepteurs (qui tiennent lieu de peres) portent aux Escolliers, amoindrit la force de la deposition: d'autre costé la qualité honorable du Docteur fait que sa voix soit prinse pour texte Euangelique, est il à croire qu'il y ait affectiõ surpassant celle des regents? Partant ie croy que les resolutions des Docteurs Canonistes sont monstrueuses, qui permettẽt à l'Escollier recuser son Docteur regent, & empescher qu'il ne se trouue à son examen.

*i Bart de
defenso.
ciuit. 5.
deinde.*

§. LXXXVI.

Quãd il y aura Regente vacante en droit Canon ou Ciuil, les Docteurs Regents en la faculté mettront dans le mois affiches de la dictẽ vacance, & en enuoyeront autant aux plus prochaines & fameuses Vniuersités du Parlement, esquelles y aura exercice de la dictẽ faculté: assignant iour certain & competent pour ouurir la dispute. Et sera prefe: celuy qui par leçons continuera vn mois du rant, & par repetition publicque aura esté

trouué le plus digne par le iugement des
Docteurs Regens de ladiète faculté.

Par leçons continuera.] L'Aduocat qui a
beaucoup de causes est estimé plus habille homme,
& le Docteur qui a beaucoup d'Escolliers est repu
té plus excellent. L'Escollier qui vient aux Escolles
pour apprendre, se choisit le Docteur qu'il cuide
plus profond en la loy: le plaideur prend l'Aduocat
qu'il pèse pouuoir mieux soubstenir son bõ droit.
Il y a plus: Car commel'Aduocat se façonne con-
tinuant la plaiderie, ainsi le Docteur allès maigre
au commencement, se rend accomply par la conti-
nuation de ses lectures, sa renommee accroist, &
augmente le nombre des auditeurs. Ces reigles
sont entendues, pourueu qu'elles ne soyent corrom-
pues. Souuent vous trouuerez aux Vniuersités vn
gros bonnet qui aura la teste gelee, & le sens per-
clus, qui par brigues, banquets, prieres, prests d'ar-
gent, & subornations, gaignera le cœur des Escol-
liers, se fera suiure en rue, & remplir les paués aux
heures de sa leçon, au lieu que le pauure de bon es-
prit, parlera souuent aux murailles de l'auditoire.
Vous verrez vn renard d'Aduocat peu chargé de
loix, son plus exquis dependant d'un babil afilé, &
rotiue practicienne, qui luy fait respondre à toute
heure l'affirmatiue & negatiue: lequel indiscrette-
ment se cuidera digne d'adoration, pour auoir for-
ce liures dorés, sur la tranche, son estude diaprée,
embelli de tableaux & painctures exquises, estime-
ra que sa bonne fortune, & ces tels quels moyens, le
doiuent faire respecter & iuger autre qu'il n'est. De
faict

faict le malheur du temps est si grand que tels personnages aides à la proye, & qui ne sçauent se rassasier quoy qu'ils ayent, sont estimez de ceux auxquels ils couppent la bource. Toutesfois les mieux aduisez sçauent comme le Docteur est peieur, qui veut gagner les Escolliers par beuuettes, par prieres & sollicitations, & celuy digne de la doctorande qui ne tend à autre but qu'à faire leçons fructueuses, & enseigner le vray intellect de la loy à ses auditeurs: que de mesme l'Aduocat est indigne de la charge qui se faict de feste, brigue les pratiques, se rend Lyon & Renard contre ses compaignons, pour s'autoriser & les deprimer, despelche beaucoup de sacs, à fin de se faire croire diligēt & gagner beaucoup, telle diligence mettant souuent la partie au borbier, pour n'auoir prins peine de discuter où gist le poinct de droict, ou ne l'auoir peu comprendre. Et au contraire celuy est recommandable qui se contente de gain moderé, rapporte ses actions plus à l'honneur qu'au profit, soulage ses parties, & se destourne de toutes actions qui offendent la renommee. Voila les bons Docteurs, voila les bons Aduocats, non ces grippe-minons qui ont constitué la felicité à l'aggrandissement de leur maison ^a.

Le plus digne.] C'est ainsi que parloit Theodose: Les salaires ne sont fondez sur le tiltre, ni sur la dignité, ce n'est assés de dire il est Docteur, mais faut passer oultre & dire, il fait ordinairement de bonnes leçons, il n'oublie chose qui appartienne au deu de sa charge ^b.

*a Anton.
Maria, li.
i. tit. 5. n.
6. 57. 58.*

*b Bartol.
i. C. de
an. 10. lib.*

Nul ne pourra practiquer en Medecine, qu'il ne soit Docteur en ladicte faculté. Et ne sera passé aucun maistre Chirurgien, ou Apothicaire, és villes où il y aura Vniuersité, que les Docteurs Regents en Medecine n'ayent esté presens aux actes & examen, & ne l'ayent approuué. Aussi en leur presence seront visitées deux fois l'an, les boutiques des Apothicaires: le tout sans preiudice des statuts & reiglemens particuliers, qui se trouueront estre faicts sur ce par les Roys noz predecesseurs, & Arrests de noz Cours.

Practiquer en Medecine.] Les disciples de Thessale s'appelloient methodiques, faisant profession de reduire la medecine en art, en desdaing de ceux qui rapportent tout à l'usage & experience. Comme les Empiriques & des autres qui recherchent les causes cachees & apparentes, les indications & effects de nature, & ne veulent ouurer sans raison. Combien qu'au tesmoignage de Galen, il n'y en aye point qui soyent moins methodiques que les premiers separez de toute voye de bien apprendre ou enseigner ^a. De faict si ces maistres mouches estoient creus, il ne faudroit qu'une vingtaine d'Aphorismes pour se rendre Medecin accompli. Mais le Prince des Philosophes & Medecins Hipocras en parle bien autrement: La vie est briefue & l'art long, l'occasion est loubdaine & legere, l'experience perilleuse, & dangereuse, le iugement

a *Eud. l.*
posterior.
ff. de orig.
sur. f. 84.
85. Cael.
Rhodig.
lib. 29.
l. 11

gement difficile. Et ne faut simplement que le Medecin face son deuoir, mais aussi que le patient face ce qu'il doit de sa part, & que les seruiteurs qui sont autour de luy, soyent tels qu'ils doiuent estre, & les choses exterieures ainsi qu'il appartient ^b. Veu que tant de difficultés se rencontrent à la Medecine, ce n'est sans occasion que sa Majesté ne permet à tous indifferemment de la practiquer, mais y appelle les Docteurs priuatiement à tous autres. Car non seulement en cest art, mais en toutes sortes de sciences, la doctorande est recommandable, & de grande auctorité. Le Docteur est estimé bien entendu en son art, & chacun adiouste plus de foy à ses opinions à cause de la grade qu'il a ^c. Si quelqu'un (disoyent les Empereurs Valentinian & Valens) desire d'estre receu en la place du Medecin decedé, il se doit premierement rendre capable de cest honneur & doit estre approuué par les sept premiers Docteurs de l'ordre ^d. Cest estat est recommandable & tres-necessaire és Republicques, selon que ie l'ay amplement descript au premier s. des prescriptions, en mes commentaires de la coustume de Bourbonnoys. Suffira maintenant prier les Medecins de se vouloir souuenir de ce que souloyent dire les deux bons Empereurs qui les ont honorez de beaux & amples priuileges: les Medecins qui viuent sur le public doiuent estre plus curieux d'honestement secourir les malades de petite qualité, que de deshonestement seruir aux riches. Nous leur permettons de prendre ce que les gueris leur presenteront en recompense des peines, & defendons qu'ils ne contractent avec les malades pour les remettre sus ^e.

Se

^b Hypo-
cras. Aph.

^c

^c Anton.
Mar. lib.
1. cap. 2.
num 5 de
com. opin.

^d l. si quis
in archia-
tri, C. de
profes. Cr
Medic.

^e l. archi-
atri, C. de
prob. Cr
Medic.

*f Synta-
gma uru
verb sal-
sum, fol.
334.*

Scront visitées.] l'ay traicté ailleurs ceste ma-
tiere, & me cōtenteray de dire que les Apothicaires
qui vsent de drogues vieilles, euentees, falsifiées, &
corrompues, sont punissables ^f. C'est pourquoy sa
Majesté commāde les visiter. Les (qui pro quo) d'A-
pothicaires sont dangereux qui procedent de bestie-
le, mais leurs malices & mauuaisē consciences en-
cores plus perilleuses. Ils peuuent (quand bon leur
semble) enuoyer ceux qu'ils medicamentent saluer
Caron. Les drogues seruent de vie & de mort, de
guerison, & de poison. De là vient que les loix leur
defendent de vendre venin, à fin que l'homme ne
soit subiect à beaucoup d'embulches qui pour-
royent estre dressées par ce moyen. Et neantmoins
leur est permis par le conseil du Medecin le ven-
dre & mesler parmi les simples ou composts, qui
peuuent corriger sa malice &.

*g Steph.
Ranchin.
cōcl 114.
lib. 4.*

§. LXXXVIII.

Nostre intention est, que les Vniuersités
iouissent respectiuelement de tous & chacuns
les priuileges, dont elles ont par cy deuant
bien & deuēment ioui : nonobstant que les
lettres de leursdicts priuileges se trouuent
perdues, & adirees par le moyen des trou-
bles, ou autrement.

a 523.

Les Vniuersités.] Nous auons cy dessus^a for-
māiement exposé les priuileges qui appartiē-
nent aux Docteurs, Regents, Escolliers, supposts, &
Officiers de l'Vniuersité, selon la pratique Fran-
çoise & ordonnance des anciens Roys : ausquelles
le

le lecteur pourra adiouster la conclusion des Estats d'Orleans, qui conseruent en leurs droicts d'immunité les Recteurs, Docteurs, Regents, és Vniuersités Principaux des Colleges, Scribes, Bedeaux, & Escolliers, actuellement estudians^b. Qui voudra encores pourra recognoistre la diligence de noz escriuains, lesquels ont prins peine de considerer les priuileges accordez aux estudians en faueur des estudes. Ils ont baillé pareil priuilege à la pension de l'Escollier qu'à la dot. Comme la femme qui poursuit ses derniers dotaux a droit de prelation: de mesmes l'Escollier pour ce qui leur est deu à cause d'estude. Comme en doute le contract de dot sera presumé auoir esté fait le premier, le pareil sera iuge de l'assurance donnee au Docteur pour le payement de ses gaiges. Ainsi que l'incertitude ne corrompt le lay fait en contemplation de la dot, de mesmes s'il est fait en faueur des Escolles. L'exception de compensation n'a point de lieu en dot, elle ne vaut non plus contre le Docteur qui demande payement de ses gaiges. Le pere peut donner à sa fille pour sa dot, il peut aussi donner à son fils pour ses estudes^c. Toutes ces allegations & autres semblables touchent les priuileges donnez aux membres de l'Vniuersité, & la Majesté parle icy du corps entier. Ils sont diuers, plus grands, aduantageux ou moindres, selon que les Monarques les ont voulu accorder au temps de l'establissement, ou depuis amplifier. Et dit remarquablement, Bien & deuëment. Car la confirmation generale ne valide ce qui est contre droit^d.

Perdues aux troubles.] Qui a perdu quelque instru

*c. Todoc.
Dāhoude.
libro Pa-
riū, verb.
studiorū.*

*d. Anton.
gab. ab.
situ. de
s. sur. cō-
clus. 10.*

instrument peut prouuer par tesmoings ce qu'il cō-
tenoit, mais est besoïn que les tesmoings soyent let-
trés, & recognoissans la difference qui est entre vn
instrument authentique, & l'escripture priuee.
Faut qu'ils deposent l'auoir tenu & leu sans rature,
bien signé & scellé, & qu'ils parlent de sa teneur,
lors ceste attestation supplera les parties. Ce que les
Docteurs ont voulu estre vray non seulement aux
simples contracts, mais encores aux priuileges,
qui est le cas de ce §.

*• Jason
conf. 42.
an. 2. 70-
lum. 1.*

DE LA IVSTICE. TITRE IIII.

§. LXXXIX.



Our le desir & affection que nous
auons de soulager noz subiects, &
les releuer d'oppressions: Decla-
rons nostre vouloir & intention
estre és iours, où noz affaires le pourront
permettre, donner audience ouuerte & pu-
blique à ceux de nosdicts subiects, qui se
voudront presenter pour nous faire leurs
saintes & doleances, à fin d'y pouruoir, & de
leur faire administrer iustice.

Soulager noz subiects & les releuer d'op-
pression. Ces deux mots bien considerez cōpren-
nent tout ce que le Prince doit faire pour se rendre
grand

grand iusticier. Le Roy qui soulage ses subiects, se donne garde de faire, ou permettre d'estre fait à autrui, ce qu'il ne voudroit souffrir s'il estoit particulier. Il se contente du seruice & subiection qui luy est deuë, de ses tailles ordinaires, sans les molester par nouvelles impositions. Dequoy nous reserurons à dire sur le 341. en intention de proposer les louables desirs de sa Majesté. Suffira quant à present de se souuenir que les Peripateticques ont descript Iustice, vne habitude avec election, aux choses où l'homme vertueux s'employe, tendant à faire conuenablement obseruer les bonnes loix, & rapportant toutes ses actions au bien general ^a. Le Roy qui releue les subiects d'oppression accomplit l'autre partie commandant aux souverains de rendre à chacun ce que luy appartient: qui n'est autre chose à dire que tenir droicte la balance de Iustice ^b. Nous auons desia veu la deuotion & religion qui reluit en nostre Henry, comme il se gouuerne par l'aduis du conseil: & verrons tantost comme il reigle ceux de sa maison & autres qui sont à sa suite, leur defendant de prendre aucune chose sans payer. En somme tout le contenu de cest Edict est rempli de beaux preceptes, & commandemens qui monstrent combien il a les bonnes meurs en recommandation. Et particulièrement ce tiltre nous fera entendre combien grand est son zelle à rendre iustice à ses subiects, en personne, par ses officiers dès les plus grâds iusques aux plus petits. Dequoy tous les François luy doiuent graces immortelles, heureux d'auoir ce Seigneur tant desireux que iustice regne, & son peuple soit soulagé. Voyez (ic vous prie) comme par là

celuy

*a Calisto
Rhodigi.
lib. 23. ca.
16.*

*b § iuris
præcepta,
instituta de
iustis. cy
iur.*



celuy qui harangua au nom des Estats deuât Charles 8. à l'assemblée de Tours. Il vous a pleu nous faire dire qu'auetz intention de nous faire viure en paix, en police, & en iustice, dequoy ie loue Dieu. Sire vous ne nous sçauriez offrir plus grande chose, pl⁹ vtile, ne plus agreable. Car (comme dit Saint Augustin) on ne pourroit ouyr parler de chose plus agreable, ne cōuiter chose plus desirable, ne trouuer ou receuoir chose qui fust meilleure, que paix. Et ainsi qu'on ne trouueroit nulli qui ne vueille auoir ioye, aussi ne pourroit on trouuer nulli qui ne desire auoir le bien de paix. Iustice & paix (dit le Psalmiste) se sont embrassées.

*e chapit.
serce cau
se de ceste
enocatio.
fueillet 7.
pag. 2.
d Calius
Rhodgi.
lib. 8. c. 1.*

*e Calius
Rhodgi.
lib. 22. c.
20.*

Affaires le pourront permettre.] Les Tribūs tenoyēt leurs portes ouuertes toutes les nuicts, pour receuoir les doleans à toute heure, de iour, & au temps du repos d. Le Prince Memnon ne vouloit point de gardes, à fin que le peuple luy sceut plus facilement presenter ses requestes, & commanda, pour la mesme occasion, que sa femme alla à coche ouuert. Le n'ay point d'opinion de pouuoir mieux tirer d'ailleurs l'intellect de nostre texte, que de la louable remonstrance des Estats de Tours. Touchant le faict du conseil, l'aduis des Estats est tel: Que consideré l'aage du Roy prochain de son quatorzième, aussi la prudence, sagesse, discretion, & bonne inclination dudit Seigneur, il commandera les lettres, conclusions, & choses necessaires des matieres qui en iceluy conseil seront conclues, par l'aduis & deliberation de sondict conseil, ou de la plus grande & saine partie d'iceluy, sans qu'autre que luy face ni aye auctorité de faire quelque com-

mandement, en quelque maniere que ce soit. En
suppliant & requerant audict Seigneur que le plus
souuent qu'il pourra, son bon plaisir soit d'estre à
sondict conseil. Car en ce faisant il cognoistra de
plus en plus ses grands affaires, & à bien gouerner
son Royaume ^f. Ces dernieres parolles ont tant
d'efficace qu'elles meriteroyent beaucoup de lan-
gaige à qui voudroit desuelopper le sens caché. Je
me souuiens auoir dit ailleurs que le Roy qui s'en-
nuye de se trouuer au conseil, oultre mil & mil en-
treprinſes qui se font sous son auctorité, baille au
peuple vne douzaine de Roys, au lieu d'un Monar-
que, & se deuest de l'auctorité Royale, pour resi-
gner sa puissance és mains de beaucoup, qui n'ont
autre but que de s'emplumer, & rédre gras aux de-
spens du peuple. La vieille ne dit elle pas à l'Empe-
reur, si tu es trop empesché quittes la place à vn au-
tre ^g. Reste maintenant de sçauoir si ceux sont bien
informez aux loix du Royaume, qui ont laissé par
escript, que le Roy de France en quelque bas aage
qu'il se trouue, peut estre sacré, & administrer le
Royaume comme il fait ^h. Ou leur opinion est
erronee, ou les Estats n'y entendoient rien, lors
qu'ils proposoyent, que considéré l'aage du Roy
approchant quatorze ans, il deuoit commander &
conclure au conseil. S'il n'eust esté besoing s'ar-
rester à l'aage, que seruoit il de considerer celuy du
Roy, sa prudence, sagesse, discretion, & bonne
inclination? Que seruoit il de tenir encores ces
termes? A la mienne volonté (Sire) que nous
puissions ouurir noz cœurs pour vous monſtrer la
ioye & iubilation que nous auons de voir vostre di-

f Tours,
cha. du cō
seil, fo. 45.

g Ioā. Fev
ra. Mōta.
l. III. §.
mulierib.
ff. de reg.
sur
h Philib.
Bugn. au
proeme de
cetilsreen
ses cōmen
tares.

gne personne, & Royale Majesté douce de grand entendement, & sage parler, en aage de regner, & gouverner le Royaume, & porter la noble couronne de France. Pourquoy les Estats vsoyent ils de

i Tours,
fol. 2. pag.
2. ces mots, en aage de regir ⁱ? Pourquoy au dire à Dieu celuy qui porta la parolle repeta il encores ces mots? Sire, en l'aage où vous estes, Monseigneur saint Loys fust couronné Roy au salut de luy & de son peuple: & en plus bas aage fust consacré Phi-

k Tours
fol 68.
pag. 2. lippes le conquerant ^k. S'il est question de dire que les enfans de Roys (speciallement en France où le Royaume est hereditaire) le prennent au berceau, que dis-je au berceau? mais dès qu'ils commencent à prendre forme au ventre de la mere: ie ne seroye d'opinion contraire. Je sçay assés que Clotaire second à l'aage de quatre mois fust porté en bataille contre son oncle le Duc d'Antioche nommé Childebert, & que sa presence ioincte à sa iuste querelle, luy donna la victoire ^l. Que seruiroit il repeter le discours que j'ay fait ailleurs, pour monstrer que suivant la loy Salique le Royaume

l Tours,
fol. 4.
pag. 2. a esté continué par succession ^m? Iamais personne bien apprinse aux meurs Françoises ne nia cest article: mais maintient que tout cela ne sert de rié pour fortifier la maxime mise en auant contre l'usage de France. Disons doncques que le fils du Roy est capable du Royaume dès le ventre de sa mere, & que il prend qualité de Roy, le Royaume vaquant à l'heure de sa natiuité: mais recognoissons que le Royaume est gouverné par Regents iusques à l'aage de quatorze ans. Dequoy j'ay assés prolixement parlé en mon Harmonie des Magistrats ⁿ. Le Roy

n lib. fo.
54 des
regents.

en

en tout temps se gouuerne par cōseil, mais est gouuerné par regents durant son bas aage, & aux autres cas que les hystoires remarquent. Le sacré du Roy n'est necessaire pour luy donner pouuoir de gouuerner, mais s'il n'est encores pubere il luy faut vn tuteur, sous l'auctorité duquel il gouuernerá le Royaume, & estant venu aux ans de puberté ne sera tenu prendre Curateur, ainsi que les autres personnes, mais disposera comme il luy plaira °.

A fin d'y pouruoir.] C'est le principal office du bon Roy de pouruoir aux plaintes & clameurs de ses subiects en personne ou par ses Officiers, à l'exemple du pere celeste qui incontinant apres la structure de ceste machine ronde, remplie de toutes sortes de biens ordonnez pour l'homme, voulust estre le gardiẽ, gouuerneur & conseruateur de son ouurage. Il donna les loix aux humains & en personne corrigea & chastia les contreuenans. Vous le pouuez voir en la desobeissance d'Adam & Eue: au faict de Cain & de Lamech. Ce qui dura iusques au temps de Noël, en faueur duquel nostre Dieu se desmit de son gouuernement. Quand Moysse receut les loix escriptes du doigt de l'Eternel avec commandement de iuger tous differens selon leur teneur, il luy dit: tu ordonneras des iuges, & si tu trouues quelque matiere de difficile decision entre le sang & le sang, la cause & la cause, sur laquelle les iuges ayent opinion diuerse, tu te transporterás au lieu choisi du Seigneur, iras aux prestres de la race de Leui, & t'adresseras au iuge qui iugera en ceste saison, & leur demanderas la resolution, lesquels t'enseigneront comme il faudra

o Proam.
Pragma.
Sact. ver.
diadema-
tin, fol. 5.
Step. Rã-
chi lib. 2.
cocl. 27 r.
Barol. l.
licet, C.
de sessa.
milis.

p Maca-
gn. libr.
3. cap. 2.
de comu-
ni opinio.

iuger en verité f. De là les Roys ont receu auctori-
té de iuger le peuple, & quelquesfois s'y sont em-
ployez en personne, quelquesfois ont laïssé ceste
charge à leurs Officiers. Est-il possible de prouuer
ceste premiere partie plus à propos que par le tes-
moignage de l'Empereur Iustinian ? Dieu a en-
uoýé du ciel en terre les Empires à fin de mettre
bonne & heureuse issue aux dissentions & que-
stions douteuses qui sont ordinaires entre les hom-
mes. Et que l'Empereur face de bonnes loix, s'ac-
cômodant aux varietés de nature, ou bien selon la
diuersité des affaires. Le Roy doit iuger selon ses
ordonnances à l'exemple de ce bon Empereur qui
porte tel tesmoignage de soy mesmes : Nous auons
trouué que plusieurs sortes de faulsetés ont cours
quant à present, & le sçauons : pour en auoir veu al-
leguer beaucoup aux débats desquels nous auons
esté auditeurs 9. Pourquoy ay ie proposé en l'Har-
monie des Magistrats, que le Prince est chef de sa

q Auth.
de instru.
cansel. §. 1.
r Harm.
des Magi-
strats lib.
3. fo. 130.

s l. Jus So-
natoru, C.
de digni-
sa.

mei aux
cous. am.
des Bour-
bon. §. 5.

cour de Parlement, en signe dequoy les arrestz sont
dresséz sous son nom ? Il est besoing (disoit
Diocletian) de conseruer les droicts & autorité
du Senat, auquel nous faisons nombre 2. Or d'au-
tant qu'auons delia dicté ailleurs abondamment
comme les iustices appartenoyent aux Roys, com-
me ils les ont distribuees aux nobles & autres qui
les possèdent aujourdhuy par bienfaict ou ac-
quisition, comme chacun se doit employer à ren-
dre bonne & briefue iustice aux subiects 1, ie
n'en diray plus amplement, & ne toucheray le
remede qui est donné aux obeissans s'estans def-
faits de leur puissance pour la transmettre au plai-

fir d'un seul, lors qu'il s'emancipe peu soucieux de son deuoir, se laisse conduire à ses desbordées volontés, à la ruine du peuple v.

v Syntagma. iur.
verb. seu
dum, ver-
ficul. Do-
min^o, col.
2 fo. 387.

α d. 5. 5.
Bourbon.

γ Calimo
Rhod. lib.
8. cap 1

τ Tours
silt. de la
Iustice, fo
pa.

Faire administrer iustice.] Nous auons ailleurs * proposé qu'Homere appelle les Roys ordinateurs d'equité, & rendeurs de droict v. Le Conseil du beau pere de Moyse le voyant empêché du matin iusques au soir à rendre iustice par sa bouche, au peuple d'Israël. Comme il se reserua la decision des affaires importants, & crea des iuges pour vider les procès ordinaires, partant n'vserons de reditte : & serons contens de vous proposer l'opinion de l'assemblée de Tours sur ce poinct. Parquoy semble aux Estats que le Roy doit faire administrer bonne & briefue iustice à ses subiects par gens clerics, notables, experimentez, & de luy bien stipendiez, ainsi que tous Princes & Seigneurs sont tenus faire à leurs subiects, selon droict & raison : & tellement prouoir & ordonner, que toutes violences, oppressions, & voyes de faict, soyent defendues & prohibees par tout le Royaume, Daulphiné, & pays adiacens. Et parce que le Roy en personne ne pourroit exercer icelle iustice pour la pacification des querelles & controuersies, qui par procès se peuuent mouuoir entre ses subiects, est besoing qu'il aye Officiers en diuers degrés pour l'exercice de iustice, ainsi qu'a esté obserué de tout temps z.

Pareillement nous voulons, que nostre trescher. & feal garde des seaux baille audience ouuerte à l'issue de son disner à tous ceux qui auront affaire à luy. A laquelle audience assisteront les maistres des Requestes ordinaires de nostre Hostel, qui seront en quartier, ou deux d'iceux, au moins, pour prendre les Requestes des parties, & en faire rapport au premier conseil, si besoing est.

Trescher & feal garde des seaux.] Il est facile retirer des loix Romaines, la bienueillance que les Empereurs ont monsté aux premiers Officiers de robe longue, leur baillant tousiours vne honorable qualité deuant leur nom. De mesmes que les Roys de France escriuans aux parlemens & iuges de Prouince les appellét, noz amés, & seaux. L'Empereur Alexandre parlant du Preuoost de la ville, souloit dire : le Preuoost de la ville nostre ami baillera ordre que la seruante, qui a esté vëdue à la charge qu'elle ne seroit prostitutee, iouisse de ses conuentions ^{a.} Et comme sa Majesté appelle Monseigneur le garde des Seaux, trescher & feal. de mesmes en a fait Iustiniã parlant de Tribonian, Theophile, & Dorothee en ceste sorte. Apres qu'il eust pleu à Dieu nous donner la grace d'auoir acheué les liures des ff. & le C. nous commandasmes au magnifique Tribonian maistre & enquesteur de nostre Palais, à Theophile & Dorothee

al. i. C.
si m'esp.
ita reme
rit.

thee hommes illustres noz asseſſeurs, la dexterité, science, experience, & fidelité desquels nous est asſés cogneue par les bōs offices qu'ils nous ont faicts, de mettre en ordre & composer les Institutes. Sur quoy conuient remarquer deux choses, que Dorothee & Theophile sōt appelez, antecesseurs ou asſeſſeurs, parcé qu'ils asſistoyent à l'Empereur, estans deuant luy, lors qu'il bailloit audience au peuple: & Triboniā nommé Equesteur, qui en l'une des significations estoit prins pour celuy qui despeschoit les lettres du Prince ^b. Tel est Monseigneur le Châcelier en France, selon que l'aons remarqué en l'Harmonie des Magistrats Romains & François. Que fait autre chose l'Empereur recōmandant la fidelité de Tribonian que ce que fait le Monarque appellant Monseigneur le garde des seaux. Treschet & seal? Et que fait sa Majesté en ces parolles, que n'aye faict l'Empereur Athanase escriuant à ces Chancelliers ou maistres des requestes? Nous entendons que les Maistres des Cofres sacrés (il y en auoit trois remarquez par noz loix) se ressentēt & leur posterité de noz bienueillances & liberalités, considéré qu'ils sont comme asseſſeurs à nostre Majesté ^c. Cecy est suffisant pour monstrier combien l'estat de Chancelier est honorable, duquel nous auons ailleurs tenu ces termes pour conclusion de nostre discours. C'est l'honneur de tous estats de robbe longue, & celuy qui est paruenue à ce degré ne peut rien souhaiter de plus excellent ^d. Est-ce point à ceste consideration que le Docteur Bugnyon a proposé qu'ils sont apellez, Sires: Estans presque seconds Roys si le Royau-

b S. Cyp.
hoc Deo,
glos pro-
am. Insti.

c titu. de
magistris
sacro. scri-
uorum.

d Harmo.
1. 3. suel.
23.

me en pouuoit souffrir deux. Or si iamais les Roys de France ont eu occasion de se contenter des Chancelliers du passé, si oncques dextérité d'esprit, bonne & saine conscience, seruent zelle au bien general du Royaume, ont esté recogneus en homme tenant les seaux, nous pouuons dire sa Majesté heureuse d'auoir trouué vn si fidelle & loyal garde des seaux qu'est Monseigneur le Comte de Cheuerny: ses merites l'ont fait Chancelier depuis ces escripts. Heureux, aussi le garde des Seaux qui a tant bonne part aux bonnes graces de sa Majesté: mais beaucoup plus heureux les subiects qui ont le Roy tant humain & debonnaire que nous l'auons, assisté de son Cheuerny mirouër des bonnes meurs, entier iusticier, & comble de toutes vertus. Ces perfections l'ont premierement appellé au corps de la cour du Parlement de France, il a esté maistre des requestes ordinaires de l'hostel du Roy, a gouuerné les Seaux d'Henry Duc d'Aniou & de ses tres-humbles & tres-affectionnés subiects de Bourbonnoys, il a esté choisi Chancelier des ordres de Saint Michel, & du Saint Esprit, esleu Chancelier de la Roynne regnante, & garde des seaux de France, dequoy les François apprendront comme il est requis paruenir aux Estats de degré en degré, sans d'vn seul vol se trouuer au plus hault de l'escalier, quand ils considereront la diligence, l'integrité, la grande experience, de Monseigneur le garde des seaux proceder (apres la grace de Dieu) des grâces & honorables charges qu'il a tenues, auât que d'estre parueniu au lieu & rang qu'il a maintenant. La bonté infinie luy vueille donner la plaine couppe de

pe de ses ans en continuation de tout bon heur, au contentement du Roy, & soulas du peuple.

Prendre les requestes des parties.] En des-
criuant l'auctorité des maistres des requestes Ro-
mains, i'ay par mesme moyē touché l'honneur qui ap-
partient à ceux de France, cōme ils doiuent se rendre
alsidus à soulager Monseigneur le Garde des seaux,
faire distinction des placets que sa Majesté veut ex-
pedier de son propre mouuement, & sans remise,
pour faire ressentir ses liberalités à ceux qui en sont
trouuez dignes: & des autres qui sont remis au con-
seil? & n'ay oublié le pouuoir qu'ils ont sur les deux
coffres, partant n'en feray plus long discours. Suf-
fira vous aduertir de la louable intention de sa Ma-
jesté voulant casser le col aux pippéries qui ont esté
recogneues par le passé en Chancellerie, en ce qu'il
retranche les ordinaires suppositions, qui causoyent
que les plus iniurieuses licences couroyent par les
Prouinces, & fait esuanouir les ennemis d'equité
qui faisoient reusir le parchemin auant qu'auoir
le seau. Cest article vous montre que la porte est
ouuerte à l'issue du disner de Monseigneur le garde
des seaux où quiconques voudra aura audience.
Vous y trouuerez les maistres des requestes pour
prendre les supplications des poursuiuans, à fin
que celles qui seront trouuees raisonnables soyent
mises en forme & ayent le seau, & les douteu-
ses, ou grandement importantes, remises au
premier conseil, selon la qualité de l'affaire. Car
les matieres d'estat ont leur iour, & les particulieres
le leur f.

*mon
Harmon.
des Ma-
gist. suesl.
125. 126.
liur. 3.*

f. § 29.

* *Calisto*
Rhodigi.
lib. 5. cap.
14.

Audience ouuerte. J Des treillis de Chancel-
lerie pour empescher que la multitude ne se iette à
la foulle sur les expeditions *. Lors que i'entreprins
mon Harmonie des Magistrats Romains & François
en intention de faire recognoistre les vns par les au-
tres, ce ne fut pour estre arrogant & penser rendre
vn subiect si fascheux iusques à son dernier poinct.
Je me proposay que ce seroit faire trop si ie pouuois
aucunement desmesler ce qui estoit beaucoup em-
brouillé, en intétion de laisser deuider l'œuvre plus
accortement à ceux qui en auront enuie. Aussi qui
regardera mes escripts il trouuera que souuent ie ne
veux asseoir iugement sur les diuerses opinions,
mais me cōtente de les alleguer, à fin que quelque
autre prenne la peine de les sonder & regarder de
pres. C'est pourquoy ie ne peux songer qui a meu
Monsieur Bugnyon de refuter sur cest article & sur
le 93. de cest Edict (qui est le cinquiesme de ses ele-
gans commentaires) deux de mes opinions propo-
sées dans mon Harmonie, touchant celuy que les
Romains tenoyent pour Chancelier. Voicy ses ter-
mes en vn endroit: Les Chancelliers du temps des
Romains estoient en telle auctorité, aussi estoient
ils choisis les plus capables & excellents d'entre
tout le peuple, & n'estoit aucunement permis non
plus qu'aux anciens Gaulois lors des Druides d'ap-
peller de leurs iugemens & sentences. Le Prince a
telle opinion & confiance de son Chancelier pour
l'industrie & grande experience qui est en luy, qu'il
tient tel rang en tous ses iugemens & decisions, que
s'il les auoit luy mesmes donnez & prononcez. A
present ne peuent les Chancelliers de France eux
seuls

seuls & sans le conseil du Roy s'ils ne sont particulierement commis & deleguez donner aucun arrest ou iugement ayant force de loy ou d'Edict, s'ils ne sont par apres emologuez ou approuuez deuëments.

*g. Bugny.
chap. 2. de
la Iustice,
fueil. 10.*

Et ailleurs, estant l'auctorité en France d'un Chancelier si grande & approchant de Majesté, non telle toutesfois que l'exprime Dion en la vie de l'Empereur Traian à l'endroiect de Surra son Chancelier bien aimé, entre les mains duquel il mettoit sa vie. Et plus bas de l'auctorité & excelléce du Chancelier & qui fust le premier pourueu de l'estat sous Pharaon Roy d'Egypte décrit amplement Calsiodore au sixiesme liure de ses varietés où l'on est enseigné que (*præfectus prætorio*) ne se peut prendre pour le nom & personne du Connestable ^h. Tous ces propos ne rendent à autre but qu'à combattre mon opinion contenue dans l'Harmonie des Magistrats Romains & François où i'ay prins le maistre des cheuaux legers, le maistre des gendarmes, le maistre des Escuries & le preposé au Pretoire, pour vn mesme estat diuersément appellé selon que l'Empire a esté en son esleuation ou decadence: & les ay comparé au grand Escuyer ou Connestable en consideration que le Connestable au commencement de sa creation n'estoit gueres differēt du grād Escuyer du iourd'huy ⁱ. Assertion qui desplait grādement à Bugnyon voulant enseigner que le preposé au Pretoire doit estre prins pour Chancelier & non pour Connestable. Si i'auois volonté de m'excuser & chercher quelque eschappatoire pour soutenir mes escripts, ie pourroye alleguer que ie n'ay riē conclud asseurement sur ce different, mais seulement

*h Bugny.
§ 5. Con-
nestable
en France
porte l'es-
pee du roy
Bodin, c.
6. lib. 3.
fueil. 55*

*i Harmo.
lib. 1. fueil.
47.*

propo

proposé les diuers aduis ainsy qu'il est facile colliger par les termes dont i'ay vsé qui sont tels. Dironz no⁹ que ce soit l'espee que Traiã dóna au maistre de son hostel, quand il luy dit, prenez ceste espee & faictes obseruer mes commandemens s'ils sont iustes & profitables au public, sinon dressez la contre moy? Cela ne seroit assuré, attendu que la pluspart l'attribue au Connestable, les autres moins probablement au Chancellier ^k. Et neantmoins Bugnyon maintient que Surra ou Burra estoit Chancellier non-Connestable, & que (præfectus Prætorio) est le Chancellier du iourd'huy: mais (sauf sa reuerence) il se deçoit, & n'y a aucune apparence pour son party, en tout ce qu'il a allegué. Les histoires monstrent que le preposé au Pretoire auoit l'œil sur sa gendarmerie, corrigeoit leur insolence, & par bonnes & saintes loix les contenoit au debuoir, ce qui ne peut estre approprié au Chancellier. Car il ne se trouue escrit qu'il aye esté homme d'espee (i'entends que sa charge aye esté de ranger la gendarmerie) au contraire il portoit la robbe longue de couleur blanche, & eust esté tres-mal seant de luy voir l'espee au costé avec cest acoustrement. C'est ce qui a meu Pyrrhus de croire que celui que Bugnyon a prins pour Chancellier est nostre Connestable qui porte l'espee deuant le Roy, & est maistre de la gendarmerie Françoisse ^l. C'est simpleesse de dire que Burra ou Surra aye esté Chancellier: Budee plus veritablemēt l'approprie au grad^r Maistre ou au Connestable, lequel (comme nous auons dict) a esté eclipsé de l'estat de grand Maistre: & n'est possible de pouuoir calumnier ce texte. Desia le couteau trenchant

*k. Harm.
l. 1. f. uell.
43.*

*l. mō Harm.
mosol. 47
prins de
Pyrrhus
O Fene-
stell. O Pō
pon. l. 47.*

chant estoit esguisé pour tuer & meurtrir, si Afranius Burrus & Annee Senecque ne s'y fussent opposez. Ces deux gouuerneurs de la ieunesse de l'Empereur (ou de lagendarmerie) s'accordans en puissance, & bons amis, estoient recommandables chascun en sa charge. Burrus, employé aux affaires de la guerre, estoit seuerre contre les infracteurs des bonnes meurs, & Senecque estoit grand orateur doux & affable ^m. Que si quelquesfois les histoires & liures des Iuriscultes font mention de ceste voix, Preposé au Pretoire, pour ceux qui decident & iugent les differents ou pour le lieu où la Chancellerie est exercee, ces deux mots qui ont diuerses significations en sont cause. La prefecture, comme Pyrrhus a tres-bien remarqué, est vne voix generale qui est resserree selō le nom adiectif qu'on luy veut approprier. De là nous disons la prefecture ou le preposé à la ville, à la gendarmerie, ou au camp, aux œuures, aux colleges des armeriers, aux labours, & ainsi des autres ⁿ. Et le pretoire n'a point moins de significations. Ce n'est pas seulement le lieu où se tient la Chancellerie, ni le lieu de l'expedition des causes ^o: mais signifie le Palais Royal, ainsi que le tesmoigne l'Empereur Leon escriuant au preposé au Pretoire. Nous voulons que les gouuerneurs de Prouince s'abstiennent de loger aux maisons des habitans, mais qu'ils facent leur demeurances aux sacrez palais, ou aux Pretoires, à fin qu'ils soyent contraincts de les entretenir en bon estat. Que si en mesme ville y a Palais & Pretoire, il logera au Palais, & mettra les grains & autres especes publicques dās les Pretoires s'en accommodant

*m Bude.
tit. de of.
fic. pfecti
pior. sol.
310.*

*n Pyrrh.
de magi.
str. libr. i.
col. 4.
o S. i. au-
them. de a
discibus*

*p l. nulli
iudicij, C.
de offic. re
elo. puinc.
roy: & que
c'est de Pre
toire Ar.
genté §.
265. mot
est faisi, fo
lio 127
des appro
priances.*

dant comme de greniers *P.* Je voudrois bien de-
mander si cela peut estre entendu de la Chancelle-
rie & si les Empereurs du passé s'en sont voulu
servir de greniers ou d'estables à cheuaux? Le vieil
commentaire aux oraisons de Ciceron dès que l'an-
tiquité a appelé Preteur toute sorte de Magistrat
qui auoit commandement sur la gendarmerie. De
là la tente du chef d'armee fust appelée Pretoire.
De là y auoit au camp la porte Pretoriale. De là
quand le premier estat de la Republicque fust
changé en Monarchie, les Empereurs creerent vn
chef sur les bandes des gens de guerre, & le pre-
poserent à leur Pretoire: c'est à dire (au rapport de
Budé) le firent Maistre d'Hostel que nous auons ail-
leurs appelé grand Maistre *q.* l'accorde asés à
Monsieur Bugnyon que quelquesfois Pretoire est
pris pour la maison priuee & pour le lieu où l'on
tient les plaids. Noz loix le confirment *1.* Les Actes
des Apostres en sont remplis, ie ne veux non plus
nier que les Romains n'ayent quelque preposé au
Pretoire avec iurisdiction si ample, qu'il n'estoit
nó pl^{us} permis appeller de ses iugemés que de l'arrest
du priuè cōseil, ou des cours souueraines *2.* Mais ie
ne peux consentir que telles allegations se puissent
rapporter au Chancelier *1.* Qu'ainsi soit regardez la
Rubriche, vous verrez qu'elle ne parle d'vn seul
homme, mais de plusieurs. En ces mots des senten-
ces donnees par les preposez au Pretoire. Voyez la
loy, elle monstre que c'estoyent Iuges qui oyoyent
les differents, & auoyent iurisdiction cōtētiue, en
ces mots. Ceux qui plaident en la iurisdiction de la
tres-ample prefecture *v.* Qui monstre au doigt que
cela

*q Budéus
ubi sup.
fol. 310.*

*v. hommes,
Et glo C.
de epis. o.
Et cleric.*

*sent. des
sent pra-
fecti pra-
tor C.*

*1 Bugny.
§ 2 sit de
la iustice
Elois.*

*v. tir de se
tent pra-
fecti pra-
tor...*

cela doit estre plustost approprié à la cour de Parlement lors qu'elle estoit ambulatoire, & suiuiot les Roys : considéré qu'il n'y a que deux moyès pour re-
 tracter ses arreſts, ou au grād conseil, tel qu'il est au-
 iourd'huy, ou au Chācellier qui est seul & n'a aucu-
 ne iurisdiction contentieuse, ce que Bugnyon con-
 fesse ailleurs *. A insi recognoissāt combiē cela seroit
 inepte, i'ay plus probablement prins nostre Chancel-
 lier François pour le Magistrat que les Romains ap-
 pelloyēt, *Questor candidatus*, lequel auoit la char-
 ge de la librairie de l'Empereur, ouuroit & decache-
 toit les lettres receuēs des Princes estrangers, faisoit
 entendre au Senat l'intention del'Empereur, faisoit
 lire & interpretoit les patentes, comme celuy qui
 les auoit premierement dressées & mis en forme y. y mon
 Voila les raisons qui me cōtreignēt de demeurer fer-
 me à ma premiere opinion iusques à ce qu'on m'aye
 enseigné quelques meilleurs moyens contraires. Et
 ne sçauois receuoir pour alloy de mise ce qu'on
 veut faire croire, qu'il n'estoit permis aux Romains
 d'appeller du Chācellier, non plus que des Druides
 François, mais qu'aujourd'huy les Chancelliers
 n'ont tel credit. Je croy pour les raisons cy dessus
 touchees, qu'Archadius, dont on fait estat, ne pensa
 iamais parler en toutes les loix proposees d'aucun
 Chancelier. Et noz anciens Druides (sauf corre-
 ction de ceux qui sçauent que vault l'antiquité)
 n'eurent iamais les sœurs de France, mais estoient
 Ecclesiastiques, doctēs, & lettrez, qui par leur rare
 sçauoir contenoient le peuple en la deuotion qui
 lors auoit cours, & vuidoyent beaucoup de diffé-
 rens comme ie pretends l'auoir plus amplement
 decla

* d. 5. 2.

Harmon.
 des Ma-
 gistrats,
 liv. 1. 22.

*25. s. tit.
des repré-
s. tit. des
executions.
a d. c. 2.*

*b Harmo-
nie des
Magistr.
livre 3.
fol. 124*

*c Harm.
lib. 3 fol.
vers. 123.*

*d Rebuff.
in rubric.
ordnat.
23 45. tit.
51. libr. 3.
fol. 1210.*

declaré en mes commentaires aux coustumes de Bourbonnoys ². En ce que Monsieur Bugnyon s'imagina la puissance du Chancelier avoir esté autrefois plus grande qu'elle n'est maintenant ³, semble qu'il l'aye ainsi voulu non tant pour ignorer l'histoire, qu'à fin de combattre l'opinion que l'ay tenue ailleurs, en ces termes. Maintenant & despuis que François premier reuint d'Espagne, l'auctorité de la cour sur le Chancelier cessa, laquelle fust esteincte en la faueur du Châcellier du Prat irrité de ce que la cour pendant la captiuité du Roy commençoit de le vouloir reprendre & maistriser, à raison dequoy il obtint l'exemption & à ses successeurs de plus obeir à la cour ^b. Quand il reprend mon opinion il s'attaque à Papon, & combat de Luc qui l'auoit au parauant proposée. Je ne doubte point que Bugnyon ne puisse tout ce que peut l'homme bien versé en toutes sortes de lettres, mais cela ne me peut faire desdire, d'autant que la verité est de mon costé alsés forte contre tous les assaux & embusches qu'on luy voudra dresser. Qui desirera de sçauoir comme le Chancelier qui preside au iourd'huy au Parlement ^c, estoit inferieur le temps passé, regarde comme en parle Philippes de Vallois. Ayant sur ce diligemment delibéré avec noz amés & feaux les gens de nostre Parlement, le Chancelier, & plusieurs autres de nostre conseil. Le voila inferieur en nostre ordre ^d

§. XCI.

Et au regard de nostre Conseil priué & d'Estat, ayant en cest endroit, comme en tous autres, benignement receu les remon-
stran

strances qui nous ont esté faictes par noz Estats : à fin aussi de le restablir en sa premiere dignité & splendeur, & que doreseuuant nostredict Conseil ne soit occupé és causes qui gisent en iurisdiction contentieuse: Voulans conseruer la iurisdiction qui appartient à noz Cours souueraines & Iustices ordinaires, auons renuoyé les instances pendantes, indecises & introduictes en iceluy nostredict Conseil, tant par euocation qu'autrement, par deuant les Iuges qui en doiuent naturellement cognoistre, sans que nostredict Conseil à l'aduenir prenne cognoissance de telles & semblables matieres, lesquelles voulons estre traictées par deuant noz Iuges ordinaires, & par appel en noz Cours souueraines, suivant noz Edicts & Ordonnances.

Nostre conseil priué & d'Estat. J l'vse de ces termes parlant du conseil priué, & d'Estat, en l'Harmonie des Magistrats Romains & François. Là sont discuttez tous grands affaires touchant l'estat du Royaume, & peu y sont introduictes les causes des particuliers, sinon qu'elles soyent d'importance, ou que le Roy vueille que fin soit mise à ces débats. Car ayant faict euocquer au priué conseil les causes des particuliers, ie ne sache homme tant roide de iambes qui n'aye allés affaire de se soubstenir, pour estre assailli des la-

beurs insupportables à la suite de la cour, deniers sans nombre, sinon pour rendre muets ou heureusement haranguans les courtisans qui sont beaucoup à la decision de la matiere, au moins pour parfournir aux voyages necessaires auant que d'obtenir audience ^a. Ce n'est pas peu de peine de plaider hors le lieu de sa demeure. Philippes de Vallois print ce pretexte lors qu'il voulust priuilegier les Escolliers de l'Vniuersité de Paris, d'autant que les Escolliers demeurans & estudians à l'Vniuersité de Paris, ne peuuent poursuiure les torts à eux faicts en tous les endroicts de nostre Royaume, sans se diuertir de leurs estudes, & que estans neccsitez d'aller au lieu où le tort est faict, ils souffriroyent beaucoup de vexations, auroyent peines infinies, & feroient des despens excessifs, nous les auons mis sous nostre protection, par laquelle ils ne seront tenus plaider ailleurs, que par deuant le conseruateur des priuileges ^b. La Majesté de Charles neuuesme, outre ces considerations a voulu retrancher les Iurisdiccions extraordinaires, & conseruer les ordinaires à leurs droicts, en ces mots: Et parce que noz subiects sont grandement trauaillez de iurisdiccions extraordinaires, par le moyen desquelles ils sont contraincts de plaider loing de leurs maisons & domicilles, cognoissant que l'office d'un bon Roy est de faire prompt iustice sur les lieux &c ^c. Aussi la Majesté regnante oste toutes euocations voulât conseruer la iurisdiction qui appartient aux cours souveraines & iustices ordinaires tant par les raisons susdictes, qu'en consideration que son conseil priué

^a Harv.
lib. 3. fol.
159. Du
conseil pri-
ué.

^b Rebuff.
lib. 4. fol.
51. f. 1210
in rubric.

^c Orleā,
§. 34.

priué n'a esté establi pour s'empescher des causes qui gisent en iurisdiction contentieuse.

Euocation.] Qui voudra voir les moyens de faire euocquer les causes pendentes par deuant les ordinaires, par recusations proposees en general, ou contre la meilleure part du corps, soit aux differens ciuils ou criminels, & de la forme qu'il faut tenir pour les obtenir, comment elles ont esté souffertes par le passé, le superieur s'essayant par tous moyens de despouiller l'inferieur & vsant de sa puissance comme le Gerfault à l'endroict des oyseaux despourueus de bec & de griffes, voyez ce que i'ay proposé au discours des incompetances & recusations ^d, car ce que i'y ay dict m'empesche de *d. f. uel. 11.*
12. 13.

§. XCII.

Declarons que les Arrests de nos Cours souueraines ne pourront estre cassez ne retractez, sinon par les voyes de droict, qui est requeste ciuile, & proposition d'erreur, & par la forme portee par noz Ordonnances: ni l'execution d'iceux Arrests suspendue, ou retardee sur simple requeste à nous presentee en nostre Conseil priué.

Requeste Ciuile.] Il n'y a que trois moyens pour se prouuoir contre les arrests des cours souueraines, Requeste ciuile, proposition d'erreur, & restitution en entier. Les lettres ciuiles, sont fondees

ainsi q̄ i'ay ailleurs déclaré sur ce qu'on a omis d'alleguer quelque coustume laquelle eust meu la cour de iuger autrement, si elle eust esté articulée, ou oubliée quelque autre faict décisif du différent, ou lors qu'on allegue le dol & surprinse de partie aduerse, & generally pour toute autre occasion qui i seroit trouuée suffisante pour soubstenir vne cause d'appel ^a. La proposition d'erreur lors^q qu'on allegue le procès auoir esté mal veu, & les pieces mal prinſes & considerees. Sur ce i'ay quelquesfois tenu ces termes : qui fait que l'on propose erreur non de droict parce que la cour ne peut errer, mais de faict ^b. Mais semble que le Docteur Bugnyō vueille rendre la cour beste combatant mon opinion, lors qu'il dit que la proposition d'erreur est receuë quand on soubstient qu'il a esté erré en faict ou en droict. Celuy de faict excusant les Iuges, & l'autre de droict les monstrant ignorans ^c. Que sçauroye ie alleguer contre monsieur Bugnyon pour la defense de ma premiere opinion ? S'il veut receuoir quelque payement raisonnable (comme ie m'asseure qu'il ne le refusera) ie le supplie de considerer, ce que dient les Canonistes, que le Pontife a tous les droicts enclos dans l'estomach : & les Ciuils, que le Monarque est la loy viuante. Les cours souueraines ont ceste puissance. Les Empe-reurs s'estans assurez sur leur litterature & integrité, iusques à tesmoigner qu'ils ne sçauoyent autrement decider que ce qui a esté par eux sententié, ou arresté, elles adioustent, retranchent, & arrestent les loix du Monarque par grande iustice & equité, qui les pourra doncques assuerir à l'erreur

^a *Stepha.
Ranchin
lib 2. cōcl.
468. 469.
470. 474
montrai-
est des pes-
nes, mot
Requête
ciuile.
b mō Har-
monie d.
verb. re-
quête ci-
uile.
c Bugnyō
Bloys, me-
de la iust.
§. 4.*

l'erreur de droict? Que si ces raisons comme venans de loing ne plaissent, au moins considerons que les Docteurs en la loy & les practiciens François tiennent mon parti maintenant fort & ferme, que l'erreur de droict ne peut estre allegué^d. Cela me cause de perseverer en ma premiere resolution, avec espoir de changement, lors qu'on me mettra en avant quelques raisons plus concluan^dtes. Quant à l'ordonnance de Loys 12. alleguee par le Docteur Bugnyon, elle est fautive en la cote, c'est le §. 59. au lieu du 56. qu'il allegue: mais ce seroit peu de chose du nombre, si le texte approchoit de son opinion. Ne faut il point faire de difference entre la proposition d'erreur & l'article de l'ordonnance commandant aux cours souveraines de punir les iuges ressortissans, qui se trouveront avoir erré en faict ou en droict? L'ordonnance de Loys parle des iuges ressortissans, & l'ordonnance de François monstre au doigt que la proposition d'erreur n'estoit receüe qu'es cours souveraines en ces mots. Mais seront iugees lesdictes propositions d'erreur en telle chambre de nosdictes cours &c^e. Ce que l'assemblee d'Orleans semble approuver, les pretendues nullités & contrarietés des arrests de noz cours souveraines seront iugees où les arrests auront esté donnez^f. Ce cy n'est point ce que j'ay oublié d'avoir escript ailleurs, que la consignation de douze vingt liures est reduitte à quarante liures, quand la proportion est pendente aux sieges presidiaux. D'où se peut tirer qu'il a esté permis alleguer erreur des iugemens presidiaux. Mais cela estoit en cas de l'Edict & de der-

*d Stepha.
Ranchin.
li 2. cōcl.
468.*

*e 1539. §.
37.*

*f Orleans,
§. 38.*

*g. 5. 18.
1564.*

*h. Steph.
Ranchin.
lib. 2. cōcl.
470. 477
478.*

*l. Steph.
Ranchin.
lib. 2. cōcl.
475.*

nier ressort, encores Charles retransche ceste permission, & defend de recevoir les parties à proposer erreur contre les iugemens donnez en dernier ressort &c. Doncques l'allegation d'erreur n'aura point de lieu, s'il n'est de faict, il ne sera non plus receu des iugemens Presidiaux, & en tous lieux n'obtient sur sentence interlocutoire, quand la faute peut estre reparee en diffinitive (sinon qu'elle fust de trop grand preiudice) ni en matiere possessoire, ou prouisionale. Ce que nous obseruons aussi aux requestes ciuilles *h.* Les Docteurs parlent ainsi du troisieme moyen, qui est la restitution en entier contre les arrests, dont nostre Edict ne fait point de mention, non plus que monsieur Bugnyō. La partie vaincue peut debatre l'arrest, non seulement s'il a esté donné par le dol de son aduersaire, mais si elle a trouué tiltres nouueaux, ou si l'arrest est fondé sur faulxe production, ou tesmoings subornez, & generally en tous cas où la voix du Preteur a lieu, qui promet de restituer s'il y a cause raisonnable *i.*

Suspendue.] Les Practiciens sçauent qu'il y a presque autant de difficulté sur l'execution d'arrest que de peine à l'obtenir, on y voit ordinairement vne infinité de traueses, qui acculent les Cōmillaires, renuoyant à la cour pour en ordonner. Voyōs la reigle generale qui môstrera quelles exceptions sont receues pour retarder l'execution de la sentence. Toutes exceptions peremptoires qui ne combattent point la sentence, mais sont seulement proposees pour limiter, ou moderer l'execution, sont receues: pourueu qu'elles n'ayent esté alleguees
auant

auant le iugement, & reiettees par le iuge. Il y a plus: car si l'exception a esté alleguee en vne instance, elle pourra estre proposee en execution d'arrest donné sur autres procédures, pourueu que ce soit à autre fin ^k.

Requeste à nous presentee.] Cela est ainssi dict, parce qu'au Royaume de France le Roy priuatiuement sur tous autres a puissance d'accorder lettres pour retracter les arrests de ses cours souueraines ^l.

*k Stepha.
Ranchin.
conclusio.
371. 372.
373. lib.
2.*

§. XCIII.

Nostredit Garde des seaux scellera trois fois la semaine : ausquels iours asisteront deux ou trois Maistres des Requestes, qui seront en quartier, l'un desquels signera lesdictes Lettres : leur faisant inhibitions d'en signer aucunes contraires au droict, & à noz ordonnances, sur peine d'en respondre en leur propre & priué nom.

*l Stepha.
Ranchin.
lib. 2. cōcla.
467.*

Scellera trois fois la semaine.] Les Estats de Tours parlans des reliefs d'appel pour releuer les oppressions & griefs donnez des premiers iuges, ont fort à propos remarqué que la puissance Royale & souueraine a principalement esté ordonnee, à fin que les subiects qui se sentent greuez, eussent moyen de recourir à icelle souueraine auctorité, comme au refuge vray, & meilleur remede. Et partant que raisonnablement les lettres de Chancellerie ne doiuent estre refusees à aucun. Et parce que la Majesté lors regnante leur promit de

faire viure les subiects en paix & selon iustice, remonstrent qu'il estoit impossible de la trouuer, si l'huis, par lequel lon y paruient, n'estoit ouuert. En ceste consideration supplierent le Roy d'enioindre à tous ceux qui auront les seaux de la Chancellerie

a Tous, qu'a nulli ne soit clos l'huis de la iustice ^a.

*cha. de la
Iustice,
sueil. 34.*

Maiîtres des requestes.] L'un des coffres sacrés qui est continuellement à la suite de l'Empereur contient les requestes que les subiects luy veulent presenter, pour receuoir droit, ou quelque grace & bienfaict. Les vnes sont depeschées de propre mouuement du Prince, quand il veut exercer quelques liberalités, les autres sont remises au conseil: & les Maiîtres des Requestes (anciennement appelez les Maiîtres ou prochains des coffres sacrés) sont là employez. Qui voudra voir cōbien l'usage de France approche de ceste obseruance, à quoy les Maiîtres des requestes s'employent, & ce qui leur est permis, recoure à mon Harmonie des Magistrats Romains & François ^b.

b liur. 3.

suu. 126.

Argent.

§. 266.

verb in-

scriptio,

fol. 448.

449. des

appropri.

Contre droit & noz ordonnances.] Qu'est il besoing de reciter Philippes de Macedonne, lequel pour satisfaire à l'offense d'un iugement inique par luy donné, ne voulust retracter sa sentence, mais ordonna que l'argent fust prins dans ses coffres, à fin de recompenser l'interessé. Que seruiroit-il de proposer la belle responce qu'il fit à ses mignons luy voulans faire à croire que toutes les actions des Roys (telles qu'elles soyent) sont bonnes, iustes, & honestes? Je iure Dieū (dit il) voz opinions pourroyent auoir lieu enuers les Roys barbares, mais cela nous est honeste qui est honeste à

tous

tous, cela iuste qui est iuste enuers tous. Suffira sur ce poinct alleguer le beau serment qu'on faisoit prester aux Iuges Egyptiens, qui promettoyent, entrans à la charge, de iamais ne se destourner de droict & equité, encores que le Roy leur commanda l'opposite ^{c. Caline}. Conformement à l'intention de nostre Henry qui defend aux maistres des Requestes de ne signer aucunes lettres contre droict, ou ses ordonnances. ^{Rhodigi. lib. 23. c. 14.}

§. XCIII.

Les Audienciers, Secretaires, ou autres quels qu'ils soyent, estans à la suite de nostre tres-cher & feal Garde des sceaux, ne prendront aucune chose des parties pour faire sceller leurs lettres. Ce que leur defendons sur peine de punition exemplaire.

Pour faire sceller les lettres.] Cestabus auoit desia cours lors de l'assemblée des Estats à Tours. Ce qui est facile de recognoistre par la reformation qui en fust lors pourfuiue. Semble aux Estats que lon doit pouruoir aux exactions que font les Secretaires sur ceux qui impetrent lettres du Roy, ou de luy don d'office ou quelque expedition, mesmes quand les communautés des pays & villes renouellent leurs priuileges, & impetrent aucune chose touchant leurs communautés ou autrement, à l'occasion de ce qu'ils se constituent iuges de leurs salaires, en prennent si excessiuelement grande somme, qu'il ne seroit possible d'y fournir, & souuent aduiert que le pauvre quitte le don que le Roy luy a faict, ou la poursuite de son droict pour euter le pris

excessif du Secretaire. Et puis n'aguères ont prins & exigé d'aucunes villes sept vingts escus d'or pour le Secretaire. Et pource semble ausdicts Estats que les anciènes ordonnâces faictes par le Roy Charles v. & Charles vi. & autres leurs predecesseurs Roys touchant le faict de la Chancellerie, & ce que l'on doit prédre pour seau & droict des Secretaires doiuent estre veuës & regardees, & que ceux qui ont faict telles exactions doiuent estre punis & contraincts à restituer, comme lon aduifera. Et si les ordonnances ne sont assés exprimees que lon doit donner prouision, & taxer le salaire d'iceux Secretaires. C'est assauoir combien ils prendront d'une lettre d'office, & d'autres expéditions de lettres qu'ils feront & signeront, tant pour les particuliers, que pour les communautés des villes & pays, soyét lettres en simple ou en double queuë, chartres ou autrement. Et quant aux lettres de la Chancellerie, si les Secretaires ne les ont faictes, mais seulement signees, ils n'en doiuent rien prendre pour l'expédition d'icelles^a.

^a Tours,
fuell. 33.
pag. 2.

§. XCV.

Defendons aussi sur peine de punition corporelle, à toutes personnes n'estans officiers de nostre Chancellerie, de se mesler ou entremettre des Lettres qui seront presentees au seau, ni les soubstraire, faire esgarer, ou en supposer d'autres en leur place.

N'e

N'estans Officiers de nostre Chancellerie.] Qui voudra voir la diligence que les anciens ont mis à reigler le nôbre des Officiers de Châcellerie, recoure aux ordonnances des Empereurs Auguste & Iustinian. Il trouuera l'estat des trois coffres, & verra le nombre des Officiers ordonnez pour vn chascun, comme ils seruent par quartier, s'ils peuvent commettre & substituer par vieillesse, maladie, ou empeschement ^a. Matiere qui monstrera suffisamment l'intention de ce texte, defendant à toutes personnes, hors mis les Officiers, s'entremettre ou mesler des lettres qui serônt presentees aux seaux.

*a l. compertimus.
l. cense, C.
de proxi.
sacro. sacri.*

§. XCVI.

Et sur les plaintes qui nous ont esté faites de l'excessiue taxe des expeditions des Lettres de nostre Chancellerie, auons ordonné & ordonnons, que la reduction & moderation, qui fust faite par le feu Roy nostre tres-honoré Seigneur & frere, au mois de Ianuier, mil cinq cens soixante trois, sur pareille requisition des Estats assemblez à Orleans, sera gardee & obseruee. Defendons à noz grands Audienciers, & Contreoolleurs de l'audience, d'icelle excéder & outrepasser, sur peine d'en respondre en leur propre & priué nom.

Excessiue taxe.] Voila la voix de l'assemblee de Tours : Semble aux Estats que l'on doit mettre ordre & prouision à la grande exaction qui est au seau.

seau. Car quand plusieurs font impetrans supposé qu'ils soyent consorts en leur faict, souuentefois leur faut payer plusieurs seaux qui n'est de raison. Et quand c'est communauté lon leur faict payer somme excessiue, & est aduenu puis n'agueres que pour le seau de la confirmation d'un priuilege de ville, a esté exigee la somme de quatre cés escus d'or, à cause que les Secretaires qui prennent profit audict seau, en sont iuges & taxeurs, & n'y a aucune moderation ni ordonnance garde. Et pour ce plusieurs pauvres habitans delaissent à poursuiure leurs droicts, & aiment mieux laisser perdre le leur, que

*a Tours,
tit. de la
iust. fuci.
32. pa. 2.*

payer si grande somme d'argent d'un seau ^a. Le Docteur Bugnyon a remarqué les Edicts du Roy Henry second concernant le salaire des audienciers & Contrerolleurs de Châcellerie, & la taxe expedice: vous y aurez recours, à fin que ie ne die chose desia

*b Bloys,
§. 5 tit de
l'oustice.*

asés chantee ^b. Mais ils ont eu peu d'effect: ce qui est euidant par les remonstrances des Estats d'Orleans touchant la reformation des surtaxes au grand seel, ou Chancellerie ordinaires, ausquelles la Ma-

*c Orleães,
§. 76.*

jesté de Charles neuuiesme promit faire droict, ^c & voulust que les Iuges ordinaires des lieux moderassent les droicts & emoluments des seaux accoustumez d'estre mis aux contractz & sentences, & empeschassent toutes les exactions qu'on y vou-

*d Orleães,
§. 89.*

droit commettre. A cest effect dressant procès verbaux de la moderation, pour sur iceux y estre pourueu plus plainement par le conseil de sa Maiesté ^d.

*e Argen-
tié. 66.
§. 284.
des appr.*

Les Romains n'eurent cognoissance comme on peut vendre la cire si chairement, & les Bretons l'ont apprins des François ^e.

Nous

§. XCVII.

Nous auons declaré & declarons , que nous n'entēdons doreſenauant bailler aucunes lettres d'euocation , ſoyent generalles ou particulieres , de noſtre propre mouuement : ains voulons que les Requeſtes de ceux qui pourſuiuront leſdictes euocations ſoyent rapportees en noſtre Conſeil priué par les maiſtres des Requeſtes ordinaires de noſtre hoſtel , qui ſeront en quartier, pour y eſtre iugees ſuiuant les Edicts de Chantelou & de la Bourdoiziere, & autres Edicts deſpuis faiſts par noz predeceſſeurs Roys , & par nous. Et où leſdictes lettres d'euocation ſe trouueroyent raisonnables , parties ouyes & avec cognoiſſance de cauſe , elles ſeront octroyees, & non autrement. Et ſeront toutes euocations ſignées par vn de noz Secretaires d'Eſtat , ou de noz Finances , qui aura receu les expéditions , auquel leſdictes euocations auront eſté deliberees. Declarant les euocations , qui ſeront cy apres obtenues contre les formes ſuſdictes nulles , & de nul effect & valeur. Et nonobſtant icelles voulons eſtre paſſé oultre à l'inſtruction & iugement du procès par les Iuges dont ils auront eſté euoqués.

Let

*a Orléans,
§. 53.*

*b Tours,
cha de la
justice, f.
34. pag. 2.
C. fo. 50.
verss.
c §. 53.
Orléans.
d mō tra
Et des in-
compétā-
ces suesll.
11. 12. 13.
e Anton.
Gabriel.
lib 6 tit
de clausu.
cap. 2.*

Lettres d'euocation.] Il n'y agueres personne qui parle des euocations selon l'vsage de France, qui s'oublie d'alleguer les Edicts de la Bourdoiziere de S. Germain, & de Chantelou. Rebuffe les a premieremēt enregistrees dans ses commentaires aux ordonnances Royaux, Chalard apres luy ^a, & modernement Bugnyon sur cest Edict. Les Estats François s'y sont arrestez. Voicy comme ceux de Tours en parlent. On a veu cy deuant que quand la cour de Parlemēt bailloit prouision & lettres d'adiournemēt en cas d'appel apres le refus de la Chancellerie, on euoquoit les causes au grand conseil à fin que les appellans ne pussent poursuivre leurs droicts. Parquoy semble és gens desdicts Estats qu'aucunes euocations ne doiuent estre faictes de quelque cause que ce soit au grand conseil ni ailleurs, ni en iceluy introduire causes en premiere instance, & celles qui y sont euoquees ou introduictes soyent renuoyees par deuant les Iuges dont ils ont esté euoquez ^b. L'Edict d'Orléans approuue les euocations aux cas portez par les ordonnances ^c, & cestuy cy descript la forme pour y paruenir. De laquelle i'ay amplement parlé, tant pour le ciuil que criminel en mon discours des incompetances & recusations, partant passeray oultre, qui voudra y aura recours ^d. De nostre propre mouuement.] Parce que les Docteurs ont bien au long exposé la vertu de ceste clause, & comme elle empesche le vice de subreption, ie me desporteray d'en tenir plus long propos ^e: ioinct que i'en ay desia discouru sur la coustume de Bourbonnoys.

Par

Parties ouyes.] Voicy vne grande grace que le Roy fait à ses subiects. Nous sçauons que le souverain Pontife lie les mains de tous les Iuges ecclesiastiques deslors qu'il cōmence de cognoistre d'une cause, qu'il ne faut aucune notification, & que tout ce que le Iuge a faict despuis que le Pape s'y est entremis est de nul effect, combien que la partie n'aye esté assignee, & qu'il n'y aye eu aucune prohibition au Iuge de passer oultre ^f. Pourquoi est-ce que les Roys n'en feroient de mesmes si bon leur sembloit, veu que les Iuges superieurs euocquent de l'inferieur sans signifier à partie ? O bienveillance admirable d'Henry qui se despart de tous tels ennuyeux droicts Royaux, fondez sur ceste clause, De propre mouuement & veut garder la seconde oreille pour secourir la partie, qui auroit autrement quelque occasion de se plaindre du Prince, se laissant trop facilement aller aux prieres importunes & desraisonnables.

*f Syntag
ur lib. 1.
verb. attē
tata, fol.
60. col. 2.
g Anton.
Gab. li. 2.
tit. de ci-
tatio. cōc.
s. n. 504.
Et tit. de
iudic. con
cl. 1. n. 9.*

Par les Iuges dont ils auront esté euocquez.] La Rubriche est trop vulgaire, que les lettres Royaux obtenues durant le debat iudiciel, ne vallent rien : mais l'exposition en est difficile. Bartolle la despart ainsi: L'une des parties veult obtenir durant le procès, ou quelques lettres de iustice, ou vn priuilege. Quand ce sont lettres de iustice elles ne vallent rien durant les procedures auant contestation, sinon que l'ordinaire souuent importuné de faire iustice se monstra paresseux & peu soucieux de faire son debuoir. Si c'est apres contestation & durant le cours de la cause, les lettres vallent en ces quatre cas, à fin d'auoir copie des actes & procedu-

si sans le rescript elle estoit dugibbier de l'ordinaire, & aux clauses des lettres Royaux, quand elles donnent pouuoir de proceder sommairement sans figure de procès, ce que le iuge ne pouuoit faire de sa puissance ordinaire, & en tous les cas comme se faut pouruoir par appel & par deuant quel iuge ^a. Mais ie passeray ces poincts, pour les auoir ailleurs discutré, & ne rediray point la faueur qui est aux iuges ordinaires, combien les delegations & commissions extraordinaires sont hayneuses, parce que ce ne seroit que transcrire ce que i'ay desduict en mes commentaires sur les coustumes de Bourbonnoys ^b. Je ne toucheray non plus la force des committimus, & gardes gardiennes, d'autant que desia ie l'ay declaré en mon Harmonie des Magistrats Romains & François ^c, & que ie reputé mal seant d'apporter matiere si extrauagante pour l'interpretation de ce texte. Ce que ie dis non en intention d'offencer ceux qui ont faict le contraire, mais à fin de dire librement & sans fard ce qui me semble veritable. C'est tres-mal à poinct exposer cest article qui parle des commissions extraordinaires, par les committimus dont iouissent les domesticques & commenfaux du Roy. Le mot, d'extraordinaire couché dans l'Edict monstre que sa Majesté n'a entendu retrencher autre chose que ces commissions particulieres, obtenues par les plus puissans, pour euitier la iurisdiction ordinaire, auoir iuge à part commis à la poste, duquel l'impetrant oultre la vexation qu'il donnera à sa partie, pourra retirer plus de faueur. Et les committimus sont pōrtion de la Iurisdiction de Messieurs des Requestes de

*a Stepha.**Ranchin.**li. 2. cōcl.**45. & li.**5. Dis-**cours des**incompe-**tances, fo.**13.**b Bourbo**noys, §. 7.**c liur. 3.**such. 128.*

l'hostel, & du palais, qui sont iuges ordinaires, & n'ont besoing de commission pour les causes & personnes qui leur sont attribuees, iusques là (comme ie l'ay ailleurs monsté, & que le Docteur Bugnyon le confesse) que les maistres des requestes sont ceux entre tous les autres Officiers, qui ont à bon droict retenu le nom & tiltre de Magistrat, le vray exercice & administration de iustice leur appartenant ^d.

d. Bugn.

§. 5. Bielys

de la iust.

mon Har

monie, li.

3. fu. 126.

e. Anton.

Gabr. de

iudic. cōc.

1. num. 13.

cap. 1.

f. discours

des incōp.

fu. 12.

Ausquels la cognoissance en appartient.] Les loix nous apprennent les lettres attributives de Iurisdiction estre inutiles, si elles oublient faire mention de l'attribution, combien que la cause soit pendente par deuant l'ordinaire ^e. Et nostre practique Françoisie apprend qu'aucun autre que sa Majesté ne peut accorder telles lettres, d'autant que c'est vn des cas Royaux. De là les superieurs ne doiuent euocquer les procès pendans par deuant les ordinaires inferieurs: dequoy i'ay ailleurs parlé plus amplement ^f. Et cest Edict en termes tres-generaux ne veut point que les ordinaires cessent de rendre iustice és causes qui leur appartiennent, quelques commissions attributives de iurisdiction qu'on puisse presenter au contraire.

§. XCIX.

Les Maistres des Requestes ne pourront instruire & iuger en leur auditoire autres matieres que celles dont la cognoissance leur appartient par noz Edicts & Ordonnances, ni iuger en dernier ressort, ni sommaire

mairement aucuns procès, quelques Lettres attributiues de iurisdiction & renuoy qui leur puisse estre faict desdictes causes, le tout sur peine de nullité.

Cognoissance leur appartient.] De l'origine, auctorité, & Iurisdiction des Maistres des requestes de l'hostel, & du palais, i'ay amplement discouru au troisieme liure de mon Harmonie des Magistrats Romains & François ^a, & partant passeray oultre.

a suet.
117.

§. C.

Aduenant vacation des Offices de iudicature : Nous voulons & entendons que lesdicts offices demeurent supprimez, iusques à ce qu'ils soyent reduicts à l'estat & au nombre ancien, selon qu'il sera cy apres déclaré : & qu'à l'aduenir soit pourueu audicts Estats de personnes de qualités requises, sans pour ce payer aucune finance. Declarans que nostre intention est de faire cesser du tout la venalité desdicts offices : laquelle à nostre tresgrand regret a esté soufferte pour l'extreme necessité des affaires de nostre Royaume. Voulans & ordonnans, que ceux qui se trouueront à l'aduenir auoir directement, ou indirectement vendu offices de iudicature perdent le pris, & soyent d'auantage

condamnez au double. Semblablement ceux qui auront prins argent pour nous porter parole, & requerir de faire pourvoir aucune personne desdicts offices, & que ceux qui les auront acheptez, ou faict achepter, donné ou promis argēt pour paruenir ausdicts offices, en soyēt priuez, & de tous autres dont ils seront lors pourueus, & declarez indignes, & incapables de tenir iamais offices Royaux. Ne pourront semblablement ceux, de quelque qualité & condition qu'ils soyent, qui tiennēt par appannage, engaigement, bien-faict, ou autrement, terres de nostre Domaine, vendre directement ou indirectement, les offices de iudicature, & ne pourront prouoir ou nommer aux offices supprimez, tant par ceste Ordonnance, que Edicts cy deuant faicts.

Offices de Iudicature.] Sans distinguer quelle robbe ils portent (comme on a faict cy deuant) ni diuiser les premiers d'auec les plus petits. Ce que recognoissant l'assemblée de Tours, elle en parla de ceste sorte: Semble ausdicts Estats qu'en accomplissant & mettant à effect le bon vouloir du Roy, lequel il a faict declarer par Monseigneur le Chancelier d'administrer iustice à ses subiects, son plaisir soit de prouoir par election (cōme dict est) à tous les Officiers Royaux de son Royaume,

me, Daulphiné, & pays adiacens : soit de Procureurs, Aduocats, Lieutenans generaux des Baillifs, Seneschaulx, Chastellains, Esleus, Vicontes, Officiers & Viguyers, des Chambres des Comptes, Generaux, Conseilliers, sur le faict de la Iustice des aydes, de la iustice du Thresor, Conseilliers & examineurs du Chastelet, & és cours souueraines de Parlement, & autres Officiers de iudicature. Car Iustice ne peut estre administree sinõ par gēs iustes^a.

Qu'il sera cy apres declaré.] Cy bas par tout le tiltre des suppressions.

*a Tours,
chap. de
la Iustice,
fueil. 131.
pag. 2.*

Des qualités requises.] Qui sont trois en nombre les meurs & renommee, la science & prudence, l'aage diuers selon la qualite des offices. Dequoy nous dirõs quelque mot aux §§. suiuaus, où la matiere se trouuera disposée. Suffira pour maintenant de prendre vn petit eschantillon de la remonstrance faicte à l'assemblée de Tours. Et doit le Roy bien aduiser quels Officiers il commet pour exercer le faict de la Iustice, tant pour le peril de son ame, que pour les maux & dommages qui peuvent aduenir à ses subiects de tous Estats. Car si pour l'enormité, malice, ou conuioitise des peruers & iniques officiers, le peuple estoit greué & endommagé, le Roy qui n'auroit faict diligence suffisante de s'informer deuëment de l'idoneité, suffisance, experience, preud'homme, & bonne renommee de celuy qu'il a commis à l'exercice de sa iustice, seroit tenu en conscience respondre deuât Dieu des faulsetés qui auroyēt esté cõmises par tels Officiers, desquels il eust peu scauoir les conditions à ce repugnantes, s'il s'en fust deuëment informé^b.

*b Tours,
fol. 30.
vers.*

Payer aucune Finance.] Je ne me sçauroye despartir de proposer les belles remonstrances de l'assemblée de Tours, tres-propres pour l'interpretation de ces parolles. Elles alleguent (chose tres-veritable) que la corruptelle qui se trouue aux Estats, vient de ce que les Roys se sont despartis des elections, & au lieu ont vendu les offices, les ont as-
 sencez aux plus offrant, ou donnez aux indignes, incitez d'aini le faire par les prieres des mignons & flatteurs courtisâns. Voila le propos touchant les a-
 chapts:l'ordonâce des electiôs n'a esté gardee, des-
 puis le trespas du feu Roy Charles septiesme. Car souuent ausdicts offices a esté proueu de gens non experts qui ont achepté, & encores s'efforcent d'achepter & auoir iceux offices. Et est adueni aucunesfois que quand aucun office vacquoit, on deli-
 uroit les lettres en blanc à facteurs, pour y mettre le nom de celuy qui le plus en offroit, iacoit qu'il fust le moins suffisant. Parquoy n'a esté deuëment administree iustice, & s'en sont ensuiuis plusieurs inconueniens, oppressions, & iniustices. Comme est-il possible que ces hommes fassent iustice, veu qu'ils y sont entrez par argent sans sçauoir loy, cha-
 pitre, ou pratique aucune? Et plus bas parlant des dons. L'on a veu par cy deuant que les Vicon-
 tés, Vigeries, Verderies, Preuostés, & autres offices qui requierent gens experts en iudicature, & recepte, & pareillement les offices des esleus, qui requierent gens de litterature, experience, prudence, conscience, & grande circonspection, pour sans faueur, & en grande equité, faire iustice aux parties contendans sur le faict des aides, ont esté donnees
 à gens

*c Argts.
 §. 278. f.
 617. des
 appropri.*

à gens de guerre, ou à veneurs, & à gens estrangiers, incogneus, & autres gens non lettrez, & non experts, qui par autres les ont faict exercer, en prenant profit oultre leurs gaiges : en quoy le Roy a souffert de grandes pertes & dommages, & aucunesfois Parroisses foullees, & les autres supportees par faueurs desordonnees. Pour les assences & baux à fermes, voila comme ils en parlerent : semblablement aduiennent plusieurs inconueniés & grandes oppressions au pauvre peuple, pource que plusieurs Officiers Royaux de iudicature sont baillez en ferme. Car souuent gens dissolus, trompeurs, & affamez, mettent les offices à pris, & pour recouurer les deniers de leurs fermes, & auoir gain, font plusieurs molestations au peuple. Et pour ce semble auxdicts Estats que les offices de iudicature ne doiuent doresenauant ainsi estre affermez ne baillez, mais y doit on cōmettre gens experts, & de bonne preud'hōmie, par l'aduis des Baillifs, Lieutenans, & autres Officiers comme anciennemēt on souloit faire^d. Vous voyez les abus aux prouisions des offices, & recognoiſſez qu'ils ont eu cours longuement, mesmes despuis nostre memoire, iusques à ce que la Majesté d'Henry, desireux de remettre son Royaume en meilleur estat, leur casse le col : voulant que la porte soit ouuerte aux seules personnes qui se trouueront reuestues des qualitez requises, & qu'il n'y aye aucune finance pour y paruenir. Ce que Iustinian approuua pour les raisons touchees dans ses constitutions. Nous auons pensé (dit il) de faire vne loy generalle par laquelle noz Prouinces seront

*d Tours,
fues. 1. 31.
prem. &
second &
fues. 35.
pag. 2.*

reformeés & reduictes en meilleur estat, ce qui receura heureuse fin (selon nostre aduis) si les Presidens & tous autres ayans charge publique, exercent leurs offices les mains nettes, & ne prennent presens quels qu'ils soyent se contentans des gaiges que nous leur assignons. Ce qui ne se pourroit faire si les offices n'estoyent conferez gratuitement, les pourueus inhibez de donner aucune chose à ceux qui ont porté parolle pour eux aux resignataires, & autres quel qu'ils soyent ^e. Ceux qui poursuioyent les Estats à Rome durant que le peuple seigneurioit, & despuis au temps des Empereurs, se reuestoyent d'un accoustremēt blanc fort resseré & ioignāt le corps, à fin qu'ils n'eussent moyen d'y cacher de l'argent pour corrompre les Elections ^f.

*e Auth. vt
indic. sine
quoq. suf
frag.*

*f Calius
Rhodigi.
lib. 14. c.
16.*

Nostre intèrion. J Les loix ont estimé que les Lieutenans & Procureurs du Roy ont quelque secrette intelligence avec les infracteurs de police, s'ils font l'aureille sourde quand chacun se plaint. Si le iuge qui doit estre diligent se rend paresseux, il fait croire qu'il fauorise ou participe au butin. Qui fait de l'endormi lors que le remede est en sa puissance monstre que les fautes sont faictes sous sa permission. Noz droicts dient : les Iuges ou autres superieurs qui apprennent & laissent couler sans punition les ventes defendues, se rendent autant responsables que les indignes alienateurs ou reuendeurs ^g. Doncques dira quelqu'un toute la faute de ce sale commerce doit estre reiettee au conseil de sa Majesté, qui a permis l'encamp de telle duree. Contre ces obiects sa Majesté declare la cause de telle tollerance, sçauoir la necessité des affaires, &

*g Todoc.
Damhou.
verb. offi-
cialiu. lib.
Patium.*

vous donne à cognoistre sa droicte intention tendant à supprimer la venalité des offices.

Cesser la venalité.] Iustice est corrompue, peruertie & desordonnee par venalité d'offices. Car quand elle est à pris, chacun s'estudie de paruenir à ce pourquoy on est esleué aux honneurs. A insi quād les prouisions sont balancees à l'argent, chacun y court & prend peine d'attraper deniers à toute hurte, en intention de se recompenser sur le peuple, de ceux qu'il a fallu fournir pour paruenir aux Estats. Quand l'auarice & la corruption regnent, les sciences & la vertu demeurent acculees. L'office vendu permet qu'on vende iustice, que les Iuges soyent aueuglez, ayent les sens peruertis, & bouchēt les aureilles au droict & equité ^h. Ce n'est doncques merueille si l'intention d'un si iuste & prudent Monarque est de faire du tout cesser la venalité des offices. De faict ces ventes sont si indignes qu'elles ont esté reprouuees des plus vicieux, & ne s'est iamais trouué Prince si effronté qui n'aye voulu couurir son vice en cest endroit. Regardez à toutes les lettres de prouision, vous y trouuerez tousiours ceste clause quelque argent qu'on aye financé, Nous confiant des preud'hommes, suffisance, literature, & bonne diligence de la personne de N. Nous à ces causes & autres nous mouuans, luy auons donné & octroyé, donnons & octroyons, &c. Mais tout cela n'est que fard: car (comme dit Bartolle) quand le Seigneur du fief prend argent pour inuestir le vassal, c'est pure vente, quoy que l'inuestition porte que le Seigneur luy a dōné en tiltre de fief la terre de tel lieu, & en con-

*h Tours,
chap. des
abus de iu
stice, f. 15.*

*à l'curia-
les, no. 2.
sis de pra
dis de cu-
vion. lib.
10. C.
k Calius
Rhodigi.
lib. 24.
cap. 6 lib.
11. cap. 7.
l Bourb.
9. 7. mos
esline.* sequence le vassal n'en pourra plus estre despouillé
sans grande occasion ⁱ. Dire & faire sont deux ^k.

Extreme necessité des affaires.] Je me sou-
viens d'avoir touché parlant des elections, si les
Princes sont deuëment excusez, qui proposent l'ex-
treme necessité, pour ouvrir la banque à la vente
des offices, partant n'vseray de reditte ^l.

Nous porter parolles. Sa Majesté ne defend
point au vertueux & honorable Seigneur de por-
ter parole pour quelque habille homme de Pro-
vince, qui se sera plus employé à viure modeste-
ment entre ses concitoyens, & en particulier re-
chercher les equitables resolutions des Jurisconsultes,
constitutions Imperiales, Decrets Ecclesiastiques,
& ordonnances de noz Monarques, qu'à se
forger quelques amis de cour, à la mode du temps
present. Autrement l'opinion des Sages seroit erro-
nee qui s'estudioyent plus d'estre cogneus que de
cognoistre ce dont ils se passoyent bien. Mais elle
veult oster les complots, les faueurs, l'amitié (si elle
se rencontre au canton des macquignons d'offices)
d'aucuns courtisans, qui par personnes interposees
sçauront le pris de leurs peines, en feront parler le
Notaire, & si le credit defaut diront que l'obliga-
tion n'auoit point de contraincte comme faicte sans
cause. C'est à ceux la que parle la Majesté d'Henry.
Or les prieres sont souuent accompagnées d'argët,
& souuent coustent plus par les retardations des vé-
deurs de fumées, ou autres moyens, que les courti-
sans sçauent trop mieux, que si le poursuiuant ren-
doit ses deniers aux casuels, receu à l'encherir cõtre
tous venans. La parole defendue par cest Edict est
de

de toutes parts inciuiile. De la part du Roy, qui se passeroit bien de prester l'aureille à ces deuileurs: de la part du courtisan, qui n'a esgard aucun à la qualité de celuy qui l'employe, si sa parolle n'appesantit la bource: du costé de celuy qui se recommande, parce qu'il seroit plus sage s'il se pouuoit passer de tels hableurs. L'harangueur des Estats de Tours tint ce langage au Roy: Sire au regard de la grace des hommes ausquels par affection humaine voudriez complaire, & leur donner ce qu'ils demanderoient, ayez memoire que les yeux & le cœur de ces hommes insatiabiles ne se remplissent nō plus que l'Enfer & la perdition ^m. Archelaus ne donna point la coupe d'or à l'importun courtisan, mais à Euripide qui ne la poursuiuoit, parce qu'il en estoit digne ⁿ. Quant aux poursuiuans Bartolle tire en argument l'auctorité des Empereurs Romains, & inferre de leur dire que qui donne argent pour auoir quelque office, est en chemin d'y apporter vne mauuaise conscience, & vsler de traueses pour se rendre riche ^o. Et encores que l'argent cesse, la presumption est de mesmes contre les poursuittes & prieres trop aspres P. Aufsinoz Docteurs ont voulu que l'argument vaille des prieres au pris, selon le commū prouerbe: ce qui est acquis par supplications couste plus cher que s'il y eust eu argent desboursé, il vaut mieux achepter que prier ^q. Voila pourquoy Iustinian fait estat de l'argent & des prieres au serment qu'il a voulu estre presté par les nouueaux Officiers à la prinse de possession de leurs charges. Je iure que ie n'ay donné chose aucune, & que ne donneray par apres en consideration de l'office, & que

*m Tours,
fueill. 6.
pag. 3.*

*n Calius
Rhodig.
lib. 2. 4.
cap. 7.*

*o l. baphij
lib. 11. C.
de muni-
legul. nu.
2.*

*p Bart. l.
vniuersi,
nu. 1. de le
gap. l. 1. 10.
C.*

*q l'odoc.
Dāhoul.
lib. pariu,
verb. pre-
cis.*

ie n'ay promis quoy que ce soit à ceux qui se font employer pour me le faire auoir &c. contre le Docteur Bugnyô qui dit n'auoir iamais ouy parler d'un tel sermēt, cōbien que luy mesmes soit ailleurs de diuers aduis, & allegue les ordonnances Françoises defendans à toutes personnes de receuoir aucune promesse ou don, soit de meubles ou d'immeubles, pour faire obtenir aucun estat du Roy, à fin que ceux qui en seront pourueus gratuitement, puissent aussi gratuitement rendre iustice aux subiects. Ce que Bodin a fort bien remarqué estre ainsi ordonné, à fin que le Roy ne perde la grace de ses biésfaicts si les courtisans de sa suite en prennent autant ou plus pour luy porter parole, que feroit sa Majesté s'il les estrouloit au plus offrant. Dequoy i'ay fait estat en mes commétaires sur la coustume de Bourbonnoys: & partant n'en rediray d'auantage, mais que ie vous aye proposé vne histoire digne de remarque. Sambarzanes Chambellan du Roy des Perles le poursuiuoit instamment de respōdre quelque requeste inique, pour laquelle il auoit promesse de trēte mille daricques. Le Roy aduertī de ceste promesse, fait prendre pareille somme dans ces coffres, & les donne à son Chambellan, luy tenant ces propos: Sambarzane prens cest argent qui ne me peut rēdre pire ou meilleur, & cesse doreseuauāt de me poursuiure à accorder chose inique. Conuient maintenant demander si les prieres induisent Simonie. L'assemblée de Bourges en parle aux Roys de ceste sorte: A fin de couper la racine d'ambition, le Synode prie les Roys, Princes, communautes, & autres quelconques, & les admoneste par la

*Auth.
iusurvan-
dum quod
prastat.
abin.
s Bloys.
§. 13. fuc.
52.
e §. 12.
fol. 54.*

*§. 7. mot
eslire.*

*x Calimi
Rhodigi.
lib. 2.2. ca.
20.*

la passion & misericorde de nostre Seigneur Iesus-Christ, de n'escrire aucunes lettres, ou faire prieres aux electeurs pour les destourner des vrayes elections en la faueur des poursuiuans: tant s'en faut qu'ils doiuent vser de comminations, impressions, & autres moyens, qui puissent empescher la liberte qui y est requise & necessaire: & commande aux electeurs en la vertu d'obeissance, de ne s'arrester à telles lettres, persuations, & comminations, si aucunes sont faictes ou presentees. Ce que la mesme assemblee a interprete pour retrencher les prieres importunes, donnees en la faueur de ceux qui sont incapables d'entrer aux charges, non que sa Majesté n'eust puissance (lors que les elections auoyent cours) escrire aux electeurs d'auoir esgard aux merites, zelle, & autres honorables qualitez du poursuiuant ¹. En quoy appert que les simples prieres peuvent estre sans simonie ². Qui voudra voir cy apres la nomination, election, & prouision, il est loisible de recompenser ceux qui se sont employez pour nous, recoure à Bartolle qui apprendra la difference des offices & benefices pour ce regard ³. Et se souuienne de la defense des Empereurs Gracian, & Theodose, faicte aux Consuls de ne faire largesses & ietter argent au peuple, estant beaucoup plus decent que le peuple les suiue & honore, en consideration des charges qu'ils tiennent, que sous espoir d'en retirer profit ⁴.

Tenir à iamais Offices Royaux.] Vne portion des peines portees par ce §. est tiree del'aduis donné au Roy par l'assemblee de Tours. Semble ausdicts Estats pour les abus qui ont par cy deuant esté

y Pragm.

Sanct. de

elect. à fo.

44. vsque

46. & f.

63. 64. de

electi. &

reseruat

& Barto.

ant. quo

modo op.

episco. §.

& hanc,

nu. 6.

a Authē.

de sancti.

episc. §. 1.

nam. 7.

b l ordi-

nē, & se-

quent. lib.

12. C. de

consulib.

esté commis en impetrant plusieurs offices par venalité, achapt, ou autrement, qu'aucun office (mesmes de iudicature) ne soit vendu ni achepté, sur peine à ceux qui les auront acheptez, de les perdre, & le pris qu'ils en auront payé, & tât aux vendeurs qu'achepteurs d'estre prieuz & rendus inhabiles à plus tenir Offices Royaux ^e.

*c. Tours,
chapit. de
la Justice,
fueill. 42.*

Tiennent par appanage ou engagement.]

*d. Pragm.
Sanct. de
collation.
fueill. 77.
78.*

C'est chose mal seante de voir les ordonnances & bonnes loix lier seulement les inferieurs, & dispenser les plus grands de bien faire: qui doiuent estre la guide & exemplaire de viure vertueusement. L'ordre sera peruersti, si le chef est despourueu de la santé qui est aux membres: & au contraire l'integrité des gouverneurs est le salut des obeissans ^d. Ce que sa Majesté a tresprudemment considéré, ayant au comencement de cest article donné la reigle qu'il veut estre gardée aux prouisions des Offices estans à sa disposition, & ordonnant de mesmes pour ceux qui appartiennent aux Seigneurs par appanage, engagement, ou autremét. Disposition qui n'est qu'une confirmation de ce qui auoit cy deuant esté ordonné aux Estats d'Orleans ^e.

e. §. 40.

§. C I.

Et oultre seront les Seigneurs Iusticiers, tant Ecclesiastiques que seculiers, de quelle qualité qu'ils soyent, qui vendront directement ou indirectement Estats de iudicature, prieuz du droit de presentation & nomination qu'ils auront ausdicts offices. Semblable

blement toutes autres personnes de quelque qualité qu'elles foyent, qui aurõt droit de prouisions ou nominations d'offices, ne pourront prendre argent, ou choses equipolentes pour lesdictes prouisions & nominations. Et si aucuns pour obtenir lesdictes prouisions en auoyent baillé, encoureront les vns & les autres la mesme peine que dessus. Enioignons à tous noz officiers d'informer diligemment des contrauentions qui se feront à la presente ordonnâce pour y estre pourueu suiuant nos Edicts.

Tant Ecclesiastiques que Seculiers.] Cecy n'est que confirmer l'Edict d'Orleans defendant à ceux qui tiennent par bienfaict, engagement, ou autrement du domaine de la couronne, vendre, directement ou indirectement les offices de iudicature, & leur commandant de nommer ou pouruoir l'un des trois qui auront esté esleus par les sieges, selon les ordonnances ^{2.} Ce que noz Seigneurs du Conseil de treshaulte & trespuissante Princesse Yzabelle d'Austriche, Douairiere de France, Duchesse de Bourbonnoys, ont exactement obserué (obeissant à son intention) dès le temps que sa Majesté luy a baillé le pays en vsusfruiet: & auons veu (par son commandement) les elections renouvelles, qui long temps au parauant estoient enseuellies. Dequoy nous pouuons tesmoigner la sentence tresvraye de celuy qui disoit les loix n'estre escriptes pour les sages, car sans cela ils se rengent de volonté

a 9. 42.

*b. Calius
Rhodigi.
lib. 6. cap.
21.*

au deuoir^b. Dieu la vueille conseruer & maintenir
en ses recommandables actions avec santé, longue
vie, & continuation d'honneur.

§. C I I.

Et pour mieux effectuer nostre intention,
Voulons qu'aduenant vacation des Offi-
ces de Conseillers en noz Cours de Par-
lement, & autres souueraines, apres ladiete
reduction faicte à l'ancien nombre, lesdi-
ctes Cours ayent à nous nommer person-
nes de l'age, qualité, & capacité requise, sans
que nosdictes Cours puissent nommer plus
d'un, natif de la Ville où elles sont esta-
blies. Pour laquelle eslection tous ceux qui
y assisteront, presteront és mains de celuy
qui presidera, le serment en tel cas requis &
accoustumé, sans toutesfois que par telle
election & nomination, les esleus ou nom-
mez soyent exempts ou excusez de l'examen
ordinaire.

Ayant à nous nommer.] Semble aux Estats
(disoit l'assemblée de Tours) estre conuenable &
tres-necessaire mettre & donner ordre & proui-
sion esdictes cours, afin qu'il y soit pourueu de grâds
personnages, notables & bien qualifiez d'age, suffi-
sance & litterature, prudence & bonne conscience,
à la nomination & election d'icelle cour, par la ma-
niere qui a esté faicte du temps du Roy Charles 7.

& de

& de ses predecesseurs ^a. Bugnyon vous declare quel aage les presidens, maistres des Requestes, & Conseillers en Parlement doiuent auoir, recourez à ses Escripts ^b.

*a Tours,
cha de la
Justice,
fueil 33.
b Bloys,
§. 13. tit.
de la iust.
ce. fo 55.
verb. nō-
mer.*

Plus d'un natif de la ville.] La matiere a esté fort problematicque entre les anciens, si les estrangers doiuent estre recens aux charges publiques, & auoir voix aux assemblees & deliberations communes: dequoy i'ay amplement dict aux commentaires sur la coustume de Bourbonnoys, & cy deuant sur cest Edict, exposant l'intention de sa Majesté, qui reserue aux naturels François l'entree aux premieres dignités Ecclesiastiques. Elle se presentera encores cy bas, où il ordonne que les places fortes des frontieres soyent gardees par François. Cependant que nous l'aborderons, voyez (s'il vous plaist) l'ordonnance de Lycurge, qui defendoit aux estrangers l'entree de Sparte, quelques certains iours reseruez: ou d'autant qu'il craignoit qu'à la longue les estrangers n'appriussent les bones meurs, les louables exercices, & la d'exterité à guerroyer qu'il auoit enseignée aux citoyens: ou pour euitier que son peuple n'accourust aux dissolutions & feneantises des autres, se despartant de ses institutions. Pausanias fust de cest aduis, car s'estant enquis pourquoy Tirtee auoit esté faict citoyen, à fin (dit il) qu'il ne puisse estre dict, que nous ayons iamais receu vn Empereur estranger ^c. Et neantmoins nous voyons que sa Majesté defend de nommer à l'office plus d'un de la ville où il sera vacquant. Cela est ainsi ordonné pour faire entendre l'affection paternelle de nostre Henry, qui a souci

*c Calins,
Rhod. li.
5. cap. 18.*

de tous ceux du Royaume ses humbles subiects, leur ouvre la porte aux premiers Estats (s'ils s'en rendent dignes) & faisant esgallement à tous offre de ses liberalités. D'ailleurs il ne veut pas que ceux la seulement de la ville où est la vacance soyent appelez à ces charges, pour euites les ports & faueurs que les parentelles, alliances, voisinages, & autres amitiés pourroyent apporter. Le Docteur Bugnyon vous dira les ordonnances des predecesseurs Roys conformes à ceste cy ^d.

*d Bloys,
sit. de la
iustice, §.
11. fueil.
30. §. 12.
fueil. 43.
§. 13. fue.
46. vers.
Or fō. 58.
§. 16.*

§. CIII.

Et quant aux Estats de Presidents & Conseilliers des Requestes, apres la reduction faicte, sera pourueu ausdicts Estats des plus anciens Conseilliers de noz Cours de Parlement, suiuant les Ordonnances.

Des plus anciens Conseilliers.] Ccey est autrement obserué aux elections des benefices, & autrement aux offices. Quand il faudra choisir l'Abbé (dit Iustinian) on n'aura point d'esgard à l'ordre des Moines, & celuy qui aura le plus anciē lieu, & le plus prochain de l'Abbé defunct n'entrera en sa place : car l'ordre & le temps ne doiuent estre respectez & honorez iusques à ce point. Mais les Moines choisiront celuy qu'ils iugeront en leur conscience estre plus digne & capable de la charge. Le degré des vertus & bonnes meurs est considerable, non le seul rang des honneurs, car tous ceux
qui

qui tiennēt les premieres charges, ne sont les mieux accomplis ^a. Les loix ciuiles disposent tout autrement : l'Empereur Theodose disoit que celui qui se trouuera au premier rang, entre en la place du defunct en recompense de ses longs seruices, sans qu'on luy puisse donner empeschement ^b. Et Anastase : Nous voulons que les nouueaux venus prennent la derniere place, & ne sçaurions permettre qu'autres ayent les premiers rangs que ceux qui les auront meritez par longs & assidus seruices ^c. L'Empereur Constantin en parle ainsi : quand la principale place de vostre college sera vacante, celui la remplisse qui aura le premier lieu de la matricule ^d. Theodose ne fust d'opinion contraire lors qu'il en ordōna ainsi : Si quelqu'un de vostre corps paye le deuoir de nature, ou se desmet de sa charge, en quelque forme & maniere que ce soit, celui qui sera le premier dans la matricule la remplira, cessant toute poursuite ambitieuse ^e. Ceux qui ont quelques eschappatoires pour colorer leurs fauorables iugemens, & bailler le premier rang au nouueau venu, tiennent que ces textes ne doiuent estre entēdus aux resignations, mais sauf leurs reuerences ces mots seroyent doncques inutiles, en quelque forme & maniere que ce soit. Laissons sur ce poinct les diuers arrests donnez en resignation, & passons oultre sans discuter si celui qui est premierement licencié & dernier Docteur, deuancera ceux qui ont obtenu le degré auant luy ^f. Et sans nous arrester beaucoup à l'exposition de ces mots, le premier ou plus grand Consul faisoit porter les haches deuant luy, pour sçauoir si le pre-

a Authē.
de mona.
§. ordina
tionē, &
authē. de
sanc. epis
§. iubem?
b l. i. lib.
12. de ag.
in rebus.

c l. Tyro
nes, de Ty
romibus li
bro 12.

d l. i. &
2. C. de of
fic. magis.
officio.

e l. primi
cerius, C.
de offic.
praefect.
urbi.

f Anto.
Gab. li. 6.
tit. de ma
io. & obe
di. cōcl. 1.

2. *Calius*
Rhod. lib.
12. cap. 8.

mier Consul estoit prins pour celuy qui auoit premierement esté nommé par le peuple, si c'estoit le plus vieil, celuy qui entroit à la dignité pour la seconde fois, qui estoit marié, ou auoit plus d'enfans &c.

§. CIIII.

Et quant aux autres estats & offices de Iudicature, non subiects à suppression, qui vacqueront cy apres aux Prouinces : à fin qu'il y soit pourueu de personages approuuez & certifiez par les Prouinces : Voulons que noz principaux officiers par l'aduis des plus apparens & notables, tant du Clergé, Noblesse du pays, que tiers Estat, nous enuoyent de trois en trois ans vne liste des personnes qu'ils iugeront estre dignes, capables & suffisans pour estre pourueus desdicts Estats.

Certifiez par les Prouinces.] Bugnyon remarquant beaucoup d'ordonnances Françoises conformes à ceste cy, donne en fin son opinion, & maintient que ce n'est le chemin pour paruenir à vne entiere reformation. D'autant (dit-il) qu'on doit craindre que telles elections ne se fassent avec l'integrité requise, tant les brigues, suffrages, corruptions, & faueurs ont lieu. Parce aussi que chacun tascheroit d'aduancer son parent, son ami, son compere, ou son voisin, sans considerer bien sou-
 uent

uent le profit & vtilité publicque. Le trouue expedient, pour obuier à ces inconueniens, que ces elections cessent, & que le tout soit remis au bon plaisir du Roy, à fin qu'il s'informe secrettement de la preud'hômie de ceux du siege où les offices vacquent, & estant bien acertené, qu'il mande celui qu'il veut pouruoir, l'admoneste de sa charge & deuoir, luy confere l'estat gratuitement, reiettant les ambitieux, & tous autres qui y pretendent par voyes obliques. La principale raison de ce formulaire consiste en ce que le Roy qui tiendra ce chemin, nommera, choisira, eslira le magistrat selon les droicts de sa couronne, au lieu qu'il ne se reserue que la confirmation d'un des trois nommez ^a. L'opinion du Docteur Bugnyon

a Bugnyon, §. 11. titre de la justice, fues. 33. 34.

desplaist aux ordonnances de France (ainsi que luy mesmes le tesmoigne) & encores plus à la raison. J'ay assés proposé ailleurs les motifs de ceux qui treuuent les elections à balotte ou voix ouuerte dangereuses, à cause des brigues qui y prennent pied, ou de l'incertitude qui s'y rencontre : des autres qui estiment le sort meilleur : & du troisieme party qui veut ioindre l'election au sort. Et n'ay oublié la voix du Chancelier du Prat, qui cassa le col aux elections, sous ces couleurs recerchees ^b. Que seruiroit-il de s'y embesoiner d'aduantage ? Le confesse, & la verité est telle, que tant que serons ici bas il n'y aura chose si sainctement ordonnee que ne soit subiecte à subornations, brigues, & partialités, & trouue l'aduertissement de Senecque à Lucille tres-veritable : Le plus beau (dit le Philosophe) est de ne

b mes Commentaires aux coutumes de Bourbon. §. 7.

pourfuiure chose aucune , & laisser fortune tourner sa rouë durant les comices . Quel plaisir prends tu de voir les tributs assemblees, les brigueurs attentifs à leurs poursuittes s'insinuer aux bonnes graces des Electeurs , les vns par offres d'argent , les autres pour baiser l'escarpe , embrasser le genouil, baiser les mains de ceux qu'ils ne daigneroyent auoir regardé ayant obtenu la proye, & les autres vn peu plus honteux introduire à cest affaire des lieutenans que les courtisans appellent agens? Certainement c'est le plaisir des plaisirs d'estre à ce marché, mais qu'on se puisse donner garde d'y vendre ou achepter ^c. Par là ie reconnois l'opinion de Bugnyon veritable, que les nominations des Republicques sont subiectes à mille corruptions^d. Mais quoy? tournons le feuillet : si le tout est remis au bon plaisir du Roy, ceste faute cessera elle? L'attestation de quatre ou cinq courtisans aura elle plus de poix, que celle del'Eglise, des Nobles , & du tiers estat du pays où sera la vacance, & où le pourfuiuant aura domicile? Parler à vn homme de cour sans argent? le rendre tesmoing de celuy qu'il n'aura iamais veu au parauant? luy donner voix sur l'estat des consciences, meurs, integrité des pourfuiuans, & receuoir son aduis sur la science & experience? Trouue l'on de ce costé la sincerité & conscience plus nette pour decider ces affaires qu'aux Republicques? est-il possible que le tesmoignage sur la renommee soit moins asseuré au lieu du domicile, qu'en cour quelquesfois esloignee de cent ou six vingts lieues, où le pourfuiuant n'aura iamais esté veu qu'à ceste

rencon

c Calius
Rhodo li.
14. c. 16.
la voix du
peuple a
gue cōme
les flocs
de la mer
Macag
li. 3. ss. 11.
nu. 22. 23.
24. de cō
mu. opm.
d. traicté
des per
nes mot
officiers.

rencôtre? Je ne veux rien redire de ce qu'ay ailleurs discouru, & ne ramenteuray aucune des ordonnances qu'il a pleu à Bugnyon d'alleguer toutes fauorifans mon party. Suffira de ſçauoir ſi la raiſon qu'il a touchée pour fondement de ſa nouuelle opinion eſt concluante, & ſi le Roy, qui permet l'election aux prouinciaux, diminue les droicts de la couronne, le peuple ſ'aſſemblant ſoubs ſon auctorité, & ſe reſeruant l'auctorifation & confirmation de l'œuvre. Je ne veux point propoſer que ce n'eſt point le peuple qui choiſit, mais le Roy par ſes deleguez, ſeulement prieray-ie le lecteur de conſiderer les loix Imperiales, & remonſtrances ſur ce faiſt de l'aſſemblée de Tours. Juſtinian ne craignoit diminuer ſes droicts lors qu'il diſoit : Nous auons choiſi les vertueux, bien famez, & renommez, à fin qu'ils ſoyent iuges de tous, eſtans approuuez de tous ^e. Voila les termes des Eſtats: Et pource les Rois par cy deuant ont eu crainte de Dieu & amour à leur peuple, comme Sainct Loys, le Roy Philippes le bel, le Roy Iean, Charles le quint, & autres, n'agueres le Roy Charles ſeptieſme, conſiderans que mieux ne pouuoit eſtre informé pour pouruoir deuëment aux offices, que par ces Officiers, gens de conſeil, & autres bons preud'hommes, és cours ſouueraines, Bailliages, Senefchaufſſees, Juſtices ſubalternes, & autres : ordonnerent que toutes-fois & quantes qu'aucun office de iudicature vacqueroit, fuſt eſdictes cours ſouueraines & ſieges Royaux & ſubalternes, election ſeroit faiſte de trois perſonnes ſuffiſantes & idoines

*e ſ. i. au-
th. de iu-
dicib.*

pour l'exercice de l'office vacquant, & à l'un desdicts trois seroit par le Roy donné l'office. Et en ce faisant estoit la conscience du Roy deschargée & acquittée envers Dieu & le monde, & aux offices pourueu de personnes conuenables^f. Par là on voit que ceste forme d'eslire est la plus sainte, & ne diminue aucuné chose des droicts Royaux, pourueu que la venalité n'aye cours : quoy que Bagnyon aye escript contraire.

*f Tous
tit. de la
Iustice,
su. 30. 31.*

§. C V.

Et à fin que la Iustice soit administree en la dignité qu'il appartient, nous n'entendons que par cy apres aucun puisse estre pourueu, ne receu, en estat & office de iudicature de noz Cours souueraines, qu'il ne soit aagé de vingt-six ans complets, & n'ait hanté & frequenté les barreaux, & plaidoeries par quatre ans.

La dignité qu'il appartient.] La iustice sera bien administree quand les Iuges se rendront loix animees : c'est à dire seront saints, inexorables, droicturiers, ne presteroût l'aureille aux flatteurs, & se monstrent la frayeur des mal viuans. Quand les parties allans à leurs maisons dirôt d'une voix, nous allons au droict. Quand les Seigneurs ne les prieront plus de faueur & iniustice, ou s'ils en parlent que les Iuges ne s'y arresteront^a.

*a Calius
Rhodigi.
lib. 23. c.
14.*

Aage

Aagé de vingt-six ans.] L'Empereur Diocletian excusa les estudians aux sciences liberalles (specialement en la loy) des charges personnelles iusques à l'aage de vingt-cinq ans. Sur quoy les Docteurs ont conclud qu'Accurte a esté vn miracle de nature, pour s'estre rendu si scauant personnage, considéré qu'il commença ses études en nostre profession, ayant atteint vingt-huict ans. Car ordinairement ceux qui faillent de goustier les sciences dans le vingt-cinquième, ne font gueres bonne fin ^b. Assertion qui a lieu en toutes nations, & spécialement enuers les François lages en ieunesse, & ieuenans fols & stupides avec l'aage. De là est issu l'adage *Sagesse de François*, pour signifier chose qui vient trop subitement, & s'esuanouit auant le temps ^c. Ce considéré sa Majesté a tres-bien ordonné vingt-cinq ans (qui est le temps parfait & approuué par noz loix) pour se trouuer aux assemblees publiques & donner conseil. C'est pourquoy Bartolle demandant si les mineurs peuuent exercer les charges publiques, & personnelles, distingue celles qui ont besoin de conseil, d'avec les autres où la force est suffisante: & reiette le mineur de vingt-cinq ans aux gouuernemens esquels la prudence, bon conseil, & discretion sont requis, ainsi qu'es iurisdicctions: & le reçoit aux autres comme s'il est question de faire le guet, garder les portes, & actes semblables ^d. Ie demanderoye maintenant à quel aage on les peut refuser, ou se despartir de celles qu'on a. Voyez les distinctions dont ie me suis aidé pour l'exposition de ceste question aux commentaires de la coustume de Bourbonnoys ^e. Pour maintenât suffira de proposer

^b Bartol. titul. qui atat. & professio. sese excusant.

^c Calino Rhodi lib. 30 cap. 8.

^d Bartol. d. titul. C. qui atat. se excus.

^e §. 7. mor. eslire.

que les loix militaires ne permettoient que l'homme de cinquante ans fust enrollé contre son gré, & par force tiré à l'expedition militaire: & aucun n'estoit cōtrainct d'estre Senateur apres soixante ans f.

*f. Celsus
Rhodigi.
lib. 11. c. 1.*

§. CVI.

Et neantmoins, d'autant que les Offices de Presidents des Cours & compagnies souveraines de nostre Royaume, sont de ceux auxquels, pour la grandeur de la charge à laquelle ils sont appellez, il est tresnecessaire de pourvoir de personages de grand sçauoir & longue experience: à fin que par leur sçauoir, vertu, & aage, ils puissent estre respectez & donner loy & exemple de bien faire à ceux auxquels ils president: auons ordonné & ordonnōs, que nul ne sera doresnauant pourueu ausdicts estats de Presidents, tant de Parlement que des Enquestes, grand Conseil, & Cours des Aides, qu'il n'ait atteint l'aage de quarante ans pour le moins, & qu'au prealable il n'ait esté Conseiller en Cour souveraine l'espace de dix ans, ou tenu estat de Lieutenant general en noz Bailliages & Seneschauſſees par pareil espace de temps, ou frequēté les barreaux des Cours souveraines, & exercé l'office d'Aduocat si longuement, & avec telle reputation & renommee, qu'il soit estimé digne & capable desdicts estats.

Pour

Pour la grādeur de la charge.] Les Docteurs ont remarqué qu'aucun n'est receu Conseiller de la Roue qui ne soit excellent, & encores n'aye souffert l'examen rigoureux, à fin que sa doctrine soit par là approuuee commel'or dans la fournaise. Leur autorité est tant recommandable, leurs iugemens si asseurés, que tous les Iuges craignēt de s'en despartir : & leurs vertus luisent de mesmes que nous voyons les estoilles claires au firmament ^a. Cela est ainsi obserué d'autant que ce sont les premiers Iuges d'Italie. De mesmes sa Majesté considerant la grandeur de la charge des offices aux Parlements de France, estime estre necessaire de choisir personnages de grand sçauoir, & longue experience, pour remplir les sieges : speciallement aux estats de Presidents.

De grand sçauoir.] Voicy les qualités quel'assemblée de Tours demanda aux Officiers de iudicature : semble aux Estats que le Roy doit faire administrer bonne & briefue iustice à ses subiects, par gens clercs, notables, experimentez, & de luy bien stipendiez : ainsi que tous Princes & Seigneurs sont tenus faire à leurs subiects, selon droit & raison ^b. Ces trois qualités sont comprinses en cest Edict, sa Majesté voulant que les Presidents soyent de grand sçauoir, de longue experience, & vertueux. En ce qu'il declare la science necessaire, il monstre combien luy est à contrecœur la sentence de l'Empereur Licinius Cesar, qui souloit appeller les lettres le poison & la peste publique ^c. Il se mocque de ces Philosophes qui maintenoyent tout estre caché, que nous ne sçauons rien, ne voyons rien, & ne pouuons

trou

^a *Ante.
Mars. li.
9 de cōs
opin. nu.
56.57.*

^b *Tours,
fol. 50.
versic.*

^c *Calius
Rhodys.
lib. 1. & ca.
19.*

trouver la qualité, & l'estre des choses. Ce qui incita les Academicques de n'affirmer chose aucune, & se desfier de iamais pouuoir trouver la verité, mettant tout sous l'incertain, & le vray semblable. Socrate disoit qu'il ne sçauoit rien fors vn poinct, sçauoir qu'il ne sçauoit rien. Et Metrodore passoit plus oultre, qui pensoit que nous ne sçaurions comprendre si nous sçauons quelque chose ou non ^d. Nous confessons (ce que la Theologie apprend) que l'homme en sa creation estoit parfait, immortel, rempli de louanges, & d'honneurs, riche en toutes sortes de sciences, & que pour s'estre mescogneu il a esté fait semblable aux bestes brutes, d'immortel rendu mortel, de vertueux fait vicieux, de docte & expérimenté, beste & ignorant ^e. Mais ceste ignorance & bestise n'est esgalle à tous. Car les vns par lōgs traux recerchent leurs perfections originaires, & par les causes & raisons approchent de la verité appelée science : les autres demeurent aux termes d'opinions erronees ^f. Les premiers sont appelez par cest Edict, pour tenir les charges publiques ^g.
 [Longue experience.] Les questions qui sont agitées & decidees chacun iour aux auditoires & chambres du conseil, rendent esueillez les plus stupides & endormis, & fōt que ceux qui ne se sōt guerres doné de peine à bien employer leur tēps d'estude, deuiennent sçauans en escoutāt les plus doctes. Ils hument facilement les longz labeurs d'autrui, & sans peine recueillent ce que les autres ont amassé & digeré avec extreme travail. Les ordinaires disputes, les diuerses opinions alleguees, discutees, & decidees, esueillent ceux qui les proposent, & les
 audi

*d Maca-
gna li. 1.
cap. 8. nu.
21. de cō
muniopi.
Or li. 1. c.
1. eod. tit.*

*e Maca.
d li. ca 1.
nu. 1.*

*f d. li. 1. c.
3. nu. 15. 20
16. Or ca.
4.
g Cal Ro
digi. li. 1.
ca p. 3.*

auditeurs aussi: & les rendent en fin rompus, & experimentez aux plus grans affaires ^h.

Vertu.] Lors qu'il fust questió de creer vn Censeur à Rome, le peuple assemblé nomma d'une voix Valerius, avec de fort belles louanges propres aux Iuges, & dignes d'estre remarquées. La vie de Valerius sert de Censure à ceux qui la regardent pour l'imiter. Que celuy soit Iuge sur nous qui vaut mieux que nous. Que celuy iuge du Senat auquel on ne peut proposer reproches. Que celuy aye noz vies en sa puissance, qui est sans vice. Valerius n'a point esté durant ses plus ieunes ans seulement Censeur, mais durant le cours de sa vie. Il s'est montré prudent Sénateur, modeste, graue, ami aux bons, ennemi des Tyrans, aduersaire aux vicieux, & dompteur des vices ⁱ.

Ils puissent estre respectez.] Le Iuge homme de bien est le mirouër des subiects qui se preparent pour l'imiter: & le meschant met tout en desordre. C'est pourquoy l'Empereur Cōstantin disoit: Nous permettons à tous de recommander & louer publicquemēt les iustes & clairs voyās Iuges, à fin que sous nostre auctorité ils augmentent en honneurs: & au contraire voulons qu'il soit loisible d'accuser les iniustes & meschans, à ce que si l'accusation est trouuee veritable, ils soyent punis selon la rigueur de noz ordonnances ^k. Or la Majesté d'Henry a diuinement remarqué la science & la vertu pour faire respecter ses Iuges. Car, comme tesmoignent les Docteurs, l'auctorité se puise de deux fontaines: l'une de science, experience, doctrine & excellence: l'autre d'honesteté, de meurs, bonne & entiere

con

*h Anton.
Maria,
d titul. 9.
n. 56.*

*i Calius
Rhodigi.
lib. 21. ca.
11.*

*k l. iustis-
simos, C.
de officio
recto. pro-
vinc.*

conscience, & probité d'esprit. Lex loix ont ioinct l'auctorité à la science. Voila comme elles parlent d'Hypocras: Pour l'auctorité, du tres-docte Hypocras, ioignant l'auctorité avec la doctrine. D'avantage n'est il pas vray que quand nous voyons quelque homme sçauant & de bonnes meurs, nous sommes incontinant attirés à l'aimer, honorer, &

l'imiter.

Maria li.

u. tit. 5. n.

1. de com

muni op

nio.

m Bloys,

c. 11. f. 11.

39.

Aage.] J'ay discoursu des aages cy dessus parlant des Ecclesiastiques, puis en ce tiltre concernant la Iustice, & plus abondamment dans mes commentaires de Bourbonnoys. Le Docteur Bugnyon n'a oublié d'en parler en ses Paratilles^m. Parquoy ie ne seiourneray sur ce propos, mesmes que la matiere se rencontrera encores deux ou trois fois sur ce tiltre, suffira en attendant de vous proposer ces vers.

La ieunesse se plaist suivre legereté,

Le vieillard prend pour soy la tarde grauité,

L'hōme à la fleur des ans, au milieu de son aage,

Balance entre les deux, d'un temperé courageⁿ.

m Iodoc.

Damhou

der. li. Pa

riū, verb.

amor.

Quarante ans pour le moins.] Veu que les Presidēts sont les Princes & chefs du Senat, & que les Senateurs doiuent porter la barbe & cheveux grisons, pour plus parfaictement représenter leurs qualités, c'est le moins qu'ils doiuent auoir que quarante ans. O que le iugement du vieillard est beau (dit le sage) combien grande est la sagesse de l'hōme aagé, qui met sa gloire en la cranite de Dieu? Le vieillard qui a passé ses ans moderement, n'est point priué de sens, mais augmente chacun iour en science & experience. Il est à croire que la ieunesse a esté comme celle des autres, a l'esprit prompt & bonne

bonne memoire, il a d'aduantage (ce qui ne se trouue point aux ieunes) la maturité, vsage, & experience & a cuit & digeré ce qu'il a apprins durât sa ieunesse^o. Or cest aage est tellement necessaire, que la prouision du Prince, combien que donnee de propre mouuement, n'est suffisante pour en dispenser, si non qu'il y aye plus expresse declaration.

Estimé digne & capable.] Voicy ce qu'il faut auant que pouuoir obtenir l'office de President es cours souueraines: auoir esté Conseillier dix ans à la cour, ou tenu estat de Lieutenant general aux Bailliages & Seneschauſſees pareil espace de temps, ou frequenté les barreaux des cours souueraines, ou exercé l'office d'Aduocat si longuement & avec telle reputation & renommee, qu'on soit estimé digne & capable. Cecy n'est que suiure l'aduertissement de S. Hierosme: Apprenez par l'og espace de temps, à fin que puissiez par apres plus seurement enseigner. Car il est impossible d'apprendre beaucoup en peu de temps, & n'y a gueres personne qui soit deuenusçauant en vn moment 9. Nostre Monarque ioint la reputation au temps, car il y en a beaucoup qui pourroyent demeurer dix ans aux barres, lesquels pour tout cela ne se rendroyent plus accomplis que le premier iour. Faut doncques se faire cognoistre en bien faisant, & imiter au moins mal que pouuons cest excellent Scipion, qui se trouuoit aux assembles honorables, non tant pour recognoistre les habitans, que pour faire paroître quel il estoit^r,

*o Anto.
Maria li.
1. tit. 5. n.
33. 34. de
commu-
ni opinio.
p Anto.
Gab. li. 6.
ti. de clau
sul. concl.
2. nu. 46
Steph. Rā
chin. li. 4.
concl. 359.*

*q Pragm.
Sact glos.
de collat.
fol 126.
verbo ni-
miū pra-
cipitata.*

*r Ca. Rho
di. lib. 2. o.
cap. 10.*

Les

§. CVII.

Les Lieutenans de noz Baillifs & Seneschaux, ne seront pourueus ni receus esdicts Estats qu'ils n'ayent trente ans complets. Et quant aux Conseillers des sieges Presidiaux, qu'ils n'ayent vingt cinq ans accomplis, & frequenté trois ans au parauant les barreaux, & plaidoeries de noz iurisd & ions.

Lieutenans de noz Baillifs ou Seneschaux.] Le Docteur Bugnyon en deux petits mots trenchans, refute deux de mes opinions, lesquelles (son dire saulue) ie cuide estre veritables. La premiere où ie rapporte que ceux estoient nobles qui furent premierement enuoyez par les Prouinces pour maintenir le peuple en paix & le soulager, qui aduint au regne de Chilperic, & que les Roys successeurs ont tousiours obserué de puis ceste coustume, par l'establissement des Baillifs & Seneschaux, nobles & de robbe courte ^a. L'autre, où ie dis qu'il n'est asseuré de soustenir ce qu'aucuns ont dict, que les Baillifs ou Seneschaux du iourd'huy ne sont autres que les Presidents de Prouince des Romains, pour les raisons que i'ay plus amplement discourues ^b. Le Docteur dit au cōtraire, que de tout temps ne sont esté en France les Baillifs & Seneschaux de robbe courte, ains y en auoit de lōgue robe despuis lesquels les autres sont esté instituez, & que les Baillifs & Seneschaux sont appelez Presidents de Prouince ^c. Chopin monstre combien la preiniere opinion est erronee par ceste vieille loy

ayant

ama pa-
raph. au
sui. de
Bourbon.
preface
mot de la
seneschau
see.

b Harm.
li. 3. fuesl.
150. mot
Baillifs
& Senes
chaux.
c Bloys, §
11. titul.
de la iusti
ce fuesl.
29. & §.
12 fuesl.
41.

ayant prins origine de France : Item quand le Roy n'est en France le Seneschal tient son lieu, soit pour la iustice ou pour la bataille ^{d.} Quia iamaïs veu Lieutenant de robbe longue ou Seneschal tenir le lieu du Roy pour la bataille. Mais Bugnyon veut-il maintenant se despartir de l'autorité de Conan conforme à mon aduis, & qu'il allegue & suit en autre endroit lors qu'il dit, quât au mot de Seneschal, il n'a autre puissance que le Baillif? feu maistre François Conan *Ballicos & Senescallos quasi senes equites vocat*, parce qu'anciennement tels estats estoient seulement donnez à vieils Gétils-hommes & Cheualiers, & en estoit la porte fermee aux Aduocats & Legistes ^{e.} Bugnyon accordez voz opinions si contraires. Quant au second poinct par lequel auez voulu rapporter noz Baillifs & Seneschaux aux Presidents de Prouinces, vous vous estes fait plus de tort qu'à moy, qui en faisoie doubte. Que veut le iurisculte en ces mots sinon me tenir en suspens? Le nom de President est general, de façon que les Proconsuls Lieutenans de Cesar & gouverneurs de Prouince (combien que Senateurs) sont appelez Presidents ^{f.} Que si vous voulez encores sonder à quoy ils s'employoyent, vous trouuerez que ce n'estoit à rendre iustice seulement, mais contenoient les gen darmes au deuoir, & empeschoient qu'ils ne donnassent aucune vexation, ou fissent extorsion dans la Prouince ^{g.} Office qui est plus propre aux Lieutenans de Roy prouinciaux, qu'aux Baillifs & Seneschaux tels que les auez voulu façonner, sçauoir de robbe longue. Pour comble ie pretends com-

*d Chopin
ad Ande
gau §. 46
nu. 11.*

*e Bugnyo
§. 12. 1566
fol. 34.*

*f l. 1. de
offici pra
sid.*

*g l illici-
tas, § ne
potent o-
res, de of-
fic praesid.*

batte, en me defendant, Bugnyon par soymesmes.
Et parce qu'il parle Latin, ie transcriray ses termes.
Ballicos & Senescallos rectè ac Latine vocabimus:
h d. §. 12. Præfatos urbis vel urbi. ^{h.} Quoy mon Bugnyon ce-
1566. sue. luy qui vous estoit l'annee palsee preposé ou Pre-
34. uost de la ville est maintenant par vn aduis nou-
veau (*Præses provincia.*) Qu'en direz vous l'annee
prochaine? Pour mon faict ie delibere demeurer
à ma premiere opinion suiuant les aucteurs ap-
prouuez & alleguez dans mes premiers discours.

Trente ans complets.] Combien que regu-
lièrement l'an commencé soit prins pour complet,
si est ce qu'il doit estre accompli quand il est que-
stion des offices de iudicature, sinon que le droict
escript en dispose autrement, ou qu'il soit question
de la faueur publique ¹.

Trois ans les barreaux & Plaideries.] Il est
permis se faire passer licencié & respõdre du droict
publicquemēt à dix-huiēt ans, à l'exemple de Ner-
ua qui fit ceste charge à dix-sept ans ^k. Le terme sui-
uant iusques à vingt-cinq ans est pour façonner les
nouveaux licenciés auant que se seoir sur les fleurs
de lis. L'ordonnance de Loys douziesme monstre
les diuerses formes tenues à l'election des Lieute-
nans generaux ^l.

§. CVIII.

Voulons que les examens qui se feront
à l'aduenir en noz Parlemens & Cours sou-
ueraines, des pourueus d'offices subiects
à exa

h d. §. 12.
1566. sue.
34.

i Syntag.
iur. verb.
Annus. col.
2. fol. 38.

k Steph.
Ranch. li.
2. conclu.
270.

l §. 41.
1512. &
§. 47.
1499. &
§. 48.

à examen , soyent faicts les matinees , & non les apresdinees , & que sur la loy qui leur sera baillee, ils soyent trois iours apres, sans plus long delay ou remise, examinez, tant sur icellè loy & practique, que sur la foruite ouuerture de chacun liure, qui se fera en trois endroiets pour le moins. Et où pour les grandes occupations de nosdictes Cours on ne pourroit vacquer ausdicts examens dedans ledict temps, leur sera la loy changée pour en respondre au troisieme iour ensuiuant, sans qu'au cas qu'ils ne seroyent trouuez suffisans par leursdicts examens, il leur puisse estre baillé delay d'estude, ou sac à rapporter. Et pour le regard de l'examen des Maistres des Requestes, & Conseilliers de noz Cours de Parlemens seront, oultre les Presidents & Conseilliers qui voudront augmenter, commis & deputez pour cest effect deux Conseilliers de chacune Chambre des enquestes, pour avec les Presidents d'icelles, examiner ceux qui se presenteront pour estre receus ausdicts Estats. Faisons expresses inhibitions & defenses à ceux qui toucheront de quelque degré de parenté, proche alliance, ou grande amitié, ou qui auront poursuiuy, parlé, ou vsé de re-

commandation pour ceux qui auront esté pourueus desdicts Estats, d'asister, ou opiner ausdicts examens: Et de ce seront tenus se purger par serment, auant que pouuoir asister ausdicts examens.

à Pragm. Sanct. de coliat. li. precipita. fo. 126

Subiects à examen.] L'Escollier qui a notoirement faict son deuoir aux estudes aura son degré de licence sans estre asserui à l'examen ^d. Pourquoy examineroit on vn Conseillier de Parlement auquel le Roy a donné l'estat de Lieutenant general ou Président de quelque prouince? Les anciens Docteurs ne vouloyent point que les Officiers fussent examinez, qui estoient tirez du corps de la Roue, leurs capacités & suffisances cogneues & trop notoires par leurs actions premières. C'est traualier en vain de s'employer à faire exacte demonstration de chose assés certaine. Qui a leu en public long espace de temps au contentement des auditeurs; n'est subiect à l'examen poursuiuant la docteurande ^b. Toutes ces reigles & autres pareilles doiuent estre entendues, pourueu que la loy ne donne point l'examen pour la forme, lors personnellement n'en est exempt ^c.

b Sozin. in fallen. reg lex generaliter. c Bar. l. 1. C. de athletis in tres post. rno. Step. Ranch. li. 1. cōcl 76. d §. 1 des prescript.

Non les apres disnees.] J'ay remonstré sur mes commentaires de la coustume de Bourbonnoys ^d, comme les anciens dituisoyent les iours, & comme les heures d'après disnee estoient dediees aux plaisirs, à l'entretien du corps, les matinees employees aux graues & importans affaires. Là ie n'ay oublié faire estat de l'ordonnance François de

defen

defendant de vacquer aux iugemens des procès criminels aux heures de releuee. Les raisons de l'Edict pourront estre appropriees à ce texte. Quant au droit Romain, il a commandé aux iuges de rendre iustice d'yn soleil à l'autre, & permis iuger de nuit du consentement des parties. C'est l'intention de l'Escripture. Faictes iustice en tout temps.

*e. auct. de
iudicibus,
§. seden-
bit, Bart.*

Icelle loy & pratique.] L'article suiuant dira des bonnes meurs, cestuy cy parle de la science, & experience. Nous n'auons point cuidé (dit Iustinian) estre loisible que ceux paruiennent aux Estats de iudicature, qui n'ont cognoissance des loix & experience des iugemens. Et auons appelé Anatholle homme honorable, qui a longuement exercé l'estat d'Aduocat pour les particuliers, & estoit n'agueres patron du fisque : & Flauian, qui est maintenant Aduocat fiscal, Alexandre, Estienne, & Menas, Aduocats tres-eloquens, Alexadre, qui a desia exercé la charge de iuge pedaire, Victor & Theodore. Et parce qu'il est expedient auoir autres iuges de plus grande auctorité, qui soyent respectez à cause de leurs dignités, ayent l'experience acquise par longs exercices, & assiduele pratique, nous auons choisi Platon homme patrice, qui a exercé l'estat de Preuost de la ville par deux diuerses fois. L'honorable Victor qui a gouuerné les Heclades, & la ville d'Alexandrie, & est docte en la loy. Et le digne Phocas recommandé en toutes iurisdicitions, homme honorable & bien entendu au droit. Ausquels nous auons donné pour compagnie le magnificque Marcel, qui a la iustice en l'un-

f §. i. de
Iudicib.
auth. &
Bar. §. se-
debūt, ubi,
ou s'ils
peuēt e-
stre igna-
res, Cal.
Rhodigi
lib. 18. c. 1.

guliere recommandation f. La Majesté d'Henry
cerche ses iuges ainsi accomplis, doctes en la loy &
experimentez en practique. Et à dire vray c'est
peu de chose de voir vn praticien sans loy, moins
encores le legiste sans pratique. L'Escollier ne
fait qu'engloutir les loix, & le praticien les di-
gere, aussi la practique est appelée science dige-
stive ou digerente, l'intellect est l'ame des loix, les-
quelles commencent d'estre sages lors qu'on les
met en practique. Quand nous approprions quel-
que belle loy pour la decision du debat qui se pre-
sente, nous faisons de mesmes que le pere de famil-
le qui a laissé meurir & annuer le fruit sur l'arbre,
quand il le cueille, pour le mettre sur table aux amis
qui le sont venu visiter. A quelle autre considera-
tion les Docteurs font ils estat de ce brocard de
droict (par le faict le droict commence de ce com-
municquer) sinon pour monstrier que ce n'est que
confusion des disputes & opinions scolastiques,
iusques à ce que la practique survient, qui resout
les nuages & les esclaireit? De là nous auons plus
de fiance au simple Medecin bien experimenté, en-
cores qu'il n'aye degré aucun, qu'à celui qui re-
uiet frais esmolu de Montpellier, chargé de Do-
ctorandes, s'il n'a point de practique, les derniers
font force cemitieres bossus g.

g Anto.
Mar. pra-
fac. de cō
muni opi-
nio. n. 50.
& l. 1. ti.
c. nu. 56.
128. 129.
131.
h Bugny.
fucill. 52.
112. de la
Iustice §.
13. Moit.
§ 9. 10 11
Orleans,
§. 55.

Fortuite ouuerture de chacun liure.] Qui
voudra voir la forme de l'examen tant aux Cours
souueraines que Iurisdiccions inferieures, recoure
aux Edicts de François premier & Charles 9. tous
conformes à cestuy cy ^h.

Au para

Au parauant la reception de ceux qui seront par nous pourueus d'aucuns offices de iudicature , sera informé de leur vie, meurs , & conuersation. Et se feront les informations par les iuges des lieux , esquels lesdicts pourueus auront residé par les cinq anneés precedentes. Et ne seront ouys en icelle que tesmoins de qualité, dignes de foy, & hors de tout soupçon , de faueur & alliance, qui seront nommez & produicts par noz Procureurs generaux , ou leurs Substituts. Ausquels defendons sur peine de priuation de leurs estats, de receuoir les noms desdicts tesmoins de la part de ceux qui auront esté pourueus. Et pour le regard de l'aage , sera doresenauant verifié par l'extraict des Registres des baptêmes , & par l'affirmation des plus proches parents , qui seront mandez à ceste fin, & ouys d'office.

Meurs, vie & conuersation.] Nous auons aduisé (dit l'Empereur) de choisir pour iuges ceux qui sont vtiles & profitables au public , qui sont de bonnes meurs, tels tenus & estimez , à fin qu'ils soyent iuges du peuple qui les a approuué. Entre autres nous auons appellé Marcel grand iusticier, non subiect à corruption, tel tenu de tous

a §. 1. de
Indicib.
auth.
b Tours,
cha de la
iustice, fu.
30. pag. 2.
c Nio-
lins, §. 10.
1566.
d §. 55.

ceux qui se presentent à nous ^a. Les Estats de Tours ont requis le iuge idoine, suffisant, expérimenté, preud'homme, & de bonne renommee ^b. Et l'E-dict de Molins declare que la nomination faicte par les Estats de Prouince n'exculera le nommé del'examen, mais luy seruira d'approbation pour sa qualite & preud'homme ^c. Orleans prepose l'information des bonnes vies & meurs à l'examen ^d. Aussi le iuge sçauant & corrompu est double meschant, sa science luy sert de tresbuchet pour prendre à l'hausseped, & de voilè pour couvrir ses iniustices.

De la part de ceux qui auront esté pourueus.] La citation n'est requise quand l'attestation est cômise pour sçauoir si quelqu'un est capable de la charge qu'il poursuit, le Procureur est prouiseur & executeur de la Volonté du Prince, & le iuge y besoigne d'office. Doncques les parties n'y ont que voir ^e.

e Anton.
Gab. lib.
2. titul.
de cita-
tio. concl.
1. n. 121.
122.

§. CX.

Ceux qui ont esté, ou seront desormais gratuitement par nous pourueus d'offices, ne seront receus à les resigner; sauf à les gratifier par nous, selon que leur valeur & merites le requierent.

Ne seront receus à resigner.] Les deux considerations qui ont mis sus les resignations Ecclesiastiques, ont donné vogue aux resignations des offices. La premiere est l'affection qui auenture
les

les parents iusques à se desfaire du benefice ou office qu'ils ont asés mal exercé, pour y mettre leur parent ou allié qui s'y portera peut-estre beaucoup pirement. La seconde est auarice, de là on trocque les benefices & offices, le plus offrant gaigne le par- chemin, la cire, ou le plomb ^a. De faict la modelle des pures & simples resignations est maintenant inutile, elles sont toutes conditionnelles en faueur du nommé & non autrement. I'ay desia dict que les resignations sont formelles ennemies des elections, & que, comme par le passé les elections auoyent cours à l'Eglise de Dieu, sans que le pourueu de quelque dignité Ecclesiastique eust pouuoir de declarer ou nômer son successeur. De mesmes elles ont eu lieu aux offices, iusques à ce que les Empereurs se sont accommodez de la prouision ^b. Dés ce temps on commença de receuoir les resignations sous couleur de vouloir recompenser le possesseur qui auoit longuement serui. Et apres elles ont esté reçues indifferemment, sans plus s'informer que du quart, du tiers denier, ou du marc d'or. Les premiers Edicts vouloyent que les lettres de prouision presentees, le Procureur du Roy fit informer des meurs & capacités du resignataire, & demanda que le resignataire ensemble le resignant soyent ouys sur la religion & ce qui en despend: mais la Majesté de Charles (quelques requisitions que luy en fissent les Estats) ne se voulust du tout desmettre des resignations, comme appert en ces mots, Au cas qu'il nous pleust admettre aucune resignation ^c. Maintenant la Majesté d'Henry les retranche du tout, & reserue de gratifier d'ailleurs les Officiers

*a Rebuff-
tis dere-
signa.ex-
pres.nu.39*

*b Harmo.
des Mag.
lib.1 f.33.
li.2 f.76.
& en la
2. partie
de mes cō-
mentaires
aux coust.
de Bour-
bo. §. 83.
montrai-
et des pei-
nes, mot
Officiers.*

*c §. 12.
1566.*

selon que leur valleur & merites le requerront: Edict tres-sainct & digne d'estre obserué, car la resignation destruit les nominations que le Roy accorde à son peuple, & se despart de l'honorable confirmation d'un des trois choisis pour receuoir quelque gros asnier corrompu, que l'affection des parêts ou l'argent preferera aux hommes dignes des charges. Si ces constitutions sont inuiolablement obseruees, il ne faudra plus disputer pour sçauoir si le pourueu d'office ou benefice peut resigner, auant qu'auoir leuë ses lettres de prouision, ou auant la prinse de possession: si le resignant se peut reseruer pension^d: si la resignation simoniacle empesche le resignant de former complainte^e: & vne milliaice d'autres, que ces abominables vsages de resigner ont engendré.

§. CXI.

Ne seront cy apres octroyees par nous aucunes lettres de prouisiōs d'offices à condition de suruiuance, reuoquant dès à present celles qui ont esté accordees par nous, ou nos predecesseurs Roys: sauf toutesfois des offices pour lesquels a esté payé finance, & le pris porté par nostre Edict faict sur icelles suruiuances: Et aussi les suruiuances des offices, esquels les pourueus ont esté ia receus, encores qu'ils n'eussent pour ce payé aucune finance

Surui

*d Steph.
Ranchin.
lib 4. con
clu. 290.
e Steph.
Ranchin.
lib 4. con
clus. 135.
Antoni.
Gabr. lib.
5. de rest.
spol. cōcl.
1. nu. 60.
63.*

Survuiuance.] Le recômande & louange grande-
mēt le trauail du Docteur Bugnyô, qui a prins peine
de recueillir les ordônances, faisant mention des re-
signations à suruiue: & approuue les deux raisons par
luy alleguees, pour monstrier cōbien les suruiues sont
desplaisantes & perilleuses ^a. Non que ie ne sça-
che alsés les obiects qu'on pourroit dire contre,
sçauoir, que le fils se voyant honoré par la resigna-
tion du pere, adioustera vne seconde obligation au
premier deuoir naturel, & au lieu qu'il flechissoit
l'vn des genoulx ployera les deux pour ne se mon-
strer ingrat de ce second bienfaict. Le premier l'ayāt
mis au monde, & le second luy ayant baillé place
honorabile entre les hommes de merite. Neātmoins
ie dis, adherant à Bugnyon, que quand les subrogez
s'asseurent d'estre couchez à l'estat de leurs peres ou
autres, ils ne s'estudient rien, & le plus souuent sont
gros baudets nés à la mangeoire, propres à cōsumer
les fruiets, l'adiouste la malice des descendans, car
(comme dit Rabelais) le monde est deuenu mau-
uais garçon, & craint que son pere n'vse trop lon-
guement ses souliers neufs. La pluspart n'a que faire
d'attente, & se plaist de iouer à change de carre.
Quant à l'autre consideration (commune pour tou-
tes dispositions dont l'execution est suspendue ius-
ques au trespas) qui tend à oster les opinions, d'ab-
breger la vie aux bienfaiteurs, elle estre cogneue
des plus grands Iurisconsultes, iusques aux plus pe-
tits: mais non comme Bugnyon a voulu: attēdu (dit
il) que la condition est conferee à la seule & secrette
volonté du resignataire. Ceste consideration n'est
soubstenable. Chacun sçait que la resignation à sur-
uiue

*a Bloys,
9. 21 feuil
les 62.*

uie rend le resignant & le resignataire asseurez, tous
 deux iouissans des priuileges appartenans à l'Estat,
 & des emoluments en l'absence l'un de l'autre ^b. Je
 ne veux m'arrester à considerer les ordonnances des
 anciens Empereurs, qui obligoyent quelques Of-
 ficiers de laisser leurs premiers fils successeurs à la
 charge, & de donner le second au pays. Cela est pure
 contraincte, qui auoit lieu aux estats seruilles. Par-
 lons de noz Gaules: voila les meurs des plus anciens
 peres au rapport des bons auteurs: les Gaulois,
 nation belliqueuse non encores ciuillisee, ont prins
 plaisir de s'accommoder aux meurs de ceux de Mar-
 seille. C'est chose fort esmerueillable de ce que les
 plus anciens escriuent, que leur gouuernement a esté
 Aristocratique, & que l'equite de leurs loix a sur-
 môté toutes autres nations. Leurs Sénateurs estoient
 appelez Timuches, c'est à dire honorables, & ne
 sortoyent iamais de charge que par la mort, person-
 ne n'entroit à ceste dignité qu'il n'eust enfant ^d.
 Pourquoy falloit il qu'ils eussent des enfans, si ce
 n'estoit pour les rendre heritiers de l'office des pe-
 res? ou d'autant que ceux qui ont esperance de po-
 sterité sont plus enclains au bien general du pays?
 (ie reserue ceux qui en prendroyent sur l'autel, n'a-
 yans autre but qu'à bastir vne grande maison des os
 du peuple). Tout au moins ceste obseruance reiette
 l'opinion de Bugnyon qui veut qu'une robe talai-
 re, & le bonnet à quatre brayettes, baille entree aux
 dignités à tour de rolle & par ordre ^e. O le piteux
 spectacle que ce seroit de voir un homme gris seu-
 lement de poil, prendre la place de quelque habille
 homme sortant hors de charge. I'ay plus amplement
 refu

^b Conan.
 lib. 4. tit.
 15. nu. 16.

^c l. quicun-
 que lib.
 12. de
 cohort. &
 principib.

^d Calius
 Rhod lib.
 16. cap. 8.

^e Bloys,
 cap. 11.
 fueil. 64.

refuté ceste opinion en mes commentaires de la
 coustume de Bourbonnoys f, & me suffira pour
 maintenant de proposer contre son dire, l'opinion
 des Estats de Tours. Pource qu'il n'est rien qui tant
 excite vn officié ou seruiteur à bien, loyaument, &
 diligemment seruir; que d'estre assure de son estat
 & de sa vie, en bien & loyaument seruant son mai-
 stre, en exerçant son office, semble ausdicts Estats
 estre bien raisonnable chose, qu'en ensuiuant les or-
 donnances royaux sur ce faict, vn officier royal en
 bien exerçant son office, soit assure de l'estat de sa
 vie, & d'estre continué en iceluy, & s'il ne fait faute
 il ne doit estre priué ne desbotté, & n'en doit estre
 desappointé sans cause raisonnable, luy sur ce ouy en
 iustice: car autrement il ne seroit vertueux, ni si har-
 dy de garder & bien défendre les droicts du Roy
 comme il est tenu de faire, & s'il seroit plus aigu &
 inuentif à trouuer exactions & practiques, pource
 qu'il seroit tous les iours en doute de perdre son
 office &.

*f tilt. des
 Notaires,
 §. 83.*

*§ Tours,
 feuil. 31.
 32.*

§. CXII.

Auons suiuant les Ordonnances des
 Roys noz predecesseurs inhibé & defendu,
 inhibons & defendons, à tous Presidents,
 Maistres des Requestes ordinaires de nostre
 hostel, Conseillers, noz Aduocats & Pro-
 cureurs generaux, & autres officiers de noz
 Cours de Parlements, grand Conseil, Chā-
 bre des Comptes, Generaux de la iustice
 des

des Aides, & generallement à tous autres noz Officiers, tant des Cours souueraines, que subalternes, de prendre charge directement, ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit, des affaires des Seigneurs, Chapitres, Communautés, & autres personnes queleconques : ni pareillement aucuns Vicariats d'Euesques ou Prelats, pour le faict du temporel, spirituel, & collation de benefices de leurs Eueschés, Abbayes, & Prieurés, & de s'entremettre ou empescher aucunement des affaires d'autres personnes que de nous, de la Royne nostre treshonoree Dame & mere, & de nostre treschere & tresamee compaignie & espouse la Royne, & de nostre trescher & tresamé frere le Duc d'Anjou, en prenant toutesfois par ceux, que nostredit frere voudra appeller en son Conseil, lettres de declaration & permission de nous : sur peine de priuation de leursdicts Estats. Et ce nonobstant toutes permissions & dispenses sur ce obtenues, ou qui se pourroyent obtenir cy apres : Lesquelles nous auons reuocquees & annulles, reuocquons & annullons par celsdictes presentes, comme contraires à noz Edicts & Ordonnances

Prêdre charge des affaires des Seigneurs.]

Nous auons veu cy dessus ^a la defense d'auoir deux Archeueſchés ou autres dignités Eccleſiaſtiques iuſques aux Cures, d'autant que perſonne ne peut ſeruir à deux maîtres, & que l'Eueſque doit eſtre mary d'une ſeule femme, qui eſt ſon Eueſché ^b. Et ceſt Edict parle de ceux qui ſont Officiets de Roy, & prennent offices, gaiges ou penſions d'autres Seigneurs. Pour ſuccintement dire de ceſte matiere, ſera bon de voir en premier lieu ſi lon peut auoir deux offices venâs de meſmes, pour à la ſuitte prendre l'intention du texte. Bartolle vuide la premiere queſtion en deux mots: Aucun (dit il) ne peut tenir deux offices publics, quand ils ont tous deux gaiges du public: c'eſt autre choſe ſ'ils ſont vnis ou incorporez ^c. Et ailleurs, il eſt permis tenir deux dignités, pourueu qu'elles ſoyent ſans adminiſtration, comme eſtre Docteur, & Eſcuyer ^d. Nous faiſons diſtinction des compatibles & incompatibles ^e. L'aſſemblée de Tours en parle ainſi: Pluſieurs inconueniens ſont aduenus au Roy & à la choſe publique, à l'occaſion de ce que pluſieurs ont tenu & occupé deux outrois ou quatre offices royaux, tant de iudicature qu'autrement, & en ont prins les gaiges, & profits, ſans deſeruir ni exercer leſdicts offices, & ont commis pour l'exercice d'iceux gens non ſçachans, & deſquels ils prennent profit, & par ce moyen le deuoir de iuſtice n'a eſté accompli, & ont tenu, tiennēt, & occupent le lieu de pluſieurs gēs de bien, qui euſſent ſerui en perſonne pour obuier aux inconueniens & deſordres. Semble aux gens deſdicts Eſtats que le Roy doit ordōner que nul à preſent

^b *Rebuff. de diſpēſ. ad plura benefi fo.*
367.

^c *Bart. l. placet, 2. leſtur. nu. 19. C. de ſacroſan. eccleſiis. d. l. in qui dē. C. qui milit poſ. e Bart. l. 1. C. de præpoſ. agen. lib. 22.*

sent, ne doreſenauāt ne tienne plus d'un office royal,
& que par l'impetration du dernier le premier ſoit
dict vacant^f. L'ediēt d'Orleans a trouuē ſe conſeil
tres-juſte, & ordonnē en terme generaux, qu'aucun
de quelque qualitē qu'il ſoit ne pourra eſtre pour-
ueu ne tenir qu'un ſeul office^g. De quoy nous remet-
tons à parler cy bas par le §. 267. où ſa Majeſtē nom-
bre quelques offices particuliers incompatibles.
Suffira de dire quāt à preſent ce que Chalard a vou-
lu, qu'il n'y a ſi petite charge qui ne merite ſō hom-
me, pourueu qu'on ſoit plus attentif à la deſeruir.
qu'à l'emolument. I'vſe des termes des affamez,
qui ne ſçauent preſcher que le gain, n'ayans moyen
de ſe recommander d'ailleurs. Quant au ſecond
point, l'aſſemblee de Tours en parle ainſi: Semble
aux gens des Eſtats que le Roy doit ordonner que
nul de ſes Baillifs, Seneschaux, ou Lieutenans gene-
raux, & auſſi ſes Procureurs, ne prennent aucuns
gaiges, ou penſions des ſubieētſ du Roy, en leurs
Seneschauffees, ou Bailliages, & que nuls d'eux ne
ſoyent Iuges, Chaſtellains, ou Baillifs des iuſtices,
ſubieētſ ou reſſortiffans à leurs ſieges^h. Ce quē deſ-
puis (au rapport de Rebuſſe) a eſtē auctoriſē par
ordonnāce defendant aux Preſidents, Conſeillers,
ou autres Officiers de Roy, d'eſtre Officiers, ou te-
nir Vicariats generaux des Prelats, ni prēdre pēſiōs
de qui que ce ſoit: conſiderē que le Roy a aſſēs de-
quoy les employer & les recōpenſer de leurs peines.
Et ne faut plus diſputer ſi nonobſtant l'ordonnance
la collation demeure vallable, veu qu'elle ne paſſe
oultre à l'annullation. Car maintenant ils ſont pri-
uez de leurs offices par la ſeule contrauentionⁱ.

Lct

c Tours,
fueill. 32.
pag 2. ci.
de la Juſti-
ce.
g Orleans,
§. 31.

h Tours,
fueill. 35.

i Rebuſſe de
vicar epi-
num. 34.
fueill. 53.
montrai-
ſſe des poi-
ues, mot
Officiers,
Orleans, §.
44. Mo-
lins, §. 19.

Lettres de declaration.] Pourquoi ces lettres veu que les Medecins & Aduocats sont d'autant recommandez qu'ils ont nombre de parties remarquables? Qu'un seul homme peut estre vassal de deux Seigneurs? & que quelque serment qui se preste l'auctorité du superieur est tousiours reservee ^k? Les loix du Royaume & de la coronne font cela.

*l. Mac-
cagn. lib.
3. de cōse-
pino. ca.
7. nu. 73.
74.*

§. CXIII.

Seront nosdicts Officiers, qui sont aussi officiers des autres Seigneurs, tenus dedans deux moys apres la publication de la presente Ordonnance, opter lequel des deux Estats ils voudront retenir: Et à faute de ce faire, declarōs dès à present, comme deslors, les Estats qu'ils tiennent de nous, vacans & impetrables. Et y sera par nous pourueu en leur lieu d'autres.

Opter lequel des deux.] Cecy est tiré des Ordonnances de Iustinian: ceux qui ont obtenu dispense de porter deux, trois ou plusieurs estats diuers, non vnis & incorporez, auront le choix d'en retenir l'un tel que bon leur semblera, & de delaisser les autres, à fin d'exercer celuy qu'ils trouueront le meilleur, & estre priuez du surplus. Defendons pour le temps aduenir que aucun s'ingere de pour-suiure deux estats soit de robbe longue, ou pour les armes, sur peine de dix liures d'or contre les temeraires, qui auront esté si osez de nous presenter

requeste contre la teneur de ceste ordonnance, encores que leurs supplications soyent demeurees sans effect. Oultre-plus si aucun obtient de nous iulsion contre la presente constitution (comme il s'en peut obtenir subrepticement ou par importunité) nous defendons aux Chancelleries d'y auoir esgard, & commandons aux compaignies, esquelles les impetrans veulent estre incorporez, de les empescher, & leur opposer le present Edict: sur peine de dix liures d'or contre les defaillans ^a. Voila l'approbation de cest article & du §. precedent. Voyez le Docteur Bugnyon qui propose le commandement faict aux Notaires & Procureurs de se despartir d'une des charges, & mostre les raisons qui peuvent auoir meu les Monarques de defendre la pluralité des offices, lesquelles ie suis content d'insérer, à cause qu'elles sont remarquables (comme tirees d'Aristote) & ne gasteront gueres de papier, pour estre escriptes succinctement. C'est chose de mauuaise grace, & pernicieux exemple, qu'un seul personnage tienne & exerce plusieurs offices de iudicature, parce que par un seul attentif, non employé & empesché à beaucoup de negoces, se parfaict mieux une bonne œuvre. Comme s'il vouloit dire que qui entreprend & embrasse beaucoup, fait souuentefois tres-mal la besoigne: n'ayant l'esprit, le temps, le sens, ni loisir, pour la mettre à chef & executiō, ainsi qu'il appartient. Une mesme personne ne peut estre bon ioueur d'instrumens, & bon cousturier tout ensemble. Voila les termes du Docteur ^b. Que diront ceux qui se treuuent par tout? ô grande diligence si l'une des charges n'empesche l'autre

*a l. in qui
dam, C.
qui mis.
possi. 12.*

*b Bloys,
cilt de la
iustice, fu.
76. §. 14*

l'autre ! Ô grād zelle au public pourueu qu'elles ne soyent point plus entreprinſes pour en auoir , que pour ſoulager ceux qui recourent à iuſtice , & recherchent le conſeil ! Iuſtinian parle ainſi à ces embefoignez , qui pleurent quand quelque miette leur tombe de la bouche. Qu'aucun ſubiect de noſtre Empire ne ſoit ſi oſé d'entreprendre en meſme temps l'eſtat de Conſeillier & d'Aduocat , eſtant plus qu'aſſès , ou d'eſtre bon Aduocat & ſecourir les parties , comme la charge le merite , ou ſe contenter d'eſtre aſſeſſeur : d'autant que ceux qui courent aux deux , ne font ni l'vn ni l'autre comme il appartient. Et plus bas : Qu'il ne ſoit point permis de tenir deux offices , parce qu'vn homme peut difficilement ſuffire à deux charges neceſſaires. S'il eſt en vne des chambres au iugement de quelque procès , ceux de l'autre l'appelleront pour auoir ſon aduiſ , & ainſi ne ſatisfera ni aux vns , ni aux autres. Doncques nous voulons que chacun ſoit content d'vn office , & qu'aucun ne ſoit ſi oſé d'entreprendre contre noſtre ordonnance par fraudes , & ſubtilités trompeuſes , ſignant d'vne façon en l'vne des chambres , & aux autres ayant ſeing manuel diuers ^c. Quiconques veut eſtre Aduocat

*c l nemo,
C. de aſſeſ
for.*

*d l quiſ-
quu, C. de
poſtu.*

(diſoyent Valentinian & Valens) ſe donne garde de iuger l'affaire duquel il aura eu cognoiſſance en plaidant ou conſultant. Parce qu'il eſt beſoing mettre difference entre l'Aduocat & l'arbitre ^d. Mais les inſatiables deſirs d'en auoir ſont tellement enracinez aux cœurs de beaucoup , qu'ils en ſont deuenus aueugles , & ne ſçauent plus que l'honneur vaut. Je ſouhaiteroye qu'ils euſſent en memoire le

beau conseil du Prophete Hieremie. Malheur à vous qui assemblez maison avec maison, ioignez le champ avec le champ iusques aux derniers limites, estimez vous que serez seuls habitans au milieu de la terre? Comme s'il vouloit dire, faictez vous ces iniurieuses menées & iniques desportemens sous espoir de vous rendre seuls Seigneurs de l'entiere terre ^e? vrayement elle est plus asseurement à eux que le ciel.

*e Retuff.
de dispēs.
ad plur.
l'uesi. so.
367.*

§. CXIIII.

Nous defendons à tous noz Officiers, & autres ayans charge & commission de nous, de quelque estat, qualité, & condition qu'ils soyent, de prendre ni receuoir de ceux qui auront affaire à eux, aucuns dons & presens, de quelque chose que ce soit, sur peine de concussion.

Aucuns dons.] Les anciens voulans honorer le iuge homme de bien, l'appelloyent iuge Egyptien, parce que les iuges d'Egypte auoyent iustice pour but, & ne faisoient chose aucune par crainte, par pris, par beau langage, ou par faueur ^a. Desia auons nous proposé le serment à l'entree des charges, par lequel ils promettoyent de ne se despartir des loix du pays, ni de la vertu, encores que le Roy commanda du contraire. Et n'est sans grande consideration si sa Majesté veut oster les presens aux iuges, car l'argent, la faueur, & le plat de la

*a Calim
Rho. lib.
23. c. 14.*

de la langue, ont chassé iustice hors du Royaume. Je ne veux gueres arrester sur ces petits quotlibets maintenant en vsage plus qu'il ne seroit beoing. Qui n'a point d'argent, n'a point de valet. Les biens sont la vie de l'homme. Ce que l'ame peut au corps, l'argent peut pour donner à son possesseur, ce qu'il souhaite, c'est le plus assuré fideuseur qui se trouue contre la necessité. Nous sommes venus au temps où le seul riche est honoré, le pauvre vertueux mesprisé, & mit sous pieds. Tout cela sont termes hors nostre matiere. Suffira doncques de dire à propos ce que les Canonistes ont voulu, l'argent estre le bourreau de iustice. Mais comment? d'autant que si le plaideur a la bourse bien ferree, & s'arme d'escus au soleil, il ne se souciera du torrent d'eloquence de Ciceron, des sorties d'Hector, de la force d'Hercules, ni des ruses d'Ulysses. La facondie des orateurs, la subtilité des Dialecticiens, s'esuanouira au maniment & port de la Majesté d'argent. Le nombre d'or fait parler l'Aduocat, adoucsit le iuge, & rend sourde la lyre d'Orphee. Les vers d'Amphion, & la muse de Virgille perdent leur voix. L'argent surmonte tout, l'argent regne, l'argent estend son Empire en tous endroiets ^b. Ce n'est doncques merueille si Henry qui veut rappeler iustice, luy prepare le beau chemin, defendant aux iuges de prendre dons & presents. Cecy est de difficile execution, mais d'autant que la difficulté est grande, d'autant plus elle est recommandable. Il est beaucoup plus facile de gouverner son particulier que le bien general. C'est pourquoy Bias & Solon souloyent dire, que le Ma-

b *Idoc.*
Damhou.
verb. pec-
unia, in
fi lib. Pa-
rum.

gistrat & Officier de iudicature monstrent quel est l'homme. Le pere de famille trauaille pour soy, le Magistrat pour le bien public, & societé commune. Quand quelqu'un fait son profit à l'office qu'il exerce, il est reconnu se vouloir du bien (à parler à la maniere des mondains) car personne ne se trouue qui ne soit amoureux de soy-mesmes ^c. Mais la vraye iustice est remarquee quand il propose le particulier pour s'addonner au bien general. Iustice est la seule des vertus qui procure l'aïse d'autrui, du public, du particulier, plus que l'aduantage de celuy qui l'exerce ^d. Cest de là que Senecque disoit: il faut que ie me monstre iuste sans espoir de gain, & que toutes mes actions & mes pensees soyent esloignees du profit de ma maison. Le iuste, s'il ne peut autrement faire, ne se doit soucier de l'infamie, & mauuaïse opinion qu'on prend de luy, pourueu qu'il ne se destourne de iustice, & tienne tousiours droict le gouuernal. Pourquoy est-ce que nous honorôs tant iustice, & qu'elle est estimee la premiere & principale de toutes vertus? d'autant qu'elle profite à tous, & ne doit estre resserree au gain de l'officié ^e. En somme le iusticier homme de bien est comparé au poisson de mer appellé Muge, qui ne mange iamais son semblable, est appesanti & endormi quand il est saoul, ne se remplit que de ses excremens, & se rend dispost ayant deliuré son ventre. Quand l'officié viura de son reuenu, ou de ses gaiges, qu'il n'aura point le cœur aux presens, aux elpices, & autres dons, ne cherchera les moyens de se rassasier du sang, suc, & labeur d'autrui, il sera beaucoup plus

*c Argent.
§. 273 fo.
159. des
appropri.*

*d Diony.
Godofr l.
iustitia,
ff. de iust.
et iur.*

*e Calim
Rhodigi.
lib. 23. ca.
15.*

plus attentif à faire sa charge, estant esueillé par l'honneur que tout homme vertueux en doit esperer ^f. Mais nous sommes au temps où ces bons aduertissemens sont à mespris, pour estre trop Philosophes (ainsi parlent les sages de ce temps en derision) & n'y a gueres plus personne qui vueille suiure Socrate. Alcibiade prend grand somme de deniers dans ses coffres pour en faire present au Philosophe, en intention d'estre recommandé par ce don excessif. Xantippe voyant la grande quantité d'argent commença à dire (comme le naturel des femmes tend à l'auarice) que le present estoit digne d'estre receu. Mais Socrate, nous ne sommes moins fastueux qu'Alcibiade: Alcibiade surprins d'ambition enuoye ce present, & nous le refusons ambitieusement ^g. Où sont doncques ceux qui pour s'enrichir, faire leurs maisons grandes, acquerir terres & possessions, ne craignent d'entreprendre mille choses illicites à la ruine du peuple, & contrel'honneur deu au pere celeste? Ils sont asseés entendre que leur felicité est vne chose paincte, & faincte, veu que tout le plaisir qu'ils en reçoient est de brusler sans cesse au feu de conuotise, & consumans ainsi miserablement leurs iours, sont esbahis que la nuit, & l'ombre froide survient, qui pour toute consolation de ce qu'ils ont faict durant leur vie, ne leur laisse fors vn vert picquant continuellement ^h. Mais d'autant que la plus-part de ces auares, inhumains, & iniques Officiers, ne se soucient gueres de la seconde vie, ayant d'ordinaire à la bouche, que le terme de la vengeance vaut l'argent, ainsi faisant train &

*f Calius
Rho. lib.
27. ca. 4.*

*g Calius
Rho. lib.
21. c. 40.*

*h Jean
Bresché
au pre-
mier A-
phorisme
sur Hypo-
cras, f. 2.*

marchandise d'oppresser le pauvre peuple: sa Majesté, qui a Dieu deuant les yeux, & veut deliurer ses subiects de telles concussions, a faict ce bel Edict, defendant à tous Officiers & Commissaires de prendre & receuoir de ceux qui auront à faire à eux, aucuns dons où presens de quelque chose que ce soit, sur peine de concussion. En ceretrenchant l'Edict d'Orleans, qui ne comprenoit sous pareilles defenses la venaison ou gibbier prins és forests des Princes, & Seigneurs qui les donneront ⁱ. Voyez ce que Bugnyon ^k & Chalard on dict sur semblable matiere, & rapportez le à Iustinian, qui sçauoit assés que la vente des offices a causé la vente de Iustice ^l. Nous reseruons à parler des faueurs cy bas à l'occurrence, reste à dire deux mots de l'eloquence, de laquelle Ciceron parle en ceste sorte. Certainement celuy la n'est point plus meschant qui corrompt le iuge par argent, que s'il le suborne par beau & emmiellé langage. L'homme prudent ne peut estre surprins par deniers, & quelquesfois se laisse aller aux belles parolles. C'est assés sur cest article, d'autant que i'ay ailleurs parlé de la matiere. Partant ne m'embesoigneray d'auantage à considerer, si celuy qui donne quelque chose le fait en intention de corrompre le iuge, ou pour auoir plus briefue iustice, & si le present a esté donné durant le procès ou apres la sentence ^m.

Auons

i Orleans,
§. 43.
k Mo-
lins, §. 19.
l auth. vt
iudic. sine
quoquo
suffrag.

m Synta.
gma iur.
verb. Ba-
ratariā,
col. 1. fol.
67.

§. CXV.

Auons defendu & defendons à tous Iuges des'entremettre de postuler & consulter en leurs Sieges pour les parties, en quelque cause que ce soit, encores que nous n'y ayons interest : nonobstant tout vsage ou dispense au contraire. Ce que pareillement auons defendu à noz Aduocats & Procureurs generaux de noz Cours souueraines, & leurs Substituts és sieges inferieurs. Et quant à noz Aduocats desdicts Sieges, leur auons permis de postuler, consulter, ou escrire pour les parties és causes où nous n'aurons aucun interest & ce par prouision seulement, iusques à ce que par nous leur soit autrement pourueu de gaiges suffisans : le surplus des autres defences susdictes tenant en leur regard. Le tout sur peine de concussion, dont noz Iuges & Officiers seront tenus nous aduertir, sur peine de priuation de leurs estats.

Escrire pour les parties.] I'ay exposé le contenu en ce §. parlant des options, dont l'article 113. fait mention, & partant n'vseray de reditte. Reste maintenant à discuter, si celuy qui comparoit comme Aduocat & Conseillier, aura double assistance: mais d'autant que i'ay ailleurs respondu à ceste question, ie ne m'y arresteray non plus. Ioinct que la matiere est fort problematicque entre les Canonistes, pour sçauoir si celuy qui est Archidiacre & Chanoine

a Synta-
gma. iurii
verb. Ar-
chidiacono-
um, folio
55.

en mesme Eglise, a double prebende & deux voix en chapitre ^a.

Prsuation de leurs estats.] Les reigles sont communes, que pendant l'instruction du procès criminel, l'accusé continue en l'administration & iouissance de ses biens Et combien qu'en crime de leze Majesté ou d'heresie les biens soyent confisquez du iour du delict, sans attendre condemnation: si est ce que l'apprehension & execution sont differrez iusques apres le iugement. Mais s'il est question de quelque male versation d'officié, pourquoy on vueille luy faire perdre son office, l'accusé ne sera despouillé de la charge, toutes-fois l'administration sera remise à vn autre durant l'instruction ^b.

b Steph.
Ranchin.
lib. 2. con-
clus. 335.

§. CXVI.

Et pour obuier aux recusations de noz Cours souueraines & autres, & pouruoir aux plaintes qu'on fait ordinairement des grandes alliances, qui sont entre les officiés de nostre Iustice: Voulons que l'article contenu en l'Ordonnance d'Orleans, portant defenses de receuoir en vn mesme Parlement, chambres des Comptes, & autres Cours souueraines, ni en vn mesme Siege le pere & fils, les deux freres, l'oncle & le nepueu, soit à l'aduenir inuiolablement gardé. Et auons des à present declarees nulles toutes les dispenses qui seront cy apres octroyees au contraire. Et neantmoins enioignons à noz Aduocats &

Pro

Procureurs generaux, & leurs Substituts, de nous enuoyer dedãs deux mois apres la publication du present Edict, le nōbre & noms de noz Officiers, qui sont esdictes Cours, & Sieges, receus contre la prohibition de nosdictes Ordonnances, pour puis apres y pouruoir, ainsi que verrons estre à faire par raison.

Aux recusations de noz Cours.] Si le pere ne peut estre Iuge en la cause du fils, ni au contraire: le mary de sa femme ou d'autre qui soit de sa parentelle: iusques au septiesme degre: comme ie l'ay plus à plain declaré au discours des incompetances & recusations ^a. Ce n'est sans grande consideration que sa Majesté a defendu que les personnes comprises par cest Edict, ne soyent receues en mesme Parlement. Autrement vn d'entre eux estant partie causeroit souuent qu'une bonne part de la cour se desporteroit de la cognoissance, ou que la partie aduersé craignant les faueurs se pouruoiroit par euocation. Pour à quoy obuier l'Edict clost l'huis à tant de parentelles & alliances en mesme cour. Cela n'est que refraischir les plus anciennes ordonnances, singnamment les Edicts d'Orleans, & de Molins, sur lesquels ie ne seiourneray, en consideration que le Docteur Bugnyon les a commentez & cottez ^b. Quant à l'ancienne ordonnance de Loys 12. elle ne parloit que du pere, du fils, & des freres ^c.

^a *fuessl.*
43. 44.
Stroph. Rā
clm lib. 2.
concl. 67.

^b *hic Bugny. Molins, § 85. Orleans, § 32.*
^c *§. 41.*

§. CXVII.

Ordonnons cependant que les procès
meus

1492.

meus & à mouuoir de ceux qui sont du corps de nostre Parlement de Paris, qui auront audict Parlement iusques au nombre de huiet, & des autres parties n'estans dudit corps, au nombre de dix, proche parents & alliés, comme pere, beau pere, enfans, gendres, freres, beau-freres, oncles, nepueux, cousins germains, ou remuez de germains, seront renuoyez au plus prochain Parlement, si l'autre partie le requiert. Le semblable voulonsestre gardé en noz Cours de Parlements de Tholose, Bourdeaux, & Rouan, quand aucun du corps d'icelles aura cinq parents ou alliés au degré susdict, ou quand autres n'estans dudit corps y en auront six: comme aussi pour les Palements de Dijon, Aix, Grenoble, & Bretagne, esquels aucuns desdictes compagnies auront trois parents ou alliés dudit degré: ou bien autres n'estans d'icelles compagnies y en auroyent iusques au nombre de quatre.

Du corps de nostre Parlement.] Cecy n'est que reditte de l'Edict d'Orleans, reserué que le premier ne fait mention combien il y a de Conseillers de la parentelle ou affinité comme cestuy cy, & qu'il renuoye l'affaire en autre chambre: au lieu que cestuy cy veut que le procès soit porté en autre Parlement, si partie le requiert^a. Ce §. ne parle point
des

des Iuges Presidiaux:& l'ordonnance vouloit qu'és cas où l'un des Officiers Presidiaux se trouuera partie, le debat soit renuoyé au plus prochain siege Presidial ^b. Ce que le Docteur Bugnyon a notablement limité, pourueu que le procès soit de ceux qui leur sont attribuez en dernier ressort ^c.

b §. 52.

Beau pere.] Je remets à discuter des beau-pères, lors qu'aborderay la coustume de Bourbonnoys, qui montrera comme ils peuuent estre tuteurs. Et le §. qui defend au mary de bailler aux enfans de sa femme ou à la femme aux enfans que son mary a d'autre liect. Et me desporte de parler comme les parrains & comperes sont recusables, parce que desia i'en ay parlé au discours des incompetances ^d. Voyez Iustinian des maistres d'Escolle, nourris, & freres de laiect ^e.

c Bloys, tilt. de la. Justice, §. 28.

Enfans.] Il est plus que notoire que les peres & meres aiment plus l'aduancement de leurs enfans que le leur propre, & craignent plus qu'il leur mesaduienne, que si eux mesmes deuoyent souffrir le mal. Le pere n'est tenu de suiure son seigneur qui fait la guerre à son enfant. Le pere n'est suffisamment eslargi qui a laisné son fils pour ostage. Le pere peut donner son fils substitut aux actions où sa personne & industrie sont respectez. Car le pere & le fils ne sont qu'un ^f.

d fneill. 44. Steph. Räch. li. 1. concl. 482. 483. e institu. titu. quib. ex caus. maxumit tere.

Freres & beau-freres.] Quand les poëtes & historiés mettent en auant la disgrace entre les freres, & que de mille il n'y en a demy douzaine qui s'obseruent comme ils sont tenus pour estre mesme chair: & tont estat de l'inimitié de Romule & Reme causee sur trop aspre appetit de dominer: ils

f Syntagma iuris verbo filius, co. i. foli. 4. o.

parlent des meschans, si curieux de leur particulier, qu'ils en violent tout droict naturel, & abandonnent l'honesteté, & société publique. D'avantage ils admonnestent les debonnaires de rendre l'honneur à qui il est deu, & d'embrasser ces belles loix de nature qui nous inuitent d'aimer vnicquement nostre sang, accortement toutesfois, à fin que le bon naturel ne soit opprimé des autres, qui ont prins pour guide leurs effreences & desraisonnables volontés, & ne se soucient quoy qu'ils entreprennent au desadavantage des parents, pourueu que leurs licencieuses libertés, & brutales affections soyent effectuees à leur auancement. O ceux trois & quatre fois heureux qui ont rencontré des freres plus humains, & se sont preserué du mauuais zelle d'un tas de fastueux, qui ne sçauent rien mieux que dresser embusches pour asservir leurs semblables, regner superbement sur ceux qu'ils cuident abbaïsser, & les rendre cōtemptibles par traistres & iniurieux efforts. Je prie la toute bonté qu'il vueille faire recognoistre & remettre au meilleur chemin ces cruels ennemis de modestie, & donner patience aux affligez. Ils la pourront plus facilement prendre regardant au naturel des tourments, & de ceux qui ont souffert moleste par le passé. Esau & Iacob estoient en querelle, Esau le plus aagé & le meschāt Iacob le plus ieune & de meilleur naturel, Cain tua son frere Abel: Cain l'homme dissimulé, ayant le cœur aux grandeurs & richesses, peu curieux des sacrifices, & ne les obseruant qu'à regret: Abel au cōtraire doux, paisible, au cœur ouuert, & mettant son esperance en Dieu^h. Bien-heureux qui se tourne de

g. astor-
giques,
Argent.
g. 218.
fol. 18 gl.
15 de do-
nat.

h. Maca-
gnan lib.
1. de com-
mun. opi-
nio. ca. 8.
nu. 11.

ce costé au temps d'affliction attendant la promesse escripte au royal Prophete.

Certainement Dieu le soulagera

Quand affligé sera.

Or ie coupe ceste matiere qui ne peut estre discourue sans soupirer, me souuenant d'auoir dict ailleurs, que les Empereurs Diocletian & Maximiam firent ordonnance, par laquelle ils voulurent que le frere fust exilé qui se seroit rendu accusateur contre son frere en crime capital ⁱ. La Majesté d'Henry ne parle point à ces bourreaux de leur chair propre, à ces rauisseurs de la renommée de leurs pareils, en intention de les mettre à leur amble : il parle aux freres d'ebonnaires, qui se souuiennent de l'honneur deu aux parents, de l'intime affection enuers les amis, de l'amour & biëueillance à la femme, de l'instruction à la posterité, & de la douce & humaine domination enuers les seruiteurs. Leur interdisant de se rendre Iuges où telles personnes seront parties, de crainte qu'ils n'offencent les loix, voulans soubstenir leurs prochains & domesticques. L'homme vertueux reputé l'iniure luy estre propre, qui est faicte à son frere, & se rend ennemy de ses ennemis: c'est bien loing de se rédre ami de ceux qui l'offencent ^k. Veu que par les loix la marastre tient lieu de mere ^l (combien que souuent il seroit plus expediēt d'estre cheu dans la gueulle aux Lyons) les beaux freres se doiuent aimer & gracieuser presque autant que s'ils estoient freres. Pour le regard des cousins germains, ou remuez de germain: c'est vne ampliation faicte aux vieilles ordonnances, qui ne faisoient mention que du pere, frere & oncle ^m.

*i mōtrai
ēt des pei
nes & a
mendes,
mes fre
res.*

*k Ange.
l. si ita
stipulat^r,
& Chryso
gonus, n.
21. ff. de
verbo. si
gnif.
l. instit. in
fin. tit. de
nuptiis, &
Socrum.
m Orléans
§. 32. hie
Buzignon.*

Ren

Renuoyez.] La question est fort problematicque en droit, si les actes des recusez sont nuls de pur droit: mais ie la passeray pour auoir dict ce que i'en pense aux commentaires de la coustume de Bourbonnoys ⁿ.

*n Anton.
Gab. lib. 2
concl. 5.
Bourbon.
§. 7. 8.*

§. CXVIII.

Tous Iuges, tant de noz Cours souueraines ou inferieures, qui sçauront causes de suspicion, ou recusation pertinente & admissible en leurs personnes, soit pour parentelles ou alliances, pour lesquelles ils pourroyent estre vallablement recusez par les parties plaidantes, seront tenus les declarer par deuant les Iuges, sans attendre que lon les leur propose: Et de leur declaration sera faict Registre, & communiqué aux parties auant que proceder au iugement du procès, sur peine de priuation de l'estat à celuy de nosdits Iuges qui ne l'auroit declaré, & d'estre incapable de tenir à iamais offices de iudicature.

Qui sçauront.] Cest article est correctif d'autre Edict precedent, qui defendoit aux Iuges se desporter de la cause soubs vne simple allegation de recusation, voulant que la partie qui la propose soit receue à verifier. De là Rebuffe en parle ainsi: La cause de recusation ne peut estre remise à la conscience du recusé. Les droicts Canons ont chargé le recusant de proposer & prouuer. Vray est que le Iuge recusé peut estre enquis sur la verité de la recusation

sation ^a. Doncques n'est receuë en France l'opinion qui se contentoit du serment du refusant pour toutes preuues ^b. Matiere que i'ay si amplement deduite aux commentaires sur la coustume de Bourbonnoys, & discours des incompetances, que ce ne seroit maintenant que transcrire à qui voudroit plus longuement s'arrester sur ce §.

*a Steph.
Ranch li.
3. concl.
326.
b Steph.
Ranch li.
1. concl.
405.*

§. CXIX.

Defendons à tous Iuges de cognoistre des causes, ou assister au iugement des procès des Prelats, Collateurs, & Patrons lays, desquels leurs enfãs, freres, oncles, nepueux, auroyent obtenu aucuns benefices, soit que lesdicts Collateurs ou Patrons soyent parties principales, ou ioinctes.

Obtenu aucuns benefices.] Ceste ordonnance combien que couchee en peu de termes deroge en deux endroiçts à l'ordonnance de Loys douzième. La premiere defendoit aux iuges d'assister au iugement du procès d'un Prelat, Collateur, ou seigneur, duquel eux ou leurs enfans, freres, cousins germains, directement ou indirectement tiendront aucun benefice formé ou intitulé, quand les parties le recuseroient ^a. Et la derniere l'expose en ces mots, soit que les patrons ou collateurs soyent parties principales ou ioinctes. La premiere comprend les cousins germains, ceste cy les oublie. La premiere porte ceste clause, Quand les parties le recuseroient, & ceste cy n'en parle point. Bugnyon

*a Ludo.
12. 1499.
Iun §. 37.*

*b hic Bu-
gnyon.*

dit sur ce, qu'il n'est plus besoing qu'ils soyent particulièrement recusez ^b. Le voyassés que ces propos tendent à combatre l'opinion que i'ay tenue au discours des incompetances & recusations, où exposant ces mots, & que la partie le requere, ie dis : autrement si elles sont d'accord de proceder deuant luy nonobstant telles causes, quel interest y a le public ? Personne ne reçoit iniure, quand ce qui est fait vient de volonté & du consentement de celuy qui se pourroit plaindre. Mais veu que Bugnyon n'allegue rien pour son party ie me tiendray à ma premiere opinion fondee sur ordonnance. Voyez mon discours des incompetances^c pour scauoir comme l'obtentio du benefice doit estre prins effectuellement, & l'ordonnance aura lieu apres que le proueu s'en sera desfait.

*c fuci. 41.
pag. 2.*

§. C X X.

Defendons à tous noz Iuges tant de noz Cours souueraines qu'autres, de s'entre-mettre de recommander ou solliciter les procès des parties plaidantes en icelles, sur peine d'estre priuez de l'entrée de nosdictes Cours & Sieges, & de leurs gaiges pour vn an.

*a l quis
quis, de
posul. C*

A tous iuges.] Il y a grand difference entre l'Aduocat & l'arbitre, disoyent les Empereurs Valentinian & Valens^a. Elle doit encores estre plus grande entre le solliciteur, & Magistrat. Est-il possible d'auoir vne opinion comme iuge, & vne autre
com

comme sollicitateur ? Quiconques s'entremet de recommander le procès de quelque partie il voudroit desia auoir gaigné toute la cour. Bugnyō vous propose l'ordonnance de François premier conforme à ceste cy ^b, partant suffira nous souuenir du dire de Caton, n'estre bien seant de recommander son droit aux iuges, ni les prier de ne faire iustice ^c.

b hⁱc Bugnyon.
c La Primadoye, cap. 62.
 iour 16.
 feui. 330.

§. CXXI.

En adioustant au cinquante troiesieme article de l'Ordonnance d'Orleans, Auons ordonné & ordonnons, que les procès meus & à mouuoir ^es Chambres de noz Cours de Parlemens, esquels aucuns de noz Presidents, ou Conseilliers d'icelles, leurs peres, enfans, gendres, freres, beau-freres, oncles, nepueux, ou cousins germains se trouueront parties, ne seront iugez esdictes Chambres: ains renuoyez en vne autre, à la simple requisition de la partie aduerse. Ce que semblablement voulons estre gardé pour les procès pendans ^es Chambres, esquelles les parties auront trois parents ou alliés, iusques au quattiesime degré. Et pour le regard des Iuges Presidiaux, voulōs l'article cinquante-deusiesme de ladiete Ordonnance faicte à Orleans, estre gardé & obserué selon sa forme & teneur.

Se trouueront partis.] L'ay remarqué ailleurs que l'amitié & recognoissance de quelque office, ne doit s'estendre iusques à peruerir le bon droict de celuy qui plaide contre le bienfaicteur, l'amy ou le compaignon Mais d'autant que la plus part des humains ne regarde si exactement à ce qui doit estre faict, & se laisse aller par faueurs, & bienfaicts ia receus, ou en espoir d'obtenir beaucoup de iuges, estimant estre obligé à rendre le semblable, soit à tort ou à droict. C'est pourquoy il a fallu faire ordonnance defendant aux Officiers de prendre cognoissance entre les parties nommees en ce .de crainte qu'on ne practiqua les contractz innomez(ie fais à fin que vous le fassiez quand l'occasion se presentera) & pour obuier que le Magistrat sententie en intention de receuoir la pareille: ces iuges reciproques grandement à fuir ^a. Les precedens §. nous ont monstré que le pere & le fils sont prins pour vn, quelle doit estre l'amitié entre freres, & la bienueillâce des parents tât que les degrés capables de succeder portent, partant n'y feray plus de seiour, non plus qu'à exposer quels degrés d'alliance sont respectez, pour empescher le témoignage, soit en matiere criminelle ou ciuille, & cōme il faut considerer si l'alliance dure encores ou non, les liures en sont remplis ^b.

Renuoyez à vn autre.] Les ordonnances de France, à fin d'empescher la trop grande amitié reciproque que se portent les Officiers, veulent que le iuge remissionnaire face enteriner sa grace en Parlemēt, au ressort duquel les excès ont esté commis. Et l'Edict d'Orléas reigle les Parlemēts & Pre

fidiaux

*a mō di-
fours des
incompe.
recusa.
fol 41.*

*b Syna.
Iur verb.
affines. f.
29 col. 1.
Ant Ga.
lib i cōcl.
15 tit de
testibus.*

fidiaux pour les matieres ciuiles, dequoy i'ay faict estat au discours des incôpetances & recusations^c.

§. CXXII.

Noz Presidents, Maistres des Requestes, Conseilliers, Maistres des Comptes, & Officiers, tant de noz Cours souueraines, que sieges Presidiaux, s'abstiendront de l'entree de nosdites Cours, Chambres, & sieges, pendât le iugement des procès, esquels eux, ou ceux dont ils sont presomptifs, & apparens heritiers, seront parties. Ausquels nous voulons estre vacqué, toutes choses intermises & delaissees.

S'abstiendront de l'entree.] l'ay remarqué discourant sur les recusations, que le iuge reculé doit laisser la place qui luy appartient, vuidier le siege & s'absenter durant la decision, sinon qu'il se voulust rendre partie formelle contre le poursuiuant, & qu'en ce cas il peut aller derriere son Aduocat pour la deduction de son faict^a. A plus forte raison la recusation desia declaree admissible, il se doit abstenir de l'entree durant le discours du merite de la cause ou de ses parents.

Presomptifs & apparêts heritiers.] Les loix ont assés recogneu cōbien est grâde l'affectiō, bienueillance, & amitié entre les parents, alliés, heritiers presomptifs declarez par cest Edict, quād elles leur ont permis poursuiure en defendant & demandant sans attendre procuration ou mandement, se contentans de la caution que celuy, auquel l'affaire

*c Ambo.
§. 2. ou
mes annu
tations,
Orleans,
§. 52. 53.
montrai-
tê des in-
côpetâces
fueil. 4.^o*

*a Orleans,
§. 52. 53.
traictê des
incompes.
fueill. 41.
o f. 8.*

*b Syntag.
iur. verb.
absens, fo.
§. col. 1.*

touche, aura le faict pour agreable^b.

§. CXXIII.

Aucun incident appointé en droict ne pourra estre rapporté, soit en noz Cours souveraines, ou sieges Presidiaux, sans que au preallable les productions ayent esté mises au Greffe, & distribuees sur le Registre, sur peine de nullité des Iugemens.

*a Prouë.
§. 19. tilt.
des Presi-
dens.
b Tours,
fue. 33. de
la iustice,
Prouenc.
tiltre des
Greffiers.
§. 16.*

Productions mises au Greffe.] Cecy est conforme à l'ordonnance de Prouence par laquelle le Roy defend aux Presidens, Conseilliers, & commis, de distribuer les procès à aucuns de la compagnie iusques à ce qu'ils soyent produicts ou prests à iuger ou receus pour iuger^a. L'une des remonstrances de l'assemblée de Tours consistoit à reformer le vieil vsage qui distribuoit les procès auant qu'estre receus^b. Ce qui est suffisant pour cognoistre sur quoy cest article est fondé. Je ne membejoigneray quant à present de declarer comme les productions doiuent estre faictes sous inuentaie, si elles appartiennent aux Greffiers ou enquesteurs & comme aux lieux où les enquesteurs les reçoient ils sont tenus de les mettre au Greffe, parce que ie l'ay desia deduiet en ma Paraphrase au stille de Bourbonnoys^c, où le lecteur pourra voir iusques à quand il est loisible de produire.

*c Bourbo.
tiltre des
delaiæ. §.
9.*

§. CXXIIII.

Nous voulons que l'Ordonnance d'Orleans, article quarante-deuxiesme, pour faire appeller

appeller les causes des appellations verbales, & iuger les procès par escript, à tour de roolle soit exactement gardee, tant en noz Cours souueraines, que sieges Présidiaux: & que les roolles qui se feront pour lesdicts procès par escript, soyent mis entre les mains de l'Huissier des Châmbres des Enquestes de noz Parlemens, & sieges Présidiaux.

A tour de roolle.] L'assemblée de Tours remonstra les peines, frais, & difficultés, que ceux portent qui ont affaire en Parlement, & la longueur de iustice, à cause que le roolle y est à mespris^a. La Majesté de François premier recognoissant combien il doit estre gardé religieusement, sans l'enfreindre, commanda à son procureur d'entoller à chacune audience les causes qui le concernoyent pour estre expediees les premieres^b. Et aux Huissiers de suiure l'ordre du roolle sans le chager ou muer, sur peine de priuation d'office, ceste charge appartenant aux seconds & troisiemes Huissiers, seulement pour l'absence ou empeschement du premier^c. L'ordonnance d'Orleans, à laquelle cest Edict se rapporte, defendit les placets & requestes, sans distinction de personnes, à la charge de pouuoir faire vn roolle extraordinaire qui s'expediera, les iours de leudy^d.

Roolle pour les procès par escript.] Voyez qui diminue l'auctorité que les Présidens auoyent à donner le bureau. L'ancienne ordonnance cominadroit que registre fust faict des procès prests à iuger,

a Tours, facil. 32. pag. 2.

b Prouence, ordre des Advocats, §. 13.

c Prouë. des Huissiers, §. 2. 5.

d Orleans, §. 42.

& que le President, aucuns des Conseilliers appelez, de deux en deux mois veit diligemment les procès expediez, & ceux qui restent à iuger, à fin de donner ordre d'ancienneté au rapporteur selon les cas plus piteux & nececessaires, sans faueur ou acception de personne. Et l'Edict d'Orleans veut que le iugement soit à tour de roulle, qui sera fait selon la datte des conclusiōs receues au Greffe. L'Edict que nous exposons se rengen de ce costé. Qui voudra sçauoir quand & pourquoy la distribution doit estre faicte, de quelques procès, & à quels Cōseilliers, & s'il leur est loisible se desporter du procès qui leur est distribué pour le faire tōber à vn autre, l'apprendra des ordonnances Françoises.

§. CXXV.

Voulons aussi les causes plaidees aux audiences estre promptement vuidées & expedies, si faire se peut. Et où par noz Cours sera ordonné qu'on en deliberera au Cōseil, pour les vuidier sur le Registre : Auons ordonné & ordonnons, que le lendemain auant toute expedition il en sera deliberé par les Presidents & Cōseilliers, qui auront assisté à la plaiderie, & les Arrests qui interuiendront, prononcez à la prochaine audience. Seront les Aduocats & Procureurs, par la faute desquels la cause n'aura peu estre vuidée sur le champ, condamnez à telles amendes qu'il sera aduisé par nosdictes Cours

e Prouc.
si. du Pre
sid. §. 83.
f Orleans,
§. 42.

2 Prouc.
sis. du
President,
§. 15. 16.
17. 18. 19.
20.

Cours. Leur enioignons tres-estroitement de proceder à rigoureuse punition desdicts Aduocats, qu'ils trouueront en plaidant auoir allegué seiement aucuns faux faicts. Enioignons aussi à noz Aduocats & Procureurs generaux, de procurer que la presente Ordonnance, & celles faictes par noz predecesseurs Roys pour ce regard, soyent entierement gardees & obseruees, sur peine d'en respondre en leur propre & priué nom.

Promptemēt expedices si faire se peut.) Je ne traicteray point icy la question que propose le Docteur Bugnyon: Si les audiences sont meilleures que les iugemens à la chambre qui se donnent à boulle veüe, parce que desia i'en ay touché quelque mot ailleurs, lors qu'ay proposé le dire de Bodin, qu'en beaucoup de communautés biē policees les procès par escrit sont mis sur le bureau, rapportez, veus, & euangelisez à vn iour, & iugez en l'autre, à fin que cependant les Officiers aillent voir les liures. Vne petite distinction sauuera la diuersité d'opinions: si vous auez affaire à des Iuges ignares, la retardation profitera à vostre droict, mais aux sçauans l'audience est bien inuentee pour auoir prompte expedition. Il y a plus. Car les malicieux qui ne craindroient faire quelque meschant tour en secret, sont destournez par l'audience publique, & craignent que l'iniquité des arrests soit recogneue des auditeurs graues & bien entendus, qui ont ouy les Aduocats discuter le droict des parties. De là

monstrera quelles peines meritent ceux qui alleguent faicts superflus, impertinens, ou non veritables, n'ont communiqué avec l'Aduocat de partie aduerse auant que venir plaider, n'ont diligemment veu les pieces, & marqué les endroicts qu'ils cuidoient seruir à la matiere, à fin de les lire promptement si tost qu'ils seront commandez par la cour, pour obuier aux longueurs & retardations, que la lecture de l'acte entier apporteroit.

§. CXXVI.

Quand aucun procès se trouuera party en noz Parlements, soit en la grand Chambre, ou Chambre des Enquestes. Nous voulons qu'incontinent & sans delay, soit procédé au despartement dudit procès: Et à ceste fin enioignons aux Presidents des Chambres, chacun en leur regard, de donner promptement audience au Rapporteur & Compartiteur dudit procès, sans aucune remise: à fin que le mesme iour qu'ils se seront presentez, le procès soit mis sur le bureau, pour estre desparty & iugé incontinent.

Despartemēt dudit procès.] C'est le cōmun prouerbe: *Pour biē faire il faut peser nō nombrer les voix.* Car il n'y a riē pl⁹ inegal que cōstituer droit esgal en nombres pareils, si la prudence est differente. De là les anciens ont voulu considerer la dignité, zelle, grauité, & auctorité des opinions, ce que nous auons dict ailleurs auoir quelque lieu aux

*c Ordon-
nance de
la cour
sur l'abbre-
ui des pro-
cès. 1535.
Prouenc.
sire des
Aduocats
postul. §.
2.3.*

ele

elections ecclesiastiques. Mais aux matieres profanes le nombre seul est considerable, comme il se pratique aux iugemens. L'opinion du graue, sçauant, & experimenté Conseillier, n'a point plus de force, que la voix du baudet, manque en ceruelle, qui a esté receu au Magistrat par la misere du temps, & malheur de ce siccle: parce qu'ils sont tous en pareil degré & auctorité & esgallement honorez du souverain qui les a receus. Conformement à l'opinion de Iustinian, qui en parle ainsi: nous auons choisi des législateurs & dresseurs de noz cōmentaires dignes d'un tel œuvre, lesquels ont esté bié receus des Empereurs noz deuanciers, & ausquels nous auons accordé esgalle auctorité, à fin que les vns ne se puissent preualloir cōtre les autres. Que sçauoit on remarquer de pl^r grad ou plus petit entre ceux d'une compagnie quand le Prince leur a donné pareille puissance & dignité ^a? S'ils sont doncques esgallement puissans leurs voix seront de mesmes, & ne faudra que les nōbrer pour recognoistre la plus grande opinion, à fin de cōclure à la pluralité. Ceste pluralité selon les légistes est recogneue lors qu'un seul se renge au party qui estoit autrement esgal. Posez, il y a cinq Conseillers à la chambre, deux ont vne opiniō, deux l'autre, la voix du cinquiesme adherant à l'un des partis fera la pluralité, & les deux autres seront tenus de passer par là ^b. Sur ce ie pourroye proposer le diuers vsage François pour comprendre comme l'assemblee est partie en opinions, mais d'autant que le Docteur Bugnyon a remarqué les ordonnances de Loys douzieme, François premier, & Henry second, ie ne transcriray rien, voyez le ^c.

Les

^a Macagnan. lib. 3. tit. 5. c. 7. n. 14.

^b Steph. Ranchin. lib. 5. conclus. 121.

^c hic Bugnyon. §. 37. tit. 1. de la Justice.

§. CXXVII.

Les espices seront taxees par ceux qui presideront sur les extraicts des Rapporteurs qu'ils auront faict eux mesmes. Enioignons à nosdits Presidents d'vser de telle moderation en la taxe desdictes Espices, que par ce moyen ils pouruoyent à la plainte que lon faict à l'augmentation d'icelles : dont nous chargeons leurs consciences & honneur.

Les espices seront taxees.] Iustinian a faict doubles ordonnances qui semblent contraires, touchant les espices. Nous voulons que le preposé au Pretoire d'Afrique, & tous autres Iuges puissent prendre sportules, ou espices, selon qu'il leur est permis par noz ordonnances, & vsages, sans les excéder en maniere que ce soit ^a. Et ailleurs declarant le serment que doiuent prester ceux qui entrent aux charges publiques, il en parle ainsi: Mais comme l'office m'a esté donné gratuitement, ie iure que ie m'y comporteray les mains pures, & sans exaction enuers les subiects de l'Empire, & me contenteray des gaiges assignez à l'office ^b. Que veut dire d'un costé le serment de se contenter des gaiges, & d'autre costé la permission de prendre des espices sans transgresser les loix? Bartolle trouue ce pas difficile & fait distinction entre les Iuges ordinaires, & deleguez du Prince ou de quelque autre. Si les ordinaires (dit il) sont gaigez du public ils ne peuuent prendre espices, s'ils n'ont point de gaiges les espices leur sont permises. Les deleguez gaigés ou non,

du

a L. 1. C.
de officio
praefecti
praetorio
-isfic.

b authes.
iusturand.
quod praes-
tas. ab ijs.

du Prince ou de quelque autre prennēt espices. Il re-
 iette l'opinion de ceux qui maintenoyent l'ordinaire
 prendre espices, non pour soy mais pour le fisque.
 D'autant (dit il refutant sa premiere distinction) que
 l'ordinaire les prend pour soy oultre ses gaiges ^c. Je
 croy que le Conseil de sa Majesté a eu quelque es-
 gard à ceste opinion dressant l'Edict moderne, par
 lequel le Roy prend le tournois parisis aux espices.
 Ce qui auroit quelque apparence considéré qu'il
 est chef du Conseil, que la Iustice est distribuee
 sous son auctorité, & que les Grecs receuoyent
 semblables consignations, allans en partie au fisque,
 & en partie employées pour les gaiges des Offi-
 ciers ^d, si telles ordonnances ne redondoyent à la
 grande foule du peuple. Les Iuges augmentent les
 espices, & sont desireux de l'hault goust selon que le
 Roy les leur retranche. Or le peuple François n'a
 point trouué si mauuais que les Iuges prinsset quel-
 ques espices moderees, mais a demandé la corre-
 ction de l'excessif qu'il a recogneu (ainsi que Iusti-
 nian) tirer sa source de la vente des offices. Il dit
 ainsi: Et pource que plusieurs ont esté mis es cours
 pour auoir achepté leurs offices, & eux cuidans soy
 recompenser ont exigé grandes espices & trop ex-
 cessiues ^e. Ce surtaux a esté dès long temps que-
 stionné comme appert par l'ordonnance de Loys
 12. qui appreuue les moderees: Et ainsi qu'auons en-
 tendu quand aucun rapporte quelque procès es
 cours des Seneschaux & Baillifs & autres Iuges du
 ressort de Tholose, & les espices luy sont taxees,
 ceux contre lesquels la sentence est donnée qui doi-
 uent payer les espices ou partie d'icelles, se por-
 tent

*c Barro.
 authen de
 iudicib. §.
 ne autem,
 & auth.
 de mādāt.
 princ. §. 1*

*d Caline
 Rhodigi.
 ca. 21. lib.
 11.*

*e Tours,
 tit. de la
 iustice, f.
 32. 33.*

tent pour appellans, tant du principal que desdictes
 espices & taxation d'icelles, pour empescher que le
 rapporteur ne soit payé desdictes espices, & pour
 colorer leurdict appel dient qu'elles sont trop ex-
 cessiuement taxees, au moyen dequoy plusieurs gés
 de bien ne veulent prendre la charge de rapporter
 aucuns procès, doubtrât d'estre frustrés de leuidictes
 espices. Nous voulons & ordonnons que quâd quel-
 qu'un appellera deormais de la taxe des espices,
 disant qu'elles ont esté trop excessiuement taxees
 ou autrement, que nonobstant quelconques appel-
 lations releuees ou à releuer, & sans preiudice d'i-
 celles, inhibitions faictes par vertu de reliefuement
 en cas d'appel que lesdictes espices soyent payees,
 & celuy, sur lequel elles seront taxees, sera con-
 trainct à ce faire, sauf toutesfois à recouurer par luy
 ce qui seroit dict en fin de cause auoir esté excessiue-
 ment taxé ^f. L'Edict d'Orleans commande de ne ^{f §. 44.}
 differer la prononciation des iugemens par faute ^{1512.}
 que les espices du rapporteur n'aient esté payees ^g. ^{g Orleans,}
 En quoy appert qu'elles sont tollerables, pourueu ^{§. 62.}
 qu'il n'y aye rien d'excessif. Ce que Bugnyon a
 tres-bien remarqué aux commentaires sur l'Edict
 de Molins, proposant l'arrest par lequel fust ordon-
 né que les espices viendroyent en taxe. Encores que
 l'Edict qu'il a commenté abolisse l'ancien vsage, &
 vucille que les gaiges des Conseillers supprimez
 accroisât aux referuez, à la charge qu'ils se cõtente-
 ront du salaire public, sans prendre espices, ni autres
 profits, sur peine de crime de cõculsion ^h. A quoy ^{h Mo-}
 pense doncques le Docteur Bugnyon de dire main- ^{lins, §. 14.}
 tenant, qu'elles sont permises par l'Edict de Molins,
 pourueu

i Bloys, silt de la iustice, §. 38. f. 116. k Bugny. Bloys, silt de la iustice, §. 40. Traicté des peines, mot Iuges.
 pourueu qu'elles soyent moderémēt taxees, selon la peine & le temps employé par le rapporteur ⁱ. Le texte qu'il a interpreté est contre luy. Quelquesfois les Roys les ont toutes attribuees au rapporteur, & quelquesfois ont donné la moitié à la compagnie ^k.
 Extraict des rapporteurs.] Bugnyon dit que la raison pour laquelle on a de coustume payer aux Iuges les espices en consideration des pieces, pour la vision du procès, & selon que le rapporteur y aura peine, non ayant esgard à la qualité de la cause, ou à la grandeur de la somme demandee, (contre ce que Iustinian auoit déterminé) procede à fin de rendre les Iuges plus diligēs, curieux de faire droict, & despeschier les parties. Car autrement sans l'esperance qu'ils ont de receuoir profit & recognoissance de leurs labeurs, on ne verroit que bien tard la fin d'un procès, qui demeureroit le plus souuēt au croc, & ne se definiroit dans les trois ans prescripts de droict ciuil ^l. Son assertion est fondee en practique, comme il sera plus facile de recognoistre au §. 163. de cest Edict. Mais (à mon opinion) il se trompe lors qu'il inuocque à garend nostre Iustinian pour verifier que de droict les espices estoient payees au commencement de la cause, & que ceste obseruance rendroit les procès inmortellemēt pendus au croc, d'autant que les Iuges auoyent desia ce qu'ils en esperoyent. Car à l'opinion de Bartolle le demandeur & defendeur deuoyent chacun donner deux escus auant la cause contestee, & deux autres pour chacun lors du iugement: de sorte que toute cause valloit huiet escus à son Iuge ^m. Pourquoy doncques eussent ils esté lents & paresseux à l'instruction de laquel

l Bugnyo § 38 silt. de la iustice, Bloys.

m Barto. authen de iudicib §. ne autem, nu. 4.

laquel

laquelle ils attendoyent le comble d'escus au dicton.

Presidents vser de moderation en la taxe.] Le vouldroye que les Officiers qui ne sçauent autre chose que se vanter de leurs grands gains, prinsissent plaisir de considerer la sentence d'un architecte. La philosophie (dit-il) rend l'homme de grand esprit, modeste, facile, equitable, fidelle, & sans auarice, qui est le principal. Iamais l'ouurier, quel qu'il soit, ne mettra fin à son ouurage s'il mèque en foy, & a les mains souillees. Il doit abbandonner toute volonté de trop aspre gain, reietter les presens, & avec modestie conseruer sa bonne reputation ⁿ.

*n Calius
Rhod. li.
7. cap. 30.*

Leur honneur & conscience.] Les Iuges sont destournez de faire mal, les vns de contraincte de se rendre infames & perdre l'honneur, les autres pour ne blesser leurs consciences : malheureux qui prefere le gain aux deux. La noblesse combat allaiement pour le poinct d'honneur, parce qu'elle recognoist qu'il ne faut chercher noblesse où l'honneur défaut : & les legistes tiennent que l'honneur est à preferer au gain, & doit estre aussi cher que la vie. Quant à la conscience, i'ay quelquesfois veu que Glaucque voulant espoinçonner Socrate à plus viuement entreprendre la defense de iustice, parle ainsi : d'où vient cela (dit-il) que ceux qui se monstrent iustes, entreprennent toutes leurs actions par force & contraincte, estans si pietres & miserables qu'ils ne peuuent donner nuissance ? Si nous voulons supposer qu'il fust permis au iuste de se licenciéusement plonger au mal, & que l'iniuste peut venir à bout de ses intentions bonnes ou mauuaises, & que nous

*o Syntag
iur. verb.
honor, fo.
496.*

fusions par derriere à fin d'espier ce qu'un chacun d'eux feroit, certainement nous trouuerions le iuste plus desireux d'en auoir, prendre les mesmes sentiers du vicieux. Tout cela sont parolles d'un argut Sophiste, qui veut inuertir les sciences & corrompre les bonnes meurs. Ciceron dit plus doctement, & en verité: si nous auions touché la philosophie seulement du bout du doigt, il nous deuroit suffire de n'entreprendre aucune iniustice, rien par desirs charnels, par incontinence, ou par avarice: encores que fusions asés accords, & si dissimulez que puissons tromper les hommes & les Dieux P.

p Cal. Ro
dign lib.
6. sup 11.

§. CXXVIII.

Et pour le regard des Iuges inferieurs où il apparoiſtra par les sentences qui seront donnees, la taxe desdictes Espices estre excessiue. Enioignons à noz Cours de Parlement d'y pourueoir, & ordonner de la repetition d'icelles, tant contre le Rapporteur, que celuy qui les aura taxees: & y vſer de plus grande ſeuerité, & animaduerſion s'il y eſchet.

A noz Cours de Parlemēt d'y pouruoir.]
Nous auons veu cy dessus comme les dons & presents aueuglent les Iuges. Ce que Ciceron monstre elegamment en ces termes: que si (dit-il) tous les hommes auoyent bon & sage iugement pour ſuivre les iustes & equitables preceptes de nature, & & practiquoyent la sentence du Poëte: ie ſuis homme & ne pense point estre esloigné d'humanité, le droit

droiët seroit fuiuy & honoré de tous esgallement. Ceux que nature a doué de raison, ont vne bonne & droiëte intention, par mesme moyen ils ont la cognoissance de la loy qui consiste à commander & defendre: s'ils ont la loy ils ont ausi le droiët. Mais la raison est donnee à tous, en consequence tous les hommes doiuent suiure le droiët & Iustice. Ces parolles inciterent Socrate de donner malediëtion à l'homme qui separa premierement l'vtilité des droiëts de nature, proposant que cela estoit la source de tous les maux que nous voyons^a. O belle sentence de C. Pontius! S'il eust pleu aux Dieux de me faire naistre au temps que le peuple Romain commenëa de prendre les presens, ie l'eusse bien empesché de continuer sa domination plus longuement^b. Mais parce que nostre France approuue les espices & les presens de gibbiers & venaison, tirös du mesme Ciceron comme il s'y faut gouuerner, & les employer: il estoit anciennement defendu aux iuges de prouince prester argent à interest, à fin que l'argent donné pour vne honorable remuneration de leurs traualx, ne fust conuertit en vn sale gain l'appropriant aux contracts funeratifs^c. Ce §. ne s'arreste pas en quoy les iuges doiuent employer les deniers des espices, mais commande aux superieurs d'auoir l'œil à ce qu'elles soyent moderees.

^a Cice de
legi. li. 1.
fol. 306.

^b Cice. li.
2 de offi.
fol 95.

^c Conan.
lib 7. c. 2.
nu. 2.

§. CXXIX.

Defendons tref expressement à noz Presidents, & tous autres iuges, de taxer aucunes Espices, où il n'y aura que noz Procureurs generaux, & leurs Substituts, parties: excepté

neantmoins pour le regard des gros procès domaniaux, pour lesquels leur sera pourueu particulièrement.

Nous Procureurs parties.] Nous auons dict sur la coustume de Bourbonnoys comme le Procureur du Roy ne prend despens en gain de cause, & n'en paye aucuns s'il pert le procès, reste pour la taxe des espices qui est la matiere de ce §. L'ancienne obseruance monstre comme les Procureurs se contentoyent des gaiges publics lors que le Roy est partie, & ne prenoient chose aucune de celuy qui les honore de si belles charges: mais auoyent vne vieille rotue de se faire payer des parties iointes, à quoy l'Edict de Molins a voulu pouruoir. Sont faiçtes defenses (declare sa Majesté) à noz Procureurs, & leurs inhibons de prendre aucune chose par taxe de noz iuges faiçtes sur nous ou sur les parties, ni autrement pour cause que ce soit, ains se contenter des gaiges que leurs auons ordonné & entendons leur augmenter. Et quant à noz Advocats qui sont de present és sieges inferieurs seulement, leur est permis postuler, consulter, & escrire, pour les parties és causes où n'auront interest ^a. Sur quoy doncques se peuuent fonder ceux qui rapportent tous procès au parquet pour prendre conclusions, reçoient les commissions pour informer, requêtes d'eslargissement, & toutes autres communications, ayans donné taxe à chacune expedition? Je loue que les deliberations & conclusions soyent en assemblee, mais c'est pure concussion de prendre. Et peux dire, soit à ma louange ou iustification,

tion, durant le temps que j'ay tenu l'estat d'Aduocat du Roy en Bourbonnoys, que iamais homme ne m'a sceu corrompre pour me faire prendre la valeur d'un denier en argent ou present, estant satisfait des gaiges assignez à l'office. Cela peut estre & est encores aujourdhuy practiqué par tout. Ceux le sçauent mieux qui sont tenus de passer par leurs mains. Quoy qu'il en soit, si aucun se treuve offencant l'ordonnance, il ne le peut sans encourir le crime de concussio. La Majesté de Charles neuuiesme defendit aux Preuosts, Ballifs, Viceseneschaux, leurs Lieutenans, & Archiers, prendre ou exiger des subiects aucuns deniers pour leurs despens, frais, salaires, & vacations, soit pour informations, decrets, & captures des delinquans, ou autres quelconques causes, encores que les subiects y eussent interest comme parties ciuiles, & ce sur peine de priuation de leurs offices^b. Je tire de ce texte que si les iuges sont interdits de prendre argent des parties ciuiles, encores qu'ils ayent peine à prendre le prisonnier, à dresser procès verbaux, à faire les informations, bref à l'entiere instruction du procès: que les gens du Roy qui ne dient que trois ou quatre mots de conclusions, & si ordinaires le plus souuent que les petits enfans en vont à la moustarde, ne se doiuent souiller les mains de ce qui leur est présenté par les parties, poursuiuant expedition. Où sont doncques les yeux de ceux qui mettent tout en taxe?

*b Molins,
§. 45. Or
leans, §.
81.*

§. CXXX.

Les procès criminels faicts & instruits en

noz Parlemens en premiere instance , ne seront rapportez par celuy qui aura faict les recollemens , confrontations , & instruiet ledict procès.

Rapportez par celuy qui aura instruiet le procès.] Demandós pourquoy la Majesté d'Henry a faict ceste ordonnance, veu que son ayeul François premier le pere des lettres (selon que Bugnyon a remarqué) vouloit que le Conseillier deputé à faire les examens, interrogations & confrontations, eust le rapport du procès^a. Tous deux ont baillé prouision aux affaires selon l'occurrence. François a considéré ses iuges choisis, & gens de bien, tels tenus par commune renommee. Car de son temps la banque aux Estats n'estoit tant ouuerte que de present, & partant ne vouloit que le iuge qui auoit peine à instruire le procès fust priué du rapport. Lors c'eust esté faire double faute, la premiere d'autant que celuy qui a conduit l'instruction sçait mieux le merite qu'autre qui viéne, il rapportera à la cour la contenâce, assurance, ou timidité des tesmoins, & du prisonnier, à leurs depositiōs, interrogations, recolemés, & confrontations, & pourra facilement toucher du bout du doigt le fueillet, qlquesfois la clause du cōmittimus qu'un autre rapporteur, pour habille qu'il soit, quelque peine qu'il aye prins, quel que extraict qu'il aye faict, ne sçauroit trouuer, sans grâde longueur. D'ailleurs c'est faire iniure de bailler toute la charge à vn Conseillier, d'instruire quelque procès, & quand se vient sur le salaire, le luy oster pour le transporter à quelque autre. Mais cela est

^a Bugnyon. tils.
de la justice.
§. 41
Bloys.

est la practique du temps. Combien d'Empereurs ont triomphé des victoires preparees à l'arriuee du successeur dans la Prouince? Combien de courtisans s'accomodent des inuentions & recherches d'autrui? Est-ce sans cause que Virgille se plaignoit en ceste sorte

*Ainsi l'ouaille portela laine
Pour le Pasteur, la mouche ameine
Le miel & la cire en honneur
Dans la maison du grand Seigneur.
Le bœuf s'addonne au labourage
Non pour soy, l'oiseau de ramage
Ses oyselets couue aux vergiers,
Pour estre la proye aux bergiers.*

Il n'y a point d'apparence d'oster les espices à ce-
luy qui s'est employé à l'entiere instruction du pro-
cés, pour les donner à quelque nouueau rapporteur
qui ne sçaura que vaut la matiere. D'où vient donc-
ques que cest Edict veut le contraire? La Majesté
d'Henry considere la qualité des iuges de son re-
gne. L'ordonnance de François premier & celle de
Charles 7. commandoyent aux Presidents se prédre
garde que les parties ne cogneussent le rapporteur
du procès, pour obuier à toute presumption & sous-
pçon de mal, & faire nouuelle distribution de ceux
qui se donneroyent à cognoistre aux parties ^b. Le
Monarque passe oultre par cest Edict, & defend que
l'instructeur du procès soit rapporteur, parce que le
iuge corrompu qui a instruit la cause, peut manquer
au rapport, & faire beaucoup de passedroits à la le-
cture s'il n'est tenu de pres. Ou d'autant que souuēt
les cleres du Greffe font parler beaucoup de iuges

*b prouéc.
silsre des
Presid. c.
52.*

qui ne ſçauroyent dreſſet vn interrogatoire comme il appartient, tant ſ'en faut qu'ils puiſſent deſduire toute la teneur du procès.

§. CXX XI.

Nulles eſpices ſerōt taxees ni payees pour Arreſts, Sentences ou Iugemens, qui ſerōt cy apres dōnez ſur Requeſtes préſentees par l'une des parties ſeulement, ſoit en matiere civile, ou criminelle : meſmes pour l'eſlargiſſement des priſonniers : excepté toutesfois au cas qu'il y ait vacation du rapporteur pour auoir veu les informations & procedures, & que rapport en ait eſté faiët dont leur hōneur, & conſciencie ſeront chargez.

Ceſt article depend de ce qu'auons diët cy deſus touchant les eſpices. Voyez Bugnyon qui allegue l'Ediët d'Orleans pour le confirmer. Je penſe l'Ediët de Charles 9. eſtre propre à la matiere ^a.

3 §. 33.

1568.

§. CXXX II.

Nuls Officiers de Iudicature, Aduocats, Procureurs, Soliciteurs, Greffiers, & leurs cōmis, tant des ſieges Royaux que ſubalternes, & Sergens, ne pourront eſtre fermiers des amendes, droiëts, & emoluments de Couren leurſdiëts ſieges, ni eſtre adiudicataires des fruiëts, ſaiſis par Juſtice, ou cautions pour les fermiers & adiudicataires d'icelles, directement ou indirectemēt, à peine d'eſtre priuez,
tant

tant des emoluments, desdictes fermes & adjudications, & neantmoins contraincts payer le pris d'icelles, que de leurs estats & offices.

Fermiers des amendes.] La coustume de Bourbonnoys ^a conforme à l'ordonnance, monstre comme le Iuge, son Greffier, Sergēt, Exécuteur des cries, Aduocats, & Procureurs des parties, & les poursuiuans defendeurs, principaux debtors ou heritiers, les enfans ou freres des dessusdicts, ne peuvent estre commis au regime & gouuernement des heritages saisis. Cela à fin d'obuier aux trauerses que telles personnes pourroyent donner. La mesme occasion fait que sa Majesté defend aux Officiers de iudicature, Aduocats, Procureurs, Soliciteurs, Greffiers, & leurs commis, tant des sieges Royaux, que subalternes, & Sergens, d'estre fermiers des amendes, droicts & emoluments de cour, en leurdict Siege, ni estre adiudicataire des fructs saisis par iustice, ou caution pour les fermiers & adiudicataires ^b. Vlpian parle ainsi des Iuges : Le Preteur ne se peut rédre tuteur de quelque tutelle, & ne se peut commettre Iuge special de quelque cause ^c. L'ancienne ordonnance defendoit aux esleus de ne deliurer les fermes à aucuns qui fussent leurs prochains parêts, aux Greffiers, Receueurs, ou leurs seruiteurs, & domestiques ^d. Et Charles neufiesme defendit à ses Officiers & à ceux des haults Iusticiers, d'estre fermiers ni participer aux fermes des amendes ^e.

^a §. 141.

^b Hic.

^c l. prator
ff. de offi.
prator.

^d Ludow.
12. §. 31.
sur les aides,
Nou-
embre,
1508.
^e §. 82.

Cautions pour les fermiers.] La loy defend aux Notaires, Procureurs, & Solliciteurs, d'estre cautions pour les parties, d'autant que ce peuple est né à querelles, caillations, & retardations, & fonderoit nouveaux procès sur l'execution des cautiōs qui seroyent de plus de duree que le principal f.

*f Syntagma. iuris
verb fide-
iussor.*

§. CXXXIII.

Et pour le regard des procès qui se iugent par Commissaires, voulons l'Ordonnance faicte à Molins, Article soixantehuit & soixanteneufiesme, tant pour la qualité desdicts procès, iour & heure pour vacquer à iceux, que pour le nombre des iuges, estre inuiolablement gardee. sauf toutesfois à nosdictes Cours où l'on a accoustumé de iuger à dix, de pouuoir s'assembler iusques au nombre de douze, y compris les Presidents, si les parties le demandent, & selon que l'importance & longue visitation des procès le requerra: dont nous chargeons l'honneur & conscience de nosdicts Presidents & Conseillers.

Par Commissaires.] Tout cest article n'est qu'une ampliation de l'Edict de Molins, auquel il se rapporte. De là on pourra tirer en quel temps les procès de Commissaires peuuent estre expediez, en quel nombre, & de quelles matieres ils cognoissent. Doncques recourez à l'article, & à ce que le Docteur Bugnyon y a dict, & vous m'espargnerez d'estre trop long ^a.

*a Bugny.
§. 68 69.
Molins.*

Char

Chargeons leur honneur & conscience.] C'est à dire que les Iuges qui oultrepasseront ceste ordonnance perdront la bonne reputation qu'ils auoyent, & diminueront de leur honneur, en ce qu'ils auront recerché ces procès de Conuissaires plus en intention de despartir entre eux les grandes consignations qu'il faut faire auant qu'ouurir les sacs, & d'estre payez au double pour ne gueres faire, que de bon & louable zelle qu'ils ayent de rendre droit. Et combien que sa Majesté ne baille peines certaines, si charge-elle la conscience des cōtrōeuenans, qui est en effect la remettre au iugement de Dieu ^{b.}

§. CXXXIII.

Et neantmoins, pource qu'on ne peut auoir aisément expedition à leur grand Chābre de nostre Parlement de Paris pour les audiences, & autres grands empeschemens où elle est occupee à nostre seruice: seront les procès instruits & pendans en icelle, qui ne pourront estre expediez en ladiète grand Chambre, renuoyez és Chambres des Enquestes, selon qu'il sera aduisé par noz Presidents & Conseilliers d'icelle grand Chambre, dont nous chargeons leur honneur & conscience.

§. CXXXV.

Suiuant l'Edict fait à Paris au mois de Ianuier, mil cinq cens soixante & trois: Auōs defendu aux Iuges Presidiaux de proceder à

*b. Anton.
Maria de
communi
opini. tit.
13. nu. 51.
52.*

la vifitation & iugement d'aucun procès par commissaires, sur peine de nullité des sentences & iugemens qui seront par eux donnez: & des despens, dommages & interests des parties, pour lesquels ils pourrôt estre prins à partie en leur propre & priué nom.

L'Edict faict à Paris.] L'Edict, dont le texte fait mention, seruira tant pour l'exposition de cest article, que pour le precedent, en ce qu'il defend aux Presidiaux toute expedition de procès par Commissaires & aux cours souueraines de commettre plus de quatre personnes pour faire les calculs, arrester les dattes des tiltres, & autres poincts de faict seulement, és procès & matieres de liquidation de fruiçts, despens, dommages & interests, comptes & crices & non autres ^a. En quoy vous voyez combien il est conforme à cest article, & differe du precedent.

^a §. 30.

§. XXXVI.

Seront tenus tous noz Presidents, Conseilliers, Aduocats, Procureurs generaux, & Greffiers de noz Cours de Parlement, se trouuer à l'ouuerture qui s'en faict le lendemain de la S. Martin. Sera leu le tableau, & faict Registre des absents, & leur nom baillé le mesme iour aux Receueurs & payeurs des gaiges & droiçts de nosdictes Cours. Aufquels defendons de payer les gaiges desdicts

absents pour tout le mois de Nouembre, encores qu'ils se trouuassent incontinent apres ledict iour en nosdites Cours : sur peine de les repeter sur lesdits payeurs, quelque excuse que lesdits absents puissent alleguer : si ce n'est de maladie ou empeschement pour nostre seruice, dõt ils serõt tenus faire apparoir. Et seront lesdits gaiges employez & ausmonez aux pauvres prisonniers des Conciergeries.

A l'ouuerture.] Nous apprenons de ce texte que l'ouuerture de Parlement du Paris se fait chacun an le lendemain de S. Martin. Et l'ordonnance de François premier monstre que le Parlement de Prouence commence au premier iour d'Octobre, auquel les President & Conseiller, se doiuent trouuer & faire entree sur les peines obseruees aux autres cours^a.

Les gaiges des absents.] Nous ordonnons disoyët Archade & Honoré que noz Iuges qui se seront monstré paresseux & negligens à l'exercice de leurs offices, restituent tout ce qu'ils auront receu & prins à cause de la charge^b. Cest Edict est beaucoup plus gracieux qui se contente des gaiges d'un mois. Que dirons nous si le conseil est en commission, & ne se peut trouuer à l'ouuerture ? Les loix vouloyent qu'il eust ses gaiges comme les presents^c.

Maladie ou empeschement.] Les Ecclesiastiques tiennent que trop grande vieillesse ou maladie incurable est suffisante pour priuer de la dignité,

*a Prouëc.
titul. des
Presidëts,
§ 5.*

*b l Judi-
ces, C lib.
10. de an-
no & tri-
but.*

*c Bartol.
l hac lege
C. de pro-
xim sacr.
scripno li-
bro 12.*

d. l'odoc. gnité ou pour le moins donner vn conducteur d.
Dāhond. L'ordonnance de Prouence est fort ample pour l'in-
lib. pariū, terpretation de tout le contenu en ce §. comman-
verb. Ab- dant aux Presidens & Conseilliers faire residence
besse. & continuelle au Parlement durant les termes, & de-
Ecclesia clarant nul tout ce qui aura esté faict par ceux qui se-
pralaus. ront en cōmission durant le Parlement, defendant
 aux Conseilliers de s'absenter sans cōgé de la cour,
 quelque maladie de pere & de mere ou succession
 qu'ils puissent proposer ^e. Bugnyon vous dira les
 autres ^f.

e silt des
Presidens.
 §. 6. 7.
f Hic.

§. XXXVII.

Suiuant les Ordonnances des Roys noz
 predecesseurs, auons defendu, & defendons,
 à noz Presidens, Conseilliers, & autres Of-
 ficiers, tant de noz Cours souueraines qu'au-
 tres, de s'absenter pendant la seance & serui-
 ce qu'ils nous doiuent, sans exprés congé de
 nous, ou de nosdictes Cours & Sieges, ni ex-
 ceder le temps à eux accordé, le tout sur les
 peines portees par icelles ordonnances.

[De s'absenter.] Entre les ordonnances d'Au-
 guste ceste cy sera propre à l'intentiō de nostre tex-
 te, par laquelle il defendoit aux Senateurs ne s'es-
 loigner de l'Italie sans son exprés commandement,
 la Sicille & Gaule Narbonnoise reseruee, à cause du
 voisinage ^a. Si les maistres és arts qui ne font point
 de lectures, doiuent estre depossédez pour mettre
 d'autres à la charge, qui feront mieux le deuoir:

a Calius
Rho. lib.
 16. c. 3.

pour

pourquoy le Conseillier absent ne sera-il priué de ses gaiges ^b? Les Canoniques ont ordinairement ce prouerbe à la bouche, *Le benefice à cause du seruice* ^c. Les Conseillers (selon les ordonnances Françoises) ne peuuent quitter le Parlement pour se retirer ailleurs, & entrez à l'audience ou chambre du conseil, ne se peuuent despartir qu'apres l'heure, & avec la compaignie, s'il n'y a cause ^d. Qui voudra sçauoir comme l'antiquité apres les resolutions prinſes aux assemblees sacrees & profanes vſoit de ce mot (ilicet) l'apprendra des tres-doctes commentaires de Monsieur le President Brisſon, il verra qu'il n'estoit loisible se despartir de l'assemblee, sans que celuy qui en auoit la charge eust crié le congé ^e.

*bl gram-
maticos,
C. de pro-
fessor. &
med
c Pragm.
tis de col-
latio. ver.
pluralita
tu. fo. 69.
d Prouéc.
titre des
Presidens
§. 7. 8. 9.
e 10.
e de for-
mul.*

§. CXXXVIII.

Noz Presidents & Conseillers seront tenus d'entrer en nosdictes Cours pour faire le seruice qu'ils no⁹ doiuent, aux iours & heures, tant des matinees, qu'apresdisnees, portees par noz Ordonnances : sur les peines indictes par icelles.

Pour faire le seruice.] L'Empereur Constantin ordonna que les seruiteurs espanchez en diuers colleges pour y trauailler selon la vocation, deuoyent y estre attentifs sans diuertir à autres actes, condamnant ceux qui les auoyent subornez, de les reſtablir & d'en payer vn autre de pareille estimation. De là les Docteurs ont tiré en argument que l'officié paresseux & negligent est subiect à correction ^a. C'est l'opinion des Canonistes soubſtenans que le religieux

*a l. man-
cipia, C.
de seruit.
fugit.*

gicux qui se trouue aux matines, mais ne dit sô bre-
uiere, ne chante avec les autres, & ne s'employe au-
cunemēt au diuin seruice, ne fait que se mouscher,
esternuer, ou dormir, est prins pour absent, & subiect
à correction ^b. Qui voudra sçauoir les iours & heu-
res des tenues aux Parlemens, & combien messieurs
demeurent aux chambres, l'apprendra des ordon-
nances ^c.

^b *Idoc.*

Dāhond.

lib. parvū,

verb. Ab-

bessē.

^c *Prouēc.*

§. 11. tit.

du Presi-

dent.

§. CXXXIX.

Nosdicts Cōseillers tāt de la grād Cham-
bre que des Enquestes de noz Parlemens, qui
seront destinez pour le seruice de la Tour-
nelle, vacqueront diligemment à l'expedi-
tion des prisonniers, & iugemens des procès
criminels, sans se distraire à autres affaires,
suiuant noz anciennes Ordonnances, & rei-
glements de nosdicts Parlemens.

Expedition des prisonniers.] Bugnyon a di-
ligemment exposé cest article proposant les loix
Romaines & ordonnances Françoises qui le forti-
fient, partant i'en diray bien peu. Nous voulons
(disoyent les Empereurs) que les prisonniers soyent
diligemment conuaincus & punis, ou qu'ils soyent
eslargis à fin que la prison trop longue ne les consu-
me point. Les Geoliers chacun mois donneront
aux Iuges la liste des prisonniers, le temps de leur
emprisonnement, & pourquoy ils ont esté rendus
prisonniers ^a.

^a *Calius*

Rho lib.

17. ca. 10.

Seruire à la Tournelle.] Il y auoit aux Athenes deux chambres ou auditoires des parties selon le merite & qualité des causes : l'une pour ouir les crimes comme est la tournelle, l'autre pour les affaires ciuils. Chacune chambre auoit sa lettre paincte au dessus de la porte, & remplissoient iusques à la lettre K. Tous les Iuges employez à ces chambres auoyent des tablettes qui contenoient leur nom, & celui de la chambre, & vne verge avec pareille inscription. Quand le temps estoit venu de vacquer aux iugemens les iuges s'assembloyent & mettoyent dans les vases leurs noms & les tablettes, lors on commençoit à tirer vn nom avec vne lettre, qui commandoit au iuge de se retirer à la chambre que le sort luy auoit assigné. Si quelqu'un mesprisoit ceste sortition il estoit griefuement puni ^b. Au pareil nostre ordonnance vse de ces mots, *Qui seront destinez au seruice de la Tournelle.* Ce sont Presidents & Conseilliers tirez du corps de la cour commandez d'aller à la tournelle, pour avec toute diligence rendre iustice aux criminels. Ceste diligence est principalement considerable aux procès criminels, non qu'elle excuse les iuges ciuils paresseux. L'ordonnance le tesmoigne commandant aux Greffiers de tous les sieges Royaux incontînēt qu'ils auront aucuns procès en droict, & prest à iuger, de les porter au iuge dans la huietieme ensuiuant, & faire registre du iour qu'ils les auront presentez, & que les iuges ayent à vuidier les incidents le plus diligemment que faire se pourra : les gros procès dedans trois mois, à tout le moins dedans six mois, sur peine d'amende arbitraire ^c. Cecy ap-

*b Calisus
Rhod. ca.
18. l. 22.*

*c Ludov.
12. 1499.
9. 58.*

pelleroit les requestes sur denegation de droict & comme il se faut pourvoir contre, mais nous l'auons ailleurs declaré d.

§. CXL.

Les Conseilliers des Enquestes, apres auoir faict leur seruice à la Tournelle, seront reenus remettre au Greffe, trois iours apres pour le plus tard, tous procès criminels, qui leur auront esté distribuez, sur peine de priuation de leurs gaiges, pour les iours qu'ils auront esté en demeure de ce faire. Et quant aux Conseilliers de la grand Chambre, les Presidents leur pourront laisser tels desdicts procès qu'ils aduiseront, s'ils voyent que pour l'expedition & bien de iustice il se doit faire, dont il sera faict Registre au Greffe de la Cour.

Remettre au Greffe les procès distribuez.] Cecy n'est qu'un reiglement donné aux Cōseilliers de la grand chābre, & des Enquestes qui ont faict leur seruice à la Tournelle. Sa Majesté veut qu'apres le terme ils remettent au Greffe les procès dōt ils ont esté chargez à la distribution. Ordonnance qui est tres-raisonnable : car ce terme passé ils retournent à leurs chambres, où ils reçoient distribution ciuile, & participent aux espices. Ce seroit trop les charger de les rendre attentifs à tant de lieux & d'affaires. L'Edict reserue les Conseilliers de la grand chambre, auxquels les procès seront de-

laissez

*d Traicté
des pei
nes, f. 94.
morsiges
faisant,
Paraphr.
au stil de
Bourbon.
§. 4. mot
doit le in
ge, nu. 10.*

laissez, si les Presidents voyent qu'ainſi doieue eſtre faiſt pour le bien de iuſtice.

§. C X L I.

Toutes declarations de deſpens ſeront par les Procureurs miſes au Greſſe, & paraphees par les Greſſiers, ou leurs Commis ſans que pour ledict paraphe ledict Greſſier en puiſſe prendre aucun ſalaire, pour eſtre leſdictes declarations par noz Presidents diſtribuees à chacun des Conſeillers ſelon leur ordre. Et pour le regard des declarations de deſpens des procès par eſcript, ſeront ſans autre diſtributiō baillees par les Greſſiers ou leur commis, à ceux qui auront rapporté leſdicts procès.

Declarations de deſpens diſtribuees.] Voicy qui oſte (ſ'il eſt auſſi exactement practiqué comme ſa Maieſté l'a ſainctement ordonné) vne ſalle obſervance de beaucoup de Procuraſſeaux qui ont touſiours demi douzaine de declarations de deſpens en manche, pour les preſenter au Conſeillier ami, fauteur de leurs piperies, ou meilleur taxeur à leur gré. Avant ceſt Edict les Conſeillers expedioient par ſemaine les interrogatoires, taxes de deſpens : & autres actes ſemblables. Vous euſſiez veu les Procureurs faire mille retardations pour trouver leur Achilles. Pourquoy? à fin d'eſtre traittez à ſouhait. Monſieur qui ſe ſçait taxer auantageuſement recognoiſtra le Procureur qui a eſpié qu'il fuſt en ſemaine, luy fera taxe exceſſiue,

& le soulagera, s'il faict quelque faüte luy sauvera l'amende, & quelquesfois l'infamie. Pour y obuier Henry a tres-equitablement ordonné la distribution aux taxes de despens des procès decisis en audience, & que ceux qui sortiroyent des procès par escript fussent reseruez aux rapporteurs. Bugnyon vous propose les ordonnances touchant la taxe des despens & ce qui en despend ^a.

Aicy Bugnyon.

§. CXLII.

Et pour ce qu'il se iuge en noz Cours de Parlements grád nombre de defaux & congés, qui le plus souuent sont obtenus par la faüte & malice des Procureurs: Enioignons à nosdictes Cours, en procedant au iugement desdicts defaux & congés ainsi obtenus, de mander, & ouyr les Procureurs des parties, pour adiuger les despens contre ce-luy desdicts Procureurs en son propre & priué nom, de la part duquel se trouuera faüte, surprinse, & demeure.

*a traitté des pe-
nes, mot
Procu-
reurs.*

Malice des Procureurs.] I'ay ailleurs discouru les ruses des Procureurs ^a, s'üst de vous al-
leguer l'opinion de Sleidan, à fin que ceux qui ne
vallent beaucoup d'argent entre les Aduocats, &
l'ordre des Procureurs, ne cuident que ie le die de
ma teste Ce peuple doute tousiours, & n'a rien
d'asseuré que la pince. Vn pauvre vieillard voulant
sçauoir l'issue de quelque different s'adressa à vn
Aduocat qui luy donna son opinion, il alla à vn au-

tre qui luy en forgea vne toute nouuelle, cela l'incita de recourir au tiers, qui ne s'accorda avec les deux premiers, à l'occasion dequoy il les voulust assembler, à fin que chacun proposa ses consideratiōs, & soubstint son aduis. Leurs debats enfermerent encores vne demie douzaine d'opiniōs toutes nouuelles, qui occasionnerent le vieillard de s'en retourner beaucoup plus confus qu'il n'estoit venu à eux. Encores faut il que ce soyent des plus habilles qui facent ces doubtes : car les autres passent par tout sans debat, & ne trouuent rien mauuais, mais qu'ō n'oublie leur payemēt. le delaisse les malices, fraudes & cauillations, que ces habitans de chicanorrois inuentent chacun iour, desquelles le comique parle ainsi : leurs renarderies & finesse accroissent à toute heure, & vne pippérie fait naistre l'autre. Les loix sont sainctes & tant bien ordonnees qu'il est impossible de mieux, mais la malice du peuple practicié peruertit tout ^b. Sleidan parle indiffi-

*b Sleidan
de qua-
tuor im-
peris, lib.
3 fol. 92.*

niment, & ie reserue les vertueux & doctes Aduocats qui conseillent plus pour l'honneur, pour se faire recognoistre les oracles du pays, que pour le gain. Dieu face que le nombre soit plus grand qu'il n'est recogneu, & que puissons voir l'auarice en moindre credit entre les domiciliez de ceste terre.

Ouyr les Procureurs.] L'ordonnance de Molins expose cest Edict, elle defend apres la comparition des parties & Procureurs qu'aucun défaut & congé ne soit iugé sans appeller les Procureurs qui poursuiront le iugement, & ceux contre lesquels on le poursuira, pour eux ouis en plaine cour condamner celuy deldicts Procureurs, qui sera trouué

c Molins,
§.7.

en faute és despens & telle amende qu'il appartient, le tout en son propre & priué nom, sans que les parties y puissent estre condamnées, sinon qu'il y eust de leur faict & faute ^c. De faict c'est vne des plus vsitées retardations qui se trouue. Vous verrez les Procureurs pour monstrier qu'ils sont diligens, fort chargez de practique, ou à fin d'en happer quelques vnes, qui se coteront à toute heurte sans en auoir charge, cercheront tous les delais, fuittes, & retardations, dont on se pourroit aduiser, irôt iusques à contestatiō, & pour ne pouuoir passer ce pas sans procuration, lairront en fin donner default au grand interest de la partie qu'ils ont pensé soulager, & grande perte de temps à celle qui est victorieuse. Que s'ils ont procuration suffisante tous ces delais ne seront oubliez, mais lors des beaux coups, le chapeau, la tirande, la robbe, le manteau renuerferont le bon droict de leurs parties. Il n'y a plus de conscience de vendre les droicts, c'est simpleste de s'arrester à si beau chemin, vn accord en tauerne moyéné par deux Procureurs est suffisant pour mettre les parties en blâcs draps. Cest Edict casse le col à quelques vnes de leurs trôperies. Les vieilles ordonnances ont approuué (generallement pour tous subterfuges) ce dont l'Edict parle pour les defaults. Elles defendoyent à tous Aduocats & Procureurs, sur peine d'estre priuez de postulation & d'amende arbitraire, de trauailler la cour par multiplication de requestes, leur enioignât de n'en bailler aucunes frustratoires contre les ordonnances soit pour obtenir nouueaux delais, ou autrement ^d. Et le reiglement de la cour parle en ceste sorte : parce que bien
souuent

d Prouc.
titre des
Procur.
§.28.

souuent les retardations d'expedition de Iustice delais, & subterfuges, viennent par la faute, negligence, ou malice des Procureurs, & nō du costé des parties, lesquelles se sont confiez en la diligēce, l'esgālité, & industrie, de leurs Procureurs, ou il apperra de ce promptement à la cour, icelle cour a déclaré & declare que iagoit qu'elle condamne la partie qui a esleu le Procureur enuers sa partie aduersē pour l'interest dudiēt procès retardé, & enuers le Roy en amende arbitraire pour les delais & subterfuges: neantmoins par mēme iugement & condēnation le Procureur qui sera trouué notoirement, & clairement auoir dilayé, ou retardé par sa faute le procès (comme dit-est) sera condamné enuers sa partie à le rembourser, & rédre indemne desdictes condēnations. Et où il n'apparoistroit prōptemēt, & clairement la faute venir du costé dudiēt Procureur, toutesfois y auroit quelque soupçon ou coniecture notable, que ladiēte faute vienne de luy, la cour en faisant la condēnation reseruera à partie condamnée son recours pour lesdictes condēmnations à l'encontre de son Procureur, & à luy ses defenses au contraire ^e.

§. CXLIII.

Defendons à nosdicts Conseilliers de se charger d'aucunes informations, si elles ne leur sont distribuees par les Presidents, & aussi d'interroger les appellants, soit d'un decret de prise de corps, ou d'un adiournement personnel, si par nostredicte Cour

*e Abbre-
gē des pro-
cēs en la
cour, 6. 7.
Januier,
1535. 6.
§. 19.*

n'est ordonné sur peine de nullité, & de repetition des despēs, dommages & interests des parties en leur propre & priué nom.

Ne sont distribuees.] Soit en matiere ciuile ou au criminel, les Conseilliers de cour ne peuuent rien sans premiere distribution, laquelle ne peut estre viollee par bienueillances qui se trouueroyent souuent entre les Conseilliers pour se gracieuser, ou les parties. Voyez ceste practique aux simples requestes, si vn Cōseillier de la cour en reçoit quelque vne il la doit mettre sur le bureau, à fin que par le Preident elle soit distribuee pour rapporter, à vn autre que celuy qui l'aura presentee ^a. Les commissions sont decretees de l'auctorité du President, & les procès distribuez comme nous auons touché cy dessus ^b. Ce n'est dōcques merueille si l'Edict veut qu'ils ne puissent se charger d'aucunes infortiōs sans distributiō, ni interroger les appellans de prinse de corps ou adiournement personnel sans ordonnance de la cour. Le motif de tant d'Edicts n'est que pour empescher les faueurs, & parce que le Docteur Bugnyon ^c a allegué les ordonnances confirmans ce texte, ie passeray oultre.

§. CXLIII.

Voulons les Mercurialles estre tenues de six mois en six mois, tant en noz Cours de Parlement, Grand Conseil, Chambre des Comptes, Generaux de la Iustice, & autres Cours souueraines, que és sieges Presidiaux

*a Prouē.
§. 22. tit.
des Presi-
dens.*

*b Prouē.
§ 15. us-
ques au
18. mes-
mes tit.*

*c icy Bu-
gnyon.*

diaux:à ſçauoir en noſdicts Parlemens, les premiers Mercredis apres la lecture des Ordonnances, qui ſe faiſt apres les feſtes de S. Martin, & Paſques. Et quant au Parlement de Bretagne, grand Conſeil, & Chambre des Comptes, le premier Mercredy d'apres l'entree en leurs ſeances, & aux ſieges Preſidiaux, les Mercredis qu'on y lira les Ordonnances. Aufquelles Mercurialles voulons les fautes, & contrauentions faiſtes à noſdictes Ordonnances par les Officiers de noſdictes Cours & Iuriſdictions, eſtre plainement & entieremēt deſduictes, & les Articleſ propoſez eſtre incontinent apres iugez ſans intermiſſion ou diſcontinuation, tāt és iours d'audience qu'autres: pour leſdictes Mercurialles eſtre enuoyees: aſſauoir celles de noſdictes Cours ſouueraines, à nous, & à noſtre treſcher & ſeal Chancellier, ou Garde des ſeaux, & celles de noz Iuges inferieurs à noſdictes Cours ſouueraines de leur reſſort. Faiſans tres-expreſſes inhibitions & deſenſes, tant à noſdictes Cours & ſieges Preſidiaux, chacun en leur regard, vacquer à l'expeditiō, d'autres affaires, que leſdictes Mercurialles n'ayent eſté iugees: declarant les iugemens qui auront eſté au parauant donnez, nuls, &

de nul effect & valeur. Enioignons aussi à
 noz Aduocats & Procureurs generaux, & à
 leurs Substituts, sur peine de priuation de
 leurs charges, de les promouvoir, & en pour-
 suivre le iugement, & de nous aduertir prom-
 ptement de la retardation ou empeschement
 d'icelles.

Mercurialles tenues de six en six mois.] Il est
 clair comme le beau midy, que les Mercurialles ont
 ainsi esté appellees d'autant qu'elles sont tenues
 les iours de Mercredy. Ce que le Docteur Bugnyon
 confesse asés, mais pour profonder d'aduantage la
 deriuaison, il l'a recerchee aux histoires & poësies
 plus cachees, proposant la statue de Mercure Dieu
 des Practiciens, composee en forme carree & cu-
 bicque, au deuât de laquelle estoit vn feu enuironné
 de pierres, ausquelles estoyét attachees petites lam-
 pes d'erain, & que celuy qui vouloit auoir responce
 de l'oracle, se deuoit trouuer le soir en ce lieu, rem-
 plir les lampes, faire vn perfum d'encens, & mettre
 vne piece d'argent sur l'autel: puis proposer tout bas
 à parolle sourde sa requeste contre l'aureille du
 Dieu. Cela faict, boucher ses oreilles avec les
 mains, se retirer du Parquet, destoupper ses oreil-
 les, & escouter attentiuement la responce que
 Mercure vouloit donner. Le Docteur accommo-
 dant ceste fable aux Mercurialles dit: que les Pre-
 sidents sont les Dieux de cour, ayans les deux qua-
 lités de Mercure, verité & eloquence, qu'ils font
 de fort bonnes & belles remonstrances à la com-
 pagnie,

pagnie, & n'espargnent qui que ce soit pour n'of-
 fencer verité. Que l'encent n'est autre chose sinon
 l'humilité de messieurs les Conseilliers, que l'ar-
 gent signifie la volonté d'obeir, les aureilles closes
 denotent le regret d'ouyr tant de fautes commises
 les mains qui en estoient ostées à l'issue du Parc,
 & la voix de l'oracle, remarquent l'eslouiſſance de
 la coulpe remise ^a. Mais (sauf sa reuerence) cela ne *a icy Bu-*
 peut estre approprié aux Mercurialles, aufquelles le *gnyon.*
 President est subiect comme les autres, & neant-
 moins Bugnyon le rend Dieu accompli, reforma-
 teur de la compagnie sans crainte qu'il soit refor-
 mé. Il y a plus, c'est trop tirer de loing d'appropri-
 er aux Conseilliers les voyageurs, qui vouloyent auoir
 responce, leur faire allumer les lampes, brusler l'en-
 cent, & mettre l'argent sur l'autel: veu que la practi-
 que apprend que les Conseilliers sçauent mieux se
 faire adorer qu'honorer ou recognoistre vn autre,
 prendre argent que d'en donner, & souffrir qu'on
 les oigne que de greſſer les autres. Puis les Conseil-
 liers ne bouchent point les aureilles aux bons ad-
 uertissemens, ou s'ils le font pour le moins ils ne
 partent point du Parquet lors que le President leur
 remonstre les fautes qu'ils ont commises à la char-
 ge. I'accorde aſſés à Bugnyon l'histoire qu'il a pro-
 posée pour estre d'un bout à autre extraicte des œu-
 res de Cæl. Rhodigin ^b. Et tiens (au dire des Poë- *b lib. 18.*
 tes) Mercure Dieu de verité & eloquence. Cela est *c 12.*
 ainsi proposé par les anciens, pour enseigner que les
 hommes de robbe lōgue deuroyent auoir en ling-
 uiere recommandation l'eloquence conioincte à la
 verité, & à fin d'approuuer le Iuriscōsulte qui com-
 mande

mande aux legistes de suiure la vraye non la desgui-
 fee & fardee philosophie. C'est pourquoy il est dict
 aux Iuges, iugés droictement, & que les Aduocats
 iurent de ne s'embesoigner d'vne mauuaise cause.
 Mais d'autant que la meilleure part se desuoie de
 ce chemin, & au temps qui court qui veut gagner
 sa cause & auoir respõse des Dieux, doit estre four-
 ni d'encens, d'huile, & d'argent, c'est à dire, ou em-
 ployer les amis & faueurs, ou vser de merueilleuses
 persuasions, ou fournir à l'appoinctement par pre-
 lens & argent: les Mercurialles ont esté inuentees à
 fin de reformer ces abus. Et ce que dit plus la fiction
 poëtique: Qu'il faut se boucher les oreilles & sor-
 tir du parquet de Mercure, c'est à dire, n'auoir que
 bien peu d'assurance, des poursuittes, diligences, &
 argent donné, d'autant qu'il ne faut s'asseurer aux
 promesses des faux Dieux, & que celuy pert souuēt
 sa cause qui y a plus employé & de temps & d'argēt.
 Doncques les Mercurialles sont inuentees, à fin de
 se plaindre au Dieu de verité & d'eloquence contre
 ces seconds Dieux, qui sont assés attentifs à prendre
 l'argent, huile, & encens non deus, lors qu'on vient
 à eux sur le soir en secret, au cabinet, & ne rendent
 iamais responce si assuree que la pauvre partie ne
 soit tousiours entre deux eaux. Oultre la fiction de
 Bugnyon (que i'accommode au temps) ie veux dire,
 selon le propos des Mercurialles, qu'il faut despain-
 dre deux Mercures, l'un plain de verité & eloquen-
 ce, l'autre appropriant toutes ses actions au gain, &
 ne rendant iamais bonne respõse, s'il n'est plus que
 content par prelens excessifs. Cestuy cy auoit vne
 grande gibbeciere pendue au costé, les larrons luy
 met

mettoyēt leurs chādelles^c. L'autre tel que Bugnyon l'a declaré donnoit l'eloquence ioincte à la verité. Le dernier est le patron des hommes de robbe longue, le premier des marchands & toutes autres personnes qui ont le gain pour but. Mais comme toute bonne institution tend au vice à la longue, nous reconnoissons maintenāt pl^{us} que les siecles precedés, que la lie du peuple s'est auancee aux Estats de iudicature, n'ayant science, eloquēce, ni verité, que ceste ignorance leur a faiēt laisser Mercure l'eloquent & veritable, pour suiure Mercure le larrō, & à la grāde gibbeciere. De là est venu que comme le nombre de ces mauuais Iuges est accru, on n'a riē veu aux portes des auditoires, aux entrees des chābres du Conseil, que la deuise de Pilate, *Que me voulez vous donner & se vous le deliureray*. Partāt la Majestē d'Henry qui a recogneu ces maluersations, a renouuellē (combien que sur le tard) ces Mercurialles, à fin de destourner les Iuges corrompus de suiure le chemin tracé par leur deuancier Mercure à la gibbeciere, & les rendre bons disciples de Mercure l'eloquent & veritable. Fiction qui monstre que iamais l'homme n'aura les qualités requises au bō Magistrat qu'il ne soit bien entēdu en la loy, eloquēt, veritable, & sans gibbeciere. Or pour laisser les fictions & regarder les Mercurialles en verité, l'histoire no^{us} apprēd que les Atheniens auoyent dix hōmes appelez legistes choisis au sort, qui auoyent la charge de considerer comme les Officiers s'employoyent à la charge, approchans des Syndics despuis establis^d.

Cōtrauentions faiētes a noz ordōnances.] Les diuerſes ordōnances mōstrent le terme diuersement

^c Calima
Rhodigi.
lib. 16. ca.
19.

^d Calima
Rhodigi.
lib. 7. c. 6

ment donné pour les tenir. Bugnyon accumule les Edicts qui en font estat: partât ie ne rediray rien, vo⁹ y pourrez voir d'auantage de quelles matieres on y peut traicter^e. Suffira pour ceste heure no⁹ souuenir que les Mercurialles sont establies en France où les estats sont perpetuels au lieu du Syndicat obserué contre les Officiers sortans de charge quand on les donnoit à temps.

e icy Bugnyon, Prouice, tilt. des Presi- des. § 57. 58 & Bugnyon. §. 8. fen. 24. 1566. Mo- lins.

§. CXLV.

Pour releuer noz subiects des frais qui se font à la taxe des despens, & liquidation de dōmages & interests, és matieres legeres, & de peu d'importance: Ordōnons que les despens des cōgés, defaux, desertiōs, foulles, intimations, ou assignatiōs, appellations, interiettes de sentences donnees par defaux & contumaces, ou és matieres de fin de non proceder, & toutes autres de petite consequence: & pareillement és dōmages & interests des emprisonnemens tortionnaires, faictes, executiōs reelles & actuelles indeuēmēt faictes, seront desormais taxez & liquidez par le mesme iugement, par lequel ils auront esté adiugez, si faire se peut: dont nous chargeons les consciences des Iuges.

a l. quā- un, C. de sent. qua- fin. certa- quantita- sentence incertaine ē quels cas vault. An. Gab. lib. 2. tit. de senten. nu. 25. 26. 28. 29.

Liquidatiō de dōmages & interests.] Combiē que la sentēce du Lieutenant de nostre domaine (dit l'Empereur Alexandre) ne contienne certaine somme d'argēt, elle ne doubtera de valloir, à fin que la Republicque demeure indemne^a. De là nous ap-
prou

prouuons la practique, que sur la sentence portant adjudication d'interest faut fournir nouveau libelle pour liquider. Que veut doncques dire cest Edict qui ordonne de liquider, & taxer par mesme iugement ? Ce que vouloit l'ordonnance de François premier touchant les interests procedans de la qualité & nature del'instance, calomnie & temerité de celuy qui succombera. Sur quoy conuient remarquer double sorte d'interests, & dommages. La premiere tirant sa source de la cause & de l'instance, comme ceux qui sont fondez sur la calomnie, tergiversations, delais, & retardations des Procureurs, ou des parties, au moyen dequoy la chose adiugee a souffert diminution, quand par le moyen de ces eschappatoires l'usage m'en a esté desnié, ou qu'ils m'ont consumé en fonds inutiles, calomnieusement. Car tels despens ne sont iugez avec ceux du procès, d'autant qu'ils sont extrinsecques, ne prennent leur fondement sur la chose questionnee, mais viennent à cause de la temerité, retardation, & fuite de celuy qui a perdu son procès. L'autre sorte de dommages & interests qui ont origine de la chose questionnee, & sont fondez sur le procès principal: comme quand l'exécution est declaree tortionnaire, le poursuivant est condamné aux dommages & interests qui naissent de l'exécution, non de l'instance. Quand quelqu'un est troublé en sa possession on luy aduge dommages & interests qui sont fondez sur le trouble, non sur l'instance. Les premiers prouenans de l'instance estoient liquidez par la sentence d'adjudication, & falloit fournir nouveau libelle pour liquider les derniers ^b. Et cest Edict amplifiant les pre-

b §. 18.

22. 153.

Bourda.n.

mieres

mieres ordonnances entend qu'en matieres de pe-
rite consequence le semblable soit obserué , aux
dommages & interests qui ont fondement de la
chose questionnee , comme à ceux qui naissent de
l'instâce:c'est à dire qu'ils soyent liquidez par la sen-
tence d'adiudication. Marquons en passant deux
reigles pour les cas de consequence, ausquels le vi-
ctorieux est receu d'articuler & verifier. Que si les
tesmoings sont variables en la quãtité, cõme si trois
parlent de dix liures , deux de quinze , & cinq de
vingt , il faudra suiure le plus grand nombre des
tesmoings qui s'accordent, combien qu'en pareilles
preuues faille s'arrester à la moindre quantité ^c.
L'autre que quand l'interest ne peut estre plaine-
ment prouué, suffit qu'il le soit par coniectures &
presomptions, ausquelles le Iuge aura esgard: & s'y
accommodant fera la taxe ^d. Je reserve à plus plai-
nement discourir comme le Iuge se doit porter aux
taxes de despens contumaciaux, ou d'autre nature,
en la continuation de mes commentaires aux cou-
stumes de Bourbonnoys.

^c Steph.
Ranchin.
lib. 5. con-
clus. 20.

^d Steph.
Ranchin.
lib. 4. con-
clus. 421.

§. CXLVI.

Celuy qui aura obtenu Requeste ciuile
contre vn Arrest:& en aura esté debouté, ne
fera plus reçeu à proposer erreur contre le
principal Arrest , ne contre l'Arrest donné
contre la requeste ciuile. Celuy aussy qui aura
proposé erreur & en aura esté debouté , ne
fera plus reçeu à proposer erreur, ne requeste
ciuile.

Obte

Obtenu requeste ciuile contre vn arrest.] Il est loisible presenter requeste contre la loy, le rescript, l'instrumēt authentique, encores qu'on n'en puisse appeller. Car l'appellation & supplication sont deux soulas grandement diuers, la requeste estant permise és cas ou l'appel est desnié ^a. D'autant que l'appellation est accordée pour corriger l'erreur ou malice des premiers iuges, ce qui ne peut auoir lieu és cours souueraines: & la requeste ciuile tend à obtenir grace contre son propre erreur, ou pour descouurer la circonuention de partie aduersé, chose qui est bien seante à la grandeur des Parlemens ^b, d'empescher que les simples soyent deſcheus de leur bon droict, par la bestise, ou par la malice d'un autre. Ces requestes ciuiles n'ont lieu aux matieres possessoires, parce que le condamné a vne autre voye pour recouurer ses droicts, sçauoir le debat sur la propriété: & ne sont receues aux sentences passées en forme de chose iugée ^c. Il y a plus: car en tous cas où elles sont vallables, le iugement est executé durant le debat ^d, sinon que celuy qui a gaigné sa cause se soit tant oublié d'auoir confessé que l'arrest qu'il a obtenu a esté par faueur & contre droict. Car (au dire des Docteurs) ceste confession empeschera l'execution, & le iuge le condamnera de rapporter la sentence pour estre bisſée, le priuant de tous droicts & aduantages qu'il pouuoit pretendre par vertu du iugement ^e.

Erreur cōtre le principal arrest.] Autemps de Prob^o l'Empereur on permettoit aux parties de faire reuoir leurs droicts iusques au troiesime iugemēt. Pertinax l'accorda pour la quatriesme fois,

^a Syntag.
iur. verb.
appellare
col. 2. fol.
41.

^b Syntag.
iur. verb.
appellatio
ne. fo 49.
col. 2.

^c Syntag.
iur. verb.
appellatio.
f. 49.
col. 2.

^d Anton.
Gabr lib.
1. cōc. 178.
tit de ap.
pellati. nu
me. 7. con
ciu. 1.

^e Steph.
Ran. lib.
3 con
clu 174.

& beaucoup d'autres l'ont permis iusques à cinq
fois, sans auoir esgard aux quatre premieres senten-
ces conformes ^f. Permission qui rendit les procès
immortels, & qui deuoit faire grande honte aux
Senateurs de se corriger à la cinquiesme remission,
des choses qu'ils auoyent au parauant vuidées par
quatre sentences. Les Dieux ont esté reprins de s'e-
stre repentis & auoir retracté leurs Ordonnances ^g.
Henry retrenche ces retours de plaids, & defend
plus d'une proposition d'erreur, ou requeste ciuile,
pour oster l'immortalité des procès, & opiniastrise
des plaideurs, qui ne craindroyent se consumer à ce
bel exercice, s'ils trouuoient la porte ouuerte. Je ne
veux point nier qu'on ne puisse appeller de Philip-
pes courroucé à Philippes appaisé ^h: mais c'estoit
trop d'y retourner si souuent. Ce seroit destruire la
souueraineté, qui doit estre aux arrests, de les faire si
souuent retracter, mesmes que de droict la restitu-
tion en entier n'estoit accordée contre trois senten-
ces conformes, fussent interlocutoires ou définitives,
sinon que ce fust par allegatiō de quelques faictz
nouueaux faisans euidente monstre du bon droict
du condamné ⁱ. Je n'entends y comprendre l'excepti-
on de faux: car il est loisible (sans propositiō d'er-
reur) alleguer que l'arrest a esté donné sur instru-
mēt faux, ou enqueste falsifiée, & tesmoings faul-
saires, combien (comme aucuns ont voulu) que desia
le condamné eust eu delay pour en faire apparoir ^k.
Qui voudra voir la forme necessaire d'observer a-
pres que la propositiō d'erreur est receüe, recoure à
l'Edict d'Orléans ^l: & cōme il se faut gouverner aux
requestes ciuiles, s'adresse à l'Edict de Molins ^m.

Deſen

*f Calius
Rhodigi.
lib. 22. ca.
10.*

*g Argen.
§. 218. fo.
29. 510. 6.
de donat.*

*h Calius
Rhodigi
li. 14. ca.
23.*

*i Stepha.
Ranchi.
lib. 5. con-
clus. 101.
Ant. Gra.
lib. 2. tit.
de execu-
rei iudic.
pertotum
tit.
h Stepha.
Ranchi.
lib. 3. con-
clu. 180.
l §. 45.
m §. 61.*

§. CXLVII.

Defendons à tous Iuges, par deuant lesquels les parties tendront à fin de non proceder, de se declarer competans, & desnier le renuoy des causes, dont la cognoissance ne leur appartient par noz Edicts & ordonnances, sur peine d'estre prins à partie au cas qu'ils ayent ainsi iugé par dol, fraude, ou cōcussion, ou que noz Cours trouuent qu'il y ait faute manifeste du Iuge, par laquelle il doie estre condamné en son nom.

Fin de non proceder.] Les fins de nō proceder sōt de deux sortes, les vnes qui touchēt les recusatiōs, les autres parlent des incōpetāces : dequoy ie ne feray plus long propos pour en auoir dict au discours des incōpetances & recusations ^a : suffira de toucher l'intention de ce texte. Il est resolu entre les Docteurs q̄ la fin de non proceder doit estre proposee au commencement de la cause, sinon qu'elle fust de celles qui rendent nulles toutes les procedures, lors on les peut proposer durant le procès. Quand elles sont alleguees, le iuge y doit faire droit expressément, & ne suffiroit de desbouter l'allegant par appoinctement suiuant, principalement si l'exploict n'est libellé, s'il ne compare à l'assignation, ou est notoirement d'autre iurisdiction ^b. Que si les parties ont erroneement procedé deuant l'incompetant, il leur sera loisible de confirmer les procedures par amiable, & de mutuel consentement ^c.

a monds-
scours des
incompe-
tances.

b Syntag.
Iur. verb.
exceptio,
col. 1 fol.
288.

c Syntag.
Iur. verb.
error foi.
282.

Se declarer competent.] Quand quelque ex-

ception dilatoire est proposée, le iuge la desboute
passant oultre à l'instruction : mais l'incompetance
doit estre expressement iugée. Personne n'est en
doubte que la cognoissance n'en appartienne à ce-
luy qu'on propose incompetant, car il n'est à croire
que pour vn petit lucre venant de l'instruction du
procès, il voulust fausser sa conscience, & faire tort
aux parties : pourueu que ce ne soit point entre iu-
ges esgaux, car lors faudroit auoir recours au supe-
rieur ^d. Qui iuge l'incompetance ordonne des des-
pens : mais ne peut condamner les parties à l'a-
mende ^e.

[Dont la cognoissance ne leur appartient.]
La reigle est generale que le statut qui exclud les
exceptions, n'y comprend celle qui est fondee sur
defaut de iurisdiction. Et neantmoins quand celuy
qui n'a aucune iurisdiction se declare competant,
de personne priuee il se rend iuge competât, si par-
tie aduersè n'en appelle point ^f. C'est l'occasion
pourquoy le Roy leur defend ces entreprinſes, sur
peine d'en respondre à leur nom priué.

[Pris a partie] Qui voudra voir comme les
Iuges sont prins à partie, ou seulement tenus aux
interelſts pour auoir iugé par dol, fraude, bestise, in-
iustement, ou nullement, pourra recourir aux Do-
cteurs qui ont plainement traicté ceste matiere ^g.

[Ou que noz cours treuuent.] Il est loisible
d'appeller de iugement sur incompetance: car l'ap-
pel vault d'interlocutoire quand l'interest n'est re-
parable en diffinitive, sans s'arrester si celuy qui a
sentencié est ordinaire ou delegué ^h. Or cest article
qui est general auoit au parauant esté approuué aux
Preuosts

d Steph.

Ranchin.

lib. 2. c. 6.

68 69 70

lib. 4. c. 6.

4 47 An

to Gabr.

lib. 2. tit.

de ex. p. t.

conclu.

nu. 38

p. Ranch.

lib. 1. con-

clu. 97.

e Steph.

Ranchin.

lib. 4. con-

clu. 118.

f Anton.

G. 7 lib.

e conclu.

3 nu. 21.

de statut.

g Anton.

Maria

de commu.

opin. titu.

13. n. 42.

cum seq.

h Syntag.

sur verb.

appella-

no fo 30.

col. 2.

Preuosts des Conneftables, & Marefchaux de France, & Preuosts prouinciaux. Charles neufiesme leur enioignant renuoyer aux ſieges ordinaires les domicilies & ceux qui ne ſont par les Edicts leurs iuſticiables, à peine de reſpondre en leur propre & priué nom, des dômages & intereſts des priſonniers par eux detenus ⁱ. C'eſt aſſés ſur ceſt article ayant ^{i Orléas,} memoire d'auoir traicté ſi les confeſſions & actes ^{§ 70.} faiçts par deuant l'incompetant ſeruent par deuant le competent ^k.

• §. CXLVIII.

Pareillement ne pourront noſdiçts Iuges reſſortiffans en noz Cours en vuidant les appellations des Iuges inferieurs retenir la cauſe du procès principal : ains leur enioignons les renuoyer par deuant les Iuges ordinaires Royaux, & des Seigneurs particuliers, autres que ceux qui l'auront iugé.

Retenir la cauſe du procès principal.] Pour plus facile cognoiſſance de ceſte matiere les Doçteurs la diſtinguent ainſi : ou l'appellation eſt ſur quelque incident, ou de ſentence diffinitive. Quand il eſt ſimplement queſtion de l'incident : ou le iuge d'appel trouue qu'il a eſté mal appellé & il cõdamne l'appellant aux deſpens de la cauſe d'appel, & renuoye les parties à la premiere iuriſdiction, pour proceder ſur le principal, ou l'appel eſt trouué ſouſtenable, & il le declare ainſi, ſe reſeruant la deciſion du principal, cecy eſt corrigé par noſtre Edict.

k Steph.
Rac. ii. 2.
cõc. 159.
376. de
cõm. cpi.
fol. 131.
col. 1. 135.
col. 1. 136.
col. 1.

Quand l'appel est de sentence diffinitive, il declare simplement le bien ou le mal iugé, les cours souveraines reservees qui mettent quelquesfois l'appel au neant, & les magistrats au cas de l'Edict, sinon qu'il y eust plusieurs articles: car en ce cas il peut confirmer en partie, & en partie prononcer le mal iugé^a. Toutes ces distinctions ont fort trauaillé les Canonistes, pour scauoir si elles ont lieu aux iuges deleguez, & s'ils ont puissance de cognoistre du principal, apres auoir declare l'appellatiō vallable^b: la negatiue & affirmatiue trouuans asés de Docteurs pour leur party. Nous auons veu comme il faut renuoyer, demandons qui executera le iugement. Bartolle en parle ainsi: ou le iuge d'appel confirme expressément la sentence, & l'execution luy en appartient, ou elle est confirmee en vertu de la desertion, & l'execution appartient au premier iuge, on dit de mesmes quand le bien ou mal iugé vient de l'accordance des parties, que les praticiens appellent (par appointé^c.) Nous auons ailleurs propose les diuerſes opinions sur ce poinct & allegué les diuerſes ordonnances de France. La plus pratiquee veut que le iuge qui cōfirme l'appel renuoye par deuant autre que celuy dont a esté appelle: & s'il informe, que le renuoy soit au iuge dont l'appel est emané, sinō q le iuge d'appel veit quelque manifeste peril à la reuocatiō, & réuoy, ou q la cause soit fauorable, prouise nalle, & q le Procureur du Roy y interuint^d. C'est asés sur ce §. Qui voudra voir cōme on se peut adresser au premier iuge ordinaire ou delegué, ou au supérieur pour reformer les nullités de la sentence, recourc à Bartolle^e.

Et

a glo ca.
re debet,
extra de
appella-
tionibus.
b Syntag.
iur. verb.
delegatus

c Barto.
auth. de
sanct. epis
§. si quis
contra.

l Parap.
v fil. de
rarbon.
tre des
ren vers,
no. 27 su.

142.
e l. si re
p. oponis
j. C quo-
modo &
quādo in
dex.

§. CXLIX.

Et pour le regard de noz Cours souueraines leur defendons, en procedant au iugement des causes d'appel, d'euoquer le principal de la matiere, si ce n'est pour le vuidier & iuger sur le champ.

Noz Cours souueraines.] Les iuges inferieurs doiuent obseruer la loy & les ordonnances sans y contreenir pour occasion que ce soit, & les cours souueraines s'en dispensent selon qu'elles voyent la cause y estre disposee^a. Nostre §. confirme ceste auctorité, leur baillant permission de retenir & euoquer le principal pour le iuger sur le champ. C'est ce qu'auons proposé au §. precedent, qu'ils peuuent retenir la cognoissance de la matiere principale si elle est prouisionalle, ou que la retardation apporta interest. Bugnyon approprie les anciennes ordonnances qui touchent le cas de ces deux derniers articles^b:

*a Anton.
Mar. lib.
2. tit. 9. m.
148. 149.*

*b Bloys
rile de la
iustice, §.
60.*

§. CL.

Doresenauant y aura publication d'Enquestes en noz Parlemens, Cours souueraines, & Requestes du Palais, ainsi que par deuant les Iuges ordinaires.

Publication.] Mes commentaires sur la coutume de Bourbonnoys^a exposent bien aulög la matiere des publications d'Enquestes, & ne seroit que redire si ie m'y vouloye arrester d'auâtage: partant seray content pour maintenant de vous proposer la

*a §. 1. &
2. tit. des
reprehes*

question de Bartolle qui demande si la publication d'enqueste est substantielle aux iugemens, & s'il est loisible apres qu'elle est faicte de verifïer de nouveau ou reprocher les tesmoins. Il respond ainsi: L'examé & publication ne sont de l'ordre substantiel des iugemens, car cela est estimé estre de la substance qui ne peut estre delaisé sans aneantissement du subiect. Le pris est de la substance de la vente: l'emission des achapts: parce qu'il n'y a point de vente sans pris, & emission, siuon qu'il soit autrement conuenu. Mais l'examen & publication omis ne font que la sentence en valle moins: qui ne preue par tesmoins peut verifïer par les confesiōs & productions ^b. Dequoy ie remets à dire sur mes commentaires, & vous renuoye à Bartolle pour entendre comme la production des tiltres est de pareil effect que la publication des tesmoins ^c. Pour le second doubte la reigle est generale qu'apres publication il n'y a plus de production. Mais cela doit estre entendu pourueu que la production hors le temps ne soit combatue par partie aduersé ^d, ou que la preue soit desbatue par l'euidence des choses, lors on ne s'arreste à publication ni conclusion en cause. Les tesmoins ont dict qu'il n'y auoit point d'arbre dās la terre questionnee, cōtre ceste depositiō, la partie cōtraire demāde, que par la descente il plait au iuge de considerer l'estat contraire, & que la venue descourra le faict. Il n'y a publicatiō ni conclusion qui puisse empescher ceste requeste. La confession & response de verité des plaidoyeurs & l'euidence des choses ne sont assēruies aux depositions de tesmoins, instrumens, publications d'enquestes, produ

b Bart. l.
prolatam
nu. 5. C. de
interloc.
omn. iud.
c l. solam
nu. 11. C.
de testib.
d Steph.
Ranchin.
lib. 2. con
clu. 27.

productiōs, ni appoinctemens d'ouyr droict^e. Or ie laisse aux curieux comme il est loisible apres publication se pouruoir par lettres, pour articuler faictz nouueaux, ou ceux qui desia ont esté articulez, ou autres directement contraires ^f. Je vous renuoye à Bugnyon (oultre ce qu'auons dict sur pareille matiere) pour sçauoir si les mineurs y sont compris ^g.

*e Synta.
iur. verbo
conclusio,
fol. 122.*

col. 1

*f Anton.
Glab. l. 1. r.
tit de test.
concl. 21.*

§. CLII.

Les Commissiōs de noz Cours souveraines, tant pour l'instruction des procès que pour l'exécution des Arrests qu'il conuiendra faire aux Prouinces du ressort de nosdictes Cours, s'adresseront aux Iuges des lieux: sinon que l'une des parties l'eust requis au contraire: laquelle audiēt cas ne pourra repeter plus grans frais, que si lesdictes Commissiōs estoient exercees à la barre, ou par lesdicts Iuges des Prouinces.

*g Bugnyō
t. 1. de la
Justice, c.
62. Bloys.*

Aux Iuges des lieux.] Combien ont esté faictes d'ordonnances à fin de conseruer ce qui appartient aux Iuges ordinaires, & retrencher toutes les commissiōs enervans les iurisdicțiuni donnees en patrimoine? Cela seroit long à reciter, & desia ay ie prins partie de ceste peine discourant des incompetances & recusations, & sur l'Edict d'Amboise touchant les matieres criminelles: partant n'vserons de reditte. Sainct Pierre laissa prononcer à Sainct Iacques la resolution du Cōcille de Ierusalem, parce qu'il estoit Euesque du lieu^a. Si regardez à l'estat de la guerre vous trouuerz l'ordonnance d'Ar-

*a Roman
France
sur l'aprac
maïques
§. 42.*

chade & les associez à l'Empire, par laquelle recognoissant quelle charge c'estoit aux subiects de tirer les viures des gens de guerre d'une religion pour les transporter en l'autre, & combien peu de profit en reuenoit à l'Empire, ils abolirent cest vsage, voulurent que les munitions ne fussent transportees de la Prouince qui les auroit fournies ^b. De là Bartolle a prins opinion de conclure pour les commissions, que les practiciens appellent ad partes, blasmans les Iuges qui n'espargnent aux frais pour tirer leurs vacations, & faisans assigner les tesmoins grandement esloignez iusques à leurs auditoires, quelquesfois distans de trois iournees: & passant oultre soubstient que quand le recours au superieur cousteroit plus que ne porte la cause, il doit estre desuié ^c. C'est pourquoy l'assemblée de Tours remonstra que les Conseillers des cours de Parlement, des requestes du palais du Chastelet, & d'autres ne deuoyent prendre aucune commission pour faire enqueste, es causes qui pendent esdictes Cours, ou pour executer les arrestz dicelle: mais qu'elles doiuent commettre, & adresser les commissions & executions aux Officiers des pays pour ce faire, sinon que ce soit en procès ou soit question de grande chose ^d. Ce que la Majesté de Charles confirma, accordant la requeste de ses Estats, lors qu'il voulust que toutes executions d'arrestz fussent adressees & executees par les Iuges des lieux, & non par les Presidés ou Conseillers des cours souueraines, si les deux parties ne le requeroient, reseruant les executions des arrestz preparatifs donnez d'office es matieres criminelles, qui seront d'importance ^e.

*b l. medi-
terranca,
lib. 10. C.
de annon.
& tribut.*

*c Bartol.
d. l. n. 5. 6.*

*d Tours,
sulp. de la
Justice,
fueill. 33.
p. 28. 2.*

*e Orleais,
§. 46.*

Pour

Pourra repeter plus grands frais.] Ceux de Tours requièrent que les parties qui feroient venir les Cōseilliers pour executer les arrests n'eussent demandé, fors seulement autant comme les choses eussent peu couster, par les Officiers des pays en gain de cause & taxe de despēs. Et Charles 9.^e a osté du tout la repetitiō des despēs en ces mots, Ou que la partie voulsit le faire à ses despēs, qu'elle ne pourra aucunement repeter, sinō au cas qu'il fust questió de cinq cens liures tournois de réte, ou dix mille liures tournois, au cas aussi que le Presidēt ou le Cōseillier seroit trouué sur les lieux, ou à vne iournee, à la charge qu'il ne prédra aucune chose pour l'allee ni retour. Cest Edict reserue la taxe semblable que le Cōseiller eust peu prédre, expediēte à la barre, ou telle qu'elle eust esté donnée au Iuge de Prouince. Mais ie demāderoye volōtiers encores que ce soit hors la matiere) cōme l'executeur d'arrests se doit cōporter sur les exceptiōs que proposent les parties. S'il voit que l'exceptiō proposée par celui qui entreprend empêcher l'executiō de l'arrest soit inutile, il la pourra declarer telle, & dire que nōobstāt icelle il passera outre à l'executiō: mais si elle est de celles qui doivent estre receues il sursoira l'executiō, & réuoyera les parties au Parlemēt qui a donné l'arrest. Quand la nullité du iugement est euidente par la lecture des actes l'executeur ou Iuge inferieur en peut cognoistre, de mesmes si elle est incidēment alleguee, suivant la reigle qui defend à l'executeur de cognoistre des nullités principallemēt, & luy permet incidēment quand elle est proposée par maniere d'exception: d'autant que les incidens augmentent le pouuoir.

*f. Tours
fueil. 33.*

§. 46.

*h. Steph.
Ranchin.
lib. 5. con
cluj. 150.
157 331.*

Les

Les gardes gardiennes , qui auroyent esté anciennement obtenues , soubz ombre que les Prouinces, Bailliages & villes, où estoient les ressorts ordinaires, estoient tenus par autres que nous, en appanage, douaire , engagement, ou par bienfaict, dont l'occasion cesse à present, n'auront lieu à l'aduenir, pour oster la cognoissance aux Iuges qui sont à present Royaux. Et au surplus quant ausdictes gardes gardiennes , entendons lesdictes Ordonnances d'Orleans & de Molins estre obseruees.

En appanage, douaire, engagement.] Ces mots monstreront sùffisamment que ceux se trompēt qui ont apporté sur cest article la matiere des committimus des requestes, & vniuersités, qui sera plus propre au §. 177. Pour l'intelligence de cestuy-cy le lecteur aura recours au tres-excellēt Angeuin, qui expose avec doctrine admirable, les meurs de son pays trois fois heureux d'auoir porté vn tel nourrisson. Les Iuges des cas Royaux & des exemptiōs par appel & ressort ont lieu non seulement aux Bailliages & Seneschaulcees des grands Seigneurs du Royaume, recogneus Pairs, mais encores quand les terres du domaine & de la coronne sont donnees en appanage, pour dot, & douaire, aux enfans de France, ou vefue des Roys defuncts, lors on constitue deux Iuges, l'vn Royal, qui cognoist des cas Royaux, & est appellé le Iuge des exempts : l'autre
ordi

ordinaire, qui préd son pouuoir du seigneur auquel la terre estoit donnee en appanage. La distinction de ces sieges a quelquesfois esté recogneue par diuerfes seances, quelquesfois par roolles separez ^a. Et lors que la Majesté d'Henry eust en appanage la Duché de Bourbonnoys semblables lettres furent publiques & enregistrees au Greffe de la Seneschaulcee, qui estonnerent la cour, n'ayant au parauant esté desinuez de la difference qu'on proposoit entre l'ordinaire iurisdiction & des exempts, iusques là que le vulgaire estimoit quelque establissement de nouuelle iurisdiction (dequoy la France est friande.) Mais la prudence du Duc (maintenant Roy inuincible) obtint nouuelles lettres, par lesquelles fust mandé à ses Iuges ordinaires d'exercer iustice aux cas Royaux par commission. En quoy nous deuons admirer la loyauté & prudéce de nosseigneurs qui estoient au conseil de monseigneur le Duc à present Roy, qui pour ne rien eniamber ou innouer, poursuivirent que les droicts Royaux ensemble ceux du Prince en appanage fussent traictez par mesmes Officiers.

*a Chopi-
num, c. 65.
num. 2. ad
A dega-
uerf.*

§. CLIII.

Tous Iuges tant Royaux qu'autres, seront tenus d'expedier sommairement, & sur le champ, les causes personnelles, & qui n'excederont la somme de trois escus & vn tiers, ou la valeur pour vne fois, apres auoir ouy les parties qui seront tenues de cōparoître à ce ste fin en personne à la premiere assignation,

s'ils

s'ils n'ont legitime excuse d'absence, ou maladie pour estre ouys par le Iuge sans assistance d'Aduocat ou Procureur, & se purger par serment, si elles en sont requises. Et où lesdictes parties seroyent contraires en faicts seront appointees à mener quelque nombre de tesmoins, qui seront ouys sur le champ: Et si ledict different ne se peut vuidier à l'instant, sera tenu le Iuge de le vuidier sur le registre, sans pour ce prendre espiées. Et sera le iugement donné par noz Iuges en ce cas executoire par prouision, sans preiudice de l'appel, & sans pour ce vouloir restraindre le pouuoir donné aux Iuges par autres Ordonnances.

Causes personnelles qui n'excederont la somme.]L'office du Iuge est reserué pour decider si la cause est ardue, graue, ou legere. Pourquoi cela? Parce que la qualité de ces debats est fondee sur la personne & sur la chose questionnee. Quant à la personne la principalle part est aux Iuges de declarer si elle est miserable, souffreteuse, ou constituee en grande autorité^a: car le denier vaut escu à qui considerera les diuerses facultés. C'est pourquoy les historiens remarquent que la donation de la Royne Maltide n'estoit immense, ou trop petite, lors qu'elle donna trente mille iournaux de terre à l'Eglise, sous ceste clause, *Je donne à l'Eglise une petite part de ma terre de Cremone*^b.

^a Syntagma iuris
verbo arbitrio fol.
55 col. 1.

^b Syntagma iuris
verb. causa, col. 1.
fol. 85.

Trois escus & tiers.] Soyez attentifs de rendre iustice esgalle à tous, & gardez vous de recevoir les parties à escrire & additionner, quand il est question de causes sommaires, entre personnes viles, & que le debat ne le merite ^c. Mais qu'appellons nous causes sommaires & de petite consequence? Les vns des Empereurs les ont remarquees quand elles ne surmontent cinquante sols, ou cinquante escus (par ce que l'un est prins pour l'autre ^d.) Les autres ont parlé de deux siures d'or, de cinq, & de dix: en fin sur la varieté à fallu remettre tout à l'arbitre du Juge ^e. Cest Edict les limite à trois escus & tiers, & veut conformement à l'Edict d'Orleans, que tous differents qui requerront sommaire cognoissance & expedition seront vuidez par les Juges des lieux sur le champ, sans Aduocat, ou Procureur, apres auoir ouy les deux parties contendentes, & où elles seront contraires en faicts, que leurs tesmoings soyét ouys en audience sans espices. Nous disons cela, Examiner sur le registre ^f.

En personne.] Qu'est-il necessaire d'aller guer les loix Canoniques & ciuiles, qui tiennent la voix des parties surmonter toutes preuues tirees d'ailleurs? Quoy de transcrire ce qu'auons dict en autre endroiect, que les parties se passent d'un tas de pippeurs longs vestus si elles peuuent nuement declarer leur faict sans aide de parleur? Le peuple chicanoux est né pour inuertir iustice, & destourner la partie du droiect chemin, luy apprenant toutes sortes de desguisement, & l'enseignant ne se couper de son cousteau. Le terme est cōmun entre les supposits de l'Isle, *Badin qui perd sa cause par le bec*. Selon ce

*c. §. si tibi,
authē. de
mandat.
principiū.*

*d. l. j. C. de
defensor.
crimat.*

*e. Authē.
nisi bre-
uior, C.
de sentē.
ex breui-
culo.*

*f. Orleāz,
§. 57. 58.*

quo

que les affamez Philosophes du passé souloyent dire par vne proposition desplaisante aux vertueux: *Le sage est pire que fol, qui n'est sage à son profit.* Mais ceux là (combien qu'en plus grand nombre qu'il ne seroit besoing) ne sçauroyent faire que la vertu demeure mescogneue des gens de bien, & que la foy ne retienne les hommes d'honneur au deuoir. Ceux qui ont cure de leur conscience, & qui croient qu'après la separatiō du corps & l'esprit il y aura encores vne rencontre incorporant le terrestre avec l'ame issue du Ciel, confesseront librement verité, fust-ce à leur dam, sur ce qu'ils seront enquis, remettans le dernier gain au véritable iugement de Dieu. C'est à ceux-cy, non aux autres qui dient, *Bride les cheuaux*, que le Roy Charles 5. parloit quād il respōdoit aux requestes presētees, faictes que la partie soit ouye &. Car l'hōme de bien cōfessant librement le faict, fera que le procès n'aura si long traict, au mescontentement de ceux de l'isle, qui prennent toute cōtestation pour vne terre non ingrate, nouuellement acquise. Voyez quelle doit estre la procedure sommaire aux procès de petite conséquence, comme ie l'ay proposé au stile de Bourbonnoys ^h.

Absence ou maladie. J'ay succinctement parlé des excoines qui excusent les malades de se rendre à iustice, partant n'en feray plus long propos ⁱ.

Sans preiudice de l'appel. Ma paraphrase au stile de Bourbonnoys a cumulé les causes où l'appel n'estoit receu, les autres où il estoit recogneu, la sentence executee par prouision, & sans preiudice: & les derniers où en reuerence de l'appel tout demeureroit surcis ^k: partant n'y feray de reditte.

2 Tours.
juell. 63.
3. part. de
la secōde
principa
le.
h Paraphrase au
stile de Bourbon.
l'us 9. 3.
fuer 170.
i Paraphrase au
stile de Bourbon.
§ 7 titre
des def-
faus suel
let 107.
k Parap.
au stile de
Bourbon.
tit. des
appella-
tions.

§. CLIIII.

Les fins de non proceder seront iugees sommairement par noz Iuges, sans appoincter les parties à mettre par deuers eux. Aussi sera faict preallablemēt droict sur les fins de non receuoir, proposees & alleguees par les defendeurs, au parauant que reigler & appoincter les parties en cōtrarietés, & preuues de leurs faicts, sans en faire aucune reseruation. Et en cas de contrauention, pourront lesdicts Iuges estre intimez, & prins à partie en leur propre & priué nom.

Les fins de non proceder.] Nous auons desia dict deux mots des fins de non proceder ^a touchant l'incompetance & recusation des iuges, qui me fera passer oultre, à fin d'eschapper l'ennuyeuse reditte. Suffiroit de prendre l'intention de ce texte qui veut telles fins estre iugees sur le champ, sans mettre le debat au conseil, pour en retirer les espi-ces. Mais d'autant que le Docteur Bugnyon a prins occasion de parler icy en quelles iurisdic-tions les parties doiuent estre assignees ^b, & qu'il s'est mon-^a *cy des-*
² *§. 147.*
stré auide de combattre l'opinion tenue dans ma Para-
phrase, où ie propose que la premiere contumace elide la declinatoire, la seconde les dilatoires, & que la troisieme apporte forclusion de proposer les peremptoires ^c. Le Docteur disant contre, que le defendeur ne pourroit estre exclus de la declinatoire & renuoy par le premier ni deusieme desfaut,

^b *Voyez*
ma Para-
phra. tit.
de Bourb.
siltre des
Renuois,
au cōmen-
cement.
^c *§. 5. silt.*
des ren-
uois, n. 2.
et in prin-
cip. titul.

finon qu'il y eust sentence de cōtumace, par laquelle soit ordonné que le demandeur fera preuues du cōtenu en sa demande. Je veux accorder à Bugnyó que les contumaces sont inutiles sans la sentence du iuge, par laquelle il les declare bien & deuëment obtenues: mais dis que cest appoinctement ordonnant au demãdeur de faire preuues de ses faicts n'est necessaire pour empescher le renuoy, suffit que les defauts soyent iugez sans autrement ordonner sur le principal. Voyez le pour ce qui touche les arrests commanda t de vuidier sommairement & sans appoincter en droict les delais de renuoy ^d. Et allez à

*d'icy Bu-
gnyon 5.
66.*

Papon qui enseigne vn arrest notable, par lequel la partie ne peut alleguer incompetance contre le iuge qui est competant d'vne de plusieurs causes ensemblement proposees, mais doit alleguer la fin de non proceder ^e.

*eli 7. tit.
7. arr. 34.*

Fin de non recevoir.] Nous pouuons retirer de ce qui a esté dict cy dessus, que les fins de nō proceder touchent les iuges & iurisdicctions, maintenant conuient parler des fins de non recevoir qui ont esgard à la cause. Toutes exceptions en la loy sont dilatoires, declinatoires, ou peremptoires. Les dilatoires concernent l'ordre du procès, à fin de bailler temps conuenable aux plaideurs d'instruire leur droict, & retrencher la malice de beaucoup qui n'en verroyent iamais le bout, si les delais n'estoyent limitez, ou sont opposees pour auoir le tēps porté par le pact de ne demander son deu iusques au terme accordé. Et d'autant que i'ay proposé la matiere des delais determinez par la loy, ou laissez à l'arbitrage du iuge en ma Paraphrase au stil de Bourbonnoys

bonnoys ^f, ie n'en toucheray plus auant, ioinct que ^f *Titre des delais*
 ceste partie est assés facile. L'autre qui touche les
 declinatoires a lieu principalement aux incom-
 petances, recusatiōs generalles de tout vn corps, ou
 de la plus part d'iceluy (surquoy les euocations sont
 fondees) & les fins de non proceder se recognois-
 sent sous ceste enseigne. Dequoy nous auons dict
 quelque peu au mot precedent, & plus amplement
 aux commentaires de la coustume de Bourbonnoys,
 & discours des incompetances &c. Suffira mainte- ^{g s. de bas}
 nant reprendre ce qu'auons allegué en la Paraphra- ^{se iustice,}
 se du stile de Bourbonnoys, que la fin de non rece- ^{imb insti}
 uoir (ainsi qu'elle est prinse par les practiciens) ^{se es lib.}
 comprend toutes les exceptions peremptoires, & ^{1. §. sed}
 celles qui mettent fin aux debats, soit de premie- ^{iam litu,}
 re instance ou cause d'appel, ce qui m'a occasionné ^{fol 121.}
 d'en parler ainsi: nous prenons les fins de non rece-
 uoir pour celles qui empeschent de passer oultre au
 procès, soit à la matiere principale ou cause d'appel.
 Generallement toute exception peremptoire, tous
 cas où les statuts & la loy ostent l'action: & en ma-
 tiere criminelle, quand par l'exception proposee le
 delict demeure sans punitiō. Quand le demandeur
 agit sans interest, ou a intenté vne action qui ne luy
 appartient, & autres semblables, elles sont comprin-
 les sous la fin de non recevoir. Voyez en la cause
 d'appel quand les appellās n'ont appellé ilicē, n'ont
 releué, impetré, & executé dans le temps, quand il y
 a desertion, cela est compris sous la fin de non
 recevoir ^h. Quand les nullités auoyent lieu, la nul-
 lité alleguee faisoit dormir le principal de la matie-
 re ⁱ. Doncques veu que noz exceptions approchent

h Paraphrase au
 stile de
 Bourbon.
 colere des
 appels
 tiens &
 assensats
 y 7.

i *Vancius*
de nou. ius
re is quod
& iura
quod tē-
pu. num.
12.

tant à celles que les Iurifconsultes appelloyēt per-
emptoires, & de querelle finie, aduifons en peu de
parolles comme les faut recognoistre. Voila comme
en parle Iustinian : aucunes des exceptions sont di-
latoires & temporelles, les autres sont perpetuelles
& peremptoires, les perpetuelles & peremptoires
sont celles qui empeschent tousiours les deman-
deurs, & enseuelissent les procès perpetuellement.
Telles sont l'exception de dol, de crainte, & pactiō
de n'en demander aucune chose ^k. Oldendorpe les
appelle preiudiciables & tient qu'il les faut discu-
ter auant le principal ^l. Mais pour plus clairement
comprendre ce poinct il est expedient de subdiui-
ser les exceptions peremptoires. Les vnes sont ap-
pellees priuilegiees, à cause de l'auctorité & priui-
lege des iugemens : ce sont les exceptions de chose
iugee, de transaction, de prescription, de iurement,
ou de chose decise par lesermēt. Ce sont celles que
Bartolle appelle exceptions mettans fin aux procès,
desquelles il fait ceste reigle generale : toutes ex-
ceptions qui coupent la racine des procès, & les an-
neantissent, empeschent contestation en cause, si el-
les empeschent contestation il y faut doncques fai-
re droict auant toute œuvre ^m. C'est pourquoy on
a accoustumé de les proposer au commencement
auant contestation. Les autres retiennent le nom de
leur genre, & sont appellees peremptoires, qui es-
gouffillent & destruisent l'intentiō des pourluiuās :
mais sont seulement verifiees apres contestation,
combien qu'elles puissent estre opposees deuant &
apres. Ceste diuersité n'est point, qu'elles n'ayent
paroil pouoir que les precedentes, sçauoir d'este in-
dro

k §. ap-
pellatur.
institut.
de excep-
tio.

l Actio-
3. class.
fol. 405.

m Barto.
l postqua-
liti, v. le-
ctur. C.
de pact l.
fratris, C.
de trasac.
Syn-
gma. iur.
fol. 289.
col. 2. fol.
291. col.
1. & 2. fo.
292. col. 1.
fol. 293.
col 1. et 2.
Argentre
§. 286.
fol. 376.
des appro-
priat. mot
si sera de
tout.

dre le procès, mais vient d'autât qu'elles sont moindres d'auctorité. Le serment saint & sacré, la puissance du iuge qui a baillé la sentence, la force des transactions estant beaucoup plus recommandee, qu'une simple allegation de payement, que le pact nud de ne demander ou faire poursuite à l'aduenir, la renociation & autres semblables, lesquelles pour estre souuēt subiectes aux preuues qui sont de longue discussion, sont remises avec le principal pour en faire apparoirⁿ. Ceste diuersité entre les peremptoires & priuilegiees n'est que pour accommoder les parties, & ne la faut point rendre si precise que les peremptoires ne puissent estre allegues & prouues au commencement de la cause, sans aller plus oultre. Et encores qu'il ne soit loisible les alleguer durant le cours du procès, voire apres la sentence donnee, si celuy qui a obtenu iugement pour luy est si badin de le laisser arriere pour reprendre l'action qu'il auoit auant le iugement, ou quand l'exception est fondee sur autre raison & consideration, que celle sur laquelle le iugement est suruenu^o. C'est pourquoy Bartolle reprouuant vne infinité d'opinions, mesmes de ceux qui souloyent mettre difference entre l'incident & emergent, pour faire vider les exceptions emergentes auant tout œuvre, & reseruer les incidentes au cours de procès, monstre que les exceptions priuilegiees de transaction, iurement, & chose iugee, sont incidētēs, nees long temps auant la cause, & que neantmoins il les faut discuter auant tout œuvre; & au contraire que le pact de ne demander, qui peut estre emergent comme faut durant le procès, ne doubtera d'estre

*n. Jo. Fes
ra. Môd.
regul. 44.*

*o Syn.
tag. Iur.
verb. exce
ptio, fol.
288. col.
2. & fol.
289. col.
1 Bart. l.
exceptio
nē, n. 3. de
probatio
nibus.*

remis pour le prouver & iuger avec le principal. Au moyen dequoy sans s'arrester à ceste distinction & autres semblables, il conseille d'aduiser cōme l'exception est alleguee : quelquesfois la partie qui la propose le fait en intention que droit soit premierement fait sur son exception, & qu'il soit absolu de l'intention du demandeur, lors il y faut faire droit si elle peut estre verifiee incontīnēt. Quelquesfois il l'allegue seulement pour faire apparōître de son bon droit, & neantmoins est subiecte à vne longue discussion, en ce cas il la faut remettre avec le principal p. Quelquesfois (dit Ciceron) on est empesché de vuidier les fins de non receuoir auant que de venir au principal de la matiere; lors qu'on dispute si le demandeur a eu droit d'actiōner, s'il l'a de present, ou s'il est esnanoui, ou si sa demande est concluante selon la loy. Que si elles ne sont appoinctees, desbattues, ou vuidees, auant le principal, si est ce que les Iuges ne doubteront d'y auoir esgard auant le procès 9.

p Barr. l.
adire, C.
de ord in
diciōnū,
Pap. lib
7. tit. 8.
arre. 2.
Bauff 2.
p. lib. 1.
cap. 9.
q Buda. l.
postremo,
de origi.
Jur. fol.
335.

§. CLV.

Et pour le regard des delais, qui sont le plus souuent cause de la longueur des procès : Voulons & ordonnons, que suivant l'Edict fait à Paris au mois de ianuiier, mil cinq cens soixante trois, tous Iuges soyent tenus par l'appoinctement de contestation en cause, reigler tous les delais requis, & nece

necessaires selon la qualité de la matiere, & distance des lieux, comme d'informer, escrire, produire, bailler reproches, contredicts, & saluations, & autres semblables, selon que chacune cause y sera disposée. Tous lesquels delais seront peremptoires, sans qu'il soit besoin obtenir autres forclusions. Et s'il y a appel de forclusions, ou refus d'autre delay, ne sera differé, mais passé outre par le Iuge, qui aura donné l'appoinctement, iusques à sentence diffinitive inclusiuement. De laquelle s'il y a appel, sera conclud comme en procès par escript: ioinct l'appel de forclusion, & refus de delay pour y faire droit. Pourra neantmoins l'appellant, qui aura esté forelos de faire enqueste, requerir en cause d'appel, estre receu à ce faire. Ce qui luy sera permis par vn seul delay, à la charge que sa partie pourra assister, & faire preuue au contraire, si faicte n'a esté, sauf à ordonner à quels despens.

Tous delais peremptoires.] Bartolle baille vne petite distinction qui facilitera ceste matiere: les delais sont donnez les vns pour appeller la partie à fin de comparoir, les autres pour la receuoir à proposer ses faicts, & alleguer ce qu'elle voudra, les derniers à fin de verifier son allegation. Le terme donné pour comparoir est de la voix, ou ordonnant-

ce du iuge, & il est peremptoire encores qu'il ne fust dict: ou c'est vn sergent qui assigne en vertu de commission, & il ne l'est point. Le delay pour escrire & articuler n'est peremptoire par les loix (combien quel'Edict establisce vn nouveau droit pour ce regard.) Quant aux delais de preuues ils sont

a Bart. l. cessante, C. quom. & quando index.

b Syntag. iur. folio 189 col. 2. & f. 190. col. 1. qua slio 1. & 2.

c Barto. auth. qui semel. nu. p. C. de probatio nibus.

peremptoires ^a, soit que le iuge qui les donne les declare tels, ou parle generally: d'autant que la loy le veut ainsi, laquelle n'est asservie à l'omission du iuge. De là on a voulu, n'estre loisible de donner plus d'un delay d'informer sans cognoissance de cause ^b. De là sont nees les questions de noz Docteurs qui sont en peu de respect enuers les praticiens, s'il est loisible de représenter ses tesmoins apres la troisieme & quatrieme production ^c.

Mais passe oultre.] Les legistes font difference entre l'appel d'interlocutoire & de sentence definitive. Quand quelqu'un est appellant d'interlocutoire les attentats ne sont reuocquez, sinon qu'il soit dict faisant droit sur l'appel que le iuge a mal appointé. Mais l'appel de definitive suspend la iurisdiction du premier iuge qui a les mains liees, & fait que toutes les entreprises au preiudice, sont reuocquées auant que de cognoistre s'il a bien ou mal sententié, sinon que l'appel fust interietté hors iugement: car en ce cas il le faudra reigler ainsi que les interlocutoires ^d.

d Syntag. iur. verb. appellation. qua slio 25. f. 48. col. 1.

En cause d'appel estre receu à ce faire.] Combien que le iuge aye sententié selon les loix & ordonnances, si est-ce qu'il est loisible à l'une des parties d'appeller & par tous moyens demander d'estre receue à alleguer ce qu'elle a omis d'articuler

culer, & verifier ce qu'elle n'a verifié pardeuant le premier Iuge. Il luy sera permis (au moins avec lettres) d'articuler faicts nouveaux concernans les premieres procédures, mais ne pourra proposer chose qui soit du tout diuerse à la premiere actiō d. Les Docteurs ont traicté vne question fort remarquable si elle estoit suivie en pratique: sçavoir quand l'une des parties a bien prouué son intention, mais l'autre a fourni reproches vallables contre les tesmoins, au moyen desquelles les preuues ont esté aneanties, & celuy condamné, qui les auoit faictes, s'il luy sera loisible d'appeller & demander estre receu à verifier ses faicts par nouveaux tesmoins: ils ont resolu pour l'affirmatiue & conclud que le Iuge d'appel les orra e.

d Synthesma. iuris verb. appellari, folio 42.

e Steph. Ranchin. lib. 3. conclud. 341.

Pourra assister.] Le Iuge ne peut ordonner des delais à faire preuues, sinon que les parties soyent presentees ou deuëment appellees. D'autât que tels delais ne se donnent sans cognoissance de cause, & la reception des tesmoins ne vaut si partie aduersé n'a esté assignee pour les voir recevoir & iurer f.

f Anton. Gab. titu. decitatio. concl. 1. n. 101. 102. g Bartol. l. admonendi. nu. 5 ff de iur. iur.

Faire preuue au contraire.] Cecy est conforme au droit qui veut que les delais d'informer soyent communs aux deux parties g. A quoy s'accorde la pratique Françoisse fondée sur l'Edict de Charles h.

h 9. 3. 1563.

§. CLVI.

Enioignons tresexpressément à tous noz Iuges, tant de noz Parlemens, Cours souveraines que sieges Presidiaux ou autres, garder & obseruer ledict reiglement pour les

delais , & forclusions , sans avoir aucun esgard aux lettres obtenues au contraire. Et defendons à noz amés & feaux Conseillers , maillres des requestes , & Gardes des seaux de les octroyer ou accorder , & à noz Secretaires de les signer , à peine d'en respondre en leur nom. Reservons neantmoins à l'arbitrage des Juges , pour le regard des vesues , tuteurs , personnes miserables , gens absens pour nostre service hors de nostre Royaume , prisonniers de guerre , ou autres prisonniers detenus , & malades de longue infirmité , qui ne peuvent entendre à leurs affaires de pouvoir bailler ou renouueller plus d'un delay de faire enqueste , par cognoissance de cause , du merite du procès , & qualite des parties. Et en ce cas , pour obvier à la subornation des tesmoins , leur ordonnons surseoir la publication des enquestes des parties.

Garder le reiglemēt pour les delais. } Enjoignons tres-estroitement à tous noz Juges garder les ordonnances de noz predecesseurs sur les delais & abbreviation des procès , à peine de despens dommages & interests des parties^a. Or ces delais ont esté diversement reiglez selon le temps. J'ay dict ailleurs le vieil stile du pays de Bourbonnoys , qui donnoit trois delais de faire enqueste , & le quart avec co-

gnois

gnoissance de cause, approchât fort du droict cano
& vieil vsage François, lequel fust aneanti par l'or
dōnance de François 1. qui voulust tous delais pour
informer estre peremptoires, selon que les Iuges ar
bitreroient, fors que si dans le premier delay estoit
trouué que les parties eussent faict diligēce d'ame
ner leurs tesmoins, il leur estoit permis d'en accor
der vn second, apres lequel n'en pouuoient donner
aucun autre, pour quelque cause ou occasion que ce
fust, par reliefuement ou autrement ^b. Charles 9. les
voulut encores abbrevier commandant aux Iuges
de reigler les parties de tous delais necessaires en la
cause, par l'acte de contestation, les declarât perem
ptaires, sans ce qu'il soit besoing obtenir autre for
clusion, & restât la seule voye d'appel pour en auoir
vn second ^c: sur quoy cest Edict s'est arresté. A insi ne
faudra plus faire distinction (cōme par le passé) des
matieres importantes, ausquelles avec cognoissance
de cause on pouuoit obtenir plusieurs delais pour
prouuer: & des possesseurs sommaires, & de peu de
consequēce on n'y auoit qu'un seul delay Car com
me no⁹ auōs veu, le secōd delay est hors d'vsage aux
premieres iurisdicțiōs, restât seulemēt la diferēce en
ce qu'ēs sōmaires peu importātes les preuues se fōt
par 2. ou trois tesmoins examinez sur le registre d.

^b ma Pa
raphr. fil.
de Bourb.
§ 6 si des
delais.

^c Crasol.
9 1563. §
2. 3.

^d ma pa
raphr. fil.
des delais
§. 3. nu 6.

Vefues. tuteurs. j Cecy est tiré du droict el
crit qui reserue les femmes & mineurs, & leur bail
le plus de temps pour faire leurs preuues qu'au re
ste du peuple, iusques là qu'à la moindre occasion
ils sont receus à informer apres publication d'en
queste ^e. Or les vefues sont prinſes en droict pour
celles qui n'ont point de mary, soit qu'elles ayent

^e Barrol.
l'vbs exi
gitor. 2. 12
cliv. ff de
ad eud.

esté

esté mariees, ou ayent tousiours demeuré filles, ou pour celles qui ont encores leurs maris, s'ils sont absents, bannis, ou detenus en perpetuelle prison, auxquelles faut adiouter celles qu'on a donné à personnes effrontees, inutiles, & despourueuës des parties propres à generation ^c. Cest Edict parle des vesues qui demeurēt seules, & desolees de la mort de leurs maris.

c Sylu. nuptial. lib. 6. nu. 30.

Personnes miserables.] Les vesues & les mineurs, dont parle ce texte, sont personnes miserables, les marchands qui courent çà & là & s'exposent à mille hasards, soit pour seruir à la Republicque, ou pour en retirer profit, les pauvres, les orfelins, & generally toutes personnes desquelles nature nous incite auoir pitié ^d. Doncques veu que l'affection y a tel credit, l'arbitre du Iuge y vaudra beaucoup ^e.

d Syluius nuptial. lib. 6. n. 8. usque 36. e Barto. C. quando imper. in ser pupill.

Absens pour nostre seruice.] Nous voulons que les gendarmes estans à l'expedition puissent desduire le temps des prescriptions qu'ils auront esté à l'armee, & desnions ce priuilege aux casaniers resserrez dans leurs maisons, qui ne scauroyēt faire apparoir sous quelle enseigne ils ont marché ^f. Ceste ordonnance parle des gendarmes estās desia à l'expedition ^g. Ceux qui s'enrollent pour euitier la poursuite des creanciers plus que pour seruir au public en sont indignes ^h. Mais la questiō est plus forte s'ils iouront du priuilege quand ils sont appelez auant qu'aller au rendez vous. Les vns ont fait estat de l'incommodité, & negligence, pour exclure le gendarme paresseux qui a eu assés de temps de se choisir vn Procureur à fin de pouruoir à ses affaires, & n'en

f l'anci-mus, C. quib non obitici. lō. temp. pra script. g. l. 1. C. de tempo. in integr. restit. h. l. 1. lib. 12. C qui nu i poss.

n'en a tenu compte: & accorder le priuilege à celuy qui a esté preuenu. Les autres ne se sont arrestez à ceste distinction, mais ont voulu regarder si l'absence est pour cause probable seulement, ou si avec le probable, il y a necessité. Quand la cause de l'absence est probable & necessaire, la restitution est accordée sans auoir esgard si on a peu delaisser vn Procureur: & si elle est probable seulement, faut considerer le loisir qu'on a eu de laisser quelqu'un pour defendre ses droictsⁱ. Or ceste absence n'est point tant pecculiere pour les gendarmes, que les mineurs & medecins de camp n'y treuuent leur part. Ceux qui sont employez pour le public desdaisent le temps de leur absence. Le terme donné par les loix pour pourfuiure l'action de dol (disoit l'Empereur Gordian) ne courra point durant vostre absence aux affaires publics, & commencera à auoir cours du iour que serez deschargez, & aurez pouuoir d'entédre à voz affaires^k. De ce texte nous amplifions l'Edict de sa Majesté pour estendre ces mots, Pour nostre seruice, toutesfois que l'absence tend au bien public. Car nous auons veu cy dessus que toutes les actions de sa Majesté tendent au bien general, & ce qu'il dit Hors le Royaume, n'est point pour exclure les autres, mais à fin de monstrier que les ambassades qui vont aux pays plus esloignez sont principalement dignes de ces faueurs. Nous dirons cy bas parlans du ban & arrierebā, cōme les nobles sont tenus de monter à cheual pour le seruice du Roy, & si on les peut contraindre de seruir hors le Royaume.

Detenus de maladie. I'ay parlé par forme de renuoy cy dessus des exomes partāt passeray oultre^l.

i Bart. l. tempus, C. quibus non obicitur long. tempo. pscript.

k l. non possit. C. de dolo mal. leg. eb cōmissa. C. ad leg. iur. de ad. li.

l cy dessus §. 155

Cognoissance de cause.] A fin de le donner grand ou petit selon l'empeschement, & practiquer la reigle qui donne la restitution selon la lesion. Ainsi l'opinion des Docteurs sera suiuite qui permet aux Iuges d'accourir le second delay, & luy defend de le donner plus long que le premier ^m.

Surteor la publication des enquestes.]

Les textes apprennent que les preuues sont defen-
dues apres publication d'ēquestes pour obuier qu'il
y aye aucune subornationⁿ. Et les Docteurs limitēt
cesle decisiō aux mineurs, d'autant que leur aage
les exemptē de presumption de dol, & que la resti-
tution fait cesser toute presumptiō de subornatiō^o.
Neantmoins cest Edict a voulu y besoigner plus
alleurement, defendāt la publication des enquestes
durant le second delay pour faire preuues.

§. CLVII.

Enioignons à noz Aduocats & Procureurs generaux de prendre le moindre nombre de Substituts qu'il leur sera possible, & de voir eux mesmes les Requeistes ordonnees leur estre communiquees: comme aussi les informations à decreter, & interrogatoire des accusez. Defendons ausdicts Substituts de prendre ou exiger aucune chose des parties pour le rapport desdictes Requeistes informations & interrogatoires, qui seront mis entre leurs mains, à peine d'estre punis, comme de crime de concussion.

§. CLVIII

Et pour le regard de noz Procureurs és Sieges ordinaires, voulons en cas de maladie, absence, ou legitime empeschement d'eux, que noz Aduocats facent & exercent leurs charges sans que nosdicts Procureurs puissent commettre Substituts en leur place, quand nosdicts Aduocats seront presens.

Moindr nombre de Substituts Je Cest article & le subsequnt parlent des Substituts des gens du Roy, la multitude desquels est dangereuse, & partât la retrenche (sans autrement declarer le nombre) & leur defend de prendre ou exiger des parties aucune chose pour le rapport des requestes, informations, & interrogatoires qui seront mis entre leurs mains. Ce qui n'est qu'une reditte del' Edict d'Orleans qui

parle en termes generaux, Pour la visitati^{on} des a §. 21
procès criminels^a. Du Chalard a formé vne que-

stion propre pour ceste matiere, si les gens du Roy peuvent substituer, & conclud (chose assés recongneue en practique) que la reigle generale defendât de substituer à celuy qui a esté appellé à la charge en cōsideration de son industrie, n'a lieu quâd il est absent pour le bien public, & pour cause vtile & necessaire: en ces cas il peut substituer, mais doit fai-

re comme on luy a faict, prendre personnes capa-

bles pour exercer telles charges^b. Je ne crains de faire ceste illation: Tous ceux qui sont salariez du public ne doiuent prendre chose aucune des parties directement ou indirectement, ni par consequence

leurs

^b Orleans

§. 21.

leurs substitués ^c. Bugnyon a prins icy occasion de
^{e Chalar-} ^{du. §. 81.} declarer si les Iuges & Aduocats peuuent prendre
^{d Molins} ^{§. 20.} dons & présens, & en auoit dict suffisamment sur
^{e §. 80.} l'ordonnance de Molins prohibitiue de taxer les
^{f. §. 114.} ^{Or 120.} peines des gens du Roy ^d. A quoy du Chalard s'est
aussi employé sur l'Edict d'Orleans ^e. Voyez les,
car ie ne delibere de les transcrire, ni m'arrester sur
ceste matiere, de laquelle i'ay desia dict cy dessus ce
qui m'ensemble ^f. Les Docteurs monstrent qu'ils
peuuent consulter pour les parties, quand ils dient
que les gens du Roy ne sont si facilement refusez,
sinon qu'ils ayent donné conseil à l'un des plai-
deurs. Car il n'y auroit point de raison d'auoir eu
communication des pieces secretes, & descouuer-
ture de ce que les parties tiennent le plus caché,
pour apres soubz couleur de leurs charges, se rengier
de l'autre party ^g. Nous sçauons tous que l'Edict
leur permet de consulter ^h, mais ie pense qu'il ne
peut auoir lieu aux Aduocats faictz nouueaux Con-
seilliers. Et ne sçauroye trouuer soubstenable le par-
ty de ceux qui aimēt mieux le gain des respōses fai-
ctes en chambre, que s'acquitter de leurs charges,
& se trouuer au conseil avec le corps, pour rendre
iustice ainsi que leurs offices commandent. Si vou-
lez sçauoir comme les gēs du Roy ont esté reiglez,
allez à Bugnyon ⁱ.

§. CLIX.

Tous Iuges, Enquesteurs, Greffiers, Ad-
uocats, Notaires, Sergens, & autres Officiers
de Iustice, leurs clerks & commis, seront te-

nus d'escrire & parapher de leurs mains tout ce qu'ils auront receu des parties, soit pour espices, vacations, salaires, & autres causes: le tout sur peine de concussion & de priuation de leurs offices.

Ce qu'ils auront receu.] D'autant que Bagnyon a ramassé les ordonnances Françoises qui commandent aux iuges & autres Officiers de mettre aupied des dictons, sentences, exploicts, ecripures, & consultations, ce qu'ils reçoient des parties, ie ne m'arrestera y pour en faire plus long discours: vous pouuez voir ce qu'il en a dict ^a. Suffira nous souuenir du fondement de l'ordonnance à fin que celuy qui gaignera sa cause puisse repeter les despēs contre sa partie ^b. Ceste consideration bien prisee & obseruee, oste tous les abus dont ceux de lisse font estat qui sous couleur de practique & emolumēt d'office sont les plus insignes volleurs qu'on pourroit trouuer. L'auctorité des Magistrats du iourd'huy, sert de conforter leurs exactions, & celuy est sage qui baille le saye & pourpoint à celuy qui demande le mâteau: à fin d'eiter ces Harpyes ^c. Iustice est vn nom honorable, & comme elle est desguisee par beaucoup de long vestus, est vn brigandage formel. C'est de ceux la que parle le Poëte les appellant riches

*Il n'y a iour en l'an qui n'aye son present,
Le riche sans cesser d'une ligne est pensant
Comme il pourra forcer le simple populaire,
Pour luy faire porter son l'arrécin notoire ^d.*

H h

a icy Bagnyon.

*b §. 34
Carol. 9.
1563.*

*c Argen.
§. 283. fo.
608 des
appropri.*

*d Calius
Rhodigi.
lib 5 c. 14.*

Conformement à Iustinian qui en parle ainsi : les Iuges qui seront conuaincus s'estre noircis par larrecins & autres meschancerés seront cassez, & contraincts de rapporter leurs honorables prouisions, à fin que degradez des charges & du tiltre de Noblese ils soyent rengez avec les plus corrópus d'entre la populace, & qu'ils n'ayent occasion de s'esjouir plus longuement des honneurs s'estans monstrez indignes de les exercer. Or le Monarque leur a baillé deux brides, l'une cy dessus touchée, leur defendant de receuoir aucuns presens, l'autre commandant qu'ils facent estat des espices, & toutes autres choses receues, à fin que celuy qui gagnera sa cause puisse recouurer les despens de la partie vaincue: & encores pour recognoistre si les officiers de iudicature aiment les viandes à l'hault goust.

Auoir receu.] L'Empereur Iustinian a suffisamment recogneu le malheur prouenât de la vente des offices lors qu'il à retrenché l'auarice des iuges non contens des gaiges publics, qui rauagent les subiects par rapines & larrecins, proposans en vente la iustice, laquelle deuroit estre rendue gratuitement, & condâne les officiers qui ne prennent rien par leurs mains, mais ont les greffiers & clercs apostez pour faire venir l'eau au moulin ^f. Il a plus faict que cest Edict qui recommande les taxes moderees, en ce qu'il leur a taxé les espices selon les matieres, & defendu aux iuges de surpasser l'ordonnance sur peine d'encourir son indignation ^g. Les Canonistes en ont faict de mesmes ^h. Mais il y en a de si aspres qu'ils ne se desporteroient de tels gains, encores qu'ils vissent l'espee du Bourreau contre leur goustier ⁱ.

Enioi

e l. indi-
ces. de di-
gnitatib.
lib. 12. &
Bart.

f Nouell.
3. ad edi-
ctum ut
curam ge-
rentes.
g Nouell.
2. § ne-
mine, § si
qui vero.
h Pragm.
sanct. ver.
taxetur.
col. 50. de
election.

i Cal. Rho
dig. li. 12.
cap 1 fol.
410. lib.
18. cap.
25.

§. C L X.

Enioignons tant à noz iurifdictions souveraines, que toutes autres subalternes : de reigler les salaires des Greffiers, Sergens, & autres ministres de iustice, le plus iustement que faire se pourra : & que du reiglement qui sera faict contenant ledict salaire, soit mis vn tableau és Greffes desdictes Cours & Iurifdictions inferieures, avec defense à tous lesdicts Greffiers, Sergens, & autres sur peine de la vie, prendre plus grand salaire que leursdictes taxes, encores qu'il leur fust volontairement offert.

Mis vn Tableau.] Nous vous exhortons di-
soit Iustinian aux Euesques & Archeuesques de
l'Empire d'estre plus vaillans que par le passé, à
ce que les iuges se contentent de leurs gaiges, &
cessent de fouller les subiects. Et d'autant que vous
estes sur les lieux pour cognoistre le bien & le mal,
ne ferez faute de nous aduertir de ceux qui se con-
tiennent gracieusement en leurs charges, & nous
enuoyer la liste des refractaires à noz ordonnances,
à fin que puissions chastier les vns & rendre graces
aux autres. Deslors q̄ quelque loy aura esté publice
elle sera mise aux Thresors de voz saintes Eglises
avec les vaisseaux sacrez: parce que les loix sont de-
diees à Dieu & establies pour la seurcté & salut
des hommes qui l'honorent. Vous ferez encores
mieux & plus profitablement pour les subiects, si

*a No-
well. p. ad
edictū 3.
curam.*

*b icy Bua
gnyon.*

c § 86.

vous la faites escrire en tableaux, ou graver en pierre, aux principales portes des tēples, à fin q̄ cha-
cū aye pouuoir de lire les ordōnāces^a. Or ie remets
là matière de ce §. en mes commentaires aux coustu-
mes de Bourbonnoys, où ie delibere (aidant Dieu)
traicter les taxes de despens, & ce qui est deu aux
Iuges, Aduocats, Greffiers, Sergens, & autres sup-
posts de l'isle. Voyez cependant Bugnyon^b & l'or-
donnance d'Orleans parlant des Greffiers, & de
leurs clerks^c. Ensemble les Edicts du Monarque
concernans les clerks en tiltre d'office, & la taxe des
Sergens qui ont rédu la iustice plus chere d'un tiers
qu'elle n'estoit au parauant.

§. CLXI.

Les Aduocats & Procureurs seront re-
nus signer les deliberations, inuentaires, &
autres escriptures qu'ils feront pour les par-
ties & au deffous de leur sein escrire, & pa-
rapher de leur main ce qu'ils auront receu
pour leur salaire, & ce sur peine de con-
tusion.

Ce qu'ils auront receu.] Les Docteurs ap-
prennent que les loyers & recompenses d'honneur
ont esté donnez par le passé eu esgard aux labeurs,
& merites du personnage à qui ils sont deus. Quand
on voyoit vn Docteur regent en quelque fameuse
Vniuersité qui auoit gaiges outtre l'ordinaire, c'e-
stoit vn signal necessaire qu'il estoit plus excellent

en doctrine, & faisoit leçons plus fructueuses. Quand deux ou trois Aduocats estoient assemblez pour deliberer sur quelque doute, & que la partie donnoit à l'un demy escu, & aux autres un tiers d'escu ou demi franc, cela faisoit beaucoup à la recommandation de celui qui auoit plus receu, suivant les regles qui donnent taxes selon les merites ^a. Mais la pratique du temps qui court est autre. Les Procureurs sont iuges de la doctrine des Aduocats, employez & payez à leur volonté, selon qu'on les sçait mieux adorer. Je sçay assez ce qui est dict en droit; que l'Aduocat prend peine à l'egal du payement, & qu'il a peu de souci que deviendra la cause de sa partie qui ne rend sa bourse hydropique. Mais nonobstant il aduient d'ordinaire que les plus grands brigueurs, crocheteurs, ou furons de pratique, sont plus auancez, & que l'homme d'erudition, bien entendu en la loy, est pratique François, & diligent à defendre ses parties, & mesprisé pour ne se pouuoir asseoir à un tas de chicanoux qui s'appellent maistres de la cause. Aussi si vous regardez de pres au iargon de quelques iuges que l'iniure du temps a fait seoir sur les fleurs de lis, & considerez les deuis de beaucoup d'Aduocats recogneus par la cornette, vous verrez que les idiots qui ne se peuuent beaucoup auancer par leur doctrine, & preud'homme, ne preschent autre chose que leur gain. Pour mon regard ie croy en saine conscience que tels pinse-maillles sçauent trop mieux prendre que gagner. Pleust ores à Dieu qu'ils eussent quelque souuenance de la belle sentence des Canonistes, qui tiennent trop grande conuoitise d'argent

*a Anton,
Maras,
s. de coi
opini. m
60.03.*

*b Cam. his
egitur, 23.
distinct.*

estre l'estoffe de toute meschanceté ^b, & fussent plus curieux de l'honneur que d'un trop falle lucre. Si cela eust esté obserué de tous temps, les estrangers se fussent à tort esleuez contre les hommes de robbe longue, les surnommans, disciples de Promethee. Vostre ouurage, messieurs les Aduocats, est viuant & animé, vostre parolle dorce de ces belles fleurs de Rethorique, & viues demonstrations des Iuriscultes, ne peut estre sans quelque feu (de là on disoit que Pericle fouldroyoit) mais le bõ homme Promethee faisoit son ouurage de terre, & vous composez les vostres d'or pur ^c. C'est grand pitié que les traueses & iniquités des hommes de la robbe, ayent incité Plutarque de diffinir les auditoires, la region des mescreyans, & impitoyables. Et Anacarse, que c'est le lieu où on peut impunement piper & deçeuoir, & où l'auarice fait que toutes choses sont trouuees licites. C'estoit peu de ce que les anciens disoyent estre permis aux auditoires d'accuser l'innocent, & louer l'homme rempli de vice, si la practique du iourd'huy n'apprenoit qu'il est permis aux practiciens de desrobber & couper la bource aux parties ^d.

*d Calius
Rhod. lib.
18. cap. 9.*

Salair.] Nous auons cy dessus parlé du salaire des Iuges & autres Officiers qui ne se veulent contenter des presens, dons, espices, & gaiges publics ^e, mais cherchent tous moyens pour emoluméter leurs estats iustement & iniustement : c'est tout vn pourueu qu'ils bastissent vne grãde maison. Reste à dire des Aduocats. Je sçay bien que les Iuriscultes ont borné leurs salaires à cent escus pour vne cause, sans en pouoir prendre d'auantage, quelque lon-

*e § 127.
C. 159.*

gueur

gueur & difficulté, qui soit alleguee, sinõ qu'elle fust criminelle, capitalle, ou infamete: car la dexterité & labeur sont principalement requis en celles la. La mort & l'infamie marchent de mesmes, & (comme disoit Ciceron) le principal office de l'Orateur est de sçauoir defendre l'accusé ^f. Les gloses du droit ont tant approuué les salaires qu'elles ont permis à l'Aduocat d'abandonner sa partie qui est lente à le salarier, & se rengier du contraire party. Mais ceste permission est inique, & auroit peu de lieu en practique ^g. Suffit d'abandonner son client sans le combattre, & n'y auroit point d'apparence apres auoir ouy (comme en confession) tout le secret d'une cause de le declarer à l'aduersaire, & reprouuer ce qu'on a approuué sous couleur de n'auoir esté payé de ses peines. Aussi y a-il beaucoup d'Aduocats consciencieux & craignās Dieu qui aimeroyēt mieux viure beaucoup plus pauurement, que penser à ceste detestable practique: mais il y en a d'autres qui passeroient volontiers par là, s'ils ne craignoyēt d'en estre reprins & mōstrez au doigt. C'est à ceux la que Cicerō parloit proposant les loix estre corrompues & desprauées par les esprits des Iuriconsultes. Et parce qu'il est impossible de recognoistre la vertu parfaictement, & que l'hypocrisie fait q̄ souuēt nous prenōs le pire pour le meilleur, il a fallu (à fin d'obuier au mal) faire les loix generalles, chastias le mauuais, & desauātageās le vertueux. En ceste cōsideratiō Ferdinād Roy d'Espagne enuoyāt Perdratias gouuerneur aux Isles Occidentales nouvellemēt descouuertes, luy defēdit d'y mener Iuriscōsultes, ni aduocats, à fin de ne porter la semēce des

f Synag.
Iur. fol.
338. col.

1.

g Synag.
Iur. verb.
Aduoca-
tus, col. 1.

procés, où il n'y en auoit point. On recite que Monsieur le Chancelier de l'hospital harenguant le peuple assemblé à Orleans, n'eust crainte de dire la multitude des procès estre venue des escolles de droict, les Escolliers apprenans aux Vniuersités les moyens de plaider ^h. Mais (sauf sa reuerence) les diffinition & diuision du droict le combatēt. Les loix n'apprennēt point à plaider, mais mōstrent comme il faut mettre fin aux procès. Elles n'enseignent point à chicaner, mais à retrencher les chicaneries, & comme faut accorder à chacun ce qui luy appartient. Je veux conclure de ce discours que les loix sont sainctes & sacrees, & les legistes tous dignes de recōmandation, & qu'il est besoing les honorer en recompense de leurs peines: mais qu'un tas de practiciens deuroient estre chassez des Republicques au lieu de les salarier, d'autant que par leurs haultse-pieds, il n'y a rien tant certain, qui ne deuienne incertain, rien si clair qui ne soit obscurci, contract si asscuré qui ne soit rescindé, nul arrest si meurement donné, nulle sentence si iuste, qui ne soyent cassez. Toutes les actions humaines sont exposées aux calomnies, finesses, malices, rançonnemens, & pilleries des practiciens, qui fait que nous n'auons aujourdhuy que l'ombre de la vraye Iustice ⁱ. Or au lieu de salarier toutes telles sortes d'iniquités & autres sēblables, noz loix ont disputé si les Aduocats qui s'esgarent de la commune sont responsables de leurs conseils pernicieux, & ont condamné l'Aduocat qui sciemment conseille à sa partie d'vser de trauerſes & cautelles, pardonnant au simple & ignorant ^k.

Doreſen

*h La Pri-
mauld.
iour 16.
ca 62. fo.
330.*

*i la Pri-
mauld. f.
331.*

*k Anton.
Maria de
cōi opin.
116. 11. 12.*

§. CLXII.

Doresenauât en toutes matieres, où il sera question d'informer, & faire preuue par tesmoings de la valeur de quelque chose, seront tenus les parties d'une part & d'autre conuenir de gens experts, & à ce cognoissans, & à faute d'en conuenir, en seront nommez d'office par les Iuges, pour estimer & auouer lesdictes choses, & en rendre raison, sans autrement les appoincter à informer & faire enqueste: sauf quant aux autres faicts qui seront desdviets au procès, de les receuoir à faire telle preuue par tesmoings qu'ils verront bon estre.

Les parties conuenir.] L'ordre qui doit estre tenu pour nommer & conuenir d'expres est tel: Les parties plaidantes en nommēt chacune vn ou deux & vn par dessus pour les accorder en leur rapport: que si elles sont discordâtes, le Iuge les prédra d'office, & leur fera prester serment de fidellement rapporter selon l'art, en leur loyauté & conscience, le pris & valeur des choses contentieuses, le dommage donné, les reparations necessaires, & combien elles pourroyent couster à remettre, & ainsi des autres differents qui sont sur l'estimation ^a.

De la valeur.] Bartolle donne deux moyens de prouuer la valeur de quelque chose, & distingue le mobilier d'avec l'immeuble. La chose mobiliere (dir il) consiste en poix, nombre, & mesure, com-

a Syntagma. iur. verb. affirmatores. col. 2 fol. 28.

me le froment, & autres sortes de bleds. Lors faut articuler le temps qu'elle est deuë, combien elle valloit publicquement, & communement, lors, deuant, & apres. Que si le meuble est de ceux qui ne produisent point de fruiçts, comme vn liure, vne tasse, vn anneau, faudra proposer, que tels meubles vallent autant qu'ils peuuent estre vendus^b, & que pour lors il s'en fust autant trouué. Mais en question d'immeubles il est besoing d'articuler de quel rapport est l'heritage, la contree où il est assis, combien les semblables ont accoustumé d'estre vendus en ces lieux, & que s'il eust esté exposé en vente autant s'en fust trouué. Adioustant vne autre forme de prouuer plus claire & plus vraye: sçauoir que le Iuge se transporte sur les lieux, voye en quel estat ils sont, en dresse son procès verbal, puis y aye esgard: & non content de ce quil trouue deux bons appreciateurs, leur face prester le serment, commande de visiter les choses pour en faire rapport^c. D'autât qu'aux differents qui sont plus subiects à estre decis par iugemēt & experience que par tesmoignages, les experts doiuent estre appelez pour faire l'appréciation, ayant esgard au temps du contract, aux achapts & restitutions^d. Voila le fondemēt de cest Edict qui seruira beaucoup pour oster les varietés ordinaires aux depolitions de tesmoins quād il est question d'apprecier, se trouuant souuent plus de demi douzaine de pris^e.

Et en rendre raison.] Cōbien que le tesmoing ne soit tenu rendre raison de sa deposition si l'enquiteur ne la luy demāde, toutes-fois la reigle faut lors qu'il est question d'interest, ou d'appréciation^f.

b Bartol.
l. *pretia*,
§. *nonun-*
quam, ff.
ad l. *Fal-*
cid.

c Anton.
Gabr. lib.
conclu. 1.
n. 47. 48
de com-
mun. opi-
nion.

d Bartol.
l. *rem ma-*
ioris pre-
stij, n. 20.
cum sequ.
ff. de re-
sciend. ven-
diti Steph.
ph. Ranchin.
lib. 5. con-
clus. 46. 469

e Steph.
Ranchin.
lib. 5. con-
cl. 27.

f Steph.
Ranchin.
lib. 3. con-
cl. 28.

Les Iuges & Greffiers ne prendront aucune taxe ne salaire pour tenir & recevoir les encheres, ni pareillement lesdits Greffiers, ou autres pour la distribution des deniers, sinon ce qui leur sera taxé par les Iuges pour ladicte distribution selon le labeur: nonobstant toute v'sance au contraire. Abolissans des à present le stile d'aucunes Cours par lequel les Iuges & autres officiers d'icelles pretendent leur estre permis, en taxant despens, ou frais, ou deliurant deniers dencheres, ou confiscation, se faire payer à raison d'un sol, ou autre somme pour liure ou escu: Leur enioignans trespas & emet de se contenter de salaire moderé & raisonnable, selon leur labeur & vacation, le tout sur peine de concussion, tant contre lesdits Iuges, que Greffiers & autres Officiers.

Les Iuges & Greffiers.] La coustume de Bourbonnois que nous cométons a deux §§. qui exposent ceste matiere, l'un defendant aux Iuges, Greffiers, Aduocats, & Procureurs des parties, parents, enfans, ou freres, de recevoir consignation^a: l'autre ^{a §. 444} qui contrainct l'acheteur de consigner reallemēt & de faict le pris, pour lequel les heritages luy sont adiugez, és mains du Greffier ou autre comis pour le Iuge qui faict l'interposition du decret^b. ^{b §. 155.}

Mais

Mais d'autât q̄ l'expositiō de ce texte iroit biē loing, nous la reseruons au lieu propre. Suffira pour maintenant de sçauoir que le Iuge se monstre affamé qui se nomme pour receuoir les consignatiōs, & que le Greffier ne s'y doit ingerer sans y estre appellé. Ou bien s'il est loisible de deuiner sur deux §§. si cōtraires, la cōsignatiō est defēdue au Greffier en matiere de retraict, d'autant qu'apres l'acceptation faut deliurer dans vingt-quatre heures, & q̄ les demâdeurs & ceux qui sont tenus de reuendre apres le contract passé, auroyent souuent procès contre le Greffier pour retirer les deniers. Là où es criees & peremptoires, le dernier encherisseur ne souffre point d'interest, non plus que le propriétaire & creancier. Car l'acquireur ne deliure qu'en deliurât, il paye la somme lors qu'on luy donne ses lettres de decret & adjudication. Le propriétaire est d'autant acquité, & le creancier satisfait des deniers de la vente si tant peuuent monter. Differons à poursuiure plus plainement ceste matiere, & voyons l'intention de nostre texte, si le Greffier peut demander taxe pour receuoir les encheres, prédre les deniers en depost, & pour la distribution d'iceux. Tiraqueau distingue, ou le depositaire prend la charge volontairement, & il ne prend rien pour la garde: ou il est contrainct & il peut poursuiure recompense de ses peines ^c. Ceste distinctiō n'a point de lieu es endroicts où les receueurs des consignations ont vogue. Songez que veut cest Edict.

*c. Papa d.
§. 444.*

d. §. 96.

Du sol pour liure.] No⁹ auōs cy dessus^d proposé l'anciē abus des Secretaires de la maison de France, qui taxent les expéditions des Chancelleries se-
lon

lon les qualitez des impetrations & des parties. Les Canonistes ont reprouué l'auarice d'aucuns Secretaires, qui ne se contentent du payement selon la peine, mais mesurent leurs salaires à la valeur du benefice impetré, combien que les prouisions d'une Archeuesché n'ayent gueres plus de langaige ni de stille que d'une petite cure, d'ont le reuenu n'excedera cent sols par an, & reformans tel abus ont considéré si l'usage des lieux taxoit les expéditions à fin de les suiure & ne l'exceder, & n'y ayant point de taxe, laissant la moderation à la discretion du Iuge ordinaire, qui aura esgard à l'obseruance, merite de la cause, qualité des personnes, & à leur labour^e. C'est pourquoy Innocent troisieme reprint aigrement les Officiers Ecclesiastiques, lesquels durant son Pontificat ne se contentoient de leurs gaiges, mais encores prenoient la disme ou autre cote pour ceux qui auoyent gagné la cause, & les contraignoient aux payemens par saisie de leurs biens^f. Suiuant ce Charles 9. voulust que les despens adiugez aux Cours souueraines & autres iurisdiccions fussent taxez par vn seul Commissaire, & qu'il ne peut taxer pour son salaire qu'à raison & pour le temps qu'il y auoit vacqué^g.

*e Pragm.
Sanction.
verb. taxe
tur, fol. 50*

*f l cum
ab omni,
extr de vi
ta & ho-
nesta. cle-
ricor.
g Orleāz,
§. 47.*

§. CLXIII

Après le decés d'aucun, soit qu'il y aye enfans, ou non, les heritiers du defunct ne seront contraincts admettre aucune garnison, ni appeller noz Iuges & Procureurs, ni pareillement le Greffier de la Iustice, pour

pour faire inuentaire : mais pourront prendre Notaires & Tabellions à leur choïs & commodités sinon en cas de pretendue confiscation, aubaine, ou contention, entre les parties, ou que par aucun y ayât interest il soit requis à ses despens, perils & fortunes : sauf neantmoins de proceder par voye de seel, si faire se doit, pour la conseruation des biens des mineurs, ou absents. Ce que nous entendons aussi auoir lieu és Iustices subalternes, non Royalles : esquelles quand le Sieur Iusticier, ou, ses officiers auront saisi & mis la main, nous n'entendons que noz officiers s'y entremettent, sinon pour la conseruation de noz droicts.

Admettre aucune garnison.] Les Estats de Tours remōstrerent au Roy les grādes iniures prouenant de l'infraction de cest article, & combien les subiects sont soulagez de son entretien. Voicy les termes : Les Officiers du Roy ou leurs commis, sans informations, peremptoires, ou preuues suffisantes, font souuent saisir, & mettre en la main du Roy, les biens d'aucuns trespassez, disans indifferemment que les trespasés estoient espaués, bastards, & aubins, & aucunes fois ne scauent auquel arrester, au grand detrimēt des heritiers, ou executeurs dudit defunct, & neantmoins les mettent en grands frais & despens, & finablement que les Iuges cognoissans que le Roy n'y a aucun droict d'espā

d'espaue, de Bastardie, ni d'aubaineté, leuēt la main au profit desdicts heritiers sans despens, pource que le Procureur du Roy ne paye aucuns despens : semble ausdicts Estats que l'ō doit desfēdre à iceux Officiers que dorésenauant ils ne fassent telles saisines, n'exploictes sans informations precedentes, deuēment faictes, & ne mettent la main sur les biens d'aucuns qui ayent heritier apparent, mais se gouuernēt ainsi que par les ordōnances royales des predecesseurs Roys de France a esté ordonnē. Le Roy trouua iuste ceste remōstrance ^a. L'Empereur Constantin permettoit à tous de se defendre contre le fisque, & ne vouloit que les possesseurs fussent depouilleez, ni qu'il y eust aucun cachet ou description auant condemnation ^b.

*a Tours,
fueill. 38.
32.*

*b l' defen-
sionis, C.
de iure fis-
ci, ubi Bar-
tolus qui
incipit fa-
cultas, lib.
10
c. 107 Bu-
gnyon.*

Greffier pour faire inuentaire.] Il s'en faut beaucoup que ce texte parle de l'inuentaire des tuteurs selon que Bugnyon l'a exposé ^c. Ce qui est trop euidēt par ces termes qui ne peuuent estre inuertis, Y ait enfans ou non des heritiers du defunct. S'il eust entēdu parler des tuteurs il n'eust pas dit, Y ait enfans ou nō, moins encores se fust il adressē aux heritiers, veu que la cōfection d'inuentaire est de la charge du tuteur, & non des heritiers mineurs, laquelle de droict appartient au Iuge ou à quelque autre par luy cōmis. Mais la pratique voulant esparagner aux frais la trouue bonne par le Greffier, Notaire, ou Tabellion ^d. Dequoy ie ne feray plus lōg propos parce que ceste matiere est propre pour mes cōmentaires sur la coustume de Bourbonnoys ^e. Suffira pour refuter l'opinion de Bugnyon, & monstrer que cest article ne parle des tu-

*d Bessia-
n^o, aa. Al-
uern c. 11.
§ 7.
e §. 182.*

tuteurs

teurs, de dire que l'inventaire des tuteurs est nécessaire, & ne peut estre omis sans offencer : mais celui de ce texte est laissé à la volonté des heritiers conformement aux coustumes de Bourbonnoys, & d'Auvergne, qui defendent aux seigneurs iusticiers de faire mettre leur main sans requisition de partie sur les biens & successions des descendans en leurs iustices, quand il y a heritiers apparents, qui tels se declarent ^f. Il n'y a point d'heritiers maieurs qui soyent tenus de faire inventaire, si ce ne sont ceux qui veulent n'estre tenus à plus que monte la possession ^g. Dequoy ie me reserve de dire en autre endroit mieux à propos : ou quand il y a debat à qui sera heritier, & pour quelle portion ^h. Lors l'une des parties le requerant il est fait aux despens de la succession à moindre frais que faire se peut, à l'occasion dequoy on commet souvent les Notaires & Tabellions ⁱ.

Ses Officiers auront saisi.] Iay dict en mes commentaires sur la coustume de Bourbonnoys si cacheter, saisir, & faire inventaire, sont actes de moyenne, & basse iustice : & comme le Roy en use cumulatiuement ou priuatiuement aux seigneurs iusticiers ^k.

§. CLXV.

Tous Notaires & Tabellions, tât Royaux qu'autres, soit en pays coustumier, ou de droit escript, seront tenus faire signer aux parties & aux tesmoins instrumentaires, s'ils scauent signer, tous Contracts & actes. soyent Testamens ou autres qu'ils receuront
dont

f Bourbō.
§. 327.

g Pontan.
ad Blesf.
§. 2. verb.
inventarium.

h Pap. §.
§. lib. 15.
tit. 6.

i Pap. & t
supr. arre.
2.

k §. 3. ver
be inven-
taire.

dont ils feront mention, tant en la minute que grosse, qu'ils en deliureront, à peine de nullité desdicts contrats, testamens, ou actes, & d'amende arbitraire. Et au cas que les parties, ou tesmoins, ne sçauront signer, lesdicts Notaires & Tabellions feront mention de la requisition par eux faicte ausdictes parties & tesmoins de signer, & de leur response. Le tout nonobstant toutes lettres de declaratiõ, que lesdicts Notaires pourroyẽt auoir obtenues au cõtraire: lesquelles nous auõs casseees & reuocquees, encores qu'elles ayẽt esté verifiees en noz Cours de Parlement.

Signer aux parties.] La preuue est pareille de verifier par tesmoins ce qui est mis en doute, ou par la signature & souscription du contractant, ou du testateur. Celuy n'est receuable qui veut desbatre ce qu'il a desia approuuẽ par sa confession redigee par escript, & sousignée de sa main ^a.

Tesmoins instrumentaires.] Nous verrõs au §. suiuant que l'instrument ne vaut sans tesmoins, & apprenons par le droit ciuil que selõ l'usage des regions ils sont quelquesfois mis au commencement de l'instrument, & quelquesfois en fin, suffit qu'il y en aye, & qu'ils signent les conuenances s'ils sçauẽt signer ^b. Cecy est cõforme à l'Edict d'Orleans, qui commande aux Notaires faire signer les parties & tesmoins instrumentaires s'ils sçauent signer, tous actes & cõtracts qu'ils reçoient, & d'en faire mẽ-

a *Idoc.*
Dãhrou.
lib. parit.
verb con
flave, An.
Gab con
clus. 3. de
præsump.

b *Auth.*
de instrum.
cancell. §.
sed & si,
Bart.

c Orleans
§ 85.

tiō expresse, à peine de nullité & amēde arbitraire.
Contracts & actes.] Encores que biē souuēt,
où les raisons diuerſes ne ſont repugnantes, ſoit loi-
ſible d'argumenter des cōtracts aux dernieres volō-
tés, ſi eſt-ce que cela ne ſe fait point ſelō la proprie-
té des termes, qui met difference entre geſtiō con-
tract & teſtamēt^d. Le teſtamēt ne cōprēd le cōtract,
nile contract le teſtament^e. Mais le mot d'inſtru-
ment, cōprend le contract, le teſtament, & le Codi-
cille^f. Le pareil eſt de l'acte, mot dōt ce §. faiēt mē-
tion, qui cōprend les depōſitions de derniere volō-
té ainſi que Bugnyon a elegammēt veriſié par le teſ-
moignage de Cicerō, & arreſts de la cour, voyez le §.

*d l. verba
contraxe-
runt: ff de
regul iur.
e Steph.
Ranchin.
lib. 1. con-
clu 216.
f Ctesha.
Ranchin.
lib. 1 cō. l.
216.*

*g icy Bu-
gnyon.*

Qui le reçeuront.] La concluſion eſt ſingulier-
ement conſiderable aux contracts, & ne ſuffit que
les teſmoings ayēt eſté preſēts durāt les proparlers,
mais doiuent aſſiſter à la concluſiō. Car beaucoup de
choſes ſont miſes en deliberatiō qui demeurēt ſans
reſolutiō, beaucoup de marchés qui ne ſōt arreſtez.

*h Steph.
Ranchin.
lib. 2 cōcl.
439.*

Que ſert le teſmoing qui depōſe ie l'ay ouy parler
de tel faiēt, ſ'il ne ſçait q̄l fuſt l'accord^h? C'eſt pour-
quoy la couſtume de Bourbōnoys charge les Notai-
res d'eſcrire les cōtracts auāt les recevoir, & apres
en faire lecture hault & clair, & en preſēce des par-
ties & teſmoingsⁱ. De quoy ne feray plus long pro-
pos pour auoir diēt ce qui me ſēble de ceſt article.

i §. 77.

En la minute qu'en la groſſe. L'edict d'Or-
leans charge les Notaires d'enregiſtrer les minutes
& ſigner le regiſtre, & veut qu'ils facent mention
expresse ſi les teſmoings ſçauent ſigner ou non^k.
Mais ne declare en quel lieu ſi à la groſſe ou à la
minute ceſtuy cy ſert d'ampliation.

*k § 84.
85.*

Et

§. CLXVI.

Et à fin d'obuier aux faussetés & suppositions, qui se peuuent commettre pour ce regard, Nous voulons qu'és lieux où iusques à present n'a esté permis qu'un seul Notaire en preséce de deux tesmoins, puisse receuoir & passer Cōtraicts, Testamēts, & autres actes, le dict Notaire s'il est és villes, ou gros bourgs, esquels vray semblablement on puisse recouurer tesmoins qui sachent signer, & que la partie quis'oblige, ne puisse signer, soit tenu appeller pour le moins vn tesmoing, qui scache signer, & lequel actuellement signera avec luy la minute.

Vn seul Notaire en preséce de deux tesmoins.] I'ay exposé le §. de la coustume de Bourbonnoys, qui defend au Notaire ou Tabellion receuoir aucun contract s'il n'y a deux tesmoins, ou qu'ils soyent deux Notaires^a. Et partant ne m'arrestay que bien peu sur ce poinct: considéré que les loix diuines & humaines sont toutes claires pour monstrier que la preuue est entiere qui a deux ou trois tesmoins sans reproches. Entre les enfāns d'Israël la vie dependoit de la deposition de deux ou trois, & vn seul tesmoing n'estoit suffisant à la conuiction. Ce que Sainct Paul sceut tres-biē practiquer contre les faulses accusations de Tertulle orateur Iuif^b. Il y a grande difference du peuple de ces quartiers à celuy des Indes qui traicte toutes ses

^a §. 74.

^b Steph.
Ranchin
lib. 4. cōc.
201 sōd.
Danhou.
lib. parisi.
verb alle-
gare, An.
Gabr sic.
de testib.
concl. r. p
sotum.

affaires de bonne foy, n'vse point de tesmoins, de
seings manuels, ni de cachets^e. L'vfrage des suborna
tions, falsifications, & denegations de promesses,
fait penser deux fois à qui on se doit fier. Mais de
mandons comme deux tesmoins vallent pour for
tifier le contract, si ce nombre sera suffisant pour le
reprover. Deux tesmoins ne suffisent pour prou
ver contre la presomptiõ de l'instrument, il y en faut
d'avantage à qui veut verifïer contre sa teneur^d.
Mais ceste matiere veut qu'on cõsidere les cõtracts,
les testamens, & les iugemẽs. Pour le premier quãd
les tesmoins instrumentaires dient seulemẽt qu'ils
n'ont memoire d'avoir assisté au contract, & ne se
peuvent souvenir s'il a ainsi esté passé, le contract ne
doubte de demeurer en sa force^e. Et quand tous les
tesmoins, s'ils sont plusieurs, contredisent l'instru
ment, ou s'il n'y en a q̃ deux, & qu'un des necessaires
depose qu'il ne fust ainsi accordé cõme le Notaire
l'a dresse, tel contract ne fait point de foy, quoy que
i'aye ailleurs proposé l'opiniõ contraire, maintenãt
le Notaire & le tesmoin restant preserver le con
tract en sa force^f. Que si aucuns des tesmoins par
lent pour le contract, & les autres contre, faudra re
garder si le nôbre de ceux qui sont pour le contract
est suffisant pour le faire valloir^g. Pour les testamẽs
il est besoing de cõsiderer si le debat est cõtre la sub
stãce & disposition, ou cõtre la qualité & quantité y
cõtenue. Pour verifïer que le testateur n'a ainsi dis
posé faut avoir sept tesmoins: car il est question de
prouver l'intention & volõte qui ne peut estre mō
stree par moindre nôbre (j'entends selon droit) car
les Canonistes & beaucoup de custumiers sont de
diverse

*e Calim
Rhodigi.
lib. 18. ca.
31.*

*d Steph.
Ranch. li.
2 conclus.
138.*

*e Steph
Ranch. li.
4. cõc. 28.*

*f Steph
Ranch. li.
3. concl.
34. f.
lib. 2. con
clu. 388.*

*g mes cõ
mentaires
sur les con
stumes de
Bourbon.*

*§ 7. mot
deux No
117. s. te
118. n. ch.
lib. 2. cõcl.
118. s. 3. 10.*

diuerse opinion: mais l'erreur en la qualité ou quantité peut estre prouué par deux tesmoings ^h. Quant aux succelsiōs la resolutiō est que les actes de Cour n'ont besoing de tesmoings, toutesfois l'auctorite des iugemens n'est si grāde qu'on ne soit receu de proposer l'appointement auoir esté autrement escript qu'il n'a esté pronōcé: ils accordent que cela puisse estre prouué par deux tesmoings. Mais les practiciēs qui prennent ce chemin, suppliēt la Cour de s'en resouuenir, & d'en prédre la voix des curiaux, & autres de qualité qui estoyēt presens, lors qu'il fust pronōcé. La sentēce ou l'acte perdu se verifie par deux tesmoings ⁱ. Remarquons que cest Edict parle fort propremēt en ces termes, vn Notaire en presence de deux tesmoings, pour oster l'opinion de ceux qui soubstenoyent l'instrument authentique deuoir estre attesté de trois tesmoings, ainsi que les cedulles & escriptures priuees, & encorēs à fin de reietter les autres qui se cōtentoyent de deux tesmoings & estimoyēt q̄ le Notaire deuoit estre cōpté pour vn ^k. Bartolle distingue ceste derniere proposition, & dit: quelquesfois l'escripture est produicte à fin qu'elle face foy cōme instrument authentique, & le Notaire ne sera tesmoing, suffit qu'il aye réduit l'escripture publicque. Quelquesfois elle est produicte non pour prouuer, mais à fin qu'elle soit prouuee, & le Notaire avec les tesmoings en déposera ^l.

^h Barto. auth. de instrumē. cautell. §. si vero, Stepha. Rāc. lib. 3. cōcl. 394. & lib. 2. conclus. 389.

ⁱ Stepha. Rāc. lib. 1. conclus. 104. 105.

^k Barto. auth. de instrum cautell. §. sed & si.

^l Il hac cōsulcissima C. qui resam fac. possunt.

Villes ou gros bourgs.] Cecy est tiré de l'authēticque de Iustiniā faisant distinctiō des cōtracts passez aux villages, d'avec ceux qui sont expediez aux villes. Nous voulōs que les prests soubz cedula soyēt attestez de cinq tesmoings, lors qu'ils exce-

deront vne liure d'or, que les parties ne seront
lettrees & que l'escripture sera faicte en la cité, sans
que nostre presente ordonnance deroge aux vsages
cy deuant obseruez par les villages ^m.

Ne puissent signer.] Cest Edict veut q le No-
taire, les tesmoins, & les parties signēt, si elles peu-
uēt. Les loix le vouloyēt ainsi pour le regard des No-
taires ⁿ. Nous venōs de voir le scēblable aux scedul-
les pour prest, lors qu'elles sont redigees par escript
aux villes ^o. Et la signature des parties prēd sa force
des ordōnāces Françoises. Je reserve les testamēs &
autres actes particulieremēt proposez par noz loix,
dōt ie pourray ailleurs parler. Demādōs auāt q for-
tir de cest article si au lieu où deux Notaires expe-
diēt sans tesmoins, suffit q l'un escriue le cōtract,
& l'autre le signe: Bartolle le tiēt suspect. Et les do-
cteurs tiēnēt assuremēt q les deux doiuent signer l'in-
strument n'estant vallable qui n'est signé q de l'un ^q.

§. CLXVII.

Seront aussi tenus tous Notaires mettre &
declarer par lesdicts Contracts, Testamens,
& actes, la qualité, demurance, & Parroisse
des parties des tesmoins y denommez, &
la maison où les Contracts seront passez, &
pareillement le temps de deuant, ou apres
midy, qu'ils auront esté faicts.

Qualité, demurance & Parroisse.] Cecy
n'est à autre fin q pour obuier aux malices de beau-
cups de parties & tesmoins qui desguisent leur
nom. Il n'entend parler des qualités qui rendent le
tesmoing

*m Barto.
authē. sed
nouiore,
C. si certū
petas. &
authen. de
instrumē.
causell. §.
ut authē.
n Barto.
authen. de
instrumē.
causell. §.
sed & si.
Steph. Rā
chin. libr.
4. concl.
194.
o l. super
Chirogra
pharū. ff.
si cert. pe-
tatur.
p §. illud,
authen. de
Tabellio.
q Steph.
Ranc. 4.
part. cōcl.
389.*

tesmoing infame, ou recommandable, quoy que Bugnyon l'aye voulu dire. Car la reigle est generale, chacun estre estimé homme de bien s'il n'appert du cōtraire, & la deposition du tesmoing vault iusques à ce qu'elle soit reiettee par reproches ^a. De quoy i'ay amplement dict sur la coustume de Bourbonnoys au titre des reproches. Mais la qualité de laquelle parle ce texte est prinse pour le mestier, & vacation du tesmoing, & des parties. Or cest Edict approche de nostre coustume qui cōmāde aux Notaires de mettre la demeure des tesmoins, & s'ils sont valets seruās de noblier le nom du maître qu'ils seruēt: & qu'ils n'en reçoient aucun sans le cognoistre ^b. Texte que i'ay exposé, partāt ne feray icy lōg seiour. A diuīōs seulement si les tesmoins doiuent cognoistre les parties & au cōtraire. Les Docteurs distinguent ainsi: ou il est questiō de disposer sur quelque faict en iugemēt, ou d'assister cōme tesmoing en vn cōtract. Si Titius est produict pour sçauoir qui a esté possesseur du chāp Tusculan, les dix annees dernieres, suffira qu'il cognoisse le possesseur, & n'a que faire des parties plaidātes, mais quād il est questiō de verifier que Pierre & Iacques ont accordé quelque chose, il ne sçauoit vallablement deposer de l'accord qu'il ne les cognoisse ^c. Et Iustiniā apprend que les parties doiuent cognoistre les tesmoins ^d. De là il est euidēt que le Notaire doit cognoistre les tesmoins & contrahans, que les tesmoins doiuent cognoistre les parties, & que les parties doiuent sçauoir quels sont les tesmoins.

La maison.] Je ne veux point redire ce que i'ay proposé sur les coustumes de Bourbonnoys, qui en-

*a Synag.
iur. i. is. de
fend. fol.
381. col. 1.*

b 5. 76

*c Barro. l.
cūscimus,
§. 1. n. 4.
C. de iur.
deliber.
d §. oportet,
auct.
de instrum.
cancell.*

ioinct aux Notaires de mettre les lieux où ils reçoivent les cōtraicts, sur peine d'amēde & d'interest des parties, leurs expeditiōs reputées escripture priuēe.

Qui voudra sçauoir si l'instrument du Notaire vaut qui vse de ces mots generaux, faict en terre d'Empire, ou en terre Ecclesiastique, sans autrement designer le lieu, ou (tels termes trouuez trop vagues) s'il sera bon en ces mots, faict à Molins, aura recours aux Docteurs qui concluent que le Notaire a faict ce qu'il doit qui dit, faict en telle ville. Quelques-fois les loix ont ordōné d'adiouster le lieu du lieu^f. Et cest Edict le veut ainsi en tous cōtraicts.

Le temps de deuant midy.] Bartolle a questionné comme il falloit prédre l'heure, ou celle du iour, ou celle de l'instrument paracheuē & audien-
cē, & en fin a resolu qu'elle n'estoit necessaire ^g. Sur quoy est doncques fondee ceste ordonnance? à fin d'oster le doubte comme faut reigler deux cōtraicts de mesme iour d'autant que la reigle est generale qu'il n'y a point moins de diuersité es actes qui sont faicts es heures diuerses, que s'ils estoient faicts à iours diuers, pour cōsiderer le temps, les droicts, la priorité, & l'hypothecque ^h. Que faudra-il doncques dire sur ceste questiō? Distinguons les cōtraicts, d'auec les testamēts. Nous considerōs aux cōtraicts les priuileges personnels, & de quoy il est question. La personne priuilegiee fait presumer que son cōtraict est le plus ancien. C'est vn creancier, & la femme qui ont cōtraict de mesmes iour, la femme sera preferee. Pourquoi ne le seroit elle contre le particulier, veu qu'elle gaigne contre le fisque ⁱ? La matiere des cōtraicts fait presumer

pour

e mes cō-
mētaires
§. 76. Con-
sum. de
Bourbon-
noys.

f Bart. au
thē. supra
pon. nom.
impera n.
s. & au-
thē. quib.
mod. na-
tur. effc.
leg § illud
Steph Rā
ch. lib. 1.
concl. 57.

g d auth.
quib. mo-
dis natur.
effc legi-
um. §. il
lud, nu. 4.

h Syntag.
sur fo 12.
col. 2.

i Steph.
Ranch li.
3. concl
406-

pour la priorité. Deux instruments se trouuent de
mesme iour, l'un contenant l'emancipation du fils
de famille, l'autre faisant mention de sa dernière vo-
lonté. Il est à croire que l'emancipation ait deuan-
cé, d'autant que l'emancipation fait valloir le te-
stament & que l'instrument est iugé estre le premier
qui fait valloir les deux ^k. Quant aux testamens
l'incertitude les aneantit tous deux ^l. Pour les iu-
gemens nous sçauons que les heures sont si précises
que tout ce qui est faict par dessus l'heure d'assigna-
tion ne vaut rien ^m.

§. CLXVIII.

S'il est besoin d'examiner aucuns tesmoins
hors les lieux de la demeure des Iuges,
lesdicts Iuges seront tenus, s'ils en sōt requis,
oſtroyer commission adressante aux offi-
ciers des lieux, sans qu'ils la puissent refuser.

S'ils en sont requis.] Cecy est tiré des loix,
tant pour ce qui touche le civil, que pour les matie-
res criminelles. Et n'y a qu'une seule différence, d'au-
tant que les loix donnoyēt la liberté aux Iuges d'or-
donner que les tesmoins viendroyent pour estre
ouys, ou deputer vn Commissaire pour les exami-
ner au lieu de leurs demeurances. Et cest Edict veut
qu'ils accordent les commissions (ad partes) s'ils en
sont requis. Les Iuges (dit Iustinian) de ceste ville, ou
des Prouinces, pourront, s'ils preuent qu'ainsi doi-
ue estre faict, ordonner que les parties & leurs Pro-
cureurs se transporteront sur la demeure des tes-
moins, à fin que les enquestes faictes en ce lieu,
soyent rapportees closes, & scellées, au Iuge qui a

^k Steph.
Ranchin.
conclusio.
287. lib. 1.
^l Steph.
Ranchin,
lib 3. con-
clus. 183.
^m Anto-
nim Gab.
lib. 2. t. 1.
de citatio.
Stephan.
Ranchin.
lib. 4. cō-
clus. 370.

a l. iudices, cum
authenti.
apud elo-
quentissi-
mum, &
de fide in-
strum. &
autheti de
testib §.
& quo-
viam, l.
iubemus,
§. omnes,
C. de pif-
copi &
cler.
b Steph.
Ranchin.
lib. 5. con-
cluf. 119.

commis. Ce qui a lieu de Prouince en Prouince, de
ville en ville, ou de ville en Prouince, seulement
pour ce qui est du ciuil: car les tesmoings doiuent
estre representez au Iuge saisi du criminel^a. Là des-
sus sont fondez les recollemens. Je demande, le Se-
neschal de Bourbonnoys commet le Chastelain de
Môrlusson pour les enquestes des parties le Cômif-
faire pourra-il les interroger de verité sur faicts ex-
traicts? Quand la Court souueraine depute vn Con-
seillier de son corps pour ouyr les tesmoings, il peut
receuoir les faicts & rediger les responses de verité.
Mais quand c'est vn autre qui n'est du corps, il n'a
telle puissance. En ce cas faudra presenter les faicts
à la Cour, qui les recevra si elle cuide que bon soit,
& les renuoyera au Commissaire, lequel, suiuant sa
charge, examinera les tesmoings sur iceux, & inter-
rogera les parties, le tout aux despens du poursui-
uant^b.

§. CLXIX.

Tous Iuges executans les commissions
qui leur seront adressees, prendront pour
escrire sous eux le Greffier de leur Siege, où
son commis, & non leurs Clercs, sur peine de
nullité. Et se contenteront lesdicts Iuges de
leur salaire moderé, sans qu'ils prennēt au-
cune part à celuy dudit Greffier, excepté
toutesfois pour le regard des Presidens, Cō-
seillers, Maistres des requestes qui ont leurs
clercs, desquels ils se pourront seruir pour
lesdictes escriptures.

Tous

Tous Iuges.] Bugnyon fait ailleurs estat de l'Edict de Charles septiesme lequel pour le soulas du peuple,& à fin de l'exempter des frais superflus que font les Lieutenans de Prouince, qui marchent à trois & quatre escus par iour ^a; à deux ou trois cheuaux, traictez à double seruice, ne trauaillent au plus que deux heures du matin & deux de releuee, encores tant maigrement que sur l'issue ils ne scauroient presque dire ce qu'ils ont faict : ordonna que les arrests des Iuges souverains fussent executez par les Huissiers de la Cour, & Sergens Royaux, aux moindres frais que faire se pourroit, & defendit aux parties s'adresser aux Conseillers de la Cour, ou à autres Iuges sur peine, en cas de victoire, de ne pouuoir d'aduantage mettre en taxe, que si l'execution eust esté faicte par vn Sergent, sinon que l'arrest eust aucune chose à executer, qui requit plus haulte cognoissance de cause ^b. Ceste restriction fait que les Iuges entreprennent indifferemment les executions d'arrests qui leur sont presentees, & encores ont quelquesfois voulu defendre aux Huissiers de s'y ingerer sinon en l'absence ou empeschement du Lieutenant general, ou particulier, d'autant (comme ils dient) que les commissions portent ordinairement ces termes, Au Seneschal de Bourbonnoys ses Lieutenans au premier Sergent sur ce requis, & qu'il les faut prendre de degré en degré selon l'ordre de la lettre. Les Huissiers disans au contraire qu'ils sont tous appelez, & que le plus diligent, ou plus agreable aux parties, en oste la cognoissance aux autres. Ce party est le plus practiqué.

Pour escrire sous eux.] On a quelquesfois de

^a voyez Bugnyon pour les presens, dons, salaires, & desfrés des Officiers Bloys, 9. 70.

^b Bugnyon Bloys est de la Justice, 9. 63.

demandé si le Iuge peut escrire de sa main les actes & iugemens de sa iurisdiction. Voila la distinction: ou c'est acte de iurisdiction volontaire, & il le peut: ou necessaire, & il a ceste puissance aux causes de petite consequence, mais aux plus grâdes doit prendre vn Greffier. Il ya des Iuges qui n'ont point de Greffiers, & ceux la escriuent leurs iugemens ^c.

*c Bartol.
l. instar, n.
16. lib. 10.
C. de iur.
fisci. l. u-
bemus, §.
sanè, n. 13.
14. 15. 16.
C. de sacr.
ecclesiis.
d Steph.
Ranchin.
lib. 1. con-
clus. 467.
e Bloys,
§. 70.*

Le Greffier de leurs Sieges.] Quand le Greffier est en tiltre d'office soit qu'il ait esté pourueu par le Iuge, ou par le superieur, le Iuge est tenu l'appeller pour escrire les expéditions iudiciaires, tant aux causes de l'ordinaire, qu'en celles desquelles il a cognoissance par delegation. Ce qui est obserué es Cours ecclesiastiques, ainsi qu'es seculieres ^d.

Ils se pourront seruir.] Bugnyon allegue l'ordonnance du Roy Loys 12. conforme à ceste cy ^e.

§. CLXX.

Les Originaux des Registres & expéditions Iudiciaires demeureront es mains des Greffiers, & non es mains des Seigneurs Iusticiers à peine de perdition de leur Iustice, Et quand aux Greffiers qui sont fermiers, soit de noz Greffes ou autres, serōt tenus au bout de leur fermes, laisser leurs Registres, sacs, & autres pieces es mains de leurs successeurs: sur peine d'amende arbitraire, & autre punition, s'il y eschet.

Es mains des Greffiers.] J'ay touché sur la coustume de Bourbonnoys rieres qui doiuent estre mises les notres des Notaires decedez, & allegué la
con

constitution de Iustinian qui veut qu'elles soyent en lieu public, pour la conseruation des droicts à qui ils appartiennent^a. Matiere qui peut seruir à l'intelligence de ceste cy, car de mesmes que l'Empereur a priué la vefue & heritiers de la garde des nottes pour obuier aux inconueniens, aussi seroit-ce chose grandement dangereuse, laisser entre les mains d'un fermier de Greffe toutes les picces expediees durant sa ferme. C'est pourquoy la Majesté d'Henry veut que toutes les expeditions iudiciaires demeurent à perpetuel au Greffe, & que qui en aura affaire s'adresse à celuy qui sera lors fermier, & en exercice.

*a §. 84.
qui les
peuuent
grossoyer
Stephan.
Ranchin.
lib. 2 con-
clus 112.*

§. CLXXI.

En toutes Iurisdiction, mesmes des Cours Ecclesiastiques, les actes, & toutes autres expeditions, serot deliurees aux parties par iournees, & selon qu'elles le requerront, sans pouoir cōtraindre lesdictes parties à leuer toute la procedure, & sans inserer les Escriptures premieres, secondes, ou autres: ni pareillement les reproches, contredits, ou saluations: mais serot baillees copies desdictes Escriptures, selō le seing des Aduocats & Procureurs nonobstant tout vsage ou coustume au contraire. Et enioignons tresexpressement à noz Procureurs generaux, & à leur substitués, d'y tenir la main, & ne permettre ledict abus continuer à l'aduenir.

Deli

a §. 17.
mot gross-
ses, & §.
41. mot
ou de par-
tie.

Deliurees par iournees.] J'ay touché en deux diuers endroits sur la coustume de Bourbonnoys², la defense aux Grefriers de grossoyer les procès, & abolition de tout vsage contraire avec l'iniunction aux Iuges de n'y auoir esgard en taxant les despens: comme les sentences doiuent estre expediees, sans y inserer faicts impertinens, procurations, escriptures, ou autres actes de Cour: & pour le regard des enquestes qu'il est loisible de l'eschantillonner, & demander copie de la deposition d'un ou deux tesmoins: partant cessèray de dire plus longuement sur ce texte qui est alsés clair de soy, & obserué en beaucoup d'endroits.

§. CLXXII.

Nous voulons, que suiuant les Ordonnances de noz predecesseurs, noz Huissiers ou Sergens puissent executer tous mandemens, commissions, sentences, iugemens, sans estre adstraincts de demander permission, Placet, Visa, ne Pareatis: pourueu toutesfois qu'il n'y ait distraction hors du ressort du Parlement de la partie, contre laquelle tel exploict se fera: sinon qu'il fust question de recours de garantie, ou de iugement & arrest contradictoirement donné hors ledict Parlement contre ladiete partie.

Placet, Visa, Pareatis.] Cest Edict n'est qu'une confirmation d'infinies ordonnances Françoises qui estoient demeurees sans obseruance. Le Roy François second l'auoit ainsi voulu, le Roy Charles 9.

par

par Edict particulier ^a. Et respondant à ses Estats ^{a Bugny.}
 commanda aux Sergens & Huissiers d'executer ^{§. 63. Blo.}
 tous mandemens, commissions, sentences, & iuge-
 mens, sans se adstraindre à demander permission,
 visa ne pareatis ^b. Voyez Bugnyon sur ces mots la- ^{b Orleans}
 tins en la remonstrance qu'il a faicte au Roy, au pro- ^{§. 91.}
 parler de ses commentaires sur les Estats de Bloys.
 Si c'est en la faueur de nostre langue, ou du latin, le
 lecteur qui y regardera de près me le sçaura à dire.

Hors du ressort de Parlement.] Quand la sen-
 tence doit estre executee en autre iurisdiction, &
 que les deux despendent de mesme Parlement, suf-
 fit de s'adresser au Baillif ou Seneschal du lieu où
 se doit faire l'exécution. Mais l'arrest d'un Parlemēt
 n'est executé en l'autre sans auoir obtenu l'attache
 de la Cour rieres laquelle l'on pretend executer ^c. ^{c Stepha.}
 Marquons que les Ecclesiastiques ne mettēt à exe- ^{Ranchin.}
 cution leurs iugemens, mais prient les Iuges laiz de ^{lib. 1. cōcl.}
 vouloir entendre à l'exécution ^d. ^{157.}

§. CLXXIII.

Tous exploicts de Sergens contenant ex-
 ecution, saisie, ou arrest, porteront les iours
 & le temps de deuāt & apres midy, qu'ils au-
 ront esté faicts. Et mettront lesdicts Sergens
 au bas de leur exploict ce qu'ils auront pris
 pour leur salaire: ensemble les noms & domi-
 cille de leurs records, tant avec copies qu'ils
 bailleront à la partie executee, qu'en l'origi-
 nal de leur exploict, sur peine d'amende, &
 suspension de leurs offices.

^{d Stepha.}
^{Ranchin.}
^{lib. 3. con-}
^{cl 190.}

Les

Les iours.] Il y en a qui ont tenu que l'instrument du Notaire ne doubtoit de valloir encores qu'il fust sans iour, & q'c'estoit assés qu'il fit mentiô du mois & de l'annee. Pour le regard des actes iudiciels la citation sans iour n'est suffisante pour aller avant à l'instruction du procès, mais vaut pour condamner à l'amende l'adiourné contumax qui s'est deu représenter à la premiere commodité. Aux matieres criminelles faut exprimer le iour du delict, & en ciuil cela n'est necessaire. Qui allegue quelque cōfession, n'est tenu d'articuler en quel iour elle fust faicte ^a.

Le temps de deuant ou apres midy.] Cecy a esté exposé cy dessus parlant des Notaires qui sont tenus faire estat de l'heure deuant ou apres midy ^b.

Ce qu'ils auront prins.] Bugnyon propose l'ordonnance de Loys 12. pareille à ceste cy ^c.

Noms & domicilles des records.] Cest Edict semble estre māque en ce qu'il ne parle point de la nullité & deffaut de satisfaire à son intention. Il le faut exposer selon l'ordonnance d'Orleans, qui charge les Huissiers & Sergens nommer leurs records aux exploicts, & les domicilles d'iceux, à peine de nullité, & d'amende arbitraire ^d, ou suiure la disposition des Docteurs qui trouuent l'adiournement inualide ne rendre l'aduersaire contumax, parce qu'il est de nul effect ^e.

§. CLXXIII.

Les Sergens qui establisront Commissaires au regimc & gouvernement d'heritages, feront signer leurs exploicts par lesdicts Commissai

^a Syntagma. iurii

verb. citatio, folio 92. col. 1.

^b verbo accusator, fol. 11. column. 1.

^c §. 167. ^d 167 §. 83.

^d Orleans, §. 24.

^e Stepha. Franckm. lib. 2. conclus. 61.

missaires, ou bien par vn Notaire à leur requeste, en presence de tesmoins, ou bien par deux tesmoins, lesquels aussi seront tenus signer. Et par faute de Notaire ou Tabelion, lesdicts exploicts pourront estre signez par le Greffier de la Iustice des lieux. Autrement foy ne sera adioustee au rapport desdicts Sergens*.

Lesquels aussi seront tenus signer.] Les Estats de Tours proposerent au Roy vouloir recevoir aux Estats de Sergens, gens honnestes, & de bonne renommee, qui sachent lire, & escrire, & mettre en termes honnestes les relations de leurs exploicts^a. Conformement Charles 9. ordōna que les Sergēs & Huissiers sceussent du moins escrire leur nom & qu'ils ne fussent receus à l'exercice de la charge sans l'auoir escript & paraphé au Greffe, à fin d'obuier aux faulsetés & suppositions^b.

* C'est
pour en-
ter aux
exploicts
faicts par
sur la ha-
ye, Argē-
tré §. 206
fol. 409.
des appro-
priations.
a Tours
fueill. 36.

b Bugnyō
Bloys §.
83.

§. CLXXV.

Serōt tenus lesdicts Sergēs, à peine de nullité de leurs exploicts, despēs, dommages & interests des parties, declarer & inserer en leurs exploicts, & procès verbaux, le domicile que les parties, à la requeste desquels ils exploicteront, auront esleu au lieu où lesdictes executions seront faictes.

Electiō de domicile.] J'ay ailleurs som-
K k

a fille de
Bourbon-
n-y, §. 9.
il. des ad-
iourne.

b §. 23.
1539.

mairement proposé comme l'election de domi-
cille est au lieu des anciennes cautions & satisfac-
tions ^a, de droict, en quel lieu elles doiuent estre fai-
ctes, & si en cause d'appel comme à l'instance prin-
cipalle. Ce qui suffira pour maintenant: car ce texte
n'est que ampliatif des precedentes ordonnances
qui vouloyent ceste election estre faicte à la pre-
miere comparition en cause ^b. Et ce texte veut que
ce soit entre les mains des Sergens. La difficulté
des Nobles qui ne nient, ni ne payent, a donné cause
à l'Edict.

§. CLXXVI.

Nul laboureur ne pourra estre estably
Commissaire es biens du Seigneur duquel il
est subiect.

a l. 1. lb.
11 C. ne
18. §. 1. ad
vlt. & l. 1.
9. 14. 112.
14.

Du Seigneur duquel il est subiect. Qui vou-
dra voir les constitutions des Empereurs Diocle-
tian & Maximinian allegues par Bugnyon pour
fortifier cest article, il trouuera combien ces textes
font à propos. Voicy leurs termes en nostre vulgai-
re. Qu'aucun d'entre les rustiques qui habitent la
campagne, apres auoir fourni sa part des estapes, &
payé sa capitation, ne soit contrainct à autre subsi-
de, & que noz Officiers ne les contraignent aux
contributions des mulles & cheuaux qu'il conuien-
dra fournir pour nostre seruice ^a. Je prie le lecteur
d'aduiser à tous les mots de ce texte, & les peser
l'un apres l'autre, & regarder s'il pourra trouuer
qu'il y en aye vn pour monstrier que les loix auent
defendu d'establir les villageois Commissaires à
quelques

quelques biens saisis. Vrayement il eust esté plus à propos d'alleguer l'Edict de Constantin, qui defendit de donner aucunes charges aux laboureurs durant le temps qu'ils sont employez aux semences, moissons, & vendanges ^b. Ce que monstre ouuertement l'interpretation de Bartolle qui tiét telle constitution n'auoir lieu par toute l'Italie, parce que de son temps (non plus qu'aujourd'huy en France) les laboureurs n'estoyent attachez à la terre: comme le singe est à la bouille ^c: l'vsage contraire ayant derogé aux anciennes seruitudes des ascriptifs. Doncques si les laboureurs attachez à la terre ne pouuoient estre Commissaires, on peut tirer de là, par raison plus apparente, qu'ils ne doiuent estre receus contre leurs seigneurs. Mais laissons ces illations, & apprenons des excellents Jurisconsultes de nostre temps ce que la Cour a iugé en pareil cas. Ceux qui vouloyent contraindre les laboureurs d'estre Commissaires disoyent qu'entre tous estats il n'y en a vn seul qui sache mieux que vallent les heritages, en quel temps il les faut bailler à louage, & en retirer le profit. Les contraires, que les laboureurs bons mesnagers ne scauroient auoir si petit heritage, qu'il n'y en aye assez pour les employer, & que iamaïs on ne les a contraincts d'abandonner ce qui leur est propre, pour s'addonner aux affaires d'autrui. La Cour sur semblables debats a mis la matiere au conseil. Despuis on les a asseruis aux commissions, sinon qu'ils se trouuaient grandement redeuables au Seigneur sur lequel la saisie est faicte, comme s'ils sont les hommes en taille, en iustice, ou autre telle condition ^d.

b l. i. lib. ii. C. de agric. censit.

c Bart. d. i. i. C. de agrico.

d. hopin. de priuile. rustico li. i. cap. 6.

Voulons aussi que l'Ordonnance faicte à Molins par le feu Roy nostre trescher Seigneur & frere, pour les priuileges des Gardes gardiennes & Committimus, soit exactement gardee : sans qu'autres que ceux qui sont nommez en ladicte Ordonnance, puissent iouir desdicts priuileges. Et ce seulement pour les droicts que lesdicts priuilegiez auront de leur chef, ou à cause de leurs femmes seulement, & non en vertu de cession, ou transport.

Gardes gardiennes & committimus.] Ce n'est du iourd'huy que ceux qui sont à la suite du Prince, actuellement seruans, ont leurs iuges à part, à fin de n'estre distraicts du seruice qu'ils doiuent au souuerain, & que leur famille ne soit moleste pendant leur absence. Les Conſtes conſistoriaux (que nous auons ailleurs approprié à messieurs du grand conseil ^a) auoyent leurs iuges à part, ou ils receuoient droict, soit en demandant ou defendant, & ce priuilege s'estendoit à leurs femmes, enfans, seruiteurs, & mestiers ^b. Les Archiers des gardes de l'Empereur, & de l'Auguste, iouissoient de ce priuilege ^c. Messieurs les Conseillers du Conseil priué, & les Secretaires de l'Empire, auoyent leurs causes cõmises, sans distinction du ciuil ou criminel ^d. Et s'en trouue beaucoup d'autres espars aux textes de droict, que je laisse discourir à ceux qui

^a Harm.

^b l. i. f. 52.

^c l. i. viros,

^d lib. ... C.

de comit.

conſisto.

et i. conſue.

l. i. viros,

et p. apol.

l. i. viros,

de l. i. ad

diuerſa,

C. de pñe.

l. i. viros,

l. i. viros,

et i. conſue.

lib. ... C.

qui ont plus de loisir. Tournons à nostre France, Nous les trouuons de trois sortes, les premiers accordez aux Officiers & commensaux de sa Majesté; les seconds aux priuilegiez, cōme aux Eglises, Conseillers, Aduocats, & Procureurs de Parlement, selon la modificatiō: & les requestes du palais vuidēt leurs differens. Les derniers touchēt les gardes gardiennes des Escolliers: & le conseruateur est leur iuge. Nous auons desia touché deux mots des derniers ^e, disons des autres. Les Officiers du Roy, & leurs vefues, en vertu de leurs committimus generaux, attirēt les causes aux requestes, pourueu qu'elles soyent personnelles surpassans dix liures possesfoires ou hypothecaires participans du personnel & reel, les pures hypothecaires mises hors du texte ^f. Mais ne cognoissent de la realité. Les Aduocats & Procureurs ont besoing de lettres particulieres, quand le debat est pendant ailleurs que par deuant le Preuost de Paris. Et tous tant qu'ils sont ne iouissent de ce priuilege apres cause contestee: combien que messieurs des requestes iugēt leurs competances, le premier iuge tenu de renuoyer ^g. Quant aux personnes Ecclesiastiques les Estats de Tours ayās remonstré au Roy qu'il seroit bon d'ordonner que nuls Officiers aient leurs committimus aux requestes s'ils ne sont vrayz ordinaires & commensaux, ni en actiō personnelle au dessoubs de vingt liures, la Majesté auctorisa la remonstrance, fauf à appoincter sur la requeste de Messieurs les Prelats du Royaume ^h. Pour le regard des Escolliers, les ordonnances & arrests apprennent comme les Escolliers principales parties iouissent de ce priuilege,

^e *suprà §.*
83.

^f *Bugnyō*
Bloys §.
89.

^g *Imbert.*
[§] *ad hac,*
inst forēs.
lib 1. fol.
87. Bauiss.
2. pag. lib.
1. cap. 4.
Ludonic.
12. §. 45.
1492.
^h *Tours,*
fuicil 34.
or 51 pa.
2. Orléans,
§ 34. 75.

combien qu'ils soyent au dessoubs de dix ans , aux petites Escolles : & que ceux qui ont celsé six mois de frequenter les Vniuersités en sont exclus , & ceux qui y demeurent apres le terme donné pour prendre le degré. Elles nous monstrent aussi quels transports sont permis ou prohibez , s'il est loisible d'attirer apres contestation , & plus loing que quatre iournees par deuant le conseruateur Royal ou Apostolicque, ou en Parlemét diuers. Ayez recours de ce costé i.

i Banffay
2. p. 4. 1. li.
cap. 5.

§. CLXXVIII.

Et à fin qu'on ne puisse commettre aucun abus pour le regard de noz Aduocats & Procureurs de noz Cours de Parlemens, qui doivent iouir dudit priuilege , sera le nom d'iceux mis & apposé en vn tableau , qui sera mis en noz Chancelleries.

Des Aduocats & Procureurs.] Bugnyon estend ce texte aux maistres clercs , non aux solici-teurs, voyez ce qu'il en a dict ^a.

a Bugnyon
Bloys §.
89.

§. CLXXIX.

Defendons à noz Cours souueraines , sur les acquiescemens ou appellations mises au neant , retenir la cognoissance de la cause principale , ni pareillement l'exécution de leurs Arrests & iugemens , sinon pour ce qui concerne l'interpretation d'iceux. Mais leur enioignons renuoyer la cognoissance de la cause

cause aux iuges, d'où prouiēt l'appel, s'il a esté dict bien iugé : Et si la sentence a esté infirmee, à celuy qui tient le siege immediatemēt apres luy, fors és cas esquels par les Ordonnances il leur est permis d'vser de retentiō de cause. Et le semblable voulōs estre gardé par les iuges Presidiaux, & tous autres iuges d'appel en leur regard: le tout à peine de nullité des procedures & iugemens, & de tous despens, dommages, & interests.

Retenir la cognoissance de la cause.] Ceci n'est que repetition de ce qui a esté proposé cy deuant ^a, où nous auons touché comme les renuois sont commandez, avec defences de se reseruer la cognoissance du principal : & quels iuges sont executeurs des arrests & iugemens. Encores plus i'ay ailleurs proposé les differēces entre le droict ciuil & canonique, qui se trouuent sur ces poincts: comme ils ont considéré si l'appel est d'incident, interlocutoire, ou de sentence diffinitive, s'il a esté bien ou mal iugé, si la confirmation du premier iugemēt est expresse, ou taisible ainsi qu'es contumaces, & par dessus cela ay allegué les vieilles ordonnances qui permettoient au iuge d'appel de retenir la cognoissance du principal lors qu'il infirmoit la sentence: puis suis descendu aux Edicts nouveaux qui renuoient aux iuges premiers en cas de bien iugé, & quand on infirme à celuy qui tient la place immediatement apres luy ^b. Ces considerations me meuuent de passer oultre, pour ne redire tant souuent

^a §. 148.

^b Paraph.
au stil. de
Bour sil.
des iours,
n 26. 27.
23.

e Bugnyon
 tils. de la
 Justice,
 Bloys §.
 90.

mefine chose, non point (comme a voulu Bugnyon)
 pour estre questions si notoires, communes, & fa-
 milieres, qu'elles ne valent s'y arrester^e. Car ie
 pense qu'elles soyent des plus desbattues, ayans Do-
 cteurs de toutes parts, soit en la loy ou en practi-
 que. Et quand elles seroyent tant triuialles comme
 il a voulu, ie me souuiens d'auoir cy dessus protesté
 que mes escripts ne sont pour les Doctes qui n'en
 sçauēt que trop sans mon aide, nō que ie leur vueil-
 le interdire s'accommoder du mien s'il leur est ag-
 greable, mais pour auoir opinion que mon stile ne
 soit assés enflé pour eux. Retournōs au poinct: pen-
 se Bugnyon que l'illustre Chopin se soit arresté à
 desueloper vne questiō si facile & puerile, lors qu'il
 a mis en auant la contrarietē entre le droict canon,
 qui permet au iūge d'appel de retenir le principal,
 & le ciuil, qui leur commande de prononcer seule-
 ment sur l'article dont appel? & qu'il aye en vain
 faict vne distinction entre les iuges vassaux, & les
 royaux? permettant au royal quand l'appel vient
 du vassal, de retenir la cognoissance du principal?
 D'autant que les iuges des vassaux, ou les seigneurs,
 sont condamnez à l'amende pour leur mal iugé, &
 qu'il est à croire que si l'appellāt leur estoit réuoyé,
 ils le tasteroyent par le ventre & par tout: & d'au-
 tant qu'il n'y a point d'amende contre le Royal, on
 ne doubte de réuoyer au siege où le iugement a este
 donné. Si ceste questiō eust esté si familiere que ser-
 uoyēt tant d'arrests, tāt de débats, qui ont quelques-
 fois faict appoincter la matiere au conseil^d: Toutes
 ces allegations monstrēt combiē cest Edict desue-
 loppe d'opiniōs cōtraires, & quel profit en reuēt.

EXCEU

Execution de leurs arrestz.] Les loix dient que le Iuge d'appel qui confirme la sentence la met à execution: parce qu'il faut plus regarder le confirmant que le confirmé. De là on a vuidé vne notable question, sçauoir de quel temps court le delay: si le premier Iuge m'a condamné de payer dix escus dans trois mois, & qu'ayant appellé de ceste sentence le Iuge d'appel l'aye confirmée, il le faudra prendre à commencer du iour de la cōfirmation, suiuant la reigle qui a esgard au confirmant, de laquelle i'ay amplement dict aux coustumes de Bourbonnois. Nostre Edict ne regarde à tout cela, & pour obuier aux frais veut que les executions soyent faictes sur les lieux ^e.

Interpretation.] Voila qui est selon la loy donnant l'interpretation à celuy qui a faict l'ordonnance ^f. Je passe oultre pour auoir dict ailleurs comme le Iuge peut corriger ou interpreter sa sentence ^g.

§. CLXXX.

Defendons trefestroitement à tous Notaires, de quelque iurisdiction qu'ils soyent, de receuoir aucuns Cōtraicts d'heritages soit vendition, donation, eschange, ou autres, sans que par iceux soit déclaré par exprés, en quel fief ou censue sont les choses cedees, & de quelles charges & deuoirs elles sont subiectes, & redeuables enuers les Seigneurs feodaux & censuels, qui seront aussi particulierement & speciallement declarez.

e Stepha.
Ranchin.
cōcl. 247.
250. Bar.
l. cum spe
cialis. nu.
3 C. de no
dic. & ad
leos, C. de
appellati.
& l. preci
pimus, §.
officiis, de
appellati.
f l. si impe
rialis, C.
de legib.
g Bourbo.
§. 60.

Quelque iurisdiction qu'ils soyent.] Le m'arresteroye icy à toucher si les Notaires peuuent expedier hors le territoire, n'estoit que mes commentaires aux coustumes de Bourbonnois decident

a §. 76. *verbo le lieu.* ceste question ^a. Voicy en deux mots comme les praticiens en parlent : Quand le Notaire est creé pour quelque Chastellenie ou Bailliage, il est personne priuee hors le territoire: que s'il est Notaire sans declaration de lieu, il excedera par tout le Royaume ^b.

b *Stepha. Ranchin.* Soit declaré par expres.] Nous auons deux lib. 2. cō. §. aux coustumes de Bourbonnois du tout conformes à cestuy cy, vous pourrez voir ce que i'y ay dict *cluf. 14.*

c *Bourbois* assés amplement ^c. Suffira pour maintenant dire *noys* §. deux mots sans repetition : Sçauoir qu'en doubte la *72. §. 80.* chose est presumee estre vendue franche & quitte, & que le vendeur ne satisfait à sa promesse quand elle se trouue chargee, à raison dequoy les loix le

d *Synta* condamnent aux interests ^d. Ce seroit autre chose *gma. iuris* aux Prouinces où les coustumes ont voulu qu'il n'y *fol. 247.* eust aucune terre sans Seigneur. En ce cas le vèdeur *col. 2. &* n'est tenu de declarer les redevuances de l'heritage *248. colū.* qu'il aliene & pour l'auoir omis l'achepteur ne sera *1.*

recepuable à pourluiuie diminution du pris de la vente. Car sçachant l'estat general, c'estoit à luy de s'informer du plus, ou du moins, & se prendre à soy-mesmes si par apres il trouue les heritages vendus,

e *Stepha. Ranchin.* plus chargez qu'il ne pensoit ^e. Or lors que le vendeur est tenu de declarer & qu'il n'y a satisfait, faut *3. conclu.* regarder si telle faute procede d'ignorance ou de *82.* malice. Quand il n'aduertit l'achepteur de la qualite & condition des choses vendues, & que ceste omission n'est fondee sur ignorance, il est tenu aux

inter

interests. Mais s'il estoit ignorant des charges & qu'il s'en trouue apres, faudra defalquer du pris de la vente, & considerer combien l'achepteur en eust moins voulu dōner, s'il eust esté aduertī du deuoir. Si le vendeur sciemment, ou ignoramment, declare les charges moindres qu'elles ne sont en verité, il sera tenu diminuer du pris, & restituer à l'achepteur ce qu'il n'eust voulu donner s'il eust sceu la grandeur, ou qualité du deuoir, pourueu que l'achepteur n'en eust ascs de cognoissance d'ailleurs & que si les parties l'ont déclaré & que le Notaire l'aye omis il en est responsable ^h.

*f. Stepha.
Ranchin.
libr. 4. cō-
cluf. 100.
101.*

*g l. si mi-
nor. C. de
actionib.
empt.
h. in com.
Gabr lib.
6. titul. de
cōsuetudi.
concl. 3. n.
7.*

§. CLXXXI.

Pour euitier les preuues par tesmoings, que l'on est souuent contrainct faire en multi- ce touchant les naissances, mariages, morts, enterremens des personnes: Enioignōs à noz Greffiers en chef, de poursuiure par chacun antous Curés, ou leurs Vicaires, du ressort de leurs Sieges, d'apporter dedans deux mois apres la fin de chacune annee, les Registres des Baptismes, Mariages, & Sepultures de leurs Parroisses, faicts en icelle annee. Lesquels Registres lesdits Curés en personne, ou par Procureur speciallement fondé, affermeront iudiciairement contenir verité. Autrement, & à faute de ce faire par lesdits Curés,

rés, ou leurs Vicaires ils seront condamnez
és despens de la poursuite faicte contre eux:
& neantmoins contraincts par saisie de leur
temporel, d'y satisfaire & obeir. Et seront
tenus lesdicts Greffiers de garder soigneuse-
ment lesdicts Registres pour y auoir recours,
& en deliurer vn extrait aux parties qui les
requerront.

Baptismes, mariages, & sepultures. Ne reser-
ue a discourir sur mes commentaires de la coustu-
me de Bourbonnois ^a, les impositions que les an-
ciens Empereurs mettoient sur les natiuités, l'ado-
lescence, le mariage, la mort, & plusieurs autres, par-
ce que ce n'est icy la matiere. L'intentiõ des Monar-
ques Romains tendoit à en auoir au malaise des
desobeissans, & sa Majesté a faict cest Edict à fin de
soulager les subiects, & les releuer de peine, lors
qu'il faut verifier la naissance ou décès d'aucun.
Chopin & Bodin n'ont point oublié l'ordonnance
de Seruius Roy Romain qui fit poser vn tronc au
temple de Iunon Licina, où l'on mettoit vn denier
pour chacun qui naissoit, vn autre au temple de Iu-
uence où l'on mettoit vn denier pour chacun qui
auoit atteint dix-sept ans, & le troisieme au tem-
ple de Venus libitine, où l'on mettoit vn denier
pour chacun qui mouroit. ^bMais ils ne parlent point
si on en tenoit registre. Cela est trop clair, car ces
obseruances furent du temps de la Censure. La dif-
ference qui s'y trouue touche le iour de l'enregi-
strement, diuersement obserué selon les nations.

Arj

^a 9. 189.
^b Chopi-
nus lib. 1.
de doman.
n. 6. titul.
11 Bodin
lib. 6. ca. 1.
fol. 842.

Aristote dit que les anciens ne bailloyent les noms à leurs enfans qu'au septiesme iour, parce qu'au parauant il n'y a comme point de cognoissance de vie. Les Atheniens attendoient iusques au dixiesme iour, où ils appelloient leurs parents & amis pour banquereter. Antonin le philosophe voulust que les Romains fissent enregistrer leurs enfans nouuellement nez au temple de Saturne, où se gardoit le thresor du peuple, & despescha Tabellions par les Prouinces pour en faire le semblable, à fin qu'on y eust recours aux causes concernâtes l'estat & condition des personnes^c. Cest Edict commande le semblable à fin de plus facilement prouuer les aages, & augmente les anciennes ordonnances Françoises. François premier l'auoit ainsi voulu pour les natiuités, & encores pour le decés des beneficiez^d. Et cestuy cy y comprend toutes personnes & encores y adioust les mariages. Par là on pourra recognoistre celles qui se sont offencees ou ont donné le coup en robbe li l'enfant vient auant le septiesme mois.

*c Calius
Rhodigi.
lib. 27 ca.
12.*

*d Bauffay
c 2. libr. 2
ord 1539.
§. 50. 51.*

§. CLXXXII.

Et d'autant que plusieurs femmes vefues, mesmes ayans enfans d'autres mariages, se remarient follement à personnes indignes de leur qualité, & qui pis est, les aucunes à leurs valets : Nous auons déclaré & declarons tous dons & aduantages, qui par lesdictes vefues ayans enfans de leurs premiers mariages, seront faicts à telles personnes sous couleur de donation, vendition, asso-

ciation à leur communauté, ou autres quelconques, nuls & de nul effect, & valeur. Et icelles femmes lors de la conuention de tels mariages, auons mis & mettons en l'interdiction de leurs biens, leur defendant les vendre, ou autrement aliener, en quelque sorte que ce soit: & à toutes personnes d'en acheter, ou faire avecelles autres contractz, par lesquels leurs biens puissent estre diminuez. Declaronz lesdicts contractz nuls, & de nul effect & valeur.

Femmes vefues ayans enfans.] Les Platoniciens auoyent vne loy fort rigoureuse defendant au mary & femme de s'employer à engendrer enfans apres les dix premiers ans de leur mariage, pourueu qu'ils eussent vn fils & vne fille. Que si la contagion les surprenoit ou auoyent perdu la vie en guerre, pour le pays, les loix leur accordoyent de travailler à en auoir d'autres^a. Qu'eussent dit ces sages s'ils eussent veu les vefues de maintenant, d'aage ascsmeur, ayans generation du premier ou second liêt, hors d'espoir d'en auoir d'autres, avec reuenu suffisant pour s'entretenir, leur maison non embrouillee & hors de procès, qui (pour viure trop à l'aïse) cherchent compagnie, & s'ennuyent de coucher seulettes? Ils n'en pourroyent parler plus doucement que le Docteur Bugnyon, qui les releue d'infamie (veu quel'Apostre l'a ainsi voulu) & doubte si la marque d'impudicte leur demeure empreinte & engracee^b. Auguste declara nul le mariage & les dis-

^a Calius
Rhodigi.
libr. 18. c.
13.

^b icy B.
gnyon §.
23.

posi

positions de la vieille d'Arminie ^c. Celle ne vit chastement qui se remarie ^d. Ceux se monstrent n'estre guerres empeschez qui s'amouraschent de ces mulles au frair doré, & veulent faire reuiure la vieille loy des Augures, permettant de bailler les vieilles folles aux iours de festes ^e. Mais laissons ces quolibets & regardons l'honnesteté qui doit estre aux mariages. Denis le Tiran aduertit que sa mere desia aagée se vouloit remarier, ne luy dit que ces deux mots, on peut bien violer les loix, mais nature ne peut estre forcee ^f. Et cela bien à propos, car le mariage n'est entier ni accompli, où tout espoir de-faut d'auoir enfans ^g. Les Atheniens faisoient grand estat du labourage, mais sur tout reCOMMANDOYENT l'vniON des mariez, qui est faicte en intention d'auoir posterité ^h. Et comme les loix Romaines ont defendu de se marier auant le temps, aussi ont elles prohibé à ces vieillards insensés de se chercher compagnie. C'est chose aussi follaistre de voir le gendarme qui va au baston, que l'amoureux qui ne peut marcher sans aide ⁱ. A ceste occasion les loix Iulie & Papie, ne permirent que l'homme se maria apres soixante ans, & la femme à cinquante. Et quoy que maintenant soit loisible sans auoir esgard à l'aage, si est-ce que cela n'est sans soupçon d'incontinence ^k. A plus forte raison quand ce sont de ces nopces re-chaudies deux & trois fois, & que ceux qui se marient ont posterité ^l: ou quand c'est vne vieille escroquonnee qui se veut faire fourbir à quelque verd galand. Hesiodé disoit qu'il faut fuir les quintes, qui est à dire, qu'il se faut sur tout donner garde du troisieme mari, chacū mariage prins pour deux per-
son

*c Argéiro
§. 218. gl.
4 fol. 13.
versic. de
donat.*

*d Stepha.
Rac. li. 1.
cocl. 1. 4. 2.
lib. 4. con
clu. 62.*

*e Calima
Rhodigi.
lib. 28.
cap. 18.*

*f Celins
Rhod lib.
22. ca. 17.
g Sylu. nu
ptial. lib.
2 nu. 9.
h Rhodig.
lib 28. ca.
23.*

*i Sylu. nu
ptial lib.
2. nu. 5. 6.*

*k l. sancti-
mus nup-
tias, C. de
nuptiis.
l. 3. nu. nu
ptial. lib.
2. nu. 35*

m Calius Rhod. li. 2. ca. 10. Lay pour marier les pauvres femmes ne comprend les veufues. sonnes ^m. De vray ceux à qui le faict touche scauent mieux qu'il y rencontre quelquesfois des quintes assés dures. Noz loix ont ordonné vne infinité de peines contre celles qui viuent impudiquement, ou se remarient ayans lignee du premier liēt ⁿ. Dequoy ne feray plus long propos pour en auoir discouru au traicté des peines & amendes ^o.

Step. Ranchi lib. 3. auct. 308. n Steph. Ranch. li. 2. cōcl. 392. o mot mariage prohibé Syn- tagm iur. verb. filij. fol. 485. col. 1. Ste- phia l'ac. li. 2. concl. 405. 408. 413 r. q. ad 418. lib. 4. con- clu. 333. p Anton. ciah li. 6. conclu 3. nu 7. tit. de legib. Plusieurs femmes. ¶ C'est le naturel des cor- relatifs que ce qui est dict de l'un a lieu en l'autre. Le statut qui défend quelque chose à la femme a lieu au mari, combien qu'il n'en face mention ^p. Aussi les Docteurs ont conclud que toutes les peines escriptes aux textes de droict contre ceux qui se marient secondement, ont lieu au mari, comme à la femme, reserué celles qui defendent de se marier au temps de dueil ^q. Doncques ainsi que la mere est priuee de ses aduātages matrimoniaux & de la suc- cession de ses enfans du premier liēt pour ce qui touche la propriété: de mesmes le pere qui se rema- rie perd les aduantages que sa premiere femme luy a faicts, & la propriété de la succession de son fils pour le regard des biens maternels ^r. C'est autre chose de ce qu'ils ont par contract onereux, ou de ce qui vient par testament ^s. La loy n'a point moins suspecte l'affectiō du pere qui se remarie, que de la mere ^t. Bugnyon allegue l'arrest pour ce party ^v.

q Barto. auth. de nuptiis. § prima. Stephan. Ranchin. lib. 1. conclu. 349.

r Syntagma. iurib. binubis, fol. 70. col. 2. & fol. 71.

s Stephan. Ranchin. lib. 4. conclus 376. lib. 5. concl. 102. lib. 2. concl. 411.

t Bart. auth. de nuptiis. §. si vero Steph. Ranch. lib. 2. concl 391. lib. 5. cōcl. 245.

v lcy Bugnyon § 93. argente de donat. §. 220. glo. 5 fol. 58.

Les aucunes à leurs valets.] Je sçay assés que ceux qui brulent proposeront l'histoire d'Alexandre qui ne regarda oncques d'œil impudicque, la femme & filles de Daire son ennemi, & neãtmoins s'enamouracha, puis apres de Roxane belle, mais de basse estoffe, laquelle il print à mariage remonstrent aux Lacedemoniens qu'Achilles, duquel il estoit descendu, s'estoit pleu avec vne captiue x. Mais ie vouldroye volontiers demander quel est le mal tant manifeste qu'on ne s'estudie de pallier avec quelle coloree raison ? Que si nous voulons considerer les meilleures loix il se trouuera qu'il n'y a rien plus propice que recercher son sembable, ie dis sembable de qualité & d'aage. Quand l'Edict defend aux femmes d'espouser leurs valets, il n'a point pensé approuuer la loy de Solon qui disoit n'estre licite d'aimer le serf, regeant l'amour avec l'honneur y. Non plus pour faire mention des diuerses ordonnances des Empereurs & Iuriconsultes, traictans si la femme franche qui espouse le serf se rend serue & sa posterité. Le Senatconf. de Claudian declaroit tout serf : & les loix plus gracieuses depuis suruenues parlent pour la liberte, quand la femme est de libre condition z. Et si n'entend toucher à ces impudicques qui ont de gros valets à louage plus empeschez à leur rembourrer le bas, qu'au relidu du mesnage^a. Mais ce s. est faict pour reformer les femmes de qualité honorable, lesquelles sans auoir esgard au merite de leur maison, ni memoire de l'honorable qualité du defunct, se marient à leurs seruiteurs domestiques, ou autres personnes indignes d'elles, contre ce que

x *Q. Curtius lib. 8. fol. 311.*

y *Calius Rhodigi. lib. 16. ca. 24.*

z *Barthol. l. vlti. lib. 11. C. de agric. & cens Pour les Maisstres qui espousent les serues Anto Gabriel. lib. 6. tit. de legitima. concl. 2. n. 5. & cōcl. 4. nu. 16. 17. 18. Barthol. 5. vlt. auth. vt liberta de catero.*

a *tit. de mulier. q se ppris seru C. cap. illud, de psumptio. Synagm sur. verb. domina. fol. 201.*

l'Empereur Iustinian auoit voulu, declarant quelles sont les iustes nopces. Ce sont celles (dit-il) q̄ les citoyens Romains contractent entre eux & non avec les estrangers sinon qu'ils ayent permission. Voyez ce qu'en dit Tite Liue. Les champenoys ayans esté imposez par les Censeurs, demanderent qu'il leur fust permis d'espouser les citoyennes de Rome & que les mariages au parauant contractez fussent declarez legitimes, & les descendants libres, & capables de succeder, ce qui leur fust accordé ^b. Quant à l'autre qualité, qui touche les aages, les loix de Platon, les ordonnances ciuiles & politiques, ont trouué necessaire que le mary fust plus aagé que la femme ^c. Et me souuiens d'auoir dict ailleurs que la femme qui auoit faict diuorce ne pouuoit se remarier avec vn autre qui fust plus ieune que son mary precedent ^d. Felin tient que la vieille qui se veut marier avec l'homme ieune, fort, & robuste, s'apreste plus au concubinage qu'au mariage, mesmement quand ils escriuent à coups perdus, reprouuant le faict d'vne Contesse laquelle pour appaiser ses chaleurs que l'aage n'auoit peu attiedir, & craignant de se laisser aller impudicquemēt, print pour mary vn ieune hōme à la fleur de son aage. Les choses faictes en temps & saison sont recommandables, & faut que les ans de la femme se rapportent à ceux du mary. Si cela est, on ne verra que concorde & bienueillance dans la maison, s'il y a de la dissimilitude, rien que chagrin, desplaisir, & courroux, chacun aime son semblable, & au contraire ne se plait gueres en disparité. La vieille voudra trouuer le liēt de bonne heure, & le ieune l'aura à con-

^b *Grub*
Constantin.
dit de in
q̄ nupt
contrahere
pos. fol.
63
^c *Sy n. m.*
ptia. lib.
2. v. 10.
106. 107.

^d *Bour-*
bō. tit. des
cessus, §.
Separatio
de biens.

treceur, ne fust ce qui en la voyant. Il la fuira, & elle courra apres luy: elle l'eschauffera pensant. se rassasier, & il ira ailleurs abbattre du bois. Le mariage (aini que dit le poëte) du ieune homme avec la vieille, est aussi peu conuenable comme le ieune taureau est assortable avec le beuf desia aagé, iamais ils ne tirerôt ou laboureront qui vaille, quoy qu'on charge l'un des deux ^e.

Tous dons & aduantages que par lesdictes vesues.] Les loix vouloyent qu'on ne peut laisser en contract de mariage au second mary ou à la seconde femme plus qu'à l'un des enfans du premier liēt, fust fils ou fille, & que l'aduantage fust esgal a celuy qui auroit eu la plus petite portion, sa legitime premierement defalquee, le surplus retrenché & desparti entre les enfans du premier liēt ^f. Et d'autant que beaucoup de finets se fussent essayez de contreuenir à si louables ordonnances, elles defendirent d'auantage vser d'interpolation de personnes, comme de donner aux parents & amis du mary ou de la fême, à fin de leur remettre l'aduantage ni mesmes de donner aux descendans du second mariage ^g. Ce qui a notablement esté limité pourueu que les enfans du premier liēt ne se monstrent ingrats ^h, & en ce cas faut prouuer l'ingratitude. Attilie Variolle, exheredee par son pere, fust ce nonobstant appelée à sa succession, parce que le pauvre refueur se remaria le dixiesme iour apres l'exheredation ⁱ.

Association à leur communauté.] Voicy la matiere du deux cens dixneufiesme paragraphe de la coustume de Bourbonnoys, où ie delibere,

a Sylu. nuptial li 2.

n. 15. 16.

18. 19. 19

gentré p-

fac de do

nationib.

fol. 4.

f Argen.

§ 221. fo.

71. glos 3.

de donat.

g Anto.

Gabr. lib.

3 concl. 3.

116. de se-

cund nu-

prial.

h Bar au

ist de nu.

§. opt. mē

Stephan.

Rachinus

lib 2 cōcl.

418. li. 5.

conc 184.

443.

i Alex ab

Alex lib.

6 cap. 10

fol. 341

moyennant l'aide de Dieu, exposer fort ample-
ment, & suiuant l'ordre tenu en la premiere par-
tie de mes commentaires. Disons pour le present
en peu de parolles suiuant la briefueté qu'auons
promise par tout ce discours. Sembleroit que tel-
les associations soyent vallables à cause de l'incer-
titude, & qu'il se peut faire que la femme qui a
pensé donner sous ce tiltre recerché, où ses he-
ritiers trouuent des biens au double de sa dot, ce
qui est apporté à fin d'acquérir comunauté ne
pouuant estre prins pour don ou auantage. A quoy
Bartolle s'accorde sous ceste distinction: Ou la
femme qui apporte tous ses biens pour tenir lieu
de dot ne fait aucune expresse paction profitable
au mary, & cela est vallable: Ou elle conuient
avec le mary, qu'en cas de dissolution par son tres-
pas il gaigne certaine portion, & telle conuenan-
ce ne peult s'estendre à d'auantage que la moindre
part d'un des enfans du premier liét ^k. D'auan-
tage les coustumes en la plus-part de la France in-
troduisent societé en meubles & conquests le
mariage accompli par parolles de present, qui
faict trouuer bonnes telles associations, d'autant
que les contrahans n'ont pensé à deceuoir ou fru-
strer leurs heritiers, mais se sont reiglez selon droit
commun Toutesfois le texte de nostre Edict y
contredit formellement, à fin que sous ce tiltre
les enfans du premier liét ne soyent descheus de
ce qui leur appartient ^l, & se monstre plus rigou-
reux que les loix, d'autant qu'il ne reduit telles
dispositions pour donner quelque part au donatai-
re, mais

¶ Bartol.
authē de
iuratu. q.
optime
Step. Rā
chm. li. 2.
cocl. 419.

1 Stepha.
Rāc. lib.
2 concl.
452

ie, mais les declare de nul effect & valeur.

Vendre ou aliener. ¶ Les prodigues, les furieux, les mineurs, & les femmes ont l'esprit chauffé de gauche : & entre les femmes, celles qui se veulent remarier sont plus esloignées de raison. Aussi les loix ont bien opiné que les vefues voudroient volontiers sacrifier les enfans du premier liēt pour plaire aux secōds maris ^m. De là l'alienation de leurs biens leur est defendue si tost qu'elles dient vne autrefois ouy ⁿ. Et n'y a distinction, si elles donnent au second mary ou vendent à l'estranger, à fin d'obuier à la simulation des contrats, mesmes elle ne peut choisir vn de ses enfans du premier liēt au preiudice des autres. Ces reigles faillent de droiēt & la vente vault si les enfans du premier liēt y condescendent, ou s'ils sont heritiers de leur mere ^o. Pour ce qui m'en semble, ie cuide que ces limitations n'ont gueres de cours, parce que le premier porte reliefuement fondé sur la crainte reuerentialle, & le second est vn benefice donné par la loy qui n'est osté encores qu'on soit heritier de l'alienant ^r. On demande si elle est tenue donner caution pour la cōseruation des droiēts qui appartiennent aux enfans du premier liēt, la negative est receue ^q, d'autant que ces droiēts sont considerez selon ce qui sera trouué au temps du decēs ^r.

§. CLXXXIII.

Nous faisons tres-estroiētes inhibitions & defenses à toutes personnes, de quelque

. Ll 3

*m l. lex
quatuto-
res. § lex
enim. C.
de admin.
tuto. C.
n l'inter-
positio des
personnes
Argenté
§. 218 fo.
33 glo. 9.
de donat.
o Anton.
Gab cōcl.
2. titu de
secū nup.
p Cōstiu.
de Bour-
bon. § 80.
mot de
leur f. iēt.
q Stepha.
Rauchin.
lib. 1. cōcl.
8.
r Cuias
nouel. 2.
fol. 54.*

estat, autorité, qualité, ou condition qu'elles soyent, sans nul excepter, de doresenauât entrer en aucune association, intelligence, participation, ou ligue offensive, ou defensible, avec Princes, potentats, Republicques Communautés, dedans ou dehors le Royaume, directement ou indirectement par eux ou par personnes interposees, verbalement, ou par escript, faire aucunes leuees en enrôllemens de gens de guerre, sans nostre expresse permission, congé & licence. Et declaronz tous ceux qui s'oublieront tant que d'y contreuenir, criminels de leze Majesté, & proditeurs de leur patrie, incapables & indignes, eux & leur posterité, de tous estats, offices, tiltres, honneurs, dignités, graces, priuileges, & de tous autres droicts. Et en outre, leurs vies & biens confisquezz, sans que lesdictes peines leur puissent estre jamais remises à l'aduenir par lettres, ou autrement, en quelque maniere que ce soit.

Association, intelligence.] J'ay parlé sur les coustumes de Bourbonnoys ^a des diuerſes sortes de ligues & confederations, de celles qui sont offensibles & defensibles : des esgalles, quand deux Republicques se promettent la foy contre tous ceux qui voudrôt entreprendre : des inegalles, quand

*a §. 9. mot
leurs affai-
res.*

quand l'une s'adsubiectionne à l'autre à fin d'estre maintenue, & ay remonstré que quiconques est inferieur ne peut entrer en ligue sans approbation du supérieur, reiettant l'opinion du Jurisconsulte du Molin, qui allegue les intelligences des maisons de Saxe & Lantgraue d'Esse. Partant seray brief sur ce. Les alliances sont tres-dangereuses & esbranlent fort l'estat d'un Royaume, lors qu'elles sont entre les grands mal meus. Et au contraire, Romule ne sceut trouuer chose plus ferme pour conseruer son Empire, que le temple dedié à la foy ^b. L'homme estime peu d'exposer sa vie pour effectuer ses promesses, & la plus-part ne regarde quel est le serment si iniuste ou equitable. De là Balde disoit que se rendre Guelphe ou Gibelin n'est qu'une passion d'esprit ^c. D'ocques tout subiect bien aduisé n'entrera iamais en associatiō sans l'auctorité du souuerain.

*b Calisto
Rhodige.
lib 2 cap.
22.*

*c Syntagma iur.
ver Guel
phus. col.
2. f. 466.*

*d Iacobus
Damhou
derus lib.
Parium,
verb par
tialis.*

*e Tours
facil. 57.
inquesan
61.*

Enroollemēt de gens de guerre. Noz Docteurs tirent l'argument des ligues, associations, & intelligences pour l'approprier aux seditions ecclésiastiques, & ne font point plus d'estat de l'un que de l'autre ^d. Les Estats de Tours ont opiné que les diuisions sont la ruine des Royaumes (selon l'escripture sainte) & ont remarqué qu'elle approche quand les ennemis sont puissans parmi nous : quand le Roy est absent, peu soucieux de ses subiects, orgueilleux, opiniastre, ambitieux, voluptueux & auare. Quand les Princes se veulent la dent, & que l'auctorité du souuerain ne les peut renger au deuoir. Quand le peuple abandonne la subiection qu'il doit à son Prince, & se rend felō & desloyal ^e. Toutes ces considerations appellent les ligues, &

les ligues renuerſent les ſceptres & les coronnes. Cen'eſt doncques merueille ſi la Majeſté d'Henry veut maintenir chacun en ſon eſtat, & defend à qui que ce ſoit les ligues & enrollemens des gens de guerre ſans ſa permiſſion. T. Quint. Flaminius ayant ſubiugué l'ennemi du peuple Romain & rendu la liberté aux Grecs cominanda entre autres choſes au Roy Philippes, de ne dreſſer armee ſans l'auctorité du Senat ^{f.} Les Hiſtoriens remarquent que la guerre ciuille entre Ceſar & Pompee ſon gendre, fuſt d'autant que le Senat ne vouloit accorder le Conſulat à Ceſar qu'il n'eũt mis les armes bas, & laiſſé la prouince : & au contraire Ceſar ne ſe penſoit aſſeuré ſans ſes legions ^{g.}

*f. Sleida,
lib. 1. mo-
narch. fo.
26.*

*g. Sleida,
lib. 1. fol.
34.*

Incapables & indignes de tous Eſtats.] Les Atheniens chaſtioient la rebellion plus rigoureuſement qu'aucun autre delict. Ils voulurent que le premier des Eginettes qui ſeroit apprehendé, euſt le pouſſé de la main dextre couppé, à fin qu'il fuſt rendu incapable de branſler la picque, & ne peut ſeruir à autre choſe qu'à tirer la rame : c'eſtoit autant que qui diroit aujourd'huy degradé des armes, & enuoyé aux galeres. Ils condamnerent à la mort les Mitilenes ſans diſtinction d'aage iuſques aux petits enfans, & firent marquer vn fert chaud, ou y auoit vn chatuant graué au front des Samiens ^{h.} Au lieu de toutes telles peines la Majeſté d'Henry declare les liguez qui leuent les armes ſans ſa permiſſion criminels de leze Majeſté, incapables & leur poſterité de tous eſtats, leurs vies & biens conſiſquez. La contrauention du ſubiect eſt grande, & la peine n'eſgalle le peché.

Dequoy

*h. Calius
Rhod. lib.
15. c. 27.*

Dequoy j'ay amplement parlé au traicté des peines & amendes, proposant comme les armes sont prohibees & le detestable crime de leze Majesté diuine & humaine ⁱ. Bugnyon allegue les ordonnances conformes à ceste cy qui me fera passer oultre ^k.

*i mot ar-
mes prohibe-
es, trait-
té des
peines.
k Bugny.
Bloys est.
de la Justie
ce, §. 94.*

§. CLXXXIIII.

Enioignons à tous noz Iuges, & des haults Iusticiers, informer en personne & diligement, sans diuertir à autres actes, des crimes & delicts qui seront venus à leur cognoissance: vacquer & proceder, toutes choses delaissees, à la confection des procès crimineis, selon le contenu au soixantequatriesme Article de l'Ordonnance faicte aux Estats tenus à Orleans: ensemble faire procès verbal des plaintes & denonciations, qui leur auront esté faictes des crimes, & delicts commis en leur ressort. Et à fin de cognoistre quel deuoir & diligence ils y auront faict. Enioignons à noz Preuosts, Chastellains, & tous autres Iuges inferieurs: d'euoyer aux Baillifs & Seneschaux, ou leurs Lieutenans, le roolle des procès criminels qu'ils auront iugez: & lesdicts Baillifs & Seneschaux enuoyer semblable roolle à noz Cours de Parlement, & Procureurs generaux en icelles. Lesquels & leurs Substituts en chacun Siege, & semblablement les Pro-

cureurs fiscaux des Seigneurs , seront tenus de faire diligente poursuite & recherche desdicts crimes, s'as attēdre qu'il y ait instigateur, denonciateur, ou partie civile: le tout sur peine de priuation de leurs estats en cas de conniuece ou negligence, & de tous despens, dōmages, & interellets des parties interessees.

Informen en personne.] Que seruiroit-il de discuter si les causes du premier & second Empire sont delegables, & en consequence si on peut commettre la cognoissance & decision des caules criminelles, veu que ceste matiere est si controuersē en droit: que les vns ont tenu vn parti, les autres l'autre: que les Canonistes ont permis la delegation du criminel comme du ciuil ², & que la practique monstre à tous que les informations sont faictes par les Sergens qui font parler le papier ainsi que veut celuy qui les employe, se trouuant ordinairement aux recollemens que d'une douzaine de tēmoins il n'y en aura pas deux qui persistent à leur premiere deposition? Dequoy on ne sçauroit remarquer autre chose que l'imprudence de celuy qui a faict l'information, ou que les tēmoins ont esté practiquez pour les faire desdire. Partant il seroit expedient que cest article fust suiuy, & que le Iuge fift fidellement les informations, il verroit de quelle constance parle le tēmoing, & le sçauroit mieux renger à dire verité que les autres, qui au lieu de ce les fuscitent à parler plus qu'ils ne scauent, & recognoistroit s'il se vouloit desdire au recollemēt, d'oū
leur

*a Syntagma iuri
verb de
legare, fo
lio 178.
179. An-
ton. Ga-
br libr. 7.
tit de cri-
minib. cō-
cin 25. n.
10.*

leur vient si subit changement.

Crimes venus à leur cognoissance.] I'ay proposé sur les coustumes de Bourbonnoys^b comme le Procureur d'office peut poursuiure les delinquans y ait partie ou non, & si le Iuge les peut incarcérer sans preallables informatiōs, ayant esgard aux domiciliez fuitifs, & vagabōds^c, partant ne reditay rien. Suffira sçauoir que cest Edict anime les Iuges de soigneusement & diligemment vacquer à la recherche des crimes, à fin d'absouldre les innocens sans les tenir longuement aux fers, en captiuité : & punir les malfaïcteurs, pour estre exemple aux autres, & receuoir la peine qu'ils ont deseruie. En quoy nous recognoissons la grande prudence du souuerain qui faict practiquer en France ce que noz peres ont humblement demandé aux Roys de ceder. S'il vous plaist d'ouyr comme les Estats de Tours parlerent à Charles huietieme, vous recognoistrez combien plus nous sommes humainement traictez que noz deuanciers n'ont esté. Voicy leur langage: Quand vn homme estoit accusé, supposé que ce fust à tort, il estoit pendu. Car là où il n'y auoit informations, ni aucun droict requis en forme de droict, il estoit prins, & apprehendé, & transporté, & mis hors de sa iustice ordinaire, entre les mains du Preuost des Marechaux, ou d'aucuns Commissaires quis, & trouuez à poste, & tres-souuent les accusateurs auoyent dons des forfaïctures, & amendes, & à voir les procès, & à conduire comme Commissaires & Iuges. Et s'ils n'estoyét Commissaires, si en auoyent ils les lettres expressees pour estre presens avec les Iuges à faire leurs procès, &

de ce

*b mes Cō
métaires
aux cou-
stumes
de Bour-
bon. §. 03.
c Syna-
gma iuris
verb car
cerat-o,
fol. 11. col
2. & ver-
bo cler-
cus fol. 2.
fol. 107.*

de ce sont ensuiuis plusieurs iniustices. Si semble ausdicts Estats que telle maniere d'accusations sinistres doiuent cesser, & ne doit on iamais donner ne souffrir tels Commissaires extraordinaires: mais si aucuns sont accusez de quelques cas & crimes, bonnes & deuës informations soyent vallablement faictes, par les Iuges ordinaires, & sur tout soyent gardees en tels procès les formes de droict, en deliurant les innocens, & punissant les delinquans, & faux accusateurs par les Iuges ordinaires ainsi que de raison, & que les cas le requierent ^d. Vous voyez comme faut besoigner lors qu'il y a partie ciuile, & nous dirons cy bas quand le Iuge y procede d'office sans attendre instigateur. Or la dexterité dont parle l'Edict est tres-necessaire pour obuier que les prisonniers ne meurent dans les prisons, consumez des vermines & autres pauuretés qui s'y rencontrent. Je demande, faudra il vser de pareille diligence apres la condemnation touchant l'execution? Ouy, pour obuier que le condamné ne se desespere. Que seruiroit-il de le garder plus longuemēt apres que la sentence de mort luy a esté prononcee? Les Docteurs donnent deux exceptions l'une concernant les commandemens que les Princes ont faict au temps de leur colere, l'autre quand c'est quelque ouurier exquis, ou autre citoyen grandement necessaire au public ^e, à fin de supplier la Majesté de luy remettre la faute.

Procés verbal.] Voicy qui est tiré de l'obseruance des Atheniens qui auoyent vne maison particuliere appelée *Metroum*, dans laquelle les liures des accusations estoient conseruez ^f.

Sans

*d Tours,
fueil. 40.
pag. 2.*

*e Synta-
gma. iuri
verb exe-
cutio. col.
2 fol. 313.
f Calma
Rhodiga.
lib. 11. ca.
13.*

Sans attendre qu'il y ait instigateur.] Demandons deux choses si le Iuge peut contraindre les offencez de se rendre parties, puis s'il peut y besoigner d'office qui est le cas de cest Edict. Nous tenons que personne n'est contrainct de deferer à iustice ceux qui l'ont offensé, cest acte depend de volonté. On peut remettre l'offence, on peut poursuivre la vengeance. Vray est que le Iuge a puissance de s'adresser à l'offencé, luy faire leuer la main & l'enquerir de la verité du faict, de laquelle il sera tenu respondre, sans ce que par là il soit prins à partie g. Les Docteurs baillent vne limitation au preiudice des heritiers de l'offencé qui sont tenus poursuivre la vengeance h. Mais i'ay allegué la practique de France qui permet aux heritiers se despartir par transaction, ou autre accordace, de l'interest qu'ils pouuoient pretendre à cause de l'iniure faicte au delict i. Et ay desius proposé l'assemblée de Tours, pour monstrer que les delateurs sans interest particulier, sont dangereux en vn Royaume. Neâtmoins Bugnyon les souhaitte comme grandement necessaire. Il reçoit les accusateurs publics, & ne veut qu'ils soyent tenus à se rendre parties, opinion excessiuelement dangereuse en practique k. Celuy qui proposa l'au feu Charles 9. les theoricques pour bien & vertueusement regner parla ainsi.

*Les delateurs pourtant, me respondra quelqu'vr,
Sont utiles aux Roys de peur que mal aucun
Ne demeure impuni par faute de l'entendre,
Et à fin que le Roy puisse par eux apprendre
Qui est bon ou mauuais, tant loing soit il absent.
Ie l'aduoue, pourueu que par là l'innocent*

g Synta.
iur. verb.
accusare,
f. 8 col. 2.
h Syntag.
iur fol. 9.
col. 1. ver.
accusare.
i tilt des
crimes,
constu. de
Bourbon.
k Bugnyo
Blois §.
9. mot se-
rôt tenus.
Aristote.
lib. 6. c. 5.
poitico.
l Monsieur
le Chan-
celier de
l'hospit. l
en la re-
sion de u
Bellay.

Ne soit calomnié, & que la calomnie

N. s'espere point aussi de demeurer impunie.

Il demande comme vn autre que chacun face le sage, ie prise le repos, deteste les trouble-festes, & seditioneux partisans : mais ne pense point que ces delateurs puissent apporter plus de repos, ni meilleur regne. On ne vit iamais plus d'accusateurs que sous Tybere, c'estoit vn estat public auquel les premiers venans apporte-memoires estoient receus, ouys, & creus. Ceux la troublerent plus la Republique, remuerent plus de mesnage, & preiudicerent d'auantage aux hommes de robbe longue, que toutes les precedentes guerres civiles. La parolle dictée au sortir du festin, les propos de risée & familiers estoient enregistrez, il n'y auoit rien d'asleuré, on ne recherchoit que l'occasion de massacre ^m. Les François sont assés prompts à poussuivre la vengeance des torts qui leur sont faicts sans les cōtraindre. Et d'ailleurs quel delateur general voudroit-on appeller? n'est-ce assés d'auoir les Aduocats & l'rocureurs du Roy, s'ils veulent autant penser au public, qu'à leur particulier? Disons doncques que l'opinion de Bugnyon n'a point d'apparence, que nul n'est contrainct à poussuivre reparation de l'injure qui luy est faicte, & que qui faut à son accusation se rend responsable ⁿ. Auisons si le Iuge peut poussuivre la reparation de l'offence sans partie. Les reigles sont generalles, que le Iuge ne peut commencer vn procès sans accusateur, la raison est d'autant qu'il n'y a point de recours en fin de cause ^o, & encores qu'on ne peut alleguer à sa iustification contre le Iuge. Mais quand il y a quelque accusateur

beau

m Calom

Abod. 13.

7 cap. 6.

m Bau. J.

2. p. 110. 1.

cap. 7. ex

Ludo 12.

1512. 4. 66

Tours ch.

abus de

la iustice

fu. 11. 1. 1.

o. 3. 1. 1.

1. 1. 1. 1.

1. 1. 1. 1.

1. 1. 1. 1.

1. 1. 1. 1.

1. 1. 1. 1.

1. 1. 1. 1.

1. 1. 1. 1.

1. 1. 1. 1.

beaucoup d'allegatiōs peuuēt seruir à l'innocence de l'accusé, & descouvrir les malheureuses entreprinſes du delateur. Il y a certains cas reſeruez, entre les autres, les ſeditieux peuuent eſtre rigoureuſement chaſtiez, & ne ſōt ouys lors qu'ils demandēt où eſt ma partie: il la leur faut faire iouër avec le maiſtre des œuvres, à fin que le corps de la Republique demeure ſauue 9. Generallement quand quelqu'un eſt notoirement diffamé le Iuge peut d'office rechercher d'où viēt ce bruit cōmun, & ſil trouue les preuues ſuffiſantes doit dreſſer informatiōs ſur le delict, & paſſer à l'inſtruction du procès 1. Speciallement quand c'eſt vn bruit de crime entrepris quin'eſt encores executé lors il doit mettre toute peine à la premiere voix qui court, qu'il ne ſorte ſon eſſect 2. Les Ediēts François n'ont permis que les Iuges vafaux non Royaux, ordinaires Royaux, ou Preuoſts des Mareſchaux, miſſent aux liens tous ceux qu'ils rencontreroient ſur chemin. Ils ſont chargez de prendre langue & ſ'informer de la verité du faiēt, & qu'il l'a commis, puis, ſans ſ'arreſter ſ'il y a partie ciuille ou intereſſez, doiuent proceder toutes choſes delaiſſees, à la confection du procès de ceux qui ſe trouueront chargez 3. Je ſçay bien que les hardis concluans me voudront combattre, & diront que par l'Ediēt le Iuge ne peut commencer vn procès criminel ſans partie, veu qu'en fin de cauſe ils ſont tenus nommer le denonciateur, à fin de recouurer deſpens par l'accusé qui eſt abſouls 4. Mais ceſt article eſt entendu en cas ordinaires, où le Iuge ne peut beſoigner d'office, & non aux autres.

Connuiſſance ou negligence.] Les Empe-
reurs

p. Des de
Anch. cōf.
190.

q. l. quod
proulga
in, C. de
offic. pre-
ſect. vrb.

r. Synta-
gma iuri-
ver diffa-
matio. fo.
148.

s. Hypol.
de Marſil.
lib. 2. conſ.
126. num.
10.

t. Orléas,
§. 63. 71.

v. Orléas,
§. 73.

à l. 1. C.
de statuts.

reurs ont estimé les Iuges indignes de leurs charges qui sçauent trop du courtisan, ou s'abbaissent à la voix des flatteurs, ou qui par ignorance, crainte, paresse, feteantise, bouschent les yeux, en laissant passer ce qui est de leur office, & y deuroient auoir esgard pour faire la charge en gens de bien ^a.

§. CLXXXV.

Les Preuosts tant de noz amés & feaux, les Mareschaux de France, que Prouvinciaux, & semblablement les Vibailifs, & Lieutenans criminels de robbe courte, seront tenus suiuant noz Ordonnances, monter à cheual si tost qu'ils seront aduertis de quelque volerie, meurtre, ou autre delict cōmisés lieux où ils sont establis: à fin d'en informer, prendre, & apprehender les delinquans, & aussi d'executer promptement & sans remise, excuse, ou dissimulation, les decrets & mandemens de Iustice qui leur seront deliurez par noz Iuges & Substituts de noz Procureurs generaux, encores qu'il n'y ait plainte de partie ciuile, le tout à peine de priuation de leurs estats, & de plus grande, selon l'exigence des cas.

à Orléans,
§. 1. Mo
lins, §.
45.

Suiuant noz ordonnances.] C'est l'Edict d'Orleans entierement conforme à cestuy, & ne contient qu'un mot dauantage: sçauoir qu'ils doivent faire toutes les diligēces portees par cest Edict sans salaire ^a.

En

§. CLXXXVI.

En adioustant au quarantequatriesme Article des Ordonnances faictes à Moulins: Voulons & ordonnons, que lesdicts Preuosts des Mareschaux, Vibailifs, Viceneschaux, ou leurs Lieutenants, seront tenus en faisant inuentaie des biens de ceux qu'ils arrestent prisonniers, d'appeller vn notable Bourgeois, ou habitant du lieu, auquel les captures seront faictes, & deposer les biens saisis & inuentoriez, és mains d'un voisin resseant & soluable, qui s'en chargera.

Faire inuentaie.] L'obseruance des Archers du Preuost est de mettre vne main sur le collet, & l'autre à la bourse: les volleurs trouuent quelquesfois leurs maistres. C'est pourquoy nox loix ont puni de mort les Officiers, qui au lieu de prendre & punir les larrons, partent le butin avec eux ^a. Toutes & quantesfois qu'on craint le deperissement & subtraction des choses qui doiuent estre representees, il est besoing d'en faire inuentaie ^b. Et en criminel quand le delict merite bannissement ou confiscation de biens, & que l'accusé ne se presente à iustice, le Greffier fondé de commission se transporte sur les lieux, & met les immeubles à la main du Roy, y establit Commissaires, & le charge de garder les meubles s'ils se peuuent conseruer, sinon luy enioinct de les vendre, & garder les deniers iusques en fin de cause ^c. C'est Edict charge

^a Syntag.
iur. verb.
diuisio. f.
123. col. 1.
^b Steph.
Ranch. li.
3. con. 23.

^c Syntag.
iur. verb.
cōsumax.
col. 2.

les Vibailiffs & Viceneschaux faire inuentaie de ceux qu'ils arresteront prisonniers, à quoy l'ordonnance de Molins auoit desia pourueu ^d. Et le bon Henry pere de noz Rois voulust que le Geolier fust tenu d'auoir vn liure pour y enregistrer par forme d'inuentaie tout ce qui sera trouué sur les prisonniers criminels, lors qu'ils seront amenez à la conciergerie, soit argent, ou autre chose, pour estre gardé & conserué à ceux à qui il appartiendra ^e. Et comme disoit Iustinian: Nous voulons que ceux qui portent les armes pour effectuer les ordonnances de Iustice, ne s'addonnent point aux pilleries (qu'ils appellent gains) mais soyent tousiours prests de s'employer pour le deu de leurs charges ^f.

^e Bauff. c.
3. lib. 4.

^f sic. de
cohors. li.
1. c. l.
per Illyri
cum.

§. CLXXXVII.

Sur les mesmes peines leur enioignons de faire leurs cheuauchees par les champs, y vacquer continuellement, sans seiourner aux villes, sinon pour occupations necessaires & legitimes: faire procès verbaux de leursdictes cheuauchees, & iceux communiquer à noz Iuges & Procureurs. Defendons aux Receueurs & payeurs de leurs gaiges, leur deliurer aucuns deniers, s'ils ne rapportent acte signé de noz Iuges & Procureurs, contenant qu'ils ont bien & deüement fait lesdictes cheuauchees.

Sans seiourner aux villes.] L'Edict d'Orleans

leans commandoit aux Preuosts Prouvinciaux, qui ont esté establis pour aider à purger les Prouinces de gens mal viuans, de vacquer soigneusement au faiët de leurs charges^a. Dequoy i'ai discoursu au trai-
cté des Magistrats Romains & François^b, & de monter à cheual si tost qu'ils seront aduertis de quelque volerie, meurtre, ou autre delict commis en la prouince où ils seront^c. Mais l'Edict de Molins ioinct à celuy de leur establissement a déclaré leur leçon plus precisement, commandant qu'ils fassent les cheuauchees en certain quartier de l'annee, & vacquent continuellement au deu de leurs charges sans seiourner aux villes, sinon pour occasion & affaires necessaires^d. A quoy cestuy cy est conforme fors en vn poinct. Le premier vouloit que la peine contre les contreuenans fust de perte d'Estats, & cestuy cy les priue de leurs gaiges.

*a Orléans
§. 69.*

*b Harmo.
des ma-
gist. lib. 3.
fueil. 156.*

*c Orléans
§ 71.*

*d Molins
§. 43.*

§. CLXXXVIII.

Defendons sur peine de la vie ausdicts Preuosts des Mareschaux, Vibailifs & Viceneschaux de vendre les Estats de leurs Archers. Et ne pourront en prendre aucuns qui ne soyent domiciliez, & non leurs domestiques. Et neantmoins seront tenus auant que les receuoir, de les presenter à noz Baillifs & Seneschaux, ou leurs Lieutenans, pour estre informez d'office à la requeste des Substituts de noz Procureurs generaux, de la

qualité, vie, & meurs de ceux qu'ils voudrōt
 commettre ausdictes places d'Archers, & s'il
 y aura aucuns deniers deboursez pour y par-
 uenir : dont lesdicts Archers seront tenus se
 purger par serment auant que d'estre receus
 à l'exercice desdictes charges.

Vendre les estats.] On dit que les bonnes
 loix prennent leur estre des meschantes meurs. Ia-
 mais cest Edict n'eust esté faict si les Vicesenes-
 chaux n'eussent abusé des bienfaicts de sa Majesté,
 s'accōmodans de presens, chaines, brasselets, & au-
 tres drogues pour prouuoir quelque nouueau Ar-
 cher, qui ne payoit gueres moins pour sa bienue-
 nue que s'il eust achepté l'office du Roy. Partant il
 a fallu retrencher cest abus ainsi que vous le voyez
 par ce texte. Et à dire vray n'est ce pas double vil-
 lennie de voir vn Viceseneschal proueu gratuite-
 ment, avec de beaux gaiges (trop beaux eu esgard
 à ce qu'ils font) vouloir encores escumer le pot par
 la vête des Estats d'Archers ? On ne sçauroit dire, il
 l'a achepté, il l'a védu, au lieu de ce faudroit practi-
 quer la doctrine de l'Apostre : vous l'avez receu
 gratuitement donnez le aussi sans recompense. Je
 desireroye bien que pour effectuer ces parolles l'E-
 dict ne se fust contenté parler des ventes, mais eust
 retrenché toutes sortes de present. Car, cōme nous
 auōs dict, il y en a qui surpassent le pris du marché.

Leurs domesticques.] Nous auons veu le
 tēps & ne sçay s'il se pratique encores que de trē-
 te Archers il n'y en auoit que vingt-quatre seruans,
 les

six estoÿent passeuolans, distribuez entre les officiers des Viballiages & Viceneschauees & payeurs de leurs gaiges qui s'engraissoÿent le bec de six cens escus de gaiges destineez à ceste demi douzaine d'hômes, qui ne paroÿsoÿent plus le lendemain des monstres. Sa Majesté entend que ceste practique cesse, & que les Seneschaux & Baillifs s'informent comme les proueus y feront entrez.

§. CLXXXIX.

Voulons au surplus les Ordonnances faites par les Roys noz predecesseurs touchant la iurisdicção & reiglement des Preuosts des Mareschaux : mesmes les Articles contenus és Edicts faits par feu nostre très-cher Seigneur & frere, tant aux Estats tenus à Orleans, que ceux faits à Molins & Amboise, estre inuiablement gardez & obseruez.

Reiglemēt des Preuosts des Mareschaux.]
Ce ne seroit que remplir le papier de redittes, si ie vouloye icy proposer la Iurisdiction des Preuosts des Mareschaux & Prouinciaux, & monstrier comme ils sont separez d'avec les iuges ordinaires. Cela pourra estre tiré de mô Harmonie des Magistrats Romains & François ^a, & encores de mes annotations à l'Edict d'Amboise. Voyez comme en parle l'Edict de Molins ^b. Ces remuois vous feront cognoistre les preuentions & monstrieront comme les concurrences ont quelquesfois eu cours entre ces Officiers, & comme en autre temps il a fallu renuoyer selon le merite de la cause.

^a lib. 3.
fol. 156.

^b §. 46.
Molins
1566.

Defendons sur peine de la vie, à tous noz subiects, de quelque qualité qu'ils soyent, excéder & outrager aucuns de noz Magistrats, Officiers, Huissiers ou Sergens, faiseurs, executeurs, & executans actes de iustice. Voulons que les coupables de tels crimes soyent rigoureusement chastiez, sans espoir de misericorde, comme ayans directement attenté contre nostre auctorité & puissance. Faisons tres-estroictes inhibitions & defenses à tous Princes, Seigneurs, & autres, qui ont cest honneur d'approcher de nostre personne, faire aucune requeste, pour obtenir grace, pardon, ou remission pour lesdicts coupables. Et si par importunité aucune chose s'estoit accordée pour nous, ne voulons noz Iuges y avoir esgard, quelque iussion ou derogation que nous ferions cy apres à la presente Ordonnance.

Acte de iustice.] Pour avoir déclaré à mon traicté des peines comme faut chastier ceux qui offensent les Sergens exploictans, ie n'vseray de reditte. Vous verrez là si l'excès est en la personne des Officiers, ou si seulement on leur oste les lettres, sentences & commissions en vertu desquelles ils besoiignent^a. Souvenez vous aussi que i'ay annoté l'Edict d'Amboise servant d'expolition à cestuy cy, où

cy, où vous pourrez voir comme le Roy veut que ceux perdent la vie (sans s'arrester aux qualités) qui outragent & excèdent la personne des Sergens faisans acte de Iustice, commandant aux Chanceleries de n'en expedier lettres de grace, & aux iuges de n'y auoir esgard: vous y verrez comme ceux sont punis qui tiennent fort dans leurs maisons & résistent aux executions d'arrests & decrets de Iustice, soit le iugement diffinitif ou prouisional, & comme les sergens sont creus des torts qui leur sont faicts ^b. Or ce dernier poinct n'est si precis que partie ne puisse maintenir & informer au contraire. Et n'est à croire que sa Majesté aye entierement voulu oster tant de constitutions qui ne permettoyēt point que les Sergens soyent creus des offences qu'ils pretendent leur auoir esté faictes ^c. Aussi ne baille il que l'adiournement personnel avec permission d'informer plus amplement. Je demande qui informera? sera-ce le iuge d'où la commissiō est emanee ou le iuge du lieu où l'offence a esté faicte? Soit q̄ le Sergent soit offecé, ou qu'il offence en faisant sa charge, le iuge qui l'a commis en cognoistra, & punira le delinquant: mais si c'est hors sa charge, le iuge du lieu en prendra cognoissance ^d.

*b Amboi.
§. 1. 2. 3. 4*

*c Anton.
Gabr. tit.
de citatio.*

*d Bug. §.
34. 1566.
Steph. Rā
chi. lib. 4.
cōcl. 212.*

§. CXCI.

Voulons que les Ordonnances qui ont esté faictes, tant par les Roys noz predecesseurs, que par le feu Roy nostre trescher Seigneur & frere: mesmes par les Edicts faicts tant à Molins que Amboise, contre ceux

qui font résistance aux Iuges & Commissaires executeurs des Arrests & Iugemens souverains , & tiendront fort dedans leurs maisons & chasteaux contre la Iustice, & decrets d'icelle , n'obeissans aux commandemens qui leur seront faicts : soyēt entieremēt & rigoureusement obseruees & entretenues, sans que par noz Cours de Parlemens , ou autres Iuges , les peines contenues en iceux Edicts puissent estre moderees.

Resistance aux iuges & Commissaires.]

Attendant qu'abordions le texte de la coustume de Bourbonnoys qui traicte cōme il faut obeir aux Magistrats , disons en sommaire s'il est loisible de leur résister. La loy des 12. tables contient ces termes, les commandemens soyent iustes , & les citoyens obeissent avec modestie, & de volonté. De là les Docteurs ont esté d'aduis qu'il faut premierement regarder si le commandement est selon la loy, que s'il est tel euidentement faut obeir, s'il est douteux il y a presumption qu'il vaille & ainsi l'obeissance est requise : mais quand il est notoirement inique on peut modestement refuser d'y obeir ^a. Cela doit estre entendu en se prouoyant par appel ou autre voye de iustice, non par force & à main armee, sinon qu'il fust question de dommage irreparable ^b. Encores les plus vieilles loix ont trouué ceste defense outrageuse. Si le Magistrat fait quelque offence, baille vn coup de poingt ou de baston, il n'est pas loisible de le luy rendre : mais si quel

^a Ioann.

Ferrar.

Môia l.

128. ff. de

regul. iur.

^b ylu. nu

ptial. lib.

2. nu. 112.

quelqu'un baille un soufflet à l'officié, il n'en fera point quitte pour recevoir la pareille, le chastiment sera exemplaire ^c.

Fort dedans leurs maisons.] I'ay déclaré par l'Edict d'Amboise comme le Iuge qui trouue resistance peut commander qu'on mette les portes hors des gonds, entrer dans la maison, & paracheuer son execution, & ay déclaré la vieille obseruance qui vouloit que la maison fust demolie pour perpetuelle memoire de la rebellion, & desobeissance à iustice ^d: & ay ailleurs proposé comme en temps de guerre le seigneur du fief se peut emparer du Chasteau & place forte de son vassal, y mettre des soldats, le faire garder & reparer, & comme la paix de retour les frais seront imposez ^e.

§. CXII.

Ce que semblablement voulons estre obserué contre les haults iusticiers, qui souffriront ports d'armes, forces & violences estre faictes en leurs terres, seigneuries & iustices, & n'en feront poursuite. Lesquels dès à present comme deslors nous declaronz prieuez de leursdictes iustices, qui seront vnies & incorporees à nostre domaine, & les Officiers, en cas de conniuece & dissimulation, prieuez de leurs estats, sans esperance d'y pouuoir iamais estre remis.

Ports d'armes.] Qui vouldra voir comme les armes sont defendues recoure à mon traicté des peines ^a, où i'allegue l'Edict de Molins ^b, sur lequel

^c Calism
Rhod. lib.
23. capit.
17.

^d Amboi
se §. 2.
Syntagm.
iur. verb.
contuma-
cia. col. 1.
fol. 159.

^e Coustu.
de Bour-
bon. tit. de
iusti. Syn-
tagm. iur.
fol. 354.
col. 2. li 6.

^a mot ar-
mes pro-
hibees.
^b §. 30.

celuy cy est façonné n'y ayant qu'une difference, le present prieue les seigneurs & leurs Officiers de leurs iustices & estats. Et le precedent passe oultre comprenâr les Officiers royaux, qui par negligence & faute de poursuite auront laissé sans punition les crimes contenus en l'Edict.

§. CXCIII.

Et d'autant que plusieurs de noz subiects donnent confort, aident, & recelent les coupables, contre lesquels il y a decret pour crime & delict: mesmes qu'aucuns desdicts coupables se retirent à la suite d'aucuns Seigneurs, qui sont près de nostre personne, ou parmi noz Gardes, où les Sergens n'osent les apprehender, & executer les decrets de iustice: Defendons à tous noz subiects, de quelque estat & qualité qu'ils soyent, de recevoir ni receler aucuns accusez, & poursuivis en iustice pour crime & delict: ains leur enioignons de les mettre és mains de ladicte iustice, sur peine d'estre punis de la mesme peine que seroyent les coupables, Mandons & enioignons en oultre aux Capitaines de noz Gardes, Prieuost de nostre hostel, ou leurs Lieutenans, si tost qu'ils en seront requis, interpellés ou aduertis, d'apprehender tant lesdicts coupables, qui se retireront à nostre suite, ou parmi noz Gardes, que ceux qui les auront recelez & fauorisez, pour estre punis
selon

selon la rigueur de noz Ordonnances, sur peine de respondre en leur propre & priué nom des reparations, dommages, & interests adiugez aux parties interessees.

Aident & recelent les coupables.] Coriolan banny du pays eust recours à Tulle Prince des Volsques, & Themistocles s'en alla renger à son formel ennemy Admettre l'Prince des Molosses. Cela estoit selon la charité qui regnoit lors, où toute inimitié celloit quand le plus foible se rengeoit à la maison de son aduersaire, pour luy demander confort ^a. Ces histoires font mention des seigneurs estrangers, & l'Edict parle aux subiects. Le crime est presque pareil, disoyent les Empereurs Honoré & Theodose, d'estre rauisseur ou garder la chose desrobbee à celuy qui l'arauie ^b.

Mettre és mains de la iustice.] Les Docteurs ont traicté vne question si celuy qui scait quelque conspiration contre le Prince ou la Republicque est tenu la reueler, ils dient qu'ouy, sur peine d'estre puny comme les conspirateurs, pourueu que l'entreprinse puisse estre descouuerte & verifiée. Car si celuy qui la scait n'a moyen de la verifier il n'est tenu de la declarer, de crainte que toute la peine ne tombe sur luy. Bartolle n'est suiui qui a conclud en tous cas pour la delation. Les modernes ont tenu vne opiniõ plus equitable que celuy qui a asés de preuues pour la conuiction doit se rendre denõciateur, & que les autres font asés d'en donner aduertissement sans se faire de feste plus auant, & se rendre partie ^c. Que faudra il dire de ceux qui enle-

^a *Calius Rhodigi. lib. 15. ca. 18.*

^b *l'crime. ad le. Iul. de vi pub. Syntagm. inr. fo 28. col. 1.*

^c *Anton. Gabr cõc. 37. lib. 7. de crimin.*

uent

uent les prisonniers ? Si c'est pour debte civil ils se rendent principaux payeurs & ne seront receus à alleguer que le debte n'est loyaument deu, vray est que remettans le débiteur en l'estat ils demeurent quittes pour ce qui touche le debte, mais sont tenus aux interets prouenans de leur faict ^d. Et en criminel qui recelle le larron est prins pour larron. Ce qui doit estre entendu pourueu qu'il sçache le larrecin, & que celuy qui le reçoit dans sa maison, ne soit hôte public ^e. Encores ceste limitation dernière seroit dangereuse, comme nous dirons sur le §. 360. de cest Edict. Qui enleue le condamné est criminel de leze Majesté ^f : & quoy que les Docteurs ayent dict, la distinction seroit perilleuse, s'il a esté bien ou mal condamné. Car la voye de faict est tousiours defendue, s'il y a appel prenez ce chemin, s'il n'y en a point, la sentence inique est estimee iustice.

§. CXCIII.

Nous voulons que les Edicts & Ordonnances, faictes par les Roys noz predecesseurs pour les meurtres de guet à pend, soyent entierement gardees & obseruees, tant contre les principaux auteurs, que ceux qui les accompagneront, pour quelque occasion ou pretexte que lesdits meurtres puissent estre commis, soit pour venger querelles, ou autrement : & dont nous n'entendons estre expediees lettres de grace ou remission. Et où aucunes par importunité seroyent octroyees, defendons à noz Iuges d'y auoir esgard, encores

d Stepha.
Râch. lib.
1 cöcl. 21.
22. Synt.
iur. verb.
carceran-
dum f 81.
e Stepha.
Ranchin.
lib. 1. cöcl.
75.
f Stepha.
Ranchin.
li 2. cöcl.
38. 72.

cores qu'elles fussent signees de nostre main,
& contresigneés par vn de noz Secretaires
d'Estat.

Meurtres de guet à pend.] Bugnyon fait
icy distinction des homicides de volonté, fortuits,
& commis par insensés. l'auoye ailleurs faict men-
tion des Grecs qui les despartoyent en trois, & as-
signoyent lieux certains selon la qualité du mes-
faict. L'accusé d'homicide volontaire estoit iugé
au champ de Mars, les fortuits au Palladium, & si le
delict estoit confessé, mais ne restoit plus que sca-
uoir de la qualité, si bien entrepris, comme en son
corps defendant, ou mal, le iugement s'en donnoit
en Delphes ^a. Mais tout cela ne sert de rien au texte
qu'interpretons : car il se peut faire qu'un homme
tue de volonté, & neantmoins le meurtre ne sera de
guet à pend. Qu'appellerons nous donc homicide
de guet à pend ? C'est quand sans inimitié prece-
dente, nous tuons celuy qu'hayssons, soit en luy fai-
sant bonne mine, beuuant avec luy, allant en voyage
de compagnie, l'empoignant par le derriere sans
luy dire garde : ou que nous espions la commodité
de le surprendre. Le guet à pend n'est iamais sans
trahison ^b.

Qui les accompagneront.] Les entrepre-
neurs & consentans sont subiects à pareilles peines,
c'est à dire sont tous punissables : non que les entre-
preneurs ne doiuent estre plus rigoureusement cha-
stiez : car aux delicts ceux qui auctorisent faillent
plus que ceux qui executent. Je vous renuoye aux
Docteurs pour ramasser les indices sur lesquels on
peut

*a Coustu.
de Bourb.
§. 4. Grs-
mauld. si.
des causes
qui excus.
de dol mo
traicté des
peines,
mot homi-
cides.*

*b Syntag.
sur. f. 494
col. 2.*

*c. Aymo.
conf. 220.
nu. 11. 12.
83. 84.*

peut inferer que les vns ayent esté de l'intelligence des autres qui ont mis la main à la serpe ^c. Et ne traicteray la question du maistre qui commande à son seruiteur de ne retourner à sa maison qu'il n'entende nouvelles de celuy avec qui il a prins querelle: ou (parlant vn peu plus clairement) luy commande de donner bastonnades, pour sçauoir que l'affaire deuiendra si le seruiteur le tue ^d.

*d. Anton.
Gabr lib.
6. cōclu. 2.
num. 4. 5.
C. seq.*

*e. Anton.
Gabr lib.
6. titu de
clausula.
nu. 102.*

Signees de nostre main.] Les clauses de propre mouuement & autres par lesquelles le Prince peut derogerau droict commun, ne sont receues, si le rescript n'est signé de sa main ^c. Et sa Majesté ne veut qu'on y aye esgard au cas de ce §. encores qu'auuec sa signature les lettres fussent contresignees par vn Secretaire d'estat. Voyez comme la iustice d'Henry est si grande qu'il se demet de ses droicts, à fin de faire recognoistre les subiects entreprenans trop, & de donner occasion aux paisibles de viure en repos hors de l'iniure des violents.

§. CXC V.

Et pour le regard des assassins, & ceux qui pour pris d'argent, ou autrement, se louent pour tuer, outrager, excéder aucuns, ou recoutrre prisonniers pour crime des mains de Iustice: ensemble ceux qui les auront louez ou induits pour ce faire: Nous voulons la seule machination & attentat estre puny de peine de mort, encores que l'effect ne s'en soit ensuiuy: dont aussi n'entendons donner aucune grace ne remission. Et ou aucune par
impor

importunite seroit octroyee, defédons à noz Iuges y auoir esgard, encores qu'elles fussent signees de nostre main, & contresignees par noz Secretaires d'Estat.

Des assassins.] I'ay ailleurs dict que l'entreprinse des assaisineurs est prinse pour le faict ^a. Bugnyon ^b tient que la Majesté ayant parlé des assaisins s'expose elle mesme, disant que ce sont ceux qui pour pris d'argent ou autrement se louent pour outrager, offencer, & tuer. Mais il n'y a point d'apparence, d'autant qu'en la loy ceste diction (&) est tousiours mise entre deux, pour signifier chose diuerse. Veu doncques qu'il dit: Les assaisins & ceux qui se louent. il a voulu faire distinction entre les assaisins, & les autres qui se louent à pris d'argent. Non que ie vueille dire que ces insignes coupe iarrets à louage ne soyent assaisinateurs, mais tiens que par ce mot general assaisins la Majesté a voulu oster la question entre les Docteurs qui querellent pour sçauoir si celui qui est commandé pour couper les iarrets à quelque autre n'est pas assaisinateur s'il faitiffaict ou se met en deuoir d'accomplir le mandement, encores qu'il n'y aye pris conuenu ou promesse d'autre recompense ^c.

Recou:re prisonniers.] Cecy a esté expédié cy dessus ^d. Voyez de ceste matiere ce que i'en ay dict au traicté des peines & amendes ^e. Cependant que nous trouuerons le lieu propre sur la coustume de Bourbonnoys ^f.

Ensemble ceux qui les auront louez.] Nous auons dict que les mandemens sans pris sont l'assaisinat

^a Traicté des peines mot Volleurs. Syntagm. iur. col. 1. fol. 60. ^b icy Bugnyon.

^c Anto. Gab. lib. 7 conclu. 1. nu 4. s. 30. Syntagma iur. verb. assaisins & seq. fol. 58. col. 2.

^d § 123.

^e mot prison priuee.

^f §. 163.

sinat (selon aucuns) & maintenant est besoing se souuenir de l'opinion de Balde quitiét que le commandeur n'est tenu de meurtre si celuy qui a tué n'a accepté le mandement. Lors non seulement celuy qui commande & l'autre qui s'est mis en deuoir d'effectuer le mandement mais les fauteurs, rece-
 g Anton. leurs & adherans sont subiects à la peine 8.

Gabr. lib.
 7. concl. r.
 nu. 33. 36.

Encores que le faict ne s'en soit ensuiuy.] Conformement à la reigle qui baille mesme peine aux entreprinsec qu'à la perfection, quand le crime est qualifié, & que l'entrepreneur s'est mis en deuoir d'accomplir sa deliberation. Vray est que la peine est quelque peu addoucie, & ne la porte si grieve que s'il eust entierement effectué sa volonté^h.

h Anton.
 d. li 7. nu.
 7. 8. 9. r/q;
 16. cōcl. 1.
 & cōc. 12.
 nu. 19. 20.
 Syntagm.
 iur. verb.
 attestation
 col. 1. f. 60
 verb affe-
 ctus f. 29.
 colu. 1. &
 verb. cogi
 tati. co. 1.
 fo. 113 &
 verb. cons
 tus. col. r.
 2 fol. 121.
 1 Version
 de du Bel
 lay.

Donner grace ni remission.] Semble que les Roys qui se despouillent d'humanité quittent le plus beau floron de leurs coronnes. Nous auons dict au commencement de cest Edict qu'ils ne peuvent de plus près durant cest estre approcher de l'eternité qu'en faisant misericorde. Ce qui a esté tres-elegamment remarqué par monseigneur del'Hospital i à l'aduertissement présenté à la Majesté de Charles 9. pour bien & heureusement regner.

*Or toy qui tiens de Dieu ton souuerain pouuoir,
 Et sur les autres Roys excellent te fais voir,
 Autant que sont les Roys sur le bas populaire,
 Soyez doux & clement, la douceur te doit plaire
 Si tu veux plaire à Dieu, la clemence qui vient
 Du ciel sur toute chose aux grāds Princez conuient.
 Vueilles plustost les tiens conseruer que deffaire,
 Et leur faicts le pardon comme Roy debonnaire,
 Que tu attends de Dieu, use modestement*

*Ou plustost n'vse point du dernier chastiment,
Si tu n'yes contrainct: mais te monstre seuer
Comme le Medecin, où il faut le cautere.
Icy se doit garder la mediocrité,
Il y ne faut chercher los de seuerité
Pour les hommes punir: ni le nom de clemence*

Pour pardonner tousiours contre son ordonnance.

Le Roy ou le magistrat qui delaisse arriere les loix pour se monstrier clement vse d'une humaine cruauté au preiudice des offencez & dolcants ^{k.} Pourquoy est ce que le Monarque se lie les mains? se veut il rendre barbare & cruel enuers son peuple? rien moins. Il y a des vices qui demandent pardon, il y en a d'autres si detestables qu'ils sont sans espoir de misericorde. Les Empereurs Valentinian, Theodose & Archadius en parlent de ceste sorte: Nous voulons que pour l'aduenir noz iuges n'attendent noz lettres de grace pour eslargir les prisonniers aux festes de Pasques selo qu'il est de coustume d'estre faict. Que chacun soit mis en liberté & nul ne demeure prisonnier. Toutesfois n'entendons comprendre les malfauteurs qui troubleroyent plustost les feries qu'ils n'y apporteroient occasiō d'esioiufance. Qui est ce qui voudroit en contemplation des saincts iours pardonner à vn sacrilege? qui auroit le cœur, durant le temps que nous deuons preparer noz consciences & les corps pour les porter nets & impolus au temple de Dieu, de pardonner aux adulteres, incestueux, & souillons de la souche d'autrui? Qui est ce qui pourroit contrefaire le lent à punir durant ces iours chastes les forceurs des ieunes pucelles? Celuy qui par art magique trou-

*k. Argët.
9. 27^e f.
6:7. des
appropri.*

*l l nemo,
C de p'sf.
audien.*

le repos des defuncts demeure refferré aux prisons, l'empoisonneur soit detenu aux liës, le fourcier, l'adultere, le faux-monnoyeur, l'homicide, le parricide, & le criminel de leze Majesté ne puisse esperer pardon de celuy qui n'a voulu pardonner ^l. Conformement à ce texte les practiciës tiennent qu'un pendart fust desbottté de l'enterinement des lettres de grace, d'autant qu'auant que commettre l'homicide, il s'estoit venté que pour dix escus il en rechapperait, & qu'il ne falloit qu'aller boire au seau ^m. Anciennement les graces estoient pour les yurongnes ⁿ.

*m Synta.
iur. verb.
gratia, f.
465 col.1.
n Argen.
des appro
prilanc. §.
266. fol.
324.*

A noz iuges y auoir esgard.] Les commandemens de ceux qui maistrisent doiuent estre conformes au droict. Et comme les loix ont voulu que le iuge surseoit l'executiõ de l'iniuste iusion venât du Prince, luy ordonnant de faire les remonstrances qu'il verra necessaires, & attendre seconde contraincte ^o : aussi la Majesté d'Henry prohibe l'expedition des graces au profit des assassins, & où par importunité aucune seroit octroyee defend à ses iuges d'y auoir esgard. Charles l'auoit ainsi ordonne en termes plus generaux defendant aux gardes des seaux d'en accorder fors celles qui seront en cas de droict ^f. Nous ne scaurions auctoriser ce qui est entrepris contre les bonnes meurs disoyent les Iuriconsultes ^g.

*o Syntag.
iur. f.311.
col.2.*

p § 75.

*q l. filius,
ff. de cõd.
institue.*

§. CXCVI.

Et à fin d'empescher la frequence des meurtres & volteries qui se commettent par les champs avec toute impunité : Nous enjoignons

joignons à tous haults iusticiers, & leurs Officiers des lieux, où tels excès se cōmettront, ensemble aux habitans des plus prochains villages, de poursuiure en toute diligence, incontinent qu'ils aurōt cognoissance des mal-faïcteurs, pour les apprehender & constituer prisonniers, si faire se peut. Sinon, faire diligente perquisition & remarque de la façon de leurs habits, armes, chevaux, & du lieu de leur retraicte, dont sera fait procès verbal. Le tout sur peine ausdicts haults iusticiers, de perdre les droicts de leur Iustice, & à leurs Officiers de priuation de leurs estats, & aux habitāns desdicts villages, de grosses amēdes, applicables moitié à nous, & moitié aux ex-cedez, ou leurs heritiers.

Constituer prisonnier.] J'ay amplement discouru sur la coustume de Bourbonnoys^a comme il est permis aux Iuges & Procureurs d'office de constituer prisonnier sans informations precedentes. Partant me contenteray pour le present de reciter la resolution des Docteurs selon la commune, par laquelle ils permettent au iuge qui est aduerti d'aucun mesfaict de faire vn petit mot d'escript par forme de procès verbal, ou par information sommaire du bruit & soupçon qui est contre quelqu'un, puis luy mettre la main sur le collet, & le rendre prisonnier si le crime est de ceux qui meritent la prison : car comme dit

^a §. 63.

Vlpian, le Proconsul doit aduiser s'il doit donner les fers à l'accusé, ou le mettre en seure garde, entre les mains des Archers, ou l'eslargir sous caution^b. Pourquoy est-ce que le iuge ordinaire n'auroit ceste puissance en sa terre & sur ses subiects, veu que le soupçon de fuite rend l'incompetant, competent, pour arrester le fuyard^c?

Aux habitans des plus prochains villages.] La Majesté de Charles auoit permis aux Sergens & Huissiers d'appeller & exciter à leurs aides les habitans des villes & villages, & commanda au peuple d'y obeir & de leur donner secours sur peine d'amende arbitraire, & plus grande si elle y escher^d. D'aduantage les loix veulent que les Sergens du iuge lay puissent se saisir du clerc, non pour en prendre cognoissance, mais à fin de le rendre à l'Ecclesiastique pour en faire la punition. Pourquoy non, veu que la commune resolution permet à ceux qui n'ont aucun office public, & sont du tout personnes priuees, de prendre celuy qui est trouué en flagrant delict^e? Voila l'intention de nostre Edict qui passe oultre & tourne ceste permisio en comādemēt.

Diligente perquisition.] Tous les malheurs qui suruiennent à la Cité doiuent estre reiettez sur les Officiers cōtrefaisans les aueugles quand il n'y a point de lanterne: qui se rendent paresseux & negligens, laissent couler le mesfaict sans chastiment, lequel par preuoyance & dexterité ils eussent peu empescher, ou pour le moins chastier apres la faute. Les loix ont voulu qu'il n'y eust point de difference entre le criminel & le iuge qui l'auoit laissé faire sans remonstrance & correction: tous deux subiects
à sem

b Syntagma. iur. verb. captiua. col. 1. fol. 74. et verb.

c carcera- tio col. 2. fol. 81.

d Syntagma. iuris verb. fuga col. 2. fol. 443.

e Aitolius §. 33. 150 6.

f Syntagma. iur. verb. clericus. col. 1. fol. 101.

à semblables peines f.

Façon de leurs habits. } Je ne veux point entendre la plume à discourir combien le François est desfreigné en ses vestemens, quelques sainctes & louables ordonnances que les Monarques ayent peu faire: aussi n'est ce le cas de cest Edict, il sera plus propre de le reseruer sur la coustume de Bourbonnoys, lors qu'elle parle quel habit la femme doit emporter apres le decés de son mary, où ie deliberé faire estat de leurs beatilles, & attriffets, & toucher quelque peu des diuerfes sortes de vestemens: car il seroit impossible d'en faire entiere description tant le luxe est deuenu grand. Oyez en deux mots des remonstrances qui furent faictes à Charles huictiesme sur mesme faict. Chacun est maintenant vestu de veloux & draps de soye, chose dommageable en ce Royaume. Car il n'y a maintenant menestrier, varlet de chambre, barbier ne gendarme qui ne soit vestu de veloux, qui n'aye collier, & signet d'or aux doigts comme les Princes, & n'est trahison qu'ils ne fissent pour continuer ces estats. Ces cheueux frisez, ces grandes fraises, ces membres couuerts de satin & veloux, pourront-ils bien supporter le mourion & la cuirasse? Le ne sçay de quoy sert le satin & le veloux au faict de la guerre, sinon à viure sur le peuple. Ceux qui sont mollement vestus, & delicatement nourris craignent plus la mort, & fuyent d'auantage les coups g. Reprenons l'intentiõ de ce texte. Les Docteurs dient qu'encores que l'habit ne face le moins, si est-ce qu'il est recogneu au vestement, & est presumé tel que la robe monstre. Les accidens font

f. Iodoc.
Dālhoud.
libr. Pā-
rium ver.
officialin.

g. Tours
juenl. 14.
2. pag.

beaucoup à recognoistre l'essée de quelque chose. La femme qui s'attiffe d'habit deshonneste pert son honorable qualité, se mōstre putain de volonté pour le moins, & fait croire qu'elle en souhaitte de plus que d'un lieu. Est-il possible de voir cela plus évidemment que par l'histoire de Thamar, elle posa son habit de femme de bien, & se presenta à son gendre Iude desguisée comme les femmes publiques, son gendre l'accosta, & la print pour telle que la suite la declara ^h. Or ceux qui se messent de la criminalité sçauent que la moitié des crimes sont verifiez par les vestemens, & autres equipages des accusez : & comme faut enquester le tesmoing sur les habits & circonstances ⁱ.

§. CXC VII.

Enioignons à tous habitans des villes, bourgs, & villages, faire tout deuoir de separer ceux qu'ils verront s'entrebattre avec epees, dagues, ou autres bastons offensifs, & d'apprehender & arrester les delinquans, pour les liurer és mains de iustice.

Separer ceux qu'ils verront.] La question a esté fort agitée entre les Docteurs pour sçauoir si on peut estre recherché par iustice, lors que deux ou autre nombre combattent, & qu'on ne s'est mis en deuoir de les separer, la commune a conclud pour la negatiue, tant par droict ciuil que Canonique ^a. Vray est qu'ils ont exhorté ceux qui peuuent sans danger separer les combattās de s'y employer, non de crainte du Magistrat, mais à fin de n'encourir l'indi

*h. Iodoc
Dambou
derus lib.
parium.
ver. car
m esse.*

*i. Faut
sub de
est. q.
licet.*

*a Synta-
gma iur.
vrb. de
fédere. f.
173 col. 1.
175.
col. 2. q.
5. & ver.
assistent.
col. 1. fol.
59.*

l'indignation du Dieu viuant. Voyez ie vous prie combien excellemment en parle Cicerō: qui ne defend ou s'oppose à l'iniure quand il le peut faire, est aussi meschant que s'il abbâdonnoit ses parents, ses amis, & sa patrie ^b. La Majesté d'Henry obserue ceste humanité, laquelle Charles 9. commanda d'estre suiuite par les habitans des villes & villages de son Royaume ^c. Doncques faut nous rengier de ce parti & suiure les recommandables cōmandemens des Monarques, qui veulēt que soyons curieux de la cōseruation de noz voisins, pourueu que ce soit sans nostre dōmage, & laisser les resolutions cōtraires ^d. Reste vne question, si celuy qui se met en deuoir de separer ceux qui se battent, offence ou tue l'un d'eux en se destournant & sans y pēser, pourra estre accusé & tenu du faict auquel il a esté contrainct pour obeir aux Edicts Royaux, il n'e doit estre recherché ^e. Passons oultre remettans à traicter ailleurs comme le vassal est tenu de defendre son seigneur ^f. Je suis marry qu'il faille me despartir de l'opinion du Docteur Bugnyon, lequel interpretant cest article le veut limiter pourueu qu'il y aye precedentes informations closes, & deuēment façōnees. Mais, sauf sa reuerence, cela seroit destruire l'intention de l'Edict. L'Edict veut qu'on separe les combattās, & le Docteur l'entend pourueu qu'on recoure au Iuge pour faire les informations, auant que toucher du bout du doigt à la meslee. Pensez vous qu'au retour on trouua encores les champions sur la place? Que s'il y a blessure ou meurtre, cuidez vous que le meurtrier s'employe à garder le corps mort cependant qu'on ira le reueler à iustice? Je croy

*b lib 1. de
offi. f. 12.
Syntagm.
iur. verb.
delicto.
col. 2.
c Orleāz
§ 65.
d Barto.
authē &
iud. c. sine
suffrag §.
sic iur.
l. prescri-
ptione no
me. 14. C.
si contras
ius vel v-
sil publi.
e Syntag.
iur. verb.
delictorū.
fol. 182.
col. 2.
f d f. 182.
C. verb.
fendu fo.
375. co. 21*

doncques que la vraye intention de l'Edict est de separer ceux qui se battent ausi tost qu'ils mettent la main aux armes, & que s'il a esté impossible qu'au moins faut se saisir de ccluy qui a tué ou blessé si tost qu'il a donné le coup, à fin de le rendre à iustice pour en faire la punition, sans s'arrester aux inquisitions & informations dont Bugnyon a voulu parler: mais le texte qu'il allegue doit estre limité au cas de nostre Edict ainsi que iel'ay cy dessus remarqué.

g §. 198.
mot aux
habitans.

§. CXCVIII.

Et parce que nous auons esté aduertis, que plusieurs voleries, meurtres & assassins se commettent par les champs par personnes masquées: Nous voulons qu'il leur soit couru sus par auctorité de iustice, & avec les Officiers d'icelle, en toute voye d'hostilité, & à son de tocsin: & qu'estans apprehendez ils soyent punis par les iuges des lieux sans dissimulation.

Personnes masquées.] I'ay montré les maux procedans des masques, signamment les forces, voleries, adulteres, meurtres, & autres infinis, qui occasionna la cour de les interdire. Et ay déclaré comme la peine du forfait a esté augmentee, quand il est commis par personnes masquées, partant n'y feray de reditte. Ioinct que cecy est hors l'intention de nostre texte, qui donne permission aux Officiers de leur courir sus en voye d'hostilité, & à son de tocsin. Matiere que le Docteur Bugnyon a confirmee

a mōstré
Esté despei
nes n'ot
larrons.

mee par les ordonnances Royaux & arrests de la cour. Doncques ne faudroit que passer oultre, n'estoit que proposant d'où viennent les masques il veult tirer leur origine de certaines personnes lesquelles (selon qu'il descript l'histoire) au premier regne des Romains, & lors que les douze tables auoyent leur vertu, couroyent par les rues ayans deuant la face vn plat d'estein courbé, avec des fentes à l'endroict des yeux, & se iettoient dans les maisons, desquelles les domiciliez de crainte de ces larues se retiroient soudain, & ainsi leur estoit loisible de desrobber ce que bon leur sembloit ^b. I'ay parlé de ceste histoire ailleurs non pour accorder l'origine des masques venir de ceste part, mais à fin de monstrier combien sont detestables les larrecins couverts de pieté & de religion. Vous venez d'ouyr son recit, voila le mien. La peine imposce contre les larrons manifestes estoit vltée à ceux qui sous pretexte de religion se couuroient, ou pour le moins s'étouroyēt ainsi que d'une ceinture, de fillets semblables à ceux qui demeurent aux pignes du tissieran, tenoyēt vn plat à la main, entroyent és maisons, où ne rencontraient personne, emportoient ce qu'ils pouuoient empoigner ^c. Quelle conformité entre ces deux discours? pas vne. Je sçay bien qu'on pourra dire ce qu'Hotoiman a publié, que ceste obseruance estoit desia abolie au temps des iuriconsultes, & que difficilement en sçaurions nous retirer la verité ^d. Mais ie ne sçauroye croire que ce qu'en a dict Bugnyon soit soubstenable, moins qu'il puisse estre approprié à l'inuention des masques. Soyons d'accord que les anciens prestres alloient par les rues

b Bugnyon
en ce lieu.

c traité
des pei-
nes, mot
larrons.

d Hotom.
leg. 12. 1. 3
bul. fol.
211.

fautelans à la maniere des insensés & remplis de furie, mais il ne se trouue point qu'ils se iettassent pour desrobber dans le premier huis ouuert. Je voudroye encores demander qui a reuelé au Docteur Bugnyon que le plat fust d'estein plustost que d'autre estoffe, & qu'il eust deux pertuis à l'endroit des yeux? Les auteurs approuuez, qui recitent ceste histoire, monstrent que les Sergens deuançans le Magistrat, estoient (lors qu'il failloit entrer dans quelque maison priuee) reuestus des fillets dont nous auons parlé, & tenoyent vn plat deuant leur visage, non pour voir sans estre recogneus (comme on a cuidé) mais à fin de destourner les yeux des meres de famille ou des filles vierges de la maison. Où est Bugnyon qui les faict toutes fuir dehors, pour crainte de ce plat percé? D'aduantage la loy des douze tables estoit en ces mors, *Le larron avec trame & le plat soyent punis de mesmes que les larrecins manifestes*. Qu'eust il serui de dire de mesmes que les larrecins manifestes, si ces religieux se fussent iettez effrontement dans les mailons, chassé les proprietaires, & desrobbe sans resistance? Ce cas ne semble point seulement le larrecin manifeste (termes dont les loix ont vsé) mais de faict est si manifeste qu'il est impossible d'en trouuer qui le soyent plus. Nostre narration sera doncques plus probable qui dit que ces larrôs faignoient quelque religion pour entrer aux maisons, & que la loy les punissoit au double ainsi que les larrons manifestes, pour monstrier que c'est double meschanceté s'aider de la religion à fin de couurir ses impostures, l'ay proposé ces diuersités à fin que le lecteur

aye

e Calius
Rhodigi.
lib 10. ca.

6.

f Hotom.
ad ll. 12.
tabu. fol.
211.

aye de quoy se contenter suivant celle des deux lectures qui luy plaira. Je seray cõtét s'il préd la meilleure. Reste de voir si l'origine des masques vient de ce costé. Aucuns la tirent de plus loing & dient: Les Atheniens recogneurent le Dieu Mome, Prince des mocqueries, & en son honneur permirent vne fois l'an se masquer, monter sur chariots, & blasonner contre les plus grands de la Republicque. Quant aux Romains on la peut approprier au mescontentement des menestriers qui furent rappelés à condition qu'il leur seroit loisible seulement deux fois l'an prendre masques, se desguiser de toutes sortes d'habits, & allans par la ville se mocquer librement des vns & des autres 8. Et de faict les masques ne sont inuentees que pour se

*g Palad.
Blasõ des
danfes fo.
45. 46.*

§ CX CIX.

*47.
h Argët.
fol. 407.
g. 264. des
appropri.*

Les adresses de graces, pardons, & remissions obtenues par les personnes n'estans de noble condition, seront faictes aux Iuges ordinaires, ressortissans nuement & immediatement en noz Cours de Parlemens. Et quât aux Gentilshõmes & Officiers, voulõs l'edict d'Amboise estre inuiolablement gardé.

L'Edict d'Amboise.] C'est l'article neufiesme où la Majesté de Charles declare l'auoir ainsi ordonné pour obuier aux plaintes que les subiects luy ont faictes touchant la facilité des Iuges criminels à l'endroiect des gentils-hommes

remis

remissionnaires. Voyez ce que i'y ay apporté pour l'intelligence du §. Et pour ampliation ayez memoire que les Grecs n'estoyent li faciles d'enteriner les graces comme nous sommes en France. Qui auoit vne fois esté pardonné d'un meurtre fortuit, si apres il commettoit le second de volonte, il alleguoit ses defences dans vn puis basti sur la mer où il estoit conduict, & tant qu'il demeuroit à desdure ses droicts, il ne pouuoit mettre le pied sur terre, & le nauire qui l'auoit conduict, n'estoit retenu ni par ancre ni à cordage ^a.

*a Calim
Rhodigi.
lib 10 ca.
17.*

§. CC.

Ne sera par nous accordé aucun rappel de ban ou de galeres à ceux qui auront esté condamez par Arrest de noz Cours souueraines. Et où par importunité, ou autrement en seroit par nous accordé, avec clause d'adresse à autres Iuges, leur defendons d'y auoir aucun esgard, ne d'en entreprendre cognoissance, quelque attribution de iurisdiction, qui leur en puisse estre faicte. Neâtmoins faisons deses tresestroitement à tous Capitaines de Galeres, leurs Lieutenans & tous autres, de retenir ceux qui y seront conduits, oultre le temps porté par les Arrests ou Sentences de condamnation, sur peine de priuation de leurs Estats.

Con

Condamné par arrest de noz cours souveraines. Il'ay bien au long proposé en mes commentaires de la coustume de Bourbonnoys ^a la matiere des rapeaux de ban, & à qui ils appartiennent. Voyez les pour servir d'exposition à cest article. Pour maintenant en faueur de ceux qui n'auront le loisir d'y recourir, ie seray content vous mettre en auant la loy qui defendoit au Procureur de Cesar rappeler ceux qu'il auoit banni ^b: & le regne de Claude Cesar qui ne rappella imais bāni sans auoir l'opinion du Senat ^c.

^a §. 2. mes
terre.

^b l. cura-
tores ff.
de offic.
Procura.
Cesar.

§. CCI.

Les Iuges Presidiaux cognoistrōt par concurrence & preuention des cas attribuez aux Preuosts des Marechaux, Vibailifs, & Viceschaulx, & pourront instruire les procès, & les iuger en dernier ressort au nombre de sept, selon la forme portee par les Ordonnances: mesmes par celles faictes à Molins, en l'an mil cinq cens soixante six.

^c Sueton.
capit. 12.
fol. 28. de
Claudio.

Concurrence & preuention.] Cest article est conforme aux Estats d'Orleans & Edict de Molins pour bailler au Presidial la cognoissance des cas preuostaux, & non au contraire: d'autant que les Iuges ordinaires peuuent preuenir sur les extraordinaires, mais l'extraordinaite ne peut rien sur ce qui est du gibbier de l'ordinaire ^a.

^a Chaulard. Or-
leans §.
72. Bu-
gnō Mo-
lins § 46.

Cas attribuez aux Preuosts des Marechaux.] Les remonstrances faictes aux Estats de Tours les resserrent fort: semble aux Estats que les

Pre

Preuosts des Mareſchaux & leurs Lieutenans ne doiuent eux entremettre de cognoiſtre, iuger, appointer, decider, d'autres matieres que celles qui ſont ſubiectes à leurs offices: c'eſt aſſauoir touchant le faict de la guerre, & ne doiuent en rien prendre cognoiſſance ne iuriſdiction d'autre matiere, meſmement des cas dont les ſeigneurs haults iuſticiers, moyens & bas, doiuent auoir cognoiſſance & iuriſdiction, ſur peine de perdition d'office, & amende arbitraire ^b.

*b Tours
ſueil 36.
c 52.*

Vibaillifs, Viceneſchaux. J'ay declaré le deuoir des Vibaillifs & Viceneſchaux, & de quelle matiere ils cognoiſſent en l'Harmonie des Magiſtrats Romains & François ^c. Recourez y.

*c Harmo.
des Ma-
giſt ſueil.
55.56.11-
bro 3.*

§. CCII.

Faisons inhibitiōs & deſenſes à toutes perſonnes, de quelque eſtat, ſexe & condition qu'elles ſoyent, d'exercer aucunes vſures, ou preſter deniers à profit & intereſt, ou baillei marchandife à perte de finance, par eux ou par autres, encores que ce fuſt ſoubs pretexte de commerce public: Et ce ſur peine pour la premiere fois, d'amende honorable, banniſſement, & condemnation de groſſes amendes, dont le quart ſera adiugé aux denonciateurs: & pour la ſeconde, de confiscation de corps & de biens. Ce que ſemblablement nous voulons eſtre obſerué contre les proxenettes, mediateurs, & entre-
met

metteurs de tels trafics , & contractz illicites & reprouuez : sinon au cas qu'ils vinssent volontairement à reuelation: Auquel cas ils seront exempts de ladicte peine.

A toutes personnes.] Ils'arreste aux qualités des creanciers & par ces mots generaux ne veult comprendre ceux qui empruntent. Donner son argent à vsure est tousiours peché , mais qui le reçoit n'offence tousiours. La necessité fait qu'il n'y a point de vice. Le creancier ne le sçauoit donner sans auoir l'œil au gain , & le debteur le prend quelquesfois, à fin de se secourir & venir au bout de ses affaires. C'est pourquoy le creancier vsurier n'est iamais sans faute, & que le preneur est quelquesfois excusé ^a.

a *Stepha.*
Ranchin.
lib. 1. con
clu 299.

Aucunes vsures.] Bartolle tient que les vsures ont esté & sont defendues de droit diuin , mais qu'on ne peut nier qu'elles n'ayent esté practiquées des iuriscōsultes. Faudra il dire pour cela que l'Empereur fust hereticque , & sentit mal de la foy? non: ceste permission n'est qu'une tollerance , de mesmes que Moïse accorda aux Iuifs le diuorce, encores qu'au parauant il fust estroitement prohibé ^b. D'où vient doncques que la Majesté d'Henry les defend si rigoureusement? C'est la perfection du Monarque qui veult reestabli les bonnes meurs au Royaume, & ne peut supporter qu'aucune chose souillée aye cours aux pays de sa domination. De fait il n'y a commerce tant desaduantageux qu'il puisse estre, dont le peuple se resente plus oppressé que des vsures. Despuis qu'elles ont commencé d'a-

b *Barto.*
auth ad
hac C. de
vsurw.

voir

uoir lieu, il n'a plus fallu parler de charité entre les Chrestiens, il n'y a plus eu de prest sans profit de-mesuré. C'est pourquoy les escriuains ont comparé l'vsurier dans vne Republicque au ver qui est dans l'arbre. Car de mesmes que le ver se met dans l'escorce premiere, proche le bois, au plus vif de l'arbre qu'il suit de bout à autre, mange les fruiçts, & en fin apporte la mort au fruiçtier: ainsi l'vsurier consume peu à peu, & secrettement les habitans de la Republique, & les effrute si bien qu'en fin il les rend à la besace^c. Solon les chassa de sa Republicque, & Agie Duc d'Athenes fit apporter toutes les obligations des vsuriers qu'il exposa à la flamme. Age-silaus souloit dire qu'il ne vit oncques feu plus beau ni plus clair. Les Empereurs Pie & Seuerre modererent les interests excessifs, Caton chassa les vsuriers de Sicille, & Luculle d'Asie^d.

Prestre deniers à profit.] Aurôs nous bonne esperance des ieunes gens qui sçauent songer à leur profit, & n'oublient chose de laquelle ils puissent retirer aduantage? Ne voyons nous la confusion & le desordre qui en prouiédra? Il n'y aura plus de bien-faiçts, les actions de grace se perdront. Quand tu prestes del'argent pour en prendre profit, ce n'est plus prest, c'est pure vsure, & personne ne sera tenu rendre graces à celuy qui luy a presté pour en rece-uoir interest: car ce qu'il en a faiçt, a esté pour son aduantage^e. Or nous remettons ceste matiere sur la coustume de Bourbonnoys^f.

Marchandise à perte de finance.] L'Edict d'Orleans expose ceste damnable façon de faire en ces mots: Defendons à tous marchands & autres de quel

c lod. Dñ
honderus
verb. vsu-
rarium, li.
Paruum.

d Alex.
ab Alex.
cap. 7. lib.
1 folio 11.

e lib. 2. de
finib. fol.
177.

f §. 418.

quelque qualité qu'ils soyent de supporter aucun prest de marchandise appellé , perte de finance, laquelle se fait par reuente de mesme marchandise à personne supposée, & ce à peine contre ceux qui en vseront, en quelle sorte qu'elle soit desguisée, de punition corporelle, & confiscation de biens sans moderation de peine ^g. Les Officiers du Roy (speciallement ceux qui manient les deniers) commencent de practiquer ceste sorte d'vsures. De là la Majesté de Charles ne se contenta des premieres defenses, mais fit vne loy particuliere pour eux, leur defendant de bailler pour argent comptant directement ou indirectement aux personnes assignees sur eux aucune marchandise de quelque sorte qu'elle soit, à peine de priuation de leurs offices & d'amende arbitraire ^h. Ceste façon de faire est la pire de toutes les vsures. Vous trouuerez tel homme qui aura pour cent escus de vaisselle d'argent, cent escus de bleds, & cent escus de vin. Si vous luy demandez de l'argét à emprunter, il n'y en aura point, mais du bled & du vin à vostre commandement, & plustost que vous escôduire se desfera de sa vaisselle d'argent pour vous gracieuser. Que si replicquez ces choses estre de difficile desfaicte, il vous enseignera son corratier, qui en donnera la moitié du pris que la denree vaut, ou de ce qu'elle vous aura cousté. Quelquesfois ces denrees dans vne semaine sont vendues trois & quatre fois avec extreme profit pour le maistre vsurier, & le vin du valet. L'vsure (dient les Docteurs) se recognoist au prest de deniers & en toute autre chose qui peut estre appreciée. C'est vsure quand on preste argent sous

^g Orleães
§. 143.

^h Orleães
§. 140.

condition que le preneur laissa iouir le creancier d'une sienne maison si longuement qu'il sera detenteur de l'argēt¹. N'est-ce pas retirer profit du prest? Marquez en passant que Bugnyon s'est destourne de la commune, quand il a prins les vsures centiesmes, pour celles qui dans vingt ans se rapportēt au sort. Car ce sont celles desquelles dans huit ans & quatre mois on en tire autant que le sort porte, veu que chacun mois paye la centiesme de la somme prestee^k. Je prise tant le Docteur Bugnyon (qui certainement est digne de recommandation pour ses diuerses sciences) que i'oseroie dire ceste faute n'est venue de sa part, mais plustost de l'imprimeur, qui au lieu de (huit ans) a mis (vingt ans.) L'autre sorte de centiesme touche l'vsure d'vsure & ne sert de rien a nostre propos.

Et interetts.] L'vsure est permise mesmes de droict Canon quand elle est demādee pour recompenser les pertes, & tenir lieu d'interest. Voila pourquoy le mary peut demander l'interest des deniers dotaux qui n'ont esté payez selon la promesse, parce qu'il luy a fallu trouuer d'ailleurs pour fournir aux frais necessaires en mariage. Voila pourquoy le vendeur qui a vendu & deliuré à l'achepteur peut demander l'encourue des deniers que l'achepteur a retenu rieres soy, & que tel interest tient lieu des fruiets recueillis¹. C'est pourquoy le créancier (principalement s'il est marchand) est receuable à demander l'interest de puis la demeure de payer au iour accordé^m. Ce que l'ordonnance d'Orleans a receu contre les debtors par obligatiō ou sceudule apres l'adiournement posé entre marchāds, à raison du denier

i. Steph.
Ranchin.
li. 3. cōcl.
137. 138.
139.
Ans. 114.
tu de em
pio. cōcl.
4. nu. 2.
3. 5.
m Anto.
Gabr. lib.
3. nu. de
fol. 100 co
cluf. p.
Synagm
iur. verb.
creditor.
col. 1 fol.
102.

k Oldēd.
Cliff. 1.
al. 10 12.
fol. 141.
Ca. Rho
dign. lib.
28. cōcl. 19.

l Steph.
Ranchin.
li. 3. cōcl.
137. 138.
139.
Ans. 114.
tu de em
pio. cōcl.
4. nu. 2.
3. 5.
m Anto.
Gabr. lib.
3. nu. de
fol. 100 co
cluf. p.
Synagm
iur. verb.
creditor.
col. 1 fol.
102.

denier quinze, & du double aux laboureurs, vigneron, & mercenaires ⁿ. L'interest peut estre demandé par action, mais ne peut estre conuenu certain, par obligation de prest ^o.

Amen le honorable.] Les vsuriers sont infames & ne peuuent tesmoigner. Voyez le reste des peines dans mon traicté des peines & amendes, soit contre les clerics ou contre les lays, soit par les loix ou ordonnances Françoises P.

Aux denonciateurs.] La conuiction des vsuriers est faicte, ou par leur propre bouche, & ceux la sont appelez vsuriers manifestes, ou par tesmoings, & la question est problematique si les tesmoings, singuliers sont receuables, ou par autres tesmoings & les coniectures & presomptions seruent de preuues. Car quand quelque acte est de difficile verification on prend les preuues telles qu'elles se peuvent rencontrer ^q. L'ordonnance de Loys 12. monstre cōbien il auoit à contrecœur les vsuriers, commandant aux iuges s'enquerir de ceux qui commettent vsures manifestes, par contracts faincts & simulez, defendant aux Notaires de les receuoir, & donnant la tierce partie aux denonciateurs ^r.

Proxenettes.] Les Docteurs declarent comme ils peuuent tesmoigner ^s.

§. CCIII.

Enioignons à tous Iuges, Enquesteurs, Commissaires, Huissiers, & Sergens, d'examiner les tesmoings, qui serōt ouys és informations sur la pleine verité du faict, tant de

n Orlans
§. 60.

o Stepha.
Rachin.

lib o. con
clu. 53.

p Barto.
l. impro

bum. C. ex
quib. cau.

insum.
Traicté

des peines
mot vsu-

res. Anto.
Gabr. lib.

7. cōc. 20.
q Anto.

Gabr. li 7.
concl. 20.

ms. 9. 11.
Stephan.

Rach lib
1. concl.

421.
r Bauff.

cap. 7 li. 1.
pa. 2 fol.

24 & 5. ex
Ludo. 12.

an 1512.
§. 64. 65.

66.
s Anton.

Gabr. tit.
de testib.

concl. 20.

ce qui concerne la charge que descharge des
accusez: ensēble enquerir desdicts tesmoins,
s'ils sont parents alliés des parties, & en quel
degré, ou domestiques & seruiteurs d'icelles,
& en faire mention au commencement de
leurs depositions, sur peine de nullité, & des
despens, dommages, & interests des parties,
qu'elles pourront repeter sur ceux qui feront
telles omisions,

Huissiers & Sergens.] Le mot de Sergent
cōprenoit assés les Huissiers. Car ceste lie du peu-
ple (ainsi parle Rebuffe) n'est ordonnee que pour
seruir de (va luy dire.) Toutesfois parce que les
Huissiers sont plus honorables & ont la langue de
ceux qui veulent parler à Messieurs assemblez, cest
Edict en faict mention, separee des Sergens ^a.

Plaine verité du faict.] Les parolles enflées
qui cachent la cognoissance de verité & ont appa-
arence de la vouloir descouvrir, sont grandement à
fuir, tout fard & desguisement est indigne de veri-
té. Il vaudroit beaucoup mieux se taire du tout, que
dire à moitié. Celuy est à reprendre qui cache la
verité, ainsi que celuy qui dit mensonge. L'un ne
veut profiter, l'autre s'essaye d'offencer ^b. Et parti-
culierement pour les tesmoins les nostres dient
que deposer faux, & ne dire qu'à moitié ce qui est
du faict, sont choses esgales. L'office du tesmoing
est de dire ce qu'il sçait sur toute l'histoire ^c. Nostre
Edict s'arreste là. Je sçay assés ce que noz Practi-
ciens,

^a *Stepha.
Rach. lib.
2. conclus.
252.*

^b *Macca.
lib. 1 cap.
8 nume.
20 21.
c* *Iodoc.
Dāhoud
lib parvū
verb testa
7.*

ciens sont coustumiers de dire , qu'il faut aduifer les articles sur lesquels le tesmoing est produit , & que s'il passe oultre il depose par dessus son serment , parce que la pratique des Enquesteurs est d'vser de ces mots , Tesmoing iuré & examiné sur les faicts sur lesquels il a esté produit , & qu'il y a difference de iurer ainsi , ou promettre de dire verité sur toute la cause ^d. Cest obiet est considerable à cause de l'ordonnance qui ne veut point que sur mesme faict on examine plus de dix tesmoins , mais non tant que la vieille ordonnance & que cest Edict ne puissent subsister. L'ordonnance s'entend des causes qui ont plusieurs faicts separez , & cest Edict veut que le tesmoing ne separe le faict dont il a plaine cognoissance , pour faire ce qu'il fait au droict d'une des parties , & dire ce qu'il pense servir à celle pour laquelle il est produit.

Sont parents alliés des parties.] Les Docteurs ont demandé la question decise par ce texte , sçauoir si le tesmoing sera creu qui declare par la deposition estre seruiteur d'iceluy quil'a produit , ennemi de son aduersaire , ou infame. Ils tiennent que sa declaration vaut , parce qu'il n'est à croire qu'il voulust à faux offencer sa renommee ^e. Au reste j'ay ailleurs proposé les causes qui recusent le iuge ^f , & celles qui aneantissent la deposition du tesmoing ^g , selon que les ay peu recueillir çà & là : partant ne seruiroit gueres de maintenant parler des parentelles , alliances , affinités , si les sollicitateurs y sont receus le pere , le frere , la femme , le pauvre , l'excommunié , & autres semblables ^h. Que dirons-nous du cas contraire , quand le tesmoing dit

d Stepha.
Râch lib.
1 cœ 19. 1.
Bar. l. sed
iudex, C.
de ep. &
cler. & l.
p̄scriptio-
ne. nu. 14.
C. si contra
iur. & v-
til. publ.
C. ad au-
thē de san-
ctiss. epis.
9. nulli ve-
rō. & au-
thē. n. 8.
de testib.
e Bar. au-
thē. de te-
stib. nu. 9.
9. si quis
vero
f discours
des incō-
petances.
g conju.
de Bour-
bo. suis des
reproches.
h Anton.
Gab. 1.
de testib.
à coel 12.
ysque 16.
Joseph Râ-
chi. l. 1. cō.
266. 267.
208.

qu'il n'est parent ni allié que deuiendra sa deposition s'il appert du contraire ? Les Docteurs tiennét qu'elle vaudra & neantmoins qu'il sera puni de mē-
 songe ⁱ. Car (comme ils dient) si le reproche n'est
 articulé & verifié par la partie il ne sert de rien ^k. Je
 trouueroye l'autre parti meilleur qu'il tient, d'au-
 tant que les tesmoignages sont inutiles s'il appert
 par actes les tesmoins estre familiers domestique-
 ques ou cōuaincus & condamnez de crime & suffit
 qu'ils le declarent ainsi par leurs depositions ^l.

§. CCIII.

Ordonnons que tous noz subiects , de
 quelque estat, qualité, & condition qu'ils
 soyent, qui se trouueront auoir impetré de
 nous dons de confiscations, ou d'amendes
 au parauant le iugement de condamnation
 & adiudication, ou aucuns offices au par-
 auant la vacation, & restas des comptes au
 parauant la closture d'iceux, soyent priuez
 non seulement des choses donnees : mais
 aussi condamnez à vne amende de pareil-
 le valeur : & oultre declarez indignes & in-
 capables d'obtenir aucune chose de nous à
 l'aduenir : defendant à tous noz Iuges d'a-
 uoir aucun esgard ausdicts dons, & proce-
 der contre les impetrans d'iceux, suivant la
 rigueur de noz Ordonnances, sans que les
 peines contenues en icelles puissent estre
 moderees.

Iuge

ⁱ Anto.

Gabr. lib.

7. concl.

4^m. 7. 13.

& Stepha.

Ranch. li.

2. conclu.

3¹ 4.

l Stepha.

Ranchin.

li. 3. con-

clu. 186.

Jugement de condemnation & adjudication,] Bugnyon parle des confiscations en ceste sorte : la confiscation est vn droit de regale qui n'appartient à autre qu'à celuy qui ne recognoist supérieur que Dieu seul, & sont les biens de confiscation reputez la vraye dot de la Republicque, laquelle n'a iamais receu lieu en droit qu'en crime de leze Majesté^a. Ces parolles sont trop succinctement couchees pour estre veritables, doncques faut les esclaireir, à fin que le lecteur ne se troye en les lisant, attendant qu'auray trouué le 349. §. des coutumes de Bourbonnoys, où ie me delibere d'en dire plus amplement. I'accorde assés que la confiscation est droit appartenât aux souverains, soit en l'estat monarchiq ou aux gouuernemens de plusieurs: mais dis qu'il n'est si fort royal que le Prince ne le puisse dōner à sō vassal, & que les ſubiects iusticiers ne soyent capables de les posseder par octroy, priuilege, ou prescriptiō^b. Ce qui n'auroit lieu si les confiscations estoient la vraye dot de la Republicque, & le vray patrimoine ou domaine du Prince & de la couronne qui n'est subiect à prescription, & n'est alienable quelque couleur qu'on puisse rechercher. Aussi qui voudra regarder de plus près l'origine des choses, trouuera qu'elles n'estoyent mises entre les cas Royaux. Il faut (dit Aristote) q la confiscatiō des condamnez soit sacree, nō publique: c'est à dire qu'elle soit adiugee à l'Eglise, non à l'airaire public: ainsi faisant le peuple ne cōfisqueira si volōtaire mēt, & s'esloignera de ces inurieux deportemens quād il verra q la cōfiscation ne luy apportera aucun profit^c. Les Atheniens portoyent les amendes des

*a Bugnyon
§. 119. l. 1.*

*b Martini:
de laud:
tit. de fi-
sco. n. 4.*

*c Aristot.
polit. cap.
5. l. 6.
Tours. el.
de la up.
l. 1. f. 15.
p. 8. 1.*

condamnez sur l'autel de Iupin conseruateur. Et la pauvreté des premiers Romains n'ayant d'ailleurs dequoy sacrifier aux Dieux, employèrent là les confiscations : de là le mot de (Supplice) est venu iusques à nous ^d. Auec le temps les puissances temporelles ont practiqué le prouerbe qui baille au fisque ce que l'Eglise ne peut empoigner. Disons doncques que la confiscation n'est cas royal d'origine, mais qu'auec le temps les Princes s'en sont accommodés : qu'elle est subiecte à prescription, & peut estre alienee par grace & priuilege : ainsi n'est du vray patrimoine de la couronne, ni vraye dot de la Republicque. Et que les Romains ayans senti quel goust elles ont, s'en sont quelquesfois aidé non seulement au cas de leze Majesté diuine & humaine, mais pour la vengeance de beaucoup d'autres crimes, signamment des capitaux ^e. Argentré ne les renge entre les biens domainaux mais tient qu'elles sont part au patrimoine priué du Prince ^f. Venons maintenant à l'intention de nostre texte : Le Monarque defend qu'aucuns n'impetrent d'ors de confiscation auant la sentence & adiudication. Ces termes monstrent qu'il n'y a point de confiscation si elle n'est declaree par sentence, conformément aux loix & canons, qui requierent sentence declaratiue de la peine encourue, auant que demander l'exécution : encores que le crime fust de ceux qui sont punis par la loy, & de pur droit ^g. Voyez comme Cicéron est de cest aduis defendant Roscius Amerinus : ils dient que la loy le veut ainsi soit la Valérie, soit la Cornelië, ie ne l'ay encores apprinse, & qu'il est loisible de vendre le bien de ceux qui sont ban-

^d Alex.
^{ab} Alex.
xand. lib.
3. cap. 5.
fol. 122.

^e l. quan-
do. C. de
bonis pro
scriptorū.
f. 266. f.
328. 329.
des appro-
priations.

^g Iason
confi. 21.
n. 2. vol. 3.

nis (comme Roscius) & de ceux qui ont perdu la vie au camp ennemi. Cependant que la guerre a duré il a tenu le parti de Sylla, & les armes mises bas il s'est retiré dans sa maison vivant en paix, où il a esté tué retournant soupper de la ville. S'il a esté mis à mort sous la permission des loix, ie conseilie aussi que ces biens ont esté iustement vendus : mais s'il appert qu'il aye esté occis contre toutes loix tant vieilles que nouuelles, ie demanderoye volontiers comme on pourroit defendre la vête de ses biens ^h. Ce que recite Tite Liue est plus approprié à fureur populaire, qu'à iustice. Les Tribuns vendirent les biens de Claude, & de Oppius, qui estoient morts aux prisons auant le iugement, & leurs compaignons s'estans retirez de la ville, leurs biens furent confisque^z ⁱ. Peut estre la grauité du delict fit faulser les reigles : & le faict de Sylla ne doit estre mis entre les actes de iustice, mais nombré entre ses cruautés plus signallees. Quand il vendoit les biens des citoyens Romains, il disoit publiquement qu'il vendoit ses despouilles & sa proye. Personne oultre son gré ne pouuoit conseruer ses biens, sa vie, & demeurer en assurance au pays ^k. Il faut doncques condemnation & adiudication. Mais pourquoy est-ce que la Majeste defend les dons auant que le procès soit iugé ? Monseigneur le Chancelier de l'hospital l'enseigne en ces termes ^l.

*Le Prince toutes fois pour croistre sa finance,
Ne confisquera point le bien de l'innocence.
Et à son fauorit ne le donnera point.
Deuant que le procès soit parfaict de tout poinct.
La faueur bien souuent & l'auarice opprime*

*h Cicero
pro Ros-
cio Ame-
rim. lib. 1.
Oratio f.
125.
i Buda. in
posterio.
tit de pæ.
cap. cuen-
tus folio
166.
k Sleida.
lib. 1. mo-
narch fo.
31. Calo⁹
Rhodigi.
lib. 22. ca.
17.
l Version
de du Bel
lay en ses
regnemens
pour heu-
reusement
regner
presentez
à Charles
9.*

*Aussi bien l'innocent, que le chargé de crimes,
Et le fait condamner : non pour autre raison
Que pour auoir basti quelque belle maison.
Le Roy donc qui sera de bonne conscience
Ne donne aux rapporteurs, & bouffons audience:
Ne laisse condamner le iuste, & pour prouué
Ne tienne ce qui est faulxement controuué.
C'est vne chose indigne oster au miserable
Et sa vie, & ses biens: mais plus vituperable
Est de le ruiner sous ombre d'equité,
Par tesmoings si pposez contre la verité,
Et Iuges apostiez. L'innocent & mauvais Iuge
Trop volontiers condamne, & pour coupable Iuge
Celuy la qu'il pense estre en la haine du Roy:
Ou de ceux que le Roy tient le plus près de soy.*

Les Estats de Tours sceurent à poinct remarquer l'abus qui auoit lors cours en France, permettant aux accusateurs de demander les dons des delicts & forfaitures, & impetrer lettres pour estre commillaires & Iuges du procès, ou pour en donner à leur poste ^m. Penseriez vous que si cela estoit maintenant practiqué ceux qui auroient tels dons s'endormissent à la poursuite? & que iustice fust entiere pour l'accusé? Ce n'est doncques merueille si la Majesté d'Henry esconduit tels demandeurs importuns de chose tant desraisonnable.

Offices auant la vacacion.] Cecy est tiré de l'ordonnance de Charles septiesme en ces termes: Ordonnons que plus ne donnerons ne confererons offices, benefices, eschoites, ou autre chose quelconque auant qu'ils vacquent ou soyent creéz, amendes & confiscations auant qu'elles soyent adiugees, & decla

declarees à nous appartenir. Et voulons que si par importunité ou inaduertence nous auions faict le contraire, que le don ou collation qu'en aurions faict ou ferions soit nul ou de nulle vailleuⁿ. François premier ne s'arresta à toutes ces distinctions, mais defendit en general tous dons & octroys de confiscations amendes & autres biens quelconques vacquans & à vacquer par forfaiture de quelque estat & qualité qu'ils puissent estre, soit au parauant ou apres la condénation des deferez & accusez, declaration ou adiudication desdictes amendes & confiscations. : declarant les impetrans indignes non seulement dudict don, mais de toute autre magnificence qu'ils pourroyent esperer^o. Mais la Majesté d'Henry & Charles neuuiesme se sont arrestez à l'ordonnance de Charles septiesme P.

n Carol.
7. §. 85.

o Franc.
1. 28 feuil
let 1538.
Bausf. 2.
p. lib. 1. ca.
7. fol. 23.
p Orleans
§. 88.

§. CCV.

Voulons que les Ordonnances faictes contre les Bancquerouttiers, & ceux qui doleusement & frauduleusement font fallite, ou cession de biens soyent gardees, & que telles tromperies publiques soyent extraordinairement & exemplairement punies.

Contre les Bancquerouttiers.] Du temps de Philippes 3. le Cócille de Lyon arresta que doreseuuant on ne presteroit pl⁹ à vsure. Neantmoins quelques Italiés espâchez par la Frâce ne doubterét de
tenir

tenir banque ouuerte, iusques en l'an mil deux cens septantesept qui leur fust enioinct de cesser. Mais despuis le Roy pour aucune occasion (les vns l'attribuent à vne extreme auarice) leur permit de releuer boutique^a. Apres on n'a plus parlé de les casser, mais seulement de reigler leurs piperies & desloyautés. Les anciens Monarques pour les destourner de faire celsion de biés en fraude ont voulu qu'ils n'y fussent receus par Procureur. Les autres preuoyans que l'honneur ne leur estoit gueres cher, ont voulu qu'ils donnaissent pleiges iusques à cinquante mille estats, auant qu'estre receus à la charge, & que les cautions soyent renouucllees de cinq en cinq ans. Que si nonobstant ces cautions ils font banqueroutte en fraude, ils s'alleruissent à la peine capitale extraordinaire^b.

Fallite. Fallite est vn mot Tuscan, lequel au rapport de noz Docteurs vault autant que faire banqueroutte, & abandonner ses biens^c.

§. CCVI.

Les grands iours se tiendront tous les ans aux Prouinces plus loingtaines de noz Parlements, selon le despartement qui en sera par nous fait, par le temps & espace de trois mois, & plus s'il y eschet. Ausquels grands iours seront tenus les Gouverneurs, noz Lieutenans generaux des Prouinces, avec les Baillifs & Seneschaux d'icelles, assister en personne, pour tenir main torte à la iustice & execution des Arrests.

Les

a Papi.
Masso de
Philip. 3.
Regesol.
350.

b Rebuff.
in rubric.
lib. 4. tit.
in 21. 22.
Bugnyon
lib. 2 c. 2.
leg. abro-
gat.
c Bartol.
l. singula
ria, n 12.
ff. de reb.
crediti.

Les grands iours.] Parce que i'ay amplement
 declaré les assises sur la coustume de Bourbônoys ^a, *a §. 6.*
 ie n'vseray de reditte, estant content de proposer *mot tié.*
 l'opinion de l'assemblée de Tours. Pour obuier aux
 pilleries que feroient les Commissaires, & mettre
 ordre & iustice par chacun pays, est bon & conue-
 nable ordonner les grands iours estre tenus, ainsi
 qu'anciennement auoyent accoustumé par ceux des
 Parlemens & Cours souueraines chacun an, & vne
 annee en vne contree de pays, l'autre annee en vne
 autre. Et qu'il soit chargé à ceux qui tiendront les-
 dicts iours à vacquer certains iours de la semaine
 à ladicte reformation, & taxer les salaires des Gref-
 fiers, reformer les abus, & tout mettre par ordre,
 nonobstant opposition ou appellation quelcôques ^b. *b Tours,*
 Bugnyon s'efforce de donner la denomination des *fuieil. 34.*
 grands iours, mais ne luy desplaist elle peut plus *Mols. §.*
 probablement estre tiree du Comique qui dit, s'il- *8. 1566.*
 fait reffus donne luy iour, cest à dire mets le en
 iustice : & l'epithette de grands y est adiousté,
 pour monstrier que les premiers iuges & plus excel-
 lens en puissance & auctorité sont aux Parlements.

Pour tenir main forte à iustice.] Attendant
 que soyons venus au §. qui monstre comme les
 Gouverneurs ne se doiuent embesoigner de la ius-
 tice, faudra se souuenir qu'une portion de leur au-
 thorité est à fin qu'ils executent & facent executer
 les ordonnances de iustice ^c.

*c l. quire.
 situere ff.
 de rei vc.*

§. CCVII.

Et sur la requeste qui nous a esté faicte
 par noz Estats, de faire reuoir les Ordonnan-
 ces

ces faictes par les Roys noz predecesseurs, aucunes desquelles ont esté reuocquées & abrogées, les autres ne s'obseruent à la publication d'aucunes, noz Cours souueraines ont adiousté certaines modifications contenues en leur Registre incogneu à noz subiects : Nous auons aduisé de commettre certains personages pour recueillir & arrester lesdites Ordonnances, & reduire par ordre en vn volume, celles qui se trouueront vtils & necessaires, & pareillement rediger, reformer, & esclaireir au mieux qu'il sera possible, les constitutions particulieres & locales de chacune Prouince.

Faire reuoir les ordonnances de noz predecesseurs.] Iustinian en parle ainsi : Veu qu'il est necessaire d'abreger infinies constitutions contenues dans les trois Codes, & oster les doubtes qui empeschent les iuges de rendre iustice : nous auons aduélé de nous y employer moyennant l'aide de Dieu ^a. Et ce bon Empereur ne s'est seulement arresté à reduire en mieux les ordonnances des deuan-
ciers, mais a voulu prendre la peine de reuoir les siennes propres, & les reformer ^b. Les Estats de Tours prièrent le Roy d'y vouloir entendre pour ce qui touche les loix du Royaume, & encores pour les coustumes & stylles des lieux, en ces mots Requierent que les ordonnances faictes par les Roys defuncts Philippes le Bel, le Roy Ican, Charles le
quint,

^a Cod. de
Iustin. C.
cōfirmā-
do.
^b titu. de
emendat.
C.

quint, Charles septiesme, & les predecesseurs Roys de France, & emologuees par les Cours souueraines, que chacune cōtree selon les loix & coustumes des contrees des pays, soyent maintenues & gardees leuës & publiees es cours & iurisdicitions des Bail-lifs & Seneschaux, & autres iuges qu'il appartiendra chacun an vne fois ^c.

Certaines modifications.] Les loix doiuent estre generalles & communes pour tous ^d. Ces modifications contenues aux registres ne seruent qu'à faire errer les premiers iuges, & pour forger des appellations en Parlement. Veu que l'ampliation & modification fait partie de la loy (s'il est permis à autre qu'au Legislatteur d'amplifier & moderer) au moins telles corrections deuoyēt estre imprimees avec l'Edict, pour faire entendre à tous ce que la Cour veut estre suiui : mais de publier vn Edict & de tenir les modifications sous le registre caché, cela sont haultsepieds pour surprendre les plus accords. Les loix qui condamnoient le iuge de senten-tier selon la loy, ne le punissoient quand il senten-tait contre quelque extrauagante ^e. Je sçay com-bien il est perilleux de se retirer de l'opinion des peres ^f, & que l'honneur de la France consiste à la doctrine & prudence de ceux qui sont appelez aux Parlemens, qui nous doiuent estre recommandez ainsi qu'Oracles les plus aiseurez : mais ne sçauroye troquer bon qu'on propose au peuple moitié de la loy, & qu'on iuge selon les retenues.

Redonne par ordre en vn volume.] Ceste reduction seroit de bonne grace & grandement profitable à ceux qui se contentent des abbregez, pourueu

^c Touys
fueil. 40.
d l. leges,
C. de le-
gibus.

^e Anton.
Gabr. lib.
2. cōcl. 7.
tit. de sē-
tent n. 11.
12. 13. 19.
20 & lib.
6. titu. de
regul iur.
concl. 3.
n. 72.

^f Macca-
gn. lib. 3.
tit 4 de
cōmuni o-
pini.

poutueu toutesfois qu'on delaiissa les ordonnances ainsi qu'elles ont esté faictes par les Roys defuncts. De là le studieux pourra recueillir les raisons qui ont meu les Monarques à faire l'Edict, desquel-
 les la memoire est eliacce par ceux qui ne veulent que la decision. Ce seroit introduire en France l'erreur de Iustinian pour ce qui touche les loix ciuiles. Il auoit bonne volonté de reformer tout en mieux, quand il compola ses ff. & C. & Authentiques, des liures des Iuriscultes, & nous priua d'une chose de pris inestimable, sçauoir de tant de belles œuvres (au dire de tous les doctes) & plus diuines qu'humaines, & i emplies de toutes sortes de sciences: que sommes maintenant contraincts d'aller chercher hors nostre terre. l'entends aux liures des escriuains aux lettres humaines: faut emprunter ce qui nous estoit propre ^h.

*g. Argen-
 tre trouue
 qu'il a q'l
 ques fois
 esté peu en
 rieux à dō
 ner aduin
 sur les di-
 uerses sen-
 tences, des
 anciens Iu-
 riscultes
 §. 266. f.
 178. des
 appropriā
 ces.*

*h Synta-
 gma. iur.
 verb Do
 Flores col.
 2 fol. 196.*

*i Tours
 fuill. 40.*

*k. deuant
 la consti-
 tution Ange-
 um & l.
 2. n 4. de
 omni iurib.
 7. l. con-
 suetud.*

Constitutions particulieres & locales.] Les Estats de Tours demāderent ce que nous voyōs maintenant obserué, que les coustumes des lieux fussent redigees par escript, à fin que les parties ne soyent plus appoinctees à les articuler, & sur ce faire enqueste ⁱ. Mais quelquesfois l'interpretation est mise en doute, sur quoy la Cour a accoustumé d'or donner qu'il sera informé par turbe. De la façon d'en vser, voyez le beau, docte, & excellent discours de monsieur Chopin, qui a mieux declaré la matiere des turbes qu'autre l'ayant deuancé ^k.

§. CCVIII.

Cependant voulons, que les Ordonnan-
 ces faictes tant par nous, que les Roys noz
 pre

predecesseurs , qui ont esté publiees en
noz Cours de Parlement , mesmement cel-
les concernans le faiët de la iustice, & qui de-
puis n'ont esté reuocquees ni moderees , &
ne le sont par ces presentes : signâment celles
faictes par le feu Roy nostre tres-honoré
Seigneur & frere à Orleans , Roussillon,
Moulins, & Amboise , inuiolablement estre
gardees & observees: Enioignant à tous noz
luges , Magistrats , Officiers, & autres luges,
tant des Seigneurs Ecclesiastiques , que se-
culiers , de les garder, & faire garder exacte-
ment, tant és iugemens des procès, qu'autre-
ment, sans y contreuenir, ni s'en dispenser ni
moderer les peines cōtenues en icelles, pour
quelque occasion, & sous quelque pretexte
que ce soit, d'equité:ou autrement. Declarât
les Iugemens, Sentences, & Arrests qui serōt
donnez contre la forme & teneur d'icelles,
nuls , & de nul effect & valeur. Et seront te-
nus nosdicts luges , Procureurs, Officiers des
sieges inferieurs, à peine de priuation de leurs
Estats, de faire par chacun an recueil de noz
Ordonnances mal observees en leurs sieges,
& les enuoyer en noz Cours de Parlement
de leur ressort, & Procureurs generaux en
icelles, avec memoires des occasions dont

telles fautes procederont, à fin d'y estre par
nosdictes Cours pourueu.

Qui ont esté publiees.] Charles neufiesme
a recogneu ceste publication d'Edicts commandât
aux Parlemens de laisser tous affaires pour enten-
dre à la publication de ses ordonnances, & de n'at-
tendre autre seconde iusion, apres la premiere, sur
les remonstrances que le corps aura voulu faire ^a.
Et à fin qu'elles soyent mieux obseruees il com-
manda que publication en fust faicte de six en six
mois aux Parlemens, de trois en trois mois aux au-
tres sieges Royaux ^b. Je sçay qu'il s'est ennuyé de
tant de difficultés qu'on a voulu faire à l'emologa-
tiō de ses Edicts, & qu'il a voulu qu'ils fussent gar-
dez & obseruez entre tous les subiects du Royau-
me, nonobstant qu'ils n'ayent esté publics en aucu-
nes desdictes Cours ^c. Mais ne peux cōiecturer qui a
meule Docteur Bugnyon d'en parler si auantageu-
sement. Il semble ietter des pierres contre le ciel,
lors qu'il parle ainsi: qu'est il desormais besoing que
les Edicts & ordonnances (mesmes celles qui sont
faictes par le Roy tenant ses Estats & en son conseil
privé esquelles ont asisté & esté ouys les deleguez
des Cours souueraines) soyent leuës & publiees en
chacun des parlemens? Telle publication estant au
lieu d'emologation, sinon qu'ils vueillent auoir plus
de preference q̄ le superieur, restreindre, amplifier,
ou modifier ses deliberations & decrets, pour con-
seruer leur auctorité entiere ^d. Mō Bugnyon ce n'est
point q̄ la cour soit tāt esperdue de sens, qu'elle aye
oublié l'honneur & reuerence deus au Monarque:
mais

a §. 2. Mo
lins.

b §. 8.

c §. 1.

d Bugnyō
Moins
§. 2.

mais les souuerains ont prins plaisir d'estre corrigez par leurs premiers Officiers ^e, les ont establi reformateurs de leurs ordonnances par l'emologation. Vous mesmes retraectez ailleurs l'opiniõ cõtraire ^f.

e maparaph. au stile de Bourbonnoys cõc. fol. 272.

277.

N'ont esté reuocquees ni moderees.] Quelquesfois les loix ciuiles ou Canoniques ont defaut de publication, quelquesfois elles sont publiques mais les subiects en font peu d'estat & les laissent sans obseruance, quelquesfois elles sont abolies par contraire loy suruenãte. Ces considerations ne touchent rien au faißt de la religiõ, car tout cõmandement soit de defense ou d'obseruance emporte peché mortel par la desobeissance, & ne peut on proposer que l'Edict n'a esté receu, ou qu'il a esté aneanti par contraire vsage ^g.

ficy Bagnyon §. 123.

g Synta. iur. verb. constitutio. fol. 147. co. 1.

De les garder.] Ceux qui ont passé par là, sçauët le fermët que les Iuges Royaux ont accoustumé de prester, sçauoir, qu'ils iugeront selon les loix, ordonnances de France, & coustume du pays. En quoy se peut voir combien la façon d'appeller les iuges par argët ou brigues en rend de periüres. Quelque imbecille receu aux charges par amis, faueurs, ou presens, s'en voudra faire croire, & ne pouuât prendre les raisons des plus prouides, ignorant que valent les loix & ordonnances, tiendra cest effronté langage : voila mon opinion, suiuez la vostre, & ne querellons plus, comme si s'estoit quereller de rechercher les droicts des parties : vrayement qui veut payer de raison a querelle avec beaucoup de peuple. Mais sont ce point de ces grands opinans dont parle Ciceron ? *Je suis vn braue & grand opineur, & dresse mes opinions de ceste part.*

Cōtre ceux la Carucade auoit bonne grace de dire qu'Hercules n'auoit point plus trauaillé à chasser les bestes cruelles , que de tirer de la ceruelle de beaucoup d'hommes l'opinion qu'ils ont d'eux ^h. Aussi le pere d'eloquence se voulant separer de ces hardis concluans, disoit en autre endroict : Les opinions me semblent vrayes & dignes d'estre suiuiues quand elles sont honestes, louables, honorables, approuuees par le Senat, par le peuple, aux assemblees, aux consultations, à fin de n'auoir point d'honte de dire ce qui seroit honteux de soubstenir ⁱ. La iurispudence est plus fondee en opinions que sur vn droict alleuré ^k. Quand sur quelque different soit en iugeant ou consultant vous aurez consideré tous ces poincts, dites c'est mon opinion.

Moderer les peines. | Bartolle tient que la sentence est vallable qui augmente ou diminue la peine portee par les loix ^l. Et les Docteurs ont faict distinction entre les Iuges disans que les petits iurent d'observer les loix & ordōnances, & les grāds de iuger selon qu'ils trouueront plus equitable , en leur loyauté & conscience ^m. Les autres ont faict distinction entre l'amende & la peine , l'amende peut estre moderee à cause de la pauureté ou autre semblable, & la peine ne peut estre amoindrie ni iugee autre que celle qui est portee par les loix & ordōnances, principalement apres le iugement ⁿ. Les iuges qui se destournent si facilement des loix & ordōnances , se trouuent en fin confus avec leur equite, leur bon sens naturel, & leurs expediēts. La loy est cōmune à tous (dit Ciceron) & les iuges ne sçauront plus que iuger s'ils s'esloignent du droict escript

*h Mac-
cagn. lib
1. cap. 5.
nu 3.*

*i Maccag.
lib. 1. cap.
7 n. 2 &
lib. 2. & 1.*

*k Argen
trés. 266.
fol. 245.
per. ult.
des appro
priances*

*l Anton.
Gab. li. 2.
concl 7. n.
8. de sen-
tent. &
tit. de cri-
minib lib.
7. cōcl. 13.
m Streph.
Ranchin
lib 1 cōcl.
481
n Stepha.
Ranchin.
lib. 2 con
clu. 56.*

escript : & ne pourrons plus dire vn tel a mal iugé, si chacun se forge vn droict & equité pour soy, & le commun peuple ignorera le chemin qu'il doit tenir. Les communs brocards de droict dient, que l'homme qui n'a discretion est vne beste, & au contraire que la discretion est mere des asnes, d'où vient ceste variété ? Le Canoniste l'enseigne. Il ne faut point que nous cuidions estre trop sages, & ne faut plus penser de nous qu'il y en a. L'homme bien aduisé s'arrestera aux raisons & resolutions de la commune, ils s'appuyera sur les opinions receues, & se donnera garde de penser que tout ce qui sort de son foible cerueau soit extraict du texte des Digestes, ou d'une grande equité surpassant la rigueur des loix. Cecy me sembloit assés dict pour l'exposition de ce §. qui veut les ordonnances de France demeurer inuiolables, n'estoit que Ronsard proposant les preceptes qui peuuent rendre le Roy digne de regner, a dressé ces deux quatrains q l'un de lesquels me semble tref-remarquable : & l'autre approcher vn peu à l'opinion de ceux qui ne permettent aucune communication du Prince avec son subiect. Le Poëte conseille tref-bien, quand il dit au Roy,

*Ne renuerse iamais l'ancienne police
Du pays où les loix ont flori si long temps,
Ce n'est que nouueauté qui couue une malice:
Si vn s'en resioit, mille en font mal contens.*

Mais cestuy cy retrenche la qualité d'un bon Prince & tend à rendre sa domination trop seuer.

*Iamais si tu m'en crois ne souffre par la teste
De ton peuple ordonner tes statuts ne tes loix.
Le peuple variable est vne estrange beste*

*o. Blacca
gn. lib. 2.
cap. 3 n. 9.*

*p. Synta-
gma. iur.
verb. de i
stum fol.
183 col. 2.
q. Bérge-
rie des
Princes.*

Qui de son naturel est ennemi des Roys.

Aussi contre ceste derniere opinion la preface de l'Edict present fait mention comme sa Majesté a benignement ouy & receules remonstrances des Estats du Royaume, & qu'il a dresé ces belles ordonnances par l'aduis du conseil.

§. CCIX.

Les Maistres des Requestes ordinaires de nostre hostel ferōt leurs cheuauchees par toutes les Prouinces de nostre Royaume, selon le despartemēt qui à ces fins sera faict par chacun an par nostre Garde des seaux, auquel ils rapporteront leurs procès verbaux des contrauentions, qu'ils trouueront auoir esté faictes à noz Ordonnances, & autres cas, qui meriteront punition & correction.

Maistres des requestes ordinaires.] Qui voudra voir l'origine des Maistres des requestes, & en quoy ils sont employez, recoure à mon Harmonie des Magistrats Romains & François ^a. Il verra là le progrès de leur iurisdiction, & comme ils sont diuisez en ordinaires, & extraordinaires. Le contenu en ce §. n'est qu'une reditte de l'Edict de Molins ^b, & d'Orleans ^c. De droict civil les Maistres des requestes ont entree aux chambres du Conseil des iuges royaux, & y prennent là place d'honneur ^d. C'est assés touchant ce tiltre de la Iustice, que j'ay commenté à regret, d'autant que le Docteur Bugnyon l'auoit premierement accompli, & qu'il

^a *Harmonie*
lib. 3. fol.

126. 127.

^b §. 7.

^c §. 33.

d l. in sa-

cris. C.

lib. 12. de

prox. sa-

cro. scri

nio. Et l.

peculiari

ibi.

qu'il est dangereux de danser apres vn exquis bal-
ladin. Mais Bugnyon m'en sçaura grace , s'il veut
considerer que ie tiendray lieu des souldames de
cour , qui le plus souuent sont laides à fin de rendre
plus paroissant la beauté des damoiselles qu'elles
seruent. Le lecteur considerera d'auantage , que ie
n'ay peu icy faire autre chose qu'amasser les espics,
& defendre quelques vnes de mes opinions que le
Docteur auoit voulu reietter. La verité nous ap-
poinctera.

T I L T R E D E S

Suppressions.

§. C C X.



Vons des à present reuocqué &
supprimé, reuocquons & suppri-
mons tous estats , tant ordinaires
qu'extraordinaires , de quelque
qualité & condition qu'ils soyent , de ludi-
cature, ou autres creez & erigez de nouueau,
dont les lettres d'erection & creation ne se
trouueront auoir esté verifiees en noz Cours
de Parlement, Chambres des Comptes , &
Cours des Aides.

Reuocqué & supprimé.] I'ay ailleurs dict mon
opinion sur la question, sçauoir lequel est plus expé-
diét pour le bié general, ou de rédre les offices per-

*a Bour-
bon §. 83.*

petuels, ou les mettre à deux & trois ans comme les Romains l'ont obserué ^a, partant n'vseray de reditte. Suffira maintenant de sçauoir qu'en France chacun peut estre iugé au pays de sa natiuité ou de son ordinaire demeureance, & y peut contracter, acheter, vendre, se marier, ce que les loix trouuoyét tres-mauuais aux Magistrats temporels ^b. Et suiues en cest endroict les Canonistes qui ne veulent permettre qu'aucun soit despouillé de son benefice sans occasion. Qui n'a point offensé ne doit estre tourmenté ^c. De tout temps (selon les meurs des Malsiliens) la vie a mis fin à l'office ^d.

*b Stepha.
Ranchin.
1 l b cōcl.
cōcl. 1 48.*

*c Pragm.
sanct. de
collat. fol.
108.*

*d Celsus
Rhods li.
16. cap. 8.*

Tous Estats tāt ordinaires qu'extraordinaires.] L'histoire d'Auguste monstre cōme il fust cōtrainct de faire infinis Senateurs durant les guerres, lesquels il cassa soudain que la paix fust de retour. La desmesuree multitude d'Officiers gaste tout. Il n'y a point d'euripe ou autres mers tāt flottātes & si diuersement agitees que les comices & assemblees Romaines sont subiectes aux varietés. Le courage bouillant, les impressions & perturbations d'esprit, vn iour, vne nuict, renuerlent tout, vn petit vent, vn bruit passant changera les premieres opinions. Souuēt tout le cōtraire est faict de ce qu'on proposoit suire, & n'y a raison pourquoy, de sorte q'le peuple mesmes s'estonne de ce qui est arresté, cōme s'il n'auoit point prins la conclusiō. Et sans trop nous esloigner de ce ^e te, Ciceron a toujours plus prisé la sentence de dix hommes d'honneur graues, sçauās, & vertueux, que d'une grande caterue de malicieux, & auares, qui apprennent à parler aux despens publics ^e.

*e Macca.
lib 3 cōcl.
11. num.
17. 23.*

Et

§. CCXI.

Et quant à ceux qui ont esté erigez depuis le regne du Roy Henry nostre treshonoré Seigneur & pere, par Edict verifiez en nosdictes Cours & Chambres des Comptes, les auons, vacation aduenant par mort, supprimez & supprimons: & neantmoins permettons aux prouinces, villes, & communautés, qui se sentiront chargees & foullees desdits estats de les pouuoir faire supprimer dès à present, en les remboursant des deniers par eux actuellement payez, & qui sont entrez en nos finances sans fraude.

Vacation aduenant par mort.] A fin (dit Iustinian) que les estats honorables ne soyent deshonorez par trop grande & effrenez multitude, nous auons aduisé de les reduire à nombre certain, non pour despouiller ceux qui sont desia pourueus (car la Majesté de l'Empereur ne retrenche point ses bienfaicts) mais defendant toute prouision nouuelle iusques à ce qu'ils seront reduicts au nombre ancien ^a. Les Edicts de François premier, Henry second, François 2. & Charles 9. ont tousiours déclaré la suppressió des offices erigez dès le Roy Loys 12 ^b. Cest Edict y est conforme ne reste que l'exécution. Je scay que ceux qui demandent changement de l'estat present proposent que ce seroit trop demeurer en misere d'attendre les derniers iours de beaux coups de ieunes Iuges qui ont empoigné les premieres charges par argent ou faueur: & que pour

a authent. de referendar. & Barto. authent. de mensur. cler. c. ordin.

b Bugnyo Bloys ca. 13. tit de la iustice Orléans 9. 30.

bien faire vaudroit mieux retrencher & le vieil, & le nouveau, l'ordinaire, & l'extraordinaire, pour apres choisir les persónes de merite, & en remplir les sieges. Si ces remonstrances sont pertinentes ceux le iugeront qui scauent mieux que telle chose vault, ce n'est à moy d'opiner sur matiere de si grand pris. Marquons en passant que le souuerain seroit iniuste qui ne rambourseroit, ou seroit rambourser au peuple, les officiers supprimez, des deniers qu'ils ont mis par effect en ses coffres.

c Chalar.

§. 50. m.

7. Orleans.

§. CCXII.

Et pour reduire le nombre effrené de noz Officiers, auons ordonné que les offices de Presidents, Maistres des Requestes, Conseilliers & autres noz Officiers de toutes noz Cours souueraines, seront supprimez, comme des à present nous les supprimons, quand vacation aduiendra cy apres, soit par mort, soit faicture, & incompatibilité, iusques à ce qu'ils soyent reduicts au nombre qui s'ensuit.

Reduire le nombre effrené. Nous auons proposé l'intention de l'Empeur qui vouloit ceste reduction par vacance, à fin de ne vifpender ceux qui, font bonne contenance aux premiers estats. Et maintenant faut se souuenir des reigles des Docteurs qui trouuent bonne la reduction dès à present & soubstiennent que le retour au meilleur & ancien estat doit estre recherché encores que quelques particuliers s'en ressentent interesez. Qui
veut

veut se rendre entier iusticier doit quelquesfois violer les loix, nuire au particulier pour profiter au public ^a. La multitude des Iuges ne se rencontre iamais sans l'interest public ^b. L'autre maniere de descharger le peuple (disoit l'assemblée de Tours) est d'oster la superfluité des estats qui sont trop excelsifs en ce Royaume, & aussi rescinder la multitude des officiers ^c.

Maistres des requestes.] Charles 9. auoit cassé tous Maistres des Requestes extraordinaires, & commandé aux ordinaires de faire leurs charges, defendant aux Presidents & Cōseilliers des Cours souueraines de s'embesoigner de ce qui ne leur appartient ^d. I'ay cy dessus parlé de leur auctorité & iurisdiction ^e.

§. CCXIII.

Asçauoir pour nostre Cour de Parlement de Paris, au nombre de quatre Presidents, seize Maistres des requestes, quarante Conseilliers clerks, y compris les Presidents des Enquestes, & soixante Conseilliers lays, y compris les Presidents, Conseillers & commissaires des Requestes du Palais, noz deux Aduocats, & Procureur general, les Greffiers ciuil, criminel, & des Presentations, les quatre Notaires & Secretaires de nostredicte Cour, douze Huissiers, & vn payeur de leurs gaiges.

Cour

^a Argciv.
des appro-

pria. fol.

16. proli.

^b Anto.

Gab. li. 3.

de iure q.

sito concl.

1. nu. 28.

35.

^c tit. du

cōmunis.

27. p. 2.

^d Orleā

§. 33.

^e cy dessus

§. 209.

Bugnyon

§. 5. siler.

de la ju-

stice. Bloys

Cour de Parlement de Paris.] Qui voudra voir l'establissement, progrès, & auctorité, de mes-
sieurs du Parlement de Paris, recoure à mon Har-
monie des Magistrats Romains & François ^a.

*a lib 3 fo.
130. cum
sequente.*

Greffiers, Notaires, Secretaires, & Huif-
siers.] Mon Harmonie des Magistrats monstre à
quoy se doiuent employer ceux qui sont pourueus
de ces Estats tant aux Parlemens & iuridictions
souueraines qu'aux sieges inferieurs ^b.

*b lib. 3. fo.
170. 171.
168. 169.*

§. CCXIII.

Pour nostre Cour de Parlemēt de Tho-
lose, au nōbre de quatre Presidents, dix Cō-
seilliers clerks, vingt-quatre Cōseilliers lays
vn Aduocat, & Procureur general pour no^r:
vn Greffier civil & criminel, & six Huissiers.

Parlement de Tholose.] La premiere insti-
tution de ce Parlement fust conditionnelle si ceux
du pays le vouloyent accepter. Voyez le surplus
dans mon Harmonie ^a.

*a li. 3. fo.
136.*

§. CCXV.

Pour nostre Cour de Parlement de Bor-
deaux au nombre de trois Presidents, six
Conseilliers clerks, & dixhuiſt Conseilliers
lays, vn Aduocat & Procureur general pour
nous, vn Greffier civil & criminel, & six
Huissiers.

Parlement de Bourdeaux.] Le pere du peuple ce bon Roy Loys 12. au temps duquel se rapportent ceux qui sont enuieux d'un meilleur temps, fust fondateur du Parlement de Bourdeaux. Voyez ce que i'ay dict de son erection en mon Harmonie des Magistrats ^a.

a fol. 130.

§. CCXVI.

Pour nostre Cour de Parlement de Bourgoigne, au nombre de deux Presidents, six Conseilliers clerks, seize Conseilliers lays, vn Aduocat, vn Procureur general, vn Greffier, & six Huissiers.

Parlement de Bourgoigne.] Pour sçauoir si Philippes Duc de Bourgoigne ou Loys 12. Roy de France erigea le Parlement de Bourgoigne, voyez mon Harmonie. Là vous pourrez auoir cognoissance du nombre des Magistrats de premiere institution, & de l'auctorité qui leur est attribuee ^a.

*a Harm.
des Magi
strats lib.
3. fol. 36.*

§. CCXVII.

Pour nostre Cour de Parlement de Bretagne, au nombre de quatre Presidents, qui est deux pour chacune seance, vn Aduocat, & vn Procureur general, qui seront François, huit Conseilliers clerks, & vingt-quatre Conseillers lays, qui seront moitié François moitié Bretons, vn Greffier, & dix Huissiers, pour seruir aux deux seances.

Par

Parlemēt de Bretaigne. JL'origine de ce Par-
lement est toute fraiche, & sous conditions non
obseruees aux autres Parlemens, ils ont deux seances,
& sont mepartis de François & Bretons. D'où
vient que la moitié doit estre de Bretons, & l'autre
de François? Est-ce à fin de faire obseruer les ordon-
nances des Roys qui ont voulu donner cours à la
langue Françoisse par tous les pays de leur obeis-
sance? Le croy qu'ouy. Ce n'a point esté vne desfian-
ce des Bretons qu'ils n'eussent assés d'hommes en
leur pays pour remplir les sieges, ils ont l'esprit bon
& capable des lettres. D'autre part, ce n'a point esté
vne mauuaise opinion que sa Majesté ait eu de leur
zelle & plus qu'entiere affectiō à son seruice tres-
humble. C'est dōcques à fin que par la frequentatiō
les Bretons s'accoustument au François ^a. Je ne dis
point cecy pour auoir en desdain leur langue, &
croy qu'elle fust aussi commune entre ceux qui ba-
stirent la tour Babel que le François ^b. Mais l'vsage
reproue & approuue. Les Monarques prennent
plaisir que le lāgaige principal de la nation soit sau-
etorisé par tout. De là le Poëte parle ainsi.

Et combien que ne fusse originel d'Asie

Je desirōye dresser en oGrec ma poësie.

Mais ainsi que dormois Romule m'apparust,

Qui me fit a auoir que ma langue se teut ^c.

L'opinion de ceux ne me plait gueres qui escriuent
en François & baillent aduertissemens pour reietter
ceste langue, & reprendre le barragoin ecclesiastic-
q, delireux d'abolir le François & rédre tout Latin ^d.
Je sortiroye peut estre de ce pas ainsi qu'un autre
d'entre le vulgaire, mais il m'est aduis que toutes
scien

^a La bas-
se Bretai-
gne ne s'y
peut accō-
moder. Ar
gent. §.
^{265.} mot
^{Or} intelli-
gible. fol.
^{171.} des
appria.
^b Sleidan
lib. 1. fol.
¹⁰ monar.
^c Calius
Rhodigin.
lib. 27 ca-
pit 9.
^d Bugnyō
aduers. ff.
au Roy,
sur ses co-
métaires.
au titre.
de la iusti-
ce de l'ed-
ict de
Blois.

sciences ne sont faictes que pour enseigner, & que les arts ont de soy alsés de difficulté sans que la langue en donne d'avantage. Qui voudra voir la defense de nostre François contre ceux qui ont voulu que tout fust Latin, recoure à ce que i'ë ay dit reprouvant Papon aux coustumes de Bourbónoys ^e. *e §. 7.*

§. CCXVIII.

Pour nostre Cour de Parlement de Rouan, trois Presidents, six Conseilliers Clercs, dixhuiſt Conseilliers lays, vn Aduocat, vn Procureur general, vn Greffier, & six Huissiers.

Nostre cour de Parlement de Rouan.] Le temps a esté que la Normandie auoit vn eschiquier qui se tenoit en la ville de Rouan (comme il a esté veu en Alençon) iusques à ce que le Roy Loys 12. l'erigea en Parlement, voyez mon Harmonie ^a. *a lib. 3. fo. vers. 136.*

§. CCXIX.

Pour nostre Cour de Parlement de Daulphiné, deux Presidents, quatre Conseilliers clerks, douze Conseilliers lays, vn Aduocat, vn Procureur general, vn Greffier, & quatre Huissiers.

Parlement de Daulphiné.] C'est ce conseil qui fust establi à Grenoble par Himbert Daulphin ^a de Viennes, & despuis changé en Parlement, voyez mon Harmonie ^a. *a harmō. fol. 135. lib. 3.*

Pour

§. CCXX.

Pour nostre Cour de Parlement de Prouence, trois Presidents, six Conseilliers clercs dixhuiet Conseilliers lays, vn Aduocat, & nostre Procureur general, vn Greffier, & six Huissiers.

Parlement de Prouence.] Il est establi à Aix, à son origine de Loys 2. du nom, Comte de Prouence, & a esté cōfirmé par Loys 12. Roy de Frâce 2.

*a Harm.
des Ma-
gist. Rom.
& Frac.
lib. 3. fol.
135.*

§. CCXXI.

Pour le regard de nostre grand Conseil, au nombre de deux Presidents, & vingt-quatre Conseilliers, qui est douze pour chacune seance, vn Aduocat, & vn Procureur general, ou Greffier, & huiet Huissiers. Lesquels Presidents seront du nombre des Maistres des Requestes ordinaires de nostre hostel : & ne pourront demeurer Presidents, quand ils se demettront desdicts Offices de Maistres des Requestes.

Nostre grand Conseil.] L'assemblée de Tours trouua que le grand Conseil est tres-necessaire à sa Majesté, & qu'il le doit tousiours auoir proche à sa suite, pour decider les grandes matieres touchant les droicts du Roy, les procès des grands personnaiges, & autres de tous estats. Et que pour cest effect doiuent estre choisis notables personnaiges de diuers estats & contrees, bien renommez & experts en administration de iustice, seachans les vsages, & coustu

coustumes du pays, pour obuier aux surprinses, subornations, & iugemens corrompus, si le premier rencôtré estoit appelé pour iuger ces notables differents ^a. Charles neufiesme recommande son grand conseil, mais n'entend qu'il cognoisse desormais d'autres causes & matieres que de celles qui leur sont attribuees par leur institution ^b.

^a Tours
fueill 32.
pag. 2.

^b Orleans
§. 37.

§. CCXXII.

Pour nostre Cour des Aides à Paris, deux Presidents, douze Conseillers, vn Advocat, vn Procureur general, vn Greffier, & six Huissiers.

§. CCXXIII.

Et pour celle de Montpessier, deux Presidents, six Generaux, vn Procureur pour nous, vn Greffier, & quatre Huissiers.

Nostre Cour des aides.] De l'origine de ceste compagnie, & de quoy elle cognoist, comme leur auctorité est accreuë, selon les gabelles, voicy mon Harmonie des Magistrats ^a.

^a Harmo.
liur. 3.
fueill. 139.

§. CCXXIII.

Pareillement auons supprimé & supprimons, vacation aduenant par mort, forfaiture, ou incompatibilité, les Presidents, Maistres, Correcteurs, & Auditeurs, & Huissiers, de noz Chambres des Comptes, iusques à ce qu'ils soyent reduicts au nombre qui s'en suit.

Chambre des comptes.] Les Medecins sçauent que la diete est prinse pour le viure moderé & reiglé, & le Diaire pour la viande suffisante à l'homme pour vn iour. Elle estoit aussi prinse pour le lieu où les arbitres appelez Dietetes s'assembloyent. Les Atheniens auoyent des Iuges appelez Zetetes ou Dietetes, qui oyoyent les comptes des redevables à la Republique ^a. De la iurisdiction & puissance des nostres François, & comme ils sont comparez aux Romains, voyez ce q̄ i'ē ay dict en l'Harmonie des Magistrats ^b. Ce qui seruira pour les 66. suiuaus iusques au 232. qui ne touchent que les chambres des comptes espartes parmi la France.

^a *Calim.
Rhodigi.
lib 12. ca.
12.*

^b *Harmo.
lib 3 fol.
144.*

§. CCXXV.

A sçauoir pour celle de Paris, à quatre Presidents, vingt Maistres des Comptes, quatre Correcteurs, & seize Auditeurs, nostre Procureur, vn Greffier, vn Garde de liures, & huiet Huissiers.

§. CCXXVI.

Pour Bretaigne, à deux Presidents, huiet Maistres des Comptes, six Auditeurs, vn Procureur pour nous, vn Greffier, & quatre Huissiers.

§. CCXXVII.

Pour Dijon, à deux Presidents, huiet Maistres des Comptes, six Auditeurs, vn Procureur, vn Greffier, & six Huissiers.

Pour

§. CCXXVIII.

Pour Montpefflier à deux Presidents, six Maistres, six Auditeurs, vn Procureur, vn Greffier, & six Huissiers.

§. CCXXIX.

Pour la chambre des Comptes de Dauphiné, à vn President, quatre Maistres rationaux, deux Auditeurs, vn Procureur pour nous, vn Greffier, & deux Huissiers.

§. CCXXX.

Pour nostre Chambre des Comptes & Cour des Aides & finances en Prouence, à deux Presidents, six Maistres rationaux, quatre Auditeurs, vn Procureur pour nous, vn Greffier, & six Huissiers.

§. CCXXXI.

Et quant à nostre Chambre des Comptes de Bloys, ensemble la Cour des Aides établie à Montferrand, nous auons reserué à y pouruoir cy apres.

§. CCXXXII.

Et pour le regard de nostre Cour des Monnoyes, & Chambre du Tresor, nous en auons supprimé & supprimons les Officiers, iusques à ce qu'ils soyent reduicts au

nombre de deux Presidens seulement, huit
Conseillers Generaux desdictes monnoyes,
vn Procureur pour nous, vn Greffier, &
quatre Huissiers, vacation aduenant com-
me dessus.

Cours des monnoyes.] I'ay amplement pour-
suiui ce qui est propre à ceste Iurisdiction ^a. L'E-
dict d'Orleans retrenche vne bonne part de leur
auctorité ^b, & cestuy cy diminue de leur nombre.

§. CCXXXIII.

Et pour la Châbre du Tresor à six Con-
seillers, vn Procureur pour nous, vn Gref-
fier, & quatre Huissiers.

Chambre du Tresor.] La Chambre que l'on
souloit appeller du domaine a depuis esté nom-
mee chambre du Tresor ^a. La Majesté de Char-
les neufiesme reserua à faire droit sur la suppres-
sion requise par les Estats ^b, & cest Edict retrenche
le nombre excessif.

§. CCXXXIIII.

Auquel nombre susdict nous entendons
que lesdictes Compaignies soyent doreseua-
uant reiglees & reduictes, sans que nous, ni
noz successeurs Roys les puissent en aucu-
ne sorte augmenter. Et si aucunes lettres
estoyent cy apres par nous accordees en for-
me d'Edict, ou autrement, nous les auons
declarees, & declarons nulles : defendons
à nostre

^a Harmo.
des Magi-
strats Ro-
mains, &
François
liur. 2. fu.
145.

^b Orleans,
§. 41.

^a Harm.
des Ma-
gistr. lib.
3. fo. 147.
149.

^b Orleans,
§. 35.

à nostre amé & feal Garde des seaux de les
seeller, & à noz Cours les verifier.

Noz successeurs Roys. ¶ Pour comprendre
ceste matiere faut vser de deux ou trois considéra-
tions. C'est chose asseuree que le Prince ne peut ius-
tement retracter le contract faict avec luy, mais le
debat est grand de celuy qui est faict avec son pre-
decesseur. Les Docteurs en donnent ceste reigle: le
successeur en la dignité ne peut iustement desfaire
ce que son deuancier a faict, speciallement lors
qu'il y a besoigné ainsi que les autres proueus de
mesme dignité ont accoustumé: encores qu'il eust
deuancé le temps que l'acte a accoustumé d'estre
faict, & que le dernier proueu de la dignité renõcea
à sa succession. Mais ces reigles reçoient quelques
notables limitations. Premièrement en octroy de
regalles qui sont de conséquence, lesquelles ne peu-
uent estre alienees au preiudice du Royaume, & du
successeur. Secondement si le contract du prede-
cesseur & des choses sur lesquelles on n'auoit ac-
coustumé de contracter. Tiercement si c'est par pri-
uilege, & non par contract^a.

§. CCXXXV.

Et pour le regard des sieges Presidiaux,
Nous auons aussi supprimé & supprimons
par ces presentes, vacation aduenant par
mort, forfaiture, ou autrement, les Conseil-
liers, Huissiers, Audienciers, & autres nou-
uellement erigez esdicts Sieges, despuis l'ere-

*a Anton.
Gab cōcl.
5. libr 3.
sus. de lu-
re quasit
so.*

tion, qui en fust faicte par le feu Roy Henry nostre Seigneur & Pere, iusques à ce qu'ils soyent reduicts au nombre de leur premiere erection & establissement: Que nous ne voulons estre aucunement acereu ni augmenté, fors neantmoins & excepté les offices de Conseilliers clercs, qui ont esté creéz, esdicts Sieges du temps du feu Roy Charles nostredit Seigneur & frere, à la requeste du Clergé de nostre Royaume. Esquels sera pourueu de personnes de suffisance & qualité requise, suiuant l'Edict sur ce faict. Semblablement auons supprimé, aduenant vacation comme dessus, les Sieges Presidiaux cy deuant establis en aucuns Sieges particuliers de noz Baillifs & Seneschaux, & ordonné qu'il n'y aura qu'un Siege presidial au principal Siege, & ville capitale de chacun Bailliage & Seneschaulcee.

Nouvellement erigez esdicts sieges.] Qui vouldra voir la premiere creacion des sieges Presidiaux, & comme ils ont esté augmentez en nombre, auctorité, gaiges, & pouuoir, recoure à mô Harmonie², & encores aux Edicts faicts despuis. Il verra que sept Conseilliers de premiere institution sont accreus iusques à quinze, il y trouuera vn second Aduocat, vn Presiden^r, vn Garde des sceaux, & verra que les gens du Roy sont Conseilliers, au lieu d'un Huissier,

Huïfsier, il y en trouuera deux, il cognoistra que les gaiges ont esté augmentez , & la iurisdiction , & qu'apres la iurisdiction a esté remise au premier poinct.

§. CCXXXVI.

Pareillement auons supprimé & supprimons, comme dessus, les Estats de Presidents Presidiaux. Voulons neantmoins, qu'aduenant vacation au parauant ladicte suppression des estats de Lieutenans generaux en aucuns desdicts Sieges, les Presidents Presidiaux qui seront lors en iceux, seront pourueus desdicts estats de Lieutenans generaux, demeurant en ce cas l'estat de President supprimé.

Presidents Presidiaux.] Les Presidents Presidiaux ont origine d'Henry second lequel ayant appellé à soy vne part des Baillifs & Seneschaux, & recognoissant que c'est chose monstrueuse de voir vn corps sans teste, les establir pour contenir les Lieutenans & Conseillers au deuoir, & presider à tous iugemens & diffinitions des procès ciuils & criminels, ou des ordinaires ou deuoluts par appel des sieges Royaux au cas de l'Edict^a. Ils ont quelquesfois esté supprimez, & depuis renouellez, mais quelques Edicts que les Roys ayent sceu faire iamais la cour ne les a voulu auctoriser, & leur a lié de si près le cheuestre à la mangeoire, qu'il ne

^a Harm.
lib. 3 fol.
153.

leur est demeure que bien peu de preeminence. Ils sont exclus de l'instructiō, iugement, & séance aux procès criminels, & aux lieux où les Seneschaux & Presidiaux font deux séances (combien que contre les Edicts) ils ne touchent à l'ordinaire, & pour le Presidial ne prennent point d'espices, n'ont aucunes distributions, & sont forclos des commissions extraordinaires. Bref c'est vn corps sans ame, il n'y a qu'eux de toute la compagnie qui seruent le Roy, & le public gratuitement. Je dis gratuitement, car ils sont bons marchands de leurs gaiges. Ils marchent les premiers aux processions & assembles publiques, tiennent le premier lieu à la chambre du Conseil, mais les Lieutenans generaux pretendent (& de faict sont en possession) de presider aux assembles de ville. Ces deux chefs de Iustice pour la robe longue font promiscuement les harangues aux Princes & Seigneurs visitans la Prouince, & combattent à qui l'aura: chacun se pretend chef aux cas attribuez. Nous voyons Tyr & Berite toutes deux Metropolitaines d'une prouince, l'une d'ancienneté, l'autre par nouveau benefice du Prince ^b. Quant à ce que sa Majesté a ordonné sur la suruie des Presidens & Lieutenans des Baillifs & Seneschaux, le mesme a cy deuant esté dict pour les Lieutenans des Baillifs & Seneschaux avec les Iuges, Prestres & Chastellains, & encores entre les Procureurs & Aduocats du Roy ^c.

*b l. 1. lib.
11. C. de
metro. Be
rit. Mac
cag. lib. 3.
cap 7 nu.
72. 73 74
c Orleans
§. 50. 51.*

§. CCXXXVII.

Et pource qu'en plusieurs Bailliages & Seneschauſſees de nostre Royaume, il y a vn
Lieu

Lieutenant general, Lieutenant particulier, & Lieutenant criminel de robbe longue, Nous voulons qu'aduenant vacation de ce-
luy de Lieutenant criminel, il demeure sup-
primé, pour estre vni à l'estat de Lieutenant
general, à fin qu'il ne demeure qu'un Lieu-
tenant general, & vn particulier en chacun
Bailliage & Seneschaulcee : excepté toutes-
fois les villes où il y a Parlement, & celles de
Lyon, Poictiers, Orleans, Tours, Troyes,
Ryon, Angiers, Sens, & le Mans : esquelles
les Lieutenants criminels demeureront, pour
y estre exercez lesdicts estats, ainsi que par
cy deuant.

Lieutenant criminel.] Voyez des Preuosts
des Mareschaux, Prouinciaux, Vibailifs, Vicenes-
chaux, Lieutenans criminels de robbe courte & lon-
gue, de quels cas ils prennent cognoissance, mon
Harmonie des Magistrats Romains & François ^{a libr. 3.}
& le moderne Edict faict en faueur des Preuosts & ^{fol. 155.}
Chastellains à l'entiere ruine des Seneschaulcees. ^{75q; 158.}
Si cela dure longuement les meilleures villes a-
moindriront, & en particulier les Lieutenans des
Seneschaux auront loisir de mettre l'eau aux prés.

§. CCXXXVIII.

Auons aussi supprimé & supprimons, va-
cation aduenant comme dessus, tous les Con-
seillers creéz & establis és sieges subalternes

des Bailliages , Seneschaulcees , Vicomtés, Preuostés, & generally tous autres estats y establis , iusques à ce qu'ils soyent reduicts au nombre qu'ils estoient à l'aduenement à la couronne de nostredict seigneur & Pere.

Conseilliers és Sieges subalternes.] Ces Estats sont de nouuelle fabrication & seroit bien à propos qu'il n'y en eust point , ne seruant qu'à charger le peuple. Aussi Charles passa plus oultre supprimant les Chastelains & Preuosts aux villes , où y a Baillifs & Seneschaux^a.

§. CCXXXIX.

Et quant à la suppression requise par les deputez du tiers Estat des sieges & iurisdic-tions des Iuges & Consuls par nous establis en plusieurs villes de nostre Royaume, ordonnons que lesdicts sieges demeureront seulement és villes principales & capitales des Prouinces de ce Royaume , esquelles il y a grand train & trafic de marchandise. Et à ceste fin enuignons à noz Procureurs gene-raux de noz Cours de Parlemens , de nous enuoyer les noms & nombre des villes , qui peuuent commodement porter lesdicts sieges & iurisdiction, pour y estre par apres plus particulièrement par nous pourueu. Et pour

le re

^a Orleans
§. 50.

le regard de la suppression desdicts sieges aux autres villes, auōs differé y pouruoir cy apres.

Iuges, Consuls. Je ne proposeray icy si la marchandise est receüe aux Republicques pour l'auoir declaré sur les coustumes de Bourbōnoys ^a. Suffina de dire en passant que Solon la iugeoit tres-necessaire & estimoit qu'elle valloit beaucoup pour entretenir la bienueillance des Princes voisins, & acquerir l'amitié des plus esloignez ^b. Mais pourquoy? parce que cest estat conduit comme il appartient, ne tend à autre chose qu'à secourir les affligez, leur apporter les denrees desquelles ils ont besoin: les marchands plus qu'aucuns autres faisans toutes leurs actions de bonne foy. C'est pourquoy ils ne sont asseruis aux subtilités des loix, que leurs liures de raison sont receus. On ne s'arreste aux formalités de droict en la cour des marchands, ils ont l'equité & la bonne foy pour but, les pactions nues y ont autant de credit que les stipulations & autres asseurances forgees par les loix ^c. Ce n'est doncques sans occasion qu'ils ont auditaires & Iuges à part, veu que leurs obseruances sont diuerfes. Voyez mon Harmonie pour ce qui touche leur iurisdiction ^d.

^a §. r. des prescriptions.

^b Calino Rhodigi. lib. 16. ca. 2.

^c Anton. Gabriel. lib. 3 tit. de nouatio concl. 1. n. 23. d. lib. 7. fol. 163.

§. CCXL.

Et neantmoins nous auons dès à present supprimé & reuoké l'establissement desdicts sieges, fait es villes inferieures, esquelles n'y a

n'y a affluence de marchands: & auons renuoyé, & renuoyons les causes pendantes & indecises esdicts sieges, par deuant noz Iuges ordinaires des lieux. Aufquels nous enioignons de vuidier sommairement les procès de marchand à marchand, & pour faiët de marchandise, sans tenir les parties en longueur de procès, ni les charger de plus grand frais, qu'elles eussent supporté par deuant lesdicts Iuges & consuls, sur peine de concussion.

Procès de marchand à marchand.] Ces mots vident l'opinion des Docteurs qui tiennent que les marchands peuuent faire statuts qui seront obseruez à la decision de leurs differents, non seulement à la iurisdiction des marchands, mais encores en toutes autres iurisdictiones, pourueu qu'ils soyent approuuez du supérieur: & que le mesmes doit estre approuué quand l'une des parties prend qualité de marchand, combien que l'autre ne le soit ^a. Ce qui est droictement contre les loix de ce Royaume qui leur ont permis de vuidier les debats de bonne foy sommairement, & selon leurs obseruances, pourueu qu'ils soyent entre marchands, & pour le faiët de marchandise ^b. De là les Legistes ont conclud que les estrangers peuuent proroger iurisdiction au Iuge qui cognoistroit du different s'ils estoient à leur pays, non à autres, & ne peuuent s'adresser aux Iuges des Consuls si le debat n'est de marchandise & entre marchands ^c.

^a Barco.
l. receptis-
tra. C. de
constit. pe-
cun.

^b Harmo.
d. l. 3. fo.
163.

^c Syntag.
sur verb
aduena f.
20. col. 1.

§. CCXLI.

Parcillement auons reuouqué & reuouquons les Edicts par cy deuant faicts, par lesquels les charges de Procureurs ont esté erigees en tiltres d'Offices formez, tant en noz Cours souveraines, que autres. Voulons à l'aduenir, quand il y aura lieu d'en receuoir, qu'il y soit pourueu de personnes capables, & de suffisance requise comme au precedent lesdicts Edicts. Entendons neantmoins que les Ordonnances des Roys noz predecesseurs touchant la suppression desdictes charges & estats, & les reiglemens par cy deuant faicts pour la reduction du nombre desdicts Procureurs soyent entierement gardez & obseruez.

Procureurs en tiltre d'office. Les anciennes ordonnances ne cognoissoient ces Procureurs en tiltre d'office^a que la necessité d'auoir finances a mis sus. Ces charges estoient la recompense de ceux qui auoyent employé leur ieunesse à seruir de clerks aux Greffes, aux maisons des Conseillers, & Procureurs. Quand quelque place vacquoit les poursuuians presentoyent requeste à la cour pour y paruenir, elle estoit communicquee aux gens du Roy, qui s'informoyent diligemment des vies & meurs des poursuuians, en faisoient leur rapport à la cour: & s'il n'y auoit rien qui donna empeschement de ce costé, ils estoient examinez, & receus au serment quand

*a des Ad
uocats en
tit. d'offi
ce, voyez
Iustinian
inst. de
iure natu
ral. §. Re
sponsa.*

b. Ordon. de Prouë quand l'issue les declaroit capables *b.* Charles re-
ce, fu. 30. mit tout à meilleur ordre & reduit le nombre effre-
ti des Pro né *c.* Les Estats d'Orleans voulurent qu'és matieres
cur. Bug. personnelles les parties vinssent en personne res-
Ellys til. pondre de verité & proposer leurs faicts sans assi-
de la lu stance d'Aduocat ou Procureur, & permirent aux
stice §. 73. Aduocats pour le soulagement des subiects de faire
c. Moins l'une & l'autre charge *d.* Mais qui est celuy, s'il n'est
§. 84. trop affamé de gain, qui le voulust ainsi practiquer
1566. encores qu'il fust loisible? veu que les arrests n'ont
d'Orléas, point seulement déclaré ignoble le Procureur ne-
§. 18. gotiateur, mais ont rendu la personne noble rotu-
e. Bugny rière & subiecte à la taille, qui s'est rendu Procu-
d §. 73. reur postulant pour les parties *e.* Je dis (Procureurs
f. sepha. negociateurs.) Les Docteurs ayans resolu que les
Franchin. Procureurs des Bailliages & Seneschaulcees exer-
lib. 1. cō- cent offices nobles *f.* Et d'autant que nous auons
clu 47. dict les clerks de Greffe estre la popiniere des Pro-
cureurs, il n'y aura grand mal d'en dire deux mots,
combien que ce texte n'en parle point. Au temps
palsé les Greffiers en chef estoient tenus choisir &
entretenir des clerks diligens & fides, pour
garder les ordonnances, & tenir secret tout ce qui
est faict en la cour: & pour mieux les y appeller ils
receuoient leur serment, & en cas de contrauention
les faisoient punir selon l'exigence du cas *g.* Ces
clerks prenoyēt quelques petits menus droicts pour
les actes qu'ils expedioient plustost de bonne grace
que par contraincte. Depuis la Majesté de Charles
voulust que les Greffiers tinssent les clerks en leurs
maisons avec salaire comperāt, sans ce que le Gref-
fier ni les clerks en prinsissent plus grand salaire que
l'ordi

l'ordinaire, sur les peines portees par l'Edict^h. Des-
puis ces clerics ont esté en tiltre d'office au grand
preiudice des subiects du Royaume pour l'exces-
sive taxe que l'Edict de leur creation leur a ordonné.

§. CCXLII.

Et quant aux Offices de noz Finances,
pource qu'il estoit bien requis d'aduiser à la
reduction d'iceux, & autres, dont le nombre
se trouue aujourd'huy si grand : que la meil-
leure partie de nostre reuenu, qui deuroit
seruir à l'entretienement de nostre Estat, &
subuention de noz affaires se consomme au
payemēt des gaiges d'Officiers : Nous meus
d'un singulier desir de remettre les choses
de nostre Royaume au plus près qu'il sera
possible, de leur bon & pristin estat : Auons,
quand vacation aduiendra par mort, forfai-
cture, ou incompatibilité, supprimé, & sup-
primons les Offices de Tresoriers de Fran-
ce, Generaux de noz finances, iusques à ce
qu'ils soyent reduits à vn seul, qui sera l'e-
stat du Tresorier de France, & General de
noz finances en chacū des dix-neuf Bureaux,
& Generalités de present establies. Lesquelles
nous voulons neantmoins, vacation adue-
nant de noz Officiers, estre reduits en dix-
sept, selon qu'elles estoient au temps du feu
Roy François premier, nostre ayeul : qui
font

font Paris, Chaalons, Amiens, Rouan, Caen,
Lyon, Ryon, Tours, Bourges, Poictiers,
Nantes, Tholose, Montpessier, Bourdeaux,
Bourgoigne, Daulphiné, & Prouence.

Reuenue seruir à l'entretiẽ de nostre estat.]
Les Estats de Tours demãderent tout ce qui est icy
proposé : semble ausdicts Estats que la maniere de
descharger le peuple est, qu'il plaise au Roy reünir
son domaine & le remettre à la couronne. Et quand
il sera reduict & reüni à la couronne, apres auoir ac-
quitté fiefs, aumosnes, gaiges d'officiers, repara-
tions faictes, il sera suffisant pour fournir à l'estat du
Roy. Mais si le Roy donne aucune chose de son do-
maine il faudra à l'equiualent prendre sur le pau-
re peuple^a. Voila cõme ils parlerent de la suppres-
sion des Officiers de finance : Semble ausdicts
Estats que tous Officiers de recepte & finance soyẽt
reduicts & ramenez à tel nombre & gaiges qu'ils
estoyent du temps des Roys predecesseurs, & mes-
mement du temps du Roy Charles 7^b. Marquons
ces mots, A l'entretien de nostre estat, ils val-
lent autant que, A la tuition & conseruation du
Royaume, laquelle ne peut estre sans finance se-
lon que les anciens l'ont declaré, & que le Roy
Francois a recogneu par son Cõcordat avec la Sain-
cteté, disant l'argent estre les nerfs qui soustien-
nent la Republicque^c. Qui vouldra voir l'origine
& progrès des Tresoriers de France, & generaux
des finances, recoure à mon Harmonie^d.

Et quant

^a Tours,
sueill. 26.
chapit. du
faict com-
mun.

^b Tours
silt. de la
Justice su.
39. pag. 2.

^c Proem.
cõcordat.
fo. 2. vers.
d. libr. 3.
sueill. 175.

§. CCXLIII.

Et quant aux Offices des Receueurs & Contrerolleurs generaux de nosdictes finances, tant anciens que alternatifs, & Contrerolleurs generaux des rentes de noz hostels de ville de Paris & de Rouan, aduenant aussi vacation d'iceux, comme dessus, demeureront supprimez, comme dés.à present nous les supprimons, iusques à ce qu'ils soyent reduicts à vn Receueur general, & vn Contrerolleur general en chacun Bureau, & hostel de Ville.

Contrerolleurs des finances.] I'ay proposé en l'Harmonie des Magistrats Romains & François^a qu'il n'y a Tresorier ni receueur qui n'aye son Contrerolleur pour empescher les fraudes, malices, ou larrecins que les receueurs pourroyent commettre. Quant aux Contrerolleurs generaux des rentes appartenans aux hostels de ville. La Majesté de Charles neufiesme supprima les generaux surintendents, Contrerolleurs des deniers communs & patrimoniaux, & octroya & remit l'administration des deniers cōmuns, aux Maire, Escheuins & Conseilliers de ville, à la charge de rendre compte par deuant les Baillifs & Seneschaux, ou leurs Lieutenants, ou par deuant les Preuosts des Marchands, Escheuins, & Conseilliers selon la coustume priuilegiee : & à la chambre des comptes pour ce qui touche les deniers d'octroy^b. Ceste distinction e-

^a li 3 fo.
176. 177.

^b Orleā's
§. 95. 96.
§. 266. fo.
356. des
appropri.

estoit vſitee au temps des Romains ſelon que preuue
Argentré par la colonie des Apameans.

§. CCXLIIII.

Nous ſupprimons en ſemblable les Rece-
ueurs & Contrerolleurs generaux du tail-
lon, vacatiō aduenāt, comme deſſus eſt dict,
pour eſtre les deniers dudiſt taillon receus
par noz Receueurs generaux, & mis en vn
coffre à part : duquel les Contrerolleurs ge-
neraux de noz finances chacun en ſa charge,
aura vne clef, & en feront Regiſtre ſepare-
ment, pour en eſtre apres les deniers mis és
mains des Treſoriers ordinaires des gu r-
res.

Receueurs & Contrerolleurs generaux
du Taillon.] Comme les Receueurs des tailles
ſont tenus de rendre les deniers aux generalités,
auſſi les Treſoriers du Taillon auoyent leurs gene-
raux & Contrerolleurs à part. Sa Maieſté les ſup-
prime par ceſt Edict, & veut que les fināces du tail-
lon ſoyent portees au Treſorier ordinaire des guer-
res. Qui monſtre (choſe trop claire d'ailleurs) que
ceſte leuee a eſté inuentee pour payer la gendarme-
rie. L'vſage contraire ſ'il perſeuerer en fera oublier
l'origine & cōſeruera Ripalles en ſa force. En ſom-
me ces ordonnances des tailles & taillons, ne ſont
que confirmer l'Edict d'Orleans ^a.

^a Orleans
6. 132.

Nous

§. CCXLV.

Nous entendons aussi demeurer supprimez vacation aduenant , comme dessus , les Receueurs & Contrerolleurs de noz Aides, tailles, & taillō, les Grenetiers , & Contrerolleurs generaux & particuliers des greniers à sel , & tous les Esleus en chacune Election: ensemble tous autres Officiers, qui y peuuent auoir esté de nouveau erigez , iusques à ce qu'ils soyent reduicts au nombre de leur premiere creation & establissement.

Demeurer supprimez.] Cest article parle du Receueur des tailles, des Grenetiers & Contrerolleurs, & des elections surnumeraires. Voyez mon Harmonie touchât l'establissement des Receueurs des tailles & taillon^a. Des Preuostés anciennes au lieu desquelles les grenetiers furent establis provisionnellement, & de la puissance & ampliacion du nombre des Esleus^b. Orleans les rappelle au regne de Loys 12^c.

*a libr. 3.
fol. 175.*

*b fo. 14r.
vers.
c Orleans
§. 132.*

§. CCXLVI.

Nous auons en semblable , ladicte vacation aduenant comme dessus , supprimé les Elections, qui ont esté nouvellement creees, tant par feu le Roy Charles nostre trescher Seigneur & Frere , que par nous : pour demeurer les villes, lieux & villages, desquels

elles ont esté composées, aux mesmes Table-
liers & elections, qu'elles faisoient au par-
auant. Semblablement les Chambres à sel,
& Officiers d'icelles.

Supprime les elections.] Charles neufiesme
(cōme nous auons nagueres déclaré, les voulust re-
mettre aux termes du Roy Loys 12. & ordonna q̃ les
Procureurs & Aduocats en chacune electiō, fūssēt
supprimez par mort, l'office reūni avec les Procu-
reurs des sieges ordinaires ^a. L'Edict de Bloys sem-
bloit en auoir q̃lque volōté, mais avec tous cōtrai-
res effects. Nous auons veu despuis la publication,
les Procureurs des aides auoir taxes de leurs assis-
tāces aux despartemēs, & les A deuots sieger avec
les esleus & grenetiers, participer aux espices, &
rapports de procès, & qui est pis, prendre tribut sur
le sel. Les corratiers & solciteurs des grands qui
ont obtenu les dons s'en ressentent : mais encores
plus le peuple : & d'une autre façon ^b. Au temps
passé les offices d'Esleus estoient estimez de iudi-
cature, & n'y en auoit point à vendre ^c.

§. CCXLVII.

Nous entendons aussi estre compris en
la presente suppression les Grands Maistres
des eauës & forests, par nous nouvellement
erigez, pour estre lesdicts estats reduicts à vn
seul office, vacation aduenant, comme des-
sus

^a Orléans
§ 132.
134.

^b Voyez
le nouuel
Edict de
Héry qui
retrenche
ces abus
& oppres-
sions.

^c Tours
fueill. 31.

fus est dict. Semblablement les receueurs des bois, selon qu'ils estoient du temps de nostre dict Seigneur & frere.

Grands Maistres des eauës & forests.] Les Estats d'Orleans requirent la suppression de la iurisdiction des eauës & forests sur quoy sa Majesté remit à faire droict ^a. Et le Roy supprime par cest Edict les Maistres nouvellement erigez. Toutes-
fois depuis ceste suppression le nombre est augmenté, plus grand qu'il ne fust iamaïs reconnu: il n'y a forest qui n'aye son Maistre particulier. Qui voudra voir leur pouuoir & auctoriété lise mon Harmonie ^b.

^a Orleans
§. 35.

^b libr. 3.
fol. 147.

§. CCXLVIII.

Et quant aux Offices de nostre Gendarmerie, Nous auons semblablement supprimé, & supprimons, vacation aduenant, comme dessus est dict, les offices de Cômmissaires ordinaires des guerres, iusques à ce qu'ils soyent reduits à trête: les offices des Contrerolleurs generaux des guerres, iusques à ce qu'ils soyent reduits à vn seul, les offices de Contrerolleurs Prouvinciaux, & Contrerolleurs ordinaires desdictes guerres, & les payeurs des compagnies de nostre Gendarmerie, iusques à ce qu'ils soyent reduits au

nombre de trente Contrerolleurs, & trente payeurs: defendant tres expressement à tous marchands faisans trafic de marchandise, de se faire pourvoir desdicts offices de payeurs de compagnies, sur peine de perdition d'iceux, & ausdicts payeurs de faire aucun trafic de marchandise.

Marchands faisans trafic de marchandise.]

Je ne rediray point ce qu'ay ailleurs proposé touchant les Tresoriers des guerres & payeurs de compagnie^a, suffira pour cest article d'alleguer la remonstrance des Estats de Tours: semble ausdicts Estats que les Officiers tant de iustice que recepte, & autres ausquels par les ordonnances Royaux a esté interdict & defendu faire faict & exercice de marchandise ne puissent exercer marchandise par eux ne autre pour eux, & requerent au Roy qu'il luy plaise ainsi l'ordonner & faire garder les ordonnances qui sur ce autresfois ont esté faictes par les Roys Charles le quint & Charles 7. & leurs predecesseurs sur les peines contenues en icelles^b. Voyez sur ce mon traicté des peines & amendes^c. L'Italie ne recognoist telles constitutions, car elle interprete les loix qui defendent aux marchands de s'incorporer à la gendarmerie pour leur donner lieu aux vrayz & entiers gendarmes, qui iurent de s'employer eux, leurs biens & la vie perpetuellement, & à toute rencontre, pour le salut public: à l'occasion dequoy ils ont gaiges de la Republicque, & beaux priuileges, permettant neantmoins

aux

*a harmo.
des mag.
lib. 3. fol.
174.*

*b Tours,
chap. 10.
ch. le faict
de la mar-
chandise
suell. 44.
45.*

*c fol. 95.
verb. 100.
112.*

aux marchands de se trouuer aux guerres, batailler pour l'honneur, & l'armee rompue se renger au train de marchandise comme au parauant. Ceux cy ne doubtent d'estre cōtribuables & porter leur part des charges avec le reste du peuple ^d.

*dl. perini
quint, C.
de iurisd.
omn. in
die.*

§. CCXLIX.

Pour le regard des offices comptables de nostre maison, & autres qui sont à nostre suite, Nous auons aussi ordonné, que vacation aduenant, comme dessus est dict, de l'un des offices de Tresoriers des parties casuelles, de Tresoriers de nostre maison, Maistres de la Chambre aux deniers de noz Argentiers, des Receueurs de nostre Escuirie, & des Contrerolleurs desdictes charges : Semblablement de l'un des offices des Tresoriers de nostre Venerie, & Fauconnerie, des Tresoriers des menus affaires de nostre Chambre, & des Tresoriers des offrandes, ils demeurent supprimez, comme nous les supprimons, iusques à ce qu'ils soyent reduicts à vn seul pour chacune charge : ainsi qu'ils estoient lors du decés du feu Roy François nostre ayeul. Le semblable fera pour les offices de Tresoriers des deux cens Gentils-hommes de nostre maison, des

payeurs de chacune compaignie de noz Gardes, & de la Preuosté de nostre hostel : lesquels demeureront aussi supprimez, comme nous les supprimons dès à present : vacation aduenant, comme dessus est dict, iusques à ce qu'ils soyent reduits à vn seul pour chacune charge.

Tresoriers des parties casuelles.] De toutes ces sortes de Tresoriers, des parties casuelles, des menus du domaine, de la maison du Roy, & autres qui ensuivent au texte, voyez mon Harmonie.^a Monseigneur le Châcellier de l'Hospital declare en termes generaux les incommodités qu'ils apportent en France, & admoneste le Roy des'en donner garde.

^a lib. 3. à
fo. 63. v.
94877.

*Cependant toutes fois soigneux il prendra garde
Que le Rat Palatin & la tigne rongearde,
Ne mine son Tresor, peste & contagion
Qui regne de tout temps en ceste region,
Et du denier public se paist en telle sorte
Que letiers ou le quart à peine s'en rapporte.
Trop d'une croche main touchet l'argent du Roy
Le nombre est effrené d'une seuer loy
Il conuient le restreindre, & brider la licence
Qu'ot prinse les larrôs sur les deniers de Frâce^b.*

^b Version
de du Bel
lay.

§. CCL.

Nous entendons aussi vacation aduenant des offices de Tresoriers de l'extraordinaire

re des guerres, & des reparations qu'ils demeurent supprimez, iusques à ce qu'ils soyent reduits, selon qu'ils estoient à l'aduenement à la Corône du feu Roy nostredict Seigneur & pere.

Tresoriers des guerres.] Qui voudra sçauoir à quoy les Tresoriers des guerres s'employent, les payeurs de compagnie, commissaires & contrerolleurs, aille à mô Harmonie des Magistrats Romains & François ^a.

*a lib. 3.
fol. 174.*

§. C C L I.

Et pour le regard des offices de nostre Chancellerie, les Audienciers, & Contrerolleurs de la Chancellerie de France, seront aussi supprimez, comme nous les supprimôs dès à present, vacation aduenant, ainsi que dessus est dict, iusques à ce qu'ils soyent reduits à vn seul office.

Vacation aduenant.] Nous auons recogneu (dit l'Empereur) que noz predecesseurs auoyent diuinement ordonné nombre certain pour vous seruir d'aide, & qu'il estoit expressement defendu de receuoir plus de douze Officiers pour estre attentifs aux coffres des sacrees memoires, sept pour celuy des sacrés libelles, & autres sept pour les epistres sacrees: mais que la licence des derniers temps fauorissant à l'ambition, a confondu ce bon ordre, & (contre le merite de la chose) a rempli les deux der-

niers coffres d'autât d'officiers que le premier en a. Doncques desirant remettre tout au premier & ancien estat, nous auôs supprimé par mort les pourueus, & interdiët toutes nouuelles prouisions, iusques à ce que tout soit reduiët à la premiere institution ^a.

*a l. com-
perimus,
de proxi.
sacro. scri-
ni. lib. 12.
C.*

§. CCLII.

Nous entendons estre obserué le semblable és Chancelleries de Paris, Rouan, Tholose, Bourdeaux, Bourgoigne, Prouence, Daulphiné & Bretaigne: Et en ceste presenté suppression nous compterons les Secretaires de noz Finances, & Greffiers de nostre Conseil, iusques à ce qu'ils soyent reduiëts, selon qu'ils estoÿët lors du decés du feu Roy Henry nostre treshonoré Seigneur & Pere: les quarante Secretaires, qui ont esté nouuellement creez par nostredieët Seigneur & frere le Roy Charles, vacation aduenant d'iceux, comme dessus est dieët: ensemble les treize qui se trouuent supernumeraires, & oultre le nombre de six vingts de l'ancien establissement du College de noz amés & feaux Notaires & Secretaires de la maison & Couronne de France, aduenant aussi vacation d'iceux offices, comme dessus est dieët: sans que par cy apres, lors de ladicte vacation il puisse estre par nous pourueu, iusques à ce
que

que ladiète reduction soit faicte.

Chancellerie de Paris.] Nous auons cy dessus parlé de la Chancellerie de France, & de la grandeur de nosseigneurs les Chancelliers, & Garde des seaux, qui s'estend par tout, tant que le Royaume dure. Ceux dont parle nostre texte, ne sont sinon Vicechancelliers pour despescher lettres de iustice, au ressort où ils sont establis: aussi experimenterons nous en pratique, qu'une de ces Chancelleries ne peut vallablement expedier lettres sur different pendant en autre ressort. Car comme les Parlemens ont leur territoire limité, & ne peuvent estendre leur puissance plus auant, de mesmes est il des Chancelleries ^a.

Secretaires de noz finances.] I'ay dict a leurs des trois sortes de Secretaires, de ceux des commandemens de la maison de France, & des finances, de leur origine, du nombre augmenté, & à quoy chacun s'employe: partant ne rediray rien ^b. Voyez comme l'assemblée de Tours pensoit qu'on deu proceder à les eslire: semble ausdicts Estats que le Roy doit statuer & ordonner que doreseuauant quand il vacquera vn office de Secretaire, que monseigneur le Chancelier, ensemble avec luy les maistres des requestes, suiuant la Cour & les gens du conseil, nommer au Roy deux ou trois idoines ausdicts offices, desquels le Roy par l'aduis & deliberation des gens de son conseil, eslira le plus propre pour luy bailler ledict office vacquant, & si c'est du Secretaire des finances, que les gens des finances soyent appelez à l'eslection ^c.

^a Steph.
Rancin.
lib. 1. con-
clus. 558.

^b Harm.
des Ma-
gistras li-
bro 3 fol.
168. 169.

^c Tonts
sistr. de la
Iustice
facill. 33.

Et

§. CCLIII.

Et generallement voulons estre compris en ceste presente suppression, tous offices de Iudicature, de Finance, Greffiers, Sergens, Collecteurs des tailles, Notaires, & Gardes-notes, & semblablement les Gardes des petits seaux, & autres qui se trouueront erigez de nouveau, depuis le regne de nostredict feu Seigneur & frere, iusques à ce qu'ils soyent reduicts selon qu'ils estoient lors du trespas du feu Roy François nostre ayeul: reseruez toutesfois ceux, qui sont cy dessus particulierement declarez. Et où il aduient, que par importunité, ou autrement, aucuns Edicts fussent cy apres expediez, contenans reestablishement desdicts offices, les auons dès à present declarez nuls. Et neâtmoins aduenant vacation desdicts offices de Gardes des petits seaux, les droicts & emolumens anciens desdicts seaux, qu'on auoit accoustumé de prendre au parauant l'erection desdicts Estats, demeureront vnis & annexez à nostre domaine.

*a Orleans
§. 17. 28
gentr fol.
versic. 5.
pface des
donations.*

Tous offices.] Du temps de Charles 9. & depuis, il y a plus eu de chetifs offices establis sans qu'il en fust besoin, & ne tendans qu'à la ruine du peuple, que tous les Roys precedens n'en auoyent créé. Les Greffiers des Parroisses, des insinuations^a,

les

les Sergens des contoires avec excessiues taxes, les collecteurs des tailles exemps d'impositiōs iusques à somme certaine, & prenans sur les subiects plus ou moins selon la leuee, combien que l'Edict d'Orleans les eust aboli ^b. Les regratiers par les Parroisses, les francs taupins, les Notaires & Gardenottes ^c, les Tabellions ^d, ausquels despuis ont esté adiousté les Greffes des Contrerolles (au lieu d'effectuer les suppressions promises) avec vne milliaice d'autres qui se voyoyent n'agueres chacun iour és mains des macquignons receuans les plus offrans au profond de quelque tauerne, & interdisans toutes cognoissances aux Iuges des lieux, leur assignans iour (s'ils osoyent tousir au cōseil priué ^e.) Dieu vueille continuer le bon zelle de sa Majesté qui a desia commencé de mettre le cousteau à la racine, à fin que tant de mange-peuple retrenchez, les pauvres subiects soulagez puissent de cœur franc & entier, ieter les yeux en hault, & prier l'Eternel qu'il luy plaise donner à nostre Henry bonne, & longue vie, paix en ses iours, la deuë obeissance des siens, en somme tout ce qu'il sçaura plus heureusement demander, & en fin la vie perdurable.

^b Orleans
§. 132.

^c Orleans
§. 83. Cho

pin §. 43.
nu. 15. ad

Andega-
uens.

^d Orleans
§. 86.

^e Tours
sueill. 31.

§. CCLIIII.

N'entendant toutesfois empescher pour cela, la prouision des offices de nouvelle creation, dont les Edicts ont esté ia publiez en aucunes de noz Cours, ausquelles n'a esté encores pourueu. Ce que voulons estre fait de personnes suffisantes & capables, & procé-

cedé à leur reception: nonobstant & sans préjudice de nostre present Edict, pour apres vacation aduenant, demeurer supprimez comme les autres.

Ausquels n'a esté encores pourueu.] Cest article semble contenir vne contrariété: vouloir supprimer les Estats nouueaux, & ordonner que prouision & remplissement sera faict de ceux où n'a encores esté pourueu. C'est la Salemãdre qui tue & nourrit. Mais la Majesté l'ordonne ainsi, d'autant que ces Estats auoyent esté inuentez pour subuenir aux vrgens affaires, & que desia il en auoit faict estat en ses finances.

§. CCLV.

Auons pareillement supprimé & supprimons, comme dessus est dict: vacation aduenant par mort, ou forfaiture, les offices d'Enquesteurs de tous les Sieges de nostre Royaume, tant de l'ancienne que nouvelle creation.

De l'ancienne que nouvelle creation.] J'ay ailleurs discouru sur l'establissement des enquesteurs en France de leurs suppressions & comme François premier les fit reuiure^a. La nouvelle creation n'est gueres differente de la vieille: toutes deux de mesme annee. Vous pourrez voir sur ce que i'en ay dict à quoy ils sont employez, & si vous en voulez d'aduantage, regardez le lãgaige de l'assemblée de Tours qui leur bailloit l'execution des arrests, &
les

^a *Harro
des Ma
gisfrats.*

les mettoit au rang des Officiers de iudicature, & pensoit qu'ils deuoyent estre choisis non receus à finâcer ^b. Je ne sçay sur quoy peut estre fôdee la sup-
 pression, spécialement regardant les bonnes & belles raisons qui esmeurent François premier de les faire reuiure & oultre plus considerant la foule
 que le peuple receura de telle abolition. Car au lieu que les parties font marcher & trauailler les enque-
 steurs dès la pointe du iour iusques au soir, elles au-
 ront affaire a ces premiers Iuges Lieutenans gene-
 raux, & Conseilliers, qui laisseront passer la chaleur, le froid, le vent, la pluye, attendant le beau temps dans l'hostellerie: marcheront de grâd train, & frais excessifs, ne trauaillerôt que deux heures du matin, & trois de releuees, & au partir de là prendront plus de double paye.

*b Tours
 silere de
 la Iustice,
 fueill. 31.*

33.

TITRE DE

la Noblesse.

§. CCLVI.



ET pource que la principale force de nostre couronne gist & consiste en nostre Noblesse, en la diminution de laquelle est l'affoiblissement de l'Estat: Nous voulons & entendons qu'elle soit conseruee & maintenue en ses anciens honneurs, droicts, franchises, & immunités accoustumees.

Principalle force de nostre corône.] I'ay ailleurs amplement discouru sur ceste matiere & prouué (au dire de Ciceron) que c'est peu de chose de voir les enseignes desployees par la campagne si le conseil n'est à la maison, c'est à dire si la Republic-

a proami. que n'est gouvernee par meur & prudent conseil ^a.
instit. lo- Et de faict tous les sages ont dict que si vous ostez
stinia. ou la iustice d'auec la force ce ne sera plus que brigandage.
la Repu- Que veult doncques dire sa Majesté, q̄ la prin-
blique cipalle force de la corône gist en la noblesse, & que
soit four- la diminution de noblesse est l'affoiblissement de l'estat?
me d'ar- à quoy pensoit Charles neufiesme qui estoit de
mes & de pareille opinion? Laquelle noblesse (disoit il) com-
loix. me estant le principal membre, le soubstien, & la

b *Edict* force de nostre coronne, nous voulons conseruer ^b.
de la suc- Vous approcherez de l'intention de noz Monar-
cession ques si voulez considerer comme les anciens ont di-
des meres uisé la force. Ils disoyent que l'une prend son origi-
Charl. 9. ne d'ire, & de faict qui ne se courrouce iamais, se
S. Maur. monstre moins graue & cōstant, que lēt, paresseux,
MAY 1567 & stupide. Posez vn Roy sans colere & indignatiō,
 vous luy dōnerez des subiects reuerches à ses com-
 mandemens, il ne faudra plus parler d'obeissance, le
 Royaume sera tantost en proye : mais est besoing
 que l'ire soit accompagnee de vertu & d'experience.
 De là (disoit Senecque) l'ire n'aiguise point l'es-
 prit pour estre meilleur guerroyeur, car la fortitude
 qui est vertu, n'a besoing de vice pour sa perfection,
 doncques l'ire en fera reiettee. La seconde partie de
 force consiste à l'experience, aussi disons nous en
 commun prouerbe qu'un soldat aguerrī en vault
 trois: de là Platon mettoit la force entre les scien-

ces.

ces. La dernière partie est de ceux qui mesprisent l'ennemi, sont gracieux & doux aux amis, redoutent d'enfreindre les loix, n'ont peur d'estre offencés, mais craignent d'acquiescer mauuaise renommée; faictes moy vne liste des Nobles qui ayent toutes ces qualités: obeissans aux bonnes loix, gracieux aux amis, experimentez à l'art militaire, & la foye des ennemis, lors l'opinion de sa Majesté sera plus que veritable. Mais ces fendans du bec, ces batteurs de pauvre peuple, ces mâgeurs de voisins, saccageurs de cōpatriottes, escumeurs de Provinces, qui trouuēt vne muraille de dix lieuës d'espaïs lors des coups, qui arriuent trois iours apres la bataille pour mettre les escuelles au panier, sont les plus infimes de tous autres estats, tant s'en faut qu'ils soyent dignes de respect. Et d'autāt que ceux qui desireroient sçauoir l'excellence & diuers respects des trois Estats seroyent peut estre en lieu ou ils ne pourroyent trouuer mes commentaires^d, qui en font mention, j'en toucheray deux mots pour les contenter. Personne ne fait doubte que l'Eglise soit la principale partie d'un Royaume. Voyez les Romains, lors qu'ils vouloyent subiuguer quelque ville ou pays ennemi, ils inuocquoyent premièrement les Dieux de leurs aduersaires, les prioient de les abandonner, & venir pour estre tuteurs de la ville de Rome, avec promesse de les mieux & plus affectionnement seruir & honorer qu'ils n'auoyēt esté^e. Ceremonie Payenne qui nous declare que la force ne peut rien contre le peuple qui est en la garde de Dieu. L'histoire de Gedeon & Madianites monstre cela. Les Decrets dient en termes exprés

*e Calino
Rhodigi.
lib. 23. c. 3.
2. 2. 2.*

*d Couste.
de Bour.
§ 1. c. 1.
des repro
ches.*

*e Barne.
Brissio de
formul.*

f Tours,
tit de l'E
glise juet
let 1. p. 2.
pragm.
sachon
verb depe
ren. 1. fol.
17.
8 Authē
re omni
obed iud
Iodec Lā
hoad lib.
parium,
verb. 1. o.
basas.
les Ro-
mans di-
u soyēt le
peuple en
senateurs
O piebe-
tans insti.
instm de
iure na-
tural.
h Calmus
Rhod. 1.
ca. 23. lib.
23.
i Calmus
Rhod. 1.
cap. 14.
lib. 23.
k idem. i.
g. ca. 29.

(ce quel'assemblee de Tours sceut tres-bien remar-
quer) que des religions bien seruans à Dieu despéd
plus le bien du Roy & du Royaume, & la mainte-
nue des choses publicques, que des offices, labeurs,
sueurs, des Cheualliers & autres gens de guerre f.
Auec l'Eglise marche la Iustice au dire de Iustiniā.
Il faut croire que la principale de toutes vertus est
la iustice, qui distribue à chacun ce qui luy appar-
tient. Toutes les autres vertus perdent leurs effets
sans iustice, & ne scaurions louer la force qui en est
separée : Nous estimons communement les armes
vertueuses, & si elles sont sans iustice ne sont plus
rien que vice 8. Les Philosophes ont esté d'accord
que la iustice est honorable & les iusticiers recom-
mādez de mesmes, qu'il faut respecter les Cheual-
liers & hommes d'armes, parce que l'vne des ver-
tus monstre ses effects en temps de paix, & l'autre a
cours durant la guerre: & d'autant plus que les ver-
tus sont profitables au public, plus ceux qui en font
profession sont recommandables h. De là les Iurif-
consultes & Officiers de Iudicature gagnent leurs
causes, qui conferment l'estat general en tout tēps i.
Voila pourquoy Plutarque en parloit ainsi : il y a
beaucoup de choses aux Republicques qui concer-
nent l'vtilité, & les autres honesteté. La premiere
& principale chose qui se rencontre touchant l'hō-
nesteté est la loy sainte & sacree k. Que si ces rai-
sons ne seruent de payement, voyez l'opinion de
l'Empereur Probus, il pacifia son Empire, & disoit
hault & clair qu'il donneroit si bon ordre aux affai-
res, que les legions & gens de guerre auroient loi-
sir de se reposer: dōt ce cherif peuple qui ne deman-
de

le que playes & bosses fust indigné iufques à con-
 pirer contre luy ^l. Marcia qui aimoit la paix se pas-
 soit facilement de soldats, & fouloit dire, que le
 Prince qui peut viure en repos ne çait q̄ vaut l'hon-
 neur s'il recherche les occasiōs de quereller ^m. Quoy
 noz François seront ils muets sur cest argumēt? Voi-
 la les termes del'assemblee de Tours: Sire il m'est
 enchargé de vous dire, que la paix, la force, & la de-
 fense d'un Royaume, ne consiste point en multitu-
 de de gendarmes. Et ailleurs: la force des gendar-
 mes & la grandeur des tresors ne sont point la de-
 fense du Royaume, mais la feauté des amis ⁿ. Les
 Theologiens donnent le premier & plus assuré
 gouuernement à l'Eternel. Dieu dit à Moise qu'il
 ne vouloit point qu'il eust beaucoup de cheuaux ni
 de gendarmes à fin que son peuple ne fust trauail-
 le, molesté, & opprimé. Et au contraire parlant de
 la Iustice les Estats tindrent ces propos: elle est Da-
 me & Princesse des autres vertus sans laquelle nul-
 le monarchie ne chose publique peut estre entre-
 tenue en felicité & prosperité, ne paruenir au souue-
 rain bien, qui est le bien de paix. Car c'est celle qui
 enseigne à viure honnestement, prohibe & defend
 d'offencer son prochain, & rend à chacun ce qui est
 sien. Les Royaumes sont transferez de gent en gent,
 & estranges personnes & nations par iniquités &
 iniustices ^o. Ronsard parle ainsi de la preeminence
 de Iustice sur les forces.

*Rends le droit à chacun. C'est la vertu premiere
 Qu'un Roy doit obseruer: soit courageux & fort,
 La force du courage est la viue lumiere
 Qui nous fait mespriser le peril de la mort E.*

l'leidan.

lib. 1. fol.

46 de

quas im-

per Cal.

Ethadig.

lib. 1. cap.

21.

m Sierd.

lib. 2. de

imper fo.

50.

n Tours

fueill. 8.

p 60.

pag. 2.

o Tours,

filz. de la

iust fueil.

30

p Berge-

rie des

Princes.

donner conseil aux parties, ou plaider les causes dont ils se sont chargez, se rendent insuffisans de l'honneur qui est deu a la vocation ^t. Les loix conferent les gendarmes aux Aduocats & ne prisent point plus le clicquetis des harnois que la poulrière des auditoires. Les deux confortent les desolés, donnent le droict à qui il appartient, & tiennent le pays en repos ^v. Reste vn seul mot, que les armes ne peuvent faire entendre leurs merites sans le secours des lettres, & les hommes de sçauoir se passent facilement des martiaux, quoy qu'ils ayent opinion de nous faire craindre par menasses de nous faire visiter aux gens de guerre passans pays.

Les vieux peres auoyēt maints braues cheualiers

Auant qu'Agamemnon eust mis le pied au mode.

Mais parce qu'en ce temps Poësie & faconde

N'auoyent pris, on n'a sceu l'honneur de leurs colliers ^x.

Honneurs franchises & immunités.] Les Atheniens ne payoyent aucuns subides sinon en cas de necelsité (telle estoit la France auant l'inuention des tailles) & lors que les affaires commandoyent de leuer deniers sur le peuple ils estoient impoiez selon la faculté de chacun estat, laquelle estoit recogneue à la quantité des terres possedees. L'ordre theticque labouroit cinq cens medimines, & payoit vn talent reuenant à six cens e'cus: les cheualiers qui pouoyent labourer iulques à trois cens medimines payoyent deux talens; & les Zeugites qui n'en labouroyent que deux cens payoyent dix mines. Les Theticques prins pour les manouuriers ne pouoyent paruenir aux estats & honneurs de la

*1. Iodoc.
Dāhou.
lib. Pa-
rium ver.
miles ro-
uene. Or-
don. des
Aduocats
§. 15. 16.
v d. verb.
Aduoca-
tus, Iodo.
Dambow.
Prōam.
instit ut-
sim.*

*& Sleida.
lib 1 fol.
2. de qua.
imper.*

*3. Calimo
Rhodigs.
li 25. 16.
18.*

Republicque, n'estoyét non plus contribuables aux subſides. Je ſçay qu'en Pologne les Nobles payent la taille en recognoiſſance de la ſouueraineté ², & qu'en beaucoup d'autres endroiets ils y ſont afferuis, de quoy ie reſerue à dire ſur les couſtumes de Bourbônoys ². Mais en France ils ont de tout temps eſté deſchargez de ſubſides & cottisations. C'eſt pourquoy les Eſtats de Tours en parlerent ainſi: par ce que l'eſtat de Nobleſſe eſt neceſſaire à la tuition garde & deſeſe de la choſe publique, il eſt beſoing auoir regard qu'eux & leurs biés & heritages ſoyét entretenus, gardez & cōſeruez en leurs frâchiſes libertés, preeminēces, droits, priuileges, iuriſdictiōs, & prerogatiues, meſmemēt cōme ils eſtoyét au tēps du Roy Charles 7. & au precedēt^b. Et ce priuilege de ne payer point de tailles eſt ſi grād en la perſōne des nobles, qu'ils peuuēt faire valloir leurs biés par varlets ſans payer aucune choſe, nō ainſi des perſonnes roturieres demeurās en lieu de frâchiſe, qui ſōt tenues bailler leurs heritages à ferme, à fin q̄ le fermier aide à ſoulager le peuple: & des Eccleſiaſtiques auſquels eſt permis de faire à leurs mains le patrimoine de l'Egliſe qu'ils deſeruiroient ſeulement^c, tenus de bailler à ferme le reſidu de leur temporel profane. En quoy nous voyōs que le priuilege de ne payer taille en l'rance eſt perſonnel, d'autāt q̄ les fermiers des nobles & Eccleſiaſtiques y ſont contribuables. Ce qui ne ſeroit ainſi ordonnē ſi la frâchiſe eſtoit réelle^d. Les nobles qui ſe veulent cōſeruer ces beaux priuileges doiuent faire deux choſes. La premiere ſ'abſtenir de marchādiſe & de tout autre œuvre vil & mecanique^e, la ſecōde de mōter à cheual au

*2 Chopin.
ad polo
nic. uu. 3.
4.
a §. 195.*

*b Tours
de l'eſtat
de No-
bleſſe fol.
20.*

*c Orleāns
§. 129.
130.*

*d Stepha.
Ranchin.
lib. 2. con
clu 44.
e Orleāns
§. 110.
128.*

Al au premier mandement de se trouuer pour faire ceste à l'ennemi, & cōseruer le Royaume. Car cōme les nobles sont exempts de tailles, aussi sont ils subiects à prēdre les armes pour la defense des autres estats au pris de leurs biens, sang, & vies. C'est ce q̄ dient les Docteurs: les nobles sont assieruis aux tailles pour les heritages qu'ils tiennent en fief, ce n'est point la Noblesse qui les exempte des subside mais c'est le seruice qu'ils font à cause de leurs teneurs feodales. Voila qui estōneroit beaucoup de porteglaues casaniers, s'il estoit practiqué.

§. CCLVII.

Et à ceste fin voulons estre gardeel l'Ordōnance faicte sur la remōstrance des Estats tenus à Orleans, cōtre ceux qui vsurperōt faulsement, & contre verité, le nō & tiltre de noblesse, prendront le nom d'Escuyer, ou porteront armoiries timbrees, lesquels nous entendons estre mulctez d'amendes arbitraires par noz luges, à la diligence & poursuite de noz Procureurs, chacun en son siege.

Faulsement le nom & tiltre de Noblesse.] Attendant qu'aürōs rencōtré le §. de la coustume de Bourbonnoys, qui donne à l'aîné d'entre les Nobles le nō & les armes pour droict d'ainesse, disons en deux mots de l'intentiō de ce texte. Bartolle remarque que les Nobles ont esté appelez diuersement selon les natiōs. Ceux de Florēce les appellēt

*f. Rodin's
pub lib. 1.
cap. 6.
facill. 88.*

*g. Stepha
Ranchin.
lib 3 con
clusio. 2.
Si la tail
le est reel
le ou per
sonnelle, vo
gez Ar
gentré §.
278. des
apppria.
fol. 639.
631.*

a Barto. l. 1. num. 100. de dig. li. 12. C. les grands, les Venitiens les nôment les plus grâds, en France ils s'appellent Escuyers, Cheualliers, Gêtils-hommes. Mais comment les pourrons nous recognoistre? Le mesme Bartolle en amene plusieurs anciennes opinions: la noblesse a esté recogneue (selon aucuns) en l'homme bien apprins, prudent, & de bonnes meurs, qui avec cela a la bource bien ferree, est grand terrien, & peut estre mis au rang des riches. Les seconds ne s'arrestent aux richesses, & cuident que la vertu soit suffisante pour acquerir noblesse: les hommes de lettre tirent leur noblesse de ce costé *b*. Les troisièmes la prennent pour ceux qui sont descendus d'ayeulx & peres valleureux, & c'est celle la dont noz anciens François s'aidoyent *c*. Mais aujourd'huy elle est recogneue à qui sçait mieux iurer, renier Dieu, frapper son voisins' il est sans defense, raur le bien d'autrui, quand on est le plus fort, & au demeurant viure en oisiveté lasche & poultron. Les plus stupides, esbetés, sans raison, ni sens, sont recogneus en ceste tribu. Ils ont presque tous le visage comme vn homme, puis c'est tout. Les Allemans leur font grand honneur, qui constituent la noblesse à piller & rauager *d*.

d Chop. lib. 2. cap. 1. de priuil. rustic. Armoiries Timbrees. } Tout cecy n'est qu'une reditte confirmant l'Edict d'Orleans *e*: mais parce que les anciens au lieu des armoiries du iourd'huy gardoyent soigneusement les images des deuanciers pour preuue de la noblesse & ancienneté de leur maison, il n'y aura point de mal d'en dire deux mots non en intention de reietter entiere-ment les armoiries, mais pour en faire peu d'estat si elles ne sont accompaignes d'hommes de meri-

te qui facent apparoir par leurs propres vertus combien ils sont dignes. Simonides se mocquoit de la folie de beaucoup de nobles du temps passé, si stupides & grossiers d'esprit, qu'ils estimoient pouuoir laisser plus longue memoire apres eux, par quelques images entaillees les representant au naturel, que pour auoir bien, & honorablement vestu. Et au contraire ie ne trouue point qu'ils ayent eu les sens si perdus quand ils ont choisi la pierre dure, ne pouuans d'ailleurs laisser la memoire de leur nom, considéré que de leur viuant ils estoient plus durs & insensibles que pierres. Mais regardez la belle responce de Caton à celuy qui luy demandoit pourquoy il n'auoit point de statue entre les nobles. l'ayme mieux que la posterité s'informe pourquoy Caton n'en a point eu, que si elle demandoit pourquoy on mel'a accordee ^f. Le philosophe Plautine considerant la beauté de l'ame, & le miserable & chetif corps dans lequel elle est enclose, ne recontoit qu'à regret le lieu de sa natiuité, ni de quel parents il estoit issu. Chose qui deuroit faire honte aux Nobles qui ne sçauroyent coter vn seul merite qui soit entre eux, & n'ont autre recours qu'aux armoiries de leurs deuanciers. Cest excellent Plautine ne voulust oncques permettre que les peintres fissent pourtraict ou crayon au naturel de son visage, ni que les tailleurs & fondeurs le missent en bosse : d'autant (disoit-il) que nostre face n'est que l'image de nostre ame, & que ceux qui pensent nous représenter ne depeignent que nostre ombre. Le Roy Agesilaus souloit dire que les tableaux estoient l'ouurage des peintres, mais que

*f Calime
Rhodiga.
lib. 29. c.
10.*

*g. Calim.
Rhodigi.
lib. 21. ca.
80.*

se rendre vertueux & accompli, c'est la naïve peinture de l'homme de bien. Les tableaux & images sont propres aux riches, & la vertu aux hommes de bon esprit ^{g.}. Je propose toutes ces histoires aux nobles non en intention de leur faire abandonner les armoiries, qui (à la vérité) sont marques que les deüx ciers de leurs maisons furēt personnes de recōmendation: mais les prie de ne s'y arrester tant qu'ils oublient le principal. Et que leur gloire ne soit tant appuyee sur les merites d'un autre, qu'ils laissēt l'occasion de faire parler d'eux en hōneur. Ils le pourrōt, s'ils suivent le chemin que leurs predecesseurs ont tenu, & se rendent dignes des armes & armoiries qu'ils cherissent tant. Si mon pere a esté Aduocat, Preteur, Lieutenāt de Prouince, le suis ie pour tout cela? Et neantmoins les loix disent que celuy qui s'intitule Preteur & ne l'est, se dit gendarme & est casanier, se surnomme Docteur & n'est encores bon disciple, est subiect à la peine de faulx ^{h.}.

*h. Stepha.
Ranchin.
lib. 2. con
clu. 32.*

§. CCLVIII.

Les Roturiers & non Nobles, acheptans fiefs Nobles, ne seront pour ce annoblis, ni mis au rang & degré des Nobles, de quelque reuenu & valeur que soyent les fiefs par eux acquis.

*a. Barto.
§. audient
nu 8. aut.
de defen-
sorib. ci-
uiat. C.*

Les roturiers.] Noz loix monstret que les Nobles sont comprins sous ceste diction, Peuple, mais qu'ils sont separez de la populace ^{a.}. Ce sont ceux que l'Edict appelle roturiers.

Ache

Acheprans fiefs Nobles.] Les Empereurs Honoré & Theodose defendirēt la possession des chasteaux & iurisdiccions, aux hommes priués, & les destinerent aux nobles de robbe courte, gédarmes, & Chastelains ^b. Ce que noz Docteurs ont entendu des forteresses de frontieres, ou de celles qui ont esté basties par emulation ^c.

Pour ce annoblis.] Ccey semble repugner à la resolution des Docteurs, qui tiennent le fief annoblir son possesseur, & que depuis que quelqu'un a esté receu à foy & hōmage d'un fief noble, il n'est plus subiect aux cottisations ^d. C'est pourquoy Bartolle dit que si quelqu'un estoit répli de toutes vertus, & bien aimé de son Prince, il ne seroit pourtant noble, si son seigneur ne luy donoit quelque dignité l'annoblissant: mais que par l'investiture d'un Duché, Marquisat, ou Comté, il est rendu noble ^e. Iusques là que les hommes bien entendus à la pratique Françoisse ont voulu que le possesseur du fief avec iurisdiction soit exempt de tailles ^f. Où est doncques le fondement de ce §. veut il tirer la bride aux libertés Françoises? Ce n'est point son intention. Il est dresé à fin que ces gros vsuriers, ces harpies qui tournent le dos à Dieu pour en auoir, ne se rendent honorez & affranchis par leurs deniers mal acquis, & que l'achapt d'un fief ne les mette à la fôte pour les rendre autres qu'ils ne sont, & ne sçauroyent estre: ou bien pour reuenir aux premiers droicts qui exēptoyent les Nobles faisans le seruice pour leurs fiefs, & les imposoyent pour les terres de roture, ainsi que le demeurant du peuple ^g.

b l. quoniam que. 7. de fund l. i. troph. lib. 11.

c Barto. ad d. l. qui cunque.

d Steph. Ranchin. lib. 4. con. clu. 168.

e Barto. l. 1. C. de dignit. m. 93. 97. 98.

f Steph. Ranchin. lib. 1. con. clu. 45.

g Steph. Ranchin. lib. 3. con. clu. 2.

N'en

N'entendons que par cy apres aucun soit receu aux Estats de Gentils-hommes de nostre Chambre, ou és compaignies des cent Gentils-hommes, ni aux places de noz Maistres d'hostel, Gentils-hommes seruans, Escuyers d'Escuyrie, qu'ils ne soyent Nobles de race. Et si aucuns s'en trouuent qui ne soyent de ladiete qualite, y sera par nous pourueu d'autres en leur place.

Noble de race.] Je ne veux point m'arrester ici à proposer ceux qui sont paruenus de petit lieu aux grandes dignités, iusques aux sceptres & couronnes. Viriat fust premierement pasteur, de pasteur chasseur, de chasseur larron, de larron capitaine ^a. Marc l'Empereur appellé fils de Marechal ne craignoit d'ainli haranguer en public: il n'y a point de danger qu'on m'appelle fils de Marechal, pourueu que les plus barbares & estrangers cognoissent que ie scay manier le fer à leur courte honte & confusion ^b. Lycurge voulant reietter l'arrogance de ses citoyens qui se vantoyent estre descendus d'Hercules leur monstra deux chiens, l'un courant à la souppe au premier son du pot, & l'autre s'addonnant entierement à la chasse, iagoit qu'ils fussent de mesme ventree ^c. Faisons recognoistre nostre race en bien faisât. Qu'estoit Daire? quel Archelaus, Menelaus, Amyntas, Perseus, Eumenes, Antigonus, Policarpe, Themistocles, Phocion, Demetrius, Epaminundas, Cleon ^d? Quel nostre braue Empereur Iustinian?

On

^a *Sl. id. lib. 1. mo. march. fol. 29.*

^b *Calim Rhodes. lib. 4 ca. pit. 3.*

^c *Id. lib. 29 ca. 28.*

^d *Idem lib. 21. ca. 28.*

On dit que son pere estoit picquebeufs, qu'il auoit esté porchier, & que son plus honorable estat fust de menuisier ^e. Le pere de Pertinax fust barbier ^f. En somme ie supplie les Nobles de race se souuenir de l'adage ancien, qui permettoit aux enfans rien ne vaults & fetneants de louanger leurs peres meilleurs ^g. La vraye noblesse se recognoist en ceux qui ont les qualités suiuantcs.

*idem li.
25. ca. 12.*

*idem li.
25. ca. 18.*

*idem li.
20. c. 27.*

*Il n'y a meilleure noblesse
Que leuer le pauvre d'opresse,
Que corriger ses appetits,
Que faire bien aux plus petits:
Que garder les droicts de nature,
Que fuir des vices l'ordure ^h.*

*h Chalar
des estats
d'Orléans,
§. 110.*

Aussi les Estats de Tours semblent s'esloigner vn peu de cest Edict qui firent grand estat de Cecinnat capitaine de l'armee Romaine, parce qu'apres les victoires & trophées des ennemis il retourna librement labourer ses quatre harpands de terre, sans s'arrester tant à la Noblesse de race, & remarquant simplement vn abus qui est propre aux François, lesquels ayās vne fois tenu le drapeau, l'halbarde, ou l'arquebuse, font conscience de retourner au labourage la paix de retour ⁱ, & aiment mieux, que de retourner dans leurs maisons, espouser le coing d'vn bois, & en fin la potée ou eschaffaut ^k. Mais toutes ces allegations ne seruent qu'à accourager les hommes à bien faire, leur proposant l'honneur qui en depend. Ceux sont doublement recommandables qui font leur deuoir, & avec cela peuent encores proposer les seruices de leurs predecesseurs. Sur ce point Bartolle me fait penser, pour demander

*i Tours
si l'ere du
tiers estat
fue li. 1. p.
pag. 2.
k l'vete-
rum, c. de
veteran.*

det

der si la noblesse se perd par succès de temps: il dit, ou elle vient à cause de la possession de quelque fief noble, & si longuemēt qu'il est des appartenāces de la maison les descendans sont nobles. Les Venitiēns en exemptent les legitimes combien que ce soit par subseqvent mariage^l. Quelquesfois elle a sa source de la personne des parents, comme quād la noblesse est dōnée à quelque soldat qui a faiēt vn stratagemē remarquable en bataille assignee, & elle ne se continue plus que des nepueux. Ce dernier pas à quelque apparence, parce que tous les enfans ne ressemblēt à leurs peres^m. Toutesfois en beaucoup de pays mesmes en France, plus la noblesse est rance, mieux elle vautⁿ. Et ne se pert que par pauureté, trafic aux arts mecaniques ou par crimes, vicieux & deprauez exercices^o.

§. C C L X.

Semblablement auons defendu aux Capitaines de noz Gardes, de receuoir aux estats d'Archers de leurs cōpagnies, aucuns qui ne soyent Gētils-hōmes, Capitaines, ou soldats signalez, & sans que lesdicts estats puissent estre vendus directement, ou indirectement.

Capitaines de noz gardes.] I'ay ailleurs discouru des cens gentils-hommes, gardes des Suisses, Françoises, & Escossoises^a, partāt ne rediray riē. Et ce que cest article defend la vente de ces offices, est pour le réger sous la reigle generale, prohibāt l'achapt & ventes des charges. Nous auons veu pareilles defēses aux Viceneschaux de ne vendre les places

*l Contag.
sur fol.
421. co. 2.*

*m Barto.
Li. C de
dignitat.
n. 54. 101.
n Prag.
sanct. de
colla ver.
nobiles ex
viroq; fo.
95.
o Barto.
d l 1 nu.
42. 53. o
sequens
bus, 101.*

*a Harm.
lib. I. fol.
40.*

places d'Archers. Marquons en passant que Claude l'Empereur impetra des Senateurs de pouuoir aller au Senat accompagné de ses maistres d'hostel & Tribun des gendarmes ^b.

*b Sueton.
de dno
Claud. c.*

§. CCLXI.

Nul ne pourra estre receu aux estats de nostre maison, s'il n'a esté trois ans entiers de noz Ordonnances, ou Capitaine en chef de gens depied.

De noz Ordonnances.] Voicy qui monstre comme faut paruenir aux charges par degrés, & qu'il n'est permis d'un plain vol entrer aux plus grandes : matiere dont j'ay ailleurs amplement discouru ^a.

§. CCLXII.

*a Coust.
de Bour-
bon. § 7.
nos esti-
re.*

Et à fin d'exciter, & stimuler nostre Noblesse, & s'appliquer à l'estude des sciences requises & necessaires par esperance de paruenir aux honneurs & dignités de nostre Royaume, pour le maniement de noz affaires & administration de la iustice, dont nous les voulons & entendons gratifier cy apres, quand ils se trouueront suffisans & capables, Voulons à la nomination qui nous sera faite par noz Cours de Parlemens pour les estats d'icelles, entre les autres soit nommé vn de la Noblesse, s'il s'en trouue de la qualité & suffisance requise par noz Ordonnances.

S'applic

*a l. si quis
C. de iure
deliber.* S'appliquer à l'estude des sciēces.] Sēble que
ceste constitution soit contre droict. Iustinian sou-
loit dire les armes estre plus propres pour les gen-
darmes que les loix ^a. Ils sont prohibez de s'embe-
soigner d'aucunes charges personnelles sur peine
d'estre degradez des armes, de perdre tous les priui-
leges accordez aux gendarmes & d'encourir l'indi-
gnatiō du Prince ^b. Alexandre defendoit aux gen-
darmes de se rendre Aduocats ou Procureurs en la
cause de leurs parents annullāt les lettres obtenues
à ceste fin. Le profit public ne permettant qu'ils
soyent Procureurs ou solciteurs au faict d'au-
truy ^c. Ils ne peuuent estre proxenettes ni entremet-
teurs ^d. Pourquoy dōcques les receuoit on aux hon-
neurs de iudicature ? C'en'est du iourd'huy qu'ils y
ont eu voix. Vlpia estoit noble, & assesseur, & Maistre
d'hostel. Voyez tous ceux que Iustiniā appella pour
voir la dispositiō de ses loix : ou ils estoyēt Maistres
de son hostel, ou Maistres des gendarmes, ou Con-
suls & Patrices, ou Equesteurs ^e. Mais qu'est il be-
soing de tirer en argument les loix pour verifier
matiere si claire de laquelle l'Empereur parle ainsi ?
C'est chose assuree que les gendarmes peuuēt par-
uenir aux estats de iudicature : pourquoy est-ce
qu'on voudroit defendre aux hommes de iuger le
different duquel ils ont cognoissance ? Nous sça-
uons que l'experience a faict que les Magistrats mi-
litaires se sont rendus bons iuges, & qu'ils vident
les differents ayans cognoissance des loix & de la
practicque ^f. Dōcques ceste decisiō cōfirmera no-
stre §. (Ce que Chopin approuue par les nobles
François.) Neātmoins ne scauroye trouuer soubste-
nable

nable l'opinion de la Primaudiere, qui maintient
 suffire que le Noble sache quelque peu aux lettres
 humaines (comme on en voit quelque peu de rob-
 be courte) pour estre Conseilliers en Parlement,
 sans autrement se soucier des loix ciuiles ^{h.} Mais il
 se deçoit: si les nobles veulent ces hōneurs faut qu'ils <sup>h. Acadē.
cap. 62.
fol. 330.</sup>
 s'en rendent capables. Est il qu'ils n'en sçauoyent
 estre dignes sans la cognoissance des loix ciuiles &
 practique Françoisē. Je sçay assés combien ils sont
 fauorisez aux benefices pour ce qui touche le tēps
 d'estude, pour les dispenies de tenir plusieurs bene-
 fices, & pour la preference fondee sur leur qualite <sup>i. i. Pragm.
sanct. tit.
de collat.
fol. 95.</sup>
 Et recognoy combien sa Majestē les gratifie (condi-
 tionnellement) pourueu qu'ils se trouuent suffisans
 & capables. Qui monstre alsés que l'opiniō de ceux
 est erronee qui trouuent estre plus facile de façon-
 ner la lance de l'homme d'armes d'un brain de sar-
 riette que de pouuoir rendre le Philosophe Socrate
 gendarme vertueux. Les lettres & les armes ne
 sont point tant ennemies qu'elles ne se rencontrent
 en mēme subiect. Cōbien d'Empereurs Romains,
 combien de Roys de France ont esté sçauans? Pour
 les Empereurs regardez à Marc Aurelle, pour noz
 Roys, aduisez à Charlemagne ^{k.} & autres infinis
 que l'histoire apprendra. Penſez vous que l'ordon-
 nance de Charles 9. fust de chose impossible? qui
 voulust que les Pages & les Escuyers, qui ont le
 soing & garde de les adresser au maniēmēt des ar-
 mes, fussent instruits aux bonnes & saintes let-
 tres ^{l.} Je diray doncques que pour paruenir aux
 honneurs & dignitēs de robe longue, pour auoir
 administration de la Iustice, il ne fust de sçauoir

^k Sleidā.
libr. 1. de
imper. fo.
72.

^l Orleans
§. 118.

quelques petits florets de poësie, & auoir gousté de la Philosophie de Platon (chose certainement recommandable) la mediocre cognoissance des loix ciuiles, des constitutions canonicques, l'intelligence qui en est tirée par la voix des docteurs, & la pratique du Royaume sont necessaires. Tels sont les termes de Iustinian : Nous leur accordons qu'ils soyent receus aux iugemens, & qu'ils iugent selon la cognoissance & experience qu'ils auront des affaires, conformement aux loix ciuiles ^m. Quand les bons auteurs ont voulu que les Philosophes gouvernassent, ou que les gouverneurs fussent Philosophes ils n'ont point rengé la Philosophie à vne petite cognoissance des lettres humaines (comme à voulu la Primaudoye) mais ont souhaité que la puissance & force des loix, & la Philosophie fussent en mesme personne, & qu'on ne fit point de distinction pour nommer l'un Philosophie & l'autre Iurisconsulte ⁿ. Voila les hommes qui meritent d'estre appelez au gouuernal des Republicques : faut qu'ils soyent bons orateurs, à fin que par belles respōses ils puissent esconduire avec contentement ceux qui les auront voulu endormir par vn langage fardé, qu'ils soyent bons Dialecticiens, pour repouler ceux qui les voudroyent payer de quelques raisons faulces, & separer les sophismes d'avec les bones propositions. Je les souhaite sur tous bons legistes d'autant que sans la cognoissance de ceste science il est impossible de iuger selon droit & equité. Iustice est tirée des loix ciuiles. Elle n'apprend point à chicaner (comme a voulu la Primaudoye) & n'est point forge d'one de procès, mais monstre comme il se faut

conten

*m d. l. c. r.
es. sur. r.
C. de pu-
d. c. b.*

*n Calus
Rhodigi.
lib. 22 ca.
21.*

contéter du sié, & laisser à chacun ce qui luy appartient. Nous ne pensons point (dit Iustinian) qu'aucun doiue estre receu en estat de iudicature, s'il est ignorant des loix, & n'est e. perimenté en pratique. Et iamais iustice ne sera exercee comme il faut si les iuges sont ignorans, & contraincts de mandier le conseil des assesseurs, sur ce qu'ils doiuent prononcer °. L'opinion de Bugnyon ne me plait non plus, qui tient les ordonnances Françoises suffire sans congnissance d'autres lettres pour rendre raison à vn chacun P.

*o Bartol.
authé de
indub.
p Bug. §.
21. 1566.*

§. CCLXIII.

Et d'autant que les Offices de Baillifs & Seneschaux de noz Prouinces, sont de ceux auxquels pour la grandeur de la charge où ils sont appelez, est tref-necessaire de pourvoir de personnage de respect : Ordōnōs, que nul ne sera par cy apres pourueu ausdicts Estats, qu'il ne soit de Robbe courte, Gētil-homme de nom & d'armes, aagé de trente ans pour le moins, & qui au parauant n'ait commandé en l'Estat de Capitaine, Lieutenant, Enseigne, ou Guidon de gendarmes de noz Ordōnances, lesquels Offices ne pourront estre vendus, directement ou indirectement, sur les peines des Ordonnances.

De nom & d'armes.] I'ay remis cy dessus à parler de ceste matiere : voyez en passant comme

les noms ont esté considerables, Marc Maulie fust celuy qui empescha les François d'entrer au Capitolle, depuis il fust precipité du hault de la montagne Tarpeye en bas, avec decret qu'aucun Patrice de la famille des Maulies ne fust nommé Marc ^a.

a *Slidā*
lib. 2. de
imper. fo
22.

N' ven' commandé. Les Baillifs & Seneschaux sont de robbe courte, & estoyét gouverneurs naturels de la prouince, à ceste occasion la Majesté les veut experimenter au faict de la guerre pour maintenir le peuple en repos, empescher les tumultes & seditions ou les estouffer si tost qu'ils apparoi-
b *Orléans*
§. 4.
c *lib. 3. de*
finib. fol
186.
stront. Charles 9. preferoit à tous autres les Gétilhômes experimentés, luy ayant faict service ou à ses predecesseurs ^b. L'art est recommandable (dit Ciceron) consistant en la cognoissance fondee sur raison ^c, mais il y a difference entre l'art & la chose qui est declaree par l'art. Qu'est il besoin d'exemple? Il est plus difficile d'executer que de sçauoir. Les arts sont differents de ce qui leur est proposé, côme s'il vouloit dire la science & experience ou la practique sont diuers. La medecine à la guerison pour but: la science du Maistre pilote téd d'aller asseuremēt sur mer: la prudēce veut qu'on viue verueusement ^d. L'art militaire à fin de se conduire sagement en guerre: ce qui est practiqué par l'experience dont parle l'Edict. Qui fit recognoistre la force de ysinachus à Alexandre? ce ne fust point le beau parler: mais il la monstra par experience, lors que le Roy le cuidant donner en proye au Lyon, il se rédit victorieux de la beste cruelle qu'il estouffa ^e. L'experience pour le bon capitaine.

d *lib. 5. de*
finib. fo
55.

e *Slidā*
lib. 1. de
imper. fo
20.

Et

§. CCLXIII.

Et à fin qu'aux vacations qui aduiendrōt, nous puissions faire election de personages dignes & capables, Nous enioignons aux Gouverneurs, ou Lieutenants generaux de noz Prouinces, de nous enuoyer vne liste des plus notables Seigneurs & Gēuls hommes, ayans les susdictes qualités : ensemble le nom, aage, & qualité de ceux, qui de present sont pourueus desdicts Estats.

Vne liste.] Ce §. n'est autre chose que declarer la forme que sa Majesté entend tenir à fin d'effectuer le contenu au precedent article. Il veut auoir la liste des personages signalez par les prouinces, à fin qu'aduenant vacation de quelque estat, il ne le donne point par impression à quelque homme inutile, estimant en faire grace à l'homme de valeur & digne du bié faict. Il veut fuir les malheurs remarquez par Ronsard, quand les brigues, ports, & prelers, ont lieu aux prouisions.

Par flatteurs, par menteurs, & par femmes ne donne

Ns presens ni estats: malheur s'en est suivy:

Mais bien par la vertu, qui s'aide sans personne.

Si tu le faisets ainsi tu seras bien seruy^a.

*a Buzer:
des Prins-
ces.*

Il se souuient du dire de l'Hospital instruisant son Prince,

Soit qu'il faille pouruoir aux Estats & Offices,

Ou soit aux Eueschés & autres benefices,

Euse ceux qui m'eux meritent tels honneurs:

Non les plus fauoris ni les meilleurs coureurs:

Mais comme au temps passé face le nom escrire,

Du iuge ou du Prelat qu'il luy a pleu d'eslire ^b.

^b Version
de du Bel
lay.

^c Orléans,
§. 48.

Particulièrement pour nostre ^e. Charles neufiesme
declara les Estats y contenus estre hors de commer-
ce, & en prohiba toutes trocques & contractz ^e.

§. CCLXV.

Et pource que plusieurs, qui ne sont de la
qualité requise par noz Ordonnances, ont
esté receus aux Estats de Baillifs & Senes-
chaux de noz Prouinces: Nous leur enioi-
gnons dedans vn an, pour toutes prefixions
& delais, nous nommer personnes capables
pour en estre pourueus. Et à faute de ce fai-
re dedans ledict temps, & iceluy passé: Auōs
déclaré & déclarons dès à present leurs offi-
ces vacans.

^a Para-
phrase au
sille de
Bourbon
mot de la
seneschal-
cie suil.
14.

Estats de Baillifs & Seneschaux.] I'ay dict
en ma paraphrase au stile de Bourbonnoys que les
Baillifs & Seneschaux estoient de robe courte, &
que la porte de ces Estats a esté de tout temps fer-
mée à ceux qui n'auoyent le tiltre de Noblesse, ce
que mesuis estudié de verifier par histoires & or-
donnances Françoises ^a. Neantmoins Bugnyon a
voulu desbatre ceste opinion. I'ose dire que la trop
grande volonté qu'il a de contredire, le fait rom-
pre & souuēt s'attacher à soy mesmes. Voicy com-
me il parle lors qu'il pretend me combattre. De tout
temps

temps ne sont esté en France les Baillifs & Seneschaux de courte robe, ains y en auoit de l'ogee robe, depuis lesquels les autres ont esté instituez. Puis en autre endroict recognoissant verité, & laissant sa premiere proposition, il tient ce langage: le mot de Seneschal n'a autre puissance entre nous que les Baillifs, & estoit l'estat de Seneschal seulement donné à vieux Gentils-hommes & Cheualliers, & en estoit la porte fermee aux Aduocats & legistes. Vienne maintenāt Apollon pour accorder des opinions si contraires. Les Romains choissoient les gouuerneurs d'Egypte du nombre des Cheualliers, & n'en receuoient du corps du Senat, parce que ce peuple auoit besoing d'estre tenu de court, mesdisant ordinairement de ses superieurs.

b Roys
6 11 12.
de a 10-
flice.

c 9 21. d.
e 11 1 fol.
3: 1 verb.
Baillifs.

d Calius
Rhod. 16.
16. cap. 3.

Les offices vacans. ¶ Sa Majesté declare les offices vacans de ceux qui sont entrez indignement aux Estats, conformément à ce que nos Docteurs ont remarqué, que Childeric ou Chilperic fust depouillé du Royaume parce qu'il estoit inutile au gouuernement. L'Euesque pour ne sçauoir les constitutions Grammeriennes perdit son Euesché, & à dire vray c'est autant de voir les sieges vuides & despourueus, que les voir remplis de personages inutiles & indignes des charges.

e 12 d. 6.
D. 12. d. 6.
verb. effe
inutili-
ter.

§. CCLXVI:

Nosdicts Baillifs & Seneschaux pourroient, si bon leur semble, assister à tous iugemens qui se donneront en leurs Sieges, sans neant-

moins y auoir voix ni opinion deliberatiue, ni pour ce prendre aucun emolument. Tous lesquels Baillifs & Seneschaux seront tenus faire continuelle residence en leurs Prouinces, suivant noz Edicts, & en faisant leurs cheuauchees auoir l'œil, & tenir la main forte à iustice.

*a Harm.
des Mag.
lib. 7. fol.
150.*

Affister à tous iugemens.] I'ay ailleurs ^a proposé comme les Baillifs & Seneschaux ont droit de seance au conseil & à la plaiderie mais qu'ils ne prononcent les iugemens, ne signent les dictons, & ne participent aux espices. Comme ils sont proposez pour ouyr les plaintes de ceux du pays, & faire en sorte que la force demeure à sa Majesté, & que les arrests, sentences & iugemens soyent executez sans contredict. Les Estats d'Orleans ^b montrent suffisamment à quoy ils se doiuent employer. Charles 9. voulust qu'ils fissent residence, & à défaut declara leurs estats vacans. Il les asseruit de faire leurs cheuauchees par le pays quatre fois l'an, & plus souvent au besoing, à fin d'ouyr les plaintes des subiects, tenir la main à ce que la Majesté soit reconnue, que la force luy demeure, & que les arrests & iugemens soyent executez ^c.

*b Orleans
§ 48.*

*c Orleans
§. 42. 63.*

§. CCLXVII.

Et à fin que nous ayons moyen de recompenser nostre Noblesse, & que plusieurs se puissent ressentir de noz liberalités & biens

biensfaicts : Nous auons déclaré, & déclarōs, que nous n'entendōs par cy apres, qu'aucū de quelq̃ qualité ou cōditiō que ce soit, puisse estre pourueu de deux estats, charges, & offices mesmement aux estats de Grād-Maistre Marechal, ou Admiral de France, Grand Cham bellan, Grand Maistre de l'artillerie, General des Galleres, Grand Escuyer, Coronnel de gens de pied, Gouverneurs des Prouinces: lesquels nous auons déclaré & declarons incompatibles n'y pouuoir estre tenus à l'aduenir conioinctement parvne mesme personne, quelque dispence qui en puisse estre obtenue de nous.

§. CCLXVIII.

Pareillement ne pourront les Coronnels, ou Maistres de Camp de gens de pied, General, ou Capitaines des galeres, auoir compaignie de gens d'armes.

Recompenser nostre noblesse.] Encores que les biensfaicts engendrent vne obligation naturelle pour esmouuoir à recompense celuy qui les reçoit, si est-ce que telle obligatiō n'a point de contraincte enuers qui q̃ ce soit, beaucoup moins quād le subiect s'est employé pour son seigneur. Car qu'a il faict qu'il ne deu faire ? Doncques sa Majesté se monstre debonnaire qui appelle recompense, ces

*a Neapo.
quasi 307.
num. 13.*

biensfaicts & liberalités Cecy est pour accourager les vassaux au deuoir, lesquels se monstrēt lasches au besoing (s'ils n'entreprennent quelque chose de pris) lors qu'ils voyent que la recompense de leurs seruices s'en va à ceux qui en sont indignes de tout poinct sous ces considérations Ronfard tient ce langage au Roy.

*Tu dois cognoistre ceux qui te font du service
Les aimer, les cherir, en leur fidelité.*

*Et à fin que sous toy honorer on les puisse
Hausse les aux honneurs s'ils en ont merité ^b.*

*b Berger.
des Prin-
ces.*

Je diray ailleurs comme c'est le propre des Princes de se monstrer liberaux & comme l'indiscrette liberalité se tourne en prodigalité. Pour maintenant m'est aduis qu'il seroit beaucoup meilleur de ne donner rien du tout, que de choisir les indignes, & tenir les meilleurs seruiteurs du Royaume au rang des pechés effacez. Combien de republiques ont esté en danger de choir par ce moyen? Je ne vous proposeray q̄ deux capitaines asés recogneus par noz loix l'un mal recompensé, l'autre qui a grandemēt troublé l'estat recognoissant qu'on mettoit ses seruices sous pieds. Y eust-il iamais vn meilleur Lieutenāt de Monarque que Belissaire? & neantmoins l'Empereur l'eust à desdaing, & sur le vieil aage luy fit creuer les yeux^c. Qui est ce qui despita le capitaine Narses? ce fust qu'ayant chassé les Gots d'Italie l'Empereur luy escript quelques lettres ingrates entre autres, luy faisant cōmandemēt de laisser l'Italie, & venir en cour. Au lieu de ce il appelle les Lombards qui possedoyent la pannonie, & les rendit seigneurs de ceste partie d'Italie qui est encorés auourd'huy
appellée

*c Sleida.
libr. 2. de
imper. fo.
60.*

appellée Lombardie ^d. Doncques les Monarques sont bien aduisez qui recognoissent les hommes de valeur, & ne les postposent aux plaisantins, qui ne sçauent rien mieux faire que demander à l'extreme foule du peuple.

Grand maistre.] Voyez non Harmonie ^e pour entédre quel est l'estat de grand Maistre, & comme selon les Roys, il a esté recogneu plus ou moins ^f. Conformement à cest article la Majesté de Charles 9. voulust que les Preuosts des Connestables (que i'ay dict esté ecclipsé des Grands Maistres) ne tinssent qu'un seul office ^g. Cest Edict y adioute les Admiraux, grands Chambellâs, grands Maistres de l'artillerie, General des galeres, grand Escuyer, Coronnel des gens de pied, & Gouverneurs de province. Qui voudra sçauoir q̄ valent tous ces estats, & à quoy ils s'employent, aille où ie vous ay desia renuoyé ^h. Tenons pour l'exposition de ce texte & du §. 269. que la pluralité d'offices est tres-dangereux. Nous auons desia veu comme les Canonistes ne permettent non plus tenir deux offices ou deux benefices que deux femmes, ou vne concubine avec la legitime: qui a deux offices ne fait ni l'un ni l'autre comme il appartient ⁱ. Les Empereurs en ont ordonné semblablement & sous pareilles considerations que celles portées par l'Edict. Ceux qui s'employent aux coffres sacrés (prenez les pour Maistres des requestes, Secretaires de la maison de France, ou autres Officiers de Chancellerie) ne pourront impetrer aucun autre office, à fin qu'ils ne prennent tant de commodités, qu'il n'y ait plus rien de reste pour les autres ^k. Les Preuosts, Archers,

*d li 2. fo.
6 Sleidan.*

*e lib. 1. fo.
41.
f Sleidan.
libro 3.
fol. 70. de
quatuor
impe Ce-
luis Rho-
digi lib.
12. ca. 17.
g § 66.
h Harm.
des Mag.
Romains
et Frâc.
liur. 1. fo.
43. 48.
49. 50.*

*i Pragm.
sancti vix.
plurali-
tatis. fol.
69.
k l. hæ
parte lib.
12. C. de
proxim.
sacro scri-
niæ.*

Archiers ou Iuges inferieurs qui cognoissoient des petites causes, ne pouuoient tenir aucun autre estat ¹. Telles defences estoient generalles pour tous Officiers de guerre ^m. Marquons que ce n'est sans consideration que sa Majesté a voulu comprendre en ces deux §. les grands maistres Mareschaux de France, & Coronnels de l'infanterie: veu que les Empereurs Valens, Honor, & Arcad, estoient en pareille opinion ⁿ.

*Il. r. C. de
prop. sit.
agens.
m l. iis
quidā. C.
qui mil.
possunt.*

*n sit. de
prafect.
prator. &
de prap. os.
fact. subis.*

§. CCLXIX.

Quiconque sera pourueu d'office, ou couché en estat de nostre maison, ne pourra estre en estat ou office d'aucun autre Prince ou Seigneur, quel qu'il soit, Autrement sera l'estat & office qu'il tient de nous, réputé vacant, Et dés à present entendons, que ceux qui en tiennent, soyent contraincts oster l'un desdicts estats dedans trois mois apres la publication de la presente Ordonnance.

Office d'aucun autre Prince.] Cecy n'est que reditte du contenu aux §§. 112. 113. cy dessus couchez, voyez ce que nous y auons proposé & si celui qui a deux offices reçoit double salaire. ^a.

*a Barto.
l. x. lib. 12.
C. de prap.
pos. agē.*

§. CCLXX.

Vacation aduenant des estats de Mareschaux de France, Nous n'entendons y pour-
voir

uoir, iusques à ce qu'ils soyent reduits au nombre de quatre cōme au parauant, la moitié desquels seront ordinairement près nostre personne, & les autres seront les cheuauehes accoustumees. Et oultre le serment que ils presteront en noz mains, en les pouruoyans desdictes charges feront autre serment en nostre Cour de Parlement à Paris, ainsi qu'ils souloyent faire par cy deuant.

Mareschaux de France.] Vous pourrez voir de la iurisdiction des Mareschaux de France, mon Harmonie des Magistrats Romains & François ^a.

*a Harmo.
lib. 1. fol.
48.*

§. CCLXXI.

Les Gouverneurs de prouince de nostre Royaume seront reduits à la forme ancienne au nombre de douze, & en chacun desdicts Gouvernemens n'y aura qu'un Gouverneur & vn Lieutenant, excepté neantmoins nostre prouince de Normandie. Et auons reuocqué & reuocquons par ces presentes tous Gouverneurs, qui auront esté par cy deuant instituez ou commis aux villes particulieres de nostre Royaume, pour la necessité de la guerre pendant les troubles, quelque commission qu'ils en ayent de nous.

Reduits

Reduits à la forme ancienne.] Apres que la
 race des gouverneurs de Cappadoce eust prins fin,
 les Romains leur permirent de viure en franchise
 & liberté, sans s'arrester à autre puissance que la
 Romaine. Ce miserable peuple, quin'auoit enco-
 res gousté le doux fruiet de liberté, ne sceut prendre
 ces offres de bonne part, mais supplia instammēt les
 Romains deluy dōner vn Gouverneur. Telle pour-
 suite estōna fort le Senat qui ne cuidoit point qu'il
 y eust gēt tant brutalle de courir à la seruitude, con-
 tre laquelle le residu des hommes employe les biens
 & la vie propre: & non seulement les hommes sont
 là logez, mais encores les brutes. Dōcques leur fust
 permis de s'essire des Gouverneurs, veu qu'ils n'a-
 uoyent peu endurer liberté dans leurs terres^a. Et de
 faiet és lieux où les subiects sont obeissans aux sou-
 uerains, les Gouverneurs ne valent qu'à la ruine du
 peuple, & quelquesfois de l'estat. Iustin institua des
 exarques par les villes d'Italie, & les annales tiennēt
 que ceste institutiō fust la cheute & ruine du pays^b.
 Bartole remarque combien le nom de Gouverneur
 est odieux, & qu'à ceste occasion les Empereurs du
 paisé n'en voulurent vser, mais appellerent iuges
 ceux qu'ils enuoyerēt par les prouinces pour main-
 tenir le peuple en paix: comme la France se conten-
 toit des Baillifs & Senechaux (gouverneurs naturels
 & de iustice) auant que les guerres ciuiles en eussent
 tant enfanté^c. Maintenant le Monarque, qui refor-
 me les abus les reduit au nombre ancien, il n'y va
 plus que de l'execution de sa volonté.

Vn Lieutenāt.] Nous desiroux de soulager no-
 stre peuple (disoit Iustinian) defendons aux Gou-
 verneurs

^a *Calina*
Rhodigi.
lib. 18. ca.
30.

^b *Gleidā.*
lib. 2. de
quatuor
imper. fo.
61.

^c *Barto.*
auth. vt
null. iudi.

uerneurs d'Orient & d'Illyrique de prédre aucuns Contes des largesses, Pretoriaux, ou des choses priuees, pour les enuoyer par les prouinces, tenir leurs places & faire l'estat de Lieutenans: Suffit qu'il y ait deux Lieutenans, l'un en Hofdrame, l'autre en Mesopotamie, sans qu'on en puisse mettre d'auantage, sinon au temps de guerre; & en ce cas ils auront lettres de nous ^d.

La necessité de la guerre.] Aristote commande au Prince de traicter les subiects par douceur plus que par rigueur & cruauté, d'autāt que les gouuerneurs rigoureux ne vōt guerres loing. Quelque force qu'il y ait au Royaume, lors que le subiect ne recognoist son deuoir que par crainte, il recherche les moyens de secouër le ioug ^e. De là le Chancelier François instruisoit ainsi son Roy ^f.

*d Authē.
et nullū
iudic. licet.
hab. loci
seruator.
e Tours
fueill 15.
f Version
de Dubel
lay.*

*Nous sommes obligez l'un l'autre secourir,
D'oublier toute haine, & l'ire ne nourrir (prie
Jusqu' au Soleil couchant, mais sans qu'on nous en
Pardonner à chacun. Nous aurons dont la vie
Est obscure & priuer, & qui comme les Roys (loix.
N'at touchons point aux Dieux nous vsons de ces
Que doit dōc faire vn Roy qui se doit mōstrer digne
De la race des Dieux dōū vient son origine?
Or toy qui tiens de Dieu ton souverain pouuoir
Et sur les autres Roys excellent te fais voir
Autant que sont les Roys sur le bas populaire,
Soyez doux & clement, la douceur te doit plaire.
Si tu veulx plaire à Dieu, la clemence qui vient
Du ciel, sur toute chose aux grāds Princes cōuient. a Berger.
Est il possible de dire plus en peu de parolles qu'a des Prin-
fait Ronlard ? ces.*

Porte

*Porte dessus le front la honte de mal faire,
Aux yeux la grauité, & la clemence au cœur,
La iustice en la main : & de ton aduersaire.
Fust il moindre que toy ne sois iamaïs moqueur.*

Henry qui scait sur le doigt practiquer tous ces beaux enseignemens proteste que c'est contre son intention que son peuple soit asserui par tant de particuliers Gouverneurs, & que la necessité de la guerre force sa volonté de les tollerer. Il scait assés que ces hommes arriuez aux prouinces ne parlent que de feu, de sang, d'armes, de soldats, de munitions, de fortifications, de trouuer deniers, de subsides, d'impositions, & que ces voyes ne tendent qu'à la desolation du pays.

§. CCLXXII.

N'entendons doreseuauant admettre plus aucunes resignations desdicts estats de Gouverneurs.

Aucunes resignations.] L'Empereur Antonin parla ainsi de l'election des Gouverneurs. Les Irenarques, qui sont pour la tutelle des prouinces, & font entretenir paix & concorde aux pays qui leur sont commis, seront nommez par les Maire & Escheuins, & approuuez par le Presidēt de la Prouince ^a. Si vous receuez les elections les ventes & resignations en seront bannies. Que si le Gouverneur achapte sō estat, le pays le payera quoy qu'il tarde. Il n'y a loy qui n'aye defendu ce chemin ^b, & sa Majesté retrenche les resignations recognoissant qu'elles tendent à ce but.

Seront

^a l. i. lib.
ii. de iur.
iur.

^b l. Sancius,
C. ad
l. iul. repe-
tund.

§. CCLXXIII.

Seront tenus lesdicts Gouverneurs de résider en leurs Gouvernemens, & exercer en personne leurs estats, six mois de l'an pour le moins. Et quant aux Lieutenans feront continuelle residence, sans pouvoir partir desdictes Prouinces, mesmes en l'absence du Gouverneur, sinon par nostre congé & permission expresse.

En personne leurs estats.] Qui voudra rechercher les loix il trouuera comme le vieil gouverneur ne pouvoit apres son terme quitter la prouince auant l'arriuee du successeur. Il y verra la necessité qu'ils auoyēt de passer par les chemins là ordonnez, comment & quand ils deuoyent estre desfrayez, les harengues de louanges & recommandation qu'ils pouuoient receuoir, comme ils pouuoient permettre de dresser statues en leur nom, & receuoir les dons & presents offerts ^a. De quoy i'ay amplement discourt sur la coustume de Bourbonnoys ^b, ensemble en quoy leurs charges consistoyent & comme ceux s'y doiuent gouverner qui veulent acquerir ou conseruer leur bonne reputation. Les histoires sont remplies de tous ces poincts. Suffira maintenant de proposer qu'Auguste enuoyant le Prince Caius fils de sa seur pour gouverner l'Armenie pria les Dieux de luy donner pour compagne la bienueillance & amitié de Pompee, l'audace d'Alexandre, & la fortune

^a Barro. aushē de admim-stra lib. 1. C. de statu. ^b Titire des assu-rem.

*f. Celiu
Rhod lib
9. cap. 20.*

d'Octave^c. Que seruiroyent toutes ces qualités à qui voudroit faire sa charge par Lieutenant.

Aux Lieutenants.] Demandós icy si les charges & contractz sont tellement personnels qu'il ne soit loisible les parfaire par Lieutenants. Bartolle pose ces reigles en tous cas où l'industrie n'a point esté, respectée il est loisible de se choisir vn substitut: l'autre en parolles negatiues: quand l'industrie de la personne est choisie on ne peut faire sa charge ou accomplir sa promesse par substitut. La premiere doit estre entendue pourueu que celuy qui veut substituer donne vn substitut approchant de ses merites. Le gouuerneur de Prouince ne fait son deuoir qui veut commettre vn pied plat, vn citadin mal zellé, ou vn aubereau desemplumé, si stupide qu'il ne scauroit dire qu'il est venu faire au monde. Le Docteur qui pense faire ces leçons par substitut, doit fournir vn Docteur & ne seroit assés de presenter l'escollier, encores qu'il eust assés ample cognoissance des loix. Lors que l'industrie de la personne a esté la principale consideration pour laquelle il a eu la charge, ou qu'on a contracté avec luy, faut qu'il mette la main à l'œuvre, & ne sont receus les substituts. Cecy doit estre ciuilement entendu pourueu qu'il ne soit point appelé à plus vrgent affaire. L'imitation qui a toujours excusé les Baillifs & Seneschaux & gouuerneurs de residence, quand le Roy les a mandé pour approcher à pourpre^d. Si aux contractz est faict mention de l'heritier, la substitution aura lieu, & l'heritier sera tenu du faict & promesse de son predecesseur. Car on n'a pas eu principalement esgard à l'industrie
de

*d. Bart. à
i. C. de
prop. li
1^{re}.*

de la personne: & au contraire si elle a esté en consideration de la personne, l'heritier n'en sera tenu. Posez le cas, Pierre a promis d'escrire quelque liure de sa propre main, il decede, l'heritier sera-il tenu de l'accomplir? Antoine a promis de tenir Iacques dans sa bouttique l'espace de cinq ans pour luy apprendre son mestier, s'il decede la seconde annee, l'heritier sera il cōtrainct d'accomplir la promesse? Non. En ces cas & autres semblables touchant les promesses de faire quelque chose, nous disons, *autant tenu autant payé*, & ne contreignons l'heritier de paracheuer l'œuure non plus qu'il ne seroit receuable à poursuiure le paracheuemēt par vn autre e. Demãdons si les Gouverneurs & autres qui se creēt des Lieutenãts sont tenus de leurs fautes. Ceux qui auoyent la charge des magasins & greniers publics deuoyent en personne regarder s'ils estoient bien & deuēment couverts, sur peine d'en respōdre à leur priuē nom, & pouuoient proposer personnes prudentes, fides, de bonne renommee, pour les mesurer & apprecier. De là Bartolle fait vne illatiō: q̄ celuy qui a quelque grãde administratiō peut prendre des substitués, & qu'il n'est respōsable de leurs fautes f. Toutesfois luy mesmes tient le cōtraire en beaucoup d'autres endroiets, ses dernieres opiniōs sont mieux receues, principallemēt quand celuy qui a la charge la peut faire en personne g. Le iuge qui s'est choisi vn assesseur est respōsable de ses fautes h. Et neãtmoins les Docteurs diēt q̄ le Chastellain ou garde d'uchasteau qui s'est reposé de la garde sur qlqu'un de ses parēts estimē de to^e hōme de biē, à q̄ ne voudroit iouer faux bō, n'en estre tenu si ce substitut

e Syntag.
iur. verb.
hereditibus
fol. 474.
col. 2.

f l. 1. c. 2.
2. C. de cō
dit. in pu
blic. hor
reis.
g ad l. nul
lus. 2. c. 2.
l. nemiñ.
C de deuo
rionib.
h Syntag.
iur. verb.
assessoris.
col. 1 fol.
39.

j. Anton. change de courage, & baille l'entree aux ennemis,
Gabr lib. Est-ce d'autant que la science peut estre recogneue
7 de cri & que la bonne ou mauuaise affection est cachee
mimb co- aux plus clair voyans?
clud. nu.

62. §. CCLXXIII.

Voulons que les Ordonnances faictes par les Roys noz predecesseurs, pour le reiglement du pouuoir & cognoissance des Gouverneurs de noz Prouinces, mesmes l'Ed. & faict à Molins par fea nostre tres-cher & tres honoré Seigneur & frere, le Roy Charles, soit entierement gardé & obserué. Et en ce faisant auons declaré que lesdicts Gouverneurs ne peuuent, & leur defendons, donner aucunes lettres de grace remission, & pardon, foires, marchés, & legitimations & autres semblables: d'euoquer les causes pendantes par deuant les Iuges ordinaires, & leur interdire la cognoissance d'icelles, & s'entre-mettre aucunement du faict de la iustice: leur enioignans toutesfois, où besoin seroit, de prester aide & secours de force militaire à la iustice pour l'execution des sentences & iugemens de nosdicts Preuost de Paris, Baillifs & Seneschaux, & Arrests de noz Parlemens, & tenir le pays à eux commis en seureté, les garder de pilleries, visiter les places fortes, & nous aduertir des entreprinſes que
 on

on pourroit faire en noz Royaumes, pays, & terres de nostre obeissance, qui sont de leurs gouvernemens.

L'Edit fait à Molins.] C'est le vingt-deuxiesme . qui pretend reigler les gouverneurs de Prouince avec les Baillifs & Seneschaux à fin qu'ils ne soyent confus, & ne se donnent empeschement à leurs charges. Tous deux font les cheuauchees par les Prouinces, mais diuersement. Car les Gouverneurs visitent les places fortes, tiennent le pays en seurte, le gardent de pillerie (c'est à dire ne detroyent permettre que les compagnies d'hommes d'armes ou de soldats & pietons se vinfent mettre en conche, équipper, & refaire les nés aux despens du peuple, comme il se practiquoit nagueres) & aduertissent sa Majesté des entreprises qu'on pourroit faire dans leur gouvernement. Et les Baillifs & Seneschaux font le cours quatre fois l'an pour ouyr les plaintes des subiects, en dressent procès verbal, le communiquent & conferent avec la iustice, puis enuoyent leur aduis à Monseigneur le Chancellier. Tous deux concurremment do-uent s'estudier de tenir le pays en seurte, & faire en sorte que la force demeure à sa Majesté, & peiner à ce que les arrefts, iugemens, & sentences soyent executez ^a. Je diray ailleurs à quels despens ces cheuauchees se doiuent faire. Voyez cependant mon Harmonie des Magistrats Romaines & François ^b.

*à Molins
§. 22. Of-
léans §.*

49.

Lettres de grace.] Cecy est vn des cas ^c propres à sa Majesté de sorte que celui qui a

*libr. 1.
fol. 56.*

haulte iustice peut incarcérer, confisquer, condamner à la mort, mais ne peut apres la condemnation rappeler ou donner lettres de grace^c. Le residu des cas defédus aux gouverneurs est touché dans mon Harmonie des Magistrats Romains & François lors qu'ay proposé les cas reseruez à sa Majesté, au souverain Pontife, & à l'Empereur^d.

Du faict de la iustice. Il y a beaucoup d'offices (dit Bartolle) qui ne doubtét de donner honneur & dignité au possesseur combien qu'il soit privé des iugemens. Tel est le capitaine du Prince de Gue'phes, qui ne s'entremet du faict de la Justice^e. A ce propos les Empereurs Valentinian, Gratian & Honoré disoyent que les illustres Comtes, coronnels de l'infanterie, & Maistres des gendarmes, n'entreprenoyent cognoissance sur les habitants des Prouinces, & que les iuges ne s'embesoi-

gnoyent des gens de guerre^f. Je ne veux pas nier que s'ils recognoissoyent quelques vsurpateurs du bié d'autrui, ils ne peussét poursuiure les Officiers de iudicature à ce que iustice en fust faicte^g, mais ne leur appartient d'en prendre la cognoissance. C'est pourquoy les loix ont baillé entree à telles charges aux ignares, qui n'ont cognoissance aucune des lettres^h. Ce qui depend des armes est de leur gibbier, lors que par armes faut resister à la force, non si la punition en est poursuiue par iustice. A ce propos Bartolle a quelquesfois questionné: si par l'appoinctement avec l'Archeuesque de Milan, où fust diét que la protectiō & gouvernemēt de quelque chasteaux demeureroient aux Vbaldins, sçauoir si ces mots, Protection & gouvernement, leur donnoyent la iurisdiction: il a conclud que non, mais simple-

*c Syntag.
iur. col. 1.
fol. 354.*

*d iur. 1.
fueil. 30.
iufques à
30.*

*e l. 1. nu.
11. demu-
lier li. 10.
C.*

*f l. 1. C. de
offi. mag.
milis.*

*g l. defen
soris. C.
de defenf.
ciuit.*

*h Barto.
l. expertes
C. de decu
rio. li. 10.*

ment la defense de faict & d'armes, ainsi que les Gouverneurs ont accoustumé d'en vser ^{i.}

En seurte & les garder de pillerie.] I'ay discouru en mes cōmentaires sur la coustume de Bourbōnoys cōme les gouverneurs doiuent garder de pillerie le peuple qui leur est cōmis, & ay diuisé l'oppression en celle qui vient de l'estrāger, & celle qui est faicte par ceux de la suite des Gouverneurs. La premiere est facile à esteindre, & la derniere demeurera si longuement que l'estat aura son estre. Et n'est point de merueille veu que les Empereurs ont faict tant de louables constitutions pour les retenir lesquelles sont demeurees sans effect. Ce peuple cuide que sa grandeur le dispense de bien faire, & al'aureille sourde à tout ce qu'il pèse cōtraire à son profit, & auctorité. Cōmēt est ce que Theodose vouloit que les gouverneurs de Prouince fussent qualifiez? Nous voulons (disoit il) que ceux soyent receus à gouverner qui n'y aspirēt point par ambitio, ou par argēt, mais pour estre recogneus de bōne vie, soubz condition qu'ils presterōt serment à leur reception qu'ils n'ont donné aucune chose, ni dōneront cy apres par eux ou persōnes interposees, par cōtract de vête, donatiō, ou autre couleur recerchee. Et qu'ils ne receurōt aucune recōpense soit dūrant la charge ou apres, des peines qu'ils auront prinsees pour soulager les subiects ^{k.} Le seul honneur d'auoir bien gouverné la prouince est plus que suffisant pour les recompenser, & leur grandeur ne doit estre aux despens du peuple : en sommaire ils doiuent auoir les mains nettes. Le Gouverneur qui est d'autre qualite est pire que la contagion dans le pays,

*i. l. r. mō.
2. C. de
exco. mu.
lib. 10.*

*k. l. 1. f. 1.
mō. C. ad
l. 1. l. r. p. 1.
und.*

l'histoire nous apprend que la victoire de Marcel qui entra dans Syraculé à main armée n'osta point la vie à tant d'habitans que Verres qui fust enuoyé pour la gouverner emporta d'Idolles d'or & d'argent de leurs temples¹.

*l. Steidā.
de 4. sm-
per fo. 25.
lib. 1.* Visiter les piaces fortes.] L'Empereur Iustian ayant parlé des gouverneurs de prouince & de la diligence qu'ils doiuent mettre à conseruer les subiects finit ainsi son propos: Et d'autant qu'il est expedient d'auoir des mortepayes sur les frontieres & limites des prouinces qui empeschent les ennemis de faire le degast aux terres de noz subiects, vous ne ferez faute d'aduiser quel nombre de gédarmes sera necessaire pour garder les terres qui sont sur la lisiere & d'en dresser estat, à fin que s'il est bien faict nous le confirmions, ou autrement y adioustions ce que verrons faire besoing^m. Les Grecs (speciallement ceux de Sparte) auoyent officiers particuliers appelez *Harmostes* employez aux reparations & structures des tours & des villes & places fortes. Les Corinthiens leur donnoyēt vn autre nom: mais pour tout cela ne peuuent pretendre la cognoissance des œuures publiques faites ou entretenues des deniers patrimoniauxⁿ.

*ml in no
mine. C.
de off pra
fect. pra-
sor. Afri
ca.* Nous aduertir des entreprinies.] Les Indes ont Officiers appelez Euesques qui s'éploient à espier toutes les entreprinies de la contree, à fin d'en aduertir le Roy en toute diligence, ou les premiers Officiers, lors qu'il est absent^o. Ces charges sont donnees à personnaiges graues, de grand Majesté & prudence. C'est pourquoy l'antiquité les appelloit Satrapes, & que communement on les dict estre

*l. 1. C.
deration.
oper pub.
Cal. Rhodig.
lib. 18.
cap. 3.
o lib. 18.
c. 31 Cal.
Rhodig.*

estre les yeux, & les aureilles du Roy : parce que par leur moyen il voit & entend tout ce qui se passe au Royaume, & y donne prouision sinon que, comme Galien, il aye plus son aise en recommandation que le salut de ses iubeicts, ou (sans chercher l'estrange) que les remonstrances de Poton ou la Hire n'eussent plus de lieu qui sceurent retirer le Roy des dānies & festins pour faire teste à l'Anglois, qui s'estoit desia fait Seigneur de l'Aquitaine, Histoire de laquelle le Chancelier fait mention en ceste sorte.

p Calius
Rhodigi.
lb 14.
cap 19.
q Stridā.
lib 2. fol.
44. 45.
de quatu.
imperijs.
r Mōsieur
de l'Hos-
pital re-
mōstre au
roy Char-
les 9. ver.
de Dubel

*L'Anglois auoit chassé le François d'Aquitaine
Et sa de desespoir toute France estoit plaine,
Quand la Hire & Poton tous deux cheualereux,
Retournerent de là tristes & douloureux
Comme portoit le temps, & le malheur de France. les.
Ils entrent chés le Roy, luy font la reuerence.
Le Roy dansoit alors, & avec luy dansoyent.
Les dames de la Cour qui plus belles estoyent :
Aussi tost qu'il les voit, aussi tost leur va dire :
Ne danse se pas bien ? lors Poton ou la Hire
Ne sçay lequel des deux, plain de triste souci
Tirant vn long sousspir luy va respondre ainsi :
He que vous perdez bien en ces voluptés (Sire)
Où vous estes plongé, ce florissant Empire !
Ce mot ne cheut en vain : car on dict que le Roy
Dés l'heure se changea, & qu'il reuint à soy.*

§. CCLXXV.

Suiuant noz ordonnances, defendons
à tous noz Gouverneurs, Baillifs, Senes-

chaux, Tresoriers de France, & Généraux de noz Finances, Eus, & autres quelconques noz Officiers, de leuer ou faire leuer aucuns deniers en noz pays, terres, & seigneuries, sur les subiects d'icelles, quelque autorité qu'ils ayent, ou pour quelque cause que ce soit: Ne permettre qu'autres en leuent, soit en nom de particulier, ou de Communauté, sinon qu'ils ayent noz Lettres patentes precises & expressees pour cest effect, qui soyent enregistrees aux Greffes des Sieges presidiaux des lieux, où la leuee se fera, le tout à peine de confiscation de corps & de biens. Enioignant à noz Procureurs généraux & leurs Substituts, d'auoir l'œil à ce qu'aucune leuee ne soit faicte, & de nous aduertir de ce qui sera faict au contraire, sur peine de priuation de leurs estats.

a Harm. des Mag. fol. 36 37. lib. 1 Anton. Gab. lib. 5. de prescript. conclus 1. num. 4. b §. 10. morassem b. er. Syn. tagm. sur. verb. colle. Elam. col. 2. fol. 113. Bart. l. ni. lnl. nu. 2. C. de sum. perind. Et.

Et autres quelconques.] I'ay ailleurs mis la leuee des deniers entre les cas Royaux ^a, qui monstre asés n'appartenir à autre quelconque de s'en accommoder, sous quelque couleur que ce soit, & me suis estudié d'interpreter le texte de la coustume de Bourbonnoys permettant aux habitans qui ont corps commun, de s'assembler pour faire imposts ^b. Partant ne rediray comme les corps communs se peuuent gratifier pour subuenir à leurs affaires communs. Je ne vous proposeray non plus la question de Bartolle pour sçauoir si le docteur regent peut tail-

ler les escoliers ^c. C'en'est point proprement tailler, c'est vne gratuite & yolontaire leuee de deniers que les escolliers font eux mesmes pour subuenir au pauvre regent qui n'a moyen de s'etretenir sans leur aide. C'est (non vn parement) mais vn petit effort en recognoissance des biens qu'ils recoiuent du regent qui nourrit leur esprit. Mais diray que les Gouverneurs de Prouince sont specialement interdits de leuer argent sur le peuple, & que les loix ont banni leurs domesticques, qui (abusans de l'autorité des maistres) contreignent ceux du plat pays de fournir bois, foin, auoine, ou autres denrees, les appellent à la cournee, prennēt leurs cheuaux, beufs, charrettes, & autres carriages pour s'en accōmoder &, qui plus est, elles veulēt que les subiects du Prince soyēt bannis perpetuellement, avec confiscation de biens s'ils s'offrent yolontairement à ces daches ^d. Les Docteurs ont sagement remarqué combien il est perilleux de se monstrier liberal à l'édroiēt des gouuerneurs, s'il y en a vn bon & qu'en recompense du doux & gracieux traictement vous estes si lourdeaux de luy presenter quelques deniers à prendre sur le peuple, il s'essayera de tourner ceste liberalité en contraincte & necessité ^e: & ses successeurs (quoy que beaucoup moins affectionnés,) prendront ces courtoisies pour despendances appartenātes à l'office. Vous ne faudrez d'incontinent ouyr ce langaige auquel est impossible de respondre sans offencer ou estre offencé. Mōsieur le Gouverneur a aussi bonnes lettres du gouuernement comme auoit l'autre: il est esgal en merites: aussi affectionné enuers le pays: & se ressentira, quelque bonnē

*c Bartol.
ausiē de
indicib. §.
ne autem.
moro. d.*

*d Syntag.
iur. verb.
banni fo.
66. vers.
col. 2.*

*e Ludom.
de Gōza-
din. consi.
27.*

bonne occasion se presentant du traictement qu'il receura. Rendez vous iuges de ce different, il y faict beau. En somme ne reste plus rien sur ces remonstrances qu'accorder le don, & poursuivre les lettres à fin d'auctoriser la depesche si tost que le pays l'a accordé (& quelquesfois ribon ribaine) le parchemin cité volle, commandant la leuee.

Noz lettres. Noz Docteurs ont traicté cōme il faut croire aux Cardinaux qui proposent auoir lettres de sa Saincteté pour effectuer quelque chose: & aux Lieutenans de Roy & autres tenans les premieres dignités qui se dient auoir parolles de creance de sa Majesté, sans monstrier lettres aucunes de leur legation. Tous sont d'accord qu'il ne faut adiouster foy à leur dire quand l'affaire qui se presente est des reseruez à sa Majesté. Il ne faut croire au Gouverneur qui dit que le Roy luy a donné permission de leuer deniers sur la prouince, ce cas n'appartient qu'au souuerain: le Gouverneur parle pour son profit, & le peuple en receuroit interest. Donques les lettres sont necessaires. L'ordonnance d'Orleans approuua ce dire & voulust qu'il fust informé contre toutes personnes qui sans commission vallable ont leué ou faict leuer deniers sur les subiects soit par forme d'emprunts, cottisations particulieres, ou autrement sans auoir baillé quittance d'iceux & rendu compte à fin d'y estre pourueu selon raison. Quoy? rendre les Lieutenans du Roy alléruis à compter des deniers prins sur le peuple? Ils auroient trop de peine. N'est ce contre l'histoire de Pericles Prince des Atheniens? il auoit prins vne grande somme de deniers publics laquelle fust deli-
urée à

*f Bart. l.
nihil. tit.
de super
indict.*

*g Orleans
9. 31.*

urée à Cleandre & Plifanac Ephores de Lacedemone, à fin qu'ils fissent quelque trahison favorable à ceux d'Athenes. Le pays poursuiuoit Pericles de ses comptes, lors qu'il vint à cest article il ne voulust accuser l'escolle, mais mit en ligne de compte, *Telle somme employee pour le bien public* ^h. Ceste histoire est de dangereux exemple enuers qui que ce soit. Que s'il y a lieu de la trouuer tollerable, c'est lors que deux grands Princes sont en guerre pour auoir des pensionnaires à fin de descouuir les menees de l'ennemi, non enuers ces petits Lieutenans, ou soubslieutenans de Prouinces particulieres, qui feroient du bien public le leur propre. Faut donques qu'ils dient expressement à quoy ils ont employé les deniers.

*h Calius
Rhodigi.
lib. 1. c. 8.*

Qu'aucune leuee ne soit faicte. ¶ L'Empereur Anastase escrit ainsi au preposé au Pretoire, si aucun est si osé de leuer deniers sur le peuple contre la defense portee par noz ordonnances, le Gouverneur de la prouince le fera empoigner, & vous l'enuoyera lié & gartott. Permettons en oultre aux pays qui se trouueront foullez, & recognoistrôt ces leuees iniurieusés & excessiues, de resister aux entrepreneurs, & leur faire ressentir combien est grande leur folie ⁱ. Mais la France n'approuue ceste resistance: si la leuee se faict sans lettres faut former opposition, si avec lettres, est besoing de se prouoir par humbles requestes à sa Majesté à fin d'estre deschargez.

*i l cōtra.
C de exc.
cutorib.*

Nul

Nul ne sera par nous pourueu de Capitaineries és places fortes de nostre Royaume, qu'il ne soit naturel François, cogneu par longs seruices faicts à nous, & à noz predecesseurs Roys. Et ne pourront lesdicts Capitaines desemparer lesdictes places, pour quelque cause que ce soit, sans nostre exprés commandement. Defendant tresexpressement de conuenir à pris d'argent, ni autre chose equipolent, pour se faire pouruoir desdictes Capitaineries, sur peine de priuation d'icelles par les pourueus, & confiscation de deniers, ou autres choses equipolent, qui en auroyent esté baillez.

Es places fortes de nostre Royaume.] Je ne disputeray point icy (parce qu'il est ailleurs déclaré) li le Seigneur en temps d'hostilité peut mettre des gens de guerre pour la conseruation du chasteau qui est tenu de luy en fief. Et s'il fait reparer & fortifier qui sera tenu aux frais de la fortification, despens, & paye des soldats ². Aussi (à mon aduis) ceste matiere est quelque peu esloignée du texte qui doit estre entendu des places fortes de la couronne, & non d'autres sinon que ce fussent chasteaux sur les lisières, de la conseruation desquels despendit l'assurance de la prouince.

Naturel François.] Lors que Pericles estoit Preteur d'Athenes, il poursuiuit la loy par laquelle tous ceux furent reiettez des premieres dignités de

la Republicque qui ne seroyent nez de pere & mere citoyens ^b. Iustinian s'esloigna de ceste constitution. Quel interest y a il (disoit l'Empereur) que la Republicque soit soubstenue par les enfans ou par le gendre ? il n'y a point de diuersité que la loy cōserue les originaires ou reçoie les nouueaux venus ^c. Ce que Bartolle approuue lors que le pays est si desnüé de ses propres enfans qu'il faille par necessité se seruir des estrangers ^d, & Bartolle & Pericles sont mieux receu en France : aussi l'assemblée de lours parla ainsi au Roy pour euitier aux dāgers q pourroyēt aduenir au Roy & au Royaume, à cause q les chasteaux, forteresses, & place fortes alsises sur la mer es frontieres, & autres pays qui sont entre les mains d'aucuns estrangers (car il est aduenü par les guerres des Anglois qu'aucunes places estant es mains d'aucuns estrāgers ont par iceux esté baillees aux ennemis) semble ausdicts Estats q les places du Royaume pour plus grande seureté doiuent estre mises hors des mains desdicts estrangers & baillees à garder aux Seigneurs & Nobles homes des pays ou lesdictes places sont alsises. Sēble aussi ausdicts Estats que les Seigneurs & nobles du Royaume chacun es pays & contrees d'où ils sont doiuent estre preferez aux grands Estats & Offices du Royaume comme capitaineries de gendarmes, Seneschaulcees, Bailliages & autres offices, chacun selon son estat & qualité, & requerēt lesdicts Estats qu'il plaise au Roy d'ainsi faire. Car lesdicts seigneurs & nobles hommes seront plus curieux de faire garder ordre & police aux gendarmes, & plus attentifs à garder lesdicts chasteaux, & en pourront mieux res-

*b lib. 19.
c. 32. Cal.
Rhod.*

*c l. si quis
naturalē.
C. de nat.
liber.
d Bart. d.
l. si quis
naturalē.
C.*

pondre

pondre, & si ne feront pas au peuple les molestes, pour les prouisions des places & autres choses comme ont faict & font lesdicts estrangiers. Et si auront plus à cœur l'exercice des offices & de la iustice, que les estrangiers pour profit & gain auoir. Semble aussi ausdicts Estats q̄ ledict Seigneur se doit seruir en sa maïsō & au tour de sa personne des Seigneurs & Gêtilshommes des pays de son Royaume, & de leurs enfans, luy requierent & supplient d'ainsi le faire ^e. Ce propos pourroit appeller la question pour sçauoir s'il est meilleur de dresser les armes de diuerſes nations, ou les prendre seulement des prouinces subiectes : mais ie m'en remets. Voyez aux histoires le grand aduantage que les Carthaginois en receurent au temps de leur bon capitaine Hannon ^f.

*e Touris
de l'estat
de vbleſ
se. fol 22.*

*f Calim
Rhodigi.
libr 29.
cap. 2.*

Sans nostre exprés commandement.] Les Docteurs de nostre profession qui ont voulu peiner de respondre aux affaires d'estat, ont demandé si le Chastellain (nostre Edict le nomme capitaine) doit abandonner la forteresse au premier qui luy apporte lettres signees de sa Majesté : & ont voulu auoir esgard à la teneur des misſiues, si elles font mention d'abandonner la place en termes generaux, ou de la remettre es mains de tel Seigneur de tel lieu que nous vous enuoyons pour le receuoir. Au premier il ne la doit laisser despourueue, & la quitter sans qu'un autre en prenne la defense. Au second faut obeir aux commandemens, pourueu que lors que le Prince l'en enſeſina il ne luy eust donné aucun signal seruant de croance, car s'il en a quelqu'un, toutes les lettres des Secretaires, tous les cachets & signatures de la

de la Majesté, ne le doiuent faire demordre sans
 voir le signe secret. Ils doiuent aduiser à l'ordi-
 naire obseruance des souuerains qui punissent sou-
 uent les Capitaines paresseux laissans surprendre
 les places fortes qui leur sont donnees en garde, de
 mesmes que s'ils auoyent composé à deniers com-
 ptans pour la deliurance ^h. Et ces piafeurs qui
 promettent la mer & les montaignes, se iettent
 dans les forteresses au premier remuement, puis, le
 feu allumé, abandonnēt la place ne peuuet eschap-
 per sans punition. Qui s'empare d'un fort en temps
 de guerre, sous intention de le defendre se rend
 respōsable de la rendue, encores que l'ennemi l'aye
 inuesti, & assailli. S'il n'auoit le cœur de perdre la
 vie à la defense, il deuoit laisser le ieu à un autre
 mieux accouragé ⁱ.

Pris d'argent ou autre chose equipolente.]
 Le souuerain fait iniure au capitaine qui s'est tou-
 iours mōstré loyal, de le déposer à la premiere opi-
 nion pour y en mettre un autre, & le Capitaine est
 poltron qui ne se ressent de l'honneur que son Prin-
 ce luy a faict, mais à la premiere occasion se reuge
 du parti de l'ennemi, luy abandonne la place les
 bagues sauues, c'est à dire, à pris d'argent. Pour le
 premier Cesar n'eust aspiré à l'Empire si on luy eust
 voulu continuer le gouuernement de nōz Gaules,
 & que le Senat l'ayant delia priué du Consulat, ne
 luy eust point cōmandé d'abandonner les legions.
 Pensez vous que le Triomphe de Luculle n'eust
 pas un regret caché, se voyant commandé de laisser
 l'exercite Romain sur le poinct que le Roy Mitri-
 dates n'en pouuoit plus, pour bailier à Cnee Pom-

*g Syntag.
 iur. verb.
 fendit fo.
 355. col.
 prima.*

*h Iodoc.
 Dāhond.
 verb. cul-
 pa lata.
 li. Pavin.*

*i Syntag.
 iur. verb.
 condueto-
 ri. col. 1.
 fol. 129.*

k Sleidā.
lib. 2. Mo-
narch. fo.
33 34.

pec l'honneur de toutes ses actions ^k? Encores vaut
il mieux passer par là q̄ de faire faux bon. Mais aussi
le Monarque doit deux fois penser à desarçonner vn
homme de bien. Oyez les plaintes du vaillant &
sage Agésilas : il estoit Capitaine des Atheniēs &
soubz leur auctorité tenoit toute l'Asie en alarme,
le Roy de Perse impetra du peuple Athenien la re-
uocation d'Agésilas ayant financé par le moyen de
Timocrates trente mille sagitaires (qui est vne mō-
noye du pays) dequoy le vaillant capitaine aduerti,
souloit dire ; trēte mille sagitaires (qui peuuēt estre
prins pour Archers) l'auoyent faict sortir d'Asie^l.

l Calime
Rods. lib.
10. cap. 2.
fo. 355.

§. CCLXXVII.

Aduenant necessité de guerres, tous Gen-
tils-hommes faisans profession des armes,
seront tenus de prendre les armes, & se ren-
dre la part, où il leur sera par nous mandé,
pour nous seruir, suiuant l'obligation de
leurs fiefs, ainsi qu'il est porté par noz Or-
donnances, à peine de priuation du tiltre de
Noblesse, & de leurs fiefs.

a Syntag.
iur. fol.
67 col. 1.

Necessité de guerre.] I'ay ailleurs remarqué
la decision des Canonistes qui monstrent ce qui est
considerable pour comprendre quand la guerre est
iuste ou iniuste ^a: partant n'vseray de reditte. Suffira
de recognoistre par les mots de nostre texte q̄ l'in-
tentiō de sa Majesté n'est point de vexer ses voisins,
mais seulement de faire entendre combien grande
est sa puissance à la necessité. Il est gardien & pro-
tecteur du Royaume que le Dieu viuant luy a mis
en

en main. Il aime le paix, & la donne aux debonnaires, & sçait monstrier aux outrecuidés que sa force vaut. Oyez en passant comme faut guerroyer, & cōtre qui Philippes cōduisoit vne grosse armee en intention de se rendre seigneur de Bisance (aujourdhuy Constantinople) il rencōtra sur le chemin vn Sophiste nommé Leon, qui luy tint ce langaige : Le voudroye vous supplier sacree Majesté me dire qui vous a meu de mener ceste grosse & puissante armee pour destruire nostre pays, & quel forfait nous auons commis enuers vostre excellence ? lors Philippes: Tu vois ceste grāde cōpagnie d'autant q̄ ton pays abbondant en tous biés, & ta ville la plus belle du monde m'ont rendu leur amoureux, partant ie fais marcher mon armee pour approcher les portes de ma bien ainee. Sur ce propos le Sophiste, Les amoureux qui veulent estre aimez ne se presentent point armez, & ne font aucun outrage à ce qu'ils aiment. Ceux qui suiuent l'amour cherchent l'Harmonie & fuyent la guerre ^b. La responce du Tyran Agatocles fust aussi impudēte: les corciers luy demādoyēt pourquoy il guettoit leur isle : parce que voz deuanciers ont quelquesfois receu Vlysses en leur terre, & luy ont fourni viures. Et à ceux d'Itacense qui se plaignoyēt que sa gendarmerie couroit la vache dans leur pays, la vostre (disoit-il) a quelquesfois creué les yeux au pasteur de Sicille ^c. De là nous apprenons que le Prince n'aime point ses voisins qui leur dresse des embusches & les veut surprendre, & que la guerre ne doit estre entreprinse ou denoncee sans necessité. Les Royaumes ont leurs cōmancemens de force & violētē vsurpatiō ^d.

*b Calisto
Rods. lib.
19. cap. 6.*

*c Idē lib.
6 ca. 14.*

*d Argen
trē 3. 269
fol 489.
des appy.*

Gentil-hommes faïsans profefſion des armes.] Ces termes ne ſont point dictſ pour faire diſtinction entre les Nobles dignes de ceſte qualite, qui employent leurs vies & biens au ſeruice du Roy, & conſeruacion de la patrie. Et les autres qui ne ſont que trop Nobles de race, mais aiment mieux voir vne vingtaine de pourceaux dâs la baſſe cour, q̃ deux cheuaux de ſeruice dans l'eſcuyrie. Tels caſaniers ſe rendent indignes du tiltre de Nobleſſe: le Roy les declare villains veu qu'ils ne veulent faire profefſion des armes qui ont annobli leurs predeceſſeurs, & laiſſet ce parti pour ſçauoir que le meſnagement vaut, & experiméter ſi les pourchas vaudront mieux que les rentes. C'eſt cas eſtrange que nous fuyons ordinairement ce qui nous eſt permis, & courons apres les choſes defendues. Les nobles ſont inuitez de faire profefſion des armes, & ſoubs ceſte couleur iouiſſent de beaux priuileges, & nous en voyons beaucoup qui en tēps de guerre enuoyēt leur vrine au Medecin. Au contraire le tiers eſtat rēplir les armees rançoises, & frifonnent de ceux qui feroient beaucoup de ſeruice s'ils n'eſtoient rebutez, ſeulement pour n'eſtre de la qualite. Comme ceux cy ne iouiſſent de leurs deſirs, & ne perdent d'eſtre impoſez quelques ſeruices qu'ils puiſſent faire, auſſi ſeroit-il beſoing de mettre au nombre des roturiers ces nobles gardechinets qui craignēt perdre le ſon des cloches de leurs parroiſſes. Quicōques (diſoit l'Empereur Alexandre) ſe fera enroller à fin de s'exēpter des impoſts, ſera declare trōpeur ſ'il ne faiēt le ſeruice. Que ſi la nobleſſe ſe pert par pauurete ſuruenante ^f, pourquoy ceux la ne ſeront ils

et. non t. 3.
tū lib. 12.
C. qui m.
lu. poſſūt
ſ. Kar l. 1.
C. de dig.
m. 101.

ils declarez doubles vilains, qui ont bons moyès de s'equipper pour faire service au Roy & au public, mais manquent de courage ?

Prendre les armes. Il ne faut point (au cas de nostre texte) que le vassal s'informe d'où vient la guerre, dès qu'il est aduerti, il doit se preparer, & dās le terme se trouuer au lieu du rédez vous. Car le Prince qui fait les loix ne sçauroit cōmander chose iniuste, & est à croire que tout ce qu'il entreprend est pour le bien de la coronne. Mais la questiō a esté pour les seigneurs feodaux & vassaux inferieurs si le vassal doit suiure en guerre iniuste, puis s'il doit plustost rendre l'ame au champ de bataille qu'abbandonner son seigneur. Pour la premiere, personne ne doit adherer à querelle iniuste, neantmoins les Docteurs ont voulu distinguer: si la querelle est bonne il doit faire tout deuoir de rendre son seigneur victorieux à la ruine des ennemis, de mesmes si on doute sur la iustice ou iniustice de la querelle: mais si elle est notoirement inicque, le vassal le doit neātmoins accompagner & defendre, mais se doit donner garde d'offencer l'ennemi. Voila qui seroit dur & est rendre les gendarmes trop aduisez de les faire courageux à la defense sans assaillir. Le second point est sōmairement decidé aux textes de droit qui rendent le vassal indigne du fief pour auoir laissé son seigneur auant qu'il aye rendu les abbois, ou qu'il soit bleśsé à mort. Le coup est reputé tel quand la playe est sans espoir de guerison, ou de difficile cure ^h.

Par nous mandé.] Nous auons veu cy dessus la defense faicte aux Nobles de s'assembler soubz

g. Stepha.
Rāch lib.
1. conclus.
218.

h Synag.
Iur. lib 6.
fol. 375.
col. 2. &
fol. 374.
col 1.

couleur de vanger leurs querelles, & à toutes personnes de contracter alliances & faire ligues. Maintenant ces deux mots nous apprennent que denoncer la guerre & faire la paix sont actes appartenans à la Majesté. Les Empereurs Valéti, Theodose, & Archadel l'ordonnerent ainsi: Aucuns de quelque qualité qu'ils puissent estre ne soyent si osez de prendre les armes sans nostre congé & permission i.

i l. viii.

C. de ar-

mor. v. 344

lib. II. C.

Pour nostre service.] Les Roys de Perse appelloient seruiteurs tous les habitans du Royaume reserué leurs femmes, ausquelles lors des espousailles ils ordonnoient quelque chastiment, pour faire entendre leur puissance. Noz François sont de trois qualités les vns appelez Vassaux, à cause des fiefs qu'ils portent de la corône, pour lesquels ils sont tenus au service. Les autres qui sôt Officiers de sa Majesté recoiuent à l'honneur d'estre appelez seruiteurs de Roy, & le dernier rang est des subiects composé de toutes sortes d'hommes, qui n'ont ni fief ni office. Voila pourquoy le texte de cest edict vse de ces mots pour nostre service qui vallét autât que s'ils disoyent pour le bié du Royaume. Car le Prince estime sa grandeur en l'aïse des obeïllans & mesure ses aduantages aux commodités des subiects. A ce propos disoit Senecque descriuant vn bô Roy: Parce que Cesar peut tout, pour ceste mesme occasion beaucoup des choses luy sont defédues, ses veilles & preuoyances conseruent les maisons des subiects, les labeurs donnent le repos à chacun, son industrie maintient les habitans à leur aïse, sa diligence & occupation font viure le peuple hors de cure & souci. Depuis que Cesar s'est voué pour le bien general, il s'est despouillé de beaucoup de choses

qui luy estoÿët propres lors qu'il estoit particulier^k.

L'obligation de leurs fiefs.] La differēce entre le fief & Emphytheose consiste, en ce que le fief est accordé gratuitement sans retenue d'aucune charge annuelle abonmce, le vassal seulement obligé au service personnel: & l'Emphyteose est tenu à certain deuoir annuel, & reel. Quand ceste essence du fief est alteree & qu'il est chargé de deuoir reel, telle cōposition le rend de mesme nature que les autres biens es termes de successiō, les estrāgersheritiers en estant capables contre la premiere nature des fiefs^l.

L'obligation de leurs fiefs.] Ceste obligatiō est fondee ou sur la nature du fief, ou sur la cōdition du vassal, ou sur les compositions portees par les lettres d'investiſon. Pour le premier les fiefs liges emportent q̄ celuy qui les reçoit à telle qualiteé promet la foy à son seigneur, & la defense contre toutes personnes sans aucun reseruer^m. Les Docteurs ont interpreté ceste reigle fort generale pour la resserer lors q̄ le seigneur du fief a querelle contre le fils, ou proche parēt du vassal. Car en ce cas il n'est nō plus tenu de secourir son seigneur que si la partie estoit adressee contre la propre personne du vassal, il n'y a qu'un sang entre le pere & le fils, & ceux de la parentelle, & qui promet de secourir vn autre s'entēd rousiours pourueu q̄ ce ne soit cōtre celuy qui fait la promesseⁿ. Mais quād le fief n'est point lige, le vassal n'est tenu de suiure son seigneur contre vn autre duquel il tient autre terre en fief. Les Docteurs luy conseillent ou de donner aide aux deux esgallement, ou de ne suiure ni l'un ni l'autre^o. Ceste derniere opinion vaut mieux. La personne du vassal

^k Cal
Rhodig.
lib. 8. c. 8.

^l Steph.
Ranchin.
lib. eccl.
7. lib. 2.
conc 243.
Synt iur.
fol. 343.
col. 2. ver.
feudū. &
fol. 347.
col 2

^m Synta.
iur. folio
347. col.
8.

ⁿ Anton.
Gabr lib.
6 conc 2.
de verbo.
signific.
^o Lud. de
Gonzad.
confisso r.
num. 25.
Syntag.
iur. fol.
384. co 1

p § 318.

est considerable comme nous verrons cy bās Pex-
posans le §. qui excuse les nobles lesquels à cause de
maladie, aage, ou autre legitime empeschemēt, par
faute d'equippage, ou suffisance, ne peuvēt venir au
riereban, & faire le service en personne. Ce service
personnel a rendu les femmes incapables des fiefs,
dequoy nous dirons sur la coustume de Bourbon-

q §. 367.

Synt. iur.

fol. 351.

col. 1. li. 6.

fol. 353.

col. 1.

noys qui y contrarie 9. Et a faict que ceux de nostre
profesion ont questionné si les gens d'Eglise & re-
ligions estoient capables de porter les fiefs. Ils l'ont
permis aux francs fiefs quand la prestation est an-
nuelle, & réelle, ou personnelle, lors que le service
est receu par Procureur, ou qu'il est tel qu'un moi-
ne, ou homme d'Eglise le peuvent faire sans offen-
cer les reigles de leur profesion. Mais sont tenus de
bailler homes vians & mourās, quand les fiefs ont
des remuemens & casualités 1. Pour le regard des
cōventions la teneur de l'investiture reiglera tout 2.

§. CCLXXVIII.

r Syntag.

iur. lib. 6.

fol. 349.

col. 1. qd.

9. fol.

353. col. 1.

cf. 365.

col. 1.

s Syntag.

iur. f. 386.

col. 1.

Defendōs à tous Gentils-hommes & au-
tres de faire assemblée de gēs, sous pretexte
de querelles particulieres, ou autres que ce
soit, sur peine d'estre punis comme criminels
de leze Majesté, & perturbateurs du repos pu-
blic de nostre Royaume. Enioignons à noz
Gouverneurs, Lieutenans, Baillifs, & Senes-
chaux de composer les querelles qui s'exci-
teront en leurs Prouinces, & de nous aduer-
tir du deuoir qu'ils y auront faict, à fin d'y
pourvoir.

Faire

Faire assemblee de gens.] Nous auons desia
 veu comme les ligues sont defendues, & qu'il n'est
 permis faire leuee de gens de guerre sans l'aucto-
 rité du Roy ^a. Cest article nous monstre la defense ^{a § 183.}
 de faire alséelee pour vanger ses querelles ou sous
 autre pretexte quel qu'il soit, duquel i'ay amplement
 parlé aux coustumes de Bourbonnoys ^b; & partant ^{b §. 9 mo^r}
 seray succinct, oyez seulement la forme obseruee ^{assembler}
 par les Scites d'appeller les parents & amis pour se ^{Qu'est ce}
 reuanger de l'iniure qui leur est faicte. Celuy qui re- ^{assemblee}
 çoit quelque offence & se recognoist trop foible ^{Synt. iur.}
 pour se vanger de son ennemi, s'il n'a d'ailleurs sup- ^{fol. 170.}
 port, tue vn beuf, met la chair en pieces, & la faict ^{col 1.}
 bouillir, puis estend la peau contre terre, se met au
 milieu ayant les mains sur le dos, pour monstre
 qu'il est engaigé. Les parents & domestiques aduer-
 tis de ce faict, & tous autres affectionnez à son se-
 cours viennent le trouuer, prennent de la chair au-
 tant qu'il leur en plaist, approchent le suppliant, met-
 tent le pied dextre sur la peau, & luy promettent se-
 cours chacun selon sa puissance. L'vn declare qu'il
 amenera des Cheualiers, l'autre des pietons bien
 armez, & les plus petits se presentent eux mesmes
 au secours. Ces promesses sur la peau de beuf sont
 tres-assurees, & n'y a serment qui puisse lier plus
 estroitement, il n'y a si fort ennemi qui les puisse
 vaincre ^c. Iustiniā defendoit toutes assemblees pour
 vanger ses querelles. Voila les considerations: Nous
 cerchons les moyens d'empescher que les subiects,
 que Dieu nous a donné, ne s'offencent, & leur de-
 fendons de s'etrebattre & guerroyer, parce que l'is-
 sue de leurs cōbats n'apporte autre chose que dou-

^c Calins
 Rhod lib.
 27. ca. 14.

d. Auth.
de armis. leurs, eux mesmes s'offencent & la folie de ceux qui
reste est chastice par iustice ^{d.} Et ailleurs il s'estudie
de reprimander ceux qui n'oseroyét mettre la main
à l'espee pour cōbatre face à face, ni se trouuer aux
assemblees où on fait contenāce de se vouloir mor-
dre : mais ont coupepiarrets, & meurtriers à gaigne,
des seruiteurs qui ne seruēt à autre chose qu'à tuer
& massacrer. Ceux la sont comme les autres crimi-
nels de leze Majesté.

*e l'omni-
bus C. ad
leg. Jul. de
rep. pub.*

D'estre punis comme criminels.] Il n'y a
que tenir que ces Nobles qui forgent des querelles
à plaisir, & font de grandes assemblees de part &
d'autre comme s'ils vouloyent combattre la lune,
sont dignes de seueres chastiment, à fin d'empescher
que ces outrecuidees entreprinſes continuent d'a-
uoir cours. Chacun ſçait par experience que ſoubs
couleur d'une petite querelle fondee sur la poincte
d'une eſguille, vous verrez ces feodans s'assembler,
& courir dix ou douze lieues de ronde, ſans que les
partisans ſe rencontrent (cela est defendu par leurs
loix qui ne veulent pas qu'on ſe morde ſuffit de pia-
ſer) battront l'eſtrade trois ſemaines ou le mois.
& au deſpartir ſe diront, à Dieu couſin, ſans qu'on
puille retirer de leurs assemblees ſinon une ruine du
pays où ils ont paſſé. Qui eſt celuy d'entre eux qui
ait iamais payé l'hoſte, & qui ſe ſoit contenté des
viures pour ſa perſonne, ou ſour rage pour les che-
uaux de meſmes que s'il eſtoit à ſes deſpens dans ſa
maison? Doncques tous ces indiſcrets entrepreneurs
ſont ſubieſts aux peines eſtablies contre les crimi-
nels de leze Majesté. Il n'y a que tenir contre les en-
trepreneurs, mais les adherans ſeront ils ſubieſts

aux

aux mesmes peines? La loy à puni de mesmes les entrepreneurs, leurs fauteurs, ministres, conseilliers, & satellites ^f. Tous ceux la sont plus que simples consentans, ils se preparent & mettent en debuoir d'effectuer l'entreprinse &. C'est pourquoy les Docteurs sur se faiēt ont considéré comme le secours à esté presté, à quel acte prohibé, ou en ce que celuy qui pouuoit empeschier les entreprinse s'est monstté paresseux (& nous auons parlé de ce cas sur l'ordonnance qui commande de separer ceux qui se battent) ou d'autant qu'il donne conseil (i'ay ailleurs en plusieurs endroicts déclaré cōme on est tenu du cōseil donné) ou pour s'estre faiēt de la partie, ou qu'il a auctorisé l'acte. Je remets ce dernier poinct sur la coustume de Bourbōnois ^h. Parlōs de cestuy cy qui est le cas de l'Edict. Quand les gentilshommes ont esté à l'assemblée (ie ne dis point pour mettre la main à l'espee, mais pour mager le paisan sous couleur de querelle) aucuns des nostres ont tenu qu'il les faut tous punir de pareilles peines : les autres qu'il faut vn peu plus doucement punir le coustilleur que l'entrepreneur ⁱ. Mais comme cognoissons nous qu'ils ont complotté à l'entreprinse s'ils sont proches l'entrepreneur, s'ils ont armes defensibles & offensibles, & sont de la meslee, & mettent en deuoir de prendre ou donner leur part des coups ^k. Autrement vne fortuite rencontre ne seroit suffisante pour faire croire à quelque homme de bien, qu'il soit del'intelligence ^l. Voila qui touche le crime & la punition du delict, Bartolle meut vne question, sçauoir si celuy qui s'est trouué au secours de son ami le peut actionner pour recouurer les armes & che

*f l. qui-
quis. §. id
quod. ff.
ad le. iul.
maiestat.
g Synta.
sur. verb.
agentes.
fol. 30.
col. 2.*

h §. 163.

*i Syntag.
sur fo 61.
col. 1. 2.*

*k Synta.
sur fo. 59.
col. 1.*

*l Steplis.
Ranchin.
lib 1. con-
clu 41.*

& cheuaux qu'il a perdu à la rencontre, ie distingue, où ç'a esté pour assaillir, & parce que telles couuenances sont sur choses defendues, il les reiette, ou pour le defendre des entrepreneurs, & il tient l'affirmatiue m.

*m Barto.
ad l. quon-
nam. C.
de vi pub.
nu. 3.*

*n §. 1 au-
thent. de
mandat.
princip.*

*o Calius
Rhodigi.
lib. 22 ca.
18.*

*p Stepha.
Ranchin.
lib. 2. con-
clu. 27.*

*q l prasi-
des. C. de
reſto. pro-
mu.*

De composer les querelles. Bartolle dit que les puissances de la terre sont tenues de faire entretenir la paix entre leurs subiects & les mettre d'accord n. Ceste disposition n'est point tant propre aux Monarques qu'elle n'aye lieu aux Gouverneurs de prouince, aux Baillifs & Seneschaux & aux hommes de robbe longue. Les histoires apprennent que Crassus estoit Ephedre de Pôpée & Cesar, & qu'il se tenoit comme vn rampard au millieu d'eux, pour empescher qu'ils ne vinssent aux mains o, & noz loix commandent aux iuges d'appaiser les partialités, & n'en pouuans cheuir autrement, d'ordonner à l'un qu'il ne passe deuant le logis de l'autre : mais il ne peut l'exclure de la ville ou pays sans parfaire son procès p.

Nous aduertir du debuoir.] Si les Presidents de Prouince ne peuuent redresser les insolens, & corriger les entreprinſes des plus grands, ils nous en aduertiront, à fin que les loix ſoyent inuiolablement obseruees, & que les petits vivent ſans crainte d'offence q.

§. CCLXXIX.

Nous voulons & entendons que l'Ordonnance faicte au mois de Iuillet, mil cinq cens soixante six, pour l'erection des Duchés, Marquisats, & Comtés, & vnion
à nostre

à nostre domaine, soit inuiolablement gardée nonobstant toutes lettres de iussion & derogation au contraire. Et seront tenus ceux qui voudront obtenir de nous telles erections aux charges & conditions de l'Ordonnance se purger preallablement par serment, si lesdictes terres sont subiectes à fideicommiss ou Substitution, à peine de descheoir de nostre concession, & de priuation des autres fiefs qu'ils tiendront de nous : Ne voulans que noz Cours de Parlement ayent aucun esgard aux lettres de dispense qui pourroyent estre par nous accordees au contraire du present article.

Au mois de Iuillet.] C'est l'Edict de Charles neuuesme donné à Paris au mois de Iuillet 1566. par lequel il a voulu qu'aucunes terres ne fussent erigees en Duchés, Marquisats, ou Comtés sinō à la charge & conditio d'incorporation à la coronne, où les proprietaires decederont sans hoirs, masles procreez de leurs corps en loyal mariage, combien que lesdictes terres ne fussent d'âcienneté du domaine, ou quelors de l'erection ne fust faicte mention de ceste charge^a. Cest edict cōtraint les impetrans de se purger par serment si les terres sont subiectes à fideicommiss ou substitutiō pour ne rendre l'intention du Roy sans effect: car les poursuittes du possesseur ne peuuent oster les droicts appartenans aux substitués & fideicommissaires les cas aduenans.

Il n'en

*a Mōlar
mon. li. 1.
fol. 44.
Rib. post
rub. ordi.
fol. 1353.
Argenté
§. 266. fo.
330. des
appropri.*

Il n'en pourra doncques dispenser par testament.
Cela est sans doubte^b.

b. Syna.
sur. fol.
361. co. 1.

§. CCLXXX.

Defendons à tous Seigneurs & autres, de quelque estat & qualité qu'ils soyent, d'exiger, prendre, ou permettre estre pris ou exigé sur leurs terres, & sur leurs hommes, ou autres, aucunes exactions indeuës par forme de tailles, aides, creuës, ou autrement, & sous quelque couleur que ce soit, ou puisse estre, sinon es cas, desquels lesdicts subiects & autres seront tenus & redeuables de droict & où ils peuvent estre contraincts par Iustice: & ce sur peine d'estre punis selon la rigueur de noz Edicts & Ordonnances, sans que les peines portees par icelles puissent estre moderees par noz Iuges.

Exaction indeuë.] L'obligation du vassal au seigneur, comprend celle du seigneur au vassal. L'un doit l'honneur, reuerence, subiection, & payement de ce qui est conuenu: l'autre la garde, defense, feureté, & iustice. Si le seigneur contraint son homme à cornees non deuës, s'il luy raut le sien c'est calomnie & concussion. Oyez l'opinion de Iob lors de sa grande affliction. I'estoye grād & craint comme vn Roy au milieu de son armee, & toutesfois iamais ne prins rien de mes hommes sans payer. Iamais homme de ma terre ne se pleignit de moy:
Iamais

Iamais n'affligeay ni cōtristay aucun de mes labou-
 reurs ^a. Les plaintes de Samuel estoient presques
 semblables desquelles i'ay ailleurs faict mention. <sup>a Tous
 fuell. 10.
 pag. 1. &
 1.</sup> Mais le temps est venu que la plus-part des porte-
 glaiues tell'emblient le monstre qui sucça & le laiçt,
 & le sang de sa mere nourriſſe. C'est pourquoy la
 Majesté de Charles 9. defendit à ses iuges de per-
 mettre que les pauvres subiects de s^{on} Royaume so-
 yent opprimez & trauaillez par la puissance de
 leurs seigneurs feodaux, censiers ou autres, & com-
 manda aux seigneurs de ne les molester, menacer, ni
 intimider, leur permettant poursuiure leurs droicts
 par les voyes ordinaires de iustice. ^b

Redeuables de droict.] C'est à dire, suiuant
 les anciens terriens, recognoissances bonnes & val-
 lables, sentences passées en forme de choses iugees,
 ou prescription és cas où elle a lieu. Les payemens
 non deus faicts aux Nobles sont presumez auoir
 esté payez par force, & les nouueaux sermens & re-
 cognoissances differentes des anciennes, faictes par
 impresions & menaces. Ce qui est cōtre l'ordinai-
 re & insolit donne à entendre qu'il y a eu quelque
 violence. de là les nouueautés desplaisent ^c.

Cōtrainçts par iustice.] I ay ailleurs remarqué
 le beau dire de Traian respōdant à ceux qui le vou-
 loient destourner d'estre tant familier: le suis tel
 (leur disoit il) que ie demanderoye le Roy si i'estoye
 subiect. Dittes moy, pourquoy est-ce que les Nobles
 Romains portoyent des souliers luez? C'estoit
 pour les aduertir de n'entreprendre auenne chose
 iniustement, cōtre les foibles & plus petits, & se sou-
 uenir qu'ils pourront estre traictez cōme ils veulent
 manier

^b Orléans
 §. 107. là
 Chalard.
 cont. ceux
 qui arra-
 chent la
 barbe. Ar
 gent. §.
 266. fol.
 342. des
 appopr.

^c Ant Ga
 bri lib. 5.
 tit de pre
 scrip con.
 l. nu. 15.
 Syntag.
 sur. fo 353
 col 2. fol.
 346. col. 1.

manier les autres. C'estoit pour leur remonstrier qu'ils ne doiuent trop s'asseurer sur leurs grandeurs & penser que les petits pourront estre grands, & eux affoiblir, considéré que la lune tendre & petite accroit iusques à son poinct, puis chet en diminution, iusques à n'estre plus recogneue ^d. Cest l'incō-
stance des choses humaines, *en cent ans Ciusere, en cent ans banniere.*

*d Calius
Rhodgi.
libr. 20.
cap. 28.*

§. CCLXXXI.

Defendons aussi à tous Gentilshommes & Seigneurs, de contraindre leurs subiects, & autres bailler leurs filles, niepces ou pupilles, en mariage à leurs seruiteurs, ou autres, contre leur volonté, & la liberré qui doit estre en tels cōtracts, sur peine d'estre priuez du droict de Noblesse, & punis comme coupables de rapt. Ce que semblablement nous voulons aux mesmes peines estre obserué cōtre ceux qui abusent de nostre faueur par importunité, ou plustost subrepticement ont obtenu & obtiennēt de nous lettres du cachet, closes ou patentes, en vertu desquelles ils font enleuer ou sequestrer filles, icelles espousent ou font espouser, contre le gré & vouloit de pere, mere, parents, tuteurs & curateurs.

Contraindre leurs subiects.] Si vous demandez la raison pourquoy sa Majesté defend ces contrainctes, vous la trouuerez dans le texte: c'est à fin que la liberté qui doit estre en tels contracts demeure

meure sauue. Vous auez desia veu comme ceux sont punis qui subornent les filles pour les faire espouser sans le consentement des pere mere & tuteurs ^a : & cestuy cy monstrera comme les forces sont defendues. Nous sçauons que le consentement est origine des contractz, speciallemēt aux mariages, & que les impressions & contrainctes rendent nul ce qui a este faict. Il est loisible de proposer des conuenances auantageuses, des gains, des recōpenses, pour induire quelque fille à entendre au mariage : mais les forces, contrainctes, peines, & offences en cas de refus, n'y doiuent trouuer lieu ^b. Et non seulement pour ce qui touche le principal (qui est le mariage) mais aussi pour l'asseſsoire comme és constitutions de dot. Car combien que regulierement les contractz faicts avec crainte ne soyent nuls de pur droit, & doiuent estre rescindez par l'action qui rescinde les contractz forcez, & faicts par crainte : toutesfois la dot aura ses reigles particulieres, de sorte que si quelqu'un la promet par force & contraincte, ses promesses seront nulles de pur droit ^c.

Coulpables de rapt.] Quand la fille est mariee contre l'aduis des parēts ceux qui s'en sont embeſoignez sont punis comme raiſseurs ^d. Et les loix ont declaré ceux la volleurs qui font chose aucune au preiudice de la chasteté ^e. Le Concille de Lyon les asseruiſſoit, ou leur ordonnoit de composer avec la fille rauie ^f.

Lettres de cachet closes ou patentes.] Les grands Seigneurs entreprennent de leur auctorité, & les moindres s'aident des lettres du cachet ou autres pour paruenir à leurs attaines. Ces deux

a §. 42.

b *Stepha. Ranchin lib. 2. con. 109.*c *Syntag. iuris fol. 215 col. 1. 2.*d *supr. §. 42 Barro. authē. de raptis mulierib.*e *Barro. authē. de lenon b.*f *Slesdā. lib. 2. monarch fol 58.*

abus ont esté recogneus & chastiez par les loix: si le
 Gouverneur de prouince qui peut estre terrible aux
 parents, aux tuteurs, curateurs, ou à la fille qu'il veut
 faire espouser, donne les arres de mariage: & q̄ sa
 charge finie les parents ou la fille changent de vo-
 lonté, ils pourront refuser l'accomplissement du
 mariage, & retenir les arres si bon leur semble ^g. Et
 ailleurs parlant des Iuges: si quelqu'un ayant puis-
 sance ordinaire ou autres quelconques veut abuser
 de sa puissance, vſe de menaces & parolles de cour-
 roux, pour faire consentir les parents, les veſues, ou
 vierges, au mariage qu'il leur propose, ſoit cōdam-
 né à dix liures d'or, encores que le mariage ne s'en
 ſoit enſuiuy: & que ceux qu'il a pourſuiuy cōtre noz
 loix demeurent exempts de ſa puissance & iurisdic-
 tion ^h. Quant au ſecond poinct qui eſt de recourir
 aux reſcripts lors que le conſentement de la fille &
 de ſes parents deſaut, l'Empereur Zenon en parla
 ainſi: Nous deſendōs qu'à l'aduenir perſonne s'in-
 gere d'obtenir noz lettres ſur telle conionction (ou
 pluſtoſt contagion) à fin que chacun cognoiſſe les
 reſcripts eſtre ſans eſſect, qui ſont ſubrepticement
 obtenus & cōtre droicteure. Ce qui ne deuroit eſtre
 demandé & nullement accordé ⁱ. Les mariages
 faicts à contrecœur n'ont gueres bonne fin. Antipa-
 ter eſtoit Maiſtre des requeſtes de l'Empereur Se-
 uere & auoit vne fille aſſés laide qu'il vouloit don-
 ner pour femme à Hermocrate. Les proxenetes &
 moyenneurs du mariage ne ceſſoyent de luy propo-
 ſer les faueurs que l'Empereur monſtroit au pere de
 la fille & la grandeur de ſa maiſon: nonobſtāt Her-
 mocrate leur reſpondit qu'il ne ſe rendroit point
 ſerui

*g. tit ſire-
 cl. prou-
 uinc.*

*h. l. vnic.
 C. ſi qua
 cu. prac.
 poſeſſa.*

*i. l. 2. C. ſi
 nuptia ex
 reſcripto.*

Heritier d'une grande dot, n'est esclave de l'orgueil de son beau pere. Iamais il ne peut estre gaigné iusques à ce que Seueren eust parlé. La Majesté de l'Empereur le necessita d'accomplir le mariage, & les meurs dissemblables ne le laisserent gueres sans diuorce ^k.

*k Calius
Rhodigi.
lib 21. ca.
26.*

§. CCLXXXII.

Abolissons & interdisons tous peages & trauers nouvellement introduicts, & qui ne sont fondez en tiltre ou possession legitime. Et seront ceux, à qui lesdicts droicts de peages appartiennent, tenus entretenir en bonne & deuë reparation les ponts, chemins, & passages, & garder les Ordonnances qui ont esté faictes par les Roys noz predecesseurs, tant pour la forme du payement desdicts droicts en deniers, que pour l'affiche & entretene-ment d'un tableau ou pancharte : le tout sur les peines portees par lesdictes Ordonnances, & de plus griefues s'il y eschoit.

En tiltre & possession legitime.] L'imposition des nouveaux peages est des choses reservees à sa Majesté : partant aucun n'est receuable à les leuer s'il n'a tiltre ^a : & est loisible à tous de refuser le payement, pourueu que le Seigneur qui pretend le peage ne soit point en possession unmemorialle : car tel vsage de si longue main a

*a la reig.
autant p-
script que
possede a
lien aux
peages.
Argenté
9 27. fo.
508 des
appropri.*

b Stepha. Ranch li. 2 col. 13. lib 1 cœc. 435 Syn tagm iur. fol. 142. col. 1. & 153. col. 1. quast. 9. fol. 460. col 1. c Stepha. Ranchin. li. 4 con 112. 123. Argenter. §. 277 fo. 612 des appropriâ ces. d d. quast. 112 193. e voyez Argier. §. 265. fol. 130 mot est saisi. des appro priâ. pour scanor si les peages sont com prins en la vente de la maison ftil de la march. f. 43. 44.

semblables effects que le titre. Cecy est ainsi ordonné selon la distinction qui accorde la prescription des choses qui appartiennent au Prince pour marque de quelque prerogative, & la desnie en tout ce qui luy est accordé pour recognoissance de souveraineté ^b. Or ceste iouissance est notablement appelée legitime par cest Edict, car si quelque puissant seigneur à prins d'autorité sur les passans, & les a gaigez ou arrestez lors qu'ils faisoient refus, sans prendre la voye de iustice, il sera plus estimé violent vsurpateur que legitime possesseur ^c. Mais aussi s'il a eu recours à iustice, les sentences donnees contre les refusans nuiront aux tiers, qui n'y ont esté presens ni appelez ^d. Doncques les peages peuvent estre possédez par les vassaux, mais est besoing d'empescher les nouvelles leuees ^e. De là l'assemblée de Tours fit ces remonstrances au Roy: Et pour ce que depuis le trespas du Roy Charles septiesme les marchands ont esté fort trauaillez de grâds acquits qui ont esté mis sur les marchandises passans par eauë & par terre, tellement qu'iceux marchands à grand peine ont peu recouurer les deniers que leur coustoyent lesdictes marchandises: semble ausdicts Estats que tous acquits trauers & peages mis sus, puis le trespas du Roy Charles 7. soyent abbatus & annullez ^f.

Entretenir en bonne reparation.] Les peages sont inuentez à fin q̄ les Seigneurs qui en iouissent asscurent les passans tant en leurs personnes qu'en biens. De là ils sont tenus de tenir les ponts & chemins bien reparez, & sont responfables des outrages

trages faicts aux voyageurs g. L'assemblée de Tours toucha ces deux poincts par ces requestes: semble aux Estats que les ponts, passages, & chaufsees doiuent estre mis sus, & entretenus en estat bon & suffisant, tellement que sans danger lon y puisse passer, & que les reparatiōs & entretenemens soyēt faicts aux despens de ceux qui y sont tenus & subiects. Et aussi que quand aucuns marchands auront paye le peage, & acquit en aucune terre & seigneurie, que les Seigneurs à qui sont deus lesdicts peages, & acquits, facent tenir lesdicts marchands en seurté es terres, pour raisō desquelles ils cueillēt ou leuent lesdicts peages h. Charles 9. ordonna conformement à ces remonstrances. Ceux à qui les droicts de peage appartiennent seront tenus entretenir en bōne & deuē reparatiō les ponts, chemins, & passages, autremēt à faute de ce faire nous enioignons à noz Procureurs faire saisir & mettre en nostre main le reuenu desdicts droicts, & iceluy faire employer aux reparations necessaires: & où ils ne suffiroient, rapporter les deniers de ceux qui les auront receus iulques à la concurrence desdictes reparations i. Les Docteurs ont demandé si le seigneur du peage qui a laissé cheoir le pont le peut nouuellement rebastir & prédre les anciēs droicts. Le pont qui est refaict a les mesmes droicts que l'ancien souloit auoir: doncques le peage reuiura: pourueu qu'il ne l'aye point laissé en ruine sans leuer ses droicts par l'espace de dix ans: car les peages accordez aux particuliers par octroy de Prince, ou prescripts par iouissance, sont abolis si on celle dix ans entiers de les conseruer k.

g Steph.
Râch.lib.
4. concl.
111.

h Tours
saler.de la
marchâd
sejfu. 44.
pag 2.

i Orleans
§ 108.

k Steph.
Râch.lib.
4. concl.
316 &
coci. 26.

*l Syntag.
iur. lib 7.
fol. 460.
col.1.*

*m Orleā
§.139.*

*n §. 360.
361.*

Tableau ou pencharcte.] Celuy qui passe chemin est tenu de s'informer des peages, & s'il va outre sans s'en enquerir il est en faute : car il ne sert de rien alleguer l'ignorance du faict ¹. Pour obuier à ces subtilités Charles 9. voulust que tous pretendās droict de peage fissent mettre en lieu eminent public & accessible vn tableau ou pencharcte où lesdicts droicts soyent escripts par le menu, signé du iuge des lieux, & de deux notaires ^m. C'est l'ordonnance qui est à present confirmee par la Majesté d'Henry. Passons oultre remettans le surplus sur la coustume de Bourbonnoys où la matiere se trouue disposéeⁿ.

§. CCLXXXIII.

Et pour les cōtinuelles plaintes, que nous auons de plusieurs Sieurs Gentils-hommes, & autres de nostre Royaume, qui ont trauaillé & trauaillent leurs subiects, & habitans du plat pays où ils font residence, par contributions de deniers ou grains, cornees, ou autres semblables exactions indeuës, mesmes sous la crainte des logis des gens de guerre, & mauuais traictement qu'ils leur font, & font faire par leurs gens & seruiteurs : enioignons à noz Baillifs & Seneschaux tenir la main à ce qu'aucuns de nosdicts subiects ne soyent trauailliez ni opprimez par la puissance & violence des Seigneurs Gentils-hommes ou autres. Ausquels defendons les intimider

mider, menacer, ou excéder par eux, ni autres, ni retirer & fauoriser ceux qui les au-royēt excédez: ains se comporter enuers eux modestement, poursuiure leurs droicts par les voyes ordinaires de la Iustice, sur peine d'estre declarez ignobles, roturiers, & priuez à iamais des droicts qu'ils pourroyent pretendre sur leursdicts subiects.

Crainte du logis des gens de guerre.] Nous venons de proposer ^a les defenses faictes aux Nobles de prendre ou souffrir estre prins sur leurs homes aucunes exactions par forme de tailles, aides & creuës ou autrement sous quelque couleur que ce soit. Cestuy cy parle principalement à ceux qui cuident que tout leur est loisible, & faschez de ce qu'on leur resiste par remonstances ou refus n'ont recours qu'à menacer des premieres gendarmes qui passeront. L'Edict vse de ces mots, sous la crainte des logis de gens de guerre. I'ay ailleurs discouru comme les rapiereurs font profit de tout. Ceux qui ont le credit destournent les soldats passans. Les autres enuoyeront vn de leurs seruiteurs, s'ils en sçauent à trois lieus la ronde, lequel de retour fera croire à ceux de la parroisse que sans le credit de son maistre le rendez vous estoit au village. Pour recompense de ces ableues parolles, vous n'irez pas poullers, oisons, agneaux, veaux, voir la cuisine, vous vigneronz à la cournee, & les laboureurs au charroy: le foin, & l'auoine à l'Ecurie. Et pour les femmes,

*a cy dessus
§. 280.*

seriez vous paresseuses à preséter le beurre, fourma-
ges, & fruiçts nouueaux? vous môstrerez vous man-
chettes à teiller, & filler le chande de la maison, aux
veillees d'hyuer? Si les paisans s'endormét, les No-
bles tourneront la chance, môteront à cheual pour
appeller les compagnies à leur village, & monstre-
ront quelle est leur puissance, faisans rauager leurs
subiects ou voisins. Voyez mes commentaires sur la
coustume de Bourbonnoys, si desirez sçauoir plus
au long que ces iniurieux vallent ^b.

*b. 5. 5. mot
contrain-
dre Ray-
nu. verb.
& xvij.
nn. 1002.
la charité
des vol-
leurs sau-
ue celui
à qui ils
ne coup-
pent la
gorge. Bo-
din lib. 1.
cap. 5. fo.
53.*

Et mauuais traictement.] Qui voudra sça-
uoir les bons traictemēs que les soldats font à leurs
hostes, se souuienne de ceste histoire. Il y auoit au
camp de Philippes de Macedoine vn soldat si-
gnallé qui s'estoit trouué en beaucoup de bons
lieux, & sçauoit prendre l'Empereur à propos pour
tirer la recompense de ses seruices. Vn iour le nau-
frage fust si grand qu'il sortit de l'eau despouillé de
toutes ses fortunes, presque à demi mort, & ne sa-
chant plus à quel saint se vouër. Vn Macedonien le
voyant en ce miserable estat, le print par la main, le
mena en sa maison, luy quitta son liêt, & le secou-
rut de tout ce qui luy faisoit besoing, puis au despar-
tir luy fournit argent pour paracheuer son voyage.
Le gendarme prenant cōgé tenoit ce langaige à son
hoste: i'ay l'ingratitude à contrecœur, & à la premie-
re occasion me reuenceray de ces courtoisies. Si
iamais ie reuoy mon Philippes, ie feray quē mō ho-
ste se ressentira du bien qu'il m'a faict. A son arri-
uee au camp, il racompta allēs amplement son in-
fortune, mais perdit la memoire des plaisirs que son
hoste luy auoit faict, au lieu il poursuiuit & obtint
la

la confiscation de ses biens (recherche impudète, mais digne d'un gendarme courtifan.) Le Macedonien considerant la pauvre recompense du traitement qu'il auoit faict au soldat, en aduertit secrettement l'Empereur Philippes: lequel trouua ce payement d'hospitalité tant estrange & ennemi d'humanité qu'il condâna le soldat à estre flettri d'un fer chaud & remis l'hoste en ses biens. Ce n'est du iourd'huy que les Nobles ont bonne memoire du bien qu'ils font, & mettent souuent en oubli tous les aduantages qu'ils reçoient des autres. Comme si la loy des Tribus n'estoit pour eux ainsi que pour le residu du peuple, qui condamnoit les vaincus, & cōseruez, de coronner les victorieux & cōseruateurs ^c. Je voy infinis Gentilshommes dire assés ie fais tel plaisir à vn tel, ie le sauuy de telle compagnie passant par ces quartiers mais pas vn dire, i'ay receu tel office ou plaisir de cestuy la: l'orgueil & enuie de paroir grand cause les reproches, & l'ingratitude rend les hommes mesconnoissans. C'est aux plus fallots de leur parti que Ciceron parle en telle sorte: Je ne veux point nier qu'il n'y aye quelque force en eux, mais se ressouenant des guerres qu'ils ont entrepris pour la Republique, ils deuiennent cruels, & veulent adsubiectir tous noz cōseis à leurs puissances ^d. Je ne diray point comme ils trauaillent leurs subiects, mangēt ceux du plat pays qui ne leur doiuent rien, s'ils perdent la puissance & iurisdiction qu'ils ont sur leurs iusticiables par mauuais traitement, & si le vassal se peut armer contre son seigneur outrageux, parce que ceste matiere est vn peu

^c *Calim.
Rhodigi.
lib. 7. cap.
28.*

^d *Sleida.
lib. 2. de
imperio
fol. 69.
^e *Synta.
iur. fol.
387. col.
1. 2.**

esloignee de ce texte, & que i'en ay dict quelque mot en autre endroict.

Et pour faire par leurs gens & seruiteurs.]

Nous sçauons la reigle generalle que les maistres & pere de famille ne sont tenus des fautes que font les enfans, domestiques, & seruiteurs, à leur deceu.

Cecy doit estre entêdu sinon qu'ils tinsent des domestiques notoirement mal faisans, & endurassent les enfans offencer d'ordinaire, sans chastiment ^f.

Les textes sont assés vulgaires que celuy qui commande ou a le faiêt pour agreable est autant tenu que si luy mesmes l'auoit faiêt ^g. Mais le doubte est

quand ces seodants parlent obscurément, cuidans parlà euter les peines que souffrent ceux qui commandent de mal faire, il y en a qui lors de leur co-

lere dient à leurs seruiteurs, marchez & ne retournez plus seans que ie n'entende des nouuelles d'un

tel: si le seruiteur le va tuer, le maistre sera il tenu de l'homicide? Ouy ^h. Nous disôs de mesmes de celuy qui parle à l'aureille, ou qui a commandé de

bastonner, encores que le seruiteur l'aye mis à mort. Tout cela afin que pour telle rigueur les maistres cessent de faire ces iniurieux commandemens ⁱ.

Aussi les Empereurs Leon & Antonin defendirent à toutes personnes d'auoir de ces coupepiarrets à louage, des batteurs & meurtrisseurs de gens, qu'ils

appelloyent, *Buffelaires & Isaures*, & de s'accommoder de seruiteurs armés ^k.

Parcille

*f Synta.
iur. fol.
201.*

*g Iodoc.
Dâhouâ.
li pariu
verb. face
re & m^a
dare &
verb. occi
dere.*

*h Syntag.
iur. fol.
201.*

*i Syntag.
iur. fol.
495. col.
1.*

*k l. omni-
bus C ad
l. lul. de
vi public.*

§. CCLXXXVIII.

Pareillement enioignons à nosdicts Procureurs faire informer diligemment & secrettement contre ceux, qui de leur propre auctorité ont osté & soubstrait les lettres, tiltres, & autres enseignemens de leurs subiects pour s'accommoder des Communes, dont ils iouissoient au parauant, ou sous pretexte d'accord les ont forcez de se soubsmettre à l'aduis de telles personnes que bõ leur a semblé, & en faire poursuite diligente. Declarans dès à present telles submissions, compromis, transactions, ou sentences arbitraires, ainsi faictes, de nul effect.

Ont soubstrait les Tiltres.] Cecy est propre à la diffinition de larcin declarant ceux estre larrons qui s'emparent de ce qui appartient à vn autre sans consentement & contre son gré ^a.

*a l. furtu
inst. de
obligat.
qua ex de
lito.*

Des communes.] Les communes ont esté de tout temps en vsage ainsi qu'esperons monstrier parlans des terres, ermes & vaccans sur la coustume de Bourbonnoys ^b. Soyons contents de verifier que nos Iurifconsultes en ont faict estat par la question de Sceuolle qui demande quand ceux du village ont acquis des partages en commun, desquels eux & les leurs ont iouy sans cõtredict, & que l'vn d'eux a vendu son heritage particulier, si sa portion du commun y sera comprise: il resoult pour l'affirmatiue ^c.

*b §. 331.
332.*

*c l. testat.
rix. §.
plures ff.
si seruit.
iudicet.*

Forcez.

Forcez de se soubmettre à l'aduis. Je loue-
ray tousiours les amiables compositions pour re-
trencher les frais & longueurs de procès qui sont
aux iurisdiccions ordinaires^d, & les estimeray d'a-
uantage, si la faueur n'y auoit tant de pied, & qu'il
ne s'y recogneut tant de cottes mal tailles. Quoy,
quand la force maistrise, & que les pauvres sont cō-
traincts de soubmettre leurs droicts au plaisir des
plus puissans? Diocletian en parle ainsi: Vous met-
trez peine d'ouyr les parties qui se plaignent d'a-
uoir perdu leurs droicts par les prieres importunes
des plus puissans. Noz Docteurs tiennent que ceux
qui se soubmettent à la merci & miséricorde d'au-
cun, ne quittent pour cela à leurs droicts, mais at-
tendent de luy toute iustice. Non plus que ces pa-
rolles d'honneur & reuerēce emportent disposition
ou obligation quelconques: *faictes du mien tout
ce qu'il vous plaira, se le remess à vostre discretion.*^f

§. CCLXXXV.

Defendons pareillement aux Gentils-hō-
mes & à tous autres, de chasser, soit à pied,
ou à cheual, avec chiens & oiseaux, sur les
terres ensemencees, depuis que le bled est en
tuyau, & aux vignes, depuis le premier iour
de Mars iusques à la despouille, à peine de to⁹
despens, dommages & interests des labou-
reurs & proprietaires, que les condamnez se-
ront contraincts payer, apres sommaire liqui-
dation d'iceux faicte par noz luges: nonob-
stant

d Anton.
Gabriel.
à cl. 9. n.
170. 171.

el. r. C. ne
lice. poten
110.

f Steph.
Rach lib.
1. conclu.
197. Syn.
in co. 1 fo.
6 & Ste.
Rachin.
li 4. cōcl.
147.

stant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles.

Aux Gentils-hommes & à tous autres]
 Mon traicté des peines & amendes monstre comme les chasses sont defendues, eu esgard aux personnes, aux lieux, & à la beste chassée^a, dequoy i'espère discourir encores plus amplement sur la coustume de Bourbonnoys^b. Cepédant disons que la chasse estoit anciennement en honneur seulement pour l'exercice & plaisir, & que les nobles du temps qui court s'y archarent pour en retirer p. ofit. Apollonius demanda à Porus ou selon les autres à Phrarte Roy des Indes comme il auoit peu si longuement conseruer sa santé, lequel luy respondit ainsi: Le boy autant de vin que i'en sacrifie au Soleil: les autres m'agent la venaison de leurs chasses & ie m'y addonne seulement pour l'exercice, estant content d'hortailles & noyaux de palmes^c. Les Canonistes tiennent que les premiers veneurs s'accommodoyent des peaux seulement & iettoient la chair. Mais quoy, estoit il permis à tous de chasser? ouy, la volonté reigloit tout. Artaxerxes fust le premier qui ordonna aux Persees de chasser aux bestes sauuages, s'ils se recognoissoient assés forts pour endurer le trauail, & auoyent volonté de s'y employer^d. Il n'y auoit que le trop grand labeur, les frais, les pertes du temps, q'empescha tel exercice. Perdice estoit veneur, mais recognoissant que tout son faict n'estoit que courir par les deserts & lieux solitaires, pour espancher le sang des animaux, & ayât esgard aux illues d'Aétéo Adonis & Hyppolite, il se rédit laboureur. Le coust
 en faict

^a mot
Recelleurs
 mot vene
 rie.
^b §. 523.

^c Calins
Rhodigi.
 libr. 5.
 cap. 6.

^d *idem li.*
 29 ca. 26.

en fait perdre le goust. C'est pourquoy les chasseurs oblièrnt de ne chasser en plaine lune, car la rosée est plus grāde, & oste aux chiens la cognoissance du train de la sauuagine: en ce temps ils retournent souuēt cōme ils y sont allez De là Diodore remarque qu'il n'y a point de chasseurs proches le mont Etna non qu'il ne soit abbondāt en sauuagine, mais parce que les herbes y sont si odorantes qu'elles o-
blent le sentiment aux chiens ^e.

*e idē lib.
26. ca. 10.*

Bled en tuyau.] Les chasses ne sont rāt exactement defendues aux autres nations qu'elles sont en France, les ordōnances de noz Roys ayās quelques-fois fait plus d'estat de tuer vne beste, qu'un hōme, l'homicide a facillemēt grace, & c'est cas irremissible de chasser aux bestes roullēs. Voila les remōstrances de l'assemblée de 1 ours. Et cōbiē qu'il soit licite aux Nobles chasser à toutes bestes sauuages en leurs bois, hors la gruerie du Roy, & combiē qu'ainsi on en aye vsé au tēps du Roy Charles 7. & au parauant: neantmoins apres son trespas ont esté empeschēz en leurs droicts & faict cōtre eux & sur eux merueilleuses exactions, par cōmissaires & gens de petit estat, dōt se sōt ensuiuus plusieurs maux, & entre les autres grands degasts de bleds par les bestes sauuages, auxquelles on n'osoit toucher, & estoient les bestes plus franches que les hommes, & pource semble que lesdīcts Nobles doiuent estre entretenus en leurs anciēnes prerogatiues & priuileges ^f. Charles neuhiēme semble auoir voulu cōsiderer les persōnes, les terres la qualitté des bestes, & le tēps de la chasse. Il permet aux Nobles qui ont iustice, ou droict de chasse dans leurs terres y tirer de l'harquebuse pour leurs passe-
temps

*f Tous
cha. de la
Noblesse.
fueil 21.
pag. 2.*

téps, sans en abuser, ni permettre que leurs seruiteurs ou autres à leur adueu tirét aux forests du Roy à bestes rousses, ou noires, ou à gibbier prohibé *g. Orleāns*. Voulāt *g. 120.* neātmoins que ceux qui ont droict de chasse dās ses forests, soyent cōseruez apres auoir faict apparoir de leurs priuileges, & par tout ailleurs pourueu que ce soit sans dommage d'autruy speciallement du laboureur. En ceste consideration il defendit la chasse à pie, ou à cheual, avec chiēs, ou oiseaux, sur les terres enuermisees, despuis que le bled est en tuyau: & aux vignes despuis le premier iour de Mars iusques apres la despouille à peine de tous dommages & interests du laboureur *h. Orleāns*. Et pour le regard de ceux *g. 109.* qui n'ont droict de chasse, Nobles ou roturiers leur defend d'offencer les bestes rousses trouuees dans leurs terres, permettant seulement de les ietter hors à cris & iects de pierres. Ceste derniere ordonnance est fondee sur le plaisir du Prince, & est contre toutes constitutions, qui permettent sans distinction de qualité, de chasser dans ses terres: les laboureurs reseruez, de crainte qu'ils ne s'y affriandēt tellement que les labourages en demeurent: matiere que ie reserue pour vne autre fois, nō plus que ne serourneray icy à discourir sur les questions qui en viennent ordinairement: Sçauoir si vous auez laïssé la beste & que ie l'aye prinse dans mon heritage, à qui elle appartiendra. Quand vous l'avez poursuiuie dans mon heritage contre mon gré, si les interests peuuent estre demandez ou la beste. Si la beste s'est prinse dās mes laïsets & que quelque autre soit venu la prendre, si i'ay prins dās mon fonds l'oïseau de proye d'un autre & l'ay tue, & autres semblables *k. Synla. iur. lib 6. fol. 356. col. 1. Orleāns. fol. 355. col. 2.*

Nostre

Nostre vouloir & intention est, de reduire le nombre des Compaignies des hommes d'armes de noz Ordonnances, & gens de pied, selon que nous aduiferons estre expedient pour le bien de nostre seruice, & soulagement de nostre peuple, & ne donner cy apres aucunes Compaignies de noz gendarmes, sinõ à Gentils-hommes signalez, aagés de vingt cinq ans pour le moins, & qui au parauant auront esté Capitaines de cheuaux legers, ou Guidons, Enseignes de gendarmes, Cheuaux legers, ou Capitaines de gens de pied, par le terme & espace de six ans continuels.

Reduire le nombre des compaignies.] Nous auons cy dessus declaré comme la multitude de gendarmes ne maintient le Roy. Adioustans ce qui fait à l'expositiõ de texte, faudra nous souuenir des termes de l'assemblée de Tours: & pource que le Roy qui est la seurté du Royaume ne se peut passer d'auoir gendarmes, semble aux Estats que le nombre qu'auoit le Roy Charles 7. est suffisant pour ce à quoy lesdicts gendarmes sont ordonnez, attendu l'vniõ du Royaume, le grãd amour que tous les Estats d'iceluy ont au Roy, pour la defense duquel si la necessité suruenoit se vouldroyet exposer corps & biens^a. Et en autre endroict: Charles le quint (comme on dit) ne saignit iamais espee, & toutesfois recouura son

son Royaume & regna toute sa vie en paix, & en iustice ^b. Auguste entretenoit quarante quatre legions & falloit pour chacune deux cens septante deux mille escus ^c. Sa domination estoit grande.

A Gentils-hommes signalez.] Charles neufiesme vouloit que nul ne fust receu aux compagnies d'hommes d'armes, qui ne fust de la qualité requise par les ordonnances de ces predecesseurs: & que aucun ne paruint à l'estat de Commissaire des guerres qui ne fust Gentil-homme expérimenté ^d. Il vse du mot, expérimenté, & nostre Edict dit, signalé, c'est à dire dont les vertus soyent reconnues. Car en France on ne fait point d'estat des vicieux quelque grade qu'ils puissent auoir. Ainsi sera reiettee l'opinion de Batolle qui dit que les hommes viennent aux dignités par les vertus & actes genereux: ou par les vices signalez. Les Princes aiment souuent les plus meschans & leur donnent les premieres dignités ^e.

Vingt-cinq ans pour le moins.] Voicy qui est contre l'intention de Iustinian, lequel retrenchât les vieilles loix (qui permettoient aux pupilles paruenus iusques à estre Tribuns des gēdarmes de faire testament) veut que leurs dispositions ne puissent preiudicier aux parents & au residu laisse la vieille loy en sa force, par laquelle les mineurs pouuoient estre chefs de compagnie ^f.

Capitaines de cheuaux legers.] Les Grecs & Macedoniens auoyent deux sortes de Gendarmes à cheual: les vns appelez, *oplites*, qui estoient armez en blanc, avec l'escu & la lance, ceux la sont semblables aux compagnies de gendarmes: les au-

b Tours
fueil. 9.

c Sleida.
lib. 2. fol.
39. de Im
periu.

d Orleans
§. 115.

e Bart l.
1. lib. 12.
C. de di-
gni n. 66.

f l. licet.
C. de se-
sta. milit.

tres nommez, *psilles*, qui vsoyēt de l'arc & fleſches,
& de la fonde. Ils peuuent eſtre prins pour les che-
uaux legers, fors q̄ les noſtres s'aident de l'harque-
buſe. Anciennement les cheuaux des vns eſtoyent
grandement diſſerents des autres, les hommes d'ar-
mes montez ſur forts rouſſins de ſeruiſe, & lors on
ne ſçauoit que vaut le fuir: les autres ſur courtaux &
doubles courtaux de taille beaucoup plus legers, de
là eſt iſſu le nom de *cheuaux legers*. S'ils ſont ſouuēt
plus legiers à la fuitte qu'à aller au combat, deman-
dez le à l'Empereur Probus. Il auoit vn cheual de
baſſe taille & de peu d'apparence, mais ſi viſte &
bon au trauail qu'il pouuoit ſans relasche durant
quinze iours, faire enuiron quarante lieuës, chacune
iournee ſans aggrauer. Ceſt Empereur tiroit de là
qu'il eſtoit meilleur pour quelque fuyard, que pour
vn bon & vaillant Capitaine 8. Or comme nous a-
uons veu cy deſſus qu'il faut venir aux Eſtats de iu-
dicature par degrés, des plus petits aux plus grands,
le ſemblable eſt obſerué aux Eſtats de robbe cour-
te. Qu'aucun ne ſoit receu diſoit l'Empereur Ze-
non à l'eſtat de Patrice, qui eſt le plus grand de tous
autres, s'il n'a premierement eſté Conſul ou prepo-
ſe au Pretoire d'Oriēt, & Illyrique, ou gouuerneur
de ville, ou Maiſtre des gendarmes ^h. Nul ne pou-
uoit eſtre Preteur qui n'eult eſté Queſteur ⁱ.

§. CCLXXXVII.

Pourront neantmoins leſdiſtes Compai-
gnies eſtre données aux Princes qui aurōt at-
taint l'aage de dix-huiſt ans, & nō au parauāt.
Aux

g. Calini
Rhod. lib.
21. ca. 18.
20.

h. l. nemi-
ni lib. 12.
C. de Con
ſu.

i. Alex ab
Alex lib.
4. cap. 6.
ſu. 189.

Aux Princes. J Les Docteurs distinguēt les dignités hereditaires & electives, & diēt que le Prince enfant peut estre Roy, quand le Royaume vient par succession: non Empereur d'autant que l'Empire reçoit les elections ^a. En France les premieres compagnies sont comme affectees aux enfans de Princes. Ce qui se practique pour l'honneur, leurs Lieutenants faisans le residu de la charge. Les ieunes Princes sont dangereux & souuent changent de mieux en pis lors qu'ils se sentent estre les plus forts. C'est pourquoy les Republicques ont eu crainte de leur commettre le gouuernemēt & donner la principale conduite des armes. Apres la mort de Iules Cesar Marc Antoine cōmança de troubler l'estat, Ciceron fit tant par son beau parler, qu'Octaue nepueu de l'Empereur defunct & mineur de vingt ans fust creē Consul. Il refuta toutes les raisons qui mouuoient les Romains de reietter vn Capitaine si ieune, leur proposa beaucoup d'exemples qui auoyent heureusement succedē au public, se faisoit pleige & caution qu'Octaue ne feroit aucune chose que le peuple n'eust tres-aggreable, & le stipula bon citoyen, tres-affectiōnnē au salut de la patrie. Si tost qu'il eust les armes en main il fit contenance de vouloir aneantir l'ennemi du peuple mais quelque temps apres les ennemis s'accorderent, ioignirent leurs forces à la ruine du pays. Ciceron en receut le guerdon de ses louanges & fideiussions ^b.

*a Barto.
lib. 2. c.
de munici-
palius patri-
mo.*

*b Sleidā.
lib. 2. de
Imperio.
fol. 37.*

Et quant aux membres des Compaignies de nostre gendarmerie , ne pourront estre donnez qu'à Gentils-hommes , qui nous auront faict seruice à noz Ordonnances, pour le moins trois ans continuels, ou esté Capitaines de cheuaux-legers.

Aux membres des compaignies.] Ce n'est sans grande consideration que sa Majesté veut bien choisit les chefs & principaux membres de compagnie de gendarmes , attendu l'honneur de ces charges & le peril qui est de les donner à des apprentifs. Bartolle a remarqué que les Capitaines qui sont enuoyez pour combattre contre les Sarra-
 fins & infidelles sont comparez aux anciens Procō-
 suls des premiers Romains qui estoient gouuer-
 neurs de la prouince assignee, & traictoyent des af-
 faires de guerre & de paix ^a. Les Atheniens ne pre-
 noient autres que nobles pour la conduicte de leur
 gendarmerie, sinon apres que la puissance de Cleon
 fust passée. Car craignans que les Nobles ne se vou-
 lussent rendre seigneurs de la Republique demo-
 craticque, ils commencerent à choisir Capitaines
 d'être la populace, ainsi qu'un nommé Hyperbolle
 faiseur de lampes ^b. La France veut que les gendar-
 mes soyent nobles & les Capitaines tels qu'on puis-
 se auoir raison d'eux, si les gendarmes de leurs com-
 paignies offencent , & entend qu'ils soyent tous
 bien disposez aux armes ^c. Que veulent dire ces
 mots (membres des cōpaignies) les fourriers & Se-
 cretaires

*a ad l. 1.
C. de co-
misiis rei
militia.*

*b Celsus
Rhod l. 1.
§ 6. ca. 21.
c Tours
chapt du
faict com-
mun sue.
28.*

cretaires y seront ils compris ? L'Empereur Anastase semble le desnier. Les Notaires & appariteurs qui obeissent aux commandemens du maistre des gendarmes ne iouissent des priuileges des gens de guerre touchât la solemnité des testamêts, combien qu'ils soyent enrollez avec la gendarmerie ^d. Ce qui peut estre entendu de ces fourriers de gens de pied qui baillent les attiquets aux soldats & ne font point de profelsion des armes: non des Mareschaux des logis qui font le seruice, & sont membres de compaignie.

*dl. scriu
rios C. de
testa. ma-
lis.*

§. CCLXXXIX:

Ne pourra aucun estre Gendarme, qu'il n'ait esté Archer, ou Cheual-leger vn an continuel: ni estre Archer, qu'il ne soit extrait de noble race.

De noble race.] Les Romains ne permirent oncques que les serfs fussent receus de s'enroller, fors pour la grande necessité: ceux qui y contreenoyent n'en estoient quittes à meilleur marché que de la vie. Les premiers receus furent à la guerre de Perse, puis apres la grande desfaiète de Cannes, & les libertins y trouuerent place durant la guerre sociale ^a. Venons au temps des Empereurs. Zenon desnia aux marchands fermiers & assenseurs des domaines d'autrui de guerroyer ^b. Diocletian & Maximian interpreterent les fermiers soit des terres, ou des prairies ^c. Et le mesmes Zenon defendit à ses gédarmes de s'embesoigner d'aucunes charges ciuiles sur peine d'estre descheus de tous

*a Calius
Rhod. lib.
25. c. 23.
b l. 1. de
propolis.
agis. lib.
12. C.
c l. cura.
C qui mē
lis possūt.*

priuileges appartenans aux gens de guerre. Cela
 à fin qu'ils n'ayent aucune chose affaire qu'à s'exer-
 citer & agguerrir pour mieux secourir la Republic-
 que au besoing ^d. Iustinian semble auoir voulu gra-
 cieuser ces ordonnances, defendant aux marchands
 de s'enroller aux compagnies de gendarmes pour
 l'aduenir, & permettant à ceux qui estoient desia
 receus d'y demeurer, pourueu qu'ils quittassent le
 train de marchandise ^e. Il faut estre tout vn ou tout
 autre. Le gendarme n'aime point le marchand, ni
 le courtaur de boutique & ne luy fait iamais la
 salut, s'il n'est bien auant dans ses papiers. L'hom-
 me de ville qui desire la paix & le repos craint le
 bruit des tabours & trompettes, & a à contrecœur
 la piafe des nobles. Iamais ces deux Estats ne s'ac-
 corderont tant que l'vn voudra seigneurier, tous
 deux refusans la domination l'vn de l'autre. Sylla
 ayant les armes en main chastia rigoureusement
 ceux du party de Marius & adiousta cruauté sur
 cruauté, les populaires auoyent donné des verges à
 leurs aduersaires, & les nobles ayans le dessus lan-
 glerent leurs ennemis par le ventre & par tout ^f.
 Demandez aux cantons de Suisse si les Nobles eu-
 rent du meilleur. Mais ces partialités, ont lieu où il
 n'y a point de Monarques. Bien-heureux le Royau-
 me où le noble a de quoy s'employer (& pleust à Dieu
 qu'il se voulust vn peu mieux cōtenir dans sa peau)
 heureux le tiers estat qui est conserué par la bonté
 du souuerain, qui au temps d'oppression a son re-
 cours à iustice, & n'est point contrainct de mettre
 la main aux armes, pour donner à cognoistre aux
 rapicreurs, que leur pouuoir est beaucoup plus foi-
 ble

*d l mili-
 te . l ms
 sars. C.
 de re ms
 lisa.*

*e lib 12.
 C nego-
 stat. ne
 militens.*

*f Sleidan
 lib. 1. fol.
 31. de m-
 periu.*

ble que le vouloir. Or nostre Edict sert d'interpretation à celuy de Bloys qui defend aux Contrerolleurs & autres qui auront ceste charge de recevoir & enroller aucuns aux ordonnances, en fraude du payement de la taille à peine d'estre cassez &c.

g Orléans
9.12.

§. C C X C.

Ceux qui auront abandonné leur enseigne au combat, seront degradez des armes, & declarez ignobles, comme roturiers assis & imposez à la taille.

Abandonné leur enseigne au combat.]
Voila les termes de l'Empereur Leon: Que les gendarmes qui sont entretenus aux despens publics soyent attentifs de defendre la Republicque, qu'ils ne s'addonnent point aux affaires particuliers, mais soyent d'ordinaire à leurs quartiers sous le drapeau ^a. C'est chose fâcheuse de faire le malade quand le pays a besoing de nostre aide, encores plus fâcheuse de fuir à l'homme qui est armé, & venu expressement pour dompter l'ennemi. Androclide s'estant enrollé, les soldats luy reprocherent sa jambe tortue, auxquels il respôdit: ce sont mes semblables dignes d'estre enrollez, lesquels pensent plus à mourir sur la place qu'à fuir. La femme disoit à son fils boiteux: Mon fils aye souuenance de la vertu à chacun pas que tu feras ^b. Je me souuiens auoir ailleurs touché les peines contre les deserteurs ^c, selon l'intention des loix & ordonnances Françoises. Et l'histoire apprend que les premiers Romains

a l. militaires C. de locat. & conducto.

b Calisto Rhod lib.

14 cap. 5.

c Traicté des peines mor: gendarmes

d. Calvus se contentoyent de les condamner au fouët ^{d.} Mais
Rods. lib. ce texte approuue l'opinion de l'Empereur. Gene-
10. cap. 5. ralement la punition de tels galands a esté si exa-
 cte que les soldats ne demeuroyent sans chastiment
 qui laissoyent le premier drapeau, sans auoir obtenu
e. l. cōtra. congé pour se mettre d'autre compagnie ^{e.} Et noz
C. de re loix commandent aux Capitaines de ne donner
militar. congé aux soldats lors qu'ils sont à l'expedition sur
fl. 1. C. de peine de mort aux cōtreuenās ^{f.} Cela est ainsi ordō-
cōmeatu. né à fin de tenir les enseignes remplies, & que les
 ennemis ne se puissent preualloir de tant de refrai-
 chissemens, qui sont trop librement accordez au
 preiudice du seruice du Roy, & grand interest du
 bon homme qui souffre la foule des allees & ve-
 nues de beaucoup de pēdarts auctorisez. Retour-
 nōs aux deserteurs, l'Empereur Theodose les a des-
 fiez & abbādonnez, punissant de mort les fermiers
 des maisons qu'ils recellent, & priué les proprié-
 taires du droict qu'ils y auoyent. Passant oultre il
 prend ceux pour deserteurs qui abbandonnent l'en-
 seigne lors du combat. Encores plus les anciens y
 comprenoient tous ceux qui auoyent perdu l'espee
 ou laissé cheoir le bouclier en combattant ^{h.} Tant
 s'en faut que Scipiō trouua la fuite du soldat digne
 d'excuses, qu'il tença vn gendarme luy monstrant
 vn bouclier bien façonné, vsant de ceste aigre re-
 sponse: la force & vertu de l'homme Romain est à la
 main dextre, & non à la gauche. Nō seulement la fui-
 te de ceux qui ont faict estat de guerroyer est igno-
 minieuse, mais le peu de courage de defendre la
 Republicque au besoing a esté corrigé. Cn. Vatiene
 se couppa les doigts de la main gauche à fin d'estre
 exempt

g. l. 1. de
desertori.
non deser
teurs ap-
pellés rhip
saspides.
Cal. Rho.
lib. 4. ca.
10.
h. Calvus
Rhodigi.
lib. 10 ca.
4.

exempt d'aller à la guerre Italicque, & les Senateurs le condamnerent aux prisons perpetuelles & confiscation de biens ¹. *l. d. li. ca. 4.* Quel si voulez voir vne merueilleable constance de trente gentilshommes Sogdiés & sur ce l'inuisible liberalité d'Alexandre, allez à l'histoire qui appréd que les prisonniers ayans ouy la pronunciation de leur iugement par lequel ils estoient condamnez à mourir, se prindrent à attiffer comme s'ils fussent inuitez à quelque festin, & sur le chemin chantoient hymnes de resiouissance dôt les assistants s'estonnerent fort. Alexandre aduertí de ceste nouueauté fit surseoir l'exécution, pour scauoir d'où leur venoit ceste ioye en temps si lamentable. Non pour autre occasion (respondirent ils) sinon parce que nous receuons la fin de noz iours par le commandement du plus grand Prince que la terre porte, & pour la defense du pays: ainsi nous reputós nostre mort glorieuse, & allós d'un allaigre pas trouuer le dernier iour. Je voudroye bié scauoir, leur proposa Alexandre, si vous auez volunté de viure plus longuement sans m'estre ennemis. Sur quoy ils replicquerent, nous n'auons iamais pensé vous estre ennemis, mais d'autant qu'eltes venus dans ceste terre faisans le degast, l'amour de la patrie nous a contrainct de faire teste à ces oultrageuses façons. Que s'il vous plaist combattre avec nous à qui aura plus de douceur, & benignité nous mettrons peine de n'estre vaincus, & essayerons nous defendre par mutuels offices. Alexandre leur demanda quels pleiges ils vouloyét donner pour asseurance de leurs promesses: Ils respondirent, la vie que vous nous donnerez sera vostre quand il vous plaira la repren-

k *Celins*
Rhodig
lib. 18. ca.
 33.

l *Slaidā.*
lib. 1. fol.
22. de 4.
imperin.
m Cal.

Rodigin.
lib 18 c 1.
voyez mō
traicté des
peines,
pour les
loix Frā.
çoises nos
gendar
mes.

v *Barth.*
lib. 12. C.
de dignit.
l. 1. n 30.
 o *l. de fun*
clorū. C.
dere mil.
 p *l. cum*
allegatis.
eod tit

q *lodos.*
Dāhond.
li. Paris.
 verb. ex-
 primere.

dre^k. Voila de bons gendarmes qui veulent viure & mourir pour le public. Ils desireront longuement viure le pays assure, & demandent la fin de leurs iours plustost que voir la ruine de la patrie. Qu'est il besoing de mettre en auāt les Camilles, Manlins, le Cheuallier Valere, le Corbin, Rutille, Papionis, Philon, Dece, & mille autres qui ont donné libremēt leurs vies à fin que par leur mort la Republique demeura saulue^l? Pēsez vous qu'ils eussent voulu abandonner le drapeau? La loy des Lacedemoniens portoit, ou vaincre ou mourir^m.

Degraderez des armes.] Les loix Canoniques & ciuiles monstrent que personne cōstituee en dignité ne peut estre condamnée à mourir sans premiere degradationⁿ. Mais nous en auōs quelquefois veu la practique aux gens d'Eglise & soldats.

Imposez à la taille.] Les biens de ceux soyent confisquezz (disoyent les Empereurs Marc & Antonin) qui sont deserteurs, & decedent auant qu'estre restituez^o. Vray est que ceux qui sont restituez ne doubtent d'estre receus aux bādes^p. Or la degradation rend le gendarme infame, encores qu'elle ne soit declaree ignominieuse^q.

§. CCXCI.

Nous voulons & entendons que nostre gendarmerie soit payee selon l'ordonnance faicte par le feu Roy Charles nostre trescher seigneur & frere, en l'an mil cinq cens soixante & quatorze.

Nostre

Nostre gendarmerie soit payee.] Constantin ne voulust endurer que les officiers des Tailles rédissent les subiects prisonniers par faute de payer leur cottisations, mais permit qu'ils fussent exécutés en leurs biens meubles & immeubles, sous les considerations qui ensuiuent, d'autant (disoyent ils) que les collecteurs ayās ceste puissance rendront les debtors plus accouragez de payer leurs cottisations pour l'entretien de nostre gendarmerie, & au soulas public^a. Mais comment retirerons nous que le payemēt de la gendarmerie soit la conseruatiō de l'estat veu que les anciēns ont faict peu de cas des gendarmes mercenaires, & que les Cariēns ont esté estimez vils & abiects, pour auoir les premiers receus la paye allans en guerre^b? Je confesse que le gendarme estranger ne fait gueres chose qui vaille quand il va batailler pour receuoir paye, & viure à discretion aux terres du Prince qui l'appelle à son seruice (ce que les guerres ciuiles nous ont monsté par experience) mais quand le soldat qui est de la province reçoit ses gaiges il a double cœur de bien faire: le premier vient de l'affection au pays, le second de ce qu'il n'est point empesché d'aller çà & là à la picquoree pour trouuer de quoy viure. L'hoste luy fournit de viures à pris raisonnable, & s'estudie de luy subuenir en toutes necessités, au lieu que quand la paye faut, le soldat deuiant brigand, & rauage tout par où il passe. L'ami, le confederé, sont de mesmes ou pirement traictez que l'ēnemi. Cesar disoit deux choses grandement necessaires à vn Prince pour conseruer & augmenter son Empire, la gendarmerie & l'argent, mais que l'un ne valloit gueres sans l'autre.

d'autant

*a l' memo
circulerem.
C. de exa
flo. tribu.*

*b Calino
Rhod. li.
11. s. 2.*

e idem li.
20. c. 35. D'autant que l'art militaire est entretenu quand les gendarmes sont bien payez, & vivent par estapes, & leur vertu & vaillance fait venir l'argent ^e. Voyez la belle correctiō (qui deuroit estre exemple à beaucoup de noz gendarmes François) que fit Daire à vn caporal de son armee qui ne cessoit d'inuectiues contre Alexandre: Je vous donne la paye, & fais distribuer la munition, à fin que batailliez vaillamment contre Alexandre, non pour iapper contre luy: le soldat doit auoir la langue courte, & le bras lōg ^d. Quintius Preteur des Achees voyāt Philopemon conduire vne grosse armee composee de cheualliers & pietons bien armez, mais n'ayans point d'argent, disoit que Philopemon auoit des mains, & des cuissēs, mais qu'il n'auoit point de vētre ^e. Nous auons cy dessus monstré combien d'argent Auguste employoit au payement de ses legions. Voyons le mal qui vient de retenir la paye aux soldats. L'estat en est alteré, & le peuple oppressé. Les Sarrasins qui batailloient sōubs Heraclius voyans qu'on leur retenoit la paye, abbādonnerent l'Empereur & se rengerēt du parti de Mahomet. Cela causa la defolation de toute la Syrie, la prinse de Damas, la ruine d'Egypte, la conqueste d'Arabie, & la victoire contre les Perses ^f. Que sert-il de recourir aux estrāgers veu que nous auons l'histoire dans la maison? Au regne de Charles sixiesme apres que les premiers troubles faicts furent aucunemēt appeisēz, les compaignies considerans qu'on ne leur faisoit faire aucunes monstres, & que la solde defailloit, se mirent à courir le plat pays, & tourmenterent le pauvre peuple par forcemens de femmes, filles, par degasts

f *Steidā.*
lib. 2 fol.
61. de 4.
impe. l. in
nomine
domini.
C. de offi.
prosecū.
prato. A-
frica.

degasts de fruiçts, & vtenfilles, par rançonemens, de mesmes que s'ils eussent esté en pays de conqueste &c. Il ne faut ja demander quelle en a esté la pratique font vingt cinq ans, laquelle commence à s'attiedir par la clemence d'Héry qui a prins compassion de son peuple desolé, & a dresse vn bel Edict pour remettre la gendarmerie aux termes des ordonances militaires, duquel les subiects commencent à receuoir soulas, & en ressentiront les fruiçts meilleurs s'il est entretenu comme il appartient.

*3. Iodoc.
Dahoud.
verb pecu
nia. lib.
Parium.*

§. CCXCII.

Toutes garnisons & rafraichissemens de gendarmeries se feront és villes closes, & non au plat pays.

Es villes closes.] Sur quoy peut estre fondee ceste ordonnance, veu que c'est presque tout vn de voir le feu & le gendarme dans vne ville? le rafraichissement des gendarmes qui fust au regne de Galien dans ceste belle ville de Constantinople, la rendit vesue au despartir de toutes ses bonnes & anciennes maisons. Ils la trouuerent florissante à l'arriuee, & la laisserent tant desolee que beaucoup de villages paroissoient pardessus elle^a. Les garnisons dans les villes ont de tout temps esté tresdangereuses. Voyez comme en parle Ciceron. Les Gouverneurs de prouince faisoient estat de l'argét qu'ils deuoyent prendre, à fin d'exempter des garnisons. Les plus florissantes villes bailloyent de grands deniers pour ne receuoir les gendarmes pendant l'hyuer. Ceux de Cypre ont quelquesfois fourni pour cest effect deux cens talents Attiques.

*a Calius
Rods lib.
22. ca. 14.*

Mais

b li. 5 e-
pistol. ad
Atticum.
Cicero.

Mais i'ose dire sans mentir que durant mon gouvernement homme de la prouince n'a desbourcé aucun denier : & si n'ay permis pour tant de benefices, qu'ils estiment grands sur tous autres, qu'aucune recompense n'aye esté faite : i'ay refulé leurs statuts, & me suis contenté des remerciements b. Pleust à Dieu qu'il y eust ores beaucoup de gouverneurs semblables, aussi affectionnez à refuser, qu'ils sont à demander. Pour nostre propos il se peut recueillir de là que les refraichissemens dans les villes closes sont tres-preiudiciables. D'où vient d'ocques que sa Majesté l'a ainsi voulu? Est ce point d'autant que les villages ont esté assez oppressez, & qu'il faut maintenant que les villes s'en ressentent pour mettre aux subiects l'equalité de miseres? Non, le Roy procure trop le soulas & l'aïse de son peuple. C'est à fin que les gendarmes se rengent mieux à raison, n'osans faire dans les villes la milliesme des insolences qu'ils commettent au plat pays. C'est aussi à fin qu'ils soyent mieux accommodez de toutes choses necessaires, mettans la main à la bource.

§. CCXCIII.

La quatriesme partie de nostre gendarmerie tiendra garnison trois mois l'annee. Er y seront les Compagnies entieres & completes, avec leurs Chefs & tous les membres, sans qu'aucun en puisse estre dispensé, sinon le Capitaine en chef lors que par nostre commandement & permission expresse il sera près de nostre personne, ou employé ailleurs

ailleurs à nostre seruice. Et quand ladicte quatriefme partie entrera en garnison, & aufsi quand elle en sortira, elle fera monstre en armes: & pour les autres quartiers en robbe seulement.

Garnison trois mois l'annee.] Noz loix apprennent qu'il n'est loisible aux gens de guerre de se retirer sans auoir congé des Capitaines, & que telle permission ne doit estre donnee lors qu'auons l'ennemi sur les bras: aufsi n'est-ce le temps de se rafraichir, mais faut s'eschauffer à bien faire, & d'autant que le Royaume qui est en paix rend ses bons gendarmes feteans par faute d'exercice, la Majesté leur dône trois mois de l'an pour tenir garnisons, s'employer à exercices louables au rang qu'ils tiennent, à faire monstres en robbe & en armes, à fin que les commissaires cognoissent les hommes de valeur, bien equippez, & cōme le Roy pourra estre serui au besoing. Et de mesmes qu'anciēnemēt ceux qui ne se trouuoÿēt au terme & iour assigné estoyēt mis hors des rāgs pour en prendre vn autre beaucoup moins honorable, & (cōme on dit) de bons maistres estoyēt faiçts petits nouices, & y retourna la seconde fois estoyent effacez du rolle & cassez, de l'estat: de mesmes q ne se trouue aux mōstres est mis hors de charge, sinon qu'il face eniēdre son empeschemēt & iuste occasion d'absence^a. Spartian apprend que ces deux

sortes de mōstres en armes, & en robbe, ont eu cours au tēps des Romains. Les gendarmes (dit il) auoyēt certaines sortes d'habits qu'ils vestoyent dessoubs leurs armeures à fin q les vestemēs pl^o precieux ne re

ceussent

a l. i. c.
2 de com-
mentis.

ceussent la rouille de l'harnois. L'Empereur cōmāda que la legiō Pretorienne vint au deuāt de luy sans armes seulement avec les casacques ^b.

§. CCXCIII.

Les gendarmes estans aux garnisons, seront tenus, tant pour exercer leurs personnes au faict des armes, que pour dresser leurs cheuaux au combat, courir la bague deux fois la semaine, & combattre à l'espee armez des armes portees par les Ordonnances.

Courir la bague, tirer à l'espee.] Les gendarmes (disoit Leon) s'assemblerent souuent à fin de faire quelque exercice selō l'art militaire, & se rēdre plus prompts au cōbat ^a. Les escriuains ont remarqué que la voix du Musicien s'enrouille s'il ne chante souuent, & s'adoucit par accoustumance: ainsi que les nouueaux gendarmes se rendent accomplis s'exerceans aux ioustes, à l'escrime, à ietter la pierre à la luite, à saulter, à passer vne riuiera, à la nage, à bailler faulces alarmes, aux carques fainctes, à soustenir ou assaillir la forteresse, & mille semblables ^b. Pourquoy estoient presentees tant de diuerses coronnes durāt les ieux Olympicques, Pythies, & Nemees, sinon pour addextre les gladiateurs, les coureurs, ceux qui batailloient à cheual, liez de fronc, dans le chariot, ou les Cheualliers ^c. A quelle occasiō tant de vaillans capitaines du temps passé n'ont voulu bouleuerfer les villes ennemies prinſes d'assaut? C'a esté de crainte que leur nation n'ayant plus d'ennemis laissa l'exercice, & par succès de temps

^b Calius
Rhodigi.
lib. 16. ca.
10. f. 598.

^a l. milit.
tes. C. de
remilita.

^b Iodoc.
Dāhond.
lib. Paris
in fine.

^c Calius
Rhodigi.
lib. 13. ca.
17. 30.

temps se rendit poltronne & effeminee ^{d.} Soyent doncques à mespris ceux qui ne demandent que le repos, ou s'ils vôt à la guerre, c'est plus pour desrober, rançonner l'hoste ^{e.}, & prendre la passade des femmes, qu'à s'employer aux honnestes exercices contenus en cest Edict. Quand les Empereurs ont defendu l'escrime ils ont entendu de celle qui se faisoit à fer esmolu iusques à rair la vie ^{f.}

*d Caluso
Rhod lib.
27 cap. 1.*

*e Idēlib.
11. cap. 3.*

*f l. 1. C. de
gladiato.*

§. CCXCV.

Noz gens de guerre payeront raisonnablement de gré à gré ce qu'ils prendront, & se defrayeront avec leurs varlets & cheuaux de tout ce qui leur sera necessaire, tant en marchans par pays, que seiournans & residans en leurs garnisons, sans aucune exaction, fouldie, ou oppression de nostre peuple.

Payeront raisonnablement.] Entre les sentences dorees de l'Empereur Probus ceste cy est remarquable, *Le viure des gendarmes ne doit estre gratuit* ^{a.} Constantin a esté de mesme opinion que la Majesté d'Henry. Il vouloit que ses gendarmes eussent estapes & ne permettoit que le peup'e oultre cela fust oppressé. Et Henry leur donne la paye à fin d'achepter ce qui leur sera besoing. Voila comme l'Empereur en parloit: Nous auons esté aduertis que noz subiects oultre les viures qu'ils fournissent pour les gens de guerre sont encores molestez, en ce que le soldat se fait nourrir & son cheual gratuitement. Partant nous commandons aux iuges

*a Caluso
Rhod lib.
18. ca. 21.*

b l. Pra- d'y auoir esgard, & de faire cesser ces oppressions *b*.
tor. C. de Et en ce temps le gendarme estoit tenu de court en
lucr. Ad- telle sorte qu'il n'eust osé mettre son cheual aux
nocat. prairies communes ou des particuliers sans pre-
e l. infi- mier consentement *c*. Ce qui est bien esloigné de
gni. l. l'obseruance du iourd'huy. Le gendarme fera man-
Pra. C. ger l'auoine à son cheual iusques au creuer, il le
de pascu. tiendra à la paille iusques au ventre, fera litiere de
publis. foin, & demendera du meilleur vin à plains chau-
 derons pour luy frotter les iambes, & addoucir les
 nerfs, tout aux despens de l'hoste. Que s'il pense
 ouurir la bouche contre ces demesurees despences,
 le gendarme prendra vne quarte ou deux de soile-
 le, avec de l'eauë, & vne certaine herbe, la fera
 bouillir, puis la lairralà. Car il n'y a animal quel-
 conques qui daigne toucher à ce grain, despuis que
 l'herbe aura bouilliauec tout. Que si vous deman-
 dez quel payement, quelquesfois bastonnades, & à
 bon marché faire faut la rançon au despartir, tant
d Tours les ordonnances de noz Roys sont à mespris *d*. Le
fuail. 28. bon Theodose en parloit bien autrement. Les ha-
 bitans de noz Prouinces ne seront tenus qu'à four-
 nir logis à noz gens de guerre, & ne donneront au-
 cune chose, soit pour la nourriture ou fourrage de
 leurs cheuaux, mesmes les soldats ne le receurent
 combien qu'il leur fust librement présenté *e*. Iusti-
 nian estoit en pareille opinion. Si nous vous com-
 mandôs d'aller d'une prouince en autre pour nostre
e l. deu- seruice vous serez contés de voz gaiges, & payerez
sum C. de en passant comme vous faisiez estant à la garnison *f*.
metasit. Il y a plus, car les historiës ont tiré de noz loix la de-
f Auth. fense faicte aux chefs & capitaines de gens de guer-
demad. re,
princi. 6.
liud.

re, de demâder à leurs hostes des liëts, du bois, ou de la chandelle &c. Voyez mon traicté des peines ^h.

g Calius
Rhod. lib.
30 ca 10.
h mot gē-
darmes.

Oppression de nostre peuple.] Tant s'en faut que les anciens ayent oncques opprimé les alliés & de mesme parti, qu'ils se sont souuent mon-
stré plus benigns à l'estranger apres la victoire, que les nobles François ne sont dans leur propre terre i. Vn soldat degradé demanda à Scipion pourquoy il l'auoit casé, parce respondit il qu'estant entré dans la ville ennemie, tu as plustost butiné que moy. Les Scytes qui se defendirent tousiours contre la puissance Romaine, desconfirent le camp de Sopition Capitaine soubz Alexandre, chasserent Darius de leurs terres, & desfirent Cyrus, ne combattirent oncques pour le pillage, le but tendoit seulement à se rendre victorieux ^k. A ce propos, Ronsard enseigne ainsi le Roy.

i l. in no-
mins. C.
de offic.
praefect.
praetor. A
frica.

k Calius
Rhod. lib.
18. c. 24.

Mesprise la richesse, & toutesfois desire

Comme un cœur valeureux de hausser ton bõheur,

Et par armes un iour aggrandis ton Empire,

Moins pour auoir du bié, que pour auoir hõneur ^l.

l Berge-
rie des
Princes.

Les nobles deuoyent ainsi reigler leurs vaillances. Mais nous sommes au temps où on ne recognoist plus de discipline militaire aux François, tout est conuertí en brigandage. Le Monarque (s'il en auoit volonté) ne scauroit plus rigoureusement traicter ses subiects, que par le passage de deux ou trois regimens François. L'armee ennemie, & les soldats armez pour nostre defense à deux autres. Qui pourroit soubstenir les actions des vicieux qui estiment battre, frapper, piller, obeir à ses cupidités, estre les marques d'un vaillant soldat?

Et à fin que nosdicts gens de guerre soyēt accommodez de logis, viures, & fourrages necessaires, nous voulons que noz hommes d'armes de noz Ordonnances, marchans par pays en corps, ou noz gens de pied, ayans à passer par pays, ou y seiourner, soyent tenus marcher, & se loger en troupe, le plus qu'il leur sera possible.

De logis. Qu'est deuenue l'ancienne façon de camper obseruee lors que les Romains se pouuoient dire gouuerneurs du monde? chassoyent ils l'hoste du logis? luy faisoient ils quitter le liēt? Le gendarme Romain, dit Tite Liue, s'endurcit au labeur, à l'œuvre, & sous les peaux: c'est à dire sous la tente: car elles estoient couuertes de peaux. Voila pourquoy Druse imposa sur les Phrises (peuple d'Allemagne) certaine quantité de peaux de beufs, pour seruir à la gendarmerie. Les Consuls auoyent leurs tentes, & autres choses necessaires à l'expedition, aux despens publicques: & ne prenoient aucune chose des particuliers. Mais in fine receut cest hōneur du peuple Romain ^a. J'ay veu ces iours derniers vn miracle en noz Gaules en la personne de Monsieur le Comte de Thauanes allant au camp de Villefranche, il payoit son hoste d'une liberalle main, beaucoup plus auantageusement que la valeur des denrees ne portoit, & faisoit marcher son liēt de cāp, à fin de reseruer celuy de l'hoste. Pleust à Dieu qu'il eust beaucoup d'imitateurs.

Viures

^a Calvus
- h. d. ca.
- 4. lib. 27.

Viures & fourrages.] Où sont les aubereaux qui en temps de paix se curent les dents auant des- iuner, ou vont aux voisins pour prendre la repue fraîche, & la guerre esleuee ne peuuent estre rassiez quoy qu'on leur puisse presenter? Le vin de l'hoste ne vaut plus rien pour eux, le pain est trop bis, les veaux & moutons ne sont d'allôy, quant és poules dindes ou de pays, suffit d'en laisser l'engeance: & tout cela ne vaut rien sans drogues & espiceries. S'il n'y a allës d'auoine faut faire creuer le froment, les pieds de mouche pour rien comptez ^b. Je ne veux point redire que le soldat deuroit viure à sa bourse, quand ses gaiges ne suffisent, & que le langaige des guerroyeurs est inique qui au dire à Dieu tiennent ces propos, mon hoste quand vous m'aurez faiët payer de ce que le Roy me doit ie vous payeray. Mais ie demanderoye volôtiers cōme les Romains viuoyent lors que tout le monde trembloit sous leur nom. Ils mangeoyent du biscuit, & quelques iours de la semaine auoyent du pain frais, beuoyent du vin & du vinaigre par mesure, & par iours, se contentoyent de mouton & de lard, & ne pouoyent s'esloigner plus de demi lieuë pour chercher des pailles pour le gitte ^c. Quelquesfois pour empescher la picquoree qui ne tend qu'à la ruine du peuple, on les a nourri par estapes ^d.

*b Tours
fues. 25.*

*e l. 1. 2. 3.
C. de erog-
gat mili-
tar. annō.
d l. Pro-
uincialiu.
eod. tit. de
erog. mi-
li. annō.*

§. CCXCVII.

Et seront tenus les Capitaines d'aduertir ceux qui seront deputez en chacune Pro-

uince pour dresser estapes , & marquer logis , selon le nombre de la gendarmerie ou infanterie qui deura arriuer , à fin que les viures leur soyent fournis , & baillez à pris raisonnable & moderé.

Dresser estapes.] L'Empereur Anastase a donné prouision sur le plus pernicieux abus qui soit en toute la gendarmerie Françoisse. Les subiects ne recognoissent plus la guerre d'auec la paix : parce qu'au temps le plus calme on ne voit autre chose que demi douzaine de regimens chercher l'Orient quand ils sont en Occident, & de là s'informer du Midi & Septentrion. Le peuple les nourrit à grands frais, & paye le giste de son hoste qui l'est venu voir. Je croy, si le Royaume duroit d'aduantage, qu'ils viendroyent de plus loing. L'occasion de toutes ces courses & trauerses est fondée à fin d'empescher les intelligences que les capitaines qui sont és places de frontiere pourroyent auoir s'ils y demeuroyent plus longuement sans estre renouvellez. Cela est bon pour les remuer de place en autre , non pour leur faire tenir d'ordinaire enuiron deux cés lieues de pays. Et quand il seroit expedient, au moins seroit il besoing de les policer, & donner ordre que l'oppression cessà és lieux où ils passent. Si vous en dittes quelque chose ils respondent que leur paye est espanchee dans la maison de l'hoste & qu'ils s'essayent de la trouuer. C'est à dire que ceux qui les mettent en besoigne leur permettent de viure sur le peuple à defaut de soualde. Doncques ne reste que
bien

bien employer les tailles & taillon & reformer la gendarmerie par effect, suivant la louable intention que sa Majesté a faict publier ces iours derniers. Voila la prouision que l'Empereur donna en semblable occurrence. S'il aduient que les compagnies soyent mandees en temps de paix, les chefs & principaux membres se représenteront sans amener avec eux les troupes, & leur passage sera sans aucune incommodité aux lieux où ils trauerseront. Que si la necessité est telle qu'il faille auoir toute l'armee ils se donneront garde d'estre molestes aux habitants du plat pays, & porteront avec eux leurs munitions de trente iours, à fin que soit à l'allee ou au retour ils ne viuent sur le bon homme, & s'il cōuient faire plus longue demeure, les estapes leur seront dressées au lieu du seiour ^a.

A pris raisonnable. } C'estoit l'ancienne façon de dresser les estapes, le pays acheproit, puis les reuendoit aux soldats qui en auoyent besoing, & la perte qui se trouuoit à l'achapt (d'autāt que la vente estoit moderee au plus petit pris) s'imposoit sur tous ceux de la prouince. Despuis le commencement des guerres ciuiles, lors que les estapes ont esté commandees elles ont esté leuees aux despens du peuple & le soldat n'en a rien payé. La vieille forme estoit conforme aux loix Romaines, mais grandement diuerse à l'obseruance du iourd'huy ^b. Au lieu d'estapes, on n'entend plus parler que de picquoree, ripaille, & rançon.

*a l. tā col
lasores. g.
erst. ff. de
re milisa.*

*b l. an-
nonas. C.
de erga.
militum an-
non.*

Les villages, esquels lesdictes Cōpaignies de gendarmes, ou gens de pied, auront logé, seront recompensez ou soulagez de ce qui sera aduisé à la contribution des frais des estapes, & selon qu'il se trouuera estre raisonnable. Desquels frais sera rendu compte de trois mois en trois mois par deuant les iuges Royaux, ou autres ordinaires des lieux, appelez à ce les Maires, Escheuins des villes, & vn député de chacun bourg ou village, qui y auront contribué. Lequel compte se rendra gratuitement, & sans frais & salaire, tant pour l'audition que assistance.

Seront recompensez ou soulagez. ¶ Les Docteurs tiennent que tout est communicable en téps de nécessité. Que si vne prouince est remplie de gédarmes & a besoing de viures il en faudra prendre sur les autres qui ont bonne cueillette, & n'ont senti l'armee sur les bras: suiuant l'equalité qui doit auoir lieu entre subiects sous mesme domination. Ceste equalité est tant considerable que ceux qui sont les plus imposez seront deschargez des voirures & conduictes ausquelles ceux seront appelez qui ne payent point de munitions & estapes: mais si

a Bart. l. pro locis. C. de ann. & Tybur. chacune prouince est chargee de conduire sa ferme il faudra moins imposer les plus esloignez ^a. C'est doncques raison à l'imposition des estapes de soulager les Parroisses par lesquelles les gens de guerre sont

sont passez , ayans receu asés d'incommodités de tels hostes.

§. CCXCIX.

Et à fin que nostre gendarmerie & infanterie allant & seiournant par pays , n'ayent occasion de mal faire , nous enioignons tresexpressément à tousnoz Capitaines tant d'hommes d'armes que de gens de pied , de se tenir en leurs Compagnies, & ne s'en départir esloigner , ni absenter, sans nostre expresse permission & licence. Auquel cas encores ils seront tenus de laisser leurs Lieutenans pour empescher qu'aucun tort & outrage ne soit faict par leurs Compagnies : & représenteront en iustice ceux de leurs gendarmes ou soldats , dont on leur fera plainte. Autrement & à faute de ce faire , seront en leurs propres & priués noms responsables ciuilement des torts, excés , & outrages faicts par ceux de leur Compagnie , qui ne comparoistrôt. Pour raison dequoy ils pourront estre appelez par denant les Iuges des lieux , où lesdictes fautes auront esté commises.

D'hommes d'armes & de gens de pied.]
Les premieres anneés des guerres ciuiles Françoises faisoient encores recognoistre les compagnies

d'hommes d'armes d'avec celles de gens de pied. Les premiers se contentoient de la vie pour eux, & leurs cheuaux, & les autres commençoient à se reuestir & chauffer du manteau, autres habillemens, & souliers de l'hoste. Mais si accorrement qu'on ne trouuoit jamais sa perte que le soldat ne fust à trois lieues de là, depuis la continuation de ceste maladie a faict qu'il faut des bottes, l'espee, la ceinture, la selle, & autres harnois de cheuaux aussi bié pour l'homme d'armes que de l'argent pour le soldat, le tout bien souuent au sceu & à la veüe du capitaine, ou de son lieutenant, qui n'en dient mot: ce qui ne peut estre sans soupçon qu'ils soyent participans au butin. Il n'y a plus persõne de l'humeur de Luc Mumie. Il fust victorieux d'Achaye, & remplit toute la ville de drappeaux gaignez sur les ennemis, & apres sa mort ne se trouua dequoy marier ses filles ^a.

*a Cal.
Rhod. in
ls 29. ca
24.*

Représenteront en iustice.] Les loix donnoient aux chefs de compagnie la cognoissance des causes de leurs soldats, & pouuoir de les mettre es mains de la iustice ordinaire ^b. Mais le Monarque a esté contrainct de changer ceste obseruance d'autât qu'une grãde partie des capitaines donne trop de licence à ceux qui sont de leurs bandes. Les vns ne veulent perdre leurs hommes qui auroient ailleurs recours, s'ils estoient par trop rudoyez. Les autres aiment mieux le brigand que l'hõme de bien: cestuy cy ne feroit point de part à la rançon. Le soupçon d'auoir intelligence avec le soldat pilleur est purgé quand son chef le représente à iustice, pour en faire la punition selon les loix ^c. Les Estats de Tours par-

*b l. magi-
steria, c.
de iurif.
omn iud.
l. cã colla-
tores §. e-
rit. C. de
re mili-
tar.
c Bartol.
l. si post.
C. de af-
fessorib.*

lerent

serent du chastiment des hommes d'armes estâs en garnison, & de la forme qu'ils cuidoyent deuoir estre tenue pour les corriger, en ceste sorte: Semble, en ensuiuant l'ordonnance du Roy Charles septiesme, que le Roy doit commettre deux gentilshommes du pays où les garnisons seront, qui soyent d'autorité, bons, loyaux, aimans le Roy, & la chose publique, qui assisteront à tous les quartiers, aux montres, & gendarmes avec le clerc des Mareschaux, & s'enquerront des malefices que lesdicts gendarmes aurôt faict, de ce qu'ils auront accreu & prins sur le pays sans payer, & feront lesdicts Cômmissaires, en tant qu'à eux sera, les reparations des maux & autres choses susdictes. Faut aussi dōner remede que quād ils partēt de leurs garnisōs ils ne viuēt sur les chāps en prenant viure sans payer^d. Les Estats d'Orleans ont ainsi corrigé les fautes des gendarmes & gens de pied: Tous capitaines & chefs de bandes de gens de pied & de noz ordonnances seront responsables pardeuant noz iuges ordinaires des lieux, des fautes, abus, & extorsions, qui serōt faictes par leurs compagnies, ausquels defendons loger, viure, & payer autrement que de gré à gré^e.

En leur priuē nom. | Il est impossible que le vice puisse longuemēt regner si les Chefs sont personnes d'hōneur & vertu. Si voulez sçauoir de quel humeur est le Capitaine regardez à la vie des soldats. Le chef est estimé homme vertueux & digne de sa charge, quand la compagnie est bien reiglee^f. Et au contraire quand la compagnie ne fait que pilloter, rauager, & molester le pauvre peuple, la presumption est forte, que le chef n'a gueres le vice en

*d Tours
chap. du
commun.
fueill. 28.*

*e Orleans
§. 116.*

*f Barro.
authe de
defensor.
ciuit §. 1.
nn. 4.*

en horreur, & qu'il consent, & autorise les deportemens des soldats. C'est pourquoy les loix ciuiles le rendoyent responsable ciuilement des forfaites de ceux de la suite. Quiconques a charge d'hommes est tenu d'en respondre lors qu'ils offencent. Ce qui a lieu principalement quand quelqu'un de la suite transgresse en faisant son office. Et s'il faut entendre que les loix qui ont obligé le Gouverneur des fautes faictes par ceux de sa suite, l'ont entendu ciuilement, pour le descharger s'il represente le mal-faicteur ^h.

§. CCC.

Tous Capitaines & gens de guerre, tant de pied que de cheual, n'entreront en aucuns Gouvernemens, Bailliages & Seneschancees, sans preallablement en aduertir les Gouverneurs, Baillifs, ou Seneschaux des lieux, où ils voudront aller. Aufquels il seront tenus monstrier & exhiber leurs commissions, à fin de leur faire bailler vn Commissaire pour les conduire sans aucun sejour, à cinq ou six lieuës par iour, par le plus droit chemin tirant où ils auront commandement d'aller, sans faire autre foule, rançonnement ou extorsion au peuple: dont lesdits Capitaines & Commissaires en respondront ciuilement. Et seront lesdits Capitaines tenus bailler par escript leurs noms à leurs hostes,

g. Barto.
l. ne per
diuerfas.
C. de exa
ctio. trib.

l. Steph.
Ranc. li.
3. conclm.
25.

hostes, en tous les logis qu'ils feront: voulans que s'ils chāgent, ou desguisent leurs noms, ils soyent punis de mort.

Cinq ou six lieuës sans aucun seiour.] L'article suiuant parlera du seiour, cestuy cy monstre l'espace que les gens de pied doiuent faire chacun iour, à fin de retrencher vne mauuaise coustume de loger en chacune Parroisse. Tel soldat voit de la maisō de son hoste celle où il doit aller le lēdemain ce qui se practique ainsi à fin de passer tout au bal- lay, & ne laisser rien derriere soy sans parler d'ar- gent. Car les hostes n'eschappent plus sans la rācon au despartir. Quand il plaira à Dieu sa Majesté fera entretenir ses Edicts. Or les historiēs ont remarqué que les Frāçois toisēt le chemin par lieuës, & beau- coups d'autres nations par pas. Ammian Marcellin en parle ainsi: On cōptoit de là iusques au val Barba- rie quatorze lieuës, qui valloyent vingt & vn mille pas ^a. Noz loix monstrent que mille pas sont prins pour demi lieuë ou peu plus ^b.

Plus droict chemin.] Les Ambassades cer- chans la trauerse perdoyent leurs salaires ^c: & les Presidens de Prouince doiuent passer par le che- min accoustumé ^d. Nostre texte souffre deux limi- tations, l'vne quand le droict chemin n'est asséuré, l'autre quand le long est plain & plus facile à passer & le plus droict, monteux, aquaticque, marecageux ou ayant quelque autre incommodité ^e. Oyez les gens de guerre ils vous en donneront mille autres à fin de ne passer par le plus court: ils ne veulēt point oublier

a Cælius
Rodig. c.
8. lib. 5

b Limita-
tione illa de
reuer. p. 11.
c. R. 11. 11.
que fuit
les. 11. 11.
mar. 11. 11.
d. 11. 11. 11.
fidibus.

e d. cur
su p. 11. 11.
e. Alar. 11.
d. 11. 11. 11.
nec.

oublier les rondes, faut que chacun se ressente de leurs venues.

Desguisent leurs noms.] Diocletian & Maximinian disoyent qu'il est permis de changer son nom, de mesmes qu'il est libre de l'imposer au commencement, pourueu que cela soit sans fraude ^f. Cette limitation est le fondemēt de l'Edict. Car le soldat ne change de nom sinon pour s'excuser s'il est pouruiui de quelque extorsion. I'ay dict ailleurs cōme ceux sont punissables qui desguisent leurs noms, & se dient d'autre parroisse en contractant ^g.

§. CCCI.

Ne seiourneront lesdicts gens de guerre, que vne nuit aux villages qui leur seront baillez pour loger, sans qu'il soit permis ausdicts gens de guerre, vaguer, & s'escarter de village en village, pour mal faire, & piller le pauvre peuple, sur peine d'estre pendus & estranglez.

Seiourneront les gens de guerre.] Ontient que l'Empereur Seuere ne seiournoit iamais iusques à ce qu'il fust arriué où il vouloit, & n'espargnoit aux festes, au froid, à l'esté, il alloit durāt l'hyuer par les mōtaignes, neiges & glaçōs, & souuēt ne portoit point de bonnet en teste, pour monstrier à la gendarmerie cōme ils deuoyent patiēter^a. I heodore vouloit que ses gendarmes passans d'une province en l'autre marchassent à grandes iournees, & continuellemēt sans seiourner, pour euitier la ruine du pays ^b. Charles 9. defendit sur peine de la vie de

*f l. vnic.
C de mu-
ta nomi-
nis.*

*g Traicté
des pei-
nes mor-
mentiers.*

*a Caelius
Rhodig.
li 13 c. 13.*

*b l. deuo-
tum. C de
militib.*

de demeurer en chacun lieu plus d'un iour.

Vaguer & s'escarter.] Soit en la garnison, ou passant pays, le gendarme ne deuroit iamais perdre de l'œil son enseigne. Si les maistres de camp (ditoit Theodose) recognoissent quelques soldats s'esloigner des bandes, & courir par la prouince, ils nous en aduertirôt, à fin de sçauoir sur ce nostre volôté.

*c. Orléans
§. 116.*

*d. l. me-
mo. C. de
remissa.*

§. CCCII.

Fera ledict Commissaire, auant que partir du lieu où logeront lesdicts gens de guerre, venir deuant luy par chacun iour tous les habitans du lieu où ils auront logé, pour receuoir toutes les plainctes. Et s'il se trouue que le soldats ayent faict quelque exaction & violence ou indeuë despence, ledict commissaire en fera faire la raison sur le champ par le Capitaine à ceux qui auront esté endommagez ou offencez. Et où le Capitaine ne le voudroit faire, ledict Commissaire enuoyera toutes les plaintes, & les noms des soldats qui auront faict le mal, au premier Baillif, Seneschal, Preuost des Mareschaux, ou autres Iuges qui se trouueront és villes & lieux plus proches où ils passeront. Et enioindra au Capitaine de mettre entre leurs mains lesdicts Soldats qui auront mal faict.

Faire

§. CCCIIII.

Et à fin que les Compaignies de nostre Gendarmerie, pour aller à leur monstre, ne soyent contraincts de trauerfer d'un pays à autre, qui vient à la grand' fouille de nostre peuple. Nous voulons que les monstres desdictes Compaignies soyent faictes és lieux les plus propres, commodés, & proches de la demeure des Capitaines, & du plus grand nombre des Gendarmes, & à ceste fin enuoyons ausdicts Capitaines de faire & composer leurdictes Compaignies de Gentils hommes de leurs Prouinces, & des circonuicins, au plus grand nombre que faire se pourra.

A la grand fouille de nostre peuple.] Nous auons proposé cy dessus à l'opinion des Empereurs Romains touchant le passage des gens de guerre, & que sans extreme besoyn ne faudroit les faire si souvent courir par les prouinces qu'ils font. Je sçay (peut estre) l'intelligence des Marchianelistes qui dient cela seruir pour tenir le peuple au deuoir, & empêcher qu'il ne se reuolte. Mais cest aduis n'a point de nez. Car les regimens se donnent bien garde de passer ou sejourner beaucoup és Prouinces remarquées de desobeissance, & les fortes & puissantes ne les ressentent comme point. Tout est sur les espaules des plus foibles, combié que tres-humbles & tres-obeissans à la couronne. Ainsi ces courses

§. 297.

n'ot autres effectz qu'à ruiner les meilleurs subiects du Roy. S'il plaisoit à sa Majesté despescher Commissaires pour s'informer combié de passees beaux coups de parroisses de Bourbonnoys ont souffertes depuis six ans, & les dommages que les gens de guerre y ont apporté, il trouueroit que sa taille (iaçoit qu'assés grande) & le domaine de tres-haute & tres-vertueuse Elisabeth d'Austriche Royne de France, douairiere de Bourbonnoys ioinct ensemble, ne l'ont point tant effruté. Combien que telles molestes fussent mieux adressées contre les refractaires, les tres-hübles dignes de meilleur traitement ^b. Voila comme les Estats de Tours en parlerent: Les gens de guerre sont soldoyez pour la defense du tiers Estat, & ce sont ceux qui plus l'oppressent: le laboureur paye, & soldoye, ceux qui le battent, qui le deslogent de sa maison, qui le font coucher sur la dure, & le despouillent de sa substance. Quand le pauvre homme a toute l'annee labouré à grand peine & sueur de son corps, & qu'il a cueilli le fruit de son labeur, dont il s'entendoit viure, on luy vient oster partie du fruit pour baillet à tel qui le batra, & qui viendra desloger les cheuaux qui auront labouré la terre laquelle aura porté le fruit dont l'homme de guerre est soldoyé. Et lors qu'il a payé ses tailles, & espere que le demeurant l'aidera à viure & semer, viennent à vne espace des gendarmes qui mangeront & degasteront ce peu de bien que le pauvre homme aura reserué pour son viure ^c. C'est pourquoy Anastase defendoit tres-expressement ces courtes, & ne vouloit que la gendarmerie se transporta d'un lieu à autre sans son ex-

*l. 5. de in-
de autiē.
demēdat.
principū.*

*6 Tours
chap du
fruit com
man fut
25.*

pres

prés commandement d. Regardez le bon mesnage-
ment des Empereurs du passé & combien ils esto-
yēt curieux de soulager le peuple. Vous trouue-
rez que ces transports de gendarmes de province
en province n'auoyent cours, & que les estapes &
munitions leuees en vn endroiēt n'estoyent char-
riees en pays esloigné à fin d'euitier aux frais e.

*d l. milites.
C. de offi.
magistr.
milit.*

*e l. medi-
terranea.
C. de an-
no. & tri-
but.*

§. CCCV.

Tous chefs & membres de compagnies,
tant de gens à cheual qu'à pied, qui se trou-
ueront auoir, prins, exigé, & extorqué de-
niers, pour ne loger es maisons & villages, se-
ront punis de mort, sans esperance de grace,
pardon, & remission. Et si par importunité
ou autrement, leur en estoient par nous ac-
cordees lettres, defendons tres-expressément
à nostre tres cher & feal Garde de noz seaux
de les sceller, & à noz luges d'y auoir esgard.

Pour ne loger.] C'est la façon du temps qui
court dès que deux ou trois Capitaines sont assem-
blez ils se logeront au large pour faire plus de mon-
stre : publieront qu'ils sont six cens au lieu de cent
cinquante ou deux cens au plus : enuoyeront les
fourriers escumer dix ou douze parroisses à la ron-
de, prendront de chacune argent pour destourner
les bandes, & viendront voir celle qui aura faict re-
fus de cracher au bassin. Dieu sçait si ce refus leur
sera cher vendu. La crainte de receuoir pareil trai-

êtement faict courir les autres comme au feu , pour
prier les Capitaines de les recevoir à mercy, & pré-
dre ailleurs chemin. D'où vient ce malheur sinon
d'autant que les Edicts du Monarque sont à mes-
pris, & la meilleure intention mise sous pieds? Ce-
la cesseroit li (comme il le veut) les chefs des gens
de guerre feroient entendre leur arrivée dans la
province, & que les journées fussent taillées , le pas-
sage adressé, & commissaires donnez pour assister
à l'exécution. Anciennement quand le Marechal
des logis avoit mis la main au logis de l'hoste avec
le nom du soldat qu'il devoit recevoir , il n'avoit
le pouvoir d'effacer la marque sur peine de faulx ^a.

a l. 1. C.
de meta-
sis.

§. CCCVI.

Nous voulons que de toutes les contra-
ventions faictes à nos ordonnances par Ca-
pitaines, Lieutenants, Guidons, Enseignes,
Mareschaux des logis, Gendarmes, soldats,
Fourriers, Trompettes, soit de gens de che-
val, ou de pied, nos luges ordinaires des
lieux, ou autres, puissent concurremment, ou
par prevention, avec les Preuosts des Mares-
chaux, cognoistre sans estre tenus d'en faire
renuoy. Et pourront tels crimes estre iugez
par nos luges Presidiaux en souveraineté, &
sans appel, selon les formes prescrites par
l'ordonnance faicte à Molins.

Avec

Auec les Preuosts des Mareschaux.] Cest article pourra tirer son interpretation de ce qu'auons dict cy dessus aux §§. 299. & 302. Voyez l'Edict d'Orleans qui charge les Preuosts du Connestable & Mareschaux de France suiure les compagnies de gens de guerre à cheual ou à pied, ensemble le Preuost establi à la prouince où les gens de guerre passerôt, pour auoir l'œil & garder les subiects & peuples laboureurs d'oppression & violence, & faire viure les gendarmes selon les ordonnances à peine d'estre priuez de leurs estats ^a.

a Orleans
§. 67.

Ordonnance faicte à Molins.] Paragraphe cent quarante-deuxiesme.

§. CCCVII.

Et à fin que noz Compaignies de gens de pied soyent fournies & mieux completes, qu'elles n'ont esté par le passé : Nous ordonnons que le payement desdictes Compaignies sera faict particulièrement à la Banque à chacun soldat, & sans que les deniers puissent estre mis és mains de leurs chefs & Capitaines.

A la banque à chacun soldat.] Nous voulons que ceux qui seront deputez à faire la paye des gens de guerre, iurent qu'ils s'employeront à la charge selon iustice, & qu'ils obserueront la presente ordonnance par laquelle nous leur commandons de s'employer en personne, & payer par leurs mains chacun soldat, sans y cōmettre aucune fraude ni dol, & que les soldats particulièrement reçoier

*a Bart. l.
2. C. de e-
rogat. mo
lis. anno.*

par leurs mains les gaiges que leur auons assigné. Constitution de laquelle Bartolle a voulu tirer que les gendarmes ne sont receuables à passer procura- tion, à fin de receuoir la paye pour eux ^a. Quoy qu'il en soit de droict la practique Françoisé fait apparoir du contraire.

§. CCCVIII.

Et pour mieux obuier aux fraudes qui se font ordinairement aux monstres de gens de guerre : Nous voulons que les monstres de gens de pied d'une mesme garnison, ou estâs en vne armee, ou vn siege, se facent doref- enauât en vn mesme iour, & mesme heure, & que les Maires, & Escheuins des lieux, où lesdictes monstres se feront, y assistent pour voir & contreroller ceux qu'on pourroit sup- poser, & que les passeuolans, & ceux qui se trouuerôt auoir presté ou deguisé leur nom, soyent punis de mort, & les armes confis- quees. Et demeureront les rolles de ceux qui seront trouuez ausdictes monstres, au Gref- fe du lieu, pour y auoir recours quand be- soing sera.

*a l. quicū
que C. de
decurio-
rib.*

Maires & Escheuins y assistent.] Les cinq du premier ordre de Alexandrie (disoyét Theodose & Archadius) ne seront subiects à aucuns outrages, à fin qu'ils puissent plus courageusement & en toute liberté conseruer & defendre les commodi- tés du pays ^a. Bartolle a voulu inferer de ceste or- donnance

donnance, si les Maires & Escheuins ordonnent quelques Officiers pour assister aux monstres du Gouverneur & Capitaines de gens de pied, que le Gouverneur ne doit outrager ces deleguez, & qu'ils sont exempts de sa puissance & iurisdiction^b.

*b al d. l.
quicunq.*

§. CCCIX.

Defendons tres expressement aux Capitaines & soldats des Compagnies de gens de pied, de prendre aucun cheuaux, iuments, beufs, mulets, ou asnes, pour faire porter leur bagage. Et s'il se trouuoit aucunes charrettes auoir esté prinſes & emmenées par force, permettons à tous de les saisir & arrester pour les faire rendre & deliurer à ceux auxquels elles appartiendront. Et enioignons à nosdits Officiers, à la premiere denonciation qui leur en sera faite, d'y faire tout le deuoir qui sera requis. Pour lequel effect leur pourront faire courir sus, & les poursuiure à son de tocsin, si autrement ils ne les peuuent apprehender.

Prendre aucuns cheuaux, beufs.] Les Præsidents de Prouince (disoit Constantin) & tous autres qui sont entretenus aux despens publics se donneront garde de prédre les cheuaux & charrettes^a, & ne doiuent traualier les laboureurs à la conduite des munitio^b. Voila qui est bié esloigné de ce qui se practique: le laboureur ne sert plus que de guide aux gédarmes, ses beufs & charrettes pl^u employez

*a l. Præsidentibus C. de cursu public.
b Barr. d. l. præsidentum*

à trainer le bagage qu'à labourer, il est tenu de conduire ce qu'on a pillé dans sa maison. S'il y a vne bonne iument elle est de conqueste, & à bon marché faire, faudra que l'hoste la suiue dix ou douze lieues pour la rauoir. Façon de faire qui apprend que sont deuenues les loix, lesquelles conseruoyent les laboureurs, ne vouloyent q̄ leurs beufs & instrumens seruant au labourage fussent prins pour payement de deniers combien que royaux: ayans esgard que le salut, maintien, & grandeur de la Republicque vient du labourage ^c. Qui voudra sçauoir l'inuention du labourage, verra qu'elle vient d'un grand seigneur d'Athenes nommé Buzige, lequel lia premierement les beufs & leur fit tirer l'aireau ^d. Maintenant selon les contrees il est vsité: avec beufs, comme en nostre Bourbonnoys par cheuaux, ainsi qu'en Beaulle, & Picardie: par mulets, comme au Poictou. Et la loy de Moyse apprend que les asnes y ont esté employez, lors qu'elle defend de ioindre le beuf avec l'asne pour labourer ^e. Voila pourquoy l'Edict parle des cheuaux, iuments, beufs, mulets, & asnes.

Porter leur bagage.] Les Autheurs aux bonnes lettres ont donné double interpretation de cest adage, *mulets de Marius*. Scipion (dient les vns) ayant faict la reueüe de ses gens de guerre deuant la ville de Numance, voulust voir comme leurs cheuaux, mulets, & carriages estoient nourris, & arnachez. Et parce que Marius luy monstra son cheual soigneusement pensé & un mulet grand, fort, & traictable par dessus tous ceux de l'armee il s'en esiouir & en faisoit souuent mention honorable, le commun tira de là un prouerbe, *mulets de Marius*, pour

^c Iodoc.
Dāhūd.
lib. Paris.
verb. ar.
resta. nu.
11.
d Calim.
Rhodigi.
lib. 28. ca.
23.
e Alcia. l.
boues. ff.
de verb. si
gnif. Eras.
mus ch. 3.
centur. 4.
nu. 55.

pour signifier ceux qui se rendent assidus, patiens, & industrieux aux charges. Les autres diēt que Marius accoustuma ses gendarmes de porter leur pacquet contenant leurs viures & vtenlilles, & que de là ils furent nommez, *Mulets de Marius* f. Façon de faire qui est encores en vsage entre les Suisses. Quoy qu'il en soit & laquelle des deux interpretations qu'on vueille prendre, il est facile de conclure que le soldat portoit ce qui luy falloit, & ne s'accommodoit point de beufs, cheuaux, & charrettes de l'hoste & encores que tant de gouziats qui se voyent aux compagnies Françoises n'auoyent cours, lors obsequance qui ne tend qu'à la ruine du peuple. Maintenant quād vo⁹ voyez passer vne enseigne de gēs de pied, elle sera compoīee d'ēuiron cinquāte harquebutiers assés metables, d'vne vingtaine ou trentaine d'autres qui n'auront que l'espee, de cent ou six vingts gouziats, & vingt ou trente putains. Regardez aux hommes d'armes: tel qui n'aura qu'un cheual sera accompagné d'un cuisinier, palefrenier, & deux ou trois gouziats, tous les gens mōtez sur iumēts de relais: le premier hoste les fournit, & ne les abbādōne iamais qu'ils n'ayēt trouuē logis cōmode pour rēplacer. Quelquesfois la charrette rollera, nō pour porter les armes, car on n'en parle que biē peu, mais chargēe de coffres pour les vestemēts, & de pāniers pour mettre les viures prins sur chemin, ou à la maison du laboureur, auāt que dire à Dieu. I'en ay veu des plus fringands & qui se vouloyent faire craindre, ressemblans plus quelque drolerie de Carême prenāt, que cōpagnie de gendarmes. Le Reistre, l'Italien, l'Espagnol ne font pas cela, il n'y a que

f. *Frasco.*
chil. 4.
cent. 4. m.
 79.

le François desreiglé, aussi ne faut il plus parler de faire chose qui vaille.

§. CCCX.

Defendōs à toutes personnes, sur peine de la vie, d'aller à la suite des Compagnies de gens de guerre, soit pour y viure à leur adueu & achepter d'eux butin & autre chose.

*a l. om-
mes. C. de
metatis.*

Viure à leur adueu.] Quand les gendarmes passans pays ont maisons au lieu du rendez vous, nous ne scaurions permettre qu'ils les laissent vuides d'hostes, selon le priuilege accordé aux gens de guerre pour aller loger en maison estrangere ^a. Cela fust ainsi ordonné pour euitier à la foule du peuple, à plus forte raison nostre Edict defend à qui que ce soit ne faisant profession des armes, & n'estant entollé, suiure les cōpagnies de gens de guerre pour viure sous leur adueu. Car ou ils sont vagabonds, & il les faut mettre entre les mains du Preuost de cāp ou des Mareschaux, & s'ils sont domicilliez ils sont tenus se retirer au lieu de leur domicile pour viure de quelque mestier.

*b l si quis
barbari
C. de re
militar.*

Achepter d'eux butin.] Si quelqu'un s'accoste du gendarme estrangier & l'incite de piller le territoire Romain, ou si par quelque autre moyen il participe au pillage, il merite la peine du feu pour viuant y estre consumé ^b. Que font autre chose vn ras de brigands qui courent apres les gendarmes sous pretexte de leur porter des armes & des viures? Le soldat qui recognoist vne belle espee ou autre chose qui luy plait, contrainct son hoste de l'en accommoder, il desrobbe, ou préd de beau faict
tout

tout ce qu'il peut r  c  tr  r au logis, & le baille    ces gallands, vne moitié pour l'autre. Que s'il n'y auoit point d'achepteurs, de ripailles, on ne verroit t  t de bi  s vollez, pour ne pouuoir estre facilement transportez d'un lieu en autre. Noz Docteurs ont donné prouisi   c  tre ces beaux achepteurs: Ils di  t, quand ie peux recognoistre ma ium  t, mes beufs, ou quelques autres meubles q   les soldats m'  t osté, entre les mains d'un tiers, qu'il m'est loisible de le v  dicquer prouuant que i'en suis propriétaire, & qu'il m'a   st   r  ui par les gendarmes, sans nommer autrement ceux qui ont faict le r  uillage  . Que ce venerable achepteur y recoure si bon luy semble, pour auoir restitution du pris.

*6 St-ph.
Ranc. li.
1. conclu.*

§. CCCXI.

177.

Enioignons non seulement aux Preuosts de Mareschaux & leurs Lieutenans: mais aussi    noz Iuges ordinaires, de chasser les filles de Ioye, s'il s'en trouue    la suite desdictes Compaignies, & les chastier de peine & de fou  t, & pareillement les goujats, au cas qu'il s'en trouue plus d'un pour trois soldats. Et    ceste fin sera tenu le Fourrier de la Compaignie auoir les noms par   script desdicts goujats, pour les faires chasser sur peine du fou  t pour la premiere fois, & s'ils y retournent, estre pendus & estranglez sans autre forme ni figure de procès.

Chasser les filles de Ioye.] S  bleroit que les
Empe

Empereurs Romains ayēt permis aux soldats auoir des filles de ioye, lors qu'ils concluent que le gendarme qui a achepté vne serue & l'a donnée à la concubine la pourra rauoir, parce que les loix de se faire telles donations aux gendarmes, encores qu'il y aye grande difference entre la femme & la concubine. L'ediēt faulue cest obiet: car la loy parle des concubines que les guerroyeurs ont dās leurs maisons, qui gardent les foyer: & nostre texte fait mention de celles qui suiuent les compagnies.

Peine du fouët.] La licence a esté telle au tēps passé que les femmes pouoyent sans chastiment se presenter aux Edilles, & se faire inscrire au rolle de celles qui veulent passer la vie en delices & lasciuetés iusques au regne de Tibere qui ressera vn peu la loy, & defendit ceste inscription à celles qui auroyēt eu pere ou mary Cheualier^b. Le Senat a quelquesfois receu les remonstrances d'Heliogaballe qui tenoit n'estre chose meilleure q̄ suiure les loix de Platon, permettant aux femmes d'aller nues, & se iouer indifferemment avec toutes personnes, à ce beau ieu que nature enseigne. Solon vouloit que la ieunesse s'achepta des ieunes filles pucelles pour s'esgayer, & destourner de pis^c. Pourquoy doncques chasser les filles de ioye, & qui est plus leur donner le fouët? Parce que la religion defend tout accouplement sinon avec la femme propre: & particulierement, d'autant que les soldats en deuiennent mols & effeminés. Charles 9. fit pareil Edict & voulust qu'avec le fouët elles fussent flestries^d. Mais pourquoy les fouëtter & flestrir: veu que c'est adiouster infamie sur infamie, & que celles qui

a l. si ancillam. C. de donat. int. vir. & vxore.

b Calius Rhodigi. libr. .14. cap. 4.

c d. l. 14. cap. 4.

d Aoust 1570. Rebuff. post. rubric fo. 1372.

se voyent en tel estat perdent toute honte, & s'abandonnēt plus librement? L'escripture sainte apprend qu'il seroit meilleur de les reduire par bons aduertissemens. Encores que la chasteté represente les ames à Dieu, si est il meilleur qu'elles y viennent tard, que iamais. C'est pourquoy les Canonistes ont voulu que l'homme auoit grand merite qui espousoit la femme lubricque, la retiroit du bourbier, & luy enseignoit le chemin de vertu. Le Prophete Ozias en fit ainsi, & son mariage est recommandable ^e. La practicque a esté en France que le malfaieteur eschappoit la corde pour espouser vne putain ^f. L'edict ne prohibe point que celles qui veulent recognoistre leurs fautes se puissent retirer pour faire mieux, mais chastie seulement les incorrigibles, endurcies à leurs pechés. Qui voudra scauoir si ceux sont punissables qui prennent par force les filles de ioye & putains publiques, voye les opinions de Balde contraire aux autres Docteurs ^g.

§. CCCXII.

Et à fin que nous puissions faire estat certain du nombre des soldats, qui seront à nostre seruice, nous voulons que les Compagnies de gens de pied ne puissent estre moindres, ne plus grandes, que de trois cens hommes.

Nombre de soldats qui seront à nostre seruice.] Les Roys & Princes souuerains doiuent aduiser à deux choses pour la conseruation de l'estat : d'auoir nombre de gendarmes ni trop grand & excessif, ni trop petit, & que ceux
qu'ils

^e Barto.
authē. de
lenonib.
^f Steph.
Ranchin.
lib. 1. con.
22.
^g Syntag.
in fo 433.
col. 1. Ste.
Ranchin.
lib 3 con.
184.

qu'ils voudroient retenir soyent gens d'élite. Desia auons nous monstré que la force d'un Royaume ne consiste point en la multitude de gendarmes, ce qui sera aisé de croire à qui voudra considerer les grandes victoires des Romains en peu de nombre, au respect des ennemis. La deffaite de Xerxes par quatre mil'hommes, combien qu'il eust de son costé cent soixante & dix miriades, qui valent dixsept cens mil gendarmes. Les gestes d'Alexandre avec vne petite poignée de soldats : & sans aller ailleurs qu'il regarde les conquestes de Charles 7. & le deffastre du Roy Iean contre l'Anglois. Ces Seigneurs & les autres de leur sorte ont mieux aimé en auoir tant moins, mais qu'ils fussent esleus, bien disciplinez, & bien entretenus ^a. Entre les legions Romaines vous auẽz la pretorialis, & l'alouete composées de François qui faisoient tout trembler. Xerxes (dõt nous venons de parler) auoit dix mille Perses qu'il appelloit immortels, non qu'ils fussent pour toujours estre, mais d'autant qu'ils luy sembloient inuincibles ^b.

^a *Tout*
suicill. 8. 9.
10.

^b *Calim*
Rhodigi.
li. 15. ca.
1.

Trois cens hommes. Les anciens (au rapport d'Vlpian) appelloient exercite ce que les François appellent cãp, & le composoyẽt de six legiõs. La legiõ cõtiẽt dix cohortes, la cohorte cinquante manipules, le manipule est la plus petite assemblee qui soit sous vne enseigne. Les cheualliers sous vn guidon estoient appelez *alles* ^c. Sleidan tient que la legion Romaine auoit six mille pietons & cinq cẽs cheuaux ^d. Mais les commentaires de nostre droit en parlent vn peu diuersẽment : ils donnent à la legion six mille & xẽt pietõs, & sept cẽs trẽte cheuaux.

^c *add. ad*
l. milit. 5.
^d *le loca.*
d. lib. 2.
monarch.
fol. 70.

Tout

Tout ce peuple est diuisé en dix cohortes qui contiennent plus grand ou moindre nombre selon leur grade. La premiere nommee militiaire, a mil cent & cinq pietons, & cét & trente deux cheualliers avec la cotte de maille, brigaudine, ou l'harnois. La secon de est composee de cinq cens pietons, & cinquante cinq Cheualliers, ou selon les autres soixante six^e. Voila ce qu'ils en pensent sans passer plus auant. partant nous le faudra reprendre des bonnes lettres. La deriuaison du mot (legion) confirme l'opinion qu'auons tenue cy dessus, elle vient de (choisir, & eslire) parce qu'il n'y a que gédarmes d'eslite & n'y a point de nombre precis, quelquesfois plus, quelquesfois moins. Vous la trouuerez de six mil six cens soixantefix gendarmes, tantost de trois mil, tantost de quatre mil, tantost de six mil deux cents. Les autres diuisent la legion en dix cohortes, la cohorte en cinquante manipules, le manipule en vingt-cinq hommes, qui reuiennent à douze mil cinq cens hommes: qui monstre qu'elle a esté plus grande ou plus petite selon le temps, & aulsi qu'il y eust trois mil hommes^f. Les Grecs ont desparti leur exercite par phalanges, les François nont point eu de nom propre, mais ont composé les assemblees de six & dix mil hommes^g. Maintenant nous ne parlons que de regimens pour l'infanterie, composez de douze ou quinze enseignes, & l'enseigne de trois cens hommes. Les compagnies d'hommes d'armes sont de cent quatre vingts, cinquante, quarante, ou trente lances, chacune lance ayant deux archers.

*e l. quod
an pra-
tor ff. de
in qui no.
infam.*

*f add ad
l. polu. i
risto iabr.
6 cap 8.
g Alex.
ab Alex.
lib 6 cap.
13.*

L'occasions'offrant cy apres de nouvelle leuee, ou creuës de gens de pied, les Commissions seront par nous baillees à Capitaines cogneus, versez, & experimentez au faict de la guerre, & lesquels seront tenus faire leuee en personne, sans bailler à qui que ce soit, copie de leursdictes Commissions. Ce que nous leur defendons sur peine de la vie. Et ne pourront, sur la mesme peine, faire battre, ou sonner le tabourin pour leurs Compaignies, qu'ils n'ayent premierement présenté leurs Cōmissions aux Gouverneurs, ou noz Lieutenans generaux, Baillifs, ou Seneschaux des pays, pour celles faire enregistrer. Et ce faict, pour leur bailler vn Cōmissaire pour assister, tāt à la leuee, que conduicte hors le Bailliage ou Seneschauſſee, à fin de les faire diligenter, pour se rendre promptement la part où il leur aura esté par nous commandé, & empescher le seiour desdicts Capitaines, qui ne pourra estre pour l'effect de ladiete leuee, que de quinze iours en chacune Prouince. Et apres la leuee qu'ils auront faicte, seront les Capitaines tenus bailler les noms, surnoms, & demeurances des gens par eux leuez pour estre enregistrerz es Greffes des sieges ordinaires.

Leuee ou creuë.] Si les Capitaines ne peuuēt remplir les bandes sans permission du Souuerain, à plus forte raison ne ſçauroyent ils faire nouuelle leuee sans offencer. L'Empereur Zenon a ainſi parlé du rempliſſement: Nous ne voulons point qu'aucuns Capitaines de gens de pied ou de cheual, aſſignez aux frontieres ou ailleurs, puiſſent receuoir les ſoldats ſans auoir noſtre permission. Et abrogeons l'ancienne obſeruance qui donnoit aux chefs puiſſance d'approuuer & receuoir les ſoldats, ou en mettre de nouueaux en la place des decedez. Que ſ'ils euident bō pour noſtre ſeruiſe de remplir les compagnies, ils nous aduertiront du nombre requis, & du lieu qu'il conuiendra garder à fin qu'ils y dōnent prouiſion ſelon la commiſſion que leur ferons depeſcher^a.

Capitaines cogneus.] Voicy vne hiſtoire qui ne doit eſtre tiré en conſequence pour l'entreprinſe du Capitaine, auſſi ne le ſçauroit elle eſtre, parce que les gens de guerre n'ont l'intention de celui duquel entendons parler. Les Autheurs des bonnes lettres apprennent que Numerian maiſtre d'Eſcolle, au regne de l'Empereur Seuere print ſoubdaine opinion de quitter ceſte vocation pour venir en France, où la guerre auoit cours, & comme ſ'il euſt eſté quelque Sénateur Romain enuoyé de Seuere pour cōpoſer les affaires, il amalla en toute diligence vne armee, & commença faire teſte à Albin ennemi de l'Empereur. A la premiere rencontre il deſit la cauallerie d'Albin. Seuere aduerti de ceſte nouueauté luy fit depeſcher lettres par leſquelles il louangeoit telles entreprinſes & l'exhor-

*a l. nemini
nem C. de
re milit.*

toit de faire de mieux en mieux : à quoy il s'éploya de telle sorte qu'il vainquit l'ennemi , & enuoya à l'Empereur mil sept cent cinquante miriades de dragmes , puis vint en personne pour luy faire la reuerence, & rendre raison de ses conquestes. Son deuoir accompli, il se retira dans vne petite metairie pour passer le reste de ses iours , sans se soucier des faueurs, richesses, & hōneurs de cour ^b. Oū sont maintenant les mal contens? Oū sont ceux qui parlent de recompense , auant qu'on se soit apperceu s'ils sont nez?

*b Calius
Rodigin.
lib. 13 ca
26.*

La leuee en personne.] Nous commandons qu'aucuns à l'aduenir ne facent leuees de soldats sans auoir l'original de nostre permission , laquelle sera inseree aux Greffes des iurisdicctions où la leuee sera faicte , pour y auoir recours ^c. Les soldats prestent le serment à l'enrollement de n'espargner la vie pour le seruice du Roy : & anciennement ils iuroyent de viure & mourir avec leur Capitaine, en signe dequoy ils mettoyent leurs espees sur le gorfier , & se souhaittoyent tout defastre en cas de contrauention ^d.

*c l. hac
sanctione.
C. de di-
uers offic.
l. nullum in
dicum. C.
de cohorti-
sa & prin-
cipib.*

*d Calius
Rodigin.
lt. 4. c. 2.*

§. CCCXIII.

Et où aucuns Capitaines, sans nostre commission ou charge, ains de leur auctorité priuee, & sans auoir gardé la forme susdicte, s'ingereront de leuer Compaignies, ou faire des creuës en nostre Royaume , & tiendroyent sous ce faux pretexte la campagne : commandons à noz Gouverneurs & Lieu

Lieutenants, Baillifs, & Seneschaux, Preuosts des Mareschaux de leur courir sus, les tailler en pieces, & faire pendre & estrangler, sans forme ne figure de procès, tous ceux qu'ils pourront prendre & apprehender en tels actes.

Tiendront la campagne.] Nous auons ailleurs remarqué les reigles qui font trouuer la guerre iuste, & separant la defense equitable d'auec le brigandage. Suffit maintenant, approchant de l'intention du texte, sçauoir qu'il n'appartient à aucun ayant superieur, de denoncer la guerre, sans sa permission. Qui n'a pouuoir d'aller en guerre & prend les armes, vit sur le peuple, & se presente au combat, est trouble feste, responsable de toutes ses extorsions, & qui combat en iuste querelle avec permission du souuerain, se rend seigneur des despouilles prises sur l'ennemi: vray est que le pillage doit estre accordé par le chef d'arme ^a.

§. CCCXV.

Au surplus voulons les Ordonnances faites par nostre tres-honoré Seigneur & Pere le Roy Henry, en l'an cinq cens quaranteneuf, & par feu aussi nostre trescher Seigneur & frere le Roy Charles, en l'an cinq cens soixante quatorze, pour la discipline militaire, & reiglement des gens de guerre, estre inuiolablement gardees, & obser-

*a Syntag.
Iur. verb.
belli fol.
67. col. 1.*

uees de poinct en poinct , selon leur forme & teneur.

Le Roy Henry.] L'interpretation de cest article peut estre tiree de ce qu'auons dict cy dessus. Vous auez desia veu qu'il n'est loisible à qui que ce soit faire leuee dans le Royaume, ni amasser soldats sans commission, & que les compagnies doiuent payer de gré à gré, & ne faire aucune faute, foulle au peuple: comme elles doiuent faire monstres en armes, & en robbe leur exercice au temps de la garnison, leur modestie passant pays, & leur fidelité. Toutes ordonnances remarquables pour l'intention de ce texte, ioinct ce qu'auons dict au traicté des peines & amendes ^a.

§. CCCXVI.

Nous voulons les Ordonnances des Roys noz predecesseurs, faiçtes par le ban & arriereban de nostre Royaume, estre gardees, selon leur forme & teneur.

Ban & arriereban.] Ie ne me veux arrester aux diuerses significatiōs de ban, pour en auoir dict quelque chose sur la coustume de Bourbonnoys & q̄ beaucoup d'escriuains tāt aux lettres humaines que sur les loix Romaines & Françoises en ont dict abondamment. Suffira de prendre celle dont parle nostre texte: Les François appellent ban, la conuocation & assemblee faiçte par le commandement du Prince^a, & l'arriereban pour le commandement venant de ceste part touchant le faiçt des armes. Ceux qui ont voulu recercher l'origine du mot l'ont

*a traicté
des pei-
nes mot
Gendar-
mes Char
les 9. 12.
Four. Mo
lins 1566.
de la gen
d'arme, &
port
des armes
post. Re-
buff.*

*a Calius
1. h. d. c. s.
17. lib. 13.*

l'ont tiré du langage Alemand qui nomme la guerre *here*, & ban cri public: c'est à dire appelez aux armes. Et pour la confirmation de ce dire font faict d'une loy de Charlemaigne intitulee de l'heriban pour l'assemblée & conuocation des subiects à la guerre.

*c. Charle.
ad cosue.
march. §.
5. III. 1.*

Ordonnances de noz predecesseurs. j Voyez entre autres celle du Roy Henry 2. du 20. Septembre mil cinq cens cinquante vn

§. CCCXVII.

Auons supprimé & supprimons, l'estat de Capitaine general de l'Arriereban, sans que par cy apres aucun en puisse estre pourueu. Et sera aux occasions qui se presenteront pour la conduite generale dudit ban & Arriereban, par nous choisi personnage capable & digne de telle charge, tant que la necessité durera seulement, & sans que par apres il puisse prendre qualité de Capitaine general dudit Arrieban, & estre tiré en conséquence.

§. CCCXVIII.

En la place des Gentils-hommes, qui pour legitime empeschement ne pourront seruir en personne à nostre ban ou arriereban, ou qui par faute d'equippage ou suffisance en auroyent esté cassez, seront mis & subrogez autres Gentils hommes de la mesme Prouince.

Pour legitime empeschement.] Tous les
 escriuains sont d'accord que les fiefs furent donnez
 aux Nobles à la charge spécialement de prendre
 les armes & secourir la prouince, & le Royaume au
 besoing^a : & que l'arriereban est fondé là dessus.
 C'est pourquoy Chopin a remarqué que ceux qui
 ne peuuent faire le seruice en personne sont contri-
 buables eu esgard à la valleur de leurs fiefs^b : & si
 voyons par les remonstrances accordees aux Estats
 de Tours que les nobles ne doiuent estre mandez
 és bans & arrierebans, s'il n'est besoing & necessai-
 re pour la tuition & defense du Royaume, & par
 meure deliberation du conseil. Et encores lors de
 la necessité faut qu'ils soyent stipendiez & payez
 de leurs gaiges raisonnablement chacun selon son
 estat, à fin qu'ils n'ayent cause de viure sur le peuple,
 & que les Seigneurs qui tiennent en arriere fief, ne
 peuuent estre contraincts de seruir ailleurs qu'en la
 compagnie de leurs seigneurs feodaux^c. Mais ne
 se trouue point combien de temps ils doiuent faire
 le seruice, & s'ils peuuent estre contraincts sortir
 hors du Royaume. Bodin est d'aduis qu'il seroit
 bon que les fiefs retournassent à leur premiere na-
 ture, octroyez seulement à la vie des feudataires: ainsi
 qu'à present sont les Trimarts, & Trimariots, en
 Turquie, à fin de faire la guerre sans souldre trois
 ou quatre mois l'an^d. Opinion à la verité qui fe-
 roit changer de poil à la plus grande part de noz
 gentils-hommes François, beaucoup plus curieux
 de leurs labourages & redevances, que du faict des
 armes: lesquels (comme les beneficiers prennent le
 temporel sans deseruir) iouissent des fiefs, sans vo-
 lonté

*a Regim
 viciis lb
 4 cap. 8.
 fol. 30.
 b Chopi
 5. 45. n. 7.*

*c Tours
 chap. de
 la Nobles.
 facill. 21.
 d. repub.
 lib 5. ca
 1. Regim
 viciis.
 tud. lib.
 4. cap. 8.
 fol. 50*

lonté de monter à cheual & secourir le Roy au be-
soing. Mais desia auons nous dict que l'assemblée de
Tours veut qu'ils soyent stipendiez (contre l'inten-
tion des Empereurs ^e) & l'obseruance de France a *Syntag.*
rendu les fiefs hereditaires. Veu qu'il faut passer par *iur. fol.*
là: serōt ils cōtraincts faire le seruice hors le Royau *376. col.*
me? Nous apprenons de l'histoire que la guerre hors *1. Chop.*
le Royaume destourne quelquesfois l'ennemi cam- *§. 45. n. 7*
pé au milieu du pays. C'est la contention de Fab.
Maximus, & de Scipion. L'un disoit qu'il falloit cō-
battre Hānibal dās l'Italie, l'autre qu'il falloit guer-
royer aux terres de l'ennemi à fin de luy faire lais-
ser le pays, l'experience monstra que ceste derniere
opinion est la meilleure: car les Carthaginois voyā
Scipion approcher leurs murailles rappellerent in-
continent Hannibal à leur secours. Pourquoy donc-
ques n'iront les Nobles hors le Royaume, si cest ex-
pedient est trouué profitable au public? parce que
les nostres trouuent que c'est vn ancien priuilege
des nobles de France, de ne pouuoir estre cōtraincts
aller en guerre hors le Royaume ^f.

Empeschement ou par faute d'equippage.]
Les termes qui se tiennent aux cris pour assembler
l'arrierebā, mōstrent qu'il y a beaucoup de fuyards
sous couleur de priuilege. Sa Majesté lors des
grands affaires ordonne à tous de s'y trouuer, soit
priuilegiez ou non, sans qu'ils se puissent aider des
lettres d'exēption. Et aussi est-ce pure moquerie
que les nobles ayent tant d'immunités, & facent les
boiteux lors qu'il faut marcher: iamais on ne de-
uroit ouir parler de ces priuileges. Pytie estoit
grand mignon de Xerxes, il demande l'exemption

f Syntag.
iur. fol.
376. col.
1 fol 379.
col. 2. 10.
Grusses
constu. de
Chaul. §
2 fo 5. 21.
de l'estat
et cōst.
des persō.
8 Rudens
1. §. 1. 11.
deposi. fo
376.

pour son fils aîné, d'aller à la guerre. Xerxes le fait empoigner, & mettre en deux pieces, l'une desquelles fust plantée à main dextre, l'autre à fenestre : & fait passer toute sa gendarmerie entre les deux, estimant n'y auoir meilleur moyen (quoy que cruel) de retrencher telles iniustes requestes ^h. Mais que veulent dire ces mots, *seruir en personne*, veu que le vassal a choix ou de faire le seruice personnel, ou de payer la cottisation qui est en d'aucuns lieux le tiers du reuenu fief ⁱ ? Ils ne doiuent estre entendus de tous les feudataires : car la practique apprend assés que qui ne veut aller en guerre est quitte en payant, mais il entend de ceux qui ont déclaré vouloir seruir, puis reçoient quelque empeschement raisonnable, ou qui sont cassez pour n'estre mettables de leurs personnes, ni en conche comme il seroit requis.

Estre cassez.] Les gendarmes choisis qui ne se representoyent au premier ban estoient declarez proditeurs de la liberté, & rédus serfs à perpetuel ^k. Mais ceste peine n'a point de lieu en France. Aussi voyons nous maintenant les arrierebans à mespris iusques là que les grands seigneurs & autres qui y sont tenus cuident estre des-honorez d'y comparoir. Ils y enuoyent leurs valets mercenaires, la plupart si mal en point, & pauurement equippez, que c'est derision de les voir. Là où le temps passé les principaux de la France tenoyent à grand honneur de s'y trouuer en personne. Tant elgarez ou mal employez sont les fiefs & arrierefiefs, qui auoyent esté erigez & ordonnez pour la seureté du pays, à ce que

h Calim

Rhed. li.

22. ca. 18.

i Syntag.

lur. fol.

232. col.

1.

*k l. si in cū
quo ff. cōs.
diuidūd.*

ce que ceux qui les tiennent fussent en occurrence d'affaires promptement equippez d'armes, gens, & cheuaux, en tel nombre, & ordre, qu'il est requis pour resister aux efforts des ennemis, ou leur courir sus au besoing¹. Et ne faut point que les Nobles opposent l'arriereban estre grâdemér affoibli d'autant que les meilleurs siefs sont es mains des gens d'Eglise, & que les roturiers sont faictz capables de les posseder. Car les nobles sont exempts de toutes charges fors d'un petit seruice personnel, & seulement au besoing, lors que les affaires le veulent ainsi. Mais les roturiers payent les relieuemens & deuoirs feodaux, sont cōtribuables à la taille, & assubiectis à mil autres charges que les Nobles ne voudroyent toucher du bout du doigt, & sans s'arrestier à routes ces impositions, ne doubter de se trouver plus allaiquemér aux batailles, que ceux qui portent l'espee au costé, & sont si fort ronfler leur tiltre de Noblesse. On voit plus d'escarpiers que de gentilshômes aux batailles, à la bresche, à l'escarmourche, à l'assault, & la force des armes Françoises est riere le tiers estat. Aussi l'assemblee de Tours ayant esgard à toutes ces choses demâda que le tiers estat ne fust tenu d'aller, ou enuoyer aux arrierebans, ou cōposer à aucune somme de deniers, & que la meschante coustume fust abolie qui les contraignoit de le faire ainsi par prinse de corps & de biens^m. Mais ces reigles sont pendues au crochet, & ne doubtent les roturiers d'estre cottisez comme au parauant.

*l. Regim
vian. c. 8.
li. 3. fues.
50.*

*m. Tours
est. du
faict com
mun fue.*

§. CCCXIX.

Si le Baillif ou Seneschal pour quelque legitime empeschement ne peut conduire ledict Ban & Arriereban, les Nobles du ressort esliront en sa place vn Chef aux mesmes honneurs & gaiges, que ledict Baillif ou Seneschal.

Si le Baillif ou Seneschal.] La conduite du riereban appartient aux Baillifs & Seneschaux de la prouince, & non seulement la conduicte, mais tous les preparatifs pour y paruenir, ils mandent & conuocquēt les vassaux & subiects possesseurs des fiefs, dressent les rooles des valides & habiles à faire le seruice personnel & des inhabiles, vesues, & roturiers: ausquels ils imposent taxe pecuniaire, eu esgard à la ualeur des fiefs & cognoissent des priuilegiez & exempts du ban. Puis cela faict, est chef & Capitaine de ceux qui se sont equippez pour marcher à fin de faire teste à l'ennemi. Le doute a esté à qui doiuent appartenir ces honneurs & prerogatiues s'il y a plusieurs Baillifs & Seneschaux dans vne prouince, ou que les Baillifs ayēt plusieurs Lieu tenans, les preparatiues seront faictes par les Baillifs & Lieutenans, chacun en leur ressort, & la conduite par le premier & plus grand Baillif, ou Seneschal^a. La reigle est en droict, Quand il y a plusieurs

^a Chopi.

§. 45. nu.

7.

^b Steph.

Ranc. li.

4. concl.

15.

iusticiers en mesme prouince avec territoire distinct & limité, celuy qui est le premier en puissance aduenant remuement & occasion de guerre sera chef des gendarmes, & gardera les places fortes qui sont dans la prouince ^b.

Nous

§. CCCXX.

Nous voulons, que doreſenauant les comptes des deniers leuez pour le Ban, & Arriereban, ſoyent rendus pardeuant noz Baillifs, Senefchaux, ou leurs Lieutenans, & quatre Gentilshomes du reſſort, en la preſence de noſtre Procureur: ſans que ceux qui auront manié leſdicts deniers puiſſent eſtre contraincts les rendre ailleurs. Et où il ſe trouuera par la cloſture & iſſue deſdicts cōptes quelque reſte, en ſera faicte reſtitution à la Nobleſſe du reſſort ſans que nous en puiſſions faire don, ni les commuer en autres vſages.

Rendus à la nobleſſe.] Ceſt article contient trois poincts, l'un que les Comptes des deniers leuez ſeront rendus pardeuant le Baillif ou Senefchal de la prouince où le payement a eſté faict, ce qui eſt ainſi ordonné pour euitier à la deſpence & vexatiō qui enſuiuroit d'aller ailleurs: l'autre que ſa Majeſté n'entend faire profit des deniers leuez ſur ſon peuple, ni les donner aux harpies qui l'ëuironnent, ayans touſiours la bouche ouuerte pour demander, & les ongles crochues pour ferrer, & de ceſtuy cy nous dirons cy bas en deux ou trois endroiets parlans des leuees de deniers, ou viures ſur le peuple, à l'occaſiō des guerres, q ne ſont employez la paix de retour. Le dernier qui veut que les deniers reuenās 4 § 175. bons ſoyent rendus aux Nobles: & ceſtuy cy ſemble

ble auoir de l'iniquité. Je pèse que pour mieux faire la restitution deuroit estre (à chacū selon sa rate) aux roturiers qui ont financé, comme aux Nobles. Quelle apparence y a il que la plus part des Nobles demeurent casaniers dans la prouince durant que leurs cōpagnons suent soubs l'harnois, & neātmoins prennent part à ces deniers sans y appeller le roturier qui a fourni sa contingente, & financé comme eux? Le roturier ne doit point de seruice, le Noble y est asserui. Cestuy cy (contre son honorable qualité) entretenoit durant la guerre son parroquet ou sa guenō aupres du feu, faisoit recognoistre les terriers, ou reuenter son bled: & le roturier de gayeté de cœur abandonne ses biens, maisons, & domestiques, pour seruir à son Prince, & secourir la Republique, neantmoins l'Edict baille de l'argent au noble, & en exclud le roturier qui l'a fourni par portion. Il seroit meilleur (sauf correction) ou d'y appeller le roturier, ou d'ordonner que les deniers reuenans bons fullent despartis seulemēt entre ceux des Nobles, & autres possesseurs des fiefs, qui aurōt faict le seruice en personne.

§. CCCXXI.

Et sur la plainte qui nous a esté faicte par lesdicts estats, du desordre qui est à la suite de nostre Court, pour le grand nombre de gens qui s'y retirent: Nous voulons & ordonnons, que suiuant l'Ordonnance faicte par le feu Roy Charles nostre trescher Sieur

& frere, à Villiers Coterets, le vingtneufiesme iour de Decembre, mil cinq cens soixante & dix, Que le premier de noz Maistres d'hostel, qui sera en quartier, fera bailler par escript les noms & surnoms de tous noz domesticques, commensaux, & autres, qui sont sous sa charge, à nostre grād Preuost general de France & de nostre hostel, ou son Lieutenant.

§. CCCXXII.

Le semblable feront les Maistres d'hostel de nostre treshonoree Dame & mere la Royne, de nostre treschere & tresamee compagne la Royne, de nos treschers & tresamés frere & sœur, de tous les Princes, Seigneurs, & autres estans à nostre suite, de tous leurs seruiteurs domesticques & cōmensaux qui sont necessaires pour leur seruice, & non autres : dont ils feront vn roolle : où seront escripts les noms, surnoms, & qualitez de leursdicts seruiteurs, qu'ils mettront au Greffe de ladicte Preuosté dedans vingt-quatre heures apres la publication de ces presentes. Oultre lequel nombre ils ne pourront auoir ne retirer à leur train & suite aucun autre, de quelque qualitez qu'il soit sur peine d'en respondre.

Grand

Grand nombre de gens qui s'y retirent.] La Majesté de Charles 9. defendit aux Mareschaux & Fourriers de loger à la ville ou autres lieux prochains de sa suite autres que ceux qui seroyent par luy commandez, & aux hostes de recevoir s'ils ne sont logez par Mareschaux & Fourriers, & ordonna que les Princes, Seigneurs, & gentilshomes eussent à moderer leur train en nombre certain, & d'iceluy faire rolle, contenant les nōs, surnoms, & qualité de leurs seruiteurs pour les mettre au greffe de la Preuosté, avec defenes d'en retirer d'autres à leur suite, sur peine de s'en rendre responsable. Commanda d'avantage aux appellans suiuan la Châcellerie & n'estant aduouez de vuider la cour & aux gēs de guerre n'estās de cōpagnie d'en faire le semblable *.

§. CCCXXIII.

Ceux qui seront mandez venir par deuers nous, ou qui auront à poursuivre aucunes expéditions, tant enuers nous, nostre Conseil priué, Chancellerie, aucuns Princes, Seigneurs & autres de nostre suite, deux iours apres qu'ils serōt arriuez, ils iront se faire inscrire au registre du Greffe de ladieste Preuosté de nostre hostel; & poursuiront les expéditions le plus diligemment qu'ils pourront. Et le mesme iour ou le lendemain qu'ils seront expediez, se retireront, sans faire aucun seiour en nostredicte suite.

Ils iront se faire inscrire.] L'ordonnance de l'Empereur Constantin portoit. Si quelque Escheuin

cheuin vient en cour pour ses affaires particuliers ou comme delegué du public qu'il ne commence son voyage sans s'estre insinué, & auoir prins congé du iuge du lieu: ou (selon l'autre lecture) qu'il ne se retourne au pays sans auoir permission du Prince ^a.

A quoy se rapporte aucunemét l'histoire d'un lourdaut ambassade de Cartage enuoyé à Andromache, à fin d'obtenir liberté au Capitaine Timoleon. Ce mal apprins orateur parla avec arrogance incroyable, & iettant les mains tantost en hault, puis en bas, vfa en fin de commandemens. Sur quoy Andromache luy fit donner son congé avec iniôction de vuidet la cour sur le champ sur peine de perdre la vie ^b. Regardez aux actes iudiciaires, celuy est prins pour contumax qui s'est présenté s'il se retire sans permission, ce qui a lieu principalement aux matieres criminelles où faut estre eslargi. Il vaut autant ne venir point au Cōcille ou assemblee, que d'abbandonner la compagnie auant la conclusion, & licēce donnée aux peres de se retirer ^c.

§. CCCXXIII.

Tous solciteurs, clercs, & autres gens sui- uans nostredicte Cour & Chancellerie, qui sont sans adueu, & n'ont maistres, les seruans domesticquement : Aussi tous autres vagabonds, dedans ledict temps de vingquatre heures apres la publication de cesdictes presentes deslogeront & vuidront de nostredicte Cour & suite à peine du fouët.

Tous solciteurs.] Charles neufiesme parloit ainsi: Que tous solciteurs, facteurs, & clercs suivant nostre

a l. si quis
decurso.
C. de de-
curionib.

b Cal.
Rhodi li.
20 ca 25.

c Todoc.
Panbon.
verb. à cō
cilio libr.
pariū lit.
C.

nostre Chancellerie qui n'ont maistres les seruans domestiquement, ayent à desloger sur peine de punition corporelle : & que tous vagabons sans maistre ni adueu vuident dans vingtquatre heures, sur peine d'estre pendus & estranglez sans espoir de remission ^a.

a Charl.

9. Aoust

6. post

debuff.

1372.

Tous autres vagabons.] I'ay ailleurs discouru combien les vagabonds sont pernicieux en toute Republicque, & de la diligence qu'on doit auoir à chasser les mendiens valides, gens sans adueu, & autre cherif peuple qui quitte facilement la prouince où il a offencé, à fin de trouuer refuge aux lieux où les plus beaux exemples contre les serueurs deuroyent estre demonstrez ^b. A dioustrons à cela l'opinion de nostre Iustinian : Nous commandons au Questeur de faire chacū iour les recherches de ceux qui ieront nouuellement arriuez à nostre ville Royale, & s'informer de ceux qu'ils trouueront, de quel pays ils sont, de quelle profersion, d'où ils sortent, qui les à meu de venir en nostre ville, & sur le tout leur faire briefue depesche, à fin de les renuoyer incontinent ^c. Cela suffira pour ce texte, voyez Bartolle & les autres Docteurs pour sçauoir à qui appartient la qualité de vagabond, & où ils peuuent estre recogneus ^d.

b Coustu.

de Bour-

bon. §. 51.

c Aulrè.

de quæst.

d l. 1. nu

5. 6. C. 7.

bi de cri-

mine.

§. CCCXXV.

Aucuns gentilshommes & autres estans de nostre suite, & desdicts Princes & Seigneurs, ne pourront aduouër autres que leurs gens & seruiteurs, à peine de faulx, & d'amen-de arbitraire.

Aduou

Adiouër d'autres.] Nous auons cy dessus déclaré tout ce qui est propre à ce §. vous proposant l'Edict de Charles 9. qui cōmandoit à tous ceux de sa suite de declarer le nombre de leurs seruiteurs, & de ne faire faux adueu^a, & la defense aux Capitaines des gardes de permettre qu'aucuns se iettent aux bandes sans sçauoir quels ils sont ce qui suffira pour maintenant.

§. CCCXXVI.

Defendons à tous sommelliers & pouruoyeurs, tant des nostres qu'autres, d'enleuer aucuns bleds, vins, & autres viures sur noz subiects, sans payer cōptant ce qu'ils enleuerōt.

Sōmelliers & pouruoyeurs.] Les plus petits Officiers des Monarques sont trop grands & puissans pour mal faire, & beaucoup abusent impudemment de l'honneur & reuerence deuë à leurs Majestés, non seulement ceux de la maison du Roy, mais les seruiteurs des Princes, & grāds Seigneurs mettent ces iniustices au catalogue de leurs droiects. François premier retrencha l'intelligence des uiuandiers de cour qui sous l'auctorité de leurs charges se rendoyent reuendeurs publics^a. Charles neufiesme s'employa à reformer les abus contenus dans nostre texte defendant à tous pouruoyeurs & sommelliers d'arrester ou marquer plus grāde quantité qu'il ne leur faut & de prendre des bourgeois de ville, laboureurs, ou autres persōnes, vins, bleds, foin, auoine, ou autres prouisions sans payer ou faire incontinent arrester le pris au bureau des maistres d'hostel. Et quant aux Officiers des Prouinces eu-

45 314.

^a Frāc. 1.
chasteau
brant. 1.
iun. 1532.
vseil. or-
donn fol.
362.

loignit au Preuost de l'hostel, & Iuges ordinaires des lieux, proceder sommairement contre ceux qui prennēt argent des villes & villages pour les exempter de logis, & ne veulent payer que de gré à gré ^b. Et de faict si le Prince ne me peut iustement priuer de ce qui est mien si ce n'est en consideration de quelque bien general ^c, pourquoy est ce que les plus petits Officiers abuseront de son excellēce à la ruine des subiects ? Le Roy n'en tire aucun profit, le pris est faict avec les pouruoyeurs qui prēnent moitié de gré, moitié par force, & payent à leur mort. Le Roy Candalle auoit meilleure grace, il receuoit les aigneaux, veaux, couchons, & autres bestes de laiēt que ses subiects luy offroyent de bonne volōté, puis les en rendoit gardiens pour les repeter au plus haut de leur valleur ^d.

§. CCCXXVII.

Nous voulons & ordonnons, qu'ēs lieux où nous seiournerons, les buletins qui seront baillez par noz Mareschaux des logis pour loger aux villages circonuoisins, soyent signez desdicts Mareschaux, contenans le nōbre des personnes, & cheuaux qu'ils enuoyeront en chacun endroict,

Les buletins.] Nous voulons (disoit Charles neufiesme) qu'aucun de ceux qui sont à nostre suite de quelque estat, qualittē, ou condition qu'ils soyent, ne puisse loger ēs villages sans eticquette signee de l'un de noz Mareschaux, & Fourriers de logis, & dattee du iour qu'elle se deliurera, laquelle
eticq

b Orle §.
117. 119.
c Caro.
2. Augst.
1570.
post Re-
buff.
e Anton.
Gab libr.
3. tit. de
iur quasi
so. vocl 1.
commun.
opin. fol.
290. 201.
d Caluso
Rhodigs.
li. 29. ca.
20.

eticquete ils bailleront & deliureront au principal habitant dudit village ^a.

Mareschaux des logis.] I'ay dict quelque mot de l'office des Mareschaux des logis & fourriers à l'Harmonie des Magistrats Romains & François ^b. Les Latins les appelloyēt, *Menseurs ou metatours*, parce qu'ils visitent les logis, & selon qu'ils sont spacieux & logeables y mettent plus grand ou petit train. L'inscriptiō au dessus de la maison contenant le nom de l'hoste, & combien de chambres il doit auoir, estoit appelee *epimetatique* ^c.

§. CCCXXVIII.

Suiuant lesquels buletins, si ceux qu'ils logeront, se despartent sans satisfaire leurs hostes, lesdicts Mareschaux des logis seront tenus les représenter par deuant le Grand Prieuost de nostre hostel, pour les condamner & contraindre payer promptement, & par corps, ce qu'ils deuront, & n'auront payé. Et à faute de les représenter par lesdicts Mareschaux des logis, ils seront eux mesmes responsables en leurs propres & priués noms.

Contraindre payer promptement.] Charles a diuisé la despence, & voulu que les Maistres & valets payent comptant la despence de bouche sans aucune remise, sur peine aux Maistres d'estre cassez de leurs estats & bannis de la suite, & aux seruiteurs du fouët ou de l'estrapade. Et que la despence des cheuaux se prenne à la taille pour estre payé de huiët en huiët iours selon l'ordonnance ^a.

^a Caro. 9.
M. 1571.
post Re-
buff. 1571.

b lib. 1. fo.
43.

^c Calius
Rhodigi.
lib. 25. ca.
20.

^a 9 May
1570.
post Re-
buff.

TITRE DV
Domaine.

§. CCCXXIX.



Oulons que les Edicts faicts par les Roys noz predecesseurs pour la conseruation du Domaine de nostre Couronne : Mesmes celuy fait par le feu Roy Charles nostre tres-cher Seigneur & frere, l'an mil cinq cens soixante six, contenant les reigles & maximes anciennes de nostredit Domaine, estre exactemēt & inuiolablement gardez & obseruez. Enioignons à noz Procureurs generaux, & à leurs subtituts, d'empescher les contrauentions, si aucunes se faisoient, à peine de priuation de leurs estats.

Domaine de nostre coronne.] Alexandre interrogé du lieu où il mettoit ses tresors respondit en soubriant, aux maisons de mes amis^a. Le domaine du Roy est le domaine du Royaume, & le domaine du Royaume est le domaine du Roy disoit monseigneur le Chancellier haranguât le peuple^b. C'est pourquoy sa Majesté vse proprement de ces mots, domaine de la coronne, pour faire entendre que tel reuenu doit estre employé pour soubstenir la

^a Calisto
Rhod. lib.
14. cap. 5.

^b Tours
fueil 64.

nir la couronne, conseruer & augmenter le Royaume, à l'honneur du Roy & soulas des subiects. Anciennement le fisque & l'eraire Romain estoient differens. Ce que Pline apprend escriuant ainsi à Traian : Tu ne recherches si exactement les redevables du fisque que les obliges à l'eraire : le fisque prend les reuenus & escheutes extraordinaires appellees confiscations, & les tributs sont portez à l'eraire. Ils estoient de trois sortes les premiers contenoient les deuoirs de cens, tailles, champards, dismes, & autres sur les terres maisons & heritages des subiects. Le second, les droicts de peage par terre & mer, sur les marchandises & denrees apportees & transportees, appelez *exagagiques* & *isagogiques*. Les derniers, sur le bestail & pascage que nous nommés droicts de blairie. Les Egyptiens auoyent vn iuge particulier appelle, *Idiologos*, qui s'employoit à rechercher les aubaines & vacquans. Le me souuiens d'en auoir fait ailleurs autre departement, appellant indiction les tailles & collectes : les aides oblation : & le domaine du Prince consistant en ses droicts seigneuriaux, deuoirs, dismes, champards, bois d'haute fustaye, taillis, paisons, palnages & pascages, droicts de chasse, de pesche, de salines, ports, peages, voitures par terre & autres semblables, estoit appelle Canō^d. Mais l'excellent Chopin nettoyant plus dextrement cest affaire (ce que ie dis sans rougir) fait deux patrimoines, le premier de la couronne, le second particulier au Prince, & expose par le menu tres-doctement ces deux membres, recourez y^e. Marquez en passât pour le pays de droict escript qu'es successions qui viennent au fisque par

c. Calius Rhodigi. lib 10. c. 5. 2. argē. tré 9. 266. fol. 327. & sequē. des appropri. d Harm. des magi. lib. 3 fol. 147. 148. Calius Rhod. ca. 11. lib. 5.

e tract. de dom. no lib. 1. cap. 1. & 19.

*f Bayl. l.
1. C. de bo
nu vacat.*

delictz, aubaines & vacances il n'est point subiect aux additions comme les particuliers f.

Mil cinq cens soixante six.] C'est l'un des Edictz qui fust faict à Molins au mois de Feburier mil cinq cens soixante six contenant vingt & vn article touchant le domaine de la coronne.

§. CCCXXX.

Le douaire des Roynes douairieres de France, ne pourra à l'aduenir estre constitué en terres, sinon iusques à la valeur de trois mil trois cens trente trois escus sol de reuenu annuel, portant tiltre de Duché ou Comté: & le surplus desdicts douaires, & de leurs autres conuentions matrimoniales, sera assigné sur les Aides, tailles, & equiualens, & autres deniers extraordinaires, à les prendre par les mains des Receueurs d'iceux.

*a Chapin
sic. 4. lib.
3. de do-
man.*

Estre constitué en terre.] Pourquoi est ce que les filles de la maison de France doiuent estre dottees en deniers & sont incapables de receuoir seigneuries, ayās les tiltres de Marquisats, Cōtés, & Duchés sinon par engagement iusques à ce que les deniers promis auront esté payez ^a ? Et neantmoins nostre Edict permet de bailler aux vesues iusques à la valleur de trois mil trois cent trente trois escus sols de reuenu en terres portans tiltre de Comté ou Duché ? C'est d'autant que le premier permis emporteroit vne perpetuelle alienation au profit des filles & de leurs descendans, chose qui pourroit grande

grandement diminuer le domaine, & les douaites
sont voyagers prenans fin par le decés de la Roïne
vesue. Pour cognoistre que valent les qualitez de
Duc, Comte & Marquis dōt parle cest Edict, voyez
mon Harmonie des Magistrats Romains & Fran-
çois ^b.

*b lib. 1 fo.
50. 51.
Cet l'ho,
lib. 12. ca.
6.*

§. CCCXXXI.

Es alienations & delaissemens des terres
de nostre Domaine, à quelque tiltre que ce
soit, ne pourra par cy apres estre faict par
nous, ni par noz successeurs Roys, aucune
cession des droicts de nomination des offi-
ces extraordinaires desdictes terres, ni sem-
blablement des autres droicts Royaux de-
pendans de nostre Couronne, comme y
estans inseparablement vnis & annexez. De-
fendōs à noz Cours de Parlement & Cham-
bres des Comptes, d'auoir aucun esgard
aux lettres, qui en pourront par cy apres estre
expedices.

Droict de nomination aux extraordinai-
res.] Les alienations du domaine ne peuuent estre
qu'en deux cas l'un pour appanage des puisnez
masles de la maison de Frāce, & en ce cas y a retour
à la corōne par leur decés sans masse, en pareil estat
& condition qu'estoit le domaine lors de la conces-
sion de l'appanage nonobstant toute dispositiō, pos-
session, acte exprés ou taissible, faict pendant l'appa-
nage. L'autre pour alienation à deniers comprans

pour la necessité des guerres apres lettres patentes
a Carol. pour ce decernees & publiees en Parlement ^a. Et
9 § 1. F. cestuy cy n'est qu'un engagement sous perpetuel-
brua. 9. le faculté de racheptr soit en l'un ou l'autre cas, sa
156. du Majesté ne veut point que les possesseurs ayent plus
domaine. de privileges que les usufructuaires ou creanciers,
Chopin. qui jouissent de la chose engagée, & leur oste la no-
li. 3 tit. 1. mination des offices extraordinaires ensemble tous
n. 1. de do autres droicts Royaux dependans de la couronne.
manio. Nous avons desia dict ailleurs q les droicts Royaux
 sont inalienables, reste à proposer pour la confirma-
 tion de ce dire : que les offices extraordinaires ne
 sont de la premiere essence du domaine, doncques
 ne doivent apporter profit à celuy qui les possède
 par appanage douaire ou engagement: de mesmes
 qu'il n'a la jouissance des terres aduenues par allu-
 uion ou accroissement ^b. Et ce que noz Docteurs
 tiennent que les saisies, emprisonnemens, condem-
 nations, amendes, emolumens de seaux, appartiennent
 à l'usufructuaire de tous biens comme estans
 fruiets de iurisdiction & qu'il peut creer officiers ^c,
 doit estre entendu des iustices & iuges ordinaires
 non des extraordinaires, & ne comprend les cas
 Royaux. Dequoy ie remets à parler plus amplemēt
 sur la coustume de Bourbonnoys ^d, qui montre cō-
 me la femme usufructuaire prend le reuenu des
 fiefs, & le propriétaire les hommages & honneurs.
 Souuenons nous en attendant que le creancier qui a
 quelque fief engagé avec conuenance de faire les
 fruiets siens, ne presente pour cela aux benefices ^e.

Et

b Chopin
tit. d. do-
man. lib.
1 tit. 5. n.

3.
c Stepha.
Küch. lib.
2. conclu.
282 290.

d § 257.

e Symag
sur col. 2.
fol. 161.

§. CCCXXII.

Et à fin de remettre & reunir nostre Domaine en son ancien estat, suiuant la requi-
sition qui nous en a esté faicte par nosdicts
Estats: Auons reuocqué & reuocquons les
ventes, cessions, transports, & engagemens
imaginaires & simulez, & dont les deniers
ne sont tournez à nostre profit, ni de noz
predecesseurs Roys: Semblablement les dons
faicts par nous & nosdicts predecesseurs des
membres du Domaine de nostre Couron-
ne soit que lesdicts dons ayent esté faicts
pour recompense, remuneration de serui-
ces, assignation de pensions ou gaiges, fa-
ueurs, graces, biens faicts, ou autrement, en
quelque maniere, pour quelque temps, & à
quelque personne que ce soit. Et icelles
parts & portions auons reunies & incorpo-
rees au principal corps de nostre Domaine:
nonobstant toutes verifications faictes en
noz Cours de Parlement, & Chambres des
comptes. N'entendons neantmoins comprē-
dre en la presente reuocation les conces-
sions & delaissemens faicts, tant à tiltre d'ap-
panage, que de douaire, & assignation de
deniers dotaux à la Roynne nostre tresho-
noree Dame & Mere, nostre trescher &

tresamé Frere le Duc d'Anjou, noz trescheres & tresamees belles-sœurs les Roynes douairieres de France, nostre treschere & tresamee sœur la Roynne de Nauarre, nostre treschere & amee tante la feu Duchesse de Ferrare, & nostre treschere & bien amee sœur la Duchesse de Montmorency. Voulans que pour l'aduenir l'Ordonnance faicte par le feu Roy Charles nostre trescher Seigneur & frere sur le faict du Domaine, soit gardee & obseruee : Et mesmement que les douairieres de nostre Royaume ne iouissent de leur douaire en terres & domaine : mais que la possession du domaine demeurât à noz successeurs, elles perçoient ce qu'elles deuroient auoir de leurdict douaire par les mains des fermiers. En quoy faisant leur sera neantmoins laissé vn Chasteau ou maison pour leur demeure, selon qu'il se trouuera plus commode. Et pour la seureté du payement des deniers, qui seront à prendre des mains d'iceux Fermiers, ils s'obligeront par corps enuers lesdictes douairieres & bailleront bonne & suffisante caution de les payer de terme en terme.

Reünir nostre domaine à son anciẽ estat.]
Ce n'est pas ce qu'on dict apres la mort le medecin,
il y a encores quelque chose de reste, mais c'est vouloir

loir redresser le miserable estat auquel la Majesté d'Henry a trouué le Royaume venant à la couronne. Il voit que le corps public languira si longuement que le domaine demeurera engagé: doncques à fin d'oster de l'agueur ses subiects & les releuer de subsides il se delibere de reünir le domaine. Ceste reünion est tres-profitable au rapport de Bodin, du tēps, qu'il escriuoit (sans toucher à ce qui s'est depuis passé) l'alienation de quinze ou seize millions valloit plus de cinquante millions, les acquereurs ne l'ont pas aut denier dix sans considerer les denrees depuis encheries. Que s'il estoit reüni selon que la Majesté d'Henry le proiette, il monteroit à quatre millions ou plus de reuenue qui seroit trop bastant pour la maison du Roy, & Officiers ordinaires reduicts en bon nombre ^a. Trois poincts sont considerables à l'article qu'exposons, le premier que le domaine ne peut estre aliené, le second que la reünion est tres-requise, & aucune alienation en seroit faicte sous couleur recerchee, & le dernier que les Princes qui ne font compte de le remettre à la main ne se soucient gueres du bien des subiects. Pour le premier les loix apprenent que Valériniá, Theodose & Archadius approuuerent les liberalités de leurs predecesseurs, qui auoyent reduicts les cens à plus gracieux estat, mais voulurent que dorénavant tous rescripts fussent nuls, qui attranchiroient les redevuables, par contract de donation, ou autre, ou les ostant des premiers reueuers pour les transporter ailleurs, redroyēt leurs cōditions meilleures, les diminuant de la charge ordinaire approuuee par les terriers, & recognoissances ^b. Ce qui fust sagement aduisé.

*a Bodin.
li 6 ca 2.
des fināc.
fol. 906.*

*b l. r. C.
de collat.
donator.*

aduisé. Car (soit que l'Empereur eust nom Antioche ou Antonin) cōbien que sa liberalité soit louable en ce que pour soulager son peuple il diminua les cens & charges ordinaires, & commāda souuent aux receueurs d'apporter les obligations des pauvres subiects qui n'auoyent eu moyē de payer, pour leur donner acquit general, les metiant toutes sous le braisier: si n'est il loisible de conclure par là que le Prince puisse diminuer le domaine de la couronne au desauantage du peuple. Quand les loix ont resolu que le successeur du souverain ne doit trouuer mauuaise la composition & diminut on des charges faictes par le predecesseur, elles doiuent estre entendues des arrierages non du principal, ou bien des creuës & leuees extraordinaires, non du domaine de la couronne qui est inalienable principalement lors qu'il est donné à trois ou quatre rois, à la grāde foule de l'estat general. C'est pourquoy le Chancellier parloit ainsi à Charles 9^d.

c. Pyrrh.
d. l. 1. de
collatio.
d. Versio
de Dubel
lay.

*Il ne conuertira en chose folle & vaine
Ni le tresor public, ni son propre domaine.
Il ne le donnera à l'impudent flateur,
Ni au plaisant bouffon: mais comme vn bō tuteur
Qui scait que quelque iour il luy faut cōpte rēdre
Despendra son auoir comme il faut le despendre
Retrenchant tous moyens de superfluité.
Et reduisant les meurs à la simplicité
Dont lon souloit vser aux habits & viandes,
Du temps qu'on ne tenoit les tables si frivandes.
Ce faisant il pourra son peuple soulager
Qu'il a esté contrainct de fouller & charger.
Pour aux guerres frayer: Car de peu suffisance*

• A voluntiers celuy qui fait peu de despense.

Le domaine de la coronne n'est point plus au Prince qu'au peuple^c. C'est luy qui l'a acquis & mis en l'estat qu'il est, en intention de le trouuer prest pour subuenir aux affaires & en a ordonné les Roys dispensateurs^f. Côme l'onde suit l'onde, le Roy regnât doit laisser le domaine à son successeur, ainsi q son predecesseur le luy a reserué^g. C'est pourquoy beaucoup des nostres soit Canonistes ou ciuils se sont opiniastrément combatus pour sçauoir si la donation de Constantin à l'Eglise est vallable (au iourd'huy elles ne sont recogneues immenses de ce costé) & tous ont vnaniment resolu que tant que la domination du Prince liberal ou prodigue dure, il peut faire largesses du bien du Royaume, non toutesfois pour apporter preiudice à ses successeurs, qui seront peu estre plus prouides tuteurs du public. Le pareil, ne commande rien au pareil, & ne peut lier les mains du successeur, & celuy qui diminue le reuenu du Royaume, qui ruine les subiects par immentes liberalités, à l'aduantage de trois ou quatre seulemēt, pert le beau tiltre de pere du peuple, qui fait recognoistre les Roys^h. Il est doncques expediēt de ne donner si aduātageusemēt & sans grand respect: mais d'autant que la necessité a quelquesfois permis les alienations ainsi qu'au tēps des iustes guerres (nō de quelques rauages suscitez pour pescher en caue trouble) il est plus que requis de recercher tous moyēs pour reunir le domaine. Voyez les remonstāces des Estats de Tours, & vous recognoistrez les malheurs prouenans de l'alienation du domaine, & les biēs de la reuniō. Voir la leurs

e Argētr.

§. 206.

fol. 328.

329. 330.

331. des

apppriā.

f l'ragm.

sāct verb.

depercut.

fo. 17.

g Argētr.

tré fol.

224. §.

206. des

apppriā.

cu.

h Stendā

lib. 2 fol.

48. arto-

narch.

la leurs principales raisons. Domaine est le vray patrimoine du Roy & de la coronne, lequel de droit & de raison ne peut estre aliené, & quand il seroit reduict & reünia la coronne, il pourra fournir à l'estat du Roy, acquitter les aumosnes, gaiges d'officiers, & reparations des places du Royaume. Que si le Roy donne quelque chose de son domaine, il le faudra à l'equipolent prendre sur le pauvre peuple. De là vne meilleure part des creuës que nous voyõs & ressentons ⁱ. Regardez aux Anglois, faut assembler les Estats auât que parler d'aliener le domaine, de mesmes aux Royaumes de Sicille & Espagne. Aduisez à l'Escosse, deslors que Malcomme eust donné inconsiderement le domaine de sa coronne aux mignons & courtisans qui le suiuyõent & abbloyoyent il inuenta vn tribut sur toutes les heredités. Il n'estoit loisible apprehender la succession de son pere ou plus esloigné parent, sans auoir composé avec le Prince. Et se redit gardien de tous les mineurs de son Royaume iusq̃s à l'age limité pēdāt leq̃l il nourrissoit les pupilles & s'approprioit leur reuenu ^k. Voila vn braue tuteur meilleur mesnager des biens d'autrui, qu'il ne fust de celuy q̃ luy estoit plus propre.

Les ventes.] Pour entendre comme les ventes & cessions du Prince peuuent estre reuocques faut considerer qu'il vend quelquesfois le reuenu de sa coronne, quelquesfois ce qui appartient à l'estranger. Le Prince ne peut aliener le domaine de la coronne, parce qu'il a iuré à son aduenement de n'aliener, serment qui annulle toutes les ventes suivantes. C'est la vertu du serment lequel au dire d'aucuns fait que la femme qui a iuré de ne vendre sa

dor

*i Tours
fueil. 26.
pag 2.*

*k Chopi.
li 1 tit 1.
m. 15. 6.
17. 18.*

dot n'y peut par apres contreuenir ¹. Quand le souverain vend ce qui appartient à quelque autre, l'acheteur (selon les loix) est assuré s'il possède cinq ans sans estre recherché, vray est qu'aucuns ont voulu distinguer l'ignorance & la science du Prince pour destruire la reigle s'il vend ce qu'il sçauoit assurement appartenir à vn autre ^m.

*l' Antio.
Gabr lib.
2. titu. de
iurei. cōc.
l. n. 2. 3. 4.*

Dons faicts pour recompenses.] Les Docteurs, ont donné beaucoup de priuileges aux donations remuneratoires : ils leurs ont reserué des reigles commandans les insinuations, ont defendu la reuocation par suruenante ingratitude, ou enfans nouvellement nez, & asserui celuy qui donne à l'euiction Et parlans speciallement des Princes ont tenu qu'ils ne peuuent reuocquer leurs biésfaicts fondez sur merites, les autres ont dict q toutes ces opinions sont trop preiudiciables au public, & contre la verité des loix ⁿ. Nostre Edict suit ce parti.

*m Idē lib.
5 concl. 2.
no. 14.*

A tiltre d'appanage que douaire.] Ce sōt deux tiltres vallables pour l'alienatiō du domaine: le premier d'appanage a la charge du regrés à defaut de masse ^o, qui semble contrarier au second : car si les filles du fils appané ne peuuent posséder les terres domaniales, pourquoy les pourront retenir les filles du Roy defunct contre la loy Salique? Charles cinquiesme practiqua ceste loy par son testament, il declara que le Royaume appartenoit à son fils aîné & appana Loys 2. fils, de quarante mille liures de rēte, & douze mil liures en fonds de terre ayant qualité de Comté. Quant aux filles leur dot fust constituée en deniers & meubles, & c'est l'ordinaire de le faire ainsi. Chopin m'appred que cecy n'a quelques-
fois

*n Syna.
Iur. fol.
215. col.
1.
o Chopin
li. 3. tit. 5.
de domā.*

fois si exactement esté obserué & en produict plusieurs beaux exéples. Entre autres la dot d'Isabelle fille du Roy leã mariee avec Galeace Duc de Milã, son pere luy donna trois mil liures en fonds de terre avec expresse conuénances qu'elles luy demeureroient propres & à ses descendãs perpetuellemēt reserué au Roy l'homage, souueraineté & ressort en la cour de Parlement à Paris p.

p de do-
man. li. 3.
tit. 4. m.
415.

§. CCCXXXIII.

Et quant és terres du Domaine de nostre Couronne, qui ont esté alienees pour la necessité des guerres à deniers comptans, en vertu des lettres verifiees en noz Cours de Parlement, seront à la diligence de noz Tresoriers generaux, & Procureurs sur les lieux, baillez à ferme iudiciairement, aux plus offrans & derniers encherisseurs: les solennités en tel cas requises, obseruees, & selon les instructions qui en seront plus amplement dressees & enuoyees à nosdits Officiers. Sur le pris desquelles fermes seront lesdits acquereurs preallablemēt payez de l'interest & rente des deniers, qu'ils verifieront, & feront deuëment apparoir auoir fournis, & estre entrez actuellement en noz finances, sans fraude ou desguisement: à scauoir, à raison du denier dix, pour ce qui est situé en nostre pays & Duché de Normandie, & du

du denier douze pour les autres Prouinces de nostre Royaume. Et ce par les mains des Fermiers adiudicataires, qui en demeureront specialement obligez enuers lesdicts acquereurs, lesquels neantmoins ne pourront par cy apres faire exercer la Iustice en leurs noms, ni pretendre aucun droit de prouision de benefices, ou offices dependans desdictes terres. Et le surplus des deniers reuenans bons desdictes Fermes, sera employé au rachapt de nostre Domaine, & remboursement des acquereurs d'iceluy.

Alienees pour la necessité des guerres.] Voicy l'autre sorte d'alienation du domaine qui est receüe & permise lors qu'il faut promptemēt trouuer argēt pour subuenir aux frais de la guerre, mais elle est entendue sous faculté perpetuelle de rachapt ^a, de laquelle sa Majesté declare se vouloir aider. Ce qui ne doit point estre trouué estrāge veu que le Prince peut casser nō seulement ses cōtraicts: mais encores ceux des particuliers quand la rescission est profitable au public ^b. Quand la loy permet l'alienation pour subuenir aux frais de la guerre, elle l'accorde aussi pour auoir paix. C'est pourquoy il est loisible aux traictés de pacification de transporter les fiefs à vn autre Seigneur, quoy que les vassaux soyent cōtredifans, combien que regulierement leur seigneur ne les puisse mettre oultre leur grē sous la puissāce d'autrui, specialement de l'estranger & ennemi ^c.

^a Carol.
9. Febr. 5.
1. 1566.

^b Anton.
Gab. tit.
de iure
quasito.
li. 3. cōcl.
2. nu 14.
et concl.
5. 6.
c. d. tit. de
iure qua-
sito. cōcl.
8.

Denier dix au Duché de Normãdie.] L'usage des lieux declare le contract vsuraire ou le fait valloir, & faut regarder la commune obseruance au payement del'interest. Elle est considerable pour scauoir s'il est permis de receuoir profit des arrierages que les nostres appellét vsures d'vsures^d. Voyez la docte dispute, s'il est loisible de piédre quelque heritage en payement d'arrierages^e.

[L'edict de prouision de benefices.] Nous auons dict aux coustumes de Bourbonnoys, comme les seigneurs qui ont les terres & iurisdiccions engagees peuuent faire exercer iustice sous leur nó, creer, & deposer officiers. Neantmoins ce §. le leur defend ensemble la prouision aux benefices: contre noz loix qui tiennent l'vsufructuaire, & qui est plus le fermier receuoir les los & ventes, presenter aux benefices vacans, & pour les droicts de iurisdiction prendre les confiscations, defauts, amendes, & l'usage des choses cõmises^f. Disons que ce texte n'empesche point ceux qui ont les terres par engagement de prendre les profits en prouenans, mais que le Roy se reserue les cas royaux. Or est il que prouoir aux benefices n'appartient à autre personne laye qu'à sa Majesté, & que c'est à luy seul de prouoir plainement aux offices de la coronne, la nomination reseruee aux acquereurs & detenteurs des terres à autre tiltre.

§. CCCXX XIII.

Et quant aux terres de nostre Domaine, qui ont esté engagees ou alienees pour seureté des deniers pretendus nous auoir esté prestez

*d'Anton
Gabriell.
de consue
tud. eccl.
l. nu. 28.
29 & se-
quentes.
lib. 6.
e Argēir.
§. 200.
fol. 267.
204. &
sequētib
des appr.*

*f Costal l.
7. us. uen
ss de vsu-
fructu.*

prestez & fournis , ou à noz predecesseurs Roys , seront saisies , & mises en noz mains , & baillees à ferme en la forme susdicte , sauf à pourvoir aux detenteurs de leur remboursement , ou rente au denier douze , & ce qu'ils verifient , & feront apparoir leur estre bien & loyaument deu , par pieces , contracts , & obligations , qu'ils seront tenus à ceste fin mettre par deuers noz Procureurs generaux. Et en cas que les detenteurs dudict Domaine monstrent promptement les contracts des prests , ou alienations à eux faictes par deniers par eux desboursez , Nous voulons que pendant la cognoissance & discussion de la debte , si elle est tournée à nostre profit , ou non , lesdicts detenteurs soyent payez du profit desdicts deniers en la maniere que dessus.

Par pieces , contracts.] Combien que le souverain ne soit subiect à la loy , neantmoins il y doit cōformer sa maniere de viure. Et quoy que les loix soyent en la main des Roys , qui les peuvent reformer comme bon semble , si est-ce qu'ils sont tenus de leurs contracts : parce que les Princes n'ont point de puissance sur ce qui est du premier droit des gens ^a.

Pendant la cognoissance.] Voyez comme la Majesté d'Henry se soubmet au droit commun. Par les ordonnances de Frâce & beaucoup de cou-

*a Bodin.
lib 1. c. 9.
fol 204.
Stephan.
Râch. li.
2. concl.
202.*

b Sourbō.
§. 97.

Et mesmes les cōtraicts & obligations sont executez par prouision nonobstant opposition ou appellation & sans preiudice d'icelles ^b. De mesmes il veut que ceux qui iustificient d'obligation ou contract soyent payez du profit de leurs deniers pendant le debat si l'argent est tourné au profit du Roy, ou non.

§. CCCXXXV.

Auons reuocqué & reuocquons toutes pensions, qui sont de present assignees sur noz receptes generalles: & les auons remises & transferees sur nostre espargne, pour estre payees & acquitees à la fin de l'annee, selon la nature d'icelles.

Toutes pensions.] Les Estats de Tours semblent auoir declaré le contenu dece §. Supplient qu'il plaise à Messieurs qui prennent les pensions, eux contenter de la reuenue de leurs seigneuries, sans prendre aucunes pensions ne deniers extraordinaires, au moins si aucunes en ont qu'elles soyent raisonnables, moderees, & supportables, eu esgard aux afflictions & miseres du pauvre peuple: car icelles pensions & deniers ne se prennent pas sur le domaine du Roy, aussi ne pourroit il y fournir, mais se prennent toutes sur le tiers estat, & n'y a si pauvre laboureur qui ne contribue à payer lesdictes pensions, dont est aduenu souuent que le pauvre laboureur est mort de faim & ses enfans. Car la substance de laquelle il deuoit viure estoit prinse pour lesdictes pensions, & n'est point à doubter qu'au payement d'icelles y a aucunesfois telle piece de monnoye

monnoye qui est partie de la bourse d'un laboureur duquel les pauvres enfans mendient aux huis de ceux qui ont lesdictes pensions, & souuent les chiés sont nourris du pain achepté des deniers du pauvre laboureur, dont il deuoit viure ^a.

*a Tours
chap de
commun.
fueil. 27.*

§. CCCXXVI.

Et à fin que suiuant les remonstrances à nous faictes par nosdicts Estats, soit pourueu à la diminution, degradation, & ruine de noz Forests, prouenans principalement des chaufages, dont plusieurs de noz subiects iouissent en vertu des dons à eux faicts, tant par nous q̄ noz predecesseurs Roys: Auõs reuocqué & reuocquõs tous & vn chacun lesdicts chaufages, qui ont esté concedez & accordez gratuitement depuis le regne du feu Roy François, nostre tref-honoré Seigneur & ayeul, à quelques personnes, & pour quelque temps que ce soit. Defendans aux Grâds maistres, Enquesteurs, & generaux reformateurs de noz eaues & forests, leurs Lieutenants, & Maistres particuliers, de faire aucune deliurance desdicts chaufages à l'aduenir, encores que les lettres de don ayeñt esté verifiees en noz Cours de Parlement, & Chambre des Cõptes, sur peine d'en respondre en leurs propres & priués noms. Et si aucunes lettres de don par cy apres en estoient

par nous accordees: n'entendons que noz officiers y ayent aucun esgard.

Degradation de noz forests.] L'vn des beaux ioyaux qui soit au Royaume consiste aux forests du Roy & des Ecclesiastiques. Celles du Roy sont gouuernees sous son auctorité, ou engaigees. Voila comme Charles dernier en a parlé: les bois d'haulte fustaye à nous appartenans, ne pourront estre alienez, ni don faict des coupes d'iceux ou des deniers qui en procederont sur peine de nullité & de restitutiō des valleurs, fruiets, & profits, cōme dessus. Les droicts du tiers & d'agiees en gruerie en noz bois & forests ne se pourrōt semblablement donner, ni aliener, ni pour le fonds, ni pour les coupes en deniers qui en pourront prouenir, & si les propriétaires font quelques coupes, la part ou profit à nous reuenant par le moyen d'icelles à cause desdicts droicts, sera employé au rachapt de nostre domaine. Ne se pourra faire aucune coupe des bois d'haulte fustaye es terres de nostre domaine, sinon qu'il y aye lettres parentes decernees pour cest effect, adressees à noz Parlemēs, & gens des cōptes, & verification faicte esdicts Parlemens & Châbres des comptes. Ceux ausquels nostre domaine auroit deuēment esté aliéné ne pourront neātmoins couper les bois d'haulte fustaye ni toucher aux forests qui seront esdictes terres, & si faict l'auioyent seront tenus à la restitution du profit & dōmage qui en seroit aduenu ^a. Et pour ce qui touche les forests Ecclesiastiques il defendit à tous prelats & gens d'Eglise de vendre ou faire couper bois d'haulte fustaye

staye autres qu'abbatus par tourmente, & imperuo-
sité de vents, & sans fraude, à peine de saisie de leur
téporel, & reuocqua toutes permissiōs au contrai-
re. Et interdit à toutes personnes d'achepter des
gens d'Eglise bois d'haulte fustaye sous son aucto-
rité, ou des officiers de l'artillerie, ou autres se pre-
tendans priuilegiez, à peine de recouurer sur eux le
pris dudit bois encores qu'il fust payé ^b.

b §. 29.

Des chaufages.] Les questions sont en droict
si le chauffage accordé à quelque pere de famille
s'estendra à ses descendans, encores que la famille
soit grandement accreuë depuis le contract, & s'il
luy faudra accorder ce droict estant deuenu grand
seigneur, & vsant plus de bois en vn iour qu'il n'au-
roit accoustumé toute l'annee (matiere qui seruira
pour les molins & fours.) Les docteurs ont esté cō-
traires & ont recherché plusieurs consideratiōs pour
la decisiō: Alberic dispute si ie seray tenu payer pen-
sion pour la cinquiesme rouë que i'ay faict bastir,
ayant assencié les molins qui en auoyēt quatre, cha-
cune à raison de dix quartes bled. Il cōclud que nō,
quoy que l'ason soit contraire, & dit, q̄ le pere de fa-
mille qui a droict de moulage en payāt certain pris,
n'est tenu à plus, cōbien que sa famille soit notable-
ment aggrandie: le pareil peut estre dict de la per-
mission de couper bois dās la forest. Ceux qui ont
esté de contraire aduis ont dict qu'il falloit reigler
le priuilege ayant esgard au nōbre qui estoit au tēps
de la permission. Il a fallu distinguer pour reconci-
lier ces combattans: ou l'election est en termes vni-
uersels pour l'ierre & ceux de sa famille, & il les
faut suiure, sans auoir esgard à l'augment: ou sous

vn nom particulier comme pour moy & mes deux enfans & ceste parolle limitee reigle les cōuentiōs: ou en termes generaux pour moy & tous mes enfā: & elle est perpetuelle, ou à certain temps. Quand à certain temps tous les descendans y sont comprins, non ainsi lors qu'elle est perpetuelle, & q̄ les enfans font mesnage à part. Quand le train de celuy à qui la permissiō est donnee s'augmente à raison de quel que dignité ou autre meilleure fortune, le priuilege sera resserre au bois qu'il pouuoit gaster lors de l'octroy ^c. Que voudriez vous respondre sur vn autre faict. Ceux d'un village en nōbre de dix ou douze feux obtiennēt de pouuoir prédre du bois pour leur chaufage dās la forest prochaine, aduient q̄ le village augmēte iusques à cent ou six vingts feux tous les nouueaux venus iouiront ils du priuilege? Ouy ^d. Accordez gratuitement.] Si quelqu'un s'est emparé de quelque chose estant de nostre sacré domaine nous voulōs qu'elle y soit reünie & incorporee, cōme elle estoit au parauāt, declarāt to' rescripts obreptices, & abolissant toute prescriptiō dōt on se voudroit aider: car les prescriptions ou rescripts obtenus sous quelque raison coloree ne sont sūffisants pour diminuer noz droict̄s ^e. Et quoy que nous diuons en droict̄ que les rescripts donnez pour recōpense des seruices, merites, ou autres iustes causes, ne peuuent estre retractez parce qu'ils ont force de contract, non de simple priuilege: si est-ce que cela a lieu quād il est accordé à celuy qui n'est subiect du Prince qui le donne, & a fourni argēt pour l'obtenir. C'est autre chose quand il est donné gratuitement au subiect, car lors il est reuocable ^f.

Ne

*e Syntag.
iur f. 156.
col. 2. &
157. co. 1.*

*d Steph.
Ranc. lib.
1. cōcl. 15.*

*e l. 2. C.
de sa'itib
& fund
res domi.
f Anton.
abr tit.
de iu qua
sita. lib. 3.
conclu. 6.
nu. 9 &
conclu. 7.
nu. 10. 11.*

§. CCCXXXVII.

Nevoulons aussi à l'aduenir estre faiçts aucuns dons de bois de noz Forests, ou deniers procedans de la vente d'iceux, à quelque personne que ce soit: ni semblablement estre faiçt vente & coupe par pied de nosdiçts bois. Defendans à noz Officiers, tant de noz Cours souueraines qu'autres, d'auoir esgard aux lettres, qui au contraire en pourroyent estre cy apres expediees.

§. CCCXXXVIII.

Defendõs aussi ausdiçts Grands Maistres, leurs Lieutenants, & Maistres particuliers, d'executer aucunes commissions pour la vente des bois de haute fustaye, tant de ceux qui sont de present de nostre Domaine, que celles qui sont és terres baillees en appanage, douaire, vsusfruiçts & engaigemens, ou celles qui appartiennẽt aux Ecclesiastiques, sans que lesdiçtes commissiõs ayent esté verifiees en nosdiçts Parlements, & Chambre des comptes, sur peine de priuation de leurs Estats. Voulõs au surplus, qu'il soit informé, à la diligence de noz Procureurs generaux, ou de leurs Substituts, contre noz Officiers qui auront procedé à la vente d'aucuns desdiçts bois cõtre les formes cy dessus prescri-

ptes, pour en auoir repetition contre eux des deniers qui en seront prouenus, en leurs propres & priués noms, sur tous & chacuns leurs biens & de l'interest & dommage où sera faite ladicte vente & coupe: laquelle no⁹ auōs aussi declaree acquise à nous, au peril & perte des acquireurs & adiudicataires.

§. CCCXXXIX.

Seront lesdits Grāds-maistres, leurs Lieutenāts, & Maistres particuliers, tenus enuoyer par chacun an à nostre trescher & seal Garde des sceaux, ensemble aux officiers des sieges de la Table de marbre, vn estat de toutes les ventes de bois de haulte fustaye, tant ordinaires que extraordinaires, qui aurōt esté faictes en leurs departemens, par qui, & en vertu de quel pouuoir elles aurōt esté faictes: sur peine de radiation du dernier quartier de leurs gaiges.

Vente de bois d'haulte fustaye.] Ces trois articles pourront tirer leur exposition de ce qu'auōs dict cy dessus parlans des chauffages ^a, qui vouldra s'arrestera à la constitution des Empereurs Archade, & Honoré, qui condamnerent a cinq liures d'or celui qui achepteroit vn arbre aux forests de Daphné en Syrie, ou de Perseide en Egipte, & li vouldrēt que le vendeur fust subiect à peines semblables ^b.

Grands

^a §. 336.

^b si de Cu
pressin li.
42. C.

Grands maistres.] Je me souuiens d'auoir declare la iurisdiction des grands maistres des eauls & forests & l'auoir approprié aux Cōsuls Romains *c. Harmö. des magi strats lib. 3. fo. 146. 147.* Voyez oultre ce que l'histoire apprend, que le commandement faiët au Consul de conseruer les forests estoit à fin que la Republicque sceut trouuer du bois au besoing pour dre'sser vaisseaux de mer. Ceste diligence estoit appelée (la petite charge) pour le separer des autres grands & vrgens affaires, auxquels les Consuls estoient employez ^{d.}

§. CCCXL.

d. Calim Rhodigi. lib. 26. c. 5

Nous voulons, que ceux qui se pretendront auoir esté greuez par les Iugemens des Commissaires, deputez tant par le feu Roy Henry nostre treshonoré Seigneur & pere, que par noz treschers freres, les Roys François second, & Charles, & par nous depuis nostre aduenemēt à la Courōne, pour le faiët des terres vaines & vagues, landes, marests, paluds, pastis, & communes, se puisēt pouruoir par la voye ordinaire d'appel contre lesdicts Iugemens, sans preiudice des fins de nō receuoir, sur lesquelles sera preallablement faiët droit.

Terre, vagues, landes, marests &c.] Nostre coustume de Bourbonnoys monstre à qui appartient les terres herines & vacans, où ie me propose (aidant Dieu) dire fort amplement chose qui pourroit seruir à l'exposition de ce texte ^{a. § 171. 172.} Cepen-
dant

dât oyez Bodin, voila ces termes: Il y a infinis abus que la Republicq souffre pour les alienatiōs du domaine. Le plus grand mal est que les deniers q en reuiennēt ne sont mis en rēte cōstituee (cōme veulent ceux qui pensent biē mēnager) ains sont dissipez le plus, souuēt, & dōnez à ceux qui l'ont moins meritē, & puis n'y ayāt point d'argent pour rachepter le domaine, la Republicque tōbe de fiēure en mal chaud, & vend les cōmunes, qui est la vie des pauures subiects, sur lesquels la taille est fondee. Il y a biē quelque apparence de vendre les terres vagues du domaine pour faire argent en necessitē, si on ne peut les affermer, mais n'est pas licite de bailler les terres vacantes du Domaine à rente perpetuelle & prendre argent auant main ^b. Par là est facile de cognoistre (si les termes sont bien entendus) combien ceux se sont deçeus qui ont pensē tirer profit de leurs aduertissemens par assignations sur les communes, ne faisans point de difference entre herine, vacant, & commune. Tout est au Roy, doncques les communes, mais non autrement que noz autres biens. Voila pourquoy Bodin les appelle, la vie des pauures subiects. De ce costē est tiree la taille (cōme il dit) & ie dis encores les blairies & pascages. D'où viennent les douzains tributaires que l'antiquitē recognoissoit sinon pour mōstrer que ceux qui les payoyent auoyent des terres communes ou publiques ^c. Sur quoy doncques pourroit estre fondee la vente? Le Prince n'oste à ses subiects leurs possessions legitimes, sinon qu'il y ait occasion, il se contente de ses droicts. Mais les vacans sont de son domaine, & les peut mēnager comme il veut. C'est pourquoy

Gra

^b Bodin.
lib. 6. c. 2.
fol. 904.
205.

^c Caline
Rodigin.
lib. 20. ca.
2.

Gracian & Valentinian asseuroyent les acquereurs des terres tenues à certain deuoir du Prince, lors qu'elles estoient desnuees de possesseurs, & demeurees vacques^d. Le iugemēt d'Auguste laissa aux possesseurs les chāps qu'aucū de ses Officiers main tenoyent estre publics^e. Reste seulement de sçauoir que c'est que terre herine ou vacāte. C'est celle q est recogneue mouuoir du Prince en qualité de cēs ou autre charge, laquelle est demeuree vacque par faute d'heritiers ou capables de l'a posseder. C'est de ce costé où les mesnagers deuroyent ietter leurs rets, non vouloir comprendre les communes entre quelques habitans, ou autres terres que les particuliers laissent en pascage pour la nourriture du bestail. Cela est aux particuliers recognoissans leur Seigneur, non au Prince. Ils deuroyent ietter les yeux sur les terres delaisſées qui demeurent sans culture, à fin de faire le profit du Roy & du public^f, & ne tourmenter point les pauvres laboureurs qui recherchent de tous costés pour trouuer argēt, à fin de payer le Roy, & viure petitemēt en leurs belistres mesnages. Mais qui payeroit les frais & vacations de tels surueillans? Les rochers infertilles auront leurs immunités & se preuaudront contres ces affamez^g.

Voyes ordinaires d'appel contre lesdicts iugemens.] Il sera facile de recognoistre la clemence d'Henry si voulez regarder les anciens Empereurs qui s'en sont voulu faire croire. Ce grand & eloquent Orateur Fauorin, en declamant publiquement ietta vn mot que l'Empereur Adrian trouua rude : les amis du declamateur luy remonſtrerēt que pour son hōneur il deuoit soubstenir qu'il estoit

Latin

*d l si qui
à priorib.
C. de fun.
patrimo.
e Argent.
des appro
priances.
fo. 14. pro
theoria.*

*f Calimo
Rhodi li.
1. cap 4.*

*g Idem li.
26 ca 4.*

Latin. Non, non, respondit il, laissons la victoire à
h idem li. l'Empereur qui a trente legiōs à son cōmandemēt^h.
19. cap. 12 Certainement il y a grande difficulté de soubstenir
 vne mauuaise cause contre vn cruel Empereur, qui
 a des officiers encores plus inhumains. Mais le bon
 Roy qui preside sur le peuple cōme l'ame au corps
 ou comme le tout puissant sur les humains, ne parle
 iamais d'iniustice, toui son faict n'est que de rendre
 droict aux obeissans, & quelques fois faire sa pro-
 pre cause mauuaise, pour se mōltier milericordieux
 tant s'en faut qu'il pense à tourmenter ses subiects ⁱ.
 Iamais la cause du subiect n'est bonne soubs la do-
 mination tyrannicque ^k.

§. CCCXLI.

i Idem
li. 24. c. 30
k Argen
tr. §. 266.
fol. 333.
des appro
priac. &
fol. 334.

En attendant que nous puissions pourvoir
 à la diminution & reduction de noz tailles,
 creuës, aides, & subsides, & les remettre en
 quelque meilleur ordre & estat: nous enioi-
 gnons à tous noz, officiers, & autres, qui ont
 & auront la charge de faire l'assiete & depar-
 tement de noz tailles sur noz subiects, proce-
 der avec toute egalité au soulagement des
 pauvres, sans y apporter aucune faueur, ne
 permettre que autres que ceux qui doiuent
 assister à ladicte assiete, y soyent presens, &
 employer à la fin des Rooles les exēpts pre-
 tendus en leurs Paroisses, & la cause de leur
 exemption: sur peine de s'en prēdre ausdicts
 affeurs en leur propre nom.

A la

A la diminution des tailles. Justinian ordonnant en faueur de la liberté, disoit qu'il reduisoit les affaires à meilleur estat ^a. Qui voudra regarder l'histoire de près & comme les anciens Empereurs se sont gouuernez sur ce faict, il trouuera les bōs Princes d'un costé (tel qu'est nostre Héry curieux du biē general) aimer l'aīse & repos de ses subiects, se cōtenter de son domaine, & subsides ordinaires, songer toutes occasions pour diminuer les impôts, & iamais ne parler d'augmēt sans extreme necessitē: & à l'opposiē il verra les mēchans Princes, les aues & affamēz, mettre impôts sur impôts, prédre tout, & perdre tout, imposer à toutes hurtes, & iamais n'a uoir rien de reste, cōbiē que le public ne ressent aucun fruiēt de ces leuees. Ce sont ceux que le bon Traian conferoit à la ratelle, laquelle rend tous les mēbres du corps secs & arides d'autant plus qu'elle s'enfle ^b. Noz Iurisconsultes ont remarqué l'argument estre vallable de Dieu au Prince pour ce qui touche le terrien, & comme l'eternel aime plus l'obeissance & le cœur que les oblations & sacrifices exterieurs, le Monarque doit plus priser la bōne affection des subiects, que leurs bourses. Dieu nous donne les biens & demāde le cœur, le Roy tel qu'il doit estre se ressent heureux si son peuple l'aime, & honore sans contraincte ^c: & le mauuais qui rauage ses subiects & les ronge iusques aux os, doit penser que Dieu en prédra la vengeance. Ce qui est si clairement monsté par les histoires que rien plus. Si le Tyran eschappe sans chastiment, ses succelleurs en porteront la paste au four: & tout cela cessant le dernier iugement est reaoubtable ^d.

*a institut.
lib. 1. tit.
de liberti.
§. liberti-
norum.*

*b Calime
Rhodigi.
lib. 4. ca.
18*

*c Idem
lib. 18. ca.
2
d Syna.
iur. verb.
citatus
lib. 3. col.
2. fol. 29.*

Tailles

Tailles.] Nous auons cy dessus deduiet les di-
 uers domaine & reuenu du Prince ^e. Reste à dire (ce
 e §. 329. que les Estats de Tours sceurent tresbien remon-
 strer) que le domaine doit estre employé (selon les
 anciennes ordonnances Françoises) aux affaires or-
 dinaires du Roy & du Royaume : les confiscations
 & aubaines à l'aumosne des pauures : & les deniers
 des aides curieusement conseruez, pour subuenir aux
 f Tours guerres à l'occurrence ^f. Mais ceux qui se ressentēt le
 chap. a- plus des liberalités des Monarques ne trouueront
 bus de la iamaïs bon ce mesnagement. Ils crient au contraire
 Justice. f. qu'il n'y a rien trop sur le peuple, qu'il n'est gueres
 as. pag 2. foullé, & que la charge est douce à supporter, cōbien
 que en verité ne luy reste plus que le respirer, & ne
 voyent pas, ou pour le moins ne veulent voir, que le
 mot de, Tailles, a de tout tēps esté tres-haineux à
 tout peuple, signamment enuers les François. Gelon
 mit vne nouuellle taille sur son peuple, mais reco-
 gnoissant qu'il commençoit à s'en mutiner il la fit
 leuer par forme d'emprun, & la paix de retour paya
 ses debtes : ce qui luy rendit ses subiects au dou-
 ble affectiōnés plus que de deuant ^g. Bugnyon a pu-
 blié dans ses commentaires aux Estats de Bloys que
 le Monarque François ne pouuoit anciennement de-
 noncer guerre, faire la paix, ni cōmāder nouvelles
 impositions & tailles sur le peuple sans cōsentement
 des Estats ^h. Ce qui a grande apparence si on veu
 recourir aux harangues faictes du viuant de Char-
 les 8. Les Estats luy remontrerēt que son domaine,
 les impositiōs, gabelles, & equiuallants, estoyēt trop
 plus que suffisans pour supporter le fais de la guer-
 re, sans parler de tailles requierent qu'en ensuiuant
 la

f Tours
 chap. a-
 bus de la
 Justice. f.
 as. pag 2.

g Lycopst.
 de musuo.
 fol. 775.

h sil. de la
 Justice §.
 3. fol. 14.

la naturelle franchise de France, & la doctrine du Roy saint Loys, elles fussent du tout tollues & abolies, & que pour l'aduenir on ne les leua sans grãd besoing & necessité, avec le consentement des Estats, s'ils voyent qu'ainsi doie estre faictⁱ. Et parlerent ainsi en la dernière conclusion. Pour subuenir aux grands affaires dudit Seigneur, tenir son Royaume en seurte, payer, & soldoyer ses gendarmes, & subuenir à ses autres affaires, les trois Estats luy octroyent par maniere de don, & octroy, & non autrement, & sans ce que l'on l'appelle dorenavant taille, ains don, & octroy, telle & semblable somme que du temps du Roy Charles 7. estoit leuee ou cueillie en son Royaume, & ce pour deux ans prochainement venans tant seulement, & non plus: & plus bas, car lesdicts Estats n'entendent point que l'on mette sur eux aucune somme de deniers sans les appeller, & que ce soit de leur volonté & consentement, en gardant & obseruant les libertés & priuileges du Royaume^k. La Majesté lors regnante accorda en partie leurs remonstrances & les reietta en partie avec vne recommandable attrempance. Monseigneur le Chancellier declara ainsi l'intention du Roy. Le Roy est plus enclain à vous complaire que ceux qui vous ont enuoyé n'eussent iamais pésé, & vous remet de cinq deniers les trois. Ceste liberalité fait à recognoistre, car l'an passé les tailles montoyent trois milliõs, quatre cent mille francs: & n'entend auoir gendarmes qui foullent le peuple^l. Despuis la necessité des affaires les accreues iusques à l'estat où elles sont de present, quoy que noz Princes ayēt tousiours esté bien affe-

*i Tours
chap. du
faict com
munfues.
29.*

*k Tours
chap. la
derni cõc.
fueill. 47.
O tilire
secõd pro
posfueil.
56. pa. 2.
l Haran-
gue de
Monf le
Chancell.
fueill. 64.
pag. 2. des
anciennes
tailles & o
yez les fu.
25. 26*

m les Flo
 renins
 chargẽ le
 m et en
 temps de
 guerre.
 Harco. l.
 Dims C.
 de edict.
 D. Adria
 soilen
 n Oriens
 §. 122
 o Calims
 Rhodigs.
 lib 20. ca.
 26.
 p Argẽt.
 § 277. fo.
 698. ver.
 leuar. des
 appproia.
 q 3. 277.
 mot paye
 ment. §.
 630. 631.

ctionés à soulager les subiects & les deliurer d'op-
 pression. Le malheur vient d'autant qu'il est pres-
 ques impossible d'y donner ordre, si fort ce Royau-
 me est accablé de debtes prouenues des guerres ^m,
 tant contre l'estranger, que celles que nous sommes
 indiscretemēt procuré. Cela (dis-je) afaict que les
 louables intentions de noz Roys sont demeurees
 iusques icy, es termes de simples promesses, & qu'il
 a failu souuent lors ou peu apres qu'on a parlé de
 diminution, charger le dos du pauvre mulet ⁿ. Rap-
 portez ce malheur à la responce de Periandre faicte
 durant les guerres de Peloponense. Le pays, le pria
 de reigler les Tailles, & les rendre certaines sans à
 l'aduenir parler d'augmẽt: la guerre (dit il) ne scait
 que vallent les choses bien ordõnees ^o. Taille à vo-
 lõté prend sa source de tyrannie ^p. Au cõmencemēt
 les Roys supplioyent le peuple pour les obtenir ^q.

Creuẽ. | Les creuẽs & impositions immode-
 rees sans qu'il en soit besoing sont les salles & des-
 honnestes gains des harpies de cour. Beaucoup de
 peuple ne sachant rien mieus faire qu'applaudir,
 s'engressẽ de la sueur & sang du pauvre subiect. Ie
 prie à Dieu de le faire recognoistre aux souuerains,
 & les esmouuoir de mettre en forme d'Edict ob-
 serue l'ordonnance d'Alaric, qui contraignoit ceux
 qui paissoyẽt sur le bon hõme par nouuelles creuẽs,
 de rembourser la prouince offencee. Nous commã-
 dons (disoit l'Empereur) de restituer aux subiects
 tout ce qu'aurez extorqué oultre leur ordinaire cõ-
 tributio. Ne pẽsez point que l'amitiẽ que vous por-
 tons, nous puisse engouffrer aux erreurs, & que vou-
 lions endurer d'estre contraincts de faire ce à quoy
 iustice nous inuitoit de pẽser amiablemēt, & de frã-

che volonté. Doncques si vous auez pillé la prouince rendez luy le pillage, & dōnez vous garde d'y retourner : car celuy corrige assés sa faute qui n'y retourne plus ^r. Celuy est vrayemēt nostre reuenu (dit il ailleurs) que les subiects payent volontairement, & sans cōtraincte. Nous diminuōs les subsides, pour aggrandir nostre gloire, & desirōs d'estre prodigues enuers nōz subiects, pour auarement conseruer nostre hōneur ^s. Et en autre endroict escriuant à Alban : nous desirons augmenter nostre domaine par iustes moyens, & refusons les aduantages cōtraires au droict. L'argent nous est de mise, qui est pesé à la balance de iustice. La porte de nostre palais est fermee à l'inicquité, & ne pouuōs approuuer en secret & en cachete, ce que nous blasēmōs en public ^t. De là les saincts Decrets dient que tout ce est rapine, calomnie, & concussion, que les seigneurs prennent sur les subiects oultre ce qui leur est anciennement constitué ^v. Et ne faut s'arrester à la souuerainete de Bodin, car le Prince change son nom qui se despart de raison pour suiure ses appetits. Celuy est mal appris qui se veut accommoder des facultés des subiects pour parfournir à ses demesurees despēces. Le Monarque qui préd ce chemin se prepare à cruauté, à auarice, ou pdigalité: il vaut beaucoup mieux (dit Iustinian) de reigler sa despence selon le reuenu ^x.

— Car de peu suffisance

A volontiers celuy qui fait peu de despence y.

Egalité au souagement des pauures.] Cōment se prédral' esgalité: selon la distinctiō des tailles personnelles, & recelles. Quand la taille a esgard aux personnes, elle est despartie selon les testes, de la

*r Castig.
lib. 2. epi.
12.*

*s Idē eod.
lib. 2. epi. 10.*

*t Idem li.
8. ca. 10.*

*v Tours
titr. de la
police fo.*

*20
x Authē.
vt deter.
sit numer.*

*cleric § 1
y l' Hospis
saladuer
tisse. au
Roy: ver-
sion de
Du bel-
lay.*

*x Calius
Rhodig.
lib. 25. ca.*

33

2 Calim
Rhodigi.
lib. 2. s. c.
23.

a Stepha.
Kanchin.
lib. 1. c. c. cl.
446

b Dionys.
Halic. l. 1.
4. antiq.
Romana.

fol. 262.
c Orleā
9. 123.
124. Cas-

siodorm
lib. 5. va-
riar. epi-
stol. 14.

Calim
Rhodigi.
lib. 7. cap.
30. ou du

droict de
Geome-
trie &
d'Arith-

metique
d Tours
chap. du
sacēt com-

munes.
26.

les leueurs estoient appelez perequateurs ²: parce qu'ils prenoient esgallement d'un chacun. Mais ce-
ste cyn est gueres obseruee en Frâce, & n'est receuë
l'opinion des Docteurs qui imposent les habitans
eu esgard au nombre, quand faut cottiser pour re-
parer les murs, à fin de payer les Officiers: nous im-
posons ordinairement les hommes eu esgard à leurs
facultés le fort portât le foible^a. Tullie s'estât empa-
ré de la Royauté parla ainsi au peuple Romain: Le fe-
rav que chacū sera imposé à l'esgal de son reuenu, &
que ceux qui possederont beaucoup, payeront beau-
coup, & les moindres plus petitemēt^b. L'excès à la
leuee des deniers royaux est recognu aux surtaxes, à
la forme de leuer la taille, & au payemēt. Charles 9.
voulust que la taxe fust faicte le fort portant le foi-
ble, sur peine aux asseurs de respondre aux surchar-
gez^c. Quant à la forme de la leuee l'assemblee de
Tours toucha infinies extorsions qui y sont practi-
quees, pour ausquelles obuier beaucoup ont esté cō-
traincts quitter le Royaume, & se retirer en pays
ennemi. Les autres au cœur plus frâc sont peris de
faim miserablement, & les autres considerans qu'ils
ne pourroyent trouuer moyen de viure ont par le
glaiue trenchant abbrege leurs vies, & celles de
leurs enfans & domesticques. Les autres desnuez de
beufs & cheuaux, prins pour les tailles, se sont ac-
commodez du collier pour tirer l'aireau, & encores
labouroient seulement de nuict de crainte d'estre
constituez prisonniers^d. Et d'autant qu'és regnes
où ces rigueurs ont cessé nous auons veu la meil-
leure part des procès des elections fondez en sur-
taxes, estre appoinctez à escrire, & à informer avec
telles

telles longueurs que les heritiers y succedoyent & souuent y trouuoient la besace. Charles voulust que les comparaisons & collations des tailles d'habitant à habitant fussent vuidees par l'aduis des plus apparens des parroisses, non suspects aux parties sans appoincter les plaideurs à escrire sur peine de priuation d'office ^e.

Les exempts pretendus.] Cecy est ainsi ordonné pour obuier à la practique d'un tas d'aubereaux lesquels se trouuoient au despartement des tailles & ostoyēt aux assieurs la liberté qui doit estre à imposer selon les facultés, leur commandant de charger l'un, descharger l'autre, & autremēt en disposer selon leurs päsions, sans oublier l'exception pour leurs mestiers & louagers, cōbiē qu'ils deussēt estre imposez. Doncques la Majesté d'Henry veut empescher ces iniurieuses façons de faire, defend qu'autre se trouue à l'assemblée, que ceux qui y ont voix, & le Grefnier, commande de faire roolles à part des exempts, & y inserer la cause de leur exemptiō, pour double raison : la premiere à fin qu'à l'aduenir on puisse mieuec recognoistre les exempts d'avec les imposables : car qui est exempt & se laisse imposer se despart de son priuilege ^f, & au contraire qui est escript au liure des exempts, acquiert ce priuilege par temps immemorial. La seconde pour obuier au malheur dont parle ainsi Ciceron : Quand les vns sont surchargez à la descharge des autres, le peuple s'esleue, fait seditiōs, & scandalles, d'oū en fin sortent les guerres ciuiles ^g. Or les nobles sont les exempts de France pour leurs personnes & terres qu'ils tiennēt en fief subiects au riereban. Ceux les

*e Orleāz
§. 135. Si
les biens
hors du
Royaume
sont
considera
bles. Ar
gent. tit.
de donat.
glos. 6. §.
218. fol.
23. 30.*

*f Anton.
Gab. tit.
de iur. im
munis.
lib. 6. cō
clu. 1.
g p. de
Anchar.
conf. 198.
nu. 9.*

sont aussi qui procreés de basse estoffe ont faict quel que acte signallé meritoire d'exemption. Les gens d'Eglise pour le patrimoine Ecclesiastique, leur particulier estant asserui à la taille. Les autres du tiers estat qui demeurent en lieu de franchise, ou ont priuilege special, le tout suiuant l'ordonnance^h. Dequoy ie reserue à dire plus amplement sur la coutume de Bourbonnoysⁱ.

§. CCCXLII.

Les officiers de nostre maison, & ceux de la Royne nostre tres-honoree Dame & mere, de nostre tres-chere & tres-amee compaignie la Royne, & de noz tres-chers, & tres-amés freres & sœur, le Duc d'Anjou, Roy & Royne de Nauarre, de noz trescheres & tres-amees belles sœurs, les Roynes d'Ecosse, & Isabel, douairieres de France, ne seront exempts de la contribution de noz tailles, s'il ne sont couchez es estats des domestiques, & ordinaires aux gaiges, pour le moins de vingt escus, & seruans actuellement: dont les Thresoriers bailleront certification signee d'eux, & sans fraude, à peine de s'en prendre à eux.

§. CCCXLIII.

Et au regard des Officiers de defunctes, noz tres-honorees & tres-amees tantes les Duchesses de Ferrare & Sauoye, ne iouiront
de

h Orléans
§. 130. Ar
gent §.
266 fol.
390. des
appropri.
§. 105.
et par
tout le
rest. des
tailles.

de ladicte exemption: sinon ceux qui estoient
couchés en leurs estats, aux gaiges que dessus,
& les seruoient actuellement lors de
leurs decés.

Ceux de la Royne nostre tres-honoree
Dame & mere.] Les priuileges dont parlent cest
Edict appartiennent aux Officiers & domestiques
de la Royne mere, en cōsideratiō d'Henry deuxies-
me son seigneur & espoux. Et doit iouir des pre-
eminences qui luy appartenoyent au viuant du bon
Henry: pour les raisons touchees par l'Empereur
Marc, recogneuës en elle autant ou plus qu'en autre
personne de ce siecle, ou vesue qui aye seigneurie en
ces Gaules. Le gracieux maintient, l'obeissance, &
parfaicte amitié qu'elle a porté à son Seigneur, l'hō-
neur d'un si sainct mariage, la memoire recommen-
dable qu'elle en a eu durāt sa viduité, & la dexterité
dōt elle a vsé à la conseruation des Princes qui ont
esté & sont noz Roys meritent plus que cela ^a.

a l. viii.

§. item.

Marcus.

ff de lega

Tres-chere & amee cōpaigne.] Qu'est il be-
soin faire mention des loix qui veulent faire luire
les femmes de la splendeur des maris? Qui les ap-
pellēt compaignes de la maison diuine & humaine,
& les rendēt allociees aux bōnes & mauuaises fortu-
nes? Veu q̄ nostre propos est des Roynes ie ne m'es-
longneray de l'intention du texte. Lacedemō fils de
Iupiter espousa la fille de Eurotte appelee Sparte,
au cōmancement de son regne il cōmanda q̄ les sub-
iects fussent appelez Lacedemoniēs, leur dōnāt son
nō, & ayant fait bastir la belle ville de Sparte, l'ap-
pella du nō de sa femme ^b. Au regne de Iulmiā les

b Calisto

Rhod. li.

x. cap. 2.

Gouverneur de Prouince preſtoit ſerment à l'Em-
pereur & à ſa femme en ces termes : Le iure que ſeray
ſeruiteur fidelle aux Majeſtés de l'Empereur Iuſti-
nien & Theodore ſa femme^c. Le reſidu de ceſt article
n'eſt que confirmation de l'Edict d'Orleans. Noz
Officiers (diſoit Charles neufieſme) ou ceux de no-
ſtre tres-honoree Dame & mere, de noz tres-chers
freres & ſeurs, de noſtre tres-chere ſeur la Royne
Marie, de noz tres-cheres tantes les Duchefſes de
Ferrare & Sauoye, ne ſerôt tenus pour exempts ſ'ils
ne ſont couchez en l'Eſtat des domeſtiques & or-
dinares ſeruans actuellement & payez des gaiges
appartenans à leurs offices ſans fraude^d. Ce qui ſert
au §. ſuiuant.

Servant actuellement.] Quoy doncques le
ſervice ceſſant faudra il ceſſer le priuilege? Theodo-
ſe & Valens en reſcriuent ainſi: Nous voulôs par loy
irreuocable que noz ſeruiteurs domeſtiques iouiſ-
ſent des priuileges appartenâs à l'eſtat, ores qu'ils ſe
ſoyêt retirez auât qu'eſtre paruenus au premier de-
grê des charges: & ce faiſant qu'ils ne ſoyêt cōpris
aux ſublides ſordides, & ne cōtribuent aux cheuaux
& charrois prins ſur noſtre peuple n'eſtant raiſonna-
ble de les impoſer au temps de leur repos, attendu
qu'ils ont eu ceſt hōneur d'approcher noſtre perſon-
ne. En ceſte conſideration nous les deſchargeons de
receuoir les hoſtes, quelque couleur qui puiſſe eſtre
recerchee au contraire^e. Les Ordonnances de
France monſtrent ouuertement que les veſues des
ſeruiteurs domeſtiques du Roy qui eſtoient cou-
chez en eſtat au temps de leurs trespas, doiuent
iourir de ſemblables priuileges, ainſi que les dome-
ſtic

o. tuth.
i. iuram.
quod pra
ſta. ab in
qui admi
niſt. l. in
bimus 2.
C. de pra
poſ. ſacr.
cubic.

d §. 126.
Orleans.

e l. hac no
ſtra. C. li.
12. de ſpo.
ſacr cubic.

Iticques de la Royne seur du Roy, & enfans de France f. *f. Rebuff. in rubri. li. 4. tit. 53 nu. 1.*

§. CCCXLIIII.

2.3.

En semblable ne pourront les Officiers de noz monnoyes pretendre auoir exemption de noz tailles & subsides, sinon ceux qui seront residans, & demeurans és lieux, où s'ont establies noz monnoyes ouuertes, & qui y seruent actuellement & continuellement: cōme aussi les Officiers de nostre artillerie, couchez & employez és estats d'icelle. Desquels Officiers le nōbre sera reduict, limité, & certifié par chacun an, de ceux qui auront serui, & enuoyé par deuers nostre Procureur en nostre Cour des Aides, qui en enuoyera vne copie en chacune des electiōs.

Seruent actuellement.] L'empereur Constantin parloit ainsi de ses monnoyeurs: Nous voulons que noz monnoyeurs demeurent perpetuellement en leur condition, sans auoir esgard aux priuileges qu'ils pourroyent obtenir^a. Noz Docteurs approuuent deux choses estre necessaires pour iouir de q̄lque immunité, la premiere que soyons enrollez & couchez en estat, la seconde que facions le seruice. L'escollier a beau se trouuer aux leçons, s'il n'est immatriculé, & ne retire sa testimoniale, il ne iouira du priuilege des Escolliers: d'autre costé nous auōs beau estre enregistrez si avec cela nous ne seruōs actuellement^b. Aussi Charles 9. affranchit ses mon-

^a l. r. c. de muni- leg. li. ii. c.

^b Barro. de colleg. l. i. lib. ii. c.

noyeurs residant & deseruans ordinairement aux monoyes ouuertes ^e, & s'abstenant de faire train de marchandise ^d.

De nostre artillerie.] Charles 9. declare ses officiers, sçauoir les commissaires, Capitaines du charroy, charrons, Charpétiers, canoniers, fondeurs, forgers, & pouldriers ^e. Les salpestriers sont asseruis aux iuges ordinaires ^f. L'empereur Antonin sembla y comprendre les Medecins seulement pour le tēps qu'ils seroyent en seruice: veu que tu te dis estre medecin de la seconde legion, c'est raison que sois exempt des charges ciuiles si longuement que seras absent pour la Republicque, mais seras impossible à ton retour si tu n'as aucun autre priuilege pour te garentir ^g. Les Secretaires & Fourriers ne son affranchis par noz loix ^h.

Couchez & employez.] il faut estre immatriculé, mais la seule matricule ne suffît, car le seruice est requis. Qui est immatriculé à la presumption pour soy, & reiette à son aduersaire la peine de verifier qu'il n'a pas serui ⁱ. Laissons pour maintenant à recercher si les domesticques & seruiteurs du grand maistre de l'artillerie iouissent des priuileges qui luy sont accordez ^k.

§. CCCXLV.

Seront les deniers de noz tailles, aides, & autres impositions, attendant la moderation susdictē, leuez au plus grand soulagement de noz subiects que faire se pourra: Defendant aux Sergens de nosdictes tailles, & autres d'vser d'aucunes exactions, faisant
les

^e Orleā
§. 127.
^d Orleā
§. 128.

^e Orleā
§. 127.
^f Orleans
§. 128. 74

^g l cūte.
^{ff} de pro-
fesso. &
medic.
^h l serina
rios C. de
testamen.
milit.
ⁱ Bario.
l matricu
lant. ff. de
agenti. in
rebus.

^k Synta.
iur. verb.
forum. q.
7. f. 434.
col. lum 2.

les recherches & contrainctes du payement desdicts deniers, sur peine de la vie.

Au plus grād soulagemēt de noz subiects.] Cecy n'est qu'une exposition de ce qui a esté dict au §. 341. cy dessus portāt ie ne rediray riē. Les fautes sont recogneues prouenir, ou de la part des iuges, ou des Receueurs, ou des sergens & collecteurs. Charles 9. parla ainsi aux premiers: defendons tresexpresssement à noz Esleus, Procureurs, Greffiers, Receueurs, & autres Officiers de noz tailles & aides, prendre ou exiger de noz subiects aucuns dons, soit en argēt, gibbier, vollailles, bestail, grain, foin, ou autre chose quelconque, directemēt ou indirectemēt, à peine de priuation de leurs estats^a. Les Estats de Tours remonstrent l'abus des receueurs qui faisoient emprisonner le premier trouué de la parroisse qui faisoit quelque restat, encores que desia il eust satisfait à sa cottisation, & si estoit condamné à payer le Sergent, le Geollier, le Greffier, outre la perte du temps & interest de sa prison^b, & prierent sa Majesté de prouoir aux Sergens, les commettāt de bonne conscience & renommee, à fin que les exactions cessent qu'ils sont coustumiers d'exercer sur le peuple pour l'attente des deniers^c.

§. CCCXLVI.

Ordonnons que tous viures, & deniers procedans de la reuente d'iceux, restās & reuenans bōs de leuees, qui serōt d'oresenauant faictes sur noz subiects, leurs seront rendus & restituez, & employez à leurs descharges, au payement de noz tailles: de la restitution desquels

^a Orléans
§. 133.

^b Tours
chapi. du
faict com
mun fuet.

26. pa. 2.

^c Tours
titr. de luy
sice fuet.

36. 38.

quels deniers nous voulons & entendons en estre faicte mētiō par les Eſleus au cōmencement des aſſietes deſdictes tailles. Ce que nous leur enioignons treſexpreſſement faire, ſans qu'ils puiſſent eſtre dōnez, ni ailleurs diuertis & employez, pour quelque occaſiō q̄ ce ſoit.

Reuenans bons des leuees.] Ce §. & le ſuiuant iuſques au 351. traictent preſques meſme matiere n'y ayāt en l'vn plus de raiſon qu'en l'autre. La Majeſtē d'Henry veut que les deniers leuez ſur ſon peuple pour l'occaſion des guerres qui ſe trouuerōt bons à l'iſſue, & les munitions nō employees, ſoyēt rendus à ceux qui les auront fournis, caſſant toute donation au contraire, ce qui eſt tres-equitable. Veu que la cauſe de la leuee ceſſe & qu'il y a du ſurplus, il appartient à ceux qui l'ont fourni: de meſmes que le créancier ſurpayé eſt tenu reſtituer le reliqua. C'eſt pourquoy les Docteurs ont conclud aux termes de noſtre Edict: Quand le Prince ſ'accommode du bien de ſes ſubiects pour quelque nouuelle occaſiō ſuruenue, il la doit rēdre à celuy qui l'a fournie, deſlors que l'occaſion ceſſe, encores que deſia il l'eueſt donnee à vn autre ^a.

Estre donnez ni ailleurs diuertis.] Veu que la leuee a eſté faicte ſpeciallemēt pour maintenir l'armee, elle ne doit eſtre employee à autre vſage, & ne faut point que les Officiers & courtiſans ſ'en bail-
lent par les ioues. Les Empereurs Honoré & Theodoſe, en ont ainſi parlé: Nous defendons que le fro-
ment deſtiné pour l'armee ſoit la proye & le gain de quelques particuliers ^b.

Et à

^a Anco-
Gabr lib.
3. 15 de iur.
quaſito.
concl. 4.

^b l. ne fru-
mentū. C.
qua res v-
dic non
poſſunt.

§. CCCXLVII.

Et à ceste fin voulons & entendons, que tous Receueurs, ou commis à recevoir munitions, grains, vins, chairs, & autres especes de viures, leuez sur nosdits subiects, ayent à dresser incontinent l'Estat au vray de leur administration sur le despartement de la leuee d'iceux, & la distribution qu'ils en auront faicte, sur les Recépissez deuëment expediez, de ceux auxquels ils auront esté deliurez. Lequel Estat ils seront tenus presenter aux principaux Iuges des villes & lieux où les leuees & distributions desdits viures auront esté faictes, pour estre veu & examiné en public, & à huis ouuert, en la presence des Escheuins, & notables Bourgeois desdites villes & lieux, proclamations preallablement faictes pour ladicte assemblée, & qu'au payement des deniers, qui se trouueront en leurs mains de ladicte administration, lesdits Commis soyent contraincts par emprisonnement de leurs personnes, iceux mettre és mains des Receueurs de noz tailles en chacune Election, comme aussi sera faict le semblable des deniers, qui pourront prouenir de la reuente que voulons estre faicte des viures qui se trouue

trouueront en nature, restans desdictes leuees. De tous lesquels deniers, qui seront ainsi receus par nosdicts Receueurs des tailles, leur enjoignons en bailler Estat aux Esleus sur le faict de nosdictes tailles, pour à la prochaine assiette estre deduiet & precompté à la diminutiō de ce que nosdicts subiects doivent porter pour le payemēt de leurs tailles: Et ce à peine cōtre lesdicts Receueurs, du double: & contre lesdicts Esleus à faute de faire ladicte deduction, de priuation de leursdicts offices. Et lesdicts Estats ainsi verifiez & arrestez par lesdicts Iuges en ladicte assemblee, estre portez, ou enuoyez en nostre Chambre des comptes par ledict Cōmis, pour seruir de verificatiō & correction des comptes, qui en seront reueus pour raison de la leuee, tant generale que particuliere desdicts viures.

Dresser incontinent l'estat.] Cecy combien que particulier pour les Cōmissaires & Receueurs des viures est tiré de la reigle generale qui charge tous subiects à rendre compte d'y satisfaire le plus diligemment que faire se pourra. Quiconques (disoyent les Empereurs Theodose & Valentinian) sera employé à leuer le contenu de noz commissiōs rende compte de sa charge dans l'an^a. Iedis expressmēt, subiects à rendre compte, Car il y a beaucoup de choses qui se traictent aux Republicques souue

souueraines, & Monarchies, qui ne peuuent estre descouuertes sans offencer. Pericles capitaine des Atheniës corrompit à pris d'argët Cleãdre & Plistonacte Ephores Spartins, lors qu'il est poursuiui de rendre ses comptes, il met la partie cõme employee pour le bien public sans autrement declarer à qui elle auoit esté fournie. Et pourquoy l'eust il fait? Telle exposition eust diminuë la reputation du capitaine, l'integrité de son pays, & l'honneur des Ephores^b. Le residu de cest article ne contient autre chose, que le formulaire que doiuent tenir les comptables, & le commãdement aux esleus d'employer les deniers reuenans bons aux roolles des tailles, à la descharge de ceux qui les auront fournis.

*b Celiuss
Rhod. lib.
11. c. 8.*

§. CCCXLVIII.

Voulons & ordonnons, que les cheuaux d'artillerie, qui auront esté pris & leuez sur nostre peuple, en vertu de nos Commissions, soyent apres le seruice fait, rēdus à ceux auxquels ils appartiennent, à peine du quadruple contre ceux qui les retiendront. Lesquels seront appelez par deuant les Bailifs & Seneschaux des lieux, où ils auront esté leuez, sans que les adiournez puissent decliner iurisdiction. Et sera sur ce donné iugement prompt & sommaire, à peine contre les iuges d'en respondre en leur propre & priuē nom.

Cheuaux

Cheuaux d'artillerie.] Nous auons desia touché la defense faiëte aux gendarmes passans pays de s'accômoder de beufs, charrettes, cheuaux, ou mulets del'hoste^a. Reste à parler des cheuaux de l'artillerie. Pourquoy est-ce que le texte vse de ces mots, prins & leuez? Permet il au grãd maistre de l'artillerie de les prendre par force à la charge de les rendre le seruice faiët? Diocletiã & Maximian disoyët que noz subieçts qui habitent le plat pays ne soyët foulez oultre leur capitation, & ne soit loisible aux gouuerneurs des cheuaux publics de les cõtraindre à panser les cheuaux & mulets, & Valens & Valentinian defendirët aux Gouuerneurs de prouince de prẽdre des charrois & cornees des habitãs^b. L'Empereur Zenon defendoit à ceux ausquels il permettoit prendre la poste de s'acommoder des cheuaux des subieçts^c. Que veulent doncques dire les Docteurs qui tiennent que les Officiers de sa Majesté ont pouuoir de prẽdre sur le propriétaire ce qu'ils voyent pouuoir seruir au bien public, & en termes exprés qu'ils peuuent prendre les cheuaux & charrettes pour cõduire les munitions au cãp? Cela est vray, pourueu qu'ils payët les propriétaires des iournees d'eux, & de leurs cheuaux, & qu'ils les leur rendent, le seruice accõpli^d, nõ autrement. Encores plus Charles neufiesme defendit à tous capitaines de charrois tant des munitions de guerre ou artillerie qu'autres Officiers, & à ceux de sa suite de prendre les cheuaux des fermiers & laboureurs, sinon du vouloir du propriétaire de gré à gré, & en payant les iournees^e.

Et pour

a 5. 309.

b l. 1. c. 2.
ne rustica
ni.

c l. compen
sumus. C.
de iure pu
blic.

d Anton
Gahr. tit.
de iur. qua
sit. lib. 3.
conclu. 2.
num 7.
e Orleãs.
§ 118.

§. CCCXLIX.

Et pour le regard de la recepte & distribution d'iceux viures, qui sera faicte en noz Camps & armées par ordonnances de noz Commissaires generaux : Nous leur enioignons, que incontinent apres la rapture & licenciement desdictes armées, ils ayent à faire dresser l'Estat au vray de la leuee & distribution desdicts viures, par celuy ou ceux à ce commis : & iceluy, tous affaires cessans, deüement verifier, arrester, & signer à fin que si par la closture dudit Estat, il reste quelques viures en nature, ou deniers, és mains desdicts Commis, ils les facent promptemēt rendre & restituer à nosdicts subiects, le plus iustement & egalelement que faire se pourra, dont ils feront departement, qui sera transcrit à la fin dudit Estat, & par eux signez : sans que lesdicts viures ou deniers ainsi restans, & reuenans bons, puissent estre pour quelque occasion que ce soit, donnez & employez ailleurs, sur peine de nous en prendre ausdicts Commissaires, & d'en respondre en leurs propres & priués noms. Enioignons aussi aux gens de noz comptes, tenir la main bien estroitement à l'observation de noz vouloir & intention sur le reiglement des-

dicts viures, & restitution d'iceux à nosdicts subiects, n'ayant aucun esgard aux dons que nous pourrions faire desdicts viures ou deniers, quelque commandemēt qu'ils en puissent recevoir de nous en cest endroit.

§. CCCL.

Voulons semblablement, que tous les deniers reuenans bons des leuees des pionniers & cheuaux d'artilleries, soyent restituez & rendus à noz subiects des Elections, esquelles lesdictes leuees auront esté faictes, & mis es mains des Receueurs des tailles qui seront en charge, en l'acquit & payement de leurs tailles : faisant defences ausdicts Receneurs ou Commis à la leuee desdicts deniers, de les employer ailleurs, ne souffrir qu'ils soyēt diuertis, sur peine du quadruple, encores que nous en eussions faict don. Lesquels ne voulons estre verifiez, ni passez par lesdicts Gens de noz comptes, quelque commandement qu'ils en ayent sur ce de nous.

Dresser l'estat.] Tout cest article n'est qu'une reditte confirmāt le contenu du §.347. partant vous recourrez à ce qu'y auons dict, & ne m'y arresteray d'auantage, non plus qu'au §.350. qui n'est que continuation de la matiere.

Les

§. CCCLI.

Les deniers d'octroy, & impositions, accordez par les Roys noz predecesseurs & nous aux villes de ce Royaume, pour les reparations, gardes, & entretenemens d'icelles seront employez à l'effect, à quoy ils sont destinez par les Ordonnances des Escheuins, & non ailleurs, sur peine de repeter sur eux ce qui aura esté ordonné au contraire. Entendās toutesfois estre cōprins en la despense de ladiète fortification, celle qui concerne l'entretienement des Orloges, gardes des portes, guets. Et pour le regard de l'entretienement des Fontaines, Predicateurs, & Maistres d'Escoles, nous entendons estre faict le semblable, pourueu que ladiète despense n'excede la somme de cent liures, & qu'il n'y ait deniers patrimoniaux, pour y satisfaire.

Par les Roys noz predecesseurs.] Le Roy Theoderic se monstroir fort curieux d'embellir les villes de son Royaume, & estimoit que cela estoit vne des principales charges du Monarque. C'est chose louable (disoit il) de voir le Prince s'employer à l'augment de la Republique : & le Roy faict œuvres dignes de soy, qui embellit son palais de beaux & somptueux edifices ^a. Et ailleurs escriuant aux Gots & aux Romains : ayant cōtinuel soucy du bien public, nous vous ordonōs

*a Cassio-
do. lib. 1.
epist. 6.*

de fortifier le chasteau qui vous est prochain, la fortification en temps de paix se trouue necessaire au retour de la guerre. Ce qui est entrepris de longue main est de duree, & toute subite entreprinse peu asseuree. Il n'est pas temps de songer à fortifier la place lors que l'ennemi approche des murailles. Quel aduantage est-ce de voir l'ennemi sur la dure, subiect aux pluyes & aux vêts: & se tenir à couuert, dedans les belles maisons, biē fortifiees de murailles, & ramparts? Quel aduantage de le voir consumer par famine: & prendre la refection des munitions amassees de longue main ^b? Toutes ces belles considerations ont meunoz Roys d'accorder deniers d'octroy & impositions, à fin d'entretenir, fortifier, & embellir les villes du Royaume. Nous auōs dict ailleurs, qu'apres la grace de Dieu, la premiere forteresse vient des hommes bie vnīs & agguerris, & en second lieu des ramparts, & bouleuarts, fortifications, & munitions. C'est pourquoy on tient que Saturne ayant rendu sēs villes fortes, & imprenables, il y establit des demi-dieux pour maintenir le peuple en cōcorde: & que l'antiquité estimoit les murs saincts & sacrés, leur appropriant des dieux tutelaires ^c. Les Lacedemoniens desplaisans d'ouyr parler de Royauté ou de Tyrannie, esleurēt vn Magistrat appelle *Harmoste*, qui auoit l'œil aux fortifications des Tours, & embeillissement de la Republique ^d. C'est dōcques la charge des Roys. A ceste occasion les loix ont demandé si les habitans pouuoient entourer leurs hameaux, bourgs, & villages, sans permissiō du Prince: dequoy j'ay ailleurs parle & en diray plus plainement en autre endroict.

J'ay

b lib. 1.
epist. 17.

c *Calius*
Rhodigi
lib. 26. ca.
32.

d *Calius*
Rhodigi
lib. 18. ca.
3.

L'ay aussi discouru si le Seigneur qui a fortifié & mis garde au chasteau de son vassal luy peut faire payer les frais, partant ie tire oultre.

Reparations.] Côme c'est chose autant louable de conseruer le sien que d'en acquerir, aussi n'est il moins necessaire d'entretenir les vieux edifices, que d'en faire de nouveaux. Nous auons bonne volonté (disoit le Lombard) de construire nouveaux baltimens, mais sommes beaucoup plus enclains à conseruer les vieux, partant ne scaurions permettre que les nouveaux soyent faicts, à la ruine des anciens. Ce n'est rien (dit il ailleurs) de bien commencer, si l'entreprinse est ruinee auant sont accomplissement. Les choses sont de duree & assurees qui sont commencees prudement, & curieusement entretenues, & ne faut moindre diligēce à entretenir ce qui est bien faict, que l'inuenter & mettre sus. L'inuēteur est recommandable de son inuention, & celuy est digne d'entiere louange qui sçait bien conseruer & maintenir ce qu'il a trouué en bon estat.

Gardes.] Les reparations & gardes des villes sont tant necessaires & profitables aux habitans, & voisins domiciliez par la campagne, qu'il ne faut auoir esgard à priuilege quel qu'il soit. Les Ecclesiastiques, Nobles valetudinaires, vesues, & mineurs y contribuent^h. Ie sçay bien les distinctions des charges personnelles & reelles: & les opinions qui maintiennent que les vieillards trop rompus d'aage, les ieunes enfāns sortās du berceau, les vesues, orfelnes, & personnes miserables ou les priuilegiees, sont exempts des personnelles. S'il est questiō (dient ceux de ce parti) de faire le guet en personne, il les faudra

e Syna.
iur. libr.
6. de f. u.
diu. fol.
354. co. 2.

f Cassio.
lib. 3. epi.
9.

g Cassio.
lib. 1. epi.
2.

h Steph.
Ranchi.
li 3. cōcl.
6. & li 6.
concl. 10.
O libr. 2.
concl. 30.

*i Idem li.
5. cōc. 325.*

*k Bartol.
lib 10. C.
de auro
coron. ar.
Stephan.
Ramin.
lib 3. cōc.
155.*

*l l. aurs
C. de fru.
vrb con.
stasinop.
m l. vnc.
C. de ex-
pens pub.
ludov.*

exempter, mais si la Republicque choisit quelques soldats affidez pour garder les portes, & leur donne paye par mois, ils y seront compris: lors la bour-
se est plus en respect que la personne ⁱ. On pourroit dire le semblable des estrangers & encores plus probablement, car si regardez le seruice personnel ils n'y sont tenus pour estre ailleurs domiciliez, si cōsiderez la realité ils n'ont rien en la prouince pourquoy on les doiue imposer. Laissons toutes ces raisons, & concluons que les impositions pour tenir la ville en seurte, les commandemens d'aller aux gardes comprennent toutes personnes trouuees dans la ville lors de la necessité. S'ils gardent bien, si la Republicque a bonne issue, ils participeront à cest ad-
uantage. Et quand le corps general receura interest il sera bien difficile qu'ils ne s'en ressentent. Bartol-
le ayant esgard à toutes ces considerations s'en rap-
porte à l'vsage ^k.

Effets à quoy ils sont destinez. ¶ Nous vou-
lons disoyent les Empereurs Theodose & Valens
que les deniers destinez à l'achapt du fromēt soyēt
entierement employez, & qu'aucun ne soit si osé de
les retrencher ou en reduire portion à autre vsage ^l.
Que veulent doncques dire Diocletiā & Maximiā
qui permettent aux Gouverneurs de changer l'vsage
des deniers affectez aux ieux publics, pour les
employer à la reparation des murailles à la charge
de les remettre au premier estat, si tost q̄ les œuures
publicques seront suffisammēt reparees ^m. Bartolle
distingue & considere si la premiere destination est
à œuvre necessaire ou volontaire, permettāt au der-
nier cas de les changer sans attendre la permission
du

du Prince ², pourueu qu'ils soyent remplacez si tost que la necessité cessera. Or ie ne veux icy toucher ceux qui se donnent par les iours des deniers d'oütrois, ou (qui pis est) demolissent les murailles & fortressees publicques pour bastir leurs maisons. Ie les renuoye à Calsiodore qui fait ainsi parler Atalaric: le bruit est commun qu'on leue grâds deniers sous couleur de fortifier les murailles, & qu'il ne se voit aucû nouuel œuure. S'il est ainsi, ou que ceux qui ont faict la leuee l'employét selon la destination, ou que les deniers soyent rendus à ceux qui les ont fournis, c'est chose grandement esloignée de raison, de despouiller les habitâs sous faulx promesse de les reueüir ^o,

*n. d. l. vni.
C. de expens pub.
ludo See.
Ranchin.
li. 5. concl.
144.*

§. CCCLII.

*o Calsiodore ca 14.
lib. 9.*

Et d'autant que cy deuant, pour les troubles & empeschemens susdicts, no⁹ auriôs outre lesdicts oütrois permis & accordé à aucunes desdictes villes, de faire leuer sur les Parroisses, & elections prochaines d'icelles, plusieurs deniers pour les fortifier: ce qu'à present se cõtinue, encores que ce soit à la grande charge & foudre de nostre peuple, aülés d'ailleurs affligé: Nous voulons & entendôs, à fin de le descharger, que lesdictes leuees ne soyent continuees, sinon que lesdictes fortifications fussent continuees par nostre permission en cas de necessité.

Parroisses & elections prochaines.] Quand vne prouince est chargée d'etretenir quelque chose

a l. cum
 marchio
 rum. C. de
 nauticis.

& qu'elle n'y peut satisfaire nōobstāt les frais excessifs, le Prince a accoustumé de les despartir sur les electiōs & prouinces prochaines^a. De là les Lyonnais sont fōdez à prendre certains deniers pour les reparations de leurs villes, ceux d'Orleā pour l'entretiē du paué, & les Berruyers pour l'entretien de l'Eglise sainct Estienne nous font manger plus salé. Et neantmoins les Bourbonnoys ayans ces annees dernieres obtenu permission de sa Majesté de leuer dix mil escus, les deux parts sur le Bourbonnoys & le tiers sur l'Auuergne à fin d'entretenir les ponts de Molins qui sont en ruine, l'octroy est demeuré sans effect par le refus de ces insolēts montagnarts, qui scauent retirer tous profits de leurs voisins, & les abandonner en necessité.

b Synta.
 rur. verb.
 cessante.
 col. 2 fol.
 88.
 c Orleās
 §. 355.

d Parto.
 l. decerni-
 mus. ff. de
 sacro. ec-
 cles.

Les actes lēuees ne sont continuees.] Sur quoy est fondee ceste constitutiō? Est ce d'autāt que cessant la necessité la contraincte doit cesser? & que la clause finale n'ayant plus de cours les effects doiuent aussi perdre leur force^b. Nous auōs desia proposé l'opinion des Empereurs qui maintenoyent les fortifications en temps de paix estre meilleures & plus assēurees^c. Est-ce point parce qu'en tēps de guerre les gouuerneurs trenchēt des Roys, & commandent iniurieusement beaucoup de choses qui doiuent cesser la paix de retour? Les Docteurs dient que ce qui est faict lors des Tyrannies doit cesser au regne du bō & iuste Prince, si tost qu'o le peut sa-luer^d. Cela a qlque apparence. Mais pourquoy nous essayōs nous de rechercher quelque raison veu q̄ cest Edict porte sa faulxé? Il declare q̄ le peuple est allés affligé d'ailleurs, sans le charger des fortifications.

Et

§. CCCLIII.

Et quant à la recherche requise par lesdits Estats, des fautes & abus par eux pretendus auoir esté commis en l'alienation de nostre Domaine, baux à ferme d'iceluy, aides, gabelles, & autres fermes, de quelque qualité qu'elles soyent, verification & acquittement de mauuaises debtes, partis mal faicts, constitutions de rentes imaginaires, & faictes sous fausses causes, en quoy nous pourrions estre grandement lesez & interessez: nous pour y pouruoir auons faict expedier noz lettres de Commission expressees, pour proceder exactement ausdictes recherches. Suiuant lesquelles nous voulons, que noz subiects soyent gens d'Eglise, Nobles & autres, puissent bailler memoires à noz Officiers, ausquels les Commissions sont adressees, pour en faire les informations, verifications, & poursuites à ce necessaires. Voulõs aussi qu'il soit informé contre ceux qui ont pris & prennent profit, directement ou indirectement, des partis que nous faisons faire, ou qui ont intelligence avec ceux avec lesquels ils sont faicts soyent noz Officiers, ou autres personnes, de quelque qualité qu'ils soyent.

Alienation de nostre domaine.] Nous auõs desia touché les poinçts qui rendent vallable l'alienation du domaine de la coronne ^a.

*a §. 332.
333.*

Baux a ferme d'iceluy.] La coustume de Bourbonnoys a monsté comme restitution n'eschet en vente de chose mobiliáire ou louage des fruiçts, & partant ne rediray rien ^b. Souuenez vous seulement que Chopin tient ceste coustume estre generalle par la France, où les lettres Royaux tendans à restitutiõ sont desnices quelque lesion qu'il y ait & que les Emperours se sont voulu assürer aux reigles generalles, & en ont forgé vn droict particulier pour eux, lors qu'il est question de restitution ^c.

*c ad mo-
res Ande-
gauen. 2.
part. n. 4.
fol. 41.*

Soubs fausses causes.] I'ay ailleurs declaré comme les fausses causes gastent tout, soit aux contractz, testamens, & actes de derniere volonte, ou iugemens, suffira pour maintenãt de dire que celle dont parle nostre texte est de celles qui destruisent l'œuvre: car elle est contre la substance. quelle apparence y auroit il de faire valloir la rente, où le constituant auroit confessé auoir touché deniers & n'y en auroit eu aucuns desboursez? quelle

d §. 36.

raison de faire payer vne chose qui n'est point deuë? I'ay dict sur la coustume de Bourbonnoys ^d, que vaut l'exception de deniers nombrez & la repetition de chose indeüe où ceste matiere est abondamment touchée recourez y. Suffit de retenir que quand la cause est fausse sur laquelle les contractz sont fondez, tout est nul ^e.

*e dymõ.
consilio
327. nu.
203. 214.
252.*

Profit des partis.] Ce n'est moindre offense de tromper le mineur qui est en nostre puissance & gouuernement (dit Ciceron) que de fausser sa foy,

par laquelle nous viuons, ou de trôper celuy qu'a-
uons receu associé ^{f.} Iugerons nous de meilleure
conscience ceux qui sont au conseil priué à fin de sa-
gement & loyaument traicter les affaires d'Estat, &
qui au lieu estrouffent les fermes & partis à vil pris
pour retirer soubs main la plus vallue de l'encheris-
seur? C'est estre infidelle & trompeur, & trop ai-
mer son particulier au mespris du Roy & preiudi-
ce du Royaume.

*f. add. ad
l. amicis
simos. C.
de excus.
intor.*

§. CCCLIIII.

Voulons en oultre, que suiuant les Or-
donnances de noz predecesseurs, & les no-
stres, tous dons excédans mille escus soyent
verifiez par lesdicts gens de noz cōptes. Les-
quels toutefois nous n'etêdons estre acquit-
tez qu'en fin d'annees, les despenses ordinai-
res de nostre maison, & autres preallablemēt
payees & acquittees. Lesquels donataires
neantmoins seront tenus en leurs lettres de
don, declarer les autres dons qu'ils aurōt eus
de nous, durant les trois anneess precedentes,
sur peine de deschoir desdicts dons.

Tous dons excédans mille escus.] P'ayles
aureilles battues des termes de l'ableur courtoisan:
que le Roy ne se sçauroit mieux faire recognoistre
que par liberalités ^{a.} Et sçay l'intention du pauvre
& par trop foullé populaire, qui tient que les dona-
tions immenses rassalient à grand peine trois ou
quatre gloutons, & rendent cinquante mille
hommes

*a Calim
Rhodige.
lebr. 25. e.
26. les
g. des p-
briques.
ls. 26 c. 6.*

homines, bref tout le peuple sec, sans moile, sang, ou chair, reuestu d'une morte curasse d'os & de peau, contrainct de trauailler continuellement, pour se maintenir en cest equippage & satisfaire aux plaisirs d'autrui. Les deux partis ont apparence & se trouuent soubstenables. La liberalité est bien seante au Prince. De là Ronfard dit:

Sois Prince liberal, toute ame liberale

Attire à soy le peuple, & le fait honorer ^{b.}

^b *Berge-
rie des
Princes.*

Mais aussi il doit empescher qu'elle ne se change en prodigalité. Le Roy le peut aisement faire s'il luy plaist mesurer ses donatiōs pour la somme (ainsi que nostre Henry) & ayant esgard à qui il donne. Lisons l'enseignement de Caton qui disoit, *Regardez à qui vous donnez*. & considerons les ratiocinatiōs de l'orateur Demostene. Voila les termes dont il vsa pour reietter l'opinion de ceux qui auoyent proposé au public ces deux loix: *Nul ne soit affranchi*: l'autre, *Qu'à l'aduenir soit defendu de donner*. Si tous doiuent estre soubz le ioug que deuiendrōt les priuileges accordez par le passé? & contre la seconde loy (qui est nostre matiere) si toutes donations sont indifferemment defendues que deuiendra vostre puissance? Il faudra dire de deux choses l'une ou que ne soyez asés discrets pour considerer, ceux qui sont dignes des liberalités, ou que ceux à qui vous donnez en soyent indignes, L'orateur confesse asés que les persuations & surprinses destournēt souuent les Princes de ce qu'ils deuroyent faire, & qu'ordinairement ils se plaisent de la compagnie des plus viciens: les meilleurs pour rien coptez, ou traictez à la source. Mais s'il y a de l'imposture à quel-

que

que affaire faut il pour cela l'abandonner? Il vaut mieux resister aux embusches, retrécher les surprinses, & ne quitter le Gouuernement. Partant ie croy que les largesses & liberalités doiuent estre delaissees à vostre discretion, mais aussi que deuez regarder à qui vous donnerez. Il est vray quand vous donnez à chacun, que chacun se rend deuot à vostre seruice, & si ne donnez à personne que les plus affectiōnés vous abandonnent. D'autre cost celuy est simple qui donne indiscrettement, sans auoir esgard aux merites, & celuy malicieux qui ne recompense ses loyaux seruiteurs dignes de retribution ^c. Veu que sommes sur les donations des Monarques ie n'extrauagueray point, mais feray parler les Roys ou diray de leurs actions. Les histoires mōstrent que C. Cesar Caligula succeda à Tibere & remarquent qu'il fust fils de Germanic pere d'un meschant enfant, & presque monstre de nature. I out ce que son predecesseur Tibere print asés auemēt sur son peuple durant les vingt ans de son regne, fust dissipé dās le premier an de Caligula ^d. Cestuy cy mettoit fin à tout par donatiōs desmesurees, rendoit prodigues ses liberalités, & n'auoit mesure pour prendre sur le peuple, ni pour cōsumer: au lieu que Tibere sçauoit biē tirer la quinte essence, mais ne desgorgeoit que bien peu, ce qu'il prenoit estoit bien prins. On dit de luy qu'il se pleust de bailler honeste moyen de viure à beaucoup de Senateurs qui estoient de bas alloy, & que ce fust cas estrāge de voir Marc Hortal-le de Noble maison, cōstitué en manifeste pauureté, esconduit de sa requeste. Le suppliant estoit nepueu
de

*c Demo.
Leptin. f.
62. 63.*

*d Sleid. ii
de 4. imp.
fol. 40.*

de l'orateur Hortense, grâdemēt aduātagé par Cesar Auguste, qui luy fit de grands biens, à fin qu'il se maria, & que par son moyen l'honneur de sa maison fust cōtinué en sa posterité. Dequoy Hortalle se souuenant & cerchant tous moyens pour esmouuoir L'Empereur d'accorder sa requeste, il presenta ses quatre enfans au Senat, & regardant tantost la statue de son ayeul Hortense, tantost celle d'Auguste, commença ainsi son oraison. Peres conscripts, les enfans que vous voyez ne viēnent point de ma premiere franche volonté, le Prince m'a persuadé de me marier, & mes ancestres meritoient bien d'auoir des successeurs. l'auoye asés pour moy sans me rendre la fable du peuple, & sans recourir au voisin, combien que fusse esloigné des richesses de mes deuanciers, de la faueur populaire, & du bien dire de mes predecesseurs: mais l'Empereur me cōmanda de me marier. Voila les descendās de tāt de Cōsuls, de tant de Dictateurs, ce que ie ne dis point pour mespriser les autres, mais à fin q̄ vous en ayez pitié. Ils se ressentiront à l'aduenir des honneurs & aduantages que leur ferez, Tibere, cependant ie vous prie d'empeschier que les nepueus d'Hortēse, & les nourrissons d'Auguste ne mendiēt. Voila vne fort belle requeste, asés iuste, & digne de cōpalsiō. Quoy, Tibere espuisā il les tresors de l'Empire à fin de l'enteriner? Oyez sa responce. Si tous les mendians trouuent icy leur refuge, & soulas pour leur posterité, la Republique sera incontinent espuisee de son espargne, & n'y aura à tiers ni à quart pour rendre les demandeurs contents. Puis s'adressant à Hortalle luy remonstra qu'il auoit mal choisi le lieu de

de parler de s^{on} particulier, lors que les peres estoÿent assemblez pour l'estat general. En fin & pour cōclusion tint ces propos propres certainemēt au Prince qui aime la Republicque: Hortalle, si pour mōstrer les liberalités dignes d'un Empereur, nous euacuōs l'erair, il faudra biē tost recourir aux tyrānies pour le remplir. Quand Auguste vous faisoit ces grands dons y estoit il tenu? estoit ce sous expresse conuenances de tousiours continuer? Si chacun estoit aÿsūrē de n'auoir iamais faute de biēs, les meilleurs sabbatardiroient, la paresse auroit son regne, les seruiteurs de la couronne deuiendroyent lasches, & par demandes importunes seroyent molestes à l'Empereur^e. Quand ie dis à l'Empereur i'ētēds à l'Empire: car le Prince qui donne sans discretiō est contrainct de plumer ses subiects sās mesure. Apres prodigalité va rapine^f. Marc Antoine ayant gaigné Artabazes Roy des Parthes & fils du tres-puissant Tigrā, donna le Roy vaincu & ses despouilles à la Roynē sa cōcubine. Voila vne ample donation, regardez la fin, il coniura contre le pays^g. Ne fait rien contre l'apophtegme qui luy est attribué, lors qu'il se plaignoit de sa fortune mauuaise: *i'ay seulement ce que i'ay donné*^h. Cela seroit bon pour vn Roy sage & prudent, que le destin a esbrālē, non aux voluptueux & prodigues qui n'ont sens ni raison, en leurs actions vne ombre s'apparant à Tibere dormant qui luy demandoit de donner grand somme de deniers à vn quidam: l'Empereur reueillé considerāt qu'il en estoit indigne iugea que ceste vision luy estoit suruenue par art Magicque, & commenda de mettre à mort celuy qu'il auoit veu en songeⁱ. Il seroit besoing que

e Cornel.

Tacitus.

annal lib.

br. 2. fol.

100. 101.

f Tours

chapi. de

la police

fueill 11.

g Causus

Rhodigi.

libr. 19.

cap. 18.

h idem c.

14. li. 20.

Argenté

presac de

donatio.

fol. 4.

i idem li.

27. ca 16.

que les Roys mesurassent leurs largesses aux merites. Antigonus reietta le Cynicque pour ne luy pouuoir donner selon sa qualite, le don estant trop grand pour le demandeur, ou trop petit pour le Prince k.

k Argen-
re pre-
fac. de do
nat. fol. 3.

l Anto
Gabr. lib.
3. titu. de
iur. qua-
fuo. cōcl.
§. m 32.

Verifiez] Cecy est pour asseurer les donataires. Noz Docteurs tiennent que les Roys peuuent reuocquer les donations quand bon leur semble, & qu'il ne leur faut demander pourquoy l, & l'usage de France les asseure qui ne retracte les liberalités du Monarque lors qu'elles sont verifiees en la cour.

§. CCCLV.

Et pour les plaintes qui nous ont esté cy deuant faictes, du mauuais estat auquel sont de present les ponts, chemins & chaussees de cestuy nostre Royaume, encores qu'il y ait deniers affectez à l'entretienement d'icelles chaussees, ponts, & chemins, leuez par les Seigneurs pour droit de peage, barages, & trauers, sans qu'ils y soyent neantmoins employez: dont noz subiects reçoient grandes incommodités. Pour à quoy pouruoir & remedier, enioignons bien expressement à noz Procureurs és Bailliages, Seneschausees, Preuostés, & Elections de cestuy nostre Royaume, de faire proceder par saisie sur lesdicts trauers & peages, pour les deniers en prouenant estre conuertis & employez en ladicte reparation, & non ailleurs

leurs. A quoy noz Officiers esdictes Seneschauces, Bailliages, & Preuostés & leurs Lieutenans tiendront la main, à ce que le tout soit réparé, & nostre intériõ effectuee & gardée: sans souffrir qu'il soit faict aucune main leuee desdicts deniers, sinon lesdictes reparations deuëment faictes, sur peine de nous en prendre à eux, & d'en respondre en leur propre & priué nom.

Par faisie sur lesdicts trauers & peages.]C'est chose tres-profitable (dit Vlpian) d'aller par les chemins sans crainte du mal, & ne se faut arrester s'ils sont publics, ou priués, suffit qu'on y passe & repasse ordinairement. Car les loix n'ont point d'esgard aux chemins, mais à l'assurance des passans. Le Iurifconsulte considere en ces termes seulement l'assurâce qui doit estre aux grands chemins, pôts, & passages, mais ceste recherche ne sera inutile, assauoir qui payera les frais des reparations. Disons: ou ce sont pôts, passages & chemins royaux & publics, ou particuliers & peu frequentez: ou il y a droict de peage & trauers, ou il n'y a aucun subside qui s'y leue. Sa Majesté s'est attribué la garde des grands chemins, de là les vols qui y sont commis sont rengez entre les cas royaux, les confiscations des malfaisans luy appartiennent, aussi est il tenu de les assurer. Il doit de mesmes faire entretenir les ponts, nettoyer les riuieres, reparer les passages, & chaussees où il prend droict de peage, trauers, ou quelque autre tribut. Le pareil est obserué enuers les seigneurs tem-

*a l. 1. §.
Prator ff.
de iis qui
deuocet.*

porels qui ont tels droicts, à fin que ce qu'ils reçoivent des passans soit compensé avec les frais qu'il leur conuient faire, pour la garde & conseruation des ponts & chemins ^b. Suiuant la premiere institution des peages qui fust à fin d'employer les deniers en prouenant aux reparations des ponts & passages, pour la seureté des passans & des marchandises ^c. C'est pourquoy Charles 9. conformemēt à l'Edict que nous exposons, voulust q̄ ceux à qui les droicts de peage appartiennent fussent tenus d'entretenir les ponts, chemins, & passages, & cōmanda en cas de refus de saisir & mettre en sa main le reuenu desdicts droicts, pour les employer aux reparations & de cōtraindre les proprietaires à fournir le surplus lors que la leuee ne se trouuera suffisante ^d. Que s'il n'y a aucun droict de peage les habitans des parroisses au destroict desquelles sont assis lesdicts ponts & chemins y doiuent estre contraincts. C'est pourquoy Henry 2. augmentant la iurisdiction des esleus leur bailla pouuoir de contraindre, comme pour ses propres affaires, les habitans des parroisses au payement de la somme de vingt liures pour vne fois pour estre employee à la melioration des choses susdictes ^e. Pour le regard des chemins particuliers c'est affaire à ceux qui s'en aident de les entretenir. Mais ie demande que veut dire le Iuriconsulte qui contrainct les voisins de bailler passage dans leurs terres lors que les eauës ont eminené le grād chemin? approchant de la loy des douze tables qui contient ces termes: *Si la voye n'est bien reparee passe où il te plaira* ^f. Ceste decision doit estre entendue pourueu que les proprietaires soyent recompencez du public

*b Pyrre.
ad l. cor.
poratos.
C. de Ale
xand. pri
mat.*

*c Rebuff.
in rubric.
c. 6. tit. 21.
n. 7. lib. 2.*

*d Orléans
§. 108.*

*e Rebuff.
d. tit. 21.
n. 7. lib. 2.*

*f Contius
in colle-
ctan 12.
tabul. n.
72 f. 165.*

public &. Mais l'usage nous apprend qu'il n'y a point de recompense. C'est assés sur ce §. attendant que soyons arriué au 361. de la coustume Bourbonnoyse où (Dieu aidant) nous dirons plus amplement.

*g Roderic.
Suarez al
legat. 10.
uu. 2.*

§. CCCLVI.

Tous grands chemins seront reduicts, à leur ancienne largeur, nonobstant toutes vsurpations par quelque laps de temps qu'elles puissent auoir esté faictes. Et à ce que cy après n'y soit faict aucune entremise, seront plantez & bordez d'arbres, comme Ormes, Noyers, ou autres, seló la nature & commodité du pays, au profit de celuy auquel la terre prochaine appartiendra. Defendans à toutes personnes de couper ne endommager les arbres plantez sur lesdicts chemins, ou ailleurs: sur peine d'amende arbitraire, & de punition exemplaire.

Leur ancienne largeur.] Noz Iuriconsultes faisoýent differéce entre le passage, l'acte, & la voye. Qui auoit droict de passage par aucun lieu y pouuoit passer & repasser à pied, mais n'y deuoit mener cheual ni charroi. L'acte permettoit d'y conduire sa monture, & la charrette: & la voye comprenoit tout cela, quil'auoit y pouuoit aller, passer, repasser, sejourner, charger, & descharger^a. Le Comte exposant la loy des 12. tables tient que la voye doit auoir huiet pieds de large en chemin droict, & seize

*a Iust. §.
1. de serui-
tus. pta-
duor.*

en destour : mais que la largeur de l'acte & du passage n'est point exprimee par les loix ^b. D'où la tirerons nous des lettres humaines. L'acte est moindre de moitié que la voye, il n'a que quatre pieds en droict chemin, & huit s'il est tortueux. Ces bons auteurs nous monstrent d'avantage la longueur de l'acte estre de six vingts pieds. Quand au chemin pour l'homme de pied il est de deux pieds de large ^c,

Nonobstant toutes vsurpations.] La diuision des Royaumes & & territoires appartient aux Roys: & celle des Dioceses & Euesches au souverain Pontife. Cela leur est propre en recognoissance de souveraineté, & seigneurie. Veu doncques que les chemins sont diuisez, despartis, & limitez, sous l'auctorité royale, l'vsurpation du subiect n'y peut apporter preiudice. L'inférieur ne peut prescrire contre l'ordonnance du souverain, ioinct que les limites & confins sont imprescriptibles ^d.

Au profit de celuy.] Voyez la difference d'un Prince qui aime ses subiects d'avec l'avaricieux, toutes les actions duquel tendent à faire venir l'eau dans son molin. La Majesté d'Henry veut que plantions arbres comme Ormes, Noyers, ou autres pour faire limites aux grands chemins, & donne le fruit qui en prouiendra aux propriétaires des heritages prochains; & l'auare & insatiable Condolle prenoit la parciere de tous les arbres qui espanchoyent leurs rames sur les chemins royaux, encores qu'ils fussent plantez dans le fonds des particuliers ^e.

Couper ne endommager.] Voyez sur ce point

*b Contin.
ad ll. 12.
Sabul nu.
no fol.
300.*

*c Alex.
ab Alex.
lib. 2 ca.
20. Chop.
§. 43 n. 5.
ad Ande
844.*

*d Synag
sur verb.
confines,
lib 3 q. 8.
fol 141,
col. 2.*

*e Chopin,
d. §. 43.
n. 5. Cal.
Rhodigi.
c. 20. l. 29*

poinct mon traicté des peines f attendant qu'ayons l'exposition du texte de la coustume Bourbonnoyse qui traicte pareille matiere.

*frer av-
bres comp
per Oldé.
class. 7.
actio. 7. f.
1108.*

§. CCCLVII.

Defendons à tous estrangers , de leuer banque en nostre Royaume , sans que au preallable ils ayent baillé cautiõ resseante & soluable dans iceluy, de la somme de quinze mil escus sol:laquelle, si besoing est, ils serõt tenus renouveler de trois ans en trois ans. Et voulons que toutes compaignies ia faictes, ou qui feront cy apres , entre lesdicts estrangers estans en nostre Royaume, soyent inscrites & enregistrees aux registres des Bailliaiges, Seneschaucees, & hoitels communs des villes , où ils seront tenus nōmer & declarer tous leurs participans , & associés , sur peine de faux: Ordonnant que ceux qui auront les banques & societés , ne puissent auoir aucune action l'un contre l'autre , s'ils n'ont faict faire leur enregistrement contenu cy dessus.

§. CCCLVIII.

Tous estrangers traficquans, ou qui traficqueront cy apres en nostre Royaume , & pays de nostre obeissance, seront tenus presenter aux Greffes des lurisdictiones ordinai-

res des lieux , leurs Procurations, Cômmissions, & pouuoirs, pour y estre enregistrez , à ce que chacun en puisse auoir copie. Et oultre seront tenus exprimer en tous leurs cōtraicts, cedulaes , promesses , & acquits le nom de celuy ou ceux pour qui ils feront lesdicts acquits , achapts, ventes, & promesses: à fin que si par apres ils font banqueroutte, ou fallité, ceux qui y auront interest , puissent en tout euuenement auoir recours contre ceux qui les auront commis.

a §. 164. De trois en trois ans.] Les vieilles ordonnances parloyent de cinq en cinq ans ^a desquelles ie ne feray plus long propos parce que l'exposition de ces deux §§. depend de ce qu'auons dict cy dessus traictans comme les banquiers ont esté receus ou
a §. 205. iettez hors du Royaume selon les saisons & regnes
Iodoch. diuers , des cautions qu'ils doiuent donner , &
Dāhond. renouueller ^b & si les estrangers doiuent estre re-
verb. ar ceus aux charges Ecclesiasticques temporelles &
gentarius auoir la garde des forteresses du Royaume ^c. Et
& Synta. n'ay oublié faire mention des Republicques qui
iur. verb. ont du tout reietté le trafic avec l'estranger pour eui-
cābia. fol. ter la mutation & abolissement des loix du pays,
76. col. 2.
c Cy de j.

§. CCCLIX.

Aucuns iurés des mestiers ne seront cy apres establis autrement que par election: & ceux qui auront esté pourueus en tiltre d'office, demeureront supprimez, vacation adue-
 nant

nant par mort, ou forfaiture:& sauf aux Vil-
les ou mestiers, de les rembourser deés à pre-
sent, si bon leur semble.

Autrement que par election.] Quand les
Edicts de France demandent les prouisions en tiltre
d'office c'est autant que s'ils parloyent de vendre.
Voyons en peu de termes comme l'antiquité s'est
comportee enuers les mestiers pour l'approprier à
noz meurs. Anciennement tous colleges estoient
reprouez sinó ceux que le Prince ou le Senat auoit
expressement auctorisé:& auiourd'huy les mestiers
sont iurez par lettres du Prince non autrement. Ceux
qui vouloyent venir à ces colleges deuoyent estre
approuuez, faire le serment, & payer l'entree: au pa-
reil faut que les nostres facent leur chef d'œuvre,
prestent le serment, & payent la confrairie. Les an-
ciens auoyent des deniers communs, ce qui est re-
cognu par le dire de Marciā qui vouloit les deniers
communs estre despartis entre ceux du college re-
prouué ^a: & i'ay cy dessus parlé comme les deniers
des colleges & confrairies, doiuent estre employez ^b.
Pour l'intention de ce texte elle est conforme à l'E-
dict de Charles 9. qui voulust tous pretendans à
maistrise de mestiers estre tenus à faire chef d'œu-
re & experience, quelques lettres qu'ils obtinssent
des Roys, & pour quelque cause ou occasion que ce
fust ^c.

a Conan.
lib. 4 ca.
15. nu. 6.
b 9.37.

c Orléans
9.99.

§. CCCLX.

Defendons à tous Tauerniers, & Caba-
retiers de receuoir & heberger en leurs mai-

sons gens sans adueu, plus d'une nuit, sur peine des galleres. Et leur enioignons sur pareilles peines, de le venir reueler à Iustice.

Defendons à tous Tauerniers.] Je ne veux icy proposer les louables Edicts de François premier, Charles 9. & d'Héry III^e. touchant la reformation des hostelliers. Car selon que les Edicts ont pense retrencher l'excessif, moderer la taxe de l'hostellier & la prodigue despence du passant le mal a continué de pis en pis. Vous ne trouuez plus de difference entre les courtaux de boutique, voyageur, & l'homme de plus honorable qualité sinon que le plus petit faict paie au plus grand. Voyez cy dessus le §. 33. & marquez en passât que leurs tauernes ont prins leur naissance du luxe desbordemens & feneantises du peuple ^b.

Heberger dans leurs maisons.] Les hostelliers sont ils tenus de receuoir chacû qui se presente pour loger? sont ils respôsables des choses qui y sont apportees, & doiuent ils respôdre des offences que les hostes reçoient par leurs domesticques? Pour le premier poinct combié que les loix punissent celui qui recelle le malfaiçteur de semblable peine que le larron merite (pourueu qu'il sache sa condition & ne soit ignorant du larrecin) toutesfois l'hostellier n'en est responsable: d'autant qu'il est tenu de receuoir ceux qui demandent logis, sans s'informer de leurs conditions ^c. Les hostes sont assés chargez d'ailleurs, qui doiuent respôdre de ce qui a esté mis dans l'hostellerie, & des fautes des domesticques, l'hoste est tenu de représenter le cheual de celui qui l'a mis

a Franc.
s. Chaste
aubr. 1. 10
mij 1532.
Charl 9.
Fontaineble. 25.
Mars
1567. E.
dict de police.
b Caline
Rhodig.
lib. 1. 20. c.
14.
c Stepha.
Ranchi.
lib. 1. 60. l.
75.

l'a mis à l'estable, encores qu'il ne s'en soit chargé expressement: l'hoste est tenu de représenter les hardes qui luy sont donnees en garde en l'estat qu'il les a receues. Si la valise estoit close & la veut rendre ouuerte ou descousue, le voyageur sera creu par serment ioinct à la commune renommee, de ce qui estoit dedans ^d. Je diroye biẽ que si le passant est quelque rioteux q à tout coup s'adresse aux seruiteurs d'estable pour imperieusement les cõtraindre à pouiller son cheual, & qu'il recõtre quelq palefrenier qui le pèse à la fourche, q cela luy demeurera sans auoir recours des dõmages & interests cõtre l'hostellier ^e.

Gens sans aduen.] Cecy est conforme à l'Edict d'Orleãs qui defend à toutes personnes de loger & receuoir en leurs maisons plus d'une nuit gës sans aduen, & incogneus ^f. Ceux de Marseille ne laissoyẽt dans leur Republicque aucune sorte de gës oisifs & qui ne seruissent au public, ce que noz peres tesmoignent auoir esté en vñage par toute la France ^g. Main tenant les plus grãds ableurs, les brelandiers, les fetneãs, les valuy dire, les memoriaux sont en credit, & les mieux venus. Suffit de menacer les Boëmiens qu'on leur couppera les cheueux ^h.

§. CCCLXI.

Defendõs aussi ausdicts Tauerniers, & Cabaretiers de faire aucunes acq̃sitiõs pour debtes & tailles de despenses de bouche, faictes en leurs tauernes & cabarets, pour pain, vin, & autres denrees par eux fournies sur peine de nullité des cõtraicts: Et à tous Notaires de passer tels cõtraicts sur peine, d'amẽde arbitraire.

d Synes.
iur. verb.
hospes lã.
s. f 426.
497.

e Stepha.
Ranch.
lib. 3. cõcl.
433.

f Orleãs
§. 102.

g Tours
tit. du
tiers estat
fucil. 14.

h Orleãs
§. 105.

Aucunes acquisitions.] Nous auons ailleurs
 parlé comme les hostelliers & reuendeurs publics
 de bonne renommee sont creus par serment des
 viures & marchandises prinſes dâs leurs maiſons ^a.
 Et dirôs, ſi Dieu plaist, comme l'hostellier peut gai-
 ger en ſa maiſon ceux qui y boiuent & mangent,
 puis reſuſent de payer: & encores comme les deſ-
 pens de l'hostellage ſont preſereſ à tous autres ^b, nō
 ſeulement ſuiuant noſtre couſtume, mais conforme-
 ment au droict eſcript qui accorde le premier lieu
 à l'hypothecaire, à l'hoſte ſur les meubles apportez
 dans l'hostellerie ^c. Qui meut doncques ſa Majeſté
 apres tant de beaux priuileges de defendre les con-
 traicts de vête entre l'hoſte & l'hostellier? Parce que
 l'hoſte n'eſt point plus aux liens de l'hoſtelier, que le
 priſonnier depend de la volonté de ſon Geolier &
 q̄ ſi cela eſtoit permis on verroit ſouuēt apres bō vin
 bō cheual. Celuy q̄ ſçait le chemin de la tauerne &
 la frequēte ſouuēt abbādoneroit biēs, femmes & en-
 fans pour s'ētretenir aux bōnes graces du tauernier.

§. CCCLXII.

Enioignons à nōz Iuges, de garder &
 faire garder treſeſtroictement l'Ordonnance
 faicte ſur la reuente des marchādifes qu'on
 appelle perte de finances: & non ſeulement
 denier action à tels vendeurs & ſuppoſeurs
 de preſts: mais auſſi proceder rigoureuſemēt
 contre eux, & contre leurs courratiers & ra-
 chepteurs, qui ſe trouueront eſtre ſciemment
 participans de tels trafics & marchandises il-
 licites,

*a Couſt.
de Bour.
§. 42.*

*b Bourbō.
§. 134. 135.*

*c Barlo.
l. & ita.
§. ais Pra
tor ff. nau.
caupon.*

licites, par multes, confiscations de biens, amendes honorables, & autres peines corporelles, selon les circonstances, & sans aucune dissimulation ou conniuece.

Perte de finance.] Voyez pour l'exposition de tout cest article ce que nous auons dict cy dessus ^a, d'autant que cestuy cy n'est que reditte de l'autre. a § 202.

La reuente des marchandises.] Ceux qui sont passez par les mains de tels charitables sçauent combien les hommes sont heureux qui peuuēt imiter Scipion lequel durant cinquante quatre ans iamais n'achepta, ni vendit, ni edifia ^b. Il n'auoit affaire de passer par la main de ces regratiers, & ne s'employoit, par beaucoup de moyēs, de faire ces grāds maisons dont on parle maintenant. Il rendoit tous ses amis riches, & se contentoit de peu. Ses heritiers ne luy trouuerent que deux liures d'or, & trēte trois d'argent. En ce temps l'honneur estoit en pris, & l'auarice reiettee. Les vsuriers estoyent comparez à la cheute des Demons. Plutarque en fait ainsi parler Empedocle. Si tost que l'hōme s'est vne fois addōné de prester à vsure, & a mis son cœur à l'argent il n'est possible de l'en retirer, il erre incessamment ne pouuant nō plus trouuer le bon chemin que les malins esprits chassēz de la maison celeste ^c. b Calius Rhodigi. l. 26. c. 21.

§. CCCLXIII.

Nous voulons que toutes electiōs de Preuosts des Marchans, Maires, Escheuins, Capitous, Iurats, Consuls, Conseilliers, & Gouverneurs de villes se facent librement: c Calius Rhodigi. libr. 2. ca. 7.

Et

Et que ceux qui par autres voyes entreront en telles charges, en soyent ostez, & leurs noms rayez des Registres.

Se facent librement.] Les brigues qui se praticquent aux elections des Maire, Escheuins & Gouverneurs de ville sont de double sorte, toutes deux recogneues par les loix. Les premieres tédent à fin de paruenir aux Estats, les secódes pour en estre exempté. Ces deux poincts occasionnerent Iustiniá d'en parler en ceste sorte: Les Presidents de prouince mettront peine de choisir à tour de rolle ceux qu'ils verront estre de bonne renommee, & honorable qualité, & retourneront au commencement du rolle apres qu'il sera entierement expedié. Les habitans presteront le serment, & procederont à l'election avec l'Euesque & ceux du Clergé. Ceux qui cuiderót euitier ceste charge seront códamnez à cinq liures d'or employees aux œuures publiques, & l'amende payee ne doubterót de faire la charge^a. Chacun sçait combien il y a de brigues pour obtenir l'estat de Preuost des Mareschaux à Paris à cause du grand maniment qui est: d'estre Maire de Poictiers, parce que cest office donne la qualité de noblese à celuy qui en est pourueu, & à ses successeurs. Mais aussi y a il plusieurs villes en Fráce ausquelles la Mairerie ne sert q̃ de ruiner celuy qui est pourueu. Souuent faut chercher les fonds de sa bourse, d'autant qu'il n'y a comme point de deniers communs pour subuenir aux affaires. Et les gaiges de beaucoup de peine à quoy l'office appellé sôt les inimitiés d'aucuns habitans, les inuectiues des autres,

& le

*a Authē.
presides.
C. de Epi
sco. audic.
Rar. l. cū
se C. de
nis qua
meisue
sausa.*

& le mespris & desdaing de tous. S'estonnera l'on d'ocques si beaucoup sont aux termes de Demostene qui souloit dire: Si deux voyes se presentoyent l'une conduisant au gouuernement de la Republicque l'autre à la ruine asseuree & irreparable: & que quelqu'un voulust penser les maux qui suruiennent de s'emp'oyer pour le public, combien de querelles & combats, combien d'accusations, de dangiers: il luy seroit plus expedient de choisir le chemin qui conduit à la mort ^b.

*b Caline
Rhodigi.
lib 8 cap.
14.*

Conclusion.

Si donnons en mandement à nos amés & feaux les gens tenans noz Cours de Parlement, Chambres de noz comptes, Generaux de la Iustice de noz Aides, & à tous autres noz Officiers, & chacun d'iceux, comme à luy appartiendra, Que noz presentes Ordonnances * faictes sur les plaintes, doléances, & remōlstrāces des deputez desdicts trois Estats de nostre Royaume, tenus en nostre ville de Bloys, ils gardent, obseruent, & entretiennent, facent garder, obseruer & entretenir inuiolablement de poinct en poinct selon leur forme & teneur, sans les enfreindre, ne souffrir aucune chose estre faicte au contraire: & à fin de perpetuelle memoire, & qu'elles soyent notoires à tous noz subiects, les facent lire

** Edicte,
re, Pro-
curatore.
Argentré
Rubr des
appropria.
mot par
bannies
fo. 23. 24.*

lire publier, & enregistrer incontinent & sans delay apres la presentation d'icelles. Car tel est nostre plaisir. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous y auons faict mettre nostre seel.

Donné à Paris au mois de May, l'an de grace mil cinq cens soixante dixneuf: Et de nostre regne le cinquiesme. Signé,

HENRY.

Et plus bas, Parle Roy estant en son
Conseil, BRVLART.
Et à costé visa. Et sceellees sur lacs de soyē
rouge & verd, en cire verde du grand seau.

Facent garder & obseruer.] Les auteurs des bonnes lettres ont recognu que là vraye loy doit estre bonne, perpetuelle, & hors de changement, n'ayant opinion qu'on puisse bonnement appeller loy toutes ordōnances qui sont faictes, defaictes, & refaictes selon le premier vent qui poulse le chapeau du Prince, & sont plus diuersement interpretees que Prothee ne change de couleurs^a. L'harangueur de Tours le remonstra au Roy Charles 9. en termes vn peu trop hautains pour subiects: Sire (disoit il) nous auons ceste fiance & esperance en la fermeté de vostre royalle parolle, qu'ainsi qu'il nous a esté dict, accordé, & promis, ainsi le verrons nous estre faict, en tout & par tout, reellement, entierement, & veritablement. Les belles & grâues sentences ne se trouuent en la bouche de
l'insensé

l'insensé. La parolle du Prince ne doit estre men-
 songe. Nous vous prions, Sire, tres-instamment,
 en toute humilité, reuerence, & subiection, que
 ne vueilliez permettre par quelque persuation, in-
 aduertance, ou dissimulation, que soyons frustrez
 de l'attente, & expectation qu'auons sur la verité,
 arrest, & fermeté de vostre parolle, & auctorité, &
 faict qu'ainsi soit comme l'auôs dict & rapporté, &
 que ne soyons point honteusement confondus cy a-
 pres, quand le contraire se feroit, laquelle chose se-
 roit trop indecente à parolle de Roy, à parolle de
 Prince, ainsi solennellement & publiquement fai-
 cte & proposée, & ne pourroit choir en nostre esti-
 mation, & credulité, qu'autremēt se face ^b. Le Mo- ^{b Tours}
 narque qui dit l'un & fait l'autre, monstre qu'il ne ^{facil. 66.}
 se soucie gueres des deux seurs, iustice & religion:
 & qu'il a verité à contrecœur. De là Ronsard in-
 struisoit ainsi son Prince:

Sois ferme en ta parolle, & de vaine promesse.

N'abuse tes subiects, & aux trompeurs ne croy.

Celuy qui par le nez ainsi qu'un ours se laisse

Mener par les flatteurs, n'est digne d'estre Roy ^c. ^{c Berger.}
^{des Prin-}

Je veux bien dire (selon mon petit iugement)
 que depuis que ceste Monarchie a esté recognue il
 n'y eust iamais Roy qui ait faict Edict si entier que
 cestuy, tant bien dressé, en si beau langage, disposi-
 tions saintes & sacrées, retrenchant les vices de
 chacun estat, & au lieu y plantant la vertu. Mais ce
 fera peu de chose s'il demeure es termes de simples
 parolles, & qu'il faille dire des Gouverneurs ce qui
 a esté dict de quelques anciens, *Ils scauent assés ce*
qui

qui est bien fait, mais sont peu soucieux de la pratique. I'ay ferme assurance qu'il sera entiertinét obserué ayant esgard à la Majesté d'Henry qui recerche toute occasiō de remettre le Royaume en meilleur estat qu'il n'a esté recogneu par le passé: Dieu luy en face la grace.

De perpetuelle memoire. Ces mots remarquent la difference qui est entre les ordōnances des Republicques obeissantes au souuerain & les loix venās des seigneurs qui ne recognoissent que Dieu & l'espee. Les premières sont comparees aux iursiōs du Preteur qui n'auoyent plus de force l'an passé & reuolu. Les dernières font part au droit ciuil, & sont eternellement en leur force^d. Je ne m'arreste icy (pour l'auoir dict ailleurs) que valent les homologations de la souueraine cour, si c'est seulement pour enregistrer l'intention des Monarques, & la conseruer aux archiues publics à fin de perpetuelle memoire ou pour interpreter, corriger, amplifier, ou retrencher, les Edicts trop imperieux, indignes du nom de loy. Suffit scauoir (ce que beaucoup ont voulu) que l'Edict sur les remonstrances de tout le peuple, & auxquelles ceux mesmes qui homologuent se sont trouuez, n'est plus subiect à homologation, il doit estre obserué ainsi qu'il se trouue couché, sans aucune reserue ni retenue de cour. D'où vient doncques l'usage contraire? Cest Edict est il suiui aux Parlemens selon sa forme & teneur? La Cour de Rouā n'a elle donné force, intellect, augmentation, diminution, ou interpretatiō, à l'Edict d'Orleās? Ouy, avec fort bone grace toutesfois: car elle les a fait publier & imprimer ainsi aduertissant
les

*d. lodes
Darnhou
der. verb
statusa li.
Parium
tr. am.
Inst. Iustis
vers pen.*

les subiects de ce qu'elle vouloit estre suiui. Telle practique est fondee sur la bonne affection des souverains François, qui ne prennent à desplaisir d'estre redressez & censurez par leurs parlemens. Il y a grande difference entre le Roy de France & la plus part des autres gouverneurs. En beaucoup de Royaume le Roy est subiect à la loy, faut qu'il passe par là vueille ou non, le Senat luy sert de bride. Les Cumeens auoyent vn Magistrat appellé Philacte qui estoit employé à garder les prisons durant le iour, lors que les Senateurs s'assembloyēt de nuit, & le Roy comme chef ayant prins la place, ce Magistrat venoit au milieu d'eux, prenoit le Roy par la main, le conduisoit dans la prison iusques à ce que les peres eussent particulièrement opiné sur les iustes ou iniques deportz du Monarque^e. Mais le Prince François a pleine puissance, il peut faire taire ses parlemens, il leur donne l'auctorité telle que elle se recognoist, & si son plaisir estoit tel les pourroit suspendre en particulier, en corps, ou du tout aneantir. Neantmoins veut que les grands & graues personnages qui remplissent ces cours souveraines soyent modérateurs de ses actions, facent observer & entretenir les bonnes loix, & temperent celles qui semblerōt estre trop rudes: tout au moins en suspendent l'execution, pendant qu'ils feront les remonstrances qui les ont meu de suspendre, & attendant la seconde iussion. Tous noz Roys successiuement ont tres-bien sceu practiquer la belle sentence de Senecque. *Parce que tout est permis à Cesar, pour ceste mesme occasion beaucoup de choses ne*

*e Calius
Rhod li.
17.44.10.*

luy sont loïsibles. Ses veilles conseruent toutes sub-
iects, ses labeurs les rendent en paix, son industrie les
fait viure à l'aise, ses occupations les ostent de souci:
dès le iour que Cesar se consacra pour l'univers, il se
rauit à soy mesmes. Les Monarques sont semblables
aux corps celestes, ils sont tousiours en action, ne repo-
sent iamais, donnent l'estre à toutes choses, & ne se re-
seruent rien^f. Que si ces perfections ont quelques-
fois esté recogneues és Monarques, regardez la Ma-
jesté d'Henry vous les y trouuerez toutes emprain-
tes. Ce que pouuez recognoistre par cest Edict sans
recourir plus loing. Considerez les veilles, les tra-
uaux tant de sa personne que de tres-prudente &
tres-vertueuse Princesse la Royne sa mere, pour
estaindre ce grand feu de dissensions embrasant la
France, Regardez comme apres auoir rappellé la
paix, ls peinét pour redresser tous estats desreiglez,
pour soulager les subiects, & rapporter tout au bien
general. Ils ressemblent aux bons peres de famille
qui ont tousiours les yeux ouuerts pour bien dispo-
ser les dependances de la maison, non tant pour eux,
qu'à fin de laisser les enfans plus à l'aise. Ce qui ne
sçauroit estre mieux effectué que par l'obseruance
& inuiolable entretien des belles reigles contenues
en cest Edict. Sa Majesté le veut ainsi, elle declare
son plaisir estre tel. Qui nous sçauroit doncques de-
stourner de viure en repos, honorant Dieu, luy ren-
dant graces de tant de benefices, & le priant tres-
humblement, & de cœur entier de nous conseruer
longuement, en prospere santé, le Prince si desireux
du bien de ses tres-affectionnés subiects.

Facent

f Calius
Rbod. ca.
x lib 8.

Facent lire.] Les Docteurs ont disputé si la loy
 lioit les subiects auant la publication, & si apres la
 lecture ils auoyent deux mois de terme pour l'ob-
 seruer. Sur quoy ils ont faict des distinctions entre
 les loix generalles & statuts particuliers, entre la
 science & ignorance de ceux qui sont tenus à
 l'obseruance, entre la publication des
 parlemens & celle qui se fait aux Pro-
 uinces, & si l'Edict porte terme cer-
 tain pour commencer son exe-
 cution ou non. Ayez y re-
 cours & aimez vostre

Duret qui peine
 pour vous ag-
 greer &
 seruir.



*g Barto.
 auth. et
 facta no-
 ua consti.
 Anton.
 Gab. lib.
 6 titu. de
 legib. cō-
 el. 4.*

F I N.

OY FORTVNE DRESSE.





T A B L E D E S P R I N C I P A L E S

*matieres proposees & declarees aux presens
Aduertissemens, sur l'Edict des Estats
au Royaume de France, assemblée
en la ville de Bloys,
l'an 1576.*

a, Denote la premiere page, & b, la seconde,



Age requis aux benefices, §. j. fueil-
let 15.b, & fueil. 18.b

Age pour les veus en religion, §.
xxviiij. 69.a, 72.b

Age aux offices, §. cij. 176. b, §. cv,
181.a. & §. cvj. 183.b

Age au mariage, §. clxxxij. 265.a

Age aux grades militaires, §. cclxxxvj. 361.a

Age change les meurs, §. j. 14.b

Age dispensé à cause de l'esprit excellent, §. ij. 18.b

Abbé comme a correction sur les Moines priuati-
uement à l'Euesque, §. xxvij. 68.b

Abbesse, & de ses droicts, §. xxxj. 80.b

Absens quels en question d'election, §. iiij. 24.a

Absens transportent leurs gaiges & emoluments
aux presens, §. xiiij. 44.b

Absence & presence de l'homme idiot de mesmes,
§. xxxvij. 216.a

TABLE SVR L'EDICT

Absens pour le public excusez,	§.clvj.238.b
Absolution n'oste la tasche,	§.ij.21.b
Accusation publique de meschans iuges,	§.cvj. 183.a
Accusateurs publics,	§.clxxxiiij.271.a
Acquisition par la femme, fils de famille, & concubine,	§.lxvj.130.a
Acte que signifie,	§.clxv.249.b
Adiournement par affiches,	§.lxxix.139.a
Adiournement pour recevoir tesmoings,	§.clv. 237.a.
Administrateurs presumez auoir acquis de l'administration,	§.lxvj.130.a
Adorer les Roys,	preface 9.b
Aduocat, & de ses qualitez,	§.lxxxvj.148.b
Aduocats doiuent communiquer,	§.cxxv.205.b
Aduocats du Roy plaident & consultent,	§.cxxix. 210.b, & §.clvij.240.a
Aduocats diuers en opinion,	§.cxlij.218.b
Aduocat s'il peut abandonner sa partie, & se ren- ger de l'autre party,	§.clxj.244.a
Aduocat come tenu de son cōseil,	§.cod. ibi. a, & b
Aduocat faire la charge de Procureur,	§. ccxlj. 311.b
Aider aux ministres de iustice,	§.cxcvj.282.b
Alliances,	§.cxxj.202.b
Alienation qu'est-ce,	§.lxxix.140.b
Alimens leguez, que contiennent,	§.liij.115.a
Almanachs,	§.xxxvj.88.b
Amés & feaux,	§.xc.155.b
Amende de fol appel,	§.lix.124.b.
Ambassades priuilegiez,	§.clvj.239.a
	Ambassa

Ambassade prene acte de son despart, §.cccxxiiij.

392.a

Ambassade parle modestement, §.cccxxiiij. ibid.

Amnistie loy d'obliuion, §.xix. §2.b

Annate, ou bienvenue du beneficié, §.xx. §4.b

Appel comme d'abus, §.ij. 22.a, & §.lix. 123.a

Appeller de l'impetration non du rescript, §.xiiij.
43.b

Appeller non du rescript portant peine, mais de la
declaration, §.xiiij. ibid.

Appel du delegué au delegant, non du Vicairé,
§.xlv. 99.a

Appel comme d'abus sur fulmination de monition,
§.xlviij. 108.b

Appel de correction & disciplinene suspend,
§.lix. 123.a

Appel sur incompetance, §.cxlvij. 226.b

Appel au neant, ou si bien ou mal, §.cxlvij. 227.a, &
b, & §.cclxxix. 260.a

Appel voidé & retenir le principal, §.cxlix. 227.a

Apothicares visitez, §.lxxxvij. 150.b

Apothicares ne deliurent indiscrettement les dro-
gues veneneuses, §.lxxxvij. ibid.

Apres-disnees aux examens, §.cvij. 186.b

Archeuesques comme sur l'Euesque, §.xxxij. 82.b

Archers du Preuost payent l'hoste, §.lv. 118.a

Archers ne deualisent les malfaiçteurs, §.clxxxvj..
273.a

Argent maintient l'estat, §.ccxliij. 312.b

Arbitrage à plus grands dangereux, §.cclxxxiiij.
358.b

Argentroy des iugemens, §.cxiiij. 195.a

TABLE SVR L'EDICT

Argent fideiulleur contre la neceſſité,	§.cxliij. ibid.
Armes defendues,	§.cxlij. 277.b
Armes ſans iuſtice ſont brigandage,	§.cclvj. 320.b
Armee compoſee d'eſtrangers,	§.cclxxvj. 344.a
Armoiries & images des predeceſſeurs,	§.cclvij. 324.b
Arreſts n'ont plus d'arreſt,	§.ccx. 300.b
Arriereban pourquoy meſpriſé,	§.cccxviiij. 388.b
Arriereban conduict par les Baillifs & Senefchaux,	§.cccix. 389.b
Articuler faiſts nouveaux,	§.cl. 228.b
Art & experience,	§.cclxiiij. 330.b
Aſnes pour les labourages,	§.cccix. 380.b
Aſſaiſins,	§.cxv. 280 a, & eodem b
Aſſemblees aux querelles des nobles,	§.cclxxviiij. 349.b
Aſſemblees publiques defendues,	§.xxxviij. 88.b
Aſſẽbles avec armes defendues,	§.cclxxviiij. 349.a
Aſſences pour dix ans approchent d'alienation,	§.lxxix. 39.b
Aſſence n'eſt alienation,	§.cod. ibid.
Aſſence de tuteur ſans auctõrité de iuſtice,	§.cod. ibidem
Artillerie aux tailles,	§.cccxluiij. 413.b
Attentat ſur appel d'interlocutoire,	§.clv. 236.b
Auarice dangereuſe aux ieunes perſonnes,	§.ccij. 288.b
Audiẽce en Chãcellerie,	§.xc. 157.a, & §.xciiij. 164.a
Auditoires des plaideries region d'impieté,	§.clxi. 243.b
Aumõſnes de biens ravis,	§.xxxix. 91.a
Auricalque ſi metal compoſé,	§.liij. 114.b
	Baillifs

B Aillifs de robbe courte, §.cvij.184.b, & §.cclxv.
fuell. 332.b

Baillifs si sont les Presidens de Prouince des Ro-
mains, §.cvij.184.b

Baillifs ont seance & voix aux iugemens, §.cclxvj.
332.b

Baillifs & leurs charges, §.cod. ibid.

Bans d'Eglise, §.xl.92.b

Bandeas, §.xlix.109.b

Banques & Banquerottiers, ou de leurs cautions,
§.ccv.294.b

Ban & arrierebā, ou pourquoy commandé, ou com-
bien de temps sert, ou si hors du Royaume,
§.cccxvj.386.b, & §.cccxvij.387.b

Bannir les rioteux auant le procès, §.cclxxvij.350.b

Basteleurs, §.xxxvij.90.a, & §.lxxx.142.a

Bastards & naturels, §.xl.93.a

Bastir de nouuel & reparer les vieux, §.ccclj.419.a

Baptismes enregistrez, §.clxxxj.262.b

Baux à ferme à dix ans, §.lxxix.40.a

Bedeaux d'Vniuersité, §.lxxxij.145.b

Beguines aiment les prestres, §.xxxj.81.a

Benefice vacant en cour Romaine, §.j.13.b

Benefices quels à la nomination du Roy, ibid.

Benefice en regalle, ibid.

Benefice à la messe des nobles, §.j.xvj.b

Beneficié quelle qualité doit auoir, §.ij.xxj.a

Beneficié soit originaire du Diocese, §.iiij.27.b

Benefices plusieurs à vne personne, §.vj.30.a, §.xj.
39.a, §.xxij.58.b, & §.9.a, & §.lxxvij.138.a

Benefices combien en France, §.vj.30.b

Benefices tenus par gens mariez.	§.viiij.36.a,&b
Benefice changé,	§.xj.39.b
Benefice pour le seruice,	§.xiiij.43.b, & §. eodem 45.a
Benefices & prouinces des vnis,	§.xxij.47.a
Benefice que signifie,	§.xxiiij.48.b
Beneficié comme déposé par l'Euesque,	§.lix.124.a
Beneficié ne peut vendre le reuenu Ecclesiastique,	§.lxxix.140.b
Beufs & instrumens du labourage ne soyent prins par execution,	§.cccix.330.b
Blasphemes,	§.xxxv.86.a,&b
Bien du Roy, bien du Royaume,	preface 10.b
Biens d'esprit recommandables sur tous autres,	§. xxvj.66.a

Bien faire sont les vrais amis,	§.c.172.a
Bienfaict demande recompense,	§.cclxvj.332.b
Boire au nom de mariage,	§.xliiij.98.b
Bourdeaux pourquoy perinis,	§.lxxj.134.a
Brigues,	§.lxxvj.137.a
Brigues aux offices,	§.c.173.b.& §.ciiiij.178.b
Bureau donné au rapporteur par le President,	§. cxxiiij.204.b
Butin de gendarmes passans ne soit achepté par les domiciliés,	§.cccx.381.b,& 382.a
Butin à qui appartient,	§.cccxiij.386.a

C

C Amper la gendarmerie,	§.ccxcvj.370.b
C apitaine n'abandonne la place,	§.cclxxvj. 344.b

- Capitaines quels doiuent estre esleus, §. cclxxxviiij.
362.b
- Capitaines qui participent au pillage de leurs soldats, §. ccxcix. 373. b
- Capitaine mette en iustice le soldat brigand, §. eod. 374. a
- Capitaine fait les soldats bons ou mauuais, §. ccxcix. 374. a, & §. cccij. 376. b
- Capitaine comme remplit sa compagnie, §. cccxiiij. 385. a
- Capitaines soyent cogneus, ibid.
- Catherine de Medicis, preface 8. a, & §. cccxlij. 412. a
- Cause finale gaste l'acte, §. cccclj. 419. a
- Cause cessant l'effect cesse, §. cccxxxij. 398. a
- Cautions à qui defendues, §. cxxxij. 213. b
- Causes legeres comme recogneues, §. cliij. 231. b, & 232. a
- Causes criminelles plus difficiles à defendre, §. clxj. 244. a
- Causes commises, §. clxxvij. 259. a, & §. clxxvij. eod. b
- Cessions à escoliers, §. lxxxiiij. 144. b
- Chambre des iugemens, §. cxxxix. 217. a
- Chambre des Comptes, §. ccxxiiij. 305. b
- Chancellerie comment peut prendre des expeditions, §. xij. 42. a
- Chapitres generaux, §. xxvij. 68. a
- Chancelier, §. xc. 156. a, & b, & 157. b, & 158. a, & b, & 159. a
- Chancelleries aux Parlemens, §. cclij. 318. a
- Chapitre quel pouuoir pendant la vacance, §. v. 29. a
- Charges

TABLE SVR L'EDICT

Charges de cōmunautés à tour de roole, §.ccclxiiij.

430.b

Chasse pourquoy inuentee, §.ccclxxxv.359.a

Chasse permise à tous, ibid.

Chasser en plaine Lune, ibid.b

Chasseurs comme peuuent poursuiure, & si vn autre prend, ibid.

Chanoines Conseilliers d'Euesque, §. xxxiiij. 84.b.
& 85.a

Chaufages comment reiglez, §.cccxxxvj.403.b

Chemins tenus en seurté, ou par qui, ou des riuieres, §.ccclv.425.a

Chemins de quelle largeur, §.ccclvj.426.a

Chemins & ponts reparez, §.ccclxxxij.315.a

Chemin droict suiui par les soldats, §.ccc.375.b

Cheuaux d'artillerie, §.cccxlviij.416.b

Cheuaux legers & gens d'ordonnance, §.ccclxxxvj.
351.b

Citation sur priuation d'office ou benefice, §. xiiij.
44.a, & §.xvj.48.a

Cité qu'est ce, §.xiiij.46.a

Clemence propre au bon Roy, prefac. 72

Cloistre relegation des religieux, §.xxxj.81.a, & b

Cloches, §.lij.14.a, & b

Clandestin, §.xl.92.b

Clercs du Greffe, §.ccxli.311.b

Cognoistre n'est tant qu'estre cogneu, §.cvj.84.a

Colere & courroux, attrempez tollerables, §.ccclvj.
320.b

Collation de benefice rempli, §.vij.35.a

Collateurs de cures & autres benefices, §.xx.53.a

Collation du Roy aux regalles, ibid.b

Colleges,

Colleges, §.xxiiiij.63. a, 25.64.a, & b.	Seminaires de vertu,	§.lxxvij.131.a
Confederations,		§.clxxxiiij.268.a
Confirmation de priuileges,		§.lviiij.122.a, & b
Confirmation generale ne valide ce qui est contre droit,		§.lxxxviiij.151.a
Confiscation cas royal,		§.cciiij.292.b
Confiscations destinees à l'Eglise,		ibid.
Commandement oblige,		§.cclxxxiiij.357.b
Commandement si excuse la faute,		§.cxciij.279. a, & b, §.cxcv.280.b
Commandes & economats ruine de l'Eglise,		§. 6. 30.a
Commandataires si fait les fructs siens,		ibid.
Commission pour faire terrier,		§.liiiij.116.b
Commissions extraordinaires haineuses,		§.xcviij. 169.a
Committimus d'escoliers,		§.lxxxiiij.144.a, & b
Comptes d'Eglise par deuant le lay,		§.lxxvj.130.b
Comptes des deniers communs ou rédus,		§.ccxliij. 313.a
Comptable doit rendre cōpte dans l'an,		§.cccxlviij. 415.b.
Communes,		§.cclxxxiiij.358.b, & §.cccxl.406.b
Communes comprises en la vente du general,		§. cclxxxiiij.358.b
Commissions aux laboureurs,		§.clxxvj.258.a
Conclusion aux contracts,		§.clxv.249.b
Commissaires quels defendus,		§.cxxxij.213.a
Commission ad partes,		§.clj.229.b, §.clxviij.253.a
Complainte en benefice apres la resignation,		§. lxxviiij.138.a

Conseil receu ou reietté selon l'humeur des Prin-	
ces,	prefac.5.b
Conseil erre moins que le Prince qui s'en dispence,	
§.iiij.26.a	
Conseilliers d'Estat associez aux partis,	§. ccclij.
42 .b	
Conseil assure les affaires,	prefac.6.b
Conseil sert de contrerolle aux bons Roys,	ibid.
Conseil assure les affaires,	ibid.
Conseils rend les Roys recommandables,	ibid.
Conseil du Roy soit rempli de Princes,	ibid.
Conseilliers mauuais gastent tout,	ibid.
Consentement en profession,	§.xxviij.74.a
Consentement de fille rauie,	§.xliij.97.b
Conseruateur des priuileges des Escolliers,	§.xcj.
161.b	
Consentans & entreprenans punis de mesmes,	§.
cclxxviij.349.b	
Conseil vaut mieux que force,	§.cclvj.320.b
Coupe-iarrets des grâds maisons,	§.cclxxviij. 350.
a,& §.cclxxxij.357.b	
Consuls comme despartoyët les haches,	§.ciiij.178.b
Conseruer autant recommandable qu'acquerir,	§.
ccclj.419.a	
Corruption de toutes choses,	prefac.9.b
Conuersation peut beaucoup pour reformer le na-	
turel,	§.xxvj.66.a
Consignations à qui deliurees,	§.clxij.246.b
Correlatifs,	§.clxxxij.263.b,& 264.a
Courtisan gracieux trompeur,	§.lv.118.b
Courtisans viuent de la sueur des miserables,	§.
cccxlj.409.b	

- D** Anses, §.xxxviij.89.a,& b
 Deuoir du subiect au souuerain, prefac.9.a
 Defendeur obtient quand le demandeur ne preuue rien, §.xlviij.101.b
 Degrader les prestres & gendarmes, §.ccxc.364.a, & 365.b
 Denonciateur & iuge, §.clxxxiiij.270.a
 Denonciation vient de volonté, §.clxxxiiij.271.a, & §.cxcij.278.a
 Deniers destinez ne soyent conuertis à autre vſage, §.ccclj.419.b
 Depositaires ont tribut de garder les deniers, §.clxij.246.b
 Delays comme peremptoires, §.clv.236.b
 Delay d'informier commun aux parties, §.clv.237.2, & §.clvj.238.a
 Delay second rapporté au premier, §.clvj.239.b
 Delict flagrant n'est subiect aux informations, §.cxcvj.282.b
 Derogatoires de deux sortes, §.lj.112.b
 Despence reiglee au reuenu, §.xxiiij.59.a
 Despens quand le Procureur du Roy est partie, §.cxxxix.210.b
 Deserteurs, §.ccxc.364.a
 Despence des hommes de cour comme payees, §.ccxxviiij.394.a
 Deuins abominables, §.xxxvj.87.b
 Deuolut qu'est ce, §.xlviij.100.b. & §.xlviij.104.a
 Deniers de colleges & confrairies, §.ccclix.428.a
 Diete, §.ccxxiiij.305.b
 Dieu

Dieu conduit les Princes & les victoires , prefac.

7.2.&c b

Dieu adoré comme le conseruateur des humains,

§.cclvj.32 .b

Difficile prins pour impossible, prefac. 2.a

Dispense sur pluralité de benefices, §.xj.40.a

Dispense de residence, §.xiiij.45.a,& §.xvj.48.a

Dispense à temps si sert le terme passé, §.xvj.48.a

Dismes payez par les Ecclesiastes, §.xlj.109.a, & b

Dismier aduertí des bandees, §.xlj.110.a

Dismes de droict diuin, §.l.110.b

Diocese qu'est ce, §.xiiij.45.b

Dissimulez, §.xxxix.9.a,&c b

Distribuer les pccés, §.cxxxij.103.b, & §.cxliij.120.b

Distribution de taxe de despens, §.cxlj.2.8.a

Docteurs regens sont Comtes, §.lxxxij.45.a

Docteurs regens qui ne font lectures, §.lxxxij.135.a

Docteur recomendable, §.lxxxvij.149.b

Doleáce n'est requise aux Ecclesiastiques, §.xlviij.

104.a

Domicille de l'impetrant aux graces, §.iiij.27.b

Domesticques de la maison du Roy comme affran-

chis & leurs vesues, §.cccxlj.412.b

Dons & presens auéglet les iuges, §.cxxxvij.209.b

Donations immenses eu esgard aux biens du do-

nant, §.clij.23.b

Donation aux seconds maris, §.clxxxij.263.b

Donation prohibee entre mari & femme n'em-

peche association, §.clxxxij.266.b

Dons de confiscations, §.cciiij.292.a,& 293.b

Donations remuneratoires, ou reuocquées pour le

bien public, §.cccxxxij.400.a

Dons

Dons demefurez,	§.cccliiij.422.b
Donations du Prince retractees,	§.cod.424.b
Dons du Roy verifiez,	§.cod.ibid.
Droict ciuil n'est leu à Paris,	§.lxix.132.b
Drap de fove,	§.xxxviiij.89.a
Domaine reuni,	§.ccxlij.312.b
Domaine du Roy domaine du Royaume,	§.cccxxix.394.b
Domaine de combien de sortes,	cod.§.395.a
Domaine quand peut estre aliené,	§.cccxxxij.396.a, §.cccxxxij.;98.a,& b,& §.cccxxxiiij.401.a
Domaine reuni entretiendroit la maison du Roy,	§.cccxxxij.398.a
Domaine aliené cause l'augment des tailles,	§.cccxxxij.398.a
Domaine & confiscations à quoy destinez,	ibid.
Doufains tributaires,	§.cccxli.406.b.
Douaire des vesues de France,	§.cccxxx.395.b
Duchés de nouuel erigees subiectes d'estre incorporees au domaine,	§.cclxxix.351.a

E

Ecclesiastes ne soyent chicanoux,	§.xxvj.66.b
Ecclesiaste comme change de veu ou religion,	§.xxvj.81.a
Ecclesiastes deuroient estre exemple de vertu,	§.xxxiiij.85.a
Ecclesiastes ne payent collectes,& ne reçoient hostes,	§.lv.118.a
Ecclesiastes quand contribuables,	§.lvj.119.a,& b, & §.lvij.122.a
Edicts perpetuels ou à temps,	concl.432.b
Edicts publicz & reformez,	§.ccvij.295.b,& §.

ccviiij.297.b

Electiōs Ecclesiastiques,	§.j.13.b,& <u>14.a</u>
Electiōs comment faictes, ibid. ou des brigues & faueurs,	ibid.
Electiōs aux clercs & lays,	§.j. ibid.
Electiōs aneanties par vsurpation des puillances spirituelles & ciuiles,	<u>§.iiij.24.a</u>
Electiō de l'indigne priue le patrō du droict d'esslire pour ceste fois,	<u>§.ij.18.b</u>
Electiōs subiectes à examen,	<u>§.ij.19.a</u>
Electeurs si reelisent la premiere infirmee,	§. ij.

21.a

Electiō de domicile,	§.clxxv.257.b
Electiōs en quels benefices ont lieu en France,	<u>§.iiij.23.a</u>
Electiōs conseruees aux monasteres estans chef d'ordre,	ibid.
Electiō d'un du college ou de l'ordre,	§.iiij.23.b
Electiō quel droict donne à l'esleu,	ibid.
Electiō aux clercs le peuple exclud,	§.iiij.24.a
Electiō & quelle forme,	ibid.
Electiō par scrutine aux offices,	ibid.b
Electiōs vicieuses comme recogneues,	ibid.
Electiō presentation & confirmation,	<u>§.xxiiij.</u>

60.b

Electiō aux offices,	<u>§.c.170.b</u>
Electiō par le peuple non par les Roys,	§.cij.
	176.b,& §.ciiiij.179.a
Eloquence corrompt les iuges,	§.cxiiiij.195.a
Emprunts,	§.cccxlj.408.b
Enfans instruits d'honorer Dieu,	<u>§.xxiiiij.63.a</u>
Enquesteurs,	§.ccclv.319.b,& <u>320.a</u>
	Enque

- Enquefter sur le registre, §.clvj.138.a
 Eſcriuains ne doiuent indiscrettement parler des
 grands, preface 2.b
 Eſcoliers payez de leurs prebendes, §.lxviij.132.a
 Eſcolles proches d'artisans, §.lxxj.134.a
 Eſcollier ſans eſtudier, §.lxxiiij.136.b
 Eſcolliers priuilegiez, §.lxxxiiij.144.b,& §.
 lxxxviiij.150.b,& §.clxxvij.259.a
 Eglise ruinee par les debats des Seigneurs ſpiri-
 tuels & temporels, §.iiij.24.a
 Eglises Cathedralles, Collegialles, & parrochiales,
 §.xxiiij.58.b
 Eglise maiſon d'oraïſon, §.xxxix.91.b
 Eſleus iuges des ponts & chemins, §.ccclv.425.b
 Eſleus ne reçoient preſens, §.cccxliv.414.a
 Eſlargir ou emprisonner veuës les informations,
 §.lx.124.a
 Eſcrime, §.ccxciiij.368.b
 Eglise premiere aux eſtats, §.cclvj.321.a
 Eſleu doit reſuſer ou accepter l'election, §.v.29.a
 Eſleus ſont de iudicature, §.ccxlviij.314.b
 Eſpices & preſens, §.cxxvij.207.a, ou le Roy y
 prend part, ou taxees par prouiſion, ou ne diſſe-
 rer la prononciation, comment reiglees, eodem
 208.b
 Eſpices au pied du dictum, §.clix.241.a
 Eſtats de Nobleſſe & populaire combien diſſerets,
 §.cclxxxix.363.b
 Eſtats ne lient le Prince, prefa.4.a
 Eſtappes, §.ccxcvj.371.a,& §.ccxcviij. ibid.b
 Eſtrangers aux charges, §.cij.177.a, §.iiij.27.b, &
 cxiiij.195.a, & §.cxxxj.212.b

TABLE SVR L'EDICT

Estudians ont les fruiets du benefice,	§.xxvj.67.a
Estudier iusques à la fosse,	§.lxxxv.147.b
Euangille pourquoy baillé par les Roys,	prefa.6.a
Euesque quel doit estre esleu,	§.j.14.a
Euesque chef des Eglises de son Diocese,	§.xxxj.81. a,& §.xxxij.82.b
Euesques cassez d'aage ayent Vicaires,	§.xlv.100.a
Euesque muet ou inutile rend l'Eglise vesue,	§.xlvj.101.a
Euocations,	§.xcj.162.a,& §.xcvij.167.b
Exactions à la leuee des deniers Royaux,	§.cccxlj.408.b
Examiné déclaré foible, recoure au superieur,	§.xij.43.a
Examen de trois sortes	§.lxxxiiij.146.b
Examiner les capables,	§.cvij.186.b
Examen & de sa forme,	§.eod.187.b
Examen d'office sans appeller les parties,	§.cix.188.b
Examen sur le registre,	§.clij.232.a
Exceptions contre executions d'Arrest,	§.xcij.164.a
Execution d'arrest pendant requeste,	§.cxlvj.225.a
Execution de sentence par le iuge d'appel ou premier,	§.cxlvij.227.a
Exceptions declinatoires, dilatoires,& peremptoires,	§.cliiij.233.a
Exépts de tailles,	§.cccxlj.411.a,& §.cccxlj.412.a
Exemps de charges,	§.ccclj.418.b
Exceptions reiettees passant outre,	§.cxlvij.226.b
Execution d'arrest sur les lieux,	§.clj.229.b,& 230.a
Executeur d'arrest quelles exceptions doit recevoir,	§.clj.229.b
	Execu

Executions d'arrests par les Iuges ou Huissiers,

§.clxix.254.a

Experience requise, §.cvj.182.b,& 184.a

Exheredation pour mariage faict sans l'auctorité
du pere, §.xli.94.b

Experts comme choisis, §.clxij.245.a

Experts pour prouuer la vallery des choses, ibid.

Exploctis & de leur forme, §.clxxiiij.256.b

Exoines, §.cliiij.232.b

Exercice en tous arts, §.ccxciiij.368.b

Exercite qu'est-ce, §.cccxiij.383.b

Executer soudain les condamnez, §.clxxxiiij.170.a

F

Fabricque d'Eglise par qui, §.liij.115.b

Face & front messagers du cœur, §.xij.42.a

Faiets nouueaux en cause d'appel, §.clv.237.a

Faiets extraicts soyent receus auant qu'examiner,
§.clxviiij.253.b

Fallite, §.ccv.294.b

Fausfaire qui recelle moitié du faict, §.cciiij.290.b

Fausfaire qui prend qualite qui ne luy appartient,
§.cclvij.325.a

Femmes gouuernent l'estat, prefa.7.b

Femme ne vèd au preiudice des enfans du premier
liet, §.clxxxij.267.a

Femmes marices s'enrolloyent pour putasser, §.
cccxi.382.b

Fermes d'emolumens de cour à qui defendues, §.
cxxxij.213.b

Fermiers comme iouissent des droicts seigneu-

riaux,	§.cccxxxij.401.b
Fidelité des subiects,	§.256.par tout le §.
Fief failli par le Seigneur en guerre,	§.cxcj.277.a
Fiefs en roture,	§.cclvij.326.a
Fief si annoblit le possesseur,	§.cod.1bid.
Fief & emphyteose en quoy different,	§.cclxxvij. 348.a
Fiefs quels sermens doiuent , ibidem	§. cclxxvij.
Fiefs par qui peuuent estre detenus,	ibid.b
Fiefs pourquoy accordez aux nobles,	§.cccxvij. 387.b
Fiefs inalienables de la part du seigneur,	§. cccxxxij.401.a
Filles de ioye aux compagnies,	§.cccxj.382.b
Filles de France appanees en deniers,	§.cccxxx. 395.b,& §.cccxxxij.400.a
Fin de non proceder au lieu d'incompetance,	§. cliiij.233.a
Fin de non proceder,	§. cxlvij. 226. a, & §. cliiij. 233.a
Fins de non receuoir,	§.cliiij.1bid.b
Elatteurs deshonnorent les Roys,	· prefa.6.b
Fondation soit obseruee,	§.xxij.62.a, §.xxvij.68. a,& §.lxxxj.143.a
Force pourquoy reiettee,	§.xxxvij.89.a
Force & voye de faict,	§.xlviij.103.b
Force sans iustice n'est que brigandage,	§.cclvj. 320.b
Forces de combien de sortes,	§.cclvj.1bid.
Forces humaines ne peuuent contre ceux que Dieu garde,	§ cod.321.a Fors

- Forts par qui conseruez en temps de guerre, §. 31
 cclxxvj.343.b
 Foy requise aux beneficiers & Officiers, §. xxviii.
 a, & b
 Foy principal de tous les liens, §.clxxxiiij.
 268.a
 Fourriers & Secretaires ne font part à la gendarme-
 rie, §.cclxxxviiij.363.a
 Fourriers logent par attiquetes, §.cccxxvij.393.b
 Foy faulsee, §.ccclij.421.b
 Forests royales ne soyent demolies, §.cccxxxvj,
 403.b
 Fortifier villes en temps de paix, §.ccclj.419.a
 France mesprise les lettres, §.lxxxiiij.45.b
 François sages en ieunesse, §.cv.181.a
 François ne peut remettre l'halebarde en l'aireau,
 §.cclix.327.a
 Freres quels amis ou ennemis, §.cxvij.199.b
 Fuyard arresté, §.cxcvj.282.b
 Fuite infame au guerroyeur, §.ccxc.364.a
 Fruicts Ecclesiastiques à quoy employez, §.xiiij.
 45.b

G

- G** Aiges à ceux qui seruent, §. xiiij. 45. a, & §.
 cxxxvj.215.a
 Gardes par les clercs, §. lvj. 119. b
 Gardes jobligent tous les habitans, §. ccclj.
 419.a
 Gardes des Emperours entrans au Senat, §.cclx.
 327 .

TABLE SVR L'EDICT

Gardes gardiennes à quels Officiers de robbe longue,	§.clxx.255.259.a
Garde gardienne des Eſcolliers,	ibid.
Garde gardienne aux Officiers du Roy,	§.clxxvij.
ibidem	
Gardes nottes,	§.clxx.255.a
Garnifons dans les villes,	§.ccxcij.367.a
Garnifons changees ruinent le peuple,	§.ccxcvj.
371.b	
Gendarmes ne ſoyent fermiers,	§.xlviij.106.a
Gendarmes nez pour la ruine du peuple,	§.lv.
118.b	
Gendarmes n'allent de prouince en prouince pour picquorer & rançonner,	§.clj.219.b
Gendarmes friſez & fraiſez ne peuuent ſouffrir l'harnois,	§.ccxcvj.283.a
Gendarmes ne ſoyent marchands,	§.ccxlviij.
315.b	
Gendarmes celeſtes armez, & de robbe longue,	
§.cclvj.321.b	
Gendarmes formels ennemis des ſciences,	§.cclxij.
328.b	
Gendarmes comme recompentent l'hoſte,	§.
cclxxxij.356.b	
Gendarmes neceſſaires aux Royaumes,	§.cclxxxvj.
360.b	
Gendarmes nobles & riches,	§.cclxxxix.363.a, & b
Gendarmes ſoyent payez,	§.ccxcj.366. a, & §.
ccxcvij.372.a	
Gendarme François ſuperbe aux ſiens, & craignant le pays ennemi,	§.ccxcv.370.a
Gendarme ſe contente de modeſte nourriture,	§.
ccxcvj.	

ccxcvj.371.a

Gendarme rançonne l'hoste, §.ccxcix.373.b

Gendarme ne viue sur le bon homme, §.eod.374.a

Gendarme ne prenne les beufs & cheuaux du laboureur, §.cccix.380.a,& 381.a

Gendarmerie reiglee & nombree, §.cccxiij.383.b

Gendres tiennent lieu d'enfans, §.cclxxvj.344.a

Gens du Roy ne prennent rien, §.clvij.40.a

Gentilhôme plus que Dieu en sa Parroisse, §.xviij.50.b

Gentils-hommes marchands, §.xlviij.106.a

Geometrie permise, §.xxxvj.87.b

Graces ou enterinees, §.cxxj.201.b

Graces quand deniees, §.xcv.281.a,& ibid.b

Graces trop facilement enterinees, §.cxcix.286.b

Grace cas Royal, §.cclxxiiij.339.b

Graduez simples & nommez, §.j.14.a

Grand conseil, §.ccxxj.304.b

Grands iours, §.ccvj.295.a

Grand Maistre des forests, §.cccxxxvij.& suiuant 406.a

Greffiers seruent de mains aux iuges larrons,

§.clix.241.b

Greffier ne peut estre laissé par les Commissaires,

§.clix.254.b

Grosses des procès, §.clxxj.255.b

Gouuerneurs pourquoy logez aux maisons publiques, §.lv.118.a,& §.xcvj.166.b

Gouuerneurs attendent l'entree du successeur dans la prouince, §.lxxvij.138.b

Gouuerneur comme doit marcher à son gouuernement, ibidem

Gouverneurs pardessus les Mareschaux de ce qui
est à leur prouince, §.clj.229.b

Gouverneurs n'entreprennent sur la iustice, §.ccvj.
295.a

Gouverneurs sçauans & des autres qualités, §.
cclxij.328.b,& §.cclxxij.337.a

Gouverneurs de robbe courte, §.cclxxij.330.b

Gouverneurs rendent le peuple esclau,ou renuer-
sent l'estat, §.cclxxj 335.b

Gouverneurs tant que la guerre dure, eod.336.a

Gouuernemens vendus, §.cclxxij.1bid.b

Gouuernemens queilles charges & quels droicts,
§.cclxxij.337.a,& §.cclxxij.340.b.

Gouverneurs & de leur pouuoir, §.codem;39.
a,& b

Gouverneurs fouille peuple, §.cod.340.a

Gouverneurs face rapport au vray de l'estat de la
prouince, §.cod.340.b

Gouverneurs ne prennent rien des subiects, ou s'il
est présenté, §.cclxxv.342.a

Gouverneurs appaisent les querelles des grands,
§.cclxxvij.350.b

Gouverneurs menacēt des garnisōs lors qu'ils veu-
lent obtenir quelque chose du pays, §.ccxcij.367.2

Gains contre nature, §.cxxxvij.210.a

Gain recōmande l'homme, §.clxj.243.a

Guelphe & gibelain passisōs d'esprit, §.clxxxij.268.a

Guerroyer li meilleur dans sa terre ou en pays en-
nemi, §.cccxvij.388.a

Guerre soit denoncee par le Roy, §.cclxxvij.347.b

Guerre comme iuste ou iniuste, §.cod.345.b

Guerroyeurs hayssent les iusticiers, §.lv.118.a
Guerre

Guerre ruine Royaume,	prefa.10.a
Guerre entreprinſe avec conſeil,	ibid.5.b
Guerroyeurs pour le bien public dignes de remuneration,	ibid.
Guet à pend,	§.cxciij.279.a
Gouiatz,	§.cccix.381.a

H

H Abits & tonſure ne ſoyent donnez durant le temps d'approbation,	§.xxviii.74.a
Habitans du plat pays ne ſoyent ſoullez oultre les tailles ordinaires,	§.clxxvj.257.b
Habits deſfreiglez,	§.cxcvj.283.a
Habits declarent la femme folle ou ſage,	ibid.b
Habits monſtrent le moine,	ibid.
Hemologation,	concl.432.b
Hemologuer,	§.ccviii.297.b
Henry Roy de France & de Pologne,	prefa.2.a
Henry III. Roy d'armes & de paix,	ibid.b
Henry III. deuot iuſte, & vaillant,	ibid.
Hereticque ſe recognoiſſant retourne à ſes dignités,	§.x.38.a
Hereticques ne ſçauent qu'inuier,	§.xxv.65.a
Hereticque ennemi des temples,	§.lii.114.b
Hereticques de France par quelles actions recogneus reformez,	§.lxxxiiij.145.b
Homme ſubieſt à diuers iugemens,	§.iii.24.a
Hommes nez pour le pays,	§.cxj.190.a
Homme ami de ſoymeſmes,	§.cliiij.232.b
Homicide de trois ſortes,	§.cxciij.279.a
Homicide en ſeparant n'eſt tenu,	§.cxcvij.283.b
Honneur	

T A B L E S V R L' E D I C T

Honneur preferé au gain,	§.cxxvij.209.a
Honneur des bons vsurpé par les mauuais,	§.cxxx. 211.b
Honneur & conscience chargez que signifie,	§. cxxxij.214.a
Hospitalité & charité de femmes engendre luxure,	§.xxxj.8.b
Hospitalité aux maisons des Curés,	§.lij.115.a
Hospitaux par qui inuentez,	§.lxv.128.b
Hospitaux de cinq sortes,	ibid.
Hospitaliers,	§.lxv.129.a
Hospitalité gardée à l'ennemi,	§.cxcij.278.a
Hoste que doit au propriétaire du logis,	§.lv. 117.b
Hosteleries reformees,	§.ccclx.429.a
Hosteliers tenus de receuoir les hostes & garder les hardes,	§.cod.428
Hostelier comme tenu de ses seruiteurs,	ibid.
Hostelier ne reçoie gens sans adueu,	§.cod.429.a
Hostelier preferé sur les meubles qui sont dans son logis,	§.ccclxj.429.b
Hoste si contracte avec l'hostelier,	ibid.
Huïfsier premier est audiencier,	§.cxxxiiij.104.a
Huïfsiers preferez aux Sergens,	§.ccij.290.b
Hypocrite,	§.xxxix.91.b
Hypocrites qui font bones œuures pour estre veus,	§.cxxvij.109.a
Hypothecaire au lay,	§.lxij.126.a
Hypothecaire en contract de mesme iour,	§.cixvij. 252.b

Leux

I Eux quels permis ou prohibez,	xxxviij.90.a
ou si la perte est demandee,	ibid.
Informations par les Iuges non par Sergens ,	§.clxxxiiij.269.b
Imformer auant qu'emprisonner,	§.cxcvj.282.a
Incident & emergent,	§.cliiij.133.a
Incompetance par qui iugee,	§.cxlviij.226.b
Indignes aux charges,	§.cclxv.332.a
Instrument perdu comme prouué,	§.lxxxviij.151.b
Interest au lieu d'vsure,	§.ccij.289.b
Interest taissible quand receu,	ibid.
Interest par action non par obligation,	ibid.
Interest souffert au secours de l'ami se repete,	§.cclxxviiij.349.b
Interest comme prouué,	§.cxlv.224.a
Inuentaires des criminels,	§.clxxxvj.273.a
Inuentaie auant qu'administrer,	§.lxvj.130.
Inuentaie de biens vacquans,	§.clxiiij.248.a
Inuentaie par iustice où y a mineurs,	§.eod. ibid.
Interests liquidez par le iugement,	§.cxlv.224.a
Iours aux contracts,	§.clxxiiij.256.b
Ire,	§.eod. ibid.
Iugemens parties ouyes,	prefac.6.b
Iuges vassaux ne peuuent entreprendre sur les ecclesiasticques desquels le Roy est protecteur ,	§.xv.48.a
Iuge se corromp par argent dons & parolles,	§.xlij.95.a
Iuge ne face contre droict,	§.xciiij.164.b
Iuges qu'elles qualitez, doiuent auoir,	§.cv.87.a
Iuges mirouer du commun peuple,	§.cvj.183.a
Iuges	

Iuges scauans & consciencieux,	ibid.
Iuges vieillards,	§.cod.ibid.
Iuges practiqs & experimentez,	§.cvij.187.a
Iuges loient de bonnes meurs & aiment le public,	§.cix.188.a
Iuge ne s'aime tant que le public,	§.cxiiij.195.a,& b
Iuges ne prennent presens	§.cxiiij.194.b
Iuges n'assistent aux procès des collateurs,	§. cxix. 201.a
Iuges parents & alliés,	§.cxxj.202.b
Iuges paresseux perdent les gaiges & les profits,	§. cxxxvj.215.a,ou quoy de celuy qui est empesché, §.cod.ibid.b,& §.cxxxvij.216.a
Iuges quand prins à partie,	§.cxlvij.226.a
Iuges des lieux,	§.clj.229.a
Iuges des exempts,	§.clij.ibid.b
Iuges nobles,	§.clix.241.a
Iuges larrons n'ont crainte de mal faire,	§. eodem ibid.
Iuge quand est Greffier,	§.clxix.254.a
Iuges craintifs & paresseux	§.clxxxiiij.271.a
Iuges ne contractent dans leur territoire,	§. ccx. 300.b
Iuges sçachent les loix & ordonnances,	§. cclxij. 328.b
Iuges facent cesser les querelles,	§.cclxxvij.350.b
Iurisdiction des requestes ordinaire,	§. xcviij. 169. a
Iurisdiction ordinaire fauorable contre les com- missions,	clj.229.b
Iurisdiction des marchands,	§.ccxl.310.b
Iusticiers preferez aux nobles,	§.cclvj.321.a
	Iustice

Iustice Royne des vertus,	§. eod. ibid.
Iustice ennemie des procès,	§. cclxij. 328. b
Iustice sur les lieux,	§. lxxxij. 146. a
Iustice aux domiciliez,	§. xcj. 161. b
Iustice tend au bien general,	§. lxxxix. 152. a
Iusticiers coupebourſes des plaideurs,	§. clx 241. a

L

L Aboueurs ne frequentent les villes, §. xxxviiij.
89. a

Laboueurs trop chargez, §. clxxvj. 258. a

Langaige François aux compositions, §. ccxvij.
303. b

Largeſſe argent ietté en public, §. c. 174. a

Larrecin qu'est ce, §. cclxxxiiij. 382. a

Lectures publiques, §. lxx. 133. a

Legion qu'est ce, §. cccxij. 384. a

Legitimation par mariage, §. xl. 93. a

Lettres attributives de iuriſdiction, §. xcviij.
169. b

Lettres dimiſſoires, §. xvij. 48. b

Leuee d'hommes cas Royal, §. clxxxiiij. 268. a

Leuee de deniers cas Royal, §. cclxxv. 341. b, &
343. a

Leuee quand ſans permiſſion de Roy, §. eodem
342. b

Leuee de gens de guerre cas Royal, §. cccxij. 385. a,
ou comme elle doit eſtre faiſte, ibid.

Leuees non employees rédues au peuple, §. cccxlvj.
414. b, ou des deniers des muniſiōs des cheuaux

d'artillerie, §. cccxli. 409. a
Liberalité

TABLE SVR L'EDICT

Liberalité onereuse,	§.cccxxvj.393.b
Liberalité se tourne en prodigalité,	§.cccliii.422.b
Liberalités du Prince quelles circonſtâces doiuent auoir,	§.cclxvij.333.b
Licencié prins pour Docteur,	§.xxxiiij.85.b.
Licentié de ſe retirer,	§.cccxxij.392.a
Licentié comme receu,	§.lxxxiij.46.b
Licentié apres le temps d'eſtude,	§.lxxxv.47.b
Lieutenans quand n'ont lieu aux offices ou benefices,	§.xiij.43.b
Lieuës quelle vertu,	§.liij.116.b
Lieuës comme marquees,	§.ccc.375.a
Lieux aux contractz,	§.clx7.252.b
Liguez & ſeditieux de meſmes,	§.clxxxiiij.268.a
Ligues,	§.cod.267.b,& 268.a
Logis de gendarmes dangereux plus que la peſte,	§.ccxcvj.370.b
Logis de ſoldats deſtournez par argent,	§.cccv.378.a
Louable couſtume à l'Egliſe,	§.lj.111.b
Loy quand commence à lier,	concl.434.a
Loy inmutable,	concl.431.b
Loy,couſtume & autres ſciences neceſſaires aux eſtats de Iudicature,	§.cclxij.328.b
Loix naiſſet de mauuaiſes meurs,	§.clxxxviij.274.b
Loix conſeruent les petits comme les grands, prefac.10.a	
Loix lient les ſouuerainetés,	§.xiij.42.b
Loix ennemies des priuileges,	§.lxxxviij.151.a
Loix ne ſont pour les ſages,	§.cj.176.a
Loix pour amortir les procès,	§.clxj.244.a
Loy comme abolie par contre vſage,	§.ccviiij.298.a
Loix ſoyent obſeruees,	§.eodem ibid.
	Magitiens

- M** Agiciens, §.xxxvj.87.b
 Maistre avant que disciple, §.ij.21.a
 Maisons aux Curés, §.lj.111.b
 Maisons exemptes d'hostes, §.lv.118.a
 Maisons fortes contre iustice, §.cxcj.277.a
 Maistre fait tout, §.cxij.193.b
 Maistres des requestes dequoy cognoissent, §.xcij.
 164.b, & §.clxxvij.258.b
 Maistres si tenus de leurs seruiteurs, §.cclxxxij.
 357.b
 Maires & Escheuins sans brigue, §.ccclxij.430.b
 Maraistre poison aux enfans du premier liét, §.
 xxvij.70.b
 Mariages clandestins, §.xl.92.b
 Mariage legitime comme prouué, §.cod.92.b, &
 93.a, & b
 Mariage comme contracté solennellement, §.cod.
 93.b
 Mariage sans consentement des parents, §.xlj.94.a
 ou si le curateur est appellé, si le pere, exheredé,
 §.xliij.95.b
 Mariage del'auctorité du pere, §.xliij.96.b, ou
 si les parents ont diuerses opinions, ibid.
 Mariages accordez & rompus par consentement,
 §.xliij.97.a
 Mariages par parolles de present, ibid.
 Maricee conduicte en la maison du mary, §.cod.
 98.a
 Mariage second romp les aduantages du premier
 liét, §.clxxxi.264.b
 Mariage pour auoir enfans, §.cod.263.b
 LL

Mariage reigle la vieillesse & ieunesse,	ibid.
Mary troisieme dangereux,	ibid.
Mariage avec les valets,	§.eod.26 .a
Mariages forcez,	§.cclxxxj.353.a.& b
Mariages avec l'aduis des parents,	§.eod. ibid.
Mariage avec vne putain,	§.cccxj.382.b
Marchandise continue l'amitié entre les Princes voisins,	§.ccxxxix.10 a
Marchands contractent de bonne foy,	§.eod. ibid.
Marchés pourquoy defendus,	§.xxxvij.89.a
Masculin comme comprend le feminin,	§.xxx.79.a
Masques,	§.cxcvij.280.b
Malcontents,	§.cccxiij.85.a
Mathematicques condamnees,	§.xxviiij.87.b
Medecine apres le mal,	§.xxvij.77.a
Medecins de trois sortes,	§.lxxxvij. 49.b
Medecins ne stipulent avec le malade,	§.eodem ibidem
Mercurialles,	§.cxliiij.12 .b
Meubles ecclesiastiques de combien de sortes,	§. lvij.120.b
Meubles qui ne sont prins par execution,	§.eodem 121.b
Mignons insatiables,	§.c.173.b
Mineurs en quelle charges receus,	§.cv.18 .a
Miserables quels,	§.clvj.238.b
Monastere de femmes ne reçoit les hommes,	§. xxxj.81.b
Monitions Ecclesiastiques,	§.xlviij.108.a, pour quelles causes accordees, ibid.
Monsieur de l'Orme Docteur en medecine à Mo- lins,	§.lv.118.b Monstres

Monstres en robbe,	§.ccxcix.374.a
Monnoyeurs aux tailles,	§.cccxlviij.419.b
Mourir pour le pays,	§.ccxc.364.a
Murailles sacrees,	§.ccclj.418.b
Mulets de Marius,	§.cccix.81.a
Moines avec quelles reigles,	§.xxv.64.a
Moinesses tiennent Dieu par les pieds,	§.xxviiij.
70.a	
Moines viuent en commun,	§.xxx.79.a

N

Naturel de l'homme fort diuers,	§.iiij.24.a
Noblesse Theologalle,	§.x.38.a
Nobles happeurs de benefices & protecteurs de custodi nos,	§.xviiij.50.b
Nobles fermiers & assenseurs,	§.xlviij.106.a
& 108.a	
Nobles mange voisins,	ibid.
Nobles trop grands mesnagers,	ibid.
Nobles derogeans à noblesse comme preiudicient à leurs descendans,	§.cod.107.b
Nobles & de leurs qua ités,	§.cclvj.320.a, & b
Nobles pourquoy affranchis,	§.cod.323.b
Nobles de combien de sortes,	§.cclvij.324.b
Nobles à la taille s'ils ne font le seruice,	§.cclviiij.326.a, & §.ccclxxvij.346.a
Noblesse de race,	§.ccclix.326.b
Nobles d'armes,	§.ccclxij.328.b
Nobles fauorisez aux charges spirituelles & temporelles,	§.cod. ibid.
Nobles casaniers & mesnagers,	§.ccclxxvij.346.b

TABLE SVR L'EDICT

Noble appelle les gédarmes pour se faire redoubter a les Parroisiens,	§.cclxxxiiij.316.a
Nobles ont opinion que tout doive trembler sous leurs rapières,	§.eod.ibid.b
Nobles aux premiers estats militaires,	§.cclxxxviiij. 362.b
Nobles qui font les sourds quand faut s'armer,	§. ccxc.364.a
Nobles priuilegiez d'aller à la guerre,	§.cccxviiij. 388.a
Non desguise,	§.ccc.375.b
Nom de famille couure souuent les impietés des meschans,	§.cxxx.211.b
Nombre aux voix,	§.cxxvj.206.a,&b
Nombre de beneficiers augmenté ou diminué,	§. xxiiij.59.a,& .xx .80.a
Nombre plus grand ou pour les personnes ou pour les qualités,	§.iiij.24.b
Nombre de voix viues à preferer au sort & ballo- tes,	§.eod.ibid.
Nombre de gendarmes,	§.cccxiij.383.b
Nomination par les royaux aux benefices,	§.j. 17.a,& .iiij.23.a
Nomination d'indignes,	§.ij.19.a
Nomination subiecte à examen,	§.eod.ibid.
Nomination du peuple la meilleure,	§.iiij.24.b
Nomination des Roys aux benefices,	§.vij.33.a
Noms recommandables,	§.cclxiiij.330.b
Noms d'enfans à quel iour de la natiuité,	§.clxxxj. 261.b
Notaires declarent si les tesmoins sçauent signer	§.clxv.249.b

Notaires deux sans tesmoings, §. clxvj. 251. a;
& b

Notaire defaduoué par les tesmoings, §. eod. ibid.

Notaire comme tesmoing de son instrument, ibid.

Notaires n'expedient hors le territoire, & ce qu'ils
ont expedie dans les limites vaut ailleurs, §.
clxxx. 261. b

Nullités par deuant qui debattues, §. cxlvij. 227. b

O

Obeissance aux religieux & Ecclesiastes, §.
xxvij. 68. a

Obeissance paternelle ne s'estend à se precipiter
pour le plaisir des peres indiscrets, §. xxvij.
69. b

Obeir aux Magistrats, §. cxcj. 276. b

Oblations Ecclesiastiques, §. l. j. 111. b

Offices publics à fuir, §. ccclxij. 430. a

Officiers comptables, §. cccxlvij. 4 §. b

Officié qui a deux charges prend double salaire,
§. ix. 36. a

Office vn à vn, non plusieurs, §. xj. 40. b, & 41. a, §.
cxij. 191. a, & §. cxij. 193. a

Officié ne reçoit encorés qu'il soit présenté, §. xij.
41. a

Officiers qui mangent l'Abbé sous couleur de re-
former l'Eglise, §. xv. 47. b

Officiers fermiers, §. xlvij. 107. a

Officié continué, §. lxxvj. 117. a

Office à temps & perpetuel, §. lxxvij. 138. a, & §.
ccx. 300. b

- TABLE SUR LEDICT
- Officié si expedie apres le terme, §.lxxvij.138.b
 Officié paresseux est presumé estre de la partie, §.c.172.b
 Offices ne soyent tousiours donnez aux plus anciés, §.c.117.177.b
 Offices à vie, §.cxj.190.a
 Officier royal ne soit pensionnaire d'autrui, §.cxj.192.a
 Officiers ne courent au gain, §.cxiiij.195.a
 Officiers parents en mesme siege, §.cxvj.198.a
 Officiers courent au gain, §.cxxvij.209.a
 Office du iuge aux crimes, §.clxxxiiij.271.a
 Officiers supprimez soyent remboursez, §.ccxj.301.a, & §.ccxij.302.a
 Officiers marchands, §.ccxlvij.315.b
 Officiers nouueaux, §.ccliij.318.b
 Office seul à vn, §.cclxvij.334.a, & §.cxiiij.193.a
 Offices donnez aux originaires non aux estrangers, §.cclxxvj.344.a
 Officiers de guerre ne soyent facilement deposez §.cod.345.a
 Offices souuent donnez aux moins habilles, §.cclxxvj.361.a
 Offices donnez par degrés, §.cod.1bid.b
 Offices de guerre affectez aux nobles, §.cclxxxvij.362.b
 Oisifs & ferneants, §.ccclx.429.a
 Opinions autant que de testes, §.iiij.24.b
 Opinion changee, §.j.16.a
 Opinions aux iugemens, §.ccviiij.298.a
 Opposition en surtaux comme vuidée, §.cccxlj.410.b

Ordonnances des Roys sont diuines,	prefa.9.b
Ordonnance pour le bien public,	prefa.10.a
Ordres sacrés aux benefices,	§.viiij.36.a
Ordre changé par religieux,	§.xxxij.81.a
Ordonnances des Roys,	§.ccvij.295.b
Ordonnances leues chacun an,	ibid.
Ordonnances mises en vn volume,	§.cod.296.b
Originaires preferrez à l'estranger,	§.iiij.27.b
Ornemens d'Eglise,	§.lij.cxiiij.a
Ostages pour les couards,	§.ccxc.364.a

P

P Aix recommandable,	prefa.9.b , & 10.a
Paix remet les interressez,	§.xix.52.b
Pape chef de l'Eglise,	§.j.14.b
Pape superieur des Monarques au spirituel,	ibid.
Parents accusent sans procuration,	§.cxxij.203.a
Paris ville capitale du Royaume,	§.lxix.12.b
Parlemens iuges des torts faicts aux Ecclesiastiques,	§.xlviij.104.b
Parlemens, §.ccxiiij.iusques au 220.fueil.302.b , & suiuaus iusques au fueillet 304.b	
Parolle de Prince,	prefa.5.a
Parolle de courtoisie n'oblige,	§.cclxiiij.358.b
Parolle de creance,	§.cclxxv.42.b
Passages des gens de guerre ruinent tout,	§.ccciiij.377.a
Parroisses,	§.viiij.36.a
Parroisses dependent de leurs gentilshommes,	§.xviiij.50.b
Partie ciuille quand n'est requise,	§.clxxxiiij.271.a

Parties ouyes,	§.cliii.232.b
Patronage qu'est ce,	§.xxiiij.60.b
Patronage se prescript,	ibid.
Patronage lay & ecclesiastique,	ibid.
Patrons quels droicts,	§.cod. ibid. & 61.a
Patron n'est subiect aux rescrits,	§.cod. ibid. b
Peages au Roy, si s'acquerent par sentence, ou si se perdent à faute de iouissance,	§.cclxxxij.354.a, & b
Peages pourquoy inuentez,	§.ccclv.415.b
Peages ne comprennent les escolliers,	§.lxxxiiij.144.a
Peres & meres honorables,	prefa.2.b
Peres bourrellent les vns de leurs enfans pour esleuer les autres,	§.xxviiij.70.a
Peres pour se desfennuyer iettent en religion les adulteres de leurs femmes,	ibid.
Pere & fils ne sont qu'un,	§.cxvij.199.a
Peuple & populace,	§.cclviiij.325.b
Peine requiert salaire,	§.cxxx.211.b
Placets & pareatis,	§.clxxij.256.a, Parlemens diuers, ou des Ecclesiastiques,
	ibid.
Possession prouuee par le demãdeur ou defendeur,	§.xlvi.101.b
Practique rend l'homme honoré,	§.lxxxvj.147.b
Practique,	§.cviiij.87.a
Prestres de libre condition,	§.xviij.48.b
Prestres ne courent hors du Diocese,	§.codem 49.a, & b
Prestres mendiants,	§.cod.49.b
Prestre quelle qualité doiuent auoir,	ibid.
	Pre

- Prestres en trop grand nombre, ibid.
 Prestres sans Diocese, §.xxvij.68.a
 Prebende preceptorialle. §.xxxij.84.a
 Prebende Theologalle, §.xxxiiij. ibid. b
 Prefecture qu'est ce, §.xc.157.b
 Prouuer apres publication en production, §. cl.
228.b
 Preuve nouuelle si la premiere est reiettee par tes-
 moings, §.clv.237.a
 Preuves quelles apres conclusion, §.cl.228.b
 Preuve par l'evidence des choses, ibid.
 Preuention. §.ccj.287.a
 Prieres & pris, prefa.2.b,& §.c.174.a
 Primacie en combien de sortes consideree, §.ciiij.
178.a
 Prince veille au bien general, prefa.2.b
 Prince ieune change facilement, §.cclxxxiiij.356.b
 Princes oyent les remonstrances du peuple, pref.5.a
 Prince patiente pendant les querelles des siens,
ib idem
 Prince clement & pardonneur, §. eod. 6. b, & §.
cclxxj.336.a
 Prince paisible ne face rauager son peuple par les
 gens de guerre. §.cclvj.321.a
 Prisonniers ne pourrissent aux prisons, §.cxxxix.
217.a
 Prison n'est ordonnee pour peine, §.clxxxiiij.270.a
 Prison pour quels crimes, §.cxcvj.282.a,& b
 Priuileges soyent conseruez, prefa.5.b
 Priuation d'office ou benefice de pur droit, §.
xiiij.43.b
 Priuation de faict ou de droit, §.xlvj.101.a.

Priuilege ou permission s'estend au palsé,	§.xj.40.a
Priuileges Ecclesiastiques,	§.l.110.b
Priuilege commun si sert à l'associé,	§.lvij.122.a
Probation auant profession,	§.xxvij.74.a
Procés par escript & verbaux,	§.cxxv.205.a
Procés parti,	§.cxxvj.206.b
Procés par Commissaires,	§.cxxxij.213.b, & §. cxxxiiij.214.b
Procés immortels,	§.cxxxix.217 a
Procureurs du Roy ne prennent taxe,	§.cxxxix.210.b
Procureurs malicieux,	§.cxlij.218.b
Procureurs tenus de leurs fautes,	§.cxlij.219.a, & b
Procés criminels en lieu public,	§.clxxxiiij.270.b
Procureurs en tiltre d'office,	§.ccxlj.311.a
Procureur à l'election,	§.ccxlvj.314.b
Procureur n'est receu aux nominations,	§.iiij.23.b
Production sous inuentaie,	§.cxxij.203.b
Parlement interprete des Edicts,	concl.432.b
Pensions ruine du peuple,	§.cccxxxv.402.b
Pillage comme accordé,	§.cccxiiij.386.a
Prescription cõtre chemins Royaux,	§.ccclvj.426.a
Preuosts suiuent les gendarmes,	§.cccvj.379.a
Prinse de corps pour deniers Royaux,	§.ccxcj.366.a
Priuileges comme reuocables,	§.cccxxvj.404.b
Pouruoyeurs de cour ne prennent argent des sub- iects pour les descharger,	§.cccxxvj.393.a
Profession apres approbation,	§.xxvij.69.a
Profession par seduction,	§.eod.b
Profession expresse & taillible,	§.eod.77.a, & b
Profession si baille les biens à la religion,	§.eod.75.a
Public offence,	§.xl.92.b
Publicatiõ d'enqueste si substantielle,	§.lj.111.b, si empe

empesche les preuues,	§.cl.228.b
Publication clost les preuues,	§.clvj.239.b
Puissance spirituelle & temporelle,	prefa.11.a
Puissance paternelle ne peut contraindre aux veus,	
<u>§.xxviiij.69.b,& 72.b</u>	
Prescription deduict le temps d'hostilité,	§.l.111.a
Prescription de coupe de bois,	<u>§.xxxij.83.b</u>
Prescription ne comprend les gendarmes durant les guerres,	§.clvj.239.a
Presidens presidiaux,	<u>§.ccxxxvj.308.a</u>

Q

Qualités des Officiers,	§.c.171.3,& §.cvj.182.a
Qualité des tesmoins,	§.clxvij.252.a
Querelles empeschees par les amis communs,	§.cclxxviiij.350.b
Quotidien de benefices comme laisé aux estudiantians,	<u>§.xxvj.67.a</u>
Quottisation cas royal,	§.cclxxv.341.b

R

Rançon de l'ennemi,	§.ccxcv.370.a
Rapt de putain,	<u>§.cccxi.382.b</u>
Rapt contre le consentant,	<u>§.xliij.96.a</u>
Rapport des Docteurs,	<u>§.lxxxv.147.b.& 148.a</u>
Rapporteur qui a instruiet le procès,	§.cxxx.211.b.
Rapporteur de procès ne soit cogneu,	ibid.
Rappeaux de ban,	<u>§.cc.287.a</u>
Rapt en mariage,	§.cclxxxj.353.a
Rebellion comme punie,	<u>§.clxxxiiij.268.a</u>
Recelleurs d'accuiez,	<u>§.cxciiij.278.a</u>

Rece

Receueurs des tailles ne s'adressent à autres qu'aux collecteurs,	§.cccxlvi.414.a
Recompense aux indignes,	§.cxxx.211.b
Records,	§.clxxiiij.156.b
Recteur d'Vniuersité,	§.lxxxj.143.a
Reconnoissance ne soit refusee par ce'uy qui est debteur,	§.liiij.116.b
Recusation comme verifiee,	§.cxviiij.200.b
Rauisseur n'espouse la fille rauie,	§.xliij.95.b
Rauisseur ou son adherant ne peut composer de la peine,	§.cod.96.a
Recourir prisonniers,	§.cxcv.280.a
Refraichissement de gendarmes ruine le peuple,	§.ccxc.365.a, & §.ccxcij.367.a
Refus n'est tesmoignage d'incapacité,	§.xiiij.42.b
Regens,	§.lxxxix.152.b
Regens peres des disciples,	§.lxxxv.148.a
Regens comme approuuez,	§.lxxxiiij.146.b
Reiglement és causes sommaires,	§.clij.232.a, & §.clvj.238.a
Regime de santé,	§.cclxxxv.359.a
Registres des natiuités & decés,	§.clxxxj.261.b
Religieux soyent sçauans,	§.xxv.64.a, sous quelles reigles,
	ibidem
Religion honoree des bons Chrestiens,	§. cod. ibid.b
Religieux plus recommandables que les lays,	ibid.
Religieux sans consentement, & consentement sans essay,	§.xxviij.69.b
Religieux sortis des monasteres durant les troubles comme nourris par les parents,	§.cod.75.a
Religieuses à la face bouchée,	§.xxxj.82.a
	Reli

DES ESTATS DE BLOYS.

Religieuses rendues au beguain,	§.xxviii.70.a
Religion quelquesfois couuerture d'impieté,	§.cxviii.285.a
Remonstrances des Parlemens,	§.cccxliv.414.a
Renuoy des domiciliés,	§.cxlvij.226.a
Renuoy apres les defauts,	§.cliiij.233.a
Rentes au denier dix,	§.cccxxxiiij.401.b
Reparer les villes,	§.ccclj.418.a
Reproches de tesmoings,	§.cciiij.291.a
Requeste au Roy par escript,	prefa.6.a
Requeste ciuile,	§.xcij.164.a, & §.cxlvj.225.a
Requeste par qui rapportee,	§.cxliij.220.b
Residence,	§.xiiij.43.b, 44.b. & 46.b
Residence aux iuges,	§.cxxxvj.215.b, & §.cxxxvij.216.a
Rescript durant le procès,	§.97.168.a, & b
Resister aux plus puissans dangereux,	§.cccxl.407.b
Reserues aux benefices,	§.viij.33.a
Residences,	§.xiiij.43.b. & 45.a
Residences en quels benefices,	§.lxxvij.138.a
Resignations,	§.cod. ibid.
Religions, §.cx.189.a, ou est ennemie des nominations collations & elections,	ibid.
Resister à iustice,	§.cxcj.276.b
Rescripts contre droit reiettez,	§.cxciiij.279.b, & §.cxcv.28 .b
Resigner auât les lettres leuees & prinse de possession,	§.cx.89.a
Response de verité & proposer sans Procureur,	§.ccxlj.311.a
Restitution pour meubles,	§.ccclij. 421.b, ou ibid.
quoy du Roy,	Retentum

Retentum Curia,	§.ccvij.296.a
Reuenu Ecclesiastique à quoy employé,	§.xiiij.
45.b,& §.liij.15.b	
Reuision d'arrest,	§.cxlvj.225.b
Reuocation du premier benefice par prouision du second,	§.xlv.99.b
Richesses chambrieres des lettres,	§.xxvj.
66.a	
Roolle aux causes,	§.cxxiiij.204.a
Roy comme est sur la loy,	prefa.6.a
Roy ne soit dissimulé ni pipeur,	ibid.
Roy aye toutes ses parolles limitees,	preface
ibidem	
Roy & de son deuoir,	ibid.b
Roy paresseux & trompeur comme chastié,	ibid.
& cod.2.b,& 7.b	
Roy oye les clameurs du peuple & y remedie,	
ibidem	
Roy subiects à l'Eternel qui les iugera selon leurs merites,	ibidem
Roy debonnaire non cruel,	cod.6.b
Roy vaut mieux que loy,	cod.10.b
Royz recognoissent le Pape au spirituel,	codem
11.a	
Royz comme s'embesoignent du spirituel,	
ibidem	
Royz protecteurs de l'Eglise, cod.7.b,§.xv.47.a,& §.xviij.50.b	
Royz conseruateurs des Decrets.	ibid.
Royz regissent par conseil,	ibid.
Royz assistent au conseil,	ibidem, & §. lxxxix.
	152.a

152.a

- Roy n'opresse ses subiects, §.lxxxix. ibid.
 Roy soit iusticier, ibid.
 Roy baille audience, §.cod. §2.b
 Roy mineur, ibid.
 Roys ne s'esgarent de iustice, §.xciiij. 164.b
 Roys par dessus la loy, tenus de leurs contracts, §.
 cccxxxliij. 402.a
 Roys se soubmettent à iustice, §.cccxi. 407.a
 Roy bon ne tourmente son peuple par nouuelles
 impositions, §.cccxlj. 408.a, & 409.b
 Roy reigle sa despence au reuenu, ibid.
 Royne a les priuileges du Roy, §.cccxlj. 412.
 a, & b
 Roy subiect à la loy, concl. 433.a
 Roys doiuent reietter leur profit particulier pour
 soulager le peuple, ibid.
 Roys en la main de Dieu, prefa. 7.b
 Roys curieux du bien des subiects, preface
 10. a
 Roy soit content de son ordinaire reuenu, ibidem b
 Roy des francs & aisés plus honorable que s'il
 seigneurie sur les belistres & esclaués,
 ibidem
 Roy addonné à ses plaisirs, §.lxxxix. 154.a
 Roys prennent la iustice de la main de Dieu, §.cod.
 ibid. & fol. 155.a
 Roy ne retracte ses contracts ou du predecesseur,
 §.ccxxxiiij. 307.a
 Roy bon estime sa grandeur consister au bien du
 Royaume, §.cclxxvij. 347.b
 Roy

Roy soit content de son ordinaire reuenu, §. cclxxx.

352.b

Roy qui ne seignit iamais espee, §. cclxxxvj. 360.b

Roys aiment souuent les vicieux, §. cod. 361.a

Roy pere du peuple, §. cccxxxij. 398.a

Roys comme liberaux, cccliiij. 422.a

Roys doiuent recompenser leurs seruiteurs qui le

meritent; §. cod. ibid. b

S

Saisie du temporel Ecclesiastique par les officiers Royaux, §. xvj. 47.b

Saisie par faute d'heritiers apparets, §. clxiiij. 248.a

Sainct en honneur au regne de Iustinian, §. xxxv.

86.b

Salair ne soit excessif iacoit qu'il fust plus presen-

ter

§. xx. 54.b

Salair esgalé à la peine, §. lxxxvj. 149.a

Salair double quand il y a double qualité, §. cxv.

197.a, & §. clxxxv. 272.b

Salair des Secretaires, §. clxiiij. 246.b

Salair n'est deu aux Viceseneschaux, §. clxxxv.

272.b

Salut en escripture publique ou priuee, preface

2.b

Sçauoir propre à l'homme, §. cvj. 182.a

Sçauans en vne nuit, §. lxxxv. 147.b

Seaux de Chancellerie comme raxez, §. clxiiij.

247.a

Scedulles & signatures priuees, §. clxv. 149.a

Sciences poison publique, §. cvj. 182.a

Scien

Sciences maintiennent l'estat, §.xxvj.66.a
 Science sans conscience, §.ij.21.b
 Sciences contétent leurs possesseurs, §.lxxxij.14.b
 Scipion ne vendit, achepta ou bastit, §.ccclxxxij.
 430.a

Sergens n'executent dans les lieux sacrez, §.xxxj.
 81.a

Sententier sans ouyr partie, §xlviij.104.a
 Secretaires de trois sortes, §.cclij.318.a
 Sentences comme interpretees, §.clxxix.61.a
 Sentence par quel iuge executee, ibid.
 Sentence auant confiscation, §.cxv.197.b
 Sentence auant punition corporelle, §.cciiij.292.a
 Separer ceux qui se battent, §.cxcviij.283.b
 Sergens & leurs qualitez, §.clxxiiij.257.a, ou
 s'ils sont creus, ibid.

Sepulture acheptee, §.lj.111.b

Sergens des tailles exacteurs, §.cccxliv.414.a

Seigneurs ne pillent leurs hommes, §.cclxxix.351.a

Seiour des gens de guerre, §.cccj.371.b

Serment annulle toute action suyuant, §.cccxxxiij.

392.b

Seruiteurs suyuant la cour soyent aduouez, §.cccxiv.

393.a

Seruiteurs & subiects du Roy, §.cclxxvij.347.b

Seruices du Prince souuent mal recompensez, §.

cclxviij.333.b

Syndic pour l'Vniuersité, §.xix.52.a

Soldat que promettre a son Capitaine, §.cccxiiij.385.a

Soldats seifs enrollez §.ccclxxxix.363.a

Soldat enrollé ne peut chercher autre drapeau,

§.ccxc.364.a

Soldats ne se rafraichissent lors qu'il faut faire teste
ibid.b

Soldats marchent plus pour le pillage ou la paye
que pour l'honneur, §.ccxcj.566.a

Soldats payent l'hoste, §.ccxcv.369.a, & b

Soldat n'escarte le Capitaine allant par pays, §.cccj.
376.a

Soldats marchent en rang le tabourin sonnant, §.
ccclij. ibid.b

Soldats payez à la bincque, §.cod.ibid.

Soliciter proces indignes de l'homme d'honneur,
§.cxx. 204.a

Sortileges, §.xxxvj.87.b

Sort & ballottes au spirituel, §.iij.24.b

Spirituel traicté par les Roys. prefa.11.a

Spirituel du benefice n'est en ferme, §.xlvi.99.b

Spirituel n'est vendu, §.lij.111.b

Subiects facent humblement non armez leurs re-
questes au Souuerain, prefa.3.a

Subiection des petits aux grands, §.xxvij.68.a

Substitution n'est subiecte à la disposition de l'in-
stitué, §.cclxxix.351.a

Substitut du Vicaire peut conferer au Vicaire, §.
xlvi.99.b

Substance n'abandonne son subiect, § cl. 228.b

Substituts du Procureur du Roy, §.clvij. & clviij.
240.2

Substitutus quand ne sont receus, §.xiiij.44.a

Subsides pour le bien general n'exemptent aucun,
§.lvj.119.a

Successeur à l'Ecclesiastique comme tenu des con-
tracts de son predecesseur, §.lij.115.b

Suppre

DES ESTATS DE BLOYS.

Suppressions par mort,	§.ccxj.301.a, & §.cclj 317.b
Survues aux offices,	§.cxj.190.a
Simonies,	§ vj.31 b & §.xxj 55 b
Simonie contre l'ignorant,	ibid.
Simonie par argent & prieres,	ibid. & §.c.174.a
Simonie contre les Monarques ou mignons,	§.xxj. 55. b
Simonie si est Ecclesiastique:	§.cod.56.a

T

T Ableaux aux peages,	§.cclxxxij.355.a, & b
Tailles extraordinaires hayneuses,	prefa.10.a
Tailles remises aux hommes de lettres,	§.xxvj.66.a
Tailles sur les corps & sacremens,	§.clxxxj.262.b
Taillon,	§.ccxliij.314 b
Tail es & subsides en necessité,	§.cc vj 323 a
Tail es personnelles eu esgard aux facultez,	ibid.
Tail es moindres aux lieux où les gendarmes sont passez,	ibid.b
Tailles que vallent en France,	§.cccxlj.408.b
Tailles pourquoy mises sus,	ibid.
Tail es reelles & personnelles,	§ eod 410.a
Tauernes & Cabarets,	§.xxxvij 90.a
Tauernes,	§.ccclx.428 b
Taxe des feaux.	§.xciiij 165.b, & §.xcvj. 66.a
Ta e selon le labour & merite,	§.clxj.243.a
Temporel ecclesiastique assensé aux estrangers,	§.iiij. 28.a
Téporal Ecclesiastique saisi par Officiers Royaux,	§.xv.47 b
Temps d estude,	§.l. xxv.347.b

TABLE SVR L'EDICT

Temps maistre des arts,	§.cvj.184.a
Territoire n'est consideré aux actes de iurisdiction volontaire,	§.xlvi.99.b
Terres erines & vacans,	§.cccxi.466.b
Tesmoing blasphemateur reproché,	§.xxxv.87 a
Tesmoings rendēt raison de leur dire,	§.clxij.245.b
Tesmoings signent,	§.clxv 249.b, & §.clxvj.250.a
Tesmoings deux font preuve entiere,	§.cod ibid.b
Tesmoings ou escriptures assurent les actions,	§.cod ibid b
Tesmoings resilians à l'instrument,	ibid.
Tesmoings cognoissent les parties,	§.c'xviij.252.a
Tesmoings proxenettes, en cas d'vsure,	§.ccij. 90.a
Tesmoings sur le faict pour les deux parties,	§.ccij. 90.b
Tesmoings dix sur mesme faict,	§ cod.291 a
Tesmoings qui confesse le reproche vray,	§ cod, ibidem
Testamens par Ecclesiastiques,	§.lxiiij.127.a
Theo ogie combien recommandable,	§.xxvj.66.a
Tiltre double pour mesme faict,	§.ij 21.b, & §.vj. 31 a
Tiltre en benefice,	§.cod.ibid. & §.xlvij. 103 b
Tiltre comme recognu vicieux en benefice,	§.xlvj. 10 .b
Transaction sur rapt,	§.xliij 96.a
Tresor du Roy à la bourse du peuple,	§ cccxxix, 95.a
Tresors Ecclesiastiques à quoy employez,	§.lij. 13.b
Tuteurs ne contractēt mariage avec leurs pupilles,	§.xliij ibid.b

Vacance

- V**Acance ruine du troupeau, § v. 29 a
 Vacans, § cccxl. 405.b
 Vacance de droict & de faict, §.xlviij. 100.a
 Vagabonds à la suite de la Cour, §.cccxxiiij. 392.b
 Vaincu doit graces au victorieux, §.cclxxxiiij. 356.a
 Valeur d'heritages comme verifiee, §.clviij. 245.b
 Vassal de deux Seigneurs, §.c.rij. 192.a
 Vassal si suit son seigneur en guerre iniuste, §.
 cclxxvij. 347.a
 Vassal qui suit de bonne heure, ibidem
 Vassal n'est tenu de suyure son seigneur contre son
 seigneur, ni contre son sang, §.eod. 348 a
 Vassal si s'arme contre son Seigneur iniurieux, §.
 cclxxvij 346.b
 Vassal fait par substitut, §.cccxviiij. 288.b
 Vesues quelles, §.clvi 238.a, & b
 Vesues folles qui se remarient, §.clxxxij. 264.b
 Vendeur declare les charges, x.clxxx 261.b
 Ventes des sciences, §.lxxiij. 135 b
 Ventes des biens d'Eglise, §.lxxix. 140 b, & 141.a
 Ventes d'offices, §.c.171 b, 173 a. 175 b, & §.cj.
 176.b
 Ventes des forests du Roy, §.cccxxvij. cccxxvij.
 & cccxxxix. fueil 405.b, & 406.a
 Vertu suffisante pour bien viure, § ij 20 a
 Vertu & vice viennent de volonte, §.xxviiij. 69 b
 Vertu aux offices, §.cvj 183.a
 Veus forcez, §.xxviiij 69.b
 Veus de religion difficillemēt retractez apres l'en-
 tree, § cod. 75 a, & 77.a
 Veus & ordres indelibles, ibidem,

Vibaillifs Viceneschaux ne se facent desfrayer, §.

cxxix. 210. b

Vibaillifs que doyuent faire, §. clxxxviij. 274. a

Vibaillifs védeurs de places d' Archers, §. clxxxviij.

ibid. b

Vibaillifs & leurs iurisdicitions, §. ccj. 287. b

Vicariats generaux, §. xlv. 99. a, Les qualitez au

Vicaire, ibid b, De leur pouuoir, §. lxxj. 125. b

Victoire vient de Dieu, prefa. 7. a, & b

Vie contemplatiue, §. xxviii. 69. b

Vieillesse excuse des charges, §. cv. 18. a

Vieillesse sage & experimentee, §. cvj. 18. b

Visitateurs Ecclesiastiques, §. xxviij. 68. a

Visite à l' Euesque ou Archeuesque, §. xxxij. 8. a

Vnion de benefices, §. xxij. 56. b, & 57. b

Vnion avec quelles formes, §. xxiiij. 6. a

Vniuersités sont part à l'estat, §. lxxvij. 231. b

Vniuersité fameuse, §. lxxviii. 132. a

Vniuersité de Poictiers, §. lxxxiiij. 146. b

Vniuersité, §. xxvj. 65. b

Voix qui nomment vn du corps sont à preferer,

§. iij. 23. b

Voye de faict, §. xlv. 99. a, §. xlvij. 103. a, & §.

cclxxviiij. 349. a

Voisin aide voisin, §. ccclij. 420. b, ou prouince aide

la prouince voisine, ibidem,

Vol sur grands chemins, §. ccclv. 425. a

Volonte pour l'acte, §. xciiij. 279. b, & §. xciv.

280. b

Volonté ennemie de contraincte, §. xxviii. 69. b

Vsage considerable, §. ij. 21. b

Vsage de la fondation ne soit inuerti, §. lxxv. 129. a

Vsage

DES ESTATS DE BLOYS.

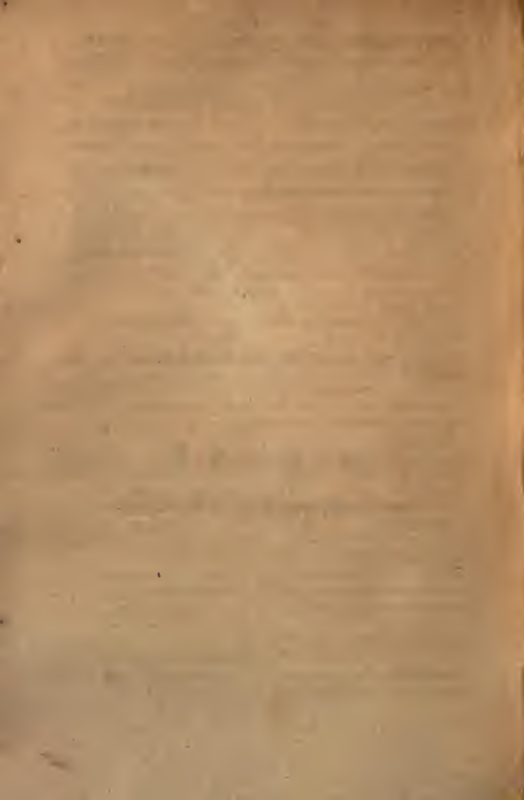
Vsage polli,	§ lxxxvj.148.b
Vsufuctuaire ne prend aux accroiffances ni nom- me aux nouueaux offices,	§.cccxxj.296.b.ou des autres droits,
	ibid. & §.cccxxxij.401.b
Vfurier actif & pafsif,	§.ccij.283.b
Vfurier ruine peuple,	ibid.
Vsure & prest different,	§.cod.289.a
Vsure comme recogneuë,	ibid.
Vsure centefime,	ibid.b
Vfuriers manifestes,	ibid.
Vsures d'vsure,	§.cccxxxij.401.b

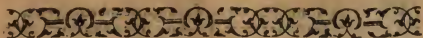
F I N.

OV FORTVNE DRESSE.

A L R O N,

Imprimé par Pierre Rouffin.





REFORMATION DES ERREURS
*contenuz en ces Aduertissements sur l'Edict des
trois Estas tenuz à Blois, tirant leur source par
portion des coppies incorrectes dont les Librair's
se sont aydé, & en partie de l'imprimerie, qu'il
vous plaira restablir en la lecture, comme s'ensuit:*

f. feuillet, l. ligne, p. page, m. mettez.

f. 1. p. 2. lig. 3. mot, nemy, m. n'y.
f. 2. p. 2. lig. 13. Preside, mettez,
Presido.
f. 3. lig. 6. Pourroye, mettez,
Pourroy. Et ainsi par tout le
liure en tels termes de la pre
miere personne.
f. 3. p. 2. lig. 11. les liguez, mett.
& les liguez.
f. 3. p. 2. lig. 17. tenue, mett. tenu.
f. 4. lig. 1. de son conseil, mett.
du conseil.
f. 4. lig. 13. mal semeurs, mett.
mal-meuz.
f. 4. lig. 20. & est, mett. & ay.
f. 4. p. 2. lig. 20. Cayet, met. Cayé.
f. 5. lig. 6. desuicées, met. desuicés.
mesme lig. Qui, mett. Qu'il.
f. 5. lig. 31. victorieux, m. victorio.
f. 9. lig. 7. nemy, mett. n'y.
f. 9. lig. 16. Puissance, mett. Pieté.
f. 9. p. 1. lig. 13. obeissans, mett.
obeissant.
f. 9. p. 2. lig. 14. obseruans, met.

obseruant.
f. 9. p. 2. lig. 27. Paissible, mettez
Paissible.
f. 10. p. 2. li. 7. Celluy à plus, mett.
Celluy est plus.
f. 10. p. 2. li. 3. ou par, met. que par.
f. 11. p. 2. lig. 10. note, mett. notté.
f. 11. p. 2. lig. 18. Diacones, mettez
Diactes.
f. 12. lig. 6. receue, mettez, receu.
f. 13. p. 1. li. 7. resolut, mett. resolu.
f. 14. lig. 16. pois, mettez prys.
f. 14. li. 25. Quand, me tez qu'il.
f. 14. p. 1. li. 3. disent, mett. dient.
f. 14. p. 2. lig. 5. quelle as, mettez
quelle feut.
f. 4. p. 2. li. 13. demandent, mett.
demordent.
f. 14. p. 2. lig. 17. esclaué, mettez
enclaués.
f. 15. p. 2. li. 1. Poistrins, mett. Pri
mitiue.
f. 16 li. 3. & 4. lieffe, mett. lieffes, &
deitresses, mett. detresses.

f. 16. lig. 9. Ce qui, mett. Ce que.
 f. 16. p. 2. lig. 7. demandez, mett.
 demandé.
 f. 17. lig. 2. informé, mett. infor-
 mec.
 f. 17. pag. 2. lig. 11. promettons,
 mettez. crm. ettons.
 f. 10. p. 2. lig. 15. matiere, mettez
 malice.
 f. 10. p. 2. li. 19. retranchans, met.
 retranchant.
 f. 11. lig. 7. contre regles, mettez
 contre les regles.
 f. 11. pag. 2. lig. 15. Canoniques,
 mett. Canonistes.
 f. 13. lig. 28. indultrie, mettez in-
 uit.
 f. 13. lig. 17. p. 1. le voisin, mettez
 du voisin.
 f. 25. lig. 9. leur, mettez les.
 f. 25. lig. 3. humain, mettez hu-
 mains,
 f. 17. lig. 4. chasse, mett. choisist.
 f. 17. p. 2. lig. 4. desisions, mettez
 decisions.
 f. 28. lig. 4. aussi seront, mettez
 aussi ne seront.
 f. 18. li. 6. qui ne seront de, mett.
 qui ne scauant les.
 f. 18. lig. 16. seront, mett. soient.
 f. 29. lig. 6. qu'ilz, mettez qu'il
 f. 31. lig. 11. practiquez, mettez
 Practicqz.
 f. 32. lig. 31. argren, mett. argent.
 f. 34. l. 9. douce, mettez donnee.
 f. 34. p. 2. l. 14. 2. aulcan. aulcun.
 f. 34. lig. 21. mois mettez, motz.
 f. 35. lig. 1. ordonnance, mettez
 ordinaire.

f. 36. lig. 1. pen, mettez peult.
 f. 36. p. 2. lig. 15. autrement, mett.
 anciennement.
 f. 40. l. 1. procuration, mett. Pro-
 cureur.
 f. 41. p. 2. lig. 21. le droit mett. &
 le droit.
 f. 43. p. 2. lig. 12. ne, mettez en.
 f. 46. lig. 1. aulx, mettez les.
 f. 46. lig. 14. par le, mett. hors du.
 f. 46. li. 22. communs, mettez le
 commun.
 f. 48. p. 2. l. 8. crier, mett. errer.
 f. 49. li. 15. yacquer, mett. vaquer.
 f. 50. p. 2. l. 8. comme, met. crime.
 f. 51. lig. 31. meule, mettez menfe,
 f. 52. lig. 19. nauti mett. nanty.
 f. 54. lig. 30. est, mettez &.
 f. 54. l. 18. p. 2. approchnat, mett.
 aprochant.
 f. 55. pag. 2. li. 20. cherrons, mett.
 cherront.
 f. 59. l. 21. p. 1. au denier, mett. au
 dernier denier.
 f. 62. li. 1. ordonnances, mett. or-
 dinaire.
 f. 65. lig. 22. peyne, mett. peyner.
 f. 65. l. 25. p. 2. Qui, mett. Qu'ilz.
 f. 68. p. 2. l. 21. des, mett. les.
 f. 71. p. 1. lig. 4. les tirant, met. en
 les tirant.
 f. 74. lig. 24. les generalles, mett.
 loy generalie.
 f. 75. li. 17. portans, mett. portent.
 f. 76. l. 8. au monastere, mett. aux
 parents.
 f. 83. pag. 2. l. 1. indifferens, mett.
 indiffetement.
 f. 76. p. 1. l. 22. estre, mett. estoce,

f. 80. p. 2. li. 30. administrer, met.
 admonester.
 f. 84. l. 3. qui a, met. sçauoir qui a.
 f. 84. l. 6. nourriture (adiouitez)
 voyez argentie.
 f. 98. p. 2. li. 16. vicieuses, met. vet-
 tueuses.
 f. 99. p. 2. li. 28. praticqueurs, met-
 tez praticiens.
 f. 101. p. 2. li. 9. âls, mettez sans.
 f. 104. l. 13. ferme, met. forme.
 f. 108. p. 2. li. 9. affeurent, mettez
 assentent.
 f. 108. p. 2. li. 7. perdroient, mettez
 perdoient.
 f. 109. p. 2. li. 17. 22. bande, met.
 bandee.
 f. 109. p. 2. li. 18. ferme, met. forme.
 f. 109. p. 2. li. 27. oyent, met. loyent.
 f. 116. p. 2. li. 27. leuees, met. lieues.
 f. 116. p. 2. li. 28. recors, met. receuz.
 f. 111. pag. 2. lig. 11. detision, met.
 decision.
 f. 118. pag. 2. lig. 8. l'office, met.
 l'officié.
 f. 142. l. 14. fault, met. faist.
 f. 146. l. 23. p. 2. rien, met. receu.
 f. 148. l. 2. p. 2. aotue, met. roine.
 f. 149. l. 3. peieur, met. priué.
 f. 150. pag. 2. li. 16. compostz, met.
 composez.
 f. 151. l. 12. leur, met. luy.
 f. 151. p. 2. li. 7. les parties, met. les
 pertes.
 f. 153. p. 2. lig. 14. mainstien, met.
 maintiens.
 f. 154. li. 30. au iuge, mettez aux
 iuges.
 f. 154. l. 31. iugera, met. iugeront.

f. 157. li. 10. refusit, met. repaisit.
 f. 159. p. 2. li. 5. des, met. die.
 f. 160. pag. 2. li. 28. en nollie ord-
 met. en ordre.
 f. 162. l. 4. ou, met. non.
 f. 163. li. 17. point ce que, mettez
 point que.
 f. 172. li. 30. duree, met. denree.
 f. 173. li. 1. inuestition, mettez in-
 uetition.
 f. 172. p. 2. li. 25. apprennent, met.
 apprenent.
 f. 175. l. 19. il, met. s'il.
 f. 177. li. 1. s'estant, met. estant.
 f. 179. l. 1. ic, mettez il.
 f. 187. pag. 2. lig. 3. annuer, met.
 annoner.
 f. 195. li. 18. facudie, met. faconde.
 f. 197. l. 22. teste, met. testeroit.
 f. 199. pag. 2. li. 4. tormentz, mettez
 tormentez.
 f. 201. pag. 2. li. 25. & l'ordonnance,
 met. & l'ordonnance.
 f. 204. l. 27. voyez, met. voicy.
 f. 209. lig. 15. contrainte, mettez
 crainte.
 f. 209. li. 29. voulons, met. vou-
 lions.
 f. 212. lig. 11. controuenans, met.
 contreuenans.
 f. 213. l. 27. legistes, met. logistes.
 f. 214. l. 16. fondz, met. fraiz.
 f. 216. p. 2. li. 4. n'en met. en.
 f. 217. p. 2. li. 25. informe, mettez.
 infirme.
 f. 218. p. 2. li. 9. 10. emition, met.
 euiction.
 f. 218. lig. 4. ou ceulz, mettez ou
 prauuer ceulz.

f. 229. pag. 2. li. 3. religion. mettez
region.

f. 229. pag. 2. li. 1. desulc, mett.
deluic.

f. 230. l. 15. expedite, mettez ex-
pediant.

f. 23. li. 9. desmuez; mettez des-
founez.

f. 23. l. 32. aut, mettez fait.

f. 235. p. 2. l. 16. eluanoui, mettez
clatouy.

f. 235. pag. 2. li. 20. auant, mettez
iugeant.

f. 237. li. 7. remarquable, met-
tez remarquable.

f. 237. li. 18. presentes; mettez
presentes.

f. 238. l. 5. effrontees; mettez ef-
frutees.

f. 242. l. 15. vallas, mett. veillans.

f. 243. l. 18. elt, mettez &.

f. 243. li. 19 & mettez est.

f. 247. l. 13. desptes; mettez d'ex-
pertz.

f. 249. l. 11. depostions mettez
dispositions.

f. 251. l. 13. successions; met. iurif-
dictions.

f. 253. l. 18. preuent, mettez pre-
uoyent.

f. 256. l. 19. & mettez &.

f. 26. l. 9. excédra, mettez exer-
cera.

f. 264. p. 2. l. 1. y mett. y.

f. 265. p. 2. l. 20. elcripuent, mett.
escriement.

f. 266. l. 32. ou, mett. que.

f. 281. l. 32. trou le, mettez trou-
ble le.

f. 294. p. 2. l. 11. estars, met. esleus.

f. 311. p. 1. l. 18. popiniere, mettez
popiniere.

f. 314. p. 2. l. 4. adcauotz, mettez
aduocat.

f. 315. li. 29. medimnés, mettez
medimnes.

f. 324. l. 7. mettez fortune.

f. 327. l. 5. rien ne vaulz, mettez
rien vaulz.

f. 328. p. 2. l. 14. receuoit, mettez
receprouit.

f. 332. li. 22. constitutions, mettez
constitutions.

f. 333. p. 2. l. 4. prys, mettez pys.

f. 334. li. 20. dangerieux, mettez
dangereux.

f. 342. li. 2. paiement, mettez
payement.

f. 346. p. 2. l. 21. frizonnen; met-
tez foizonnen.

f. 348. l. 5. aboumce, mett. abom-
mee.

f. 349. p. 2. l. 19. feodans, mettez
fendans.

f. 350. p. 2. l. 21. cornées, mettez
cornées.

f. 352. l. 13. triens, met. Tensiers.

f. 353. p. 2. l. 24. mettez est.

f. 357. p. 2. l. 19. feodans mettez
fendans.

f. 358. l. 24. pataoes, mettez pas-
sages.

f. 360. p. 2. l. 6. papionis, mettez
papionis.

f. 367. p. 2. l. 1. n'aye mett. n'aye.

f. 369. p. 2. l. 6. mettez sta-
tues.

f. 369. pag. 2. l. 1. s'assemblerent,
mettez